LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

36e séance	mercredi	8 juin 2011
37e séance	jeudi	9 juin 2011

Les représentants d'ECPAT remettent une pétition au Président de la Chambre des Députés.

Remise d'une pétition pour la protection des mineurs

À l'approche des vacances d'été, l'organisation non gouvernementale ECPAT souhaite sensibiliser la population et les hommes et femmes politiques à une meilleure protection des mineurs face au trafic à but sexuel. ECPAT (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes) est un réseau international d'organisations travaillant ensemble afin d'éradiquer la prostitution enfantine, la pornographie enfantine et le trafic d'enfants à des fins sexuelles.

Dans le cadre de leur campagne, une délégation d'ECPAT Luxembourg a remis une pétition de 8.000 signatures au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. À cette occasion, le Président d'ECPAT Luxembourg, Me Victor Gillen a résumé les trois principales revendications de l'ONG:

1. assurer une assistance et une protection pour les enfants victimes de trafic, même quand ils ne veulent pas témoigner contre leurs abuseurs,

2. intégrer des actions de sensibilisation sur les risques d'exploitation sexuelle et de trafic dans le programme scolaire, et

3. assurer que les services d'aide téléphonique pour les enfants soient accessibles 24 heures sur 24.

Le Président de la Chambre a félicité les membres d'ECPAT pour leur travail en faveur d'une cause qui lui tient très à cœur. À cette occasion, M. Mosar a rappelé que la législation luxembourgeoise prévoit notamment de réprimer toute forme de tourisme sexuel et de poursuivre au Luxembourg le Luxembourgeois ou l'étranger résidant à Luxembourg qui aurait commis à l'étranger une infraction liée à la traite des êtres humains.

ECPAT lutte depuis plus de 15 ans contre l'exploitation sexuelle dont sont victimes les enfants dans les pays du Sud et en Europe et sensibilise l'opinion publique sur les droits des enfants.

Jean dit «Muck» Huss quitte son mandat

Au bout de 23 ans de mandat de député, M. Jean dit «Muck» Huss se retire de la politique nationale. Âgé de 64 ans, il souhaite dorénavant se consacrer davantage à la politique communale et à son engagement contre la pollution et en faveur de la santé humaine.

M. Huss a obtenu son 1er mandat en 1984. Il avait été élu au «Gréng Alternativ Partei» (GAP), parti dont il est le cofondateur. Au cours des différentes périodes législatives, il s'est fortement consacré aux questions ayant trait à la protection de la nature.

Au niveau international, il a notamment représenté la Chambre des Députés à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Ses plaidoiries contre la pollution domestique par des substances chimiques ou les rayonnements électromagnétiques ont retenu l'attention.

En fin de séance publique, le Président, M. Laurent Mosar, a honoré le travail du député écologiste.

M. Laurent Mosar et M. Jean Huss (à droite).

Le Président à l'atelier «Schweessdrëps»

Les tricots de 36 équipes de sport sont lavés et réparés à l'atelier «Schweessdrëps».

En date du 27 juin 2011, M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a visité l'atelier «Schweessdrëps» de l'association «Stëmm vun der Strooss» à Esch-sur-Alzette.

Créée en 2005, cette structure occupe 32 personnes, dont la plupart touchent le revenu minimum garanti (RMG). Pour l'heure, elles lavent et réparent les tricots de 36 équipes de sport. «La liste d'attente est longue», a expliqué le Président du conseil d'administration, M. Marcel Detaille, «mais l'exiguïté des locaux ne nous permet pas de nous consacrer aux soins et nettoyage de davantage d'équipements sportifs.»

M. Mosar a félicité les responsables d'avoir mis en pratique cette idée, simple à la base mais ô combien efficace, par laquelle 32 personnes ont trouvé un travail.

Il a également encouragé les employés de la «Schweessdrëps» à continuer sur cette voie et à persévérer dans leur quête de retrouver un emploi sur le premier marché du travail.

Le déplacement du Président se situait dans le cadre des visites de soutien aux personnes défavorisées que M. Laurent Mosar tient à effectuer tous les ans à l'occasion de la Fête nationale.

DANS CE NUMÉRO

Rapport du Médiateur	p. 495
Projet „Eis Schoul"	p. 505
Loi sur l'euthanasie	p. 509
Sommaire des séances publiques nos 36-37	p. 525
Sommaire des questions parlementaires	p. Q220

La Chambre accueille une nouvelle députée

Pour Mme Josée Lorsché, qui succède au député sortant Jean Huss, engagement politique rime depuis plus de 30 ans déjà avec écologie, lutte contre les inégalités sociales et protection de la nature. Dès les années 1980, elle s'est engagée en faveur de l'éducation à la paix et contre le nucléaire.

Elle a participé aux manifestations des pacifistes et a lutté contre la construction de la centrale nucléaire de Cattenom. Sans oublier son travail de syndicaliste auprès du SEW.

En 1993, Mme Lorsché a participé pour la première fois aux élections communales et depuis 2005, elle siège au conseil communal de Bettembourg. Elle fut candidate aux élections législatives de 2004 et, en 2009, tête de liste pour la circonscription Sud, ensemble avec M. Félix Braz.

À la Chambre des Députés, elle a entre autres récupéré les dossiers que M. Jean Huss a laissé orphelins: protection de santé humaine, médecine préventive et médecine environnementale.

Ayant pratiqué l'athlétisme et aimant la marche et les randonnées à vélo, Mme Lorsché considère le sport comme facteur de cohésion sociale et de protection contre certains problèmes de santé. Les autres questions qui la passionnent concernent la politique sociétale et familiale, l'éducation et le développement durable.

Mme Lorsché est âgée de 49 ans. Issue d'une famille de sidérurgistes, elle a quitté sa ville natale de Dudelange en 1983 après avoir terminé ses études. Elle a ensuite travaillé pendant 28 ans comme institutrice dans l'école fondamentale avant d'accepter son mandat de députée.

Mme Josée Lorsché a été assermentée le 6 juillet 2011.

La Cité policière Kalchesbréck sous l'œil du Président

M. Charles Hamen (2e de gauche) explique le fonctionnement de la nouvelle infrastructure de coordination et de commandement au Président et au Secrétaire général de la Chambre (1er et 2e de droite).

Le 5 juillet dernier, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est informé sur place sur la Police grand-ducale en général et sur la nouvelle infrastructure policière en particulier.

Le Directeur général de la Police, M. Romain Nettgen, accompagné de ses deux adjoints, MM. Nico Hirsch et Jos Schmit ainsi que d'une délégation constituée de certains membres de la Direction générale lui a fait faire le tour du propriétaire. Il a fourni des explications sur l'organisation, les structures et le fonctionnement de la Police.

Le Président de la Chambre des Députés s'est montré particulièrement intéressé par la police de proximité et par le nouveau fléau que représentent les incivilités, notamment en milieu urbain. Il fut aussi question du périmètre de résidence obligatoire pour le personnel policier en fonction du lieu de travail et de la nature de la tâche assignée et de la gestion de crise, en cas d'événements calamiteux d'origine accidentelle ou criminelle.

Finalement la délégation s'est rendue au nouveau Centre d'Intervention de la Police où le Directeur des Opérations et de la Prévention, M. Charles Hamen, a exposé le fonctionnement de la nouvelle infrastructure de coordination et de commandement, à la pointe de la technologie.

La nouvelle Cité policière est située route de Trèves à Kalchesbréck sur le territoire de la commune de Sandweiler. L'emménagement dans le nouveau bâtiment qui abrite tous les services de la Direction générale ainsi que deux services centraux a débuté fin 2010. Actuellement presque 350 personnes y occupent déjà leur nouveau poste de travail. Une fois le déménagement clôturé cet automne, quelque 500 policiers et civils seront en poste dans la nouvelle infrastructure.

SIDA et énergie éolienne au Parlement Benelux

(de gauche à droite) M. Jean-Marc Hoscheit, M. Gilles Roth, Mme Tania Tennina, M. Marcel Oberweis, M. Félix Braz, M. Roger Negri et M. Alain de Muyser.

Lors des séances plénières du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux) qui se sont déroulées du 17 au 18 juin 2011 à La Haye aux Pays-Bas, deux recommandations ont trouvé l'aval des parlementaires des trois pays.

Il s'agit en premier lieu de la recommandation sur l'énergie éolienne qui demande notamment aux trois gouvernements de lever les obstacles légaux au développement des interconnexions entre les marchés de l'électricité, en particulier aux échanges d'informations entre les régulateurs et les gestionnaires de réseaux des pays participants au Forum Pentalatéral de l'Énergie et d'augmenter la sécurité d'approvisionnement en énergie verte.

Une seconde recommandation sur la politique relative au SIDA appelle les gouvernements du Benelux face à une recrudescence des contaminations par le virus HIV à améliorer la politique d'information envers les personnes ayant une maladie sexuellement transmissible ou souffrant d'une hépatite C et à continuer à déployer des efforts pour résorber le retard en matière de tests HIV en particulier pour les personnes vulnérables et les groupes difficiles à atteindre, tels que les immigrés ou les toxicomanes.

Le Parlement Benelux a aussi marqué son soutien à l'amélioration des liaisons ferroviaires entre les pays du Benelux, notamment grâce à la mise en service de «Fyra», un nouveau train à grande vitesse pour les courtes distances entre Bruxelles et Amsterdam, et par la réduction du temps de parcours entre Bruxelles et Luxembourg. Afin d'inciter les personnes à prendre le train, il plaide en faveur d'un renforcement de la sécurité et de la mise en place systématique de parkings «park and ride» à proximité des gares.

Le Secrétaire d'État aux Finances des Pays-Bas, M. Frans Weekers, s'est adressé à ses anciens collègues parlementaires au sujet des carrousels TVA. Il a notamment insisté sur la nécessité de trouver un juste équilibre entre une économie de marché ouverte et la mise en place de restrictions envers les fraudeurs, ceci dans le cadre de la structure de coopération européenne commune Eurofisc et en référence au Livre vert de la Commission européenne sur l'avenir de la TVA. À cette fin, il a appelé le Comité des ministres du Benelux à se consulter régulièrement à ce sujet.

Le Ministre des Affaires étrangères néerlandais, M. Uri Rosenthal, a pour sa part souligné l'importance pour les trois pays du Benelux de faire preuve de plus de cohérence en matière de politique étrangère, notamment dans les domaines de la sécurité et de la défense.

Les membres du Parlement Benelux ont réitéré leur volonté de continuer à développer des réseaux de coopérations transfrontalières avec les régions limitrophes. Cet objectif sera d'ailleurs renforcé avec l'entrée en vigueur très prochaine du nouveau traité Benelux.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Marcel Oberweis, Roger Negri, Félix Braz et Gilles Roth.

La délégation luxembourgeoise auprès du CPI a présenté les résultats de ses travaux.

Nucléaire et environnement - principaux sujets au CPI

Énergie nucléaire, alimentation durable, gouvernance forestière intégrée, pollution des cours d'eau: de nombreux sujets discutés au sein du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI/IPR) au cours des derniers mois concernent l'environnement et la santé humaine. Les représentants luxembourgeois au CPI ont, le 4 juillet 2011, présenté les résultats de leurs travaux dans le cadre d'une conférence de presse.

L'adoption d'une recommandation pour la réévaluation de l'énergie nucléaire a été soulignée par le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, qui préside la délégation luxembourgeoise au CPI.

À l'avenir celle-ci continuera à travailler sur les thèmes du développement durable et des énergies renouvelables. En outre, elle se consacrera tout particulièrement à la problématique de la mobilité et du transport dans la Grande Région.

Les recommandations adoptées par les assemblées plénières du CPI en décembre et en juin derniers ont également porté sur l'emploi et la formation, l'équivalence des diplômes du domaine des soins et de l'éducation, les écluses de la Moselle, la culture industrielle de la Grande Région ou bien l'idée d'une université de la Grande Région. Elles s'adressent aux exécutifs des régions membres. Ceux-ci sont priés de transmettre leurs prises de position aux assemblées respectives.

L'assemblée parlementaire consultative de la Grande Région réunit les représentants de Sarre, Lorraine, Luxembourg, Rhénanie-Palatinat, Wallonie et des Communautés française et germanophone de Belgique.

La Commissaire Connie Hedegaard à la Chambre:

Nucléaire et climat dominent

La sortie du nucléaire et les actions en faveur du climat ont constitué l'essentiel de l'entretien que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a eu le 20 juin 2011 avec la Commissaire européenne chargée de l'action pour le climat, Mme Connie Hedegaard.

«La sécurité des centrales nucléaires préoccupe les citoyens d'autant plus que plusieurs réacteurs se situent non loin des frontières avec nos voisins directs», a expliqué M. Laurent Mosar. Mme Hedegaard a rappelé que la Commission européenne est consciente du problème et organise des «stress tests» pour voir si les centrales en question savent résister à certains aléas extérieurs.

La Commissaire a encore souhaité s'informer sur l'intérêt que les citoyens luxembourgeois portent aux énergies alternatives ainsi qu'à la réduction de la consommation énergétique. Mme Hedegaard et M. Mosar ont été d'accord pour dire qu'il faut accroître l'efficacité énergétique et continuer à favoriser le développement des énergies renouvelables.

Au cours de sa visite au Luxembourg, Mme Connie Hedegaard a également eu des entrevues avec les ministres en charge du Développement durable et des Infrastructures, MM. Claude Wiseler et Marco Schank, ainsi qu'avec des délégués de l'Union des Entrepreneurs Luxembourgeois (UEL) et des représentants d'ONGs.

M. Laurent Mosar et Mme Connie Hedegaard.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Du 20 au 24 juin 2011 s'est tenue à Strasbourg la 3e partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La Chambre y était représentée par Mme Lydie Err (LSAP), présidente de la délégation luxembourgeoise, M. Norbert Haupert (CSV), vice-président, ainsi que par Mme Anne Brasseur (DP), M. Jean Huss (déi gréng), M. Fernand Boden (CSV) et M. Marc Spautz (CSV), membres de la délégation.

L'ordre du jour de cette 3e partie de la session ordinaire de 2011 fut bien rempli. Vingt textes furent adoptés dans leur ensemble dont douze résolutions, sept recommandations et un avis.

Parmi les principaux points traités figuraient notamment:

- les mouvements révolutionnaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient avec leur lot de conséquences (la situation en Tunisie, la demande de statut de Partenaire pour la Démocratie auprès de l'Assemblée parlementaire formulée par le Maroc, l'interception et le sauvetage en mer de demandeurs d'asile et de réfugiés suite au déclenchement de ces mouvements, le débat d'actualité sur la situation en Syrie et en Libye),

- le rôle des parlements nationaux pour garantir les droits de l'Homme ainsi que pour consolider et développer les droits sociaux en Europe, de même que

- la place des jeunes dans notre société (élaboration d'une convention-cadre européenne relative à leurs droits et lutte contre le chômage qui les touche de plus en plus).

(de gauche à droite) MM. Marc Spautz, Fernand Boden, Mmes Lydie Err, Anne Brasseur, MM. Jean Huss et Norbert Haupert.

© Guy Jallay / Luxemburger Wort

Remise de décorations

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a remis les distinctions honorifiques suivantes à deux membres et à deux fonctionnaires de la Chambre des Députés:

- Officier de l'Ordre de Mérite: Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) *(1re rangée - 2e de droite)*

- Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Chêne: M. François Bausch (déi gréng) *(1re rangée - à gauche)*

- Chevalier de l'Ordre de Mérite: M. Carlo Linden, conseiller adjoint *(3e rangée - 1er de droite)*

- Médaille d'Argent de l'Ordre de la Couronne de Chêne: M. Guy Bausch, huissier dirigeant *(4e rangée - 1er de gauche)*

Visite de la Commission parlementaire mixte UE-Mexique

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a accueilli une délégation de membres de la Commission parlementaire mixte (CPM) UE-Mexique sous la présidence de M. Ricardo Cortés Lastra. La CPM UE-Mexique séjournait à Luxembourg à l'occasion de sa XIIe réunion. Créée suite à l'entrée en vigueur de l'accord d'association UE-Mexique il y a 10 ans, elle rassemble des députés européens et des parlementaires mexicains (sénateurs et députés).

Cette Commission se réunit deux fois par an, en l'occurrence en Europe et au Mexique. En Europe, ces réunions se tiennent en général à Bruxelles.

Les discussions portent pour l'essentiel sur la coopération économique et les relations commerciales entre l'Union européenne et le Mexique.

Des membres de la Commission parlementaire mixte UE-Mexique reçus par le Président de la Chambre des Députés.

Assermentation d'une nouvelle collaboratrice

L'administration parlementaire de la Chambre des Députés compte une nouvelle fonctionnaire. Le 30 juin 2011, Mme Manon Krieps (3e de droite), nommée à la fonction de rédacteur dans le Service des Relations internationales, a été assermentée par le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (2e de droite). La procédure d'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter (3e de gauche) et Mme Isabelle Barra (à droite) ainsi que de M. Jean-Paul Ternes et Mme Chantal Hoffmann (à gauche) du Service des Ressources humaines de la Chambre.

d'Chamber online op
www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Entrave à l'exercice de la justice

6138 - Projet de loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.05.2010
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

17.11.2010	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
24.11.2010	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.02.2011	Échange de vues sur la notion de l'autorité administrative
18.02.2011	Adoption d'une série d'amendements
04.05.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
18.05.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2011

1. L'objet du projet de loi

Le projet de loi a pour objet d'introduire dans le Code pénal une nouvelle infraction à savoir l'entrave à l'exercice de la justice. Cette entrave consiste plus particulièrement dans le fait de ne pas dénoncer aux autorités judiciaires ou administratives un crime dont il est encore possible de prévenir ou de limiter les effets ou dont les auteurs sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes qui pourraient être empêchés (article 140 nouveau du Code pénal). L'entrave à la justice peut aussi être le résultat d'une volonté de faire obstacle à la manifestation de la vérité en modifiant l'état des lieux d'un crime ou d'un délit ou en faisant disparaître un document ou objet qui est de nature à faciliter la découverte de la vérité (article 141 nouveau du Code pénal).

2. Le délit de non-dénonciation d'un crime

Le nouvel article 140 du Code pénal est très largement inspiré de l'article 434-1 du Code pénal français. En droit français, cette disposition a été introduite sous l'occupation allemande par la loi du 25 octobre 1941 modifiant les articles 228 et 248 du Code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger. L'ordonnance n°45-1391 du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique a abrogé la loi de 1941 tout en maintenant le délit de non-dénonciation circonscrit par trois conditions reprises par le projet de loi sous rapport:

a. La non-dénonciation d'un crime dont il est possible de prévenir ou de limiter les effets

Le projet de loi exige, tout comme l'article 434-1 du Code pénal français, que le fait qui n'a pas été divulgué aux autorités judiciaires ou administratives soit qualifié de crime. Il s'ensuit que seulement les crimes doivent faire l'objet d'une dénonciation. Le délit de non-dénonciation ne vise en effet pas la dénonciation d'un malfaiteur, mais la dénonciation des faits délictueux[1] de sorte qu'un recours abusif à la dénonciation peut être qualifié d'une atteinte portée à l'honneur ou à la considération des personnes au sens des articles 443 et suivants du Code pénal.

La dénonciation elle-même est par ailleurs considérée comme étant un moyen pour faire obstacle à la commission d'une infraction[2] parce qu'elle doit soit prévenir la commission de l'infraction soit en limiter ses effets. Les auteurs du projet de loi estiment en effet que l'article 140 «*[…] punit la non-dénonciation d'un crime sous la condition soit que l'autorité publique, non avertie de ce crime, n'a pu être à même d'en prévenir ou limiter les effets, soit qu'il existe un risque de récidive*»[3].

La Cour de cassation française fait une interprétation large de la notion de prévention et de limitation des effets d'une infraction puisqu'elle rejette le pourvoi qui soutenait notamment que «*[…] le délit de non-dénonciation de crime, […], suppose qu'il soit encore possible de prévenir ou de limiter les effets du crime; qu'en l'espèce il était constant que le crime était consommé lorsque X… en a été partiellement informé, et qu'il avait déjà développé ses effets, […], aucun nouvel acte répréhensible n'ayant été commis ultérieurement, qu'une dénonciation du crime, […], ne pouvait avoir pour conséquence d'en prévenir ou d'en limiter les effets, ni, a fortiori, d'empêcher son renouvellement, comme l'exige le texte de répression pour que soit constitué le délit, […]*»[4].

La Cour confirme l'arrêt rendu par la cour d'appel de Caen qui avait retenu qu'«*[…] en ne révélant pas aux autorités judiciaires ou administratives le comportement sexuel du prêtre envers les enfants dont celui-ci avait la charge, X…a privé les parents d'une information qui leur eût permis de comprendre le comportement de leurs fils et d'adopter envers eux une attitude propre à apaiser leurs difficultés à un âge difficile de leur existence; qu'ils ajoutent que le silence de l'évêque a empêché les parents de faire obstacle à la poursuite des rencontres entre leurs enfants et le prêtre*»[5].

b. Les exemptions

Toujours à l'image de l'article 434-1 du Code pénal français, l'alinéa 2 de l'article 140 tel que proposé consacre l'immunité familiale en prévoyant que l'obligation de dénonciation ne s'applique pas aux parents en ligne directe et leurs conjoints, ainsi que les frères et sœurs et leurs conjoints, de l'auteur ou du complice du crime, de même qu'elle ne s'applique ni au conjoint de l'auteur ou du complice du crime, ou la personne qui vit notoirement en situation maritale avec lui ni aux personnes astreintes au secret professionnel dans les conditions prévues par l'article 458 du Code pénal. Conformément au projet de loi initial, cette exception ne joue pas pour les crimes commis sur mineurs de 14 ans. En tenant compte d'une exigence formulée par le Conseil d'État, la Commission juridique a décidé de supprimer la référence aux mineurs de 14 ans de sorte que l'exemption telle que prévue à l'article 140, paragraphe (2) ne s'applique pas aux crimes commis à l'encontre des mineurs d'âge.

c. Les circonstances aggravantes

Les auteurs du projet de loi initial ont choisi de réprimer plus sévèrement les crimes contre la sûreté de l'État comme les attentats et complots contre le Grand-Duc, contre la famille grand-ducale et contre la forme du Gouvernement, ou encore, les crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État, les crimes contre la sûreté intérieure de l'État et le terrorisme.

La Commission juridique a réservé une suite positive à la suggestion du Conseil d'État d'omettre ces circonstances aggravantes.

3. L'entrave à la manifestation de la vérité

Le nouvel article 141 du Code pénal, corollaire de l'article 434-4 du Code pénal français, incrimine le fait de modifier l'état des lieux d'un crime ou d'un délit, ou de détruire, de soustraire, de receler ou d'altérer un document ou un objet de nature à faciliter la découverte d'une infraction, la recherche de preuves ou la condamnation des coupables. Si cette entrave à la manifestation de la vérité est l'œuvre d'une personne appelée par ses fonctions à concourir à la manifestation de la vérité, les sanctions sont renforcées.

Le projet de loi introduit aussi un nouveau cas de figure non prévu par l'article de référence du Code pénal français, à savoir, la personne qui, par ses fonctions, est appelée à concourir à la manifestation de la vérité et qui retient sciemment une information susceptible de contribuer à la manifestation de la vérité.

4. La saisine de plusieurs juges d'instruction

Enfin, le projet de loi modifie l'article 54[6] du Code d'instruction criminelle afin de permettre d'affecter plusieurs juges d'instruction à un dossier particulièrement sensible ou complexe.

[1] BONIS-GARCON Évelyne, Plainte et dénonciation, *Répertoire de droit pénal et de procédure pénale*, juin 2002, paragraphe 40. L'auteur se réfère également à une jurisprudence de la Cour de cassation: «La Cour de cassation énonça que cet article n'édicte pas une obligation de délation à l'égard des personnes que l'on sait coupables d'un crime, car ce n'est pas l'identité ou le refuge du criminel qui doit être porté à la connaissance des autorités mais seulement les faits (Cass. crim. 2 mars 1961, Bull.crim., n°137, D.1962.121, note Bouzat, JCP 1961, note Larguier)», paragraphe 48.

[2] Voir, TUNC André, Commentaire, *Recueil Dalloz de doctrine, de jurisprudence et de législation*, 1946, 5° et 6°, cahiers législation, pages 33 et suivantes.

[3] Doc. parl. n°6138, page 3.

[4] Cour de cassation, chambre criminelle, 27 février 2001, n°00-84.532, Bulletin criminel 2001, N°48, page 142; http://www.easydroit.fr/jurisprudence/Cour-de-Cassation-Chambre-criminelle-du-27-fevrier-2001-00-84-532-Publie-au-bulletin/C76537/.

[5] *Idem.*

[6] Cet article prévoit actuellement que «*Lorsqu'il existe dans un tribunal plusieurs juges d'instruction, le juge d'instruction directeur ou en cas d'empêchement le magistrat qui le remplace désigne, pour chaque information, le juge qui en sera chargé*».

EMAS

6213 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n°761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 26.10.2010
Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

11.11.2010	Désignation d'un rapporteur
16.02.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.03.2011	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11.05.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.05.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2011

Le projet de loi 6213 détermine certaines modalités d'application et précise les sanctions relatives au non-respect des dispositions du règlement (CE) n°1221/2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit («EMAS: Eco Management and Audit Scheme»). Ce règlement abroge le règlement (CE) n°761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE.

L'EMAS est une norme communautaire de management environnemental à laquelle adhèrent volontairement les entreprises et autres organisations qui souhaitent évaluer, gérer et améliorer leurs performances sur le plan environnemental. Actuellement, quelque 6.000 entreprises ou organisations bénéficient de la certification EMAS.

Le texte du projet de loi 6213 détermine les domaines de compétence réservés au Ministre de l'Environnement, à l'Administration de l'environnement ainsi qu'à l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services. En outre, le projet vise la création d'un groupe interministériel assistant le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, l'organisation de la procédure d'obtention de l'enregistrement au système EMAS, et l'introduction de sanctions pénales.

Droit d'asile

6218 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

En septembre 2005, la Commission européenne a présenté sa proposition de directive pour définir des règles communes en matière de retour, d'éloignement, de recours à des mesures coercitives, de garde temporaire et de réadmission. Après des débats controversés, la directive relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, dite «directive retour», a été adoptée par le Parlement européen le 18 juin 2008 et par le Conseil le 8 décembre 2008.

Les auteurs du projet de loi précisent que la législation luxembourgeoise en matière d'immigration (adoptée en 2008), de même que celle organisant le Centre de rétention (loi du 28 mai 2009) comportent d'ores et déjà une grande partie de dispositions contenues dans la directive comme notamment celles relatives à la rétention, aux garanties procédurales lors de l'éloignement, au sursis à l'éloignement en cas de maladie et aux règles de bonne conduite à appliquer par les agents chargés de l'exécution d'une mesure d'éloignement. Le présent projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection entend procéder à la transposition des dispositions de la directive 2008/115/CE non encore reprises dans la législation et la réglementation nationales.

Les plus importantes modifications sont les suivantes:

- le traitement strictement égal de toutes les personnes sujettes à l'obligation de retour, qu'elles soient en séjour irrégulier alors qu'elles ont immigré de manière illégale, ou qu'elles soient en séjour irrégulier parce qu'elles sont définitivement déboutées de leur demande en obtention d'une protection internationale;

- la définition de la notion de ressortissant de pays tiers en tant que «*toute personne qui n'est pas citoyen de l'Union européenne ou qui ne jouit pas du droit communautaire à la libre circulation*»;

- l'assouplissement des conditions d'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires;

- l'extension de la durée de validité du titre de séjour «vie privée»;

- la promotion du retour volontaire;

- l'introduction de l'assignation à résidence;

- l'introduction du report de l'éloignement pour toutes les personnes sujettes à l'obligation de retour.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 09.11.2010

Rapportrice: Mme Lydie Err

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

14.03.2011	Désignation d'un rapporteur
23.03.2011	Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
05.04.2011	Examen des amendements proposés par le Collectif Réfugiés et l'ASTI
04.05.2011	Examen de l'avis de la Commission consultative des droits de l'Homme (CCDH)
16.05.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2011

Personnel dans les lycées

6226 - Projet de loi

1. portant création de postes de renforcement dans les carrières administratives et techniques pour les besoins du Lycée technique agricole, du Lycée technique Mathias Adam de Pétange, du Lycée technique de Lallange, du Lycée Nic-Biever à Dudelange et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales;

2. complétant l'article 15 de la loi modifiée et complétée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote;

3. complétant la loi du 12 mai 2009 modifiant et complétant

a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote;

b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»

Le projet de loi sous rubrique prévoit le renforcement du personnel administratif et technique des cadres du Lycée technique agricole, du Lycée technique Mathias Adam de Pétange, du Lycée technique de Lallange, du Lycée Nic-Biever à Dudelange et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Les engagements prévus se font par dépassement de l'effectif total du personnel et en dehors du nombre des engagements de renforcement déterminé par la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour les exercices concernés.

Les lycées visés ont fait ou feront l'objet de transformations matérielles. Il s'agit soit d'un agrandissement des structures existantes, soit de la mise en place de nouvelles infrastructures, entraînant à chaque fois une augmentation des capacités d'accueil. L'engagement de personnel supplémentaire s'avère donc incontournable, non seulement pour assurer le fonctionnement journalier des structures élargies, mais aussi pour les maintenir en état. Pour chacun des lycées précités, les dotations précises ont été déterminées en fonction des spécificités de l'établissement en question.

Le projet de loi permet de procéder aux engagements pour les emplois de psychologue, d'assistant social, de bibliothécaire-documentaliste et d'informaticien diplômé soit sous le statut du fonctionnaire de l'État, soit sous le régime de l'employé de l'État, alors que les emplois d'artisan, de concierge et de garçon de salle pourront être occupés par des agents engagés soit sous le statut du fonctionnaire de l'État, soit sous le régime du contrat collectif des ouvriers de l'État. Cette souplesse permettra non seulement de procéder, si le besoin en est établi, plus rapidement à certains engagements, mais également de retenir des candidats pouvant déjà se prévaloir d'une expérience certaine dans leur domaine d'activité. Il convient de relever que dans tous les cas de figure, les candidats à l'un des postes énumérés ci-dessus devront toujours remplir les conditions de formation exigées pour l'emploi à pourvoir. En outre, le projet de loi vise à compléter les textes législatifs relatifs au lycée-pilote en vue d'autoriser le recrutement, selon les besoins du service, soit d'éducateurs gradués, soit d'éducateurs.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 06.12.2010

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

24.03.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
31.03.2011	Adoption d'amendements parlementaires
12.05.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2011

Couche d'ozone I

6241 - Projet de loi portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Le projet de loi 6241 a pour objet d'exécuter et de sanctionner le règlement (CE) n°1005/2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, lequel est une refonte du règlement (CE) n°2037/2000 relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Le nouveau règlement 1005/2009 permet d'assurer le respect des obligations de la Communauté en tant que partie au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Des mesures supplémentaires de protection de la couche d'ozone ont été adoptées par les parties au protocole, en dernier lieu lors de leurs réunions à Montréal en septembre 2007 et à Doha en novembre 2008. Le respect des engagements pris par la Communauté au titre du protocole exige de prendre des mesures au niveau communautaire, en vue notamment de mettre en œuvre le calendrier d'élimination accélérée des hydrochlorofluorocarbures. À cette fin, le nouveau règlement énonce les règles relatives à la production, à l'importation, à l'exportation, à la mise sur le marché, à l'utilisation, à la récupération, au recyclage, à la régénération et à la destruction des substances appauvrissant la couche d'ozone.

Le projet de loi 6241 prévoit plusieurs mesures afin de répondre aux exigences du règlement (CE) n°1005/2009:

- Le personnel ou l'entreprise qui réalise des activités visées par le règlement (CE) doit disposer d'un certificat pour la catégorie visée délivré sur base de la future loi portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés.

- Des règlements grand-ducaux fixeront l'organisation d'un système de contrôle périodique des installations de réfrigération, de climatisation, des pompes à chaleur et des systèmes fixes de protection contre l'incendie.

- Le projet de loi mandate les agents de l'Administration des douanes et accises, le directeur, les directeurs adjoints et les fonctionnaires de la carrière des ingénieurs et des ingénieurs techniciens de l'Administration de l'environnement, le directeur, le directeur adjoint et le personnel supérieur d'inspection et les ingénieurs techniciens de l'Inspection du travail et des mines avec la recherche et la constatation des infractions au règlement (CE) ainsi qu'aux règles émises par le projet de loi.

- Le projet de loi autorise les membres de la Police grand-ducale et les personnes visées ci-dessus, d'accéder aux locaux, installations, sites et moyens de transport. Ces mêmes personnes sont habilitées à demander communication de tous les registres, de toutes les écritures et de tous les documents relatifs aux installations, de prélever, aux fins d'examen ou d'analyse, des échantillons des substances, préparations et installations, de saisir et au besoin de mettre sous séquestre les substances, préparations, articles, registres, écritures et documents nécessaires.

- Les associations agréées en application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile lorsque les faits constituant une infraction au sens du projet de loi portent un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs qu'elles ont pour objet de défendre, même si elles ne justifient pas d'un intérêt matériel et même si l'intérêt collectif dans lequel elles agissent se couvre entièrement avec l'intérêt social dont la défense est assurée par le ministère public.

- Le projet de loi prévoit en outre des sanctions pénales contre quiconque qui aura commis une infraction aux dispositions du projet de loi ou au règlement CE n°1005/2009.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.01.2011

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

02.02.2011	Désignation d'un rapporteur
16.02.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.03.2011	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11.05.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.05.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2011

Couche d'ozone II

6242 - Projet de loi portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés

Le projet de loi 6242 a comme objet d'exécuter et de sanctionner plusieurs règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés. Il a pour objet de permettre au ministre compétent d'agir dans le domaine de la protection de la couche d'ozone, selon les modalités fixées par le cadre réglementaire européen.

Le projet de loi vise à définir la procédure de certification nationale pour les acteurs du domaine des installations contenant des gaz à effet de serre fluorés et les contrôles s'y appliquant. À ces fins, il précise l'autorité compétente pour l'exécution des règlements (CE), les organes ainsi que les pouvoirs et prérogatives de contrôle et les peines en cas d'infractions aux dispositions des règlements (CE).

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.01.2011

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

02.02.2011	Désignation d'un rapporteur
16.02.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.03.2011	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
11.05.2011	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.05.2011	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2011

Double imposition

6257 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 25 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et/ou d'un certain autre impôt, signée à Luxembourg le 5 mars 1992;

2. approbation de l'Avenant et du Protocole additionnel, signés à Lisbonne, le 7 septembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles le 25 mai 1999;

3. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Hong Kong, le 11 novembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong, le 2 novembre 2007;

4. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 septembre 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Stockholm le 14 octobre 1996;

5. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Rome, le 18 septembre 2009, modifiant

la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 27 mars 2006;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Barbade tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, ainsi que l'échange de lettres y relatif, signés à Londres le 1er décembre 2009;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Panama tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 7 octobre 2010;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Le projet de loi a pour objet de poursuivre la politique du Gouvernement visant à modifier et à négocier un certain nombre de conventions de non double imposition afin de les rendre complètement conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière de l'échange d'informations sur demande. Par ailleurs le projet de loi s'inscrit dans la volonté du Gouvernement à étendre le réseau des conventions de non double imposition afin d'accroître la compétitivité du Luxembourg.

Il s'agit d'approuver, d'une part, les avenants modifiant les conventions existantes avec le Japon, la Suède, le Portugal, le Saint-Marin et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine et, d'autre part, les conventions fiscales avec la Barbade et le Panama.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 02.03.2011
Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

29.04.2011 Désignation d'un rapporteur
24.05.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.06.2011

www.chd.lu

Gens de mer

6258 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention 185 révisant la Convention sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quatre-vingt-onzième session, qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close, le 19 juin 2003, et

- de la Convention du travail maritime, adoptée par la Conférence internationale du Travail (maritime) à sa quatre-vingt-quatorzième session, qui s'est tenue à Genève le 7 février 2006

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés la Convention 185 révisant la Convention sur les pièces d'identité des gens de mer adoptée en 2003 et la Convention du travail maritime de 2006. Les deux instruments de l'Organisation internationale du Travail (OIT) soumis à approbation se complètent dans le souci d'offrir aux gens de mer une meilleure protection et de garantir leur bien-être. Ils traduisent les droits et le système de protection sur le lieu de travail et l'adaptation de la législation internationale aux nouvelles méthodes de gestion et à l'évolution des techniques et exigences maritimes et portuaires. L'approbation de ces textes permettra au Luxembourg de contribuer à la modernisation du droit social international.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.03.2011
Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

23.05.2011 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.06.2011

Polluants organiques persistants

6274 - Projet de loi portant approbation d'amendements au texte et aux Annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants, signé à Aarhus, le 24 juin 1998, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 par Décisions 2009/1 et 2009/2 à l'occasion de la 27e session de l'Organe exécutif, tenue à Genève du 14 au 18 décembre 2009

Le projet de loi a pour objet de porter approbation des amendements au texte et aux annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants, signé à Aarhus, le 24 juin 1998.

Le Protocole d'Aarhus sur les polluants organiques persistants (POP) s'inscrit dans le cadre de la Convention de Genève du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, conclue sous l'égide de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Toute une série de Protocoles ont été élaborés, signés et ratifiés en application de la Convention de Genève, dont notamment le Protocole d'Aarhus susmentionné.

Les POP sont des substances organiques qui présentent des caractéristiques toxiques et ne sont pas dégradables. Ils peuvent se répandre dans l'environnement et contaminer des zones éloignées de leur lieu d'émission. De telles substances ont ainsi été trouvées dans tous les milieux et partout dans le monde. Leur grande stabilité leur permet de se concentrer progressivement dans la chaîne alimentaire. Ces composés risquent d'avoir des effets nocifs importants sur la santé humaine et sur l'environnement. La toxicité, la persistance et le caractère transfrontière des POP justifient que soit décidée leur restriction, voire leur élimination sur le plan international, notamment par le Protocole d'Aarhus.

Les amendements au texte et aux annexes I à IV, VI et VIII ont été adoptés lors de la 27e session de l'organe exécutif, tenue à Genève du 14 au 18 décembre 2009. Sept substances ont été ajoutées à la liste des produits soumis à restriction. De ce fait, le nombre des substances couvertes par le Protocole est passé de 16 à 23. Lors de cette même session, les Parties au Protocole ont encore:

- renforcé les obligations existantes pour éliminer la production de l'utilisation d'un certain nombre de POP déjà réglementés par le Protocole;

- fixé des valeurs limites d'émission atmosphérique pour l'incinération des déchets et adopté des documents guides sur les meilleures technologies disponibles pour contrôler les émissions de POP;

- adopté une procédure pour accélérer l'entrée en vigueur des amendements au Protocole.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.04.2011
Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

04.05.2011 Désignation d'un rapporteur
11.05.2011 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
25.05.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2011

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

SÉANCE 36

MERCREDI,
8 JUIN 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. 6214 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2009-2010)

- *Exposé: M. Camille Gira*
- *Débat: M. Félix Eischen, M. Eugène Berger, M. Marc Angel, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, Mme Octavie Modert, Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre*

2. Motion de M. Camille Gira sur le refus de la clause de confidentialité dans le cadre des droits d'émissions négociés dans le cadre du Protocole de Kyoto

- *Exposé: M. Camille Gira*
- *Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

3. 6213 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n°761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Discussion générale: M. Camille Gira*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6241 - Projet de loi portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

5. 6242 - Projet de loi portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6274 - Projet de loi portant approbation d'amendements au texte et aux Annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants, signé à Aarhus, le 24 juin 1998, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 par Décisions 2009/1 et 2009/2 à l'occasion de la 27e session de l'Organe exécutif, tenue à Genève du 14 au 18 décembre 2009

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer de Mëtteg eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsmann. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Berger, Angel an Henckes. Als Éischt héiere mer elo den Här Camille Gira als Vertrieder vun der Petitiounskommissioun, déi dës Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

1. 6214 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2009-2010)

Exposé

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zäit vergeet ganz séier. De Joresrapport, deen de Médiateur de 27. Oktober 2010 an dëser Chamber déposéiert an och öffentlech virgestallt huet, ass schonn deen zweetleschte vu senger aachtjähreger Amtszäit. Am Hierscht wäerte mer dee leschte kréien.

Ech wëll beileiwen net elo schonn e Bilan iwwert déi aacht Joer Aféierung vun dëser neier Funktioun an eisem staatleche Gefüge maachen. Mä ech mengen, Dir sidd mat mer d'accord, dass ech awer elo scho feststellen, dass et dem Här Fischbach gelongen ass, dës Institutioun zu enger onëmgänglecher Institutioun an eisem Land ze maachen. An ech mengen, et ka kee sech méi virstelle vun där Institutioun, déi awer am Virfeld relativ vill contestéiert war vu lénks a vu riets, dass déi net méi do wär.

Gradesou normal, mengen ech, ass et ginn, dass mir eis als Chamber, well jo och dës Institutioun eng Institutioun vun der Chamber ass, eemol d'Joer mat dem Rapport vum Médiateur, mä generell och mat senger Aarbecht befaassen. An dat maache mer haut.

Ouni elo schonn an den Detail ze goen, kann ee feststellen, dass ee ka soen, dass ëmmer erëm, wann de Médiateur säi Rapport virstellt, ee feststellt, dass en eigentlech ganz ënnerschiddlech Themen opwërft. Déi eng, dat sinn der, vun deene kaum een an der Gesellschaft schwätzt, well et Problemer sinn, mat deene Minoritéite vu Leit beschäftegt sinn, Leit, déi um Rand vun eiser Gesellschaft sinn, a wou weder an der Press nach an der Öffentlechkeet ganz vill diskutéiert gëtt a wou et awer wichteg ass, dass grad den Ombudsmann mam Fanger op déi Problemer hiweist.

Dat anert sinn dann awer Themen, wou ee mierkt - an dat ass noutgedrongen esou, well d'Leit jo direkt och bei de Médiateur ginn -, dass de Médiateur ganz no um Bols vun der Populatioun ass a matkritt, wat d'Leit dobausse beweegt, iwwer wat d'Leit diskutéieren ënner sech, an der Famill, um Comptoir - firwat net? -, an dass de Médiateur dann awer och probéiert, a senge Rapporten drop hinzeweisen, dass et och vläicht Zäit gëtt, dass mir hei an der Chamber, oder d'Classe politique allgemeng, eis och mat esou Themen, déi ganz vill vun de Matbierger a Matbiergerinne bewegen, beschäftegen.

Herno, wa mer an den Detail vum Rapport ginn, kënnt Der selwer décidéieren, a wéi eng Kategorie dass Der dann deen een oder deen anere Problem, deen ech wäert soulevéieren, wëllt astufen.

Ech wéilt och ganz am Ufank vu mengem Rapport hei villmools Merci soen, un éischter Stell dem Marc Fischbach fir déi gutt Aarbecht, déi en erëm am leschte Joer gemaach huet. Mä awer och Merci soe fir déi gutt an onkomplizéiert Zesummenaarbecht mat der Petitiounskommissioun un éischter Stell, mä awer och mat der Chamber insgesamt. Dat huet sech arodéiert, dat Verhältnis, an ech mengen, dass jiddwereen dovu profitéiert.

Ech wollt awer och vun der Geleeënheet profitéieren, fir de Kolleegen a Kolleeginnen aus der Petitiounskommissioun Merci ze soen. Et ass jo ëmmer e bësse speziell, wann ee vun der Oppositioun President vun enger Kommissioun ass. A wann en dann och nach ganz eleng aus enger Partei kënnt, dann huet en a priori net schrecklech vill Ralliéierter, fir eng Majoritéit ze fannen. A wann dat dann awer ëmmer erëm gelongen ass, dann huet dat ganz vill mam Versteesdemech vu menge Mataarbechter a Kolleeginnen a Kolleegen aus der Petitiounskommissioun ze dinn.

Duerfir wollt ech och hei emol eng Kéier Merci soe fir déi flott Aart a Weis, wéi mer an dëser dach e bëssen ongewéinlecher Situatioun zesumme kënnen d'Dossiere weiderbréngen.

Schlussendlech wollt ech ganz speziell dëst Joer der Madame Moris vum Greffe villmools Merci soen, net nëmme fir d'Zustanekomme vun dësem Rapport, mä well si eis och elo verléisst a leider net méi fir d'Petitiounskommissioun disponibel ass. E ganz, ganz häerzleche Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an effikass Aart a Weis, wéi eis och vun dëser Säit an der Kommissioun zougeschafft ginn ass.

Ech hunn et scho gesot, de Rapport ass vum Här Fischbach hei de 27. Oktober an der Chamber déposéiert an och virgestallt ginn. Mir hunn eis wéi all Joer, mengen ech, relativ gewëssenhaft mat deenen Aarbechten auserneegesat. Dat kënnt Der doru gesinn, dass mer net manner wéi néng Sitzungen zesummen an der Petitiounskommissioun haten. Mir haten och zwou Entrevuë mam Médiateur, eng méi allgemeng iwwer säi Rapport, mä duerno méi spéit nach eng Kéier eng zu engem spezifesche Problem, op deen ech nach wäert zréckkommen.

Mir haten och net manner wéi véier Memberen aus der Regierung zu Gaascht an eenzelne Sitzungen: eng Kéier den Innenminister, eng Kéier de Santésminister, eng Kéier den Aarbechtsminister an och eng Kéier d'Madame Modert an hiren eenzelne Funktiounen, déi se huet.

Ech hunn et schonn ugedeit, ech mengen, et kann ee soen, dass d'Relatiounen tëschent dem Médiateur an der Chamber insgesamt ganz gutt fonctionnéieren. Dir kënnt Iech erënneren, dass dat am Ufank e bësse méi schwiereg war, bis jiddweree seng Roll fonnt hat, bis och den Interface, wéi een dat an engem moderne Langage géif soen, den Interface tëschent där neier Institutioun an där scho méi aler géif fonctionnéieren.

Mä ech mengen, dës Zesummenaarbecht ass gutt arodéiert a fonctionnéiert - wat ech besonnesch och appréciéieren - ganz onbürokratesch, well et wär schlecht, wann eng Institutioun, déi grad do ass, fir fir e bësse manner Bürokratie am Stat ze suergen, wann déi dann an der Zesummenaarbecht mat der Chamber ganz bürokratesch géif virgoen.

E puer Statistike vläicht, well dat awer ëmmer erëm interessant ass, fir ze soen, dass bal dausend Reklamatioune beim Médiateur tëschent dem 1. Oktober 2009 an dem 30. September 2010 gelant sinn. Dovu si 700 - also zwee Drëttel - clôturéiert an een Drëttel ass nach ënnerwee. Et muss een och ëmmer erëm betounen, dass tëschent engem Véirel an engem Drëttel vun deene Reklamatiounen, déi bei de Médiateur kommen, guer net begrënnt sinn. Da kënnt nach derbäi, dass no engem éischte Gespréich ganz oft de Reklamant sech désistéiert, sou dass dann och scho bal 40% eigentlech sans objet ginn.

Wat dann awer flott ass, ass, dass den Taux vun der Correction, deen de Médiateur erreecht, extrem héich ass. 203 sinn der d'lescht Joer an deem Sënn clôturéiert ginn. Dat weist awer och, dass an Tëschenzäit net nëmmen d'Zesummenaarbecht tëschent dem Médiateur an der Chamber ganz gutt ass, mä och mat deenen eenzelne Verwaltungen, wou een och ëmmer erëm spiert, dass d'Verwaltungen am Sënn vum Bierger an der Biergerin wëllen zu Léisunge kommen.

Et sinn eng Rei Ministèren a Verwaltungen, déi selbstverständlech méi un éischter Front stinn an och méi predestinéiert sinn, Reklamatiounen ze kréien. Dat ass den Immigratiounsministère: Visaen, Päss. Dat ass logesch, dass do eng ganz Rei Leit net zefridde si mat deenen Äntwerten, déi se vläicht do kréien. Och dat heescht net ëmmer, dass déi Leit Recht hunn an hire Reklamatiounen.

Logement a Classes moyennes: Dat ass ganz oft am Zesummenhang mat der Zoudeelung vu soziale Wunnengen. Och eis Administration judiciaire ass mat enger Rei Reklamatioune befaasst. An da wonnert et een och net, dass de Médiateur och mat relativ ville Reklamatioune befaasst gëtt iwwert d'Steierverwaltung, d'Enregistrementsverwaltungen, well do natierlech, wann et ëm Geld a Steiere geet, d'Leit ganz oft och onzefridde si mat deem, wat se zougedeelt kréien, mä och net ëmmer Recht hu mat hire Reklamatiounen.

An de Gemenge kann ee soen, dass, wann do Reklamatioune sinn, et ganz oft ëm d'Bebauung geet, ëm PAPen, PAGen, Baugenehmegungen. An deem Kontext kommen ech herno och do nach eng Kéier dorop zréck.

Da kéim ech bei d'Recommandatiounen. No deenen 39 Recommandatiounen, déi an deene Jore virdru vum Médiateur publizéiert gi sinn, sinn der an deem leschte Joer véier derbäikomm: eng iwwert d'Méiglechkeet, dass Studenten oder Schüler, déi net zefridde si mam Resultat vun hirem Premières- oder soss engem Examen, sollten eng Kopie kënne kréie vun hirer Épreuve.

An der Recommandatioun 41 geet et ëm d'Saisine vun der Commission mixte am Fall vu Reclassementer, wou awer ënnerschiddlech Avisë vun den Dokteren do sinn.

An der Nummer 42 geet et ëm eng Structure d'écoute, wa Problemer an de Spideeler oder am Gesondheetssystem och generell optauchen, wou Leit sech léséiert fillen, ganz oft kierperlech am Fall vun Operatiounen an esou weider, a wou et drëm geet, dass de Médiateur seet, et wär sënnvoll, dass een do, ier et zu Geriichtsprozesser och kënnt, vläicht géif drun denken, sief et eng zentral, mä souguer vläicht un enger éischter Stell eng dezentral - an deenen eenzelne Spideeler - Mediatiounsstruktur opzebauen, wou d'Leit da kënnen eng Ulafstell fannen, fir ze verhandelen tëschent de Spideeler, den Dokteren an de Patienten.

An eng Recommandatioun 43 - dat ass dann déi lescht: dass einfach e Site geschaaft gëtt, en Internetsite, wou et méi einfach ass, d'Jurisprudenz am Ganzen, aus der ganzer Sécurité sociale kënne fir jiddwereen asiichtbar nozeverfollegen.

Jiddwereen, dee sech eng Kéier mat där Gesetzgebung befaasst huet, jiddwereen, dee mat Aarbechtsrecht ze dinn huet, dee weess, dass dat sécherlech eng vun deene komplizéiertste Matièren iwwerhaapt an eiser ganzer Gesellschaft ass. Ëmsou méi wichteg, mengen ech, an ëmsou méi berechtegt ass dem Médiateur säi Virschlag, dass do awer jiddwereen zu all Moment kann op dem leschte Stand der Dinge sinn an déi lescht Jurisprudenz kann agesinn, wann et drëm geet, Konflikter och vläicht laanscht d'Geriichter ze regelen.

Dann e grousst Kapitel am schréftleche Rapport, wat ech Iech eigentlech awer hei wéilt erspueren, well dat einfach ze wäit géif féieren, dat ass d'Stellungnahm zu deenen eenzelne Kommissiounen aus der Chamber, an een, deen déi lescht Rapporten e bëssen intensiv verfollegt huet, dee mierkt, dass och do souwuel d'Quantitéit vun deem, wat d'Petitiounskommissioun als Äntwert op hire Rondbréif un déi eenzel Kommissioune kritt huet, wéi awer och d'Qualitéit vun deem, wat an deenen eenzelne Kommissioune geschafft ginn ass, wierklech och zougeholl huet.

Et mierkt een, dass och deen Exercice, deen all Joer jo och gemaach gëtt, wierklech vun de Kommissiounen ëmmer méi eescht geholl gëtt: sech ganz am Detail mat eenzelne Recommandatiounen oder soss Problemer, déi de Médiateur a sengem Rapport opwërft, ze beschäftegen. Eleng un der Stéckzuel vun de Säiten, déi dat am Rapport anhëlt, kënnt Der dat gesinn. Dat geet souguer esou wäit, dass eenzel Kommissioune sech nieft der Petitiounskommissioun

och nach d'Méi maachen, fir en eenzelne Minister eventuell nach eng Kéier speziell an d'Kommissioun ze ruffen, fir iwwer e spezielle Problem, dee vum Médiateur opgeworf ginn ass, ze diskutéieren.

Ech kann do am Numm vun der Petitiounskommissioun och nëmme villmools Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat deenen anere Kommissiounen.

Da maache mir als Petitiounskommissioun nieft dem alljährlechen Débat d'orientation och deen alldeeglechen - wann ech emol esou däerf soen - Suivi vun deenen eppes iwwer 40 Recommandatiounen, déi de Médiateur bis elo eraginn huet. Dat heescht, dass mir regelméisseg kucken, wou mer dru sinn, och Kontakt huele mam Sekretariat vum Médiateur, fir ze kucken, wat de leschte Stand der Dinge ass, eventuell Bréiwer un déi eenzel Ministeren a Ministesche schécken, fir ze kucken, ob Bewegung an d'Spill kënnt.

Mir haten d'lescht Joer an enger Motioun och d'Regierung gebieden, ganz speziell, mat speziellem Nodrock hanner eng Rei Recommandatiounen ze goen. Dat waren der eng 15. Och do wéilt ech net an den Detail goen, dat géif ze wäit féieren. Do muss een awer leider feststellen, dass vun deene 15, déi mer opgeworf haten, och e Joer duerno bei néng nach ëmmer näischt eigentlech geschitt ass, oder net genuch.

Bei fënnef ass glécklecherweis eppes geschitt, a bei enger Recommandatioun kann ee feststellen, dass nach driwwer diskutéiert gëtt. Also nach eng Kéier den Appel och hei am Numm vun der Petitiounskommissioun, dass d'Regierung awer mat där néideger Diligence déi opstehend Recommandatiounen nach eng Kéier op de Leescht hëlt a kuckt, dass mer weiderkommen.

An esou frou mer als Petitiounskommissioun sinn iwwert d'Quantitéit, d'Qualitéit an och d'Vitesse, mat där déi sektoriell Kommissiounen eis op eis Bréiwer äntwerten, sou kloer an däitlech wëll ech awer vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir eng Kritik auszeüben, well mir kënnen net ëmmer datselwecht vun eenzelne Ministeren a Ministesche soen, déi mer uschreiwen, fir Informatiounen ze kréien iwwer eenzel Recommandatiounen.

Eng Klammer, déi ech kann opmaachen: Dat ass iwwregens och de Fall, wat d'Petitiounen ubelaangt. Mir waarden heiansdo méintelaang op e Bréif am Kontext vun enger Petitioun, deen einfach net méi schwiereg ze beäntwerte wär wéi eng normal Question parlementaire.

An ech mengen, gradesou wéi mer en Délai hunn, fir dass eenzel Deputéiert op eng Question parlementaire solle geäntwert kréien, wär et vläicht gutt, wann een eng Kéier an d'Chambersreglement eppes géif schreiwen, dass och d'Ministeren oder d'Ministeschen, déi vun der Petitiounskommissioun am Kader vun enger Petitioun eng Fro gestallt kritt hunn, dann awer och sollte probéieren, an engem verstännegen Zäitraum eng Äntwert ze ginn. Soss gëtt een op eemol dat Gefill net lass hei als Petitiounskommissioun, mir géifen hei géint eng Wand aus Gummi lafen, an dat ass awer kee ganz gutt Gefill. Do mengen ech, sidd Der mat mer d'accord.

Da wéilt ech, fir ofzeschléissen, zum Schluss vu menger Interventioun nach kuerz op déi dräi Haaptsujeten agoen, déi mer opgeworf haten, well eis déi wichteg geschéngt hunn, well déi awer och am Rapport - sief et deem schréftlechen oder deem mëndlechen - vum Médiateur eng gewësse Roll gespillt hunn.

Dee Problem, deen de Médiateur scho jorelaang opwërft an deen och dëst Joer erëm ganz wichteg war, dat ass de Reclassement interne oder externe vu Leit, déi krank gi sinn, vu Salariéen, déi krank gi sinn oder accidentéiert.

Mir konnte bei deenen Diskussiounen, déi mer souwuel mat deenen zwee Ministeren - déi och haut hei sinn: Santé an Travail - gefouert hunn, wéi awer och an engem Gespréich duerno mam Médiateur feststellen, dass mer eis op där enger Säit an engem ganz komplizéierte Beräich befannen, dee vun der Législatioun, mä awer och vun der reeller Situatioun hier extrem komplex ass. Mir waren eis awer och alleguerten eens, dass mer op där anerer Säit awer och an engem ganz sensibelen Domän sinn.

Leit, déi krank si ginn duerch d'Aarbecht oder soss, oder déi accidentéiert sinn, an dann dee ganze Spießrutenlauf - wann ech dat emol esou hei däerf soen, ouni elo engem e Virworf ze maachen. Mä, grad wann een an esou enger Situatioun ass, ass d'Bürokratie, ass vun Dier zu Dier, vun Instanz zu Instanz geschéckt ze ginn, bréiflech oder souguer physesch, dat ass keng Freed!

An duerfir, mengen ech, ass emol vum Prinzip hier all Remarque, déi de Médiateur mécht, fir dass mer grad Mënschen an esou enger Situatioun net als eng Nummer ugesinn, mä dass mer se als eenzelne mënschleche Fall ugesinn, dass mer alles mussen druleeën, dass déi Leit och mënschlech an där Situatioun behandelt ginn.

De Médiateur hat eng ganz Rei vu Saachen opgeworf. Ech hunn an där kuerzer Zäit, déi ech hei zur Verfügung hunn, net d'Méiglechkeet, drop anzegoen. Mir haten, mengen ech, e ganz konstruktiivt Gespréich mat deenen zwee Ministeren, déi och ugekënnegt hunn, dass an engem Projet de loi enger ganzer Rei vun Doléancë vum Médiateur wäert Rechnung gedroe ginn.

Et bleift awer zum Schluss de Problem, dass de Médiateur seet, dass an engem ganz konkrete Fall, an enger gewëssener Situatioun, wou Leit e Refus vum Reclassement kréien, déi Leit keng Méiglechkeet hunn, juristesch dergéint virzegoen an e Recours ze maachen. An no deem zweete Gespréich mat dem Médiateur huet d'Kommissioun awer d'Recommandatioun ausgeschwat, dass déi zwee Ministeren awer nach eng Kéier sollten d'Recommandatioun 38 op de Leescht huelen a kucken, ob se net awer kënnen eng Léisung fannen, fir dësem Avis vum Médiateur Rechnung ze droen.

Deen zweete méi grousse Problem, dee mer opgegraff hunn, war d'Iddi vum Médiateur, fir eng Autosanction am Fall vun engem Netrespekt vun engem Délai vun enger Verwaltung auszeschwätzen. Et muss ee sech bewosst sinn, dass ronn ee Véirel vun alle Reklamatiounen, déi de Médiateur kritt huet, domat ze dinn hunn, dass d'Leit onzefridde si mat der Vitesse, wéi Verwaltungen eenzel Décisiounen oder net Décisiounen huelen.

Et weess een och, wann ee mat de Leit schwätzt, dass d'Leit net verstinn, dass, wann een als Steierzueler eng Woch ze spéit un ass mat sengen Avancen, dass dann automatesch den Extrait vum Computer geschéckt gëtt mat deene puer Euro Steieren, déi ee muss bezuelen, a wann ee selwer awer schonn dräi Joer laang e puer dausend Euro ausstoen huet vun der Steierverwaltung, dass dorobber awer keng Zënse bezuelt ginn; dass dat einfach eng onglécklech Situatioun ass.

De Médiateur hat d'Iddi emol opgeworf, dass mer sollten driwwer nodenken, dass no enger gewësser Zäit - dräi Méint, seet hien - eigentlech eng Autosanction géif kommen, wou d'Leit kéinte beim Friddensriichter akloen, dass, wa se noweise kënnen, dass se e materielle Schued duerch en Nethuele vun enger Décisioun erlidden hunn, dass se deen och ausbezuelt kréien.

Mir sinn där Iddi nogaangen, hunn och mat der Madame Modert driwwer diskutéiert. Si war net ganz begeeschtert, fir an déi Richtung ze goen, well se der Meenung war, et wär eigentlech de Moment mat deenen dräi Méint, wou ee kéint säi Recht akloen, kee groussen Ënnerscheed zu deem, wat elo machbar wär.

Mir waren och mat der Madame Modert d'accord, dass et net esou ganz einfach ass, sech an der Realitéit dat do virzestellen. Mir wären awer frou als Kommissioun, wann déi Iddi do elo net am Tirang géif verschwannen. A mir haten eigentlech eng Propos gemaach, déi och nach ee Moment sollt an enger Motioun haut déposéiert ginn, wou awer herno aus verschiddenen Ursaachen d'Majoritéitsparteien net méi d'accord waren.

Mä d'Fro stellt sech, ob een dat do net zum Beispill an engem Gesetz kéint verankeren an dat emol duerchspillen. Mir denken un d'Zréckbezuele vun der TVA, mir denken eventuell och u Primen am Environnement. Wann ee weess, dass fir e Passivhaus Leit 30.000 bis 40.000 Euro Primë kënne kréien, a wann ee weess, wéi enk dass d'Leit haut op der Bank mussen hir Prêtë par rapport zu hire Revenuen agencéieren, dann ass dat schonn eng relativ Katastroph, wann eng jonk Famill annerhalleft Joer, zwee Joer muss op 30.000 bis 40.000 Euro waarden.

An da wär et vläicht eng Iddi, dass mer an engem vun deene Gesetzer, an engem vun deene Règlement-grand-ducalen, wou ganz kloer héijer Beträg ausbezuelt ginn, sollte probéieren, ob dat do keng Pist wär, fir där nozegoen. Ech géif proposéieren, dass mer - och, wann hei elo nach kee Konsens konnt fonnt ginn, fir an déi Richtung do konkret ze goen - dat awer nach eng Kéier géifen opgräifen a vläicht a Rou och mat där enger oder där anerer Kommissioun an der Chamber géifen diskutéieren.

Dann dee leschte Punkt, deen ech wollt opwerfen, deen eis awer och ganz vill beschäftegt huet, deen de Médiateur ebe vill beschäftegt huet, dat ass, dass en awer an deem leschte Joer eng Rei Kéiere vu Leit ugeschwat ginn ass wéinst dem Conflit d'intérêts op Gemengenniveau. Et handelt sech praktesch ëmmer ëm Baulandgeschichten - PAGs-Geschichten, PAPs-Geschichten -, wou Bierger awer dat Gefill net lass si ginn, dass Leit vun hirer Positioun als Conseiller, Schäffen oder Buergermeeschter profitéiert hunn, fir dann awer net nëmmen am Intérêt général, mä och am Intérêt privé ze handelen.

Mir haten och do eng konstruktiv Entrevue mam Innenminister. An ouni och hei elo an den Detail ze goen, well déi Zäit hunn ech net méi, vläicht e puer Aspekter awer opgeworf:

Mir hunn op där enger Säit wuel eng relativ kloer juristesch Situatioun. Et ass eng Kéier den Artikel 20 vum Gemengegesetz, dee ganz kloer an däitlech seet, dass een, wann ee selwer en Intérêt huet - oder souguer bis zum drëtte Grad, wat jo relativ wäit geet -, et ganz kloer ass, dass een un esou Délibératiounen op kee Fall däerf mat bedeelegt sinn.

Et gëtt op där anerer Säit och den Artikel 245 vum Code pénal, deen och de Conflit d'intérêts ganz kloer ëmschreift an och seet, wat d'Strofe sinn, wann ee sech net drun hält. Et huet een awer dat Gefill, an dat huet de Médiateur och opgeworf, dass am Innenministère net systematesch genuch Enquêtë gemaach ginn, wa Bierger reklaméieren, an den Innenminister éischter d'Tendenz hat ze soen: „Ma, da maacht eng Plainte virum Gesetz, an da kucke mer, wat do erauskënnt."

Mir waren eis awer eens - an ech hat dat Gefill, dass den Innenministère dat och agesinn hat -, dass een net all Kéier esou däerft waarden, mä dass et wierklech am Intérêt vun eis alleguerten a virun allem awer och am Intérêt vun de Bierger a Biergerinne misst sinn, dass, wann den Innenminister eng Reklamatioun vu Bierger a Biergerinne kritt, wou och nëmmen dee geréngste Verdacht besteet, dass Leit vun hirer Situation politique als Élu profitéiert hunn, fir sech hiert Scheefchen op d'Dréchent ze huelen, dass do den Innenminister misst dréngend de Commissaire de district beoptragen, fir eng Enquête ze maachen, an dass do absolut Transparenz misst erauskommen. Ech mengen, dat kann net anescht sinn!

An deemselwechte Kontext huet d'Petitiounskommissioun dann och erausfonnt, dass an deem do Fall keng Gläichstellung ass vu Leit, déi bestuet sinn, an deenen, déi gepacst sinn. Mir hunn och e Bréif un de Justizminister gemaach, fir Klärung ze bréngen, well mer et och net richteg fannen, dass am Fall, wou Leit bestuet sinn, de Paragraph 20 gëllt bis den drëtte Grad, mä wa Leit gepacst sinn, da soll en net gëllen. Dat fanne mer och eng Ongerechtegkeet a mir hoffen, dass mer bei enger Reform vum Artikel 20 dat doten och an de Grëff kréien.

Op jidde Fall ware mer eis an der Petitiounskommissioun eens, dass grad an dësen Zäiten, wou éischtens an alle Gemengen an deenen nächste Jore muss en neie PAG gemaach ginn, wou mer wëssen, dass eng ganz Rei Familljen aus Lëtzebuerg déi Säit d'Grenze wunne ginn oder musse wunne goen, well se net d'Méiglechkeet hunn, hei am Land en Terrain ze kréien, dee se sech kënne leeschten, dass een do muss duebel an dräifach oppassen, dass Leit, déi d'Chance hunn, an engem Gemengerot, an engem Schäfferot ze sinn, net grad an esou Situatiounen och nach profitéieren, fir hiren Terrain iwwer Nuecht duerch de Fait du prince ëm dat Honnertfacht opzewäerten.

Et ass schonn, mengen ech, ëmmer eng heikel Geschicht, deen een Terrain an de Perimeter eranzehuelen, an deen aneren net. Dat ass jo net de Mérite vun deene Leit, dat ass de Fait du prince. Et ass dem Gemengerot fräigestallt, deen do Terrain eranzehuelen, an deen do net.

An da menge mir als Petitiounskommissioun, dass een höllesch muss oppassen, dass net de Prince deen ass, deen am meeschte vum Fait du prince géif profitéieren. Dat wär grad an dëse schwieregen Zäiten, an engem Land, wou Wunnengsnout ass, an engem Land, wou - dat konnte mer haut erëm an der Press liesen - d'Präisser vun de Logementer erëm massiv an d'Luucht gaange sinn, duebel schlëmm, wann do och nëmmen dee geréngste Verdacht géif opkommen, dass et do net mat rechten Dingen géif zougoen. Ech mengen, dorun huet keen Intérêt. Do musse mer höllesch oppassen, dass dat net geschitt!

Meng generell Konklusioune wären och an deem do Kontext: Ech mengen, mir hate bis elo d'Chance, dass mer kënne behaapten, am Verglach vläicht zu eisen Nopeschlänner, dass mer vu gréissere politesche Skandaler, déi am Kontext vun Interessekonflikter waren, verschount bliwwe sinn. An ech fannen et ëmmer besser, wann ee preventiv un eng Thematik erugeet a wann ee kann zesummen diskutéieren, wann et nach net scho brennt.

Duerfir mengen ech, dass et eis gutt géif zu Gesiicht stoen, wann ee vläicht dat géif maachen, wat viru Kuerzem a Frankräich geschitt ass. Déi hunn et éischter misse maachen, well se an deene leschte Jore mat gréissere Skandaler konfrontéiert waren; ech erënneren un déi ganz Affär Bettencourt, an esou weider an esou fort. Mä déi hu sech awer zesummegesat a se hunn eng Commission de réflexion an d'Liewe geruff gehat, fir iwwert d'Preventioun vun de Conflits d'intérêts ze diskutéieren.

De Rapport vum Här Sauvé steet ënnert dem Titel: «Pour une nouvelle déontologie de la vie publique». Ech hat mer dat e bëssen ugekuckt an ech fannen, dass déi Konklusiounen, déi do drastinn, esou formuléiert sinn an och esou gutt zu eiser Situatioun passen, dass ech lech ofschléissend einfach déi Konklusioune géif virliesen an eis als Chamber wäermstens recommandéieren, eis eng Kéier integral mat där ganzer Problematik ze befaassen, ugefaange bei de Regierungsmemberen iwwert d'Deputéiert, iwwert d'Schäffen a Conseilleren, mä awer och héijer Statsbeamten, och Beamten op Gemengenniveau.

Et wär net schlecht, wa vläicht als Resultat, ähnlech wéi et a Frankräich geduecht ass, e Code de déontologie erauskéim, wou mer nieft ganz kloere juristeschen Texter, déi mer zu engem groussen Deel hunn, awer och esou eppes géifen zu Lëtzebuerg an d'Wee leeden. An ech géif lech ofschléissend dann dës Konklusiounen aus deem franséische Rapport, deen een, mengen ech, eent zu eent fir Lëtzebuerg kann iwwerdroen, vläicht virliesen:

«La prévention des conflits d'intérêts dans la vie publique (…) repose sur un équilibre entre des exigences contradictoires: prise en compte des apparences et respect du principe de confiance; transparence et protection de la vie privée; responsabilité individuelle et responsabilité des institutions.

Une telle démarche implique donc d'avoir une vision globale et cohérente de la prévention des conflits d'intérêts, fondée sur une articulation efficace entre des dispositifs préventifs en amont, des mécanismes de gestion des situations de conflits lorsqu'ils interviennent, et des sanctions dissuasives de leur méconnaissance en aval.

Elle implique également de retenir une approche concrète et pragmatique, qui tienne compte de la réalité des fonctions exercées, des intérêts en cause, de leur intensité et de leurs effets potentiels, plutôt qu'une approche abstraite et désincarnée, dont la mécanique implacable serait source de rigidité et d'incompréhensions.

En outre, la prévention des conflits d'intérêts ne peut reposer sur la seule conscience de l'acteur public, quel qu'il soit. Dans un contexte de remise en cause croissante de la légitimité et de l'autorité des institutions, la prévention des conflits d'intérêts participe d'une revitalisation du lien de confiance entre les citoyens et les institutions qui sont à leur service. Elle doit donc s'appuyer sur la responsabilité tant des acteurs publics que des autorités, institutions et administrations dont ils relèvent.»

Merci villmools.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Gira. An als éischte Riedner ass elo den honorabelen Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Félix Eischen *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt als alleréischt emol dem Camille Gira fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport villmools Merci soen. Hie mécht dës Charge mat groussem Äifer. An ech muss soen, datt mir an der Petitiounskommissioun och iwwert d'Parteigrenzen eraus ganz konstruktiv zesummeschaffen. Merci, wéi gesot, dofir. Dat erliichtert enorm d'Preparatioun och vun der Debatt vun haut.

Dës Debatt iwwert dem Ombudsmann säi Rapport ass jo am Laf vun de leschte Joren zu enger fester Gréisst vum parlamentaresche Joer ginn. An dat, well de Médiateur sech parallell dozou déif an der institutioneller Landschaft zu Lëtzebuerg verankert huet.

Dat ass e Succès, op dee mir roueg kënnen houfreg sinn, zumools wann ee bedenkt, datt et am Ufank dach eng gréisser Skepsis vis-à-vis vun engem Knoutermann ginn ass, deen d'Relatiounen tëscht dem Bierger an den öffentleche Verwaltungen am A sollt behalen. Dës Bedenke konnt de Marc Fischbach awer séier aus dem Wee schafen, well hie bis haut seng Fonctioun mat engem grousse fachleche Wëssen a Kënnen a besonnesch vill Fangerspëtzegefill mécht. An dofir ass den Ombudsmann a seng Équipe hautdësdags souwuel beim Bierger wéi och bei den Administratioune voll a ganz akzeptéiert. An dat ass och gutt esou!

Gutt, well dëst eng reell Plus-value fir jiddwer Betraffene bréngt, well dës Institutioun et och erlaabt, an engem ugespaantene Verhältnis - an dat ass et, wann e Bierger ee Problem mat enger Verwaltung huet - ee méi neutralen, objektive Bléck ze hunn, an esou Léisungsvirschléi maache kann, déi net virbelaascht an am Interessi vu jiddwerengem sinn.

An där Virschléi, där mécht de lëtzebuergeschen Ombudsmann an engem Joer der nawell eng jett. Esou hu sech tëscht dem 1. Oktober 2009 an dem 30. September 2010 net manner wéi 2.500 Leit beim Médiateur iwwer eng Verwaltung beklot. Et sinn am Ganzen 983 Dossieren, vun deenen der 694 konnte gekläert ginn an 289 nach opstinn.

Dat ass, Här President, ee méi wéi respektabele Bilan, zumools wann ee bedenkt, datt den Ombudsmann och net all d'Problemer, déi um Dësch leien, geléist kritt, well se nun eemol net all a säi Kompetenzberäich falen. Zu sengem Kompetenzberäich gehéiert awer, datt hien all Joers ee Rapport iwwer seng Aarbecht veröffentlecht, deen hien dann hei an der Chamber virstellt an zu deem mir eis als Volleksvertrieder duerno sollen äusseren.

Wann ee sech dee Rapport vum Médiateur méi genee ukuckt, dann ass een ëmmer nees iwwert de Volume vun deem Dokument beandrockt a besonnesch och iwwert d'Villfalt un Themen, déi doranner behandelt ginn. Dat ass och dëst Joer net anescht. Et wäert och wuel an den nächste Joren net anescht sinn.

Allerdéngs stellt ee sech all Joer nees d'Fro, wéi eng Sujeten dann elo méi genee ënnert d'Lupp solle geholl ginn, well et jo onméiglech ass, alles ze behandelen. An den Ombudsmann kann dat och net alles esou maachen. An e schreift dat och esou a sengem Rapport. E geet op e puer Punkte méi spezifesch an. Den Ombudsmann sicht sech all Kéiers e puer Schwéierpunkten eraus, mat deenen hie sech a senger Introduktioun méi genee ausenanersetzt.

Dëst Joer huet en een Thema gewielt, dat méi aktuell ass an dat wierklech öffentlech diskutéiert gehéiert, an zwar d'Fonctionnéiere vun eiser Demokratie. An Zäiten, wou et an ëmmer méi Länner op dëser Welt zu Revolutioune fir méi demokratesch Verhältnisser komm ass an nach komme wäert, gi mir hei an Europa - also deem Kontinent, wou d'Demokratie gebuer ass - vill ze vill selbstverständlech dovunner aus, datt bei eis alles riichtleeft, datt mir demokratesch Musterschüler sinn an dowéinst och berechtegt sinn, anere Länner Lektiounen ze ginn.

Et ass richteg, datt eise politesche System, dee sech Demokratie nennt, stabil ass, datt en de Mënsch respektéiert an him Fräiheet, Rechter, Schutz an och e relative Wuelstand bruecht huet, an awer lafen och hei bei eis vill Saache schif. Et gi besonnesch am Alldag elementarsten demokratesch Verhalensregelen net respektéiert, an eben och an der Politik am Stat.

Sécher, de Mënsch ass net perfekt. Hien huet seng Feeler, mécht Saachen, déi sech am Endeffekt als schlecht erausstellen. Dat ass nun eemol esou, mä dat heescht awer nach laang net, datt een dat einfach esou kann akzeptéieren. An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëllt a ganz besonneschem Mooss fir d'Politik an alles, wat domadder zesummenhänkt, also och fir déi staatlech Verwaltungen.

Fir datt d'Demokratie och hei zu Lëtzebuerg weider gutt fonctionnéiert, muss dat Bild, wat se vu sech gëtt, dat fir all Bierger ze gesinn ass, dat beschtméiglecht sinn. An dëst ass fir säin Deel nees net nëmmen (veuillez lire: nees nëmmen) da méiglech, wann déijéineg, déi an der Politik aktiv sinn a fir de Stat schaffen, sech trotz hirem mënschlechen Défaut heiansdo enger Saach bewosst sinn, an dat ass hirer Virbildfunktioun.

Well et sinn un éischter Plaz mir, d'Politiker an d'Beamten, déi d'Gesiicht vun der Demokratie sinn. Dofir hänkt et och ganz staark vun eisem Verhalen of, wéi vill Vertrauen d'Biergerinnen an d'Bierger an d'Demokratie hunn a wéi gutt si am Endeffekt fonctionnéiert. An dat Verhältnis mam Bierger, dat klappt eemol besser an et klappt eemol manner gutt, woubäi et déi manner gutt Aspekter sinn, déi de Leit dobaussen natierlech am meeschten opfalen an un déi se sech och am längste kënnen erënneren.

Dofir ass et net vu Muttwëll, datt et grad dem Médiateur seng Haaptaufgab ass, fir ze kucken, ob d'Verwaltunge gutt an uerdentlech mat de Bierger ëmginn an derfir suergen, datt all méiglech Spannungen esou séier wéi méiglech aus der Welt kënne geschafe ginn.

A sengem Rapport vun dësem Joer schreift de Marc Fischbach, datt dësen Ëmgank ee misst sinn, deen op enger gewëssenhafter Gestioun, op géigesäitegem Respekt, op Frëndlechkeet an op kloer verständlechen Informatioune baséiert. Dat wiere kruzial Bedéngungen, déi erfëllt misste ginn.

Och wann den Ëmgank mam Bierger vläicht um legale Plang korrekt ofleeft, esou hätt de qualitative mënschleche Plang een décisiven Impakt. Den Ombudsmann hätt dofir gären, datt eis öffentlech Verwaltunge sech als iewescht Zil setzen, eng administrativ Kultur ze entwéckelen, déi am Déngscht vum Bierger steet an déi effikass ass.

Datt op béide Punkten a ville Verwaltungen nach ferm dru geschafft muss ginn, dat stellt ee séier an deenen eenzelne Kapitele vum Médiateur sengem schréftleche Rapport fest. Do liest een dann, datt ëmmer méi Leit sech beim Ombudsmann bekloen, well hir Demande, hiren Dossier net uerdentlech vum Stat behandelt ginn ass.

Dee gréisste Problem schéngt ze sinn, datt eng Hällewull vun Dossieren immens laang schleefe gelooss ginn. Fir dat kënne besser ze illustréieren, wollt ech kuerz een, zwee Beispiller aus dem Ombudsmann sengem Text erauspicken.

Esou gëtt de Marc Fischbach a seng Équipe regelméisseg vu Bierger kontaktéiert, déi fannen, datt hir Demanden, fir bestëmmte finanziell Ëmweltprimen oder -hëllefen ze kréien, entweder laang net oder och guer net beäntwert ginn. An dëse Fäll muss een awer bedenken, datt déi meeschte Leit op dës finanziell Sprëtz ugewise sinn, well si éischtens vill Suen an ëmweltfrëndlech Projeten, wéi zum Beispill de Bau vun engem Passiv- oder Niddregenergiehaus investéiert hunn, an zweetens grad duerch dem Stat seng Campagnen an d'Perspektiv vun enger öffentlecher Ënnerstëtzung dozou encouragéiert goufen.

Datt et normal ass, datt et eng Zäitchen dauert, datt een eng Zäitche waarde muss, bis een eng Äntwert op seng Demande kritt, dat ass jo evident a stellt och u sech keen a Fro. Mä hei schwätze mer awer vu Situatiounen, wou Leit eréischt no e puer Méint - no e puer Méint! - en Accusé de réception kruten an an der Moyenne tëscht 14 a 16 Méint gewaart hunn, bis hiren Dossier eng éischte Kéier behandelt ginn ass. Dat kann et zu Recht net sinn!

Den zoustännege Minister ass sech där Problematik och bewosst an en huet versprach, datt dës Dossiere prioritär géife behandelt ginn. Fir awer kënnen am Allgemenge méi séier op Demanden ze äntwerten a räsonabel Délaien anzehalen, bräicht dee Service, dem Minister no, einfach méi Leit, well Zéngdausenden Demanden an engem Joer musse géréiert ginn.

Fir méi prezis ze sinn - dat soll ee wëssen -, et si ronn zéng Demanden erakomm fir d'PRIMe House, 16.000 fir d'Primë CAR-e a CAR-e plus a ronn 20.000 fir d'PRIMe Cool. Dat sinn natierlech stattlech Zuelen. An do kann een duerchaus novollzéien, datt d'Gestioun vun dësen Dossiere seng Zäit brauch an datt effektiv eng Méiglechkeet, fir kënne méi séier ze schaffen, méi Personal ass.

Allerdéngs stellt sech dann awer hei nees konkret d'Fro, wou een all déi Leit soll siche goen. Datt eng ganz Rëtsch nei Statsbeamten zu dësem Zweck sollen agestallt ginn, ass opgrond vun der budgetärer Situatioun vum Stat éischter onwahrscheinlech. Dofir ass dee betraffene Minister der Meenung, datt entweder op extern Hëllef oder begrenzte Kontrakter oder awer op Contrats d'appui-emploi kéint zréckgegraff ginn.

Zu dësem leschte Punkt kéint ee soen, datt et eng gutt Geleeënheet wier, fir grad jonk Leit zum Beispill, déi keng Aarbecht hunn, mat esou Kontrakter eng Zäitche kënnen anzestellen, mä datt een an engems awer oppasse muss, datt een deene Jonken dann net automatesch och direkt falsch Hoffnunge mécht, fir hinnen dann am Virfeld eng fest Plaz beim Stat ze verspriechen.

Wéi och ëmmer d'Regierung elo gedenkt, an dësem konkrete Service d'Situatioun an de Gréff ze kréien, muss awer och nach fairerweis gesot ginn, datt grad d'Demandë fir d'Ëmweltprimen ze kréie relativ komplex Dossiere sinn an datt se dowéinst och dacks net komplett erageschéckt ginn. An dat, obwuel déi meeschte Leit sech vu Studiëbüroe berode loossen, déi och deier kaschten, vill Geld kaschten, an trotzdeem sinn d'Dossieren awer net ëmmer ganz komplett!

Do schléit d'Nohaltegkeetskommissioun vir, datt systematesch op den Architekten- an Ingenieursuerden zréckgegraff gëtt, fir do eventuell eng Aart Supervisioun oder nach eng besser Koordinatioun ze erméiglechen, fir dëse Problem e bëssche besser an de Gréff ze kréien. Eng Initiativ, déi een natierlech nëmmen ënnerstëtze kann, well och keen enger Administratioun virgeheie kann, datt een en net kompletten Dossier net behandelt kritt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Problem, deen et am Verhältnis tëscht Bierger a Verwaltunge gëtt, sinn d'Bréiwer, déi net beäntwert ginn, respektiv Bréiwer, déi par recommandé erageschéckt ginn an déi net méi erëmfonnt ginn; esou ze liesen am Rapport vum Médiateur am Kapitel iwwert den Éducatiounsministère.

Ausserdeem hu sech Leit beim Ombudsmann beklot, datt d'Äntwerte vum Ministère op hir Bréiwer nëmme schwéier ze verstoe wieren. D'Éducatiounsministesch huet an dësen Dossiere versprach, datt déi intern Gestioun vum Courrier wäert verbessert ginn an datt si hir Beamten nach eemol opfuerdere wäert, sech esou verständlech wéi méiglech auszedrécken.

Besonnesch dëse leschte Punkt, deen onscheinbar ausgesäit vläicht, ass fir d'gutt Fonctionnéiere vun enger Demokratie awer immens wichteg. Et kann nëmmen dann e Vertrauensverhältnis tëscht dem Stat a senge Bierger entstoen, wann d'Kommunikatioun och klappt. An dat setzt eng Sprooch viraus, déi fir den einfache Bierger ze verstoen ass, och wann et sech ëm méi komplex administrativ a gesetzlech Prozeduren handelt. Deen Usproch muss e Stat hunn, soss scheitert e schonn am Usaz!

An dësem Kontext wëll ech nach eemol op d'Iddi vläicht zréckkommen, déi meng Fraktiounskolleegin Marie-Josée Frank d'lescht Joer am Kader vun dëser Debatt hat, an zwar huet d'Madame Frank op Schweden verwisen, dat zënter dem 1. Juli 2009 e Sproochegesetz huet, dat déi staatlech Verwaltungen derzou verflicht, am Ëmgank mat de Bierger déi schwedesch Sprooch esou einfach wéi méiglech a verständlech ze halen an ze notzen.

Wisou sollt ee sech vläicht net un deem Modell inspiréieren an och probéieren, hei zu Lëtzebuerg op dee Wee ze goen? Ech menge schonn, datt esou vill vun de Problemer, déi d'Leit mat de Verwaltungen hunn, op déi doten Aart a Weis kéinten aus dem Wee geschafe ginn.

Här President, no dësen zwee Beispiller, déi weisen, wou de Schong a ville staatleche Verwaltungen dréckt, wéilt ech awer och ee Fall bréngen, wou ganz vill Effortë gemaach ginn, fir déi administrativ Démarchen esou séier wéi méiglech an esou effikass wéi méiglech, also am Sënn vum Bierger, ze maachen.

Rieds geet vun de Classes moyennes a besonnesch vun den Autorisations d'établissement. Am Joer 2010 si ronn 11.500 Demanden, fir e Betrib opzemaachen, un de Mëttelstandsministère geschéckt ginn, a bis op e puer Ausnahmen dauert et an der Moyenne néng Deeg - néng Deeg! -, bis déi Demandë behandelt ginn an eng Äntwert um Dësch läit, also entweder eng Autorisatioun oder awer och keng. Néng Deeg, dat ass, dat kann ee roueg soen, méi wéi bemierkenswäert an huet - fannen ech emol op jiddwer Fall - verdéngt, an dëser Debatt och ënnerstrach ze ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir gesitt deemno, wéi eng droend Roll d'Aarbecht vun de staatleche Verwaltungen am Fonctionnement vun enger Demokratie spillt. Geneesou, wann net zum Deel nach méi wichteg wéi d'Schaffen an d'Verhale vun de Beamten ass awer och d'Behuele vun de gewielte Vertrieder vum Vollek.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Félix Eischen *(CSV).*- Och dozou fënnt een eppes am Ombudsmann sengem Rapport vun dësem Joer,...

M. Xavier Bettel *(DP).*- Och d'Regierung!

M. Félix Eischen *(CSV).*- ...an zwar am Kapitel iwwert d'Gemengen, Här Bettel. Sou hu sech am Laf vum leschte Joer niewent deenen traditionelle Kloen iwwer Bauautorisatiounen, déi net richteg geklappt hunn, oder iwwer falsch Informatiounen, déi d'Gemengeverwaltunge ginn hunn, eng Rei Leit beim Ombudsmann beschwéiert, datt d'Gemengeréit bei Ofstëmmungen am Gemengerot an Interessekonflikter gerode sinn. Den Här Gira huet dat virdrun a sengem Rapport och ernimmt.

Dat ass ouni Zweifel keng harmlos Uschëllegung, mä e Problem, dee ganz seriö muss geholl ginn. An dat hu mir och an der Petitiounskommissioun gemaach. Mir hu laang mam Innenminister iwwert dee Sujet debattéiert. Hien huet eis virun allem erkläert, wat an esou Situatioune genee am Gesetz drasteet, wéini datt een iwwerhaapt vun engem Interessekonflikt schwätze kann a wat an esou engem Fall dann och kéint dergéint gemaach ginn.

Där Interessekonflikter kënnen et der vill ginn, virdrun hu mer schonn e puer Beispiller héieren: wann een zum Beispill als Gemengerot iwwer e PAG stëmmt, wou ee selwer Terrainen dra leien huet; oder wann een als Promoteur schafft an iwwert de Kaf oder de Verkaf vun Terraine soll oder misst mat ofstëmmen; wann ee bei enger Décisioun soll derbäi sinn, wou eng Persoun betraff ass, mat där ee Famill ass bis zum drëtte Grad, wann ee matenee bestuet ass respektiv an enger Partnerschaft lieft; oder awer wann een als Privatmënsch an engem Verwaltungsrot vun enger Privatfirma sëtzt, mat där d'Gemeng ze dinn huet; an esou weider an esou fort.

Fir kloer ze definéieren, wéini een als gewielte Vertrieder an engem Interessekonflikt dran ass, ass allerdéngs guer net esou evident, an nach vill manner, wéi een dat verhënnere soll.

Sécherlech, an de Gesetzer si Sanktiounen a Garde-fous virgesinn. Sou gëtt beim geréngsten Zweifel den Distriktskommissär vum Minister ageschalt, fir der Situatioun op de Fong ze goen. Da kann de Fall eventuell och souguer viru Geriicht kommen, et kann zu enger Verurteelung kommen, zu Geldstrofen, zum Verloscht vum Mandat respektiv der Annulatioun vun enger Décisioun vum Gemengerot souguer.

Mä nach bleift et eng ganz Kriddeleg, fir genee ze bestëmmen, wéini datt et sech wierklech ëm en Interessekonflikt, a virun allem ëm e bewossten, handelt a wéini net. Dofir ass et wichteg, datt een hei un de gesonde Mënscheverstand an un den deontologesche Sënn vun de Gemengepolitiker appeléiert. Béides misst hinnen nämlech soen, datt si sech bei Affären an Dossieren, wou se och nëmme kéinten en Interessekonflikt hunn, dach einfach besser zréckzehalen hätten an datt se net un der Ofstëmmung deelhuele sollten.

Et muss nämlech all Politiker bewosst sinn, datt, wann hie probéiert, perséinlech Virdeeler aus senger Fonctioun ze zéien, hien net just senger eegener Integritéit schuet, mä vill méi schlëmm nach, der Integritéit vun deem Mandat, dat hie vum Wieler kritt huet, also der Demokratie am grousse Ganzen!

D'Bild vun der Politik an domat vum ganzen demokratesche System gëtt nun eemol als Alleréischt vum Verhale vun all eenzelne Politiker bestëmmt. E Verhalen, dat der Dignitéit an der Responsabilitéit vun engem elektiven Amt soll zu all Moment kënne gerecht ginn.

Natierlech sinn och mir Politiker nëmme Mënschen a mir maache Feeler. Dat stellt jo och u sech esou direkt keen a Fro. Mir mussen eis just bewosst sinn, wat eist Feelverhale fir eng Konsequenz fir d'Verhältnis tëscht Bierger a Politik kann hunn.

Här President, zum Schluss vu menger Interventioun wollt ech dem Médiateur awer nach eng Kéier explizit Merci soe fir déi Aarbecht, déi hien an deene leschte Jore geleescht huet, a besonnesch, datt hien dëst Joer sech och getraut huet, de Fonctionnement vun eiser Demokratie méi genee ënnert d'Lupp ze huelen. Dobäi kënnt hien zur Feststellung, datt eise Verwaltungen hir Millen dacks ze lues muelen an doduerch d'Vertrauensverhältnis, dat de Bierger zum Stat huet an dat à la base vun eiser Demokratie steet, awer gestéiert ass mat Momenter.

Vill méi nach schuet déi „Lenteur administrative", wéi eis franséisch Noperen dat jo soen, net nëmmen eenzelne Bierger, mä si huet och negativ Auswierkungen op eis ganz Wirtschaft, wann ee bedenkt, datt d'Entwécklung vun de Betriber wesentlech vun administrativen Décisiounen ofhänkt. An dofir mussen d'Verwaltungen effikass schaffe kënnen!

Mä well den Ombudsmann a senger Fonctioun als neutralen Observateur net nëmmen de Fanger an d'Wonn leet, mä och Léisungen ubitt, huet en dat selbstverständlech och fir dëse Problem gemaach.

Fir de Bierger virun ze laange Retardë bei administrativen Démarchen ze schützen, schléit den Ombudsmann net vir, datt een de Prinzip vum „Silence vaut accord" soll aféieren - deen zwar schéin ausgesäit, mä an engems relativ ineffikass ass, well en nëmme fir déi Demandë ka gëllen, déi keng explizit schréftlech Autorisatioun vun enger drëtter Persoun brauchen, sprëch, wou extra Prozeduren nach musse respektéiert ginn -, neen, de Médiateur schléit vir, datt contraignant Délaie solle gesat ginn, déi vun de staatleche Verwaltunge mussen agehale ginn. Eemol dës Délaien iwwerschratt, misst de Stat sech selwer bestrofen, andeems hien eng Zort Boussgeld un déi concernéiert Persoun iwwerweise géif.

An der Petitiounskommissioun hu mir doriwwer laang an och kontrovers diskutéiert an zesumme mat der Ministesch fir d'administrativ Vereinfachung driwwer debattéiert. An hei schléisst sech d'CSV-Fraktioun der Meenung vun der Ministesch un, déi drop higewisen huet, datt eng Zort Boussgeld keng wierklech Plus-value duerstellt, vu datt haut schonn am Gesetz vum 1. September 1988 iwwert d'zivil Verantwortung vum Stat finanziell Entschiedegunge fir Leit, déi duerch de Stat zu Schued komm sinn, virgesi sinn.

Vill méi wichteg schéngt et eis als CSV-Fraktiouun, datt, wéi et och am Koalitiounsprogramm steet, een déi administrativ Vereinfachung konsequent soll virundreiwen an an deem Kontext Froe wéi déi intern Organisatioun vun de Verwaltungen, d'Relatiounen tëscht hinnen, de Respekt vun den Déngschtweeër, de Fonctionnement vun der Hierarchie ëmmer erëm frësch op de Leescht soll huelen, respektiv d'Méiglechkeet soll iwwerpréiwen, fir a bestëmmte Gesetzer räsonabel Délaie festzeschreiwen, un déi sech dann och wann ech gelift soll gehale ginn.

Ech freeë mech op weider Diskussiounen a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass Traditioun, datt de President vun der Petitiounskommissioun e Member vun der Oppositioun ass. Duerfir ass et och e Member vun der Oppositioun, deen de Rapport vum Bericht vum Médiateur opstellt a presentéiert. Dëst Joer war dat op en Neits, géif ech soen, de Camille Gira vun deene Gréngen, an hien huet net nëmmen en exzellente Rapport gemaach, mä huet och d'Aarbechten am Virfeld optimal organiséiert a moderéiert.

Mir hu gutt Échangë gehat mat anere Kommissiounen, mir hu Leit aus Verwaltungen empfaangen, fir eis e Bild ze maachen zu deem engen oder anere Problem. Déi Aarbechte ware ganz opschlossräich, an ech wéilt duerfir och dem Président-Rapporteur, dem Camille Gira, Merci soe fir seng exzellent Aarbecht. Et gesäit een, datt also och Oppositiounspolitiker kënnen hei an der Chamber gutt Aarbecht maachen.

Här President, mëttlerweil ass den Ombudsmann eng regelrecht Institutioun ginn hei zu Lëtzebuerg. An de Médiateur huet eng grouss Notorietéit an eng gewëssen Autoritéit bei de Bierger an de Verwaltungen am Land kritt.

Den Ombudsmann huet am Laf vun de Jore gewisen, datt hien eng wäertvoll a virun allem och eng neutral Ulafstell ginn ass fir den eenzelne Bierger, deen op déi eng oder aner Aart a Weis Schwieregekeete mat de Verwaltungen huet.

Op där anerer Säit huelen d'Verwaltungen an d'Ministèren, déi meescht wéinstens, och d'Remarquen an d'Recommandatiounen eescht a versichen, Remedur ze schafen, wann de Médiateur intervenéiert.

Mir hunn et schonn héieren, mir wëssen, dem Marc Fischbach, dem Ombudsmann, deem säi Mandat wäert esou lues auslafen. Ech muss och ënnersträichen, datt hie wierklech an all deene Joren eng exzellent Aarbecht gemaach huet, eng ganz Rei ganz flott Inpute ginn huet fir eis Aarbecht. An ech wéilt him och schonn duerfir hei vun dëser Plaz aus e grousse Merci ausschwätzen.

Et schéngt mer och doriwwer eraus sënnvoll, datt de Rapport vum Ombudsmann an enger Petitiounskommissioun traitéiert gëtt, well dës Kommissioun ass jo och e bësselche méi direkt am Kontakt mat den eenzelne Bierger, well jo iwwert d'Petitiounen d'Leit och hoffen, datt se an där Kommissioun en oppent Ouer fannen, wa se Problemer hunn am Land a ganz oft eben och am Zesummenhang mat Verwaltungen. Duerfir eben och ass et fir mech logesch, datt d'Petitiounskommissioun - an dat ass jo och elo mëttlerweil Traditioun - dee Rapport analyséiert respektiv e Rapport dozou mécht.

An deem Kontext vläicht eng kleng Klamer - mir haten d'lescht Joer doriwwer geschwat: Et ass jo esou, datt och Aarbechten am Lafe sinn, fir datt mer hei zu Lëtzebuerg eng elektronesch Petitioun sollen aféieren. Déi Aarbechte sinn ugelaf, déi eenzel Fraktiounen hunn hir Commentairen oder hir Avisen dozou ginn. Ech weess elo net genau, wou den Dossier drun ass, mä et wier awer gutt, datt mer als Chamber och déi Aarbechten un deem Dossier net aus dem Bléckwénkel verléieren an datt mer och an déi Richtung weider sollte schaffen.

Wann een d'Rapporten iwwert d'Jore suivéiert, kann ee feststellen, datt d'Aarbecht vum Médiateur net ofhëlt an datt d'Zuel vun den Dossiere sech konstant esou ëm déi 900, 950 beleeft. E wichtegen Aspekt vum Ombudsmann ass deen, fir da Recommandatiounen auszeschwätzen. Dëst Joer sinn et véier neier. De Rapporteur ass do och schonn en détail drop agaangen. Ech wäert do net weider drop agoen. Ech mengen, dat si jo och déi Problemfäll ënner anerem do mat der Santé, déi schonn hei diskutéiert gi sinn.

Et gëtt awer och eng Rei Recommandatiounen, déi mer scho säit enger Rei Joren zur Kenntnis huelen. Et geet awer net nëmmen duer, datt mer déi dann hei debattéieren, mä et muss een och kucken, wat aus deenen Empfehlungen, deene Recommandatiounen dann herno an der Praxis gëtt. Well et däerf jo net einfach nëmmen de l'art pour l'art sinn! De Médiateur schreift sech wond, mir schreiwen eis wond, an da geschitt näischt um Terrain. An de Bilan vun der Ëmsetzung vun deene Recommandatiounen ass awer net ëmmer esou positiv ze bewäerten, well der nach ëmmer eng Rei net ëmgesat gi sinn oder kee Suivi kruten.

Do sinn der, déi schonn eng Rei Joren ëmmer erëm erwähnt ginn. Esou gëtt et zum Beispill déi Recommandatioun vun 2005, also vu viru sechs Joer, déi seet, datt bei den Ausweisungsprozeduren d'Police keng Mesures disproportionnées vis-à-vis vu Jugendleche soll uwennen. Bis haut hu mer do eigentlech kee richtege Suivi respektiv ass déi Recommandatioun nach net esou richteg eescht geholl ginn an der Praxis.

Och säit e puer Joer huet de Médiateur zum Beispill recommandéiert, bei der CNPF d'Personal opzestocken, fir datt ënner anerem d'Dossiere méi schnell kënnen traitéiert ginn. Och hu mer am Budget 2009, substanziell kéint ee soen, d'Zuel vu Posten, 25 Stéck, do ageschriwwe gehat. Mä an der Praxis si bis elo awer eréischt zwee Beamten agestallt ginn.

Bon, iwwer eng Dose vun esou Recommandatiounen, wann ech dat richteg gezielt hunn - et kënnen der och 14 sinn -, sinn esou iwwer Joren do schleefe gelooss ginn an net ëmgesat ginn. An do muss een awer soen, datt an enger gewëssener Aart a Weis, wann een an der Schoul wier, ee misst soen, datt dat eng Ongenügend ass fir d'Regierung, déi hei net alleguerten hir Hausaufgabe gemaach huet.

Här President, ech wéilt e puer Dossiere kuerz uschneiden, mat deene sech d'Kommissioun am Rapport méi speziell beschäftegt huet, respektiv awer och, wou meng Fraktioun dat eent oder anert Element wëllt ënnersträichen. Ech ginn also net op alleguerten d'Aspekter vum Rapport an. Ech mengen, et ass och scho bal Traditioun, datt all Fraktioun e bësse sech déi eng oder aner Akzenter leet.

Och dëst Joer handelen eng Rei Reklamatiounen, wann net de Gros - ech mengen, an Erënnerung ze hunn, datt iwwer 40%, also bal d'Halschent, an dee Beräich kéinte situéiert ginn -, vun der Lenteur administrative. Dat bleift weiderhin e Punkt, deen ee bei verschiddene Verwaltungen a Ministèrë muss bemängelen.

Ech hat virdru scho vun der Caisse nationale des prestations familiales geschwat. En anere Ministère, deen ëmmer erëm negativ opfält, ass dee vum Développement durable, a méi speziell den Departement vun der Ëmwelt. De Médiateur hieft e puer Fäll ervir am Kader vum Ausbezuele vu Primen oder Subsiden am Kontext vum Energiespueren oder der Energieeffizienz. Zum Beispill sinn dat déi Primë fir Niddregenergiehaiser; dat sinn déi „PRIMe Cool" an esou weider fir Haushaltsapparater; dat sinn awer och Primen am Beräich vun den CO_2-Reduktioune bei den Autoen, déi verschidde Primen: „PRIMe CAR-e", „PRIMe CAR-e plus" an esou weider.

Bon, hei muss een och wëssen: Hei sinn e puer Reklamatiounen erakomm, mä sécherlech reklaméieren net all d'Bierger beim Ombudsmann, well se sech scho bal hei dem Schicksal erginn hunn. Mä et ass awer trotzdeem net haltbar, datt op där enger Säit massiv Reklamm gemaach gëtt vum Stat aus fir esou Primen, an op där anerer Säit awer d'Verwaltungen dann net à même sinn, fir de Leit déi Primen an engem Délai raisonnable auszebezuelen.

Hei geet et net ëm zwee, dräi Méint, mä hei geet et zum Deel ëm zwee, dräi Joer, wou d'Leit op hir Sue waarden! Dat sinn och net e Grappvoll Leit, déi dorobber musse waarden, dat sinn der e puer Honnert, wéi aus enger Question parlementaire ervirgeet, déi ech virun e puer Wochen oder e puer Méint gestallt hat. An ech hunn dat deemools..., oder ech hat et och scho gesot, datt dat net gutt ass.

Dat ass praktesch inakzeptabel an et ass och kontraproduktiv fir déi Efforten, déi een zum Beispill wëllt maachen am Beräich vum Klimaschutz a vum Erausklammen aus der Pëtrolsfal. Dat ass jo dee ganz groussen Défi fir eist Land. Mir hunn haut de Moien nach an der Kommissioun vum Développement durable doriwwer geschwat.

Wann d'Leit prett sinn, fir Efforten ze maachen, a wann déi net gehollef kréien, mä wa se nëmme Steng an de Wee geluecht kréien an hei dann an dësem Fall jorelaang op hir Sue musse waarden, dann ass dat eng falsch Politik an dat vergrault d'Leit, an da verléiere mer eis an eisen Efforten, zum Beispill am Klimaschutz.

Ech wëll hei nëmmen an deem Kontext nach eng Kéier drun erënneren, datt d'DP eng ganz aner Approche hei proposéiert. Mir soe ganz kloer, d'DP seet, datt mir de Leit au départ bei den noutwendegen Investissementer, zum Beispill bei der Albausanéierung, sollen ënnert d'Äerm gräifen, datt mir hinnen also am Ufank d'Saache virfinanzéieren, datt se net mussen op d'Sue waarden an datt se herno kënnen zréckbezuelen. Do kéint ee schnell a konkret hëllefen. Do kéint ee wierklech eng Bewegung en marche setzen an do kéint een och d'Leit motivéieren, fir matzemaachen.

Ech hoffen, datt d'Regierung och dann op dee Wee geet. Si huet jo, de Premierminister himself huet jo déi Motioun, déi mer duerfir hei bei den Debatten zum État de la nation haten, en huet jo déi Motioun vun eiser Propositioun vun der Klimabank a vum Energiespuer-Contracting ugeholl. Ech hoffen, datt et da virugeet.

Här President, de Rapporteur huet en anere Ministère méi speziell negativ erausgestrach, an zwar dee vun der Éducatioun, wou e kritiséiert, datt do oft Demanden a Bréiwer vun de Bierger kee Suivi kréien. Do gi Bréiwer verluer, d'Leit kréien ni eng Äntwert, keen Accusé de réception! Am Éducatiounsministère schéngt do e gewëssene Chaos virzeherrschen, an den Ombudsmann huet de Ministère opgefuerdert, méi kloer „flux de circulation", wéi hien dat nennt, an den interne Prozeduren anzesetzen.

Wann ech bei der Éducatioun sinn, wéilt ech och nach eng Kéier rappeléieren, datt d'Demokratesch Partei fir e Médiateur an de Schoule plädéiert. Dee kéint bei Schwieregkeeten zwësche Schüler, Direktioun, Elteren/Proffen, Elteren/Direktioun - do gëtt et jo ganz vill Varianten, wat fir eng Konflikter do kënnen zwësche wat fir enge Gruppen oder Schoulpartner entstoen -, eigentlech kéint dee Médiateur direkt sur place vermëttelen.

Doduerjer kéinten eng Rei méi schoulspezifesch Problemer schnell an onbürokratesch geléist ginn, an esou en Ombudsmann fir d'Schoul kéint och den nationalen Ombudsmann an der Aarbecht entlaaschten.

Här President, ech kommen alt nach eng Kéier op d'Thematik, oder ech fuere weider an der Thematik vun der Lenteur administrative, wou ech virdrun ugefaangen hat, well et awer, wann een iwwert déi Jore kuckt, en Dauerbrenner ass an de Rapportë vum Médiateur. An och virun allem ass et e reelle Problem fir d'Bierger dobaussen am Land.

An der Kommissioun an och am Rapport hu mer eis dëst Joer nach eng Kéier domadder befaasst, ouni datt onbedéngt nei Erkenntnisser dobäi erauskomm sinn. Et sinn eng Rei Piste virgezeechent, net eréischt dëst Joer; d'lescht Joer hate mer eis jo nach vill méi intensiv domadder beschäftegt. Mä et geet elo drëms, datt déi responsabel Ministeren an der Fonction publique dann och konsequent un deen Dossier eruginn, datt se déi Recommandatiounen, déi Pisten och konsequent suivéieren.

Well nach wie vor muss fir eis d'Haaptuleies sinn, datt mer e Stat hunn, deen effizient an effikass am Déngscht vum Bierger schafft. An dat ass och net eleng nëmmen eng Fro vun der Zuel vu Beamten, well vill Aarbecht an Dossieren a verschiddene Ministèren effektiv virleien, do brauch een zousätzlech Beamten, mä et sinn awer och ganz oft - dat wëll ech ënnersträichen - Froe vum Management, déi sech an de Verwaltunge stellen, vun Aarbechtsofleef, déi net effizient sinn an déi musse verbessert ginn.

Déi modern Verwaltungsaarbecht - wéi iwwerall am Liewen, dat sech an der Gesellschaft verännert huet - erfuerdert zum Deel haut aner Kompetenzen, aner Forme vun Aarbecht, Teamwork, an esou weider. An ech mengen, dat ass och dat, well déi Effizienz musse mer erreechen, deen „workflow management" musse mer erreechen. Ech mengen, dat ass a mengen Ae vill méi wichteg, wéi datt mer elo all eenzelnem Statsbeamten eng Zensur wëllen ausstellen.

Hei sinn och insbesondere d'Direktiounsbeamten oder d'Chef-de-servicë gefuerdert, fir datt si och e bëssen deen neie Wand an déi Effikassitéit an hir eenzel Departementer erakréien. Et gëtt nach eng Rei Ministèren, wou Departementer sinn, wou emol keng Réunion de service ass, déi vum Chef de service organiséiert gëtt. Fir mech ass dat net nozevollzéien. Do gëtt näischt ofgeschwat mat de Beamten. Do gëtt keng Koordinatioun gemaach. Jiddweree schafft a sengem Eck, mécht dat no der Logique hiérarchique wahrscheinlech. Da kann et heiansdo, oder da geet et oft kee gutt Stéck virun.

Et heescht awer och, datt d'Beamten an där Hisiicht musse weidergebilt ginn. Et muss een dat och bei der Formation initiale am INAP an och beim Rekrutement deementspriechend upassen.

Ech wëll och hei an deem Kontext soen, datt d'DP och kloer fir Audite vun de Ministèren an de Verwaltungen ass, well doduerjer kann ech eng Bestandsopnahm maachen a Solutioune fannen, fir méi eng effizient Struktur oder Aarbechtsofleef bei de Verwaltungen hierzestellen.

Ech hat zum Beispill als Statssekretär 2002 en Audit vun der Forstverwaltung initiéiert. Deen huet eng Zäitche gedauert, mä opgrond vun deem Audit gouf awer herno déi Verwaltung reorganiséiert hin haut zur Natur- a Bëschverwaltung, positiv reorganiséiert. A mir hu jo och doduerjer d'lescht Joer oder virun zwee Joer en neit Gesetz gestëmmt. Dat ass ee Beispill, mä ech mengen, dat misst een och an anere Verwaltunge maachen.

An der Kommissioun respektiv vum Médiateur sinn och e puer nei Iddien an d'Diskussioun komm, fir där Lenteur administrative entgéintzewierken. De Médiateur huet do zwou Propositiounen op den Dësch geluecht. Zum enge seet en, de Stat soll bei alle Prozedure ganz contraignant Délaien operluecht kréien. Dat ass eng Approche, déi mir als DP kënnen deelen.

Sécherlech gëtt et och eng Rei Gesetzer, wou dat och schonn an de Gesetzer ageschriwwen ass. Ech denken zum Beispill un dat vun den Établissements classés, och nach „Kommodo-Gesetz" am lëtzebuergesche Volleksmond genannt. De Problem ass, datt et awer och eng Rei Gesetzer oder Prozedure gëtt, wou keng Délaien an de Gesetzer fixéiert sinn.

Zum anere kann een natierlech och feststellen, obwuel an enger Rei Gesetzer Délaie bei dem - ech soen emol - Échange zwëschen dem Bierger an de Verwaltunge stinn, datt déi awer net agehale ginn. Duerfir proposéiert de Médiateur dann, eng Prime d'astreinte anzeféieren, also eng Aart Strofgeld fir Verwaltungen a Ministèren, wann déi déi fixéiert Délaien net anhalen, Délaie fir Äntwerten oder d'Ofwéckele vum Dossier. An déi Prime d'astreinte, proposéiert en dann, dierf net ënner 200 Euro de Mount leien.

Déi Propos, déi baséiert zum Deel och op der Iwwerleeung, datt de Stat jo op déiselwecht Manéier mat dem Bierger verfiert. Ënner anerem kéint een do als Beispill d'Steieren huelen. Wann een also net seng Steieren oder seng Avancë bezilt, da weess ee relativ schnell, wat d'Pond Kiischte kascht. An den éischten oder zweete Mount geet et dann un, wou een dann Zënse respektiv Strofgeld muss bezuelen. A wat also fir de Stat op där enger Säit d'Recht ass, soll also fir de Bierger op där anerer Säit och nëmme richteg sinn.

An der Kommissioun hu mer déi Propos vum Médiateur diskutéiert, vun där Prime d'astreinte. Mir hunn déi eigentlech positiv fonnt. An dunn hat de Rapporteur eng Motioun proposéiert, presentéiert, déi an der Kommissioun wéinstens vu praktesch... jo, vun all den - ech mengen, et war richteg - Deputéierten an der Kommissioun, och vun der Majoritéit, guttgeheescht ginn ass.

Ech muss haut feststellen, datt déi Motioun net méi hei um Dësch läit. Ech bedaueren dat, datt do d'Majoritéit e Réckzéier gemaach huet, datt se Angscht virun hirem eegene Courage huet an datt dann d'Memberen aus der Kommissioun do zréckgepaff gi si vun iergendengem méi Wichtegen, fir datt also dann déi Motioun hei net zum Vote kënnt.

Här President, zum Schluss ginn ech nach op en anere Schwéierpunkt aus dem dësjährege Rapport vum Médiateur an. Dat ass dee vun der Problematik vun den Interessekonflikter insbesondere um Gemengeplang. Den Ombudsmann gëtt ëmmer méi oft mat Kloe befaasst, wou d'Bierger sech beschwéieren, datt Gemengepolitiker oder -beamten an Décisiounen implizéiert sinn, wou et ëm hir eege Bauterrainen oder ëm déi vun hirer Famill geet.

Dat ass jo de Fall, wann zum Beispill e Gromperefeld, e Gromperesteck duerch Vote vum Gemengerot am Kader vun engem PAG..., vun engem Moment zum anere gëtt aus deem Gromperesteck eng Goldgrouf. Et brauch een net vill Wierder, fir kloerzemaachen, datt esou Praktiken net akzeptabel sinn, well d'Politiker sech oder hirer Famill duerch hir eegen Décisioune perséinlech a finanziell Virdeeler verschafen. De Politiker gëtt gewielt, fir am Intérêt général ze agéieren, an net, fir am perséinlechen Interessi ze handelen.

Sécherlech gëtt et hei och Gesetzer, déi Barrièren agebaut hunn, zum Beispill den Artikel 20 vum Gesetz vun '88 oder den Artikel 245 vum Code pénal. Déi Artikele si kloer, mä nach, seet de Médiateur, wieren him Fäll zougedroe ginn, wou ee kéint dovunner ausgoen, datt Politiker Décisioune matgedroen hunn oder influenzéiert hunn, wou et ëm d'Valorisatioun vun hirem Terrain gaangen ass oder wou da finanziell Avantagen erausgeschloe gi sinn.

An, Här President, nach a méi enger ongesonder Grauzon beweegt ee sech, wa manifest Relatioune bestinn zwësche Politiker a Promoteuren. Dat gëllt insbesondere fir Gemengepolitiker, déi de Médiateur hei viséiert, well do jo d'Bautepolitik ganz vill um Ordre du jour vun der Politik steet. Et mussen duerfir onbedéngt kloer juristesch Regele ginn, fir all Abusen ze ënnerbannen.

An d'Politiker solle sech deontologesch Regele gi respektiv héich Usprëch selwer operleeën, fir wierklech au-dessus de tout doute ze sinn. Dat ass nämlech och am Endeffekt fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Politik a fir d'Vertraue vun de Bierger och an déi eenzel Politiker.

Wat ech elo gesot hunn, dat gëllt net nëmme fir d'Kommunalpolitik, mä dat sollt a misst a fortiori och fir d'Politik en général gëllen, och fir déi, déi en nationaalt Mandat hunn. Ech fannen et bedenklech, wann zum Beispill Deputéierter oder Ministeren enk Relatioune respektiv berufflech Relatiounen hu mat Promoteuren oder Avantages en nature hu vu Promoteuren, déi hirersäits op allen Ecken an Enner hei am Land Bauterraine besëtzen oder wëlle valoriséieren.

All Politiker muss dat de Moment mat sech selwer ausmaachen a verantworten, mä ech kann nëmmen d'Konklusioune vun der Petitiounskommissioun voll ënnerstëtzen, déi sech um Rapport Sauvé „Pour une nouvelle déontologie de la vie publique" inspiréiert. Déi soen, kloer Regelen, Transparenz an héich déontologesch Usprëch mussen d'Aktioun vum Politiker um kommunale Plang, um nationale Plang guidéieren, dat, fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Politik ze halen oder erëm ze stäerken.

A grad - dat huet och schonn de Rapporteur gesot - a besonnesch an enger Zäit vun ekonomesche Schwieregkeeten a vum Opkeime vu populisteschen Tendenzen, wann et enger Rei vu Bierger hei am Land ëmmer méi schlecht geet an d'Politiker op där anerer Säit duerch Klüngel mat Geschäftsleit materiell Avantagen erwierken, dann ass dat keng gutt Saach fir d'Politik. Dat ass keng gutt Saach fir den Anstand hei zu Lëtzebuerg.

An där Optik solle mer eis och als Chamber seriö Gedanke maachen, fir och um nationale Plang déi Thematik eng Kéier seriö ze analyséieren an och kloer Regele fir d'national Politik hei an der Chamber opzestellen.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Eugène Berger. An als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech soen Iech Merci, dass Der mer d'Wuert gitt. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Regierungsmemberen, d'Institutioun vum Médiateur, déi jo ufanks deelweis kritesch ugesi gouf, ass haut wierklech e feste Bestanddeel vum institutionelle Gebilde vun eisem Stat. An den Här Gira huet den Term „onëmgänglech" gebraucht; ech kann him nëmmen zoustëmmen.

An net nëmmen, mengen ech, si mir 60 Deputéiert frou, dass et dës Institutioun gëtt, mä, ech mengen, dat nämlecht gëllt fir all d'Awunner vun eisem Land. Dofir wëll ech gläich am Numm vun der LSAP-Fraktioun dem Här Marc Fischbach an all senge Mataarbechterinnen a Mataarbechter e grousse Merci ausdrécke fir hiren Asaz am Déngscht vun all eise Bierger.

Mir als LSAP-Fraktioun gesinn de Rapport vum Médiateur, och wann en natierlech, an dat ass gutt esou, vill Kritik beinhalt, als e konstruktive Bäitrag, als eng wichteg Ënnerstëtzung fir eis Deputéiert, fir eis Regierung mat hire Beamten, fir dass mir alleguer zesumme gesinn, wou an der Praxis Problemer a Mëssverständnesser zwëschen de villen Administréen an Administratioune sinn.

Och d'Zesummespill Médiateur a Chamber, an hei besonnesch d'Petitiounskommissioun, fonctionnéiert exzellent. Dofir wëll ech och am Numm vun eiser Fraktioun dem Camille Gira, dem President, an der Madame Moris Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi si gemaach hunn, an och besonnesch fir déi Gedold, déi si mat eis haten. Dem Här Gira och e Merci fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Wat och wichteg ass ervirzesträichen: Genau wéi déi Jore virdru konnt d'Petitiounskommissioun och dëst Joer nees bei hirer Aarbecht am Kontext vum Rapport vum Médiateur op déi ganz Viraarbecht opbauen, déi déi aner Kommissiounen hei am Haus ganz seriö gemaach hunn. Et ass wichteg, dass déi eenzel Fachkommissioune sech hir Fachberäicher eraushuelen a sech da mat de Ministeren d'Kritiken, d'Recommandatiounen an d'Froen, déi den Ombudsmann opwërft, zu Häerz huelen an zesummen no Äntwerten a Léisunge sichen.

Déi Viraarbecht vun all eise Kommissiounen ass also eng kollektiv Aarbecht, fir dësen Débat ze preparéieren. An ech mengen, mat dësem Débat hei ass d'Aarbecht awer net ofgeschloss. Ech gesinn dat als eng wichteg Zwëschenetapp, fir éischt Konklusiounen, wichteg Konklusiounen ze zéien a fir dann awer ëmmer duerno nees um Ball ze bleiwen. D'Suergen an d'Recommandatioune vum Médiateur sollen eis am Laf vum ganze Joer am Hannerkapp bleiwen, wa mir hei am Haus an de Kommissioune legislativ Aarbecht maachen.

Ganz konkret heescht dat, dass mir d'Problemer bei bestehende Gesetzer behiewe mussen a beim Ausschaffe vun neie Gesetzer d'Suergen an d'Froe vum Médiateur net däerfe vergiessen. Dëst gëllt natierlech insbesondere fir déi dräi Haaptthemen, déi mer dëst Joer hei an der Petitiounskommissioun opgrond vum Rapport vum Médiateur ervirgestrach hunn. Déi dräi Theme si virdru schonn ugeschwat ginn an ech wäert och dorop agoen.

Dat Éischt ass jo déi Fro vum Netanhale vun den Délaien an dann déi drunhänkend Fro vun der Astreinte. Den Här Fischbach war den 23. November 2010 bei eis an der Kommissioun an huet sech laang mat eis iwwert déi Fro vun den Délaien am Traitement vun den Dossieren duerch öffentlech Institutiounen, sief et beim Stat oder bei de Gemengen, ënnerhalen. Dat kann een och schréftlech noliesen an der Introductioun vum Här Fischbach sengem Rapport.

Wéi scho gesot, iwwer e Véirel vun de Reklamatiounen hu mat där Lenteur excessive um Niveau vun der Instruktioun vun den Dossieren ze dinn. Wéi eng Fäll do gemengt sinn, dat hu meng Virriedner scho gesot. Dofir kann ech dat elo hei ewechloossen.

Ech wëll awer drun erënneren, dass de Prinzip an der Matière administrative gëllt, dass à défaut vun enger Décisioun bannent engem Délai vun dräi Méint déi interesséiert Partei muss unhuelen, dass et e Refus implicite ass. An da ka se sech nëmmen nach un déi administrativ Juridictioune wennen.

Dat heescht awer och, dass ausser de Fäll, wou de Juge administratif habilitéiert ass, sech iwwert de Fong ze prononcéieren, d'Annulatioun vun enger Décision d'Affär nëmmen zréck bei déi kompetent Administratioun bréngt, ouni eng Garantie ze ginn, dass déi da méi schnell eng Décisioun do huelen.

Déi Iddi, iwwert déi mer och diskutéiert hunn, d'Présomption de rejet ze inverséieren duerch den Accord tacite, wann eng Administratioun keen Délai raisonnable anhält, ass eng gutt Iddi, mä den Här Fischbach huet eis och gesot, dass en net an alle Fäll ka gebraucht ginn. Dofir hunn ech dat eng ganz interessant an och couragéiert Démarche vum Médiateur fonnt, fir déi Iddi vun der Autosanction unzeschwätzen, déi de Rapporteur eis jo schonn erkläert huet.

Dat ass natierlech eng Säit vun der Medail. An ech mengen, et war och wichteg, dass d'Madame Modert den 2. Februar bei eis an d'Kommissioun komm ass. Si huet sech vill Zäit geholl a si huet eis och vill Informatioune ginn. Si huet virun allem emol drun erënnert, dass mer d'Gesetz vum 1. September 1988 hunn iwwert d'Responsabilité civile vum Stat a vun de Collectivitéiten, wou en Dédommagement en cas de fonctionnement défectueux des services virgesinn ass.

Si huet eis och erënnert, d'Madame Modert, dass am Regierungsprogramm d'Autorisation tacite virgesinn ass. An ech erlabe mer, e Gesetz erauszehuelen, wat mer rezent hei gestëmmt hunn, d'Gesetz vum 4. Mee 2011 iwwert d'Loi relative aux services dans le marché intérieur.

Wann een do den Artikel 11 kuckt, do kann ech e puer Punkten aus deem Artikel zitéieren: «Toute demande d'autorisation fait l'objet d'un accusé de réception (…) le délai visé», dass d'Délaien indiquéiert musse sinn. «Les demandes sont traitées dans un délai raisonnable, (…) fixé et rendu public (…)», an dann um Punkt 7: «les prestataires peuvent considérer en cas d'absence de réponse dans le délai imparti leur demande comme acceptée.»

Also, de Wëllen ass schonn do bei der Regierung, a ville Gesetzer, wou et geet, wou et méiglech ass, déi Autorisation tacite anzebréngen.

D'Ministesch huet eis och gesot, dass een do, wou déi Autorisation tacite net méiglech ass, fir d'Éischt muss en Délai de réponse aschreiwen. Si huet och suggéréiert, dass an deene verschiddenen Administratiounen eng Lëscht soll gefouert gi vun den Demanden, wou d'Délaien dépasséiert sinn. Si huet eis och nach gesot, dass, wann Dossieren hin an hier ginn zwëschen deem, deen eng Demande stellt, an der Administratioun, dass een do soll virgesinn, nëmmen eemol hin an hier ze fueren, well dat soss och ëmmer alles an d'Längt gezu gëtt.

Interessant war och, dass d'Ministesch eis gesot huet, dass am INAP, wou jo d'Formatioun vun de Statsbeamten ass, e ganzt Kapitel an och ganz vill iwwer Simplification administrative ënnerriicht gëtt. An do huet d'Ministesch gesot, dass een eréischt no der Introductioun vun all dëse Mesuren a wann dës Mesuren all gräifen da vläicht kann nodenken, esou eng Autosanction virzegesinn.

Ech erlabe mer, nach eng perséinlech Remarque ze maachen. Mir kucke jo säit dem Lissabon-Vertrag als national Parlamenter och ganz vill europäesch Dokumenter, Propositions-de-directiven an esou weider, an un deenen Dokumenter hänkt ëmmer en „impact assessment" drun. Et ass meeschtens a Form vun engem SEC-Dokument, an deen „impact assessment", dee beäntwert ganz vill Froen. Et ass e Standardformular, deen ausgeschafft gëtt.

A wéi ech meng Noten duerchgekuckt hunn, wéi d'Ministesch bei eis an der Kommissioun war, dunn hunn ech gesinn, dass se eis och geschwat huet, dass och an der Regierung Fiches d'évaluation d'impact gemaach ginn. Déi Fiches d'évaluation d'impact si ganz interessant, an ech hunn dunn emol versicht, mech e bëssen do ze renseignéieren, wéi esou eng Fiche d'évaluation d'impact géif ausgesinn.

Do si ganz interessant Froen, déi opgeworf ginn, zum Beispill: «Le projet prévoit-il une autorisation tacite en cas de non-réponse de l'administration?» Da gëtt do ugekräizt: «oui» oder «non». «Le Projet contribue-t-il en général à une simplification administrative?» «Oui» ou «non» mussen dann do ausgefëllt ginn.

(Interruption)

Zum Beispill: «Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins des destinataires (…)», an esou weider. Ech mengen, dat ass eng interessant Saach. An ech mengen, d'Europäesch Kommissioun, wa si mat legislative Propositiounen erauskommen, hänke si déi „impact assessments" hannendrun, genausou wéi se d'Fiche financière drunhänken.

Mir kréie bei eise Gesetzer eng Fiche financière drun. Et ass eng Fro: Wär et net vläicht méiglech, wär et net interessant, wa mer och kéinten un de Projeten nom Exposé des motifs vläicht eng kleng Note zu där Évaluation d'impact kréien? Ech mengen, wat mer méi Wëssen deelen zwësche Regierung a Chamber, wat mer besser Gesetzer maachen. Ech wär frou, wann d'Ministesch mer dozou eng Äntwert kéint ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, e wichtege Sujet, deen och vum Médiateur an der Kommissioun an och vu menge Virriedner ugeschwat ginn ass, ass och dee vun den Interessekonflikter, déi kënnen entstoen, wann ee Gemengeconseiller ass oder Gemengesekretär oder Receveur, wann ee bedeelegt ass u wichtegen Décisiounen, déi engem kéinte perséinlech Virdeeler bréngen.

Et ass och schonn hei gesot ginn, dass den Ausléiser vun dëser Fro Plaintë vu Privatleit waren, déi der Meenung waren, dass eenzel Conseilleren am Kader vun enger Ännerung vum PAG net korrekt gehandelt hätten.

Ech wëll e bësse méi allgemeng op de Problem vun den Interessekonflikter agoen. D'Zilsetzung ass ganz einfach ze verstoen. Et geet drëms, vu vireran Situatiounen ze vermeiden, wou e Conseiller an de Verdacht géif kommen, seng Privatinteressen iwwert den öffentlechen Interessi ze stellen.

D'Gesetz gesäit vir, dass de betreffende Conseiller an esou Fäll net un der Diskussioun an um Vote deelhëlt. Doriwwer eraus gëtt et eng Rei vun Inkompatibilitéitsbestëmmungen, déi festleeën, dass Leit, déi grondsätzlech en Interessekonflikt kéinten hunn, guer net kënnen e Mandat als Conseiller unhuelen. De Prinzip ass onëmstridden, well et jo ganz wichteg ass, dass d'Muechtpositiounen net mëssbraucht ginn an den einfache Bierger ka Vertrauen an d'Politik hunn.

Wéi gesäit dat dann an der Praxis aus? Déi heefegst Fäll, wou e Verdacht kann entstoen, dass e Conseiller sech selwer Virdeeler verschaaft, betreffen de Rekrutement vu Personal, d'Vergi vun Opträg vun der Gemeng oder d'Reclasséiere vun Terrainen. Dat si klassesch Situatiounen, wou e Benefiss ka gemaach ginn a wou e Conseiller senge Familljememberen oder Frënn kéint eng Faveur maachen.

Bis elo hu sech déi Interessekonflikter ëmmer an eenzelne Fäll gestallt, wou de betraffene Conseiller sech ouni Problem konnt zréckzéien, wann e Vote iwwer eng Saach ze huele war, déi hie selwer oder seng Famill betraff huet.

Déi Konklusiounen, déi de Médiateur zitt, sinn och absolut an der Logik vun deem, wat bis elo ëmmer gegollt huet. Wien en Interessekonflikt huet, kann net un enger Décisioun deelhuelen. Et gouf vläicht eng gewëssen Onsécherheet, ob dat och am Fall vun engem neie PAG géif gëllen. Mä d'Geriichter hunn dat jo eendeiteg tranchéiert.

Firwat ass et trotzdeem hei eng Diskussioun wäert? Ma ech mengen, zum engen, well mer d'Problemer an nächster Zäit riskéiere méi oft ze hunn. Mir wëssen, dass all d'Gemengen amgaang sinn, nei PAGen ze maachen. Et läit an der Natur vun der Saach, dass d'Conseilleren all um Territoire vun der Gemeng wunnen, also all direkt vum PAG betraff sinn, och wann net jiddwereen e Virdeel dovun huet.

Wann dann och nach all d'Familljemembere bis zum drëtte Grad derbäikommen, muss jiddweree genau préiwen, ob en un deem Vote kann deelhuelen oder net, zemools, well d'Gemengen iwwert de Pacte logement elo och ënner Drock stinn, nei Bauzonen auszeweisen an innerhalb vun den Uertschaften d'Baudicht ze erhéijen.

E Virdeel, iwwert deen hei nach net geschwat ginn ass, ass deen, fir näischt ze verännere an enger Bauzon, net auszeweiten, obwuel et urbanistesch Sënn géif maachen, well et vläicht fir ee Conseiller méi agréabel ass, dass hanner sengem Gaart oder hanner sengem Haus net gebaut däerf ginn.

De juristesche Problem, deen de Médiateur uschwätzt, léisst sech zwar relativ liicht léisen, andeem de Minister d'Gemengeconseilleren nach eng Kéier drop opmierksam mécht, dass se genau oppasse mussen, fir all Interessekonflikter ze vermeiden. An der Praxis läit et awer weiderhin un der Integritéit vun eise Conseilleren, fir d'Muechtpositiounen net auszenotzen.

D'Approche, fir all méiglech Interessekonflikter vu vireran auszeschléissen, huet hir Limiten. Grad an de Gemenge gi jo Leit gewielt, déi gutt an hirer Gemeng integréiert sinn, déi an de Veräiner aktiv sinn, deenen hir Famill do wunnt an déi do Frënn hunn an deene Gemengen. Wann déi Gewielten net integer sinn, hu se ëmmer d'Méiglechkeet, engem Kolleeg e Virdeel ze verschafen.

Ganz däitlech weise sech déi Limiten, wa mer driwwer schwätzen, dass eng bestuete Koppel net kann am Gemengerot sinn, awer déi, déi gepacst ass, jo. Och wa mer déi Inkohärenz aus dem Gesetz huelen, kënne Leit, déi einfach nëmmen zesumme wunnen, am Gemengerot sinn. D'Gesetz kann einfach net all Forme vu soziale Relatiounen erfaassen an doraus entstoend Interessekonflikter ënnerbannen.

Wa mer ze stur an der Approche weiderfueren, leeft et drop eraus, dass mer um Enn immens vill Leit vun Décisiounsprozesser ausschléissen, dass et ganz schwiereg gëtt, fir d'Gemengewahle genuch Kandidatinnen a Kandidaten ze fannen, déi all Deeler vun eiser Gesellschaft representéieren.

Dofir ass d'LSAP och net derfir, fir esou Inkompatibilitéite systematesch auszedehnen. Wann een an där Logik weiderfiert, misst ee ganz vill Leit ausschléissen, well jiddwereen huet iergendwou en Intérêt.

Wéi mer am Februar d'Gemengen- an d'Wahlgesetz geännert hunn, hu mer och missen agesinn, dass et an der Praxis kee Sënn mécht, all d'Fonctionnairen, déi de près ou de loin kéinten Afloss huelen op d'Gemengepolitik, vun engem Mandat auszeschléissen.

De Problem vun den Interessekonflikter ass awer ganz reell. Ech sinn der Meenung, dass, wa mer méi grouss Transparenz hunn, dat genausou preventiv ka wierken, wéi allméiglech Inkompatibilitéitsbestëmmungen.

An deene klengen Dierfer, wou jiddweree jiddweree kennt, do weess ee souwisou, wie mat wiem Kolleeg ass a wéi d'Besëtz- an d'Familljeverhältnisser sinn. Vläicht muss een dat formaliséieren. Wa mer d'Gemengegesetz nach eng Kéier emol ofänneren, misst ee vläicht driwwer nodenken, ob ee bestëmmten Informatiounen als Conseiller net misst ofleeën. Et läit da bei de Wieler ze décidéieren, ob se där betreffender Persoun et zoutrauen, am beschte Sënn vum öffentlechen Interessi ze handelen.

Deen drëtte Sujet, dat war d'Recommandatioun N°38 vum Médiateur a Saache Reclassement. Dat war dee Sujet, mat deem mer eis am meeschte beschäftegt hunn. D'Fro vum Reclassement interne et externe am Fall vun enger Incapacité de travail fir dee leschte Posten an all d'Prozeduren, déi domadder zesummenhänken, ass ganz komplex. Et ass e ganz komplexen Dossier.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Gesetz iwwert d'Incapacité de travail am Joer 2002 gestëmmt gouf an néideg ginn ass, nodeems opgrond

vun enger Jurisprudenz aus dem Joer 1996 d'Invaliditéit vill méi restriktiv a strikt bewäert ginn ass. Deemno gouf zënter deem Zäitpunkt d'Invaliditéit net nëmme par rapport zu där leschter Aarbechtsplaz ageschat, mä zum ganzen Aarbechtsmaart.

Dat heescht, och wann en Assuré aus gesondheetleche Grënn net méi kann op senger leschter Aarbechtsplaz schaffen, gëtt et dacks um Aarbechtsmaart eng ganz Rei vun aneren Aarbechten, déi dëse Salarié maache kéint. Dee Salarié kann also zënter där besoter Jurisprudenz net méi als Invalid ugesi ginn, mä just als Salarié mat enger Incapacitéit fir säi leschte Posten, a sollt entweder intern bei sengem fréiere Patron oder extern bei engem anere Patron reclasséiert ginn. Dat heescht, hie sollt eng nei Aarbecht kréien, déi senge verbleiwende Capacitéiten entsprécht.

Dat war dat erklärtent Zil vum Gesetz iwwert de Reclassement. An der Praxis ass dat awer net ëmmer esou einfach, an dat aus ville Grënn. Jiddefalls gouf d'Législatioun iwwert de Reclassement schonn eng Kéier am Joer 2005 iwwerschafft, an och elo si weider Verbesserungsvirschléi an der Maach. Dat hunn eis de Minister vun der Sécurité sociale an och den Aarbechtsminister matgedeelt. An déi geplangte Reform vum Reclassement an der Réinsertion professionnelle soll de Kritike vum Médiateur esou wäit wéi méiglech Rechnung droen.

Ee vun de Problemer ass d'Dauer vun de Prozeduren. An dat net nëmmen, well kee gären ze laang waart, bis e weess, wou en drun ass, mä och a virun allem, well an deem Kontext nämlech och den Délai leeft vun 52 Woche Krankeschäin an enger Referenzperiod vun 104 Wochen. Duerno leeft den Aarbechtskontrakt of. Et ass sécher sënnvoll, fir bannent där Period eng Décisioun ze hunn.

D'Accélératioun vun de Prozeduren ass sécher e wichtege Punkt, a mir freeën eis, dass d'Ministeren dat ugeschwat hunn. An deem Kontext krute mer och gesot, dass an Zukunft geplangt ass, dass de Service de santé au travail an d'Commission mixte gläichzäiteg solle mat der Demande de reclassement saiséiert ginn. D'Fro bleift awer, wien d'Commission mixte ka saiséieren an ob et net sënnvoll wär..., ob de Salarié dat net och kéint mat sengem Dokter maachen.

De Médiateur ass, wéi gesot, zweemol zréckkomm an d'Kommissioun. Mir haten en och den 3. Mee nach eng Kéier do. An ech muss soen, ech hunn do direkt, wéi de Procès-verbal vun där Sitzung vum 3. Mee komm ass, wou et ëm de Recours gaangen ass..., wou de Médiateur wierklech net zefridde war mat den Aussoe vun de Ministeren - et huet just de Recours ubelaangt, all déi aner Aussoen, déi ech elo zitéiert hunn, wat jo positiv Mesurë sinn, déi hu mer all begréisst an der Kommissioun - mä wat de Recours ubelaangt, do gesäit de Médiateur nach Problemer.

Ech hunn dunn dem Minister de Procès-verbal vun där Réunioun vum 3. Mee geschéckt an ech war ganz frou, wéi e mer gesot huet, dass en den Optrag ginn huet bei senge Leit, déi Fro nach eng Kéier op de Métier ze huelen. Ech mengen, mir wäerten dat dann als Petitiounskommissioun suivéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Marc Angel. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt muss ee begréissen, datt et hei am Land e Médiateur gëtt. Well, wann een d'Zuel gesäit vun deene Recoursen, deenen Demanden, déi d'Bierger un hie riichten, da gesäit een, datt et wichteg ass, datt alleguerten d'Bierger, déi eng Schwieregkeet hunn an der Applikatioun vun engem Gesetz, an de Relatioune mat den Administratiounen, datt se heiansdo eng kleng Hëllef kréien. Den „guichet.public.lu" geet net onbedéngt do an deem Kontext duer.

Et ass also eng ganz positiv Aarbecht, déi hei gemaach gëtt am Intérêt vun de Bierger. Mä et gesäit een awer och, datt et eng ganz grouss Komplexitéit vu Problemer gëtt, verschiddener si reng spezifesch a ganz individuell, wat een nennt Exceptiounsfäll, an e puer aner Saachen, déi si méi allgemenger Natur.

Ech wëll op déi méi allgemeng Problemer agoen an der e puer dovunner ervirsträichen. Eppes ass e Leitfaden an de Recommandatiounen a Rapporten, déi et vu Säite vum Médiateur gëtt, dat ass d'Lenteur administrative, d'Complexité administrative. Et gëtt ëmmer dovunner geschwat, datt et soll eng Réforme administrative ginn, datt et soll méi séier a besser ginn. An dann heiansdo kritt een och déi eng oder déi aner Mini-Äntwert, mä fundamental huet sech näischt geännert!

An et gesäit een, datt, wann iergendwou ee Fonctionnaire eng Kéier an d'Vakanz oder an d'Pensioun geet oder krank gëtt, da kënnt et op eng Kéier vir, datt eng ganz Administratioun net méi funktionéiert oder schlecht funktionéiert an datt et Schwieregkeete gëtt. An do ass natierlech den individuelle Minister responsabel, fir ze kucken, datt hie mat senge Leit déi Administratioun nees an de Gréff kritt an nees do un d'Funktionéiere kritt.

Mir selwer och als Législateur si responsabel duerfir, fir verschidden Initiativen ze huelen um legale Gebitt. Mä ech géif awer soen, datt mer ee Prinzip zréckbehale sollten, dat ass dee vun der Autorisation administrative tacite, déi mer sollten zréckbehalen an den Administratiounen, mat där Ausnahm natierlech, datt deen Ableck, wou d'Bierger Rechter hunn, fir Recoursen anzeleeden, oder wou de Justiciable oder soss een d'Méiglechkeet huet, fir e Recours anzeleeden, datt een dat natierlech muss ausserhalb vun deenen Délaie kënnen a musse regelen. Mä de Prinzip sollt awer dee si vun der Autorisation tacite, well doduerjer gëtt d'Administratioun, doduerjer gëtt de Ministère obligéiert, fir och ze kucken, datt seng Servicer uerdentlech funktionéieren.

Déi zweet Problematik, generell Problematik, déi mer wichteg schéngt, dat ass déi vun der Jurisprudenz vun der Sécurité sociale. Dat ass elo eng Geheimwëssenschaft. Do gi geheim Uerteeler geholl. Öffentlech gëtt gesot, si ginn an Audience publique geholl, mä e gudden Deel vun deenen Décisioune ginn niergendwou publizéiert! Déi eenzeg, déi ee gesäit, déi publizéiert ginn op engem Internetsite vun enger Administratioun, dat sinn déi, déi en faveur si vun der Administratioun. Déi, déi en défaveur sinn, déi komme gewëss dach do op déi Siten!

An ech mengen, do verlaange mir als ADR, datt d'Regierung higeet an en Internetsite mécht, wou all d'Jurisprudenzen en matière vu Sécurité sociale publizéiert ginn. Dat geet beim Tribunal administratif. Dat misst also och bei der Sécurité sociale goen!

Dann hu mer eng Problematik, déi schonn zënter Joren dauert an déi ech net midd ginn zënter enger gudder, zënter zwou Legislaturen elo ze diskutéieren: Dat ass déi Diskrepanz vun de Montanten, déi saiséiert kënne ginn um Niveau vun de Saisies- arrêts a bei engem Bénéficiaire vum RMG.

Déi Persoun, déi en RMG kritt, déi Famill, déi en RMG kritt, déi huet e Revenu, deen net ka saiséiert ginn. Wann awer elo eng Persoun schafft a si huet e Revenu, fir hir Famill ze ernieren, dee Revenu ass méi niddreg, et kann also méi saiséiert gi wéi beim RMG. Fir dat a klore Chifferen auszedrécken: Esou kann zum Beispill e Revenu brut op den 1. Januar 2011 mam RMG plus Immunisatioun, 1.627,54 Euro, kënnen net saiséiert ginn, bei enger Persoun, géigeniwwer 1.260 Euro, déi kënne saiséiert oder cesséiert ginn. Dat mécht eng Differenz vu bal 400 Euro, an dat pro Mount!

Fir alleguerten déi Leit, déi an där Situatioun sinn, ass dat e ganz staarken Ennerscheed. Dat ass e ganz wichtegen Ennerscheed. A wann déi Persoun dann och nach e puer Revenus supplémentaires huet wéinst Kanner, gëtt déi Diskrepanz vu 400 Euro nach méi grouss. Do muss eppes geschéien!

D'Regierung hat op Basis vu mengen Interventiounen, déi viregt Regierung hat e Projet de loi ausgeschafft a si hat 2002 décidéiert, e Règlement grand-ducal ze huelen, fir déi Tariffer ze adaptéieren no uewen. Déi nei Regierung, den neie Justizminister huet gesot, et kéim en neie Projet de loi, well deen éischte vu sengem Virgänger net gutt wier. Mir waarden nach ëmmer drop!

Wat méi schlëmm ass, dat ass, datt dee Règlement grand-ducal vun 2002, deen d'Montantë fixéiert, déi kënne saiséiert ginn, zënter 2002 net méi adaptéiert ginn ass. Doduerjer hu mer déi Situatioun, déi mer elo kennen, dat heescht, datt eng Persoun, déi Saisieën huet aus iergendengem Grond, besser huet, all Aarbecht opzehalen an den RMG ze froen, dann huet se méi Suen iwwreg, wéi wa se weider schaffe geet. An dat ass fundamental falsch, dat ass schlecht!

Ech mengen, datt et hei scho richteg ass, datt de Médiateur dat dote condamnéiert huet an d'Regierung opgefuerdert huet, grad wéi och déi zoustänneg Kommissioun, datt hei misst dréngend eppes geschéien. Mä et geschitt näischt. Leider!

Da muss een och déi gutt Aarbecht ervirsträichen, déi gemaach ginn ass, wat d'Problematik ugeet vun de Reclassementer vu Leit, déi krank sinn, oder wou ugeholl gëtt, datt se krank sinn, bei klenge Betriber. De Rapporteur an och meng Virriedner hunn déi Problematik scho gutt illustréiert. Ech mengen och hei, datt den zoustännege Minister gutt berode wier, fir esou séier wéi méiglech kënnen e Projet de loi ze déposéieren, dee mer hei kéinten an der Chamber huelen.

À moins, datt et e Règlement grand-ducal ass. Ech gleewen et net, mä et muss héchstwahrscheinlech iwwer e Gesetz goen. Well et ass eng Problematik, déi vläicht nure wéineg Leit concernéiert, mä déi awer an der Zuel méi oft geet. Duerfir schéngt et wierklech eng positiv Nouvelle, datt d'Regierung wëllt op dee Wee goen.

Mä ech mengen awer och, datt een da muss esou séier wéi méiglech, wa méiglech nach an dësem Joer, dee Projet de loi kënnen diskutéieren, fir datt mer méi Enkpäss, méi Schwieregkeete bei eenzelne Saachen, bei eenzelne Persoune kënne verhënneren.

En anere Punkt an der Debatt ass dee vun de Conflits d'intérêts vu Membere vum Gemengerot mat deem, wat an der Gemeng geschitt, mat dem Urbanismus haaptsächlech. Ech muss do éierlech soen, datt déi Problematik natierlech richteg an der Diskussioun ass. Mä ech sinn awer och der Meenung, datt se net onbedéngt ganz einfach ze léisen ass.

Well, wann ee wëll all d'Hypotheesen duerchkucken, déi et gëtt, da muss ee sech d'Fro stellen, ob een an engem Gemengerot kann iwwer e PAP ofstëmmen oder ob e Buergermeeschter kann eng Autorisation de bâtir ginn: Wann et een ass aus senger Famill, wann et een ass, deen e gutt kennt, wann et an deem Betrib ass, an deem e schafft oder deen em vill Aarbecht gëtt a sengem berufflechen Déngen. Bref, do gëtt et eng Komplexitéit, déi ganz grouss ass.

Ech géif soen, datt hei effektiv déi Prinzipien, déi allgemeng gëlle vum Conflit d'intérêts, datt déi och sollen hei gëllen an datt mer roueg kéinten déi Suggestioun, déi hei gemaach ginn ass, fir Sanctions pénales virzegesi bei Korruptioun, bei Avantage, bei Conflits d'intérêts, datt een déi sollt am Prinzip festhalen.

Well et gesäit een a Frankräich zum Beispill, wou et jo als Beispill geholl ginn ass, datt dat net dozou gefouert huet, datt näischt méi geschitt, mä datt vill méi Saachen opgedeckt ginn an an d'Diskussioun kommen. Et ass dat, wat erlaabt, fir méi Kloerheet ze schafen. Ech huelen och un, datt déi allermeeschte Leit aus de Gemengeréit deen Ableck, wou se d'Impressioun hunn, datt en Interessekonflikt kéint bestoen, datt se deen Ableck drop verzichten, fir um Vote deelzehuelen.

Nach misst och virgesi sinn, datt e Buergermeeschter, deen eng Autorisatioun muss ginn, dat kann an esou Fäll un en Drëtten delegéieren, e Member aus dem Schäfferot, fir och do aus Konfliktsituatiounen erauszekommen.

Dat gesot an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech nach eng Kéier déi gutt Aarbecht ervirsträichen, déi de Rapporteur a seng Équipe do gemaach hunn. Mir hoffe just nuren, datt d'Regierung déi puer Haaptproblemer, déi ech elo diskutéiert hunn, an och déi, déi d'Kommissioun diskutéiert huet, datt se déi wäert an den nächste Méint seriö ugoen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Domadder wier ech um Enn vun eiser Riednerlëscht. Da géif elo d'Regierung d'Wuert kréien. Ech gesinn do verschidde Ministere sëtzen. Wie fänkt un? Den Här Gesondheetsminister? Den Här Aarbechtsminister?

D'Madame Kulturministesch fänkt un. Madame Kulturministesch, da kritt Dir d'Wuert. Neen, den Här Aarbechtsminister!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, ech wëll fir d'Éischt och emol dem Ombudsmann Merci soe fir déi Aarbecht, déi en all Joer mécht. Ech mengen, dat ass eng Aarbecht, déi extrem wichteg ass fir de Fonctionnement vum Stat, fir e bessere Fonctionnement vum Stat. An ech kann natierlech nëmmen déi Meenung deelen, datt déi Recommandatiounen, déi gemaach ginn, natierlech och mussen iergendwéi an d'Praxis ëmgesat ginn. Dat ass absolut richteg. Soss hätt dat jo kee Sënn.

Dat Zweet, ech wëll och dem Rapporteur Merci soe fir déi synthetesch Aarbecht, déi e gemaach huet. Mir hate jo schonn am Rahme vun enger Rei vu Kommissiounen Échange-de-vuen iwwert déi verschidde Punkten. Och do, mengen ech, ass dat eng ganz utile Démarche an eng ganz utile Aarbecht.

Ee Wuert iwwert de Reclassement. Ech mengen, dat ass een Thema, wat jo och ugeschnidde ginn ass, souwuel natierlech am Rapport vum Ombudsmann, mä besonnesch och am Rapport vun der Chamber. Mir schwätzen hei iwwer e grousse Problem. E Problem, dee praktesch 4.000 Leit am Land ugeet. Dat sinn nëmmen déi Leit, déi extern reclasséiert sinn. A wann ech also kucken, wéi d'Croissance vun der Zuel vun deene Leit ass: Mir hu praktesch pro Joer 500 Leit méi am Reclassement externe. Do gesäit een also eng Tendenz, déi grouss ass, déi steigend ass.

Dat explizéiert d'ailleurs och zum Deel ons Croissance oder zumindest d'Netzréckgoe vum Chômage. Well 16,5% vun onsen Demandeurs d'emploi si Reclassés externes. A mir wëssen alleguerten, Reclassé externe heescht, Laangzäitchômeur ginn. Dat heescht, wann ech eemol am Reclassement externe sinn, da ginn ech nach ëmmer enregistréiert wéi en Demandeur d'emploi an ech komme kaum aus deem Reclassement externe eraus.

An dat ass jo dat, wat mer elo wëllen änneren. Do ass also deen éischte Punkt, fir ze kucken, dee jo och ugeschnidden ass vum Ombudsmann, vum Médiateur, fir ze kucken: Wéi kënne mer deene Leit besser hëllefen, fir erëm zréck an den Aarbechtsprozess ze kommen, à condition, datt se nach kënnen an den Aarbechtsprozess zréckkommen? An zesumme mam Gesondheetsminister wäerte mer ufanks nächste Mount dem Comité permanent du travail et de l'emploi - wann ech dat elo richteg gesot hunn - e Projet de loi virstellen, oder en Avant-projet de loi virstellen, deen op déi do Fro äntwert.

Dat heescht, mir musse probéieren, d'Leit ze encouragéieren, éischtens, erëm an den Aarbechtsmaart zréckzekommen. Dat kënne mer nëmmen dann, wa se de Risque net hunn, hire Statut vum Reclassement ze verléieren, wa se eigentlech eng nei Aarbechtsplaz unhuelen. Do läit dee gréisste Problem. Dat heescht, wann d'Leit eng nei Aarbechtsplaz unhuelen, da verléiere se de Statut. Also, wat maache se? Si maachen alles, fir eigentlech keng nei Aarbechtsplaz unzehuelen. Dat ass also dee wichtegste Punkt, dee mer wëllen an deem Projet de loi änneren.

Dat Zweet ass natierlech dat, wat ugeschnidde ginn ass: Dat ass den Droit vun de Leit, géint eng Décisioun vum Médecin du travail oder vum Contrôle médical eventuell Recours ze maachen. Dat kucke mer. Do hu mer jo och eng Jurisprudenz. Mir hunn eng Jurisprudenz an deem Beräich. A mir kucken also, wéi mer och deem Problem besser kënnen entgéintwierken, datt eben effektiv, wann eng Décisioun geholl ginn ass, och een, deen Objet vun där Décisioun ass, och kann eventuell déi Décisioun ufechten.

Dat sinn déi zwee grouss Punkten, déi mer och an deem Gesetz wäerten ugoen. Derbäi kënnt natierlech d'Prozedur. D'Prozedur ass heiansdo laang. Ech hunn Iech virdru gesot: 500 Leit am Joer. Dat heescht fir déi Kommissioun vill Aarbecht. Dat heescht natierlech och fir de Contrôle médical vill Aarbecht. Mä mir probéieren natierlech och mat den Entreprisen, dee Problem besser ënner Kontroll ze kréien.

Ech mengen, mir hunn e bëssen esou d'Gefill, datt de Reclassement, besonnesch de Reclassement externe esou eng gewësse Form ginn ass, fir d'Leit aus dem Aarbechtsprozess erauszedrécken. An ech mengen, dat heescht, datt mer och musse mat den Entreprisë souwuel iwwert de Reclassement externe wéi besonnesch iwwert de Reclassement interne diskutéieren, fir datt déi Mesure, déi jo gutt ass, och nëmmen applizéiert gëtt, wa se wierklech noutwendeg ass a wa keng aner Alternativ sech ubitt.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Aarbechtsminister. An elo den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Éischt wëll ech mech deene Wierder uschléisse betreffend déi gutt Zesummenaarbecht mam Médiateur a wäertvoll Aarbecht vum Médiateur. Och an der Praxis, mengen ech, kann ech soen, dass déi Zesummenaarbecht op enger ganz fairer Basis baséiert an ech mer och wënschen, dass dat an Zukunft esou ka weidergoen.

Ech wëll just punktuell op e puer Punkten agoen, déi am Rapport vun der Kommissioun an och hei vun de Kolleegen opgeworf gi sinn. Éischtens, fir den Accès à l'information - Jurisprudenzen -, wat eng gutt Suggestioun ass, si mer amgaangen, e System opzebauen, wou ee jiddwerzäit iwwer e gemeinsame Portail déi lescht Jurisprudenze ka consultéieren. Mir ginn e Schrack méi wäit, ënner anerem och am Zesummenhang mat der Direktiv «Soins transfrontaliers», fir e regelrechte Point focal opzebaue fir d'Patienten, dee soll ugesiedelt gi bei der Gesondheetskeess.

Ugeschwat ginn ass och d'Formation continue vun den Dokteren. De Médiateur huet suggéréiert, dass dat systematiséiert muss ginn. Ech gesinn dat och esou. A bei där nächster Reform vum Dokteschgesetz wäerte mer zesumme mam Terrain derfir suergen, dass mer déi Formation continue, déi eigentlech eng Evidenz misst sinn, systematiséieren an dass mer och e Lien mat dem Droit d'exercer oder mat der Continuatioun vun dem Droit d'exercer wäerte strécken.

Den Nicolas Schmit huet quasi alles gesot iwwert de Reclassement professionnel. Ech mengen, et muss een ëmmer drop insistéieren, dass dee System vum Reclassement, wéi mer en hei zu Lëtzebuerg hunn, en uniquet Netz duerstellt. Et kann ee selbstverständlech iwwer all méiglech Detailer schwätzen, mä de System vum Reclassement huet niewent deene Lourdeuren, déi e kann hunn, awer ganz ville Leit gehollef, fir kënnen opgefaangen ze ginn. Mir hunn, wéi gesot, de Gesetzesprojet, fir d'Gesetz ze revidéieren, an der Maach. A mir hunn eis d'Deadline gesat, fir déi éischt Konsultatioun mat de Sozialpartner ugangs Juli ze maachen.

Ee wichtegt Element iwwregens ass de regelrechte Statut fir de Reclasséierten, fir deen, dee bereet ass, aus engem Reclassement externe en Job unzehuelen, fir deen, wann dat net sollt klappen, net virum Näischt stoen ze loossen an erëm kënnen opzefänken. Deen heitege System vum Reclassement externe ass heiansdo décourageant, fir iwwerhaapt en Job unzehuelen, well wann een een unhëlt an et geet net, da steet ee méi schlecht do, wéi ee virdrun dostoung.

De Médiateur huet op d'Nécessitéit vun enger Reform vum Contrôle médical higewisen. De Contrôle médical an d'Sécurité sociale gesinn dat ähnlech. An deene leschte Jore gëtt et eng Rei vu Modeller, déi entstane sinn an Nopeschlänner, a mir sinn amgaangen, eis déi Modeller unzekucken, fir kënnen dem Contrôle médical eng méi modern Gesetzgebung ze ginn.

Ugeschwat ginn ass och eng méiglech Surcharge de travail vun den Aarbechtsmedeziner. Dat ass net falsch an eenzelne Situatiounen. Ech muss allerdéngs soen, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, an den Administrations publiques an am assimiléierte Secteur Spezialiste respektiv déi Spezialisten, déi Aarbechtsmedeziner a Medeziner insgesamt, kënnen ze rekrutéieren, well d'Konditiounen, déi de Stat oder den assimiléierte Secteur bidden, wesentlech méi schlecht si wéi d'Konditiounen am Privatsecteur fir privat, liberal exercéierend Medeziner.

Mir hunn de leschte Freideg d'Reform vum LNS duerch de Regierungsrot geholl gehat. Eng vun den Ursaachen, firwat dass mer déi Reform hu misse maachen, ass, dass mer zu deene Konditiounen, déi bis elo bestinn, net méi déi Leit kréien, déi mer brauchen, fir eng héich spezialiséiert Aarbecht ze maachen.

Also, et soll ee sech iwwerleeën, dass, wann de Stat respektiv déi assimiléiert Secteuren déi Leit brauchen, se och mussen deene Leit déi Konditioune bidden, déi op anere Plaze gebuede ginn.

E lescht Wuert just nach iwwert d'Suggestiounen, fir eng Ulafstell, eng Mediatiounsplaz fir Patiente kënnen ze garantéieren. Dir wësst - d'Chamberskolleegen aus der Chamberskommissioun vun der Santé wëssen -, dass mer en Avant-projet de loi finaliséiert hunn iwwert d'Droits des patients, e modernt Patienterechtsgesetz, wou ee Volet d'Mediatioun ass, déi mer ulagere wëllen um Niveau, an den Donstkrees vun der Santé, a wou mer därselwechter Meenung si wéi de Médiateur, dass et net nëmmen drëm geet, fir eng national Struktur ze schafen, mä dass ee bei deene groussen Institutioune wéi de Spideeler eng jeeweileg Ulafplaz muss schafen, fir dass deen Dialog tëschent de Professionnels de santé an de Patiente klappt an dass net deen eenzege Wee, deen iwwreg bleift, deen ass, fir viru Geriicht ze zéien.

Et ass d'Suggestioun och komm, fir eng Indemnisation sans faute ze envisagéieren. Do zitéieren ech e Regierungsprogramm. De Regierungsprogramm gesäit net vir, dass mer déi Indemnisatioun an dëser Period maachen, mä mir hunn awer festgehalen, dass mer déi Modeller studéieren, fir eis kënnen drun ze inspiréieren. Et gëtt där net schrecklech vill: Et gëtt der am skandinavesche Raum, d'Belge waren drop an drun, een ze maachen, mä dat ass net esou duerchgefouert ginn, wéi et sollt duerchgefouert ginn. An en entspriechende Modell besteet och a Frankräich, mä do sinn d'Indemnisatioune ganz, ganz, ganz bescheiden; sou dass ee sech un dem skandinavesche Modell kann inspiréieren, mä dat wäerte mer an nächster Zäit ugoen.

Voilà, dat zu deene Beräicher, déi ugesprach gi sinn aus deene Ressorten, déi mech betraff hunn.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Elo kritt nach zum Schluss d'Wuert d'Madame Kulturministesch Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre.*- Merci, Här President. Et ass allerdéngs net a menger Qualitéit als Kulturministesch, wou ech hei sinn. Mä ech weess, datt et heiansdo schwiereg ass, wann een ze vill - wahrscheinlech - ze doen huet, fir ze wëssen, a wéi enger Fonctioun…

(Interruption)

Neen, emol net. Als Ministre à la Simplification administrative.

Une voix.- Ah jo!

Mme Octavie Modert, *Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre.*- Stellt Iech dat emol vir. Vill, net!

Ech schléisse mech, Här President, de Mercien u vu menge Virriedner souwuel un de Médiateur wéi un de Rapporteur an un all déi, déi hei matgeschafft hunn, a wollt ganz kuerz agoen op de Virschlag vun enger Autosanctioun, déi de Médiateur a sengem Virwuert zu sengem Rapport vun dem leschte Joer beschriwwen huet.

D'Suerg vum Médiateur ass, datt d'Dossiere kënne méi séier behandelt ginn. An dat ass och d'Suerg vun der Regierung. Dir wësst, datt am Regierungsprogramm vun dëser Regierung drasteet, datt mer wëlle Prinzipien aféieren, wéi zum Beispill fir ze kucken, ob een dee vum „Accord tacite" kann aféieren, respektiv aner Elementer, déi dann dorobber erauslafen, datt en Dossier soll méi séier gemaach ginn.

Duerfir sinn ech och der Meenung, datt dee Virschlag vun der Autosanctioun där Zilsetzung net Satisfaktioun géif ginn, well et nawell näischt géif ausmaachen, oder net genuch, fir datt d'Dossiere méi séier behandelt géife ginn. An dat ass, mengen ech, eis gemeinsam Suerg, wou mer wëllen drop erauskommen.

Duerfir war mäi Virschlag jo och an der Chamberskommissioun, fir aneschters virzegoen a fir aner Elementer anzeféieren, aner Prinzipien, déi deem géife Rechnung droen. Besser ass et nämlech, fir méi strikt Délaien anzeféieren. Besser ass et nämlech, datt déi Délaie mussen agehale ginn, a besser ass et nämlech och, fir ze soen: D'accord, ganz dacks ass d'Ursaach, datt den Dossier net séier genuch virugeet bei der Verwaltung, déi, datt den Dossier net komplett ass. Also kann een natierlech a muss een natierlech och zousätzlech Informatioune froen, mä dat nëmmen eemol.

An un deenen Texter sinn ech amgaangen ze schaffen, well ech wollt waarde bis, wéi elo kierzlech geschitt, d'Gesetz iwwert d'Emsetzung vun der Direktiv «Services» heibanne gestëmmt ginn ass an elo kierzlech a Kraaft getrueden ass, an och bis dat neit Gesetz iwwert de Kommodo wäert gestëmmt sinn.

Firwat? Well mir nämlech an deenen zwee Texter schonn zesumme mat de Fachministeren dru geschafft hunn, fir esou Prinzipien anzeféieren; an natierlech net hei eppes aneschters schreiwe wéi do eventuell och schonn - de Statsrot huet jo seng Avisen dozou ginn -, datt mer deem och kënne Rechnung droen. Et huet jo kee Sënn, fir zweemol d'Aarbecht unzefänken. Mir waarden, bis déi Texter do gestëmmt sinn, fir dann och mat eisen Texter erauszekommen.

Ech mengen also, datt et vill méi wichteg ass, datt d'Délaie respektéiert ginn, datt d'Délaie méi kuerz ginn, datt se iwwerhaapt emol agefouert ginn an datt se contraignant agefouert ginn, fir dem Demandeur Satisfaktioun ze ginn.

Do derno - hunn ech och gesot gehat an der Kommissioun, mengen ech - kann ee sech iwwerleeën, ob een, wann et sech no all deenen doten Etappen erausstelle géif, datt d'Délaien nawell ze dacks géife verpasst ginn, dann en Element géif opgräife vun der Propos, fir eng eventuell Astreinte anzeféieren.

Déi Astreinte däerf awer net derzou féieren, soe mir - well soss ass et nämlech erëm de Géigendeel, dee wäert de Fall sinn -, déi Astreinte däerf net derzou féieren, datt et just bedeit, datt entweder den Demandeur oder d'Verwaltung just nach eng Geriichtsetapp méi maache wéi déi, déi vläicht war, well dat bréngt weder dem Demandeur eppes nach dem Dossier. An ech wëll och net, datt iwwert deen dote Wee awer géif eng Déresponsabilisatioun vu Verwaltunge kommen, well se da géife mengen: Et kënnt jo souwisou eppes aneschters hannendrunner.

Et géif nämlech just nach heeschen, datt mer och nach parallell eng zweet Geriichtsbarkeet géife befaassen, déi dann eng zivil wär, während den Demandeur souwisou eventuell d'Verwaltungsgeriicht befaasst huet, fir de Fong vum Dossier ze tranchéieren oder nei ze tranchéieren.

Dat, mengen ech - en neie Prozedurekrich - géif jo net bedeiten, datt d'Dossiere méi séier, mä méi lues géife virugoen, an duerfir denken ech, datt mer virun allem mussen dru schaffen, datt eng Obligatioun an eng Dispositioun zur gudder Zesummenaarbecht tëschent der Verwaltung an engem, deen eng Demande eragëtt, wäert de Fall sinn. An dat hu mer wëlles, an nächster Zäit och iwwer Texter nei ze regelen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci der Ministesch fir d'Simplification administrative. Mir hu keng Motiounen zu dësem Débat, sou datt domadder d'Diskussioun ofgeschloss wär.

Mir kéimen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Motioun vum Här Camille Gira iwwert d'Vertraulechkeetsklausel vun de Verhandlungen iwwert d'Emissiounsrechter am Kader vum Kyoto-Protokoll. Hei hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz a Berger. Här Gira, Dir hutt elo d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

2. Motion de M. Camille Gira sur le refus de la clause de confidentialité dans le cadre des droits d'émissions négociés dans le cadre du Protocole de Kyoto

Exposé

M. Camille Gira *(déi gréng), auteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleegen a Kolleeginnen, de 5. August 2010 huet d'Regierung en Ofkommes gemaach mat Estland, fir sougenannt „waarm Loft" ze kafen, dat sinn d'Emissiounsrechter fir eis, déi déi Länner am fréieren Ostblock hunn, well no 1990 hir Ekonomie zesummegebrach ass. Den Objet vun dëser Motioun ass net de Fong vun der Saach - och do géif et ganz vill driwwer ze soe ginn, ob dat sënnvoll ass, ob dat net dee ganzen Emissiounshandel hannergeet -, mä eis geet et an dësem Fall an och bei der Motioun ëm eppes aneschters.

déi gréng hate Wand kritt vun dësem Handel, an ech hunn an diverse Questions parlementaires probéiert, Informatiounen ze kréien. Den Nohaltegkeetsminister huet mer och guttwëlleg alles dat beäntwert, wat ech gefrot hunn, bis op eppes: Wéi ech de Präis wollt gewuer ginn, wat dann deen Handel do kascht, do huet e mer gesot, hie kéint mer dat net soen, well et wier an deem Kontrakt eng Geheimhaltungsklausel dran.

Elo hat ech gemengt, de Kale Krich wier eriwwer a bei normale Verträg tëschent Länner, déi alle béid an der Europäescher Unioun sinn, misst et schonn awer dramatesch sinn, fir dass ee Geheimhaltungsklausele misst hunn. Mä ech krut einfach keng Äntwert, an de Minister ass dunn eng Kéier an d'Kommissioun komm an huet ënnert der Inanspruchnahm vun dem Huis clos mer dann de Präis gesot. Just fir Iech ze soen: Mir waren deen awer och an Tëschenzäit iwwer aner Weeër gewuer ginn.

Eis Motioun hu mer erabruecht, well mer dat awer an zwou Hisiichten intolerabel fannen. Et geet eis, nach eng Kéier, hei elo net ëm de Fong, mä et geet eis ëm de Prinzip. Mir fannen, dass d'Parlament sech dat do eigentlech net dierft bidde loossen.

Deen éischte prinzipielle Problem, dee mer domat hunn, dat ass, dass et jo awer absurd ass, dass an engem Emissiounshandel déi wichtegst Notioun an déi wichtegst Informatioun feelt, nämlech de Präis. Dir wësst, dass, wéi et drëm gaangen ass, seriö a konsequent a laangfristeg Klimaschutzpolitik ze maachen, eent vun de wichtegsten Instrumenter e maartgerecht Instrument ass: Emissiounshandel.

Grad déi ekonomesch Kreesser hu jo ëmmer gesot: „Bleift eis ewech mat Uerdnungsrecht, bleift eis ewech mat Steieren, schaaft eis e Maart an da wäert de Maart schonn déi néideg Signaler aussenden. An da kënne mir décidéieren, wéi a mat wéi enge Moyenen a mat wéi enger Technik dass mir dat Zil vun CO_2-Reduktioun, wat Dir eis gitt, am ekonomeschsten, am effizientste kënnen erreechen."

Ech weess net, wat Dir dervun haalt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mä et kann ee jo net op där enger Säit soen: „Sou, elo schafe mer e maartwirtschaftlecht Instrument, mir schafen eng Bourse, fir mat Zertifikater fir CO_2 ze handelen", an dann ass et anscheinend gang und gäbe, dass awer déi Verträg, déi dann do zwësche Regierungen ofgehandelt ginn, geheim sinn.

Jo, wéi soll dann, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e Maart fonctionnéieren, wa kee Mënsch de Präis kennt? Duerfir fanne mir et intolerabel, dass an deem do Marché eng Geheimhaltungsklausel dran ass.

An dat Zweet geet nach méi wäit: Ech mengen, et ass eng vun de wichtegsten an den elementaarsten Aufgabe vun dëser Chamber, d'Dépensë vun der Regierung ze kontrolléieren. Ech menge wierklech net, dass mer hei an engem Beräich sinn, wou et ëm d'Souveränitéit an d'Sécherheet vum Lëtzebuerger Land geet, an duerfir liicht et eis wierklech net an, dass ee bei esou engem ganz normale Vertrag, wou déi eng Regierung engem Emissiounsrechter gëtt an déi aner der keeft, fir dann dat kënnen hei unzerechnen, dass een do eng Geheimhaltungsklausel kann hunn.

Da kréie mer vum Minister geäntwert, jo, et wier net déi Lëtzebuerger Regierung, déi déi Klausel verlaangt hätt, mä et wier déi estnesch Regierung gewiescht. Dat gleewe mer och, mä dann hätte mir gären, an dat verlaangt eis Motioun, dass dann eben d'Regierung mat esou Länner, déi op déi Geheimhaltungsklausel pochen, keng Händel méi mécht.

Op jidde Fall géife mir et eng katastrophal Situatioun fannen, wa mer an Zukunft missten all Kéiers als Deputéiert bei d'Cour des Comptes goen oder a geheime Sitzungen hei am Parlament misste waarden, bis mer dann Detailer vun esou Händel kréien.

Mir fannen, dass dat eent vun de wesentlechsten an elementaarsten demokratesche Rechter vun der Chamber beschneit. Duerfir wier ech ganz frou, wa mer mat dëser Motioun eng Majoritéit hei am Haus géife kréien, well et hei, onofhängeg vum Sujet vun deene Verträg, ëm déi et hei geet, ëm en elementaart Kontrollrecht vun der Chamber geet an doriwwer eraus och nach ëm d'Informatiounsrecht vun de Bierger a Biergerinnen!

Mir hunn de Moien iwwert d'Klimapartenariat geschwat. Mir hunn eis alleguerte gesot, dass d'Abannung vun der Populatioun, d'Thematiséierung vun deem Sujet dobaussen an der Populatioun ganz wichteg ass. Dann ass et och net nëmmen dat verdammtent Recht vun engem Deputéierten ze wëssen, wat dann elo den Emissiounshandel eis kascht a wat d'Regierung an d'Lëtzebuerger Land an Zukunft musse virgesinn, fir do ze kafen, mä och der Populatioun hiert. An duerfir wiere mer ganz frou, wa mer eng Majoritéit fir dës Motioun hei kéinte kréien.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. An als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, also ech mengen, den Här Gira huet et elo gesot: Mir bräichten honnert Prozent Transparenz an deem dote Punkt.

Also, mir kommen net derlaanscht, Emissiounswäerter ze kafen; dat weess jiddwereen. D'Ursaache kenne mer och. Mä ech mengen, et ass kloer, dass mir da Rechter hu fir déi, déi kafen, mä et ass awer och ganz kloer, dass deejéinege Rechter huet, dee se verkeeft. An dee wëllt net, dass déi Präisser bekannt ginn.

Et ass jo awer net esou, wéi wann dat elo alles géif - well hei en Teppech läit, schwätzen ech dann elo vum Teppech - ënnert den Teppech gekiert ginn.

(Interruption)

Mä et ass jo awer esou, dass de Minister an der Kommissioun déi Chiffere genannt huet, mä dass et awer och net gutt ass - an dat géif de Präis jo nach ëmmer méi an d'Luucht dreiwen -, wa mer all Kéier géifen driwwer diskutéieren, wat genau wie wou bezuelt huet, fir déi Emissiounsrechter ze kréien.

(Interruption)

Dat soll an der Kommissioun geschéien. A mir sollen a mir hunn och dat Vertrauen an d'Regierung, dass si dat Beschtméiglecht mécht an dass mer net kënschtlech derzou bäidroen, dass d'Präisser nach méi wäerten an d'Luucht goen. Well jo automatesch no Fukushima d'Emissiounswäerter nach méi wäerten an d'Luucht goen, de Präis dervun; dass mir net och nach solle kënschtlech mat derzou bäidroen, dass déi Präisser nach méi an d'Luucht gedriwwe ginn.

Dofir si mir als CSV-Fraktioun mat Ärer Motioun net averstanen a mir wäerten dergéint stëmmen.

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Da kritt den Här Berger d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President. Och eng kuerz Stellungnahm vu menger Fraktioun. Ech mengen, den Här Camille Gira huet gesot, et soll net onbedéngt iwwert de Fong vun der Saach diskutéiert ginn. Ech wéilt awer vläicht ee Saz dozou soen, well dat mech dann och op meng Konklusioune féiert.

Ech mengen, dat Ganzt situéiert sech am Kader vun eisen Efforten am Klimaschutz. Mir hunn och virun e puer Wochen hei en Débat gehat iwwert d'Energiewend, déi mer brauchen. Mir hu lëtzebuergesch Ziler: minus 28%. A fir eis ass et kloer, datt eigentlech déi Effortë musse prioritär hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, an datt d'Regierung awer - dat gesi mer - haaptsächlech de Gros vun de Reduktiounen am CO_2-Beräich nach ëmmer doduerch mécht, datt se am Ausland akaf ginn.

Mir hunn déi Beispiller: Dräi Wandmille gi fir iwwer 30 Milliounen a China finanzéiert; Estland, do gi mer 30 Milliounen investéieren, fir datt dohannen an Estland dann Haiser sanéiert ginn. Mir mengen, datt dat dee falsche Wee ass, datt mer déi Suen, zum Beispill déi 30 Milliounen, sollten huelen an hei zu Lëtzebuerg Haiser assainéieren, mat Modeller a Klimabank an esou weider. Dat wiere Chancë fir Lëtzebuerg am Beräich Klimaschutz. Dat wieren och Chancë fir d'Leit hei. Dat wiere Chancë fir d'Betriber hei zu Lëtzebuerg. Déi wiere gradesou frou iwwert déi 30 Milliounen wéi d'Betriber an Estland.

Bon, egal wéi, mir hunn eben d'Situatioun, datt d'Regierung net wëllt oder nach net op dee Wee gaangen ass, an datt eng Rei Projeten am Ausland gemaach ginn, respektiv datt mer eis am Ausland zum gréissten Deel fräikafen. D'Chiffere situéiere sech pro Joer - dat muss een och emol eng Kéier soen - zwëschen 90 an 100 Milliounen - dat ware meng lescht Informatiounen -, déi mer also an d'Ausland investéieren, amplaz hei zu Lëtzebuerg déi Suen un eis Betriber, un eis Leit hei ze investéieren.

An dann ass et awer kloer, wann een esou vill Suen investéiert, da muss awer do komplett Transparenz spillen, besonnesch an esou engem Dossier. Ech mengen, et ass esou, datt d'Regierung jo och eng Rei Suen zum Beispill an déi „carbon funds" investéiert, wou een dann awer net genau op där anerer Säit weess: Wat fir eng Projete gi gemaach? Wéi gesinn déi Projeten aus? Wéi vill brénge se och ënnert dem Stréch fir de reelle Klimaschutz?

Mir hätten also och gären, datt hei op alle Fall eng komplett Transparenz muss spillen. Ëmsou méi och - an dat ass dat, wou ech mech och nëmme kann dem Déposant vun der Motioun uschléissen -, wou et och de Prinzip gëtt, datt d'Chamber, déi jo de Budget stëmmt, déi d'Sue jo eigentlech stëmmt, déi d'Regierung da kann am Ausland ausginn, datt mir also e Recht hunn als Chamber,…

M. le Président.- Här Berger.

M. Eugène Berger *(DP).*- …datt mir d'Kontroll iwwert déi Suen hunn, datt mir zu all Moment och eventuell kënne soen: „Neen, dat do, domadder si mer net mat d'accord." Einfach fir dann ze soen, datt mer dës Motioun op alle Fall voll ënnerstëtzen a se och wäerte stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. An d'Wuert huet elo och nach den Här Gibéryen gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Et war am Fong net virgesinn, datt och ee vun eis zu dëser Motioun d'Wuert ergräift, well mir am Fong der Meenung waren, datt et eng Selbstverständlechkeet wier, datt dëst Parlament esou eng Motioun géif eestëmmeg an ouni vill Diskussioun stëmmen, well et nämlech eng Selbstverständlechkeet ass, datt engem Parlament seng éischt Fonctioun ass, eng Regierung ze kontrolléieren. An e Parlament, dat ass d'Vollek. A wa mer sollen eng Regierung kontrolléieren, wann d'Vollek eng Regierung soll kontrolléieren, dann heescht dat nun eemol ebe ganz einfach: Transparenz, an datt alles muss bekannt sinn.

Wéi ech den Här Spautz elo grad hei héieren hunn, dunn hunn ech geduecht: Wou lieft den Här Spautz, fir ze soen: „Ma, an der Kommissioun si jo…"?

Une voix.- Am CSV-Stat!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Am CSV-Stat. Zu Schëffleng. Wéi den Här Spautz gesot huet: „Ma, déi Chiffere si jo an der Kommissioun genannt ginn…" Also, wann ech da Chifferen an enger Kommissioun nennen, ech mengen, da kann ech se och hei am Parlament nennen. Well et ass jo awer kee Geheimdokument, an e Stat schléisst och keng Geheimdokumenter of.

Ech mengen, den Här Paul-Henri Meyers dohannen als gudde Jurist, dee kann dat certifiéieren, datt e Stat iwwerhaapt keng Geheimdokumenter däerf ofschléissen. Dat heescht, alles, wat de Stat aushandelt, muss public sinn. An duerfir versti mer net, datt grad an esou engem Domän wéi deem heiten eng Majoritéit hei refuséiert, fir een négociéierte Vertrag…, datt deen net däerf public ginn, datt deen net dem Parlament an der Öffentlechkeet zougänglech gemaach gëtt. Dat ass e Skandal!

Duerfir hunn ech gesot, ech konnt mer iwwerhaapt net virstellen, datt hei eng Diskussioun wier, fir esou eng Motioun ze refuséieren. A grad an engem Domän, deen och nach politesch brisant ass, wou awer net onëmstridden ass hei am Land, datt mer als Regierung eng falsch Politik maachen, andeem datt mer d'Emissiounswäerter akafe ginn an d'Ausland an domadder zeg Milliounen - et gëtt vun 100 Milliounen d'Joer geschwat - an d'Ausland investéiere ginn, déi eiser nationaler Ekonomie verluer ginn, a wou vläicht net alles, awer e gudden Deel kéint hei zu Lëtzebuerg investéiert ginn, wou mer eis Aarbecht géifen heiheem selwer leeschten, déi Suen hei investéieren.

Et ass dach en Dossier, dee wierklech net esou eng Eestëmmegkeet hei am Land huet, mä dee vu ganz ville Leit contestéiert gëtt. Wann eng Regierung elo nach higeet a si refuséiert - si refuséiert! - fir dat, wat se do négociéiert huet an ënner wat fir enge Konditiounen an ënner wat fir engem Präis se dat négociéiert huet, si refuséiert, fir dat public ze maachen, dat ass ganz einfach ee Skandal!

Mir wäerte selbstverständlech déi Motioun vun de grénge Kolleege matstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. An d'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. E puer Wuert, fir ze soen, datt et evident ass, datt ech déi Diskussioun hei am léifsten net hätt, mä datt et awer gradesou kloer ass, datt déi Zilsetzungen, déi 1990 gesat gi sinn, wou mer op minus 28% vum CO_2 musse goen, datt dat Zilsetzunge sinn, wou et evident a kloer ass, datt mer se net wäerten erreechen.

Mir hunn haut vill erreecht, andeem mer an deem leeschte Joer minus 9% respektiv minus 11% - deemno, vu wat fir enger Basis aus gerechent gëtt - gemaach hunn. Et bleift awer nach, datt mer och an deenen nächste Joren, egal wéi vill Effortë mer elo maachen, mussen op d'Mechanismen zréckgräifen, esou wéi se am Kyoto-Vertrag virgesi sinn, fir eng ganz Rei Rechter akafen ze goen.

Ech wëll elo net hei opzielen, wéi d'Resultater vun anere Länner sinn, wann ech d'Reduktioune kucken. Mä ech wëll awer soen, datt, wann ech am Allgemengen dat net mat eisen Ziler, déi mer eis gesat hunn, vergläichen, mä mat de pure Resultater, datt dat, wat mer erreecht hunn, awer komparativ zu anere Länner op deemselwechten Niveau ass.

Ech wëll awer och soen, datt, wa mer mussen akafe goen - an dat musse mer, wéi och ëmmer -, dann huet een e puer Méiglechkeeten, fir dat ze maachen. Et huet een d'Méiglechkeet, fir iwwert d'CDMen akafen ze goen, dat heescht, akafe vu Projeten, déi dann haaptsächlech an Drëttweltlänner gemaach ginn. Et huet een d'Méiglechkeet, fir op sougenannten „Joint-implementation"-Projeten ze goen. Dat heescht, mat anere Länner mécht een eppes zesummen. Et huet een d'Méiglechkeet, fir a Carbone-Fongen anzekafen, an et huet een d'Méiglechkeet, fir Rechter vun anere Länner, déi se net gebraucht hunn, ze kafen, mat oder ouni GIS-Schema, dat heescht Ergréngungsschema oder Vergréngungsschema duerno - wéi och ëmmer. Déi Méiglechkeeten huet een. Déi Méiglechkeete sinn och tel quel am Kyoto-Vertrag virgesinn.

An elo muss ech - zu deem, wat den Här Gira seet - awer en Ënnerscheed maachen op dat, wat hien den „Marché européen des droits d'émission" nennt, wat e Marché ass, deen haaptsächlech, esou wéi en an der Terminologie verstane gëtt, e Marché zwësche private Leit, privé à privé oder Entreprisen an Entreprisen, ass. Do gëtt et eng Bourse. An där Bourse sinn effektiv sämtlech Chiffere public. Mä Dir wësst awer net, wann do Akeef gemaach ginn, wie wat zu wat fir engem Präis keeft. Dat ass deen een Aspekt.

An dat däerft Der net verwiessele mat deem, wat hei elo vun der Regierung gemaach gëtt, wat u sech Kontrakter sinn, déi näischt mat deem sougenannten „Marché européen des droits d'émission" ze dinn hunn, mä wat Kontrakter sinn, déi gemaach ginn, fir eenzel Type vun esou Projeten, sou wéi se am Kyoto-Vertrag virgesi sinn, och ze maachen.

Wa mer en CDM kafen - well ech och dovunner wëll schwätzen -, da gëtt e Projet engagéiert zu engem Moment, wou een nach net kennt, wat fir eng CERen, dat heescht, wat fir eng Certificat-de-réduction-d'émissionen dee Projet wäert hierginn. An da ginn Négociatiounen an individuell Kontrakter gemaach, also net op enger Bourse an net op engem Marché. An déi Präisser gi festgesat no verschiddene Klauselen: divers Risques de non-génération, den Typ vum Projet, de Pays hôte an d'Konditiounen, wéi bezuelt gëtt - direkt, duerno a Raten, spéider. Dat sinn déi Punkten, wou de Präis da fixéiert gëtt.

An hei stelle mer ganz einfach fest, datt op all deenen dote Punkten, wat Privatkontrakter sinn, déi gemaach gi si mat Leit, déi Projete maachen, och respektiv Projete verkafen iwwer en Emissiounshandel, do stelle mer fest, datt bei deene bal alleguerten, bei deene meeschten op jidde Fall, d'Confidentialitéitsklauselen ëmmer drastinn.

A wann ech kucken, wat fir eng d'Modellkontrakter sinn, déi vun deene Referenzorganismen ugebuede ginn, fir esou Kontrakter ze maachen - déi International Emission Trading Association oder IETA -, da gesäit een, datt och an deene Modellkontrakter, esou wéi jiddweree se ofschléisst, déi do Klauselen einfach virgesi sinn, esou wéi jiddweree se ofschléisst a wéi dee ganzen Handel gemaach gëtt.

Elo kann een dat richteg oder falsch fannen. An ech soen Iech ganz kloer…

(Interruption)

Elo kann ech et och nach falsch fannen, mä wann et am Handel esou ass, datt deen Typ vu Kontrakt esou gemaach gëtt, a wann een am Ugebot just deen do Typ huet, dann huet een net vill Méiglechkeeten, fir en ze maachen. Wa mer wëllen uerdentlech a gutt Projete maachen - an ech kucken natierlech, wat fir eng Projeten do solle gemaach ginn -, da muss ech dee Basiskontrakt, esou wéi en als Modell op der ganzer Welt och gemaach gëtt, da muss ech deen och mat an déi Négociatiounen do eranhuelen an en och zu engem Deel akzeptéieren.

Wann ech dann d'Aarhus-Konventioun kucken, wou vun Transparenz jo geschwat gëtt, notamment am environnementale Gebitt, da gesinn ech och do, datt an dem Aarhus-Pabeier esou Clauses de confidentialité méiglech sinn, méiglech gemaach gi „pour intérêts personnels et commerciaux". Dat gesäit souguer déi Konventioun vir, déi also fir Transparenz am Ëmweltsecteur schwätzt.

An dës Motioun unzehuelen, wär zu engem groussen…

(Interruption)

Mä mir schwätzen och mat private Leit hei.

Esou eng Motioun unzehuelen, géif eis also an all deenen Négociatiounen, déi mer kéinte maachen, extrem anengen.

Wann d'Transaktiounen direkt mat Länner gemaach ginn, ech mengen déi Transaktiounen, déi elo gemaach ginn, Dir wësst de Präis elo: 30 Milliounen, also am Ganzen aacht Euro d'Tonn. Dir hutt all déi Donnéeën. An an enger éischter Etapp hu mer eng Clause de confidentialité. Dat war awer duerno public, esou datt ech se och an der Question parlementaire Iech beäntwert hunn.

Aner Länner maache genau datselwecht. Spuenien, Éisträich, Portugal, Holland, Belsch, Irland, Japan hu mat Länner esou AAUen, wéi dat da genannt gëtt, mat „green investment scheme", wéi mir se maachen och gemaach an där leschter Zäit. Fir déi, déi ëmmer soen, mir wären déi Eenzeg an Europa an op der Welt, déi esou Kontrakter géife maachen - déi Kritik koum och aus Ären europäesche Reien -, duerfir wollt ech dat och eng Kéier ganz kloer hei soen.

Da soen ech och nach eng Kéier hannendrun, datt ech evidenterweis der Meenung sinn, datt Lëtzebuerg wäert bei all deene Kontrakter, déi mer maachen, insistéieren, fir keng Clause de confidentialité dranzekréien, notamment, wa mer déi Méiglechkeet hunn a wa mer an Zukunft mat Länner diskutéieren. Mir insistéiere ganz staark, datt mer do keng Clause de confidentialité kréien.

Mä et ass gradesou evident, dat wëll ech awer och dem Här Gibéryen soen: Mir hunn hei an der Chamberskommissioun all déi Zuele vun all deene Kontrakter - a mir hunn der jo ganz vill gemaach - op den Dësch geluecht. Mir hunn der Chamber d'Méiglechkeet ginn - well dat ass jo dat, wat Der reprochéiert hutt -, all déi Kontrollen, déi Dir als Chamber fir d'Finanzéierung musst kënnen hunn, fir déi ze exercéieren. Wann Der se wëllt, kritt Der se nach gär eng Kéier. Dir hutt se alleguerten. An Dir kënnt eis net reprochéieren, datt mer keng…

(Interruptions)

…als Chamber, wat Är Roll ass, Är Kontrollfonctioun kënnt exercéieren.

Ech hu wéinst deene Confidentialitéitsklauselen den Artikel, deen am Reglement vun der Chamber virgesinn ass, den 22 (9) gefrot, well ech dorunner gebonne sinn. Mä Dir hutt all Méiglechkeeten, all Detailer, all Komma, deen an deene Kontrakter steet, selbstverständlech fir de Besoin vun der Chamber ze kréien an d'Regierung, esou wéi dat virgesinn ass, och evidenterweis ze kontrolléieren.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler fir déi Explikatiounen. Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert déi Motioun.

Vote sur la motion

D'Ofstëmmen…

(Interruption)

Wat gelift? Jo, jo. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 39 Nee-Stëmmen, géint 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Da kéime mer elo zum Projet de loi 6213 iwwert déi fräiwëlleg Participatioun um EMAS-System. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen - den Här Berger zitt sech zréck -, da wär just nach den Här Gira ageschriwwen.

Da kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

3. 6213 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n°761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de virleienden éischte vu véier Projeten haut de Mëtteg reit sech an déi ganz laang Rei vu Gesetzer am Ëmweltschutz an, déi mir an de leschte Joren am Kontext vun der nohalteger Entwécklung gestëmmt hunn. Et geet ëm verschidde Modalitéite bei der Applikatioun vun dem europäesche Reglement N°1221 aus dem Joer 2009.

Doriwwer eraus ginn och Sanktioune festgeluecht, wann ee géint d'Uwendung vun deem Europäeschen Ëmweltmanagement- an Auditsystem, EMAS genannt, verstéisst.

E kuerze Bléck zréck weist eis, dass den EMAS den 29. Juni am Joer 1993 als ee Konzept vir-

gestallt ginn ass. Dat war deemools an der Suite vun den Décisiounen am Kader vun der Rio-Konferenz am Joer 1992. Dës Veruerdnung sollt eng fräiwëlleg Participatioun vun den Entreprisen an der Europäescher Unioun mat Bléck op den Ëmweltmanagement an d'Ëmweltkontroll ervirruffen.

Den EMAS war an ass haut nach e fortschrëttlecht Instrument mat Bléck op d'Ressourcëschounung an d'Ëmweltbewosstsinn. Den 11. Januar 2010 ass mat der EU-Veruerdnung 1221, och EMAS 3 genannt, ee méi performant Instrument a Kraaft getrueden.

Den delegéierten Nohaltegkeetsminister huet de Projet de loi de 26. Oktober d'lescht Joer an der Chamber déposéiert. Mir hunn d'Avisë kritt vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Salariés, an de Statsrot huet säin éischten Avis den 1. Februar dëst Joer eragereecht. De 16. Februar ass de Projet de loi mat allen Avisen an der Kommissioun analyséiert ginn. An den 2. Mäerz sinn eng Rei vun Amendementer ugeholl ginn. Den 8. Abrëll huet de Statsrot säin Avis zu dësen Amendementer ofginn. An de Rapport ass den 11. Mee eestëmmeg ugeholl ginn.

Am virleiende Projet de loi gëtt festgehalen, welch Kompetenzberäicher dem Ëmweltministère, der Ëmweltverwaltung an dem lëtzebuergeschen Normalisatiounsbüro, dem ILNAS, zougestane ginn. Doriwwer eraus soll och en interministerielle Grupp geschafe ginn, deen den Ëmweltministère a sengen Décisiounen am Zesummenhang mat der Applikatioun vun dem EMAS berode soll.

An deem Zesummenhang ass et interessant, drop hinzeweisen, dass et momentan 6.000 Entreprisen an der Europäescher Unioun gëtt, déi en EMAS-Label féieren. Dogéint gëtt et awer ronn 35.000 Entreprisen, déi déi méi einfach Ëmweltschutzversioun, den ISO 14001, ëmsetzen.

Mir dierfen net vergiessen, dass den EMAS méi ëmfangräich wéi den ISO 14001 ass, well d'Betriber, déi den EMAS aféieren an och behale wëllen, fir d'Éischt e prezisen Ëmweltaudit erstelle mussen, eng Ëmweltdeklaratioun schreiwen a sech dach enger strenger Ëmweltpréiwung ënnerwerfe mussen. Da musse si och de Bierger aus der Gemeng, wou si implantéiert sinn, an och deenen aus den Nopeschgemengen Asiicht an hiert Ëmweltverhalen zougestoen.

Ee leschte wichtege Punkt sinn och d'penal Strofen, déi e Betrib ka kréien, dee géint de Geescht vum EMAS verstéisst. Well am Ufank déi maximal Strof op 50.000 Euro festgesat war, huet de Statsrot eng Opposition formelle gemaach. Dee Montant ass doropshin op 12.500 Euro erofgesat ginn.

Leider hu mir hei am Land kee Betrib méi, deen den EMAS-Logo féiert. No den Aussoe vun der Regierung soll awer dat Europäescht Parlament um Kierchbierg sech elo den EMAS erëm zouleeën. Vläicht kënne mir vun hei aus aner Betriber fir eng verstäerkte proaktiv Ëmweltpolitik ureegen.

E lescht Wuert nach. Niewent dem EMAS, deen ech elo grad kuerz virgestallt hunn, gëtt et zënter dem Joer 2006 nach méi eng performant Versioun: de sougenannten Nohaltegkeetsmanagementkonzept, EMASplus genannt. Hei läit deeselwechte Prinzip wéi bei dem EMAS vir, awer bei dem EMASplus ginn och nach d'Aspekter vun der Wirtschaft an dem Soziale mat eran implementéiert. Op déi Manéier kann et zu enger Vernetzung mat dem Qualitéitslabel ISO 9001 kommen.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech konnt Iech mat dëse puer Bemierkungen aus dem Rapport iwwerzeegen, dësem Projet de loi gréng Luucht ze ginn.

Den Accord vun der CSV brëngen ech schonn eran a soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Oberweis. Den Här Gira huet nach d'Wuert gefrot dozou.

Discussion générale

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Just ganz kuerz: Mir wäerte selbstverständlech dëse Projet och stëmmen. Ech wollt awer nach eng Kéier drop hiweisen, dass et vläicht e bësse symptomatesch ass, dass bei deenen Dausenden an Zéngdausende Betriber, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, net een - net een! - Betrib de Moment bei där awer international ganz héich unerkannter EMAS-Zertifizéierung derbäi ass.

Ech froe mech, ob et net ganz e bëssen awer mat där verfeelter Ëmweltpolitik vun deene leschten 20 oder 25 Joer ze dinn huet. Oder virun allem, no Diskussiounen, déi ech de Moien am Kontext Klimapartenariat hat, an Informatiounen, déi ech aus der Wirtschaftskommissioun kritt hunn iwwert déi nei Direktiv iwwert d'Akzisen, schéngt dat mer haut nach net besser ze sinn: Nämlech, dass et keng kohärent Politik ass a keng Verflechtung tëschent der Ëmweltpolitik an der Wirtschaftspolitik, an dass zu Lëtzebuerg leider souwuel an eenzelne politesche Kreesser wéi vläicht och nach an eenzelne wirtschaftleche Kreesser nach ëmmer net erkannt ass, dass d'Zukunft net dra besteet, dass ee Wirtschaft an Ekologie géinteneen ausspillt, mä dass een déi zwee verknëppt a seng eege Wirtschaft a säin eegene Betrib esou opstellt, dass en och nach am postfossilen Zäitalter wirtschaftlech kann iwwerliewen.

An ech ka mech net erënneren op jidde Fall, dass iergendeng vun deene viregte Regierungen eng Kéier eng Campagne gemaach hätt, fir dass méi Lëtzebuerger Betriber an déi Zertifizéierung do géifen eragoen.

De fréiere Statssekretär seet mer hei eppes aneschters. Dann huet en dat awer vläicht ganz diskret gemaach, bis an d'Öffentlechkeet…

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

M. Eugène Berger *(DP)*.- …mir haten och e Betrib, deen den EMAS hat, deen e leider haut net méi huet.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Jo, op jidde Fall hat den Här Berger et dann emol fäerdeg bruecht, ee Betrib dozou ze kréien. Dee schéngt dann och erëm vun där Zertifizéierung ofgewach ze sinn.

Et ass bedauerlech, an et huet dann och kee Wäert, dass e Wirtschaftsminister probéiert, Lëtzebuerg als Ëmweltstanduert oder Biotechnologiestanduert unzeginn. Wann Dir muer Chef d'entreprise wäert an Dir wéilt an dee Beräich higoen, géift Der bestëmmt net an e Land goen, wou Der wéisst, dass Der vläicht deen eenzege Betrib wäert, deen esou géif denken. Wann Der anzwousch géift higoen, géift Der net anzwousch an eng Regioun oder e Land goen, wou net ee Betrib déi EMAS-Zertifizéierung hätt.

Do gesäit een e bëssen un deem Beispill, dass nach villes ze maachen ass. Dat wollt ech just zu dësem Projet soen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Den delegéierten Nohaltegkeetsminister wëllt näischt méi dozou soen. Da wär dee Moment d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi N°6213 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6241 iwwert d'Substanzen, déi d'Ozonschicht schiedegen. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et ass kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, nach eng Kéier den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Très bien!

4. 6241 - Projet de loi portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de virleienden zweete Projet de loi vun de Mëtteg behandelt d'Aspekter vun der Ozonschichtverdënnung, oft dobaussen als „Ozonschichtlach" duergestallt.

Den delegéierten Nohaltegkeetsminister huet de Projet de loi de 25. Januar dëst Joer an der Chamber déposéiert. Dës Kéier waren et d'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers, déi hiren Avis ofginn hunn. De Statsrot huet säin Avis de 17. Dezember 2010 ofgeliwwert.

De 16. Februar ass de Projet de loi mat allen Avisen an der Chamberskommissioun analyséiert ginn. An den 2. Mäerz sinn eng Rei vun Amendementer ugeholl ginn. Dat bedéngt erëm eng Kéier, dass de Statsrot een neien Avis geschriwwen huet. Dee konnt awer den 11. Mee an der Chamberskommissioun analyséiert ginn, an de 25. Mee ass de Rapport eestëmmeg ugeholl ginn.

Et soll duerch dëse Projet de loi dat europäescht Reglement 1005 aus dem Joer 2009 an nationaalt Recht ëmgesat ginn, dat sech mat de Substanze beschäftegt, déi d'Ozonschichtverdënnung ervirruffen.

Dës Aktioune stellen e weidere Meilesteen op dem Wee vun dem Protokoll vu Montreal aus dem Joer 1987 duer. Deemools ass e contraignanten, multilateralen Ëmweltvertrag am Zesummenhang mat dem Ofbau vun der liewenswichteger Ozonschicht geschriwwe ginn. Deen ass zu Wien de 16. September 1987 ënnerzeechent ginn an den 1. Januar 1989 a Kraaft getrueden.

De Vertrag hat sech zum Zil gesat, all déi Mesuren ze ergräifen, fir déi mënschlech Gesondheet an d'Ëmwelt virun de schiedlechen Auswierkungen ze schützen, déi duerch den Asaz vu gëftege Substanze wéi den FCKWen ervirgeruff ginn.

D'Klimawëssenschaftler hunn an de 70er Joren an an den 80er Jore vum leschte Jorhonnert festgestallt, dass dës Substanzen eng negativ Auswierkung op d'Ozonschicht iwwert dem Südpol a spéider och iwwert dem Nordpol haten. Et koum déi berechtegt Angscht op bei de Mënschen, dass sech den Hautkriibs géif propagéieren.

D'Emissioune vu chlor- a bromhaltege Chemikalien, déi dat stratosphäresch Ozon zerstéieren, sollten duerch dëse Protokoll verbuede ginn. Dozou gehéieren ënner anerem d'Halogenkuelewaasserstoffer, wéi de Freon an d'FCKWen. Net erfaasst gouf deemools awer den Distickstoffoxid, de Lachgas.

Ech wëll hei nach kuerz op déi stratosphäresch Ozonschicht agoen. Si wierkt an der Héicht vu 15 bis 40 Kilometer iwwert dem Äerdbuedem wéi eng onsichtbar Protektioun géigeniwwer der Ultraviolettstrahlung UV-B vun der Sonn. Si filtert do uewen dee gréissten Deel vun der Strahlung eraus, déi fir Mënsch an Ëmwelt schiedlech kéint sinn. Den Aussoe vun de Klimawëssenschaftler no muss een dovun ausgoen, dass déi original Stäerkt vun der Ozonschicht iwwert dem Südpol erëm hire fréiere Wäert kritt am Joer 2065.

Als eng Tatsaach gëllt haut dofir, dass déi atmosphäresch Konzentratioun vum CO_2 an dem Lachgas tëschent 1979 an 2009 permanent gewuess ass. Och hëlt d'Konzentratioun vum Methan permanent zou. Nëmmen déi vum FCKW hëlt of duerch de Vertrag vu Montreal.

Well deem esou ass a well d'Gefore fir d'Mënschen an d'Ëmwelt net méi kleng ginn, sinn an de Joren 2007 an 2008 weider Konferenzen zu der Konklusioun komm, dass méi drastesch Mesurë fir d'Reduktioun geholl musse ginn. A well mëttlerweil schonn aner, manner schiedlech Produkter um Maart sinn, muss alles ënnerholl ginn, dass déi geféierlech Substanze verschwannen.

Déi Akzenter sinn am europäesche Reglement 1005 aus dem Joer 2009 festgehale ginn. Ech verweisen dofir op d'Detailer am schréftleche Rapport.

De Projet de loi gesäit eng Rei vu Mesurë vir. Et gëtt gesot, dass d'Entreprisen an och hiert Personal, déi Aktivitéite mat dëse geféierleche Substanzen duerchféieren, ee Certificat virweise mussen, dee si berechtegt, mat dësen ëmzegoen. Et gëtt och preziséiert, dass systematesch Kontrolle vu vereedegtem Personal aus de Verwaltungen um Terrain duerchgeféiert kënne ginn. Déi Anlagen, wou dës Substanzen an den Asaz kommen, gi permanent kontrolléiert.

Wann dann e Betrib géint dës Bestëmmunge verstéisst, da kann d'Genehmegung entweder entzu ginn oder de Betrib muss bannent zwee Joer déi néideg Schrëtt zur Verbesserung aféieren. Ee wichtege Punkt, deen agréémierten Associatioune gëllt, erlaabt hinnen, eng Klo ze erhiewen, wa si feststellen, dass eng Entreprise géint de Geescht vum Gesetz verstéisst.

Dass hei Neel mat Käpp gemaach ginn, beweist eleng schonn d'Tatsaach, dass eng Entreprise ënner anerem am Fall vun engem Feelverhale mat penale Strofe bis zu 500.000 Euro rechne muss.

Well sech d'Ëmweltverwaltung dëser neier Aufgab unhuele muss, läit et domat op der Hand, dass si sech mat neie Mataarbechter verstäerke muss, ënner anerem mat Ingénieuren.

Lëtzebuerg huet bis elo all déi Verbesserungen am Protokoll vu Montreal matgedroen, an ech bieden Iech, och dësem Protokoll Är Zoustëmmung ze ginn. Déi vun der CSV-Fraktioun brénge ech eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An nach eng Kéier Merci dem Här Rapporteur Marcel Oberweis. Dat war wéi ëmmer ganz kloer. Do ass sécherlech näischt méi derbäizefügen. Da géife mer direkt iwwert dee Projet de loi ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi N°6241 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Martine Mergen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6242 iwwert d'Installatiounen, déi Gaz à effet de serre fluorés enthalen. Hei ass d'Riedezäit och nom Basismodell festgeluecht, an och hei huet kee Riedner sech ageschriwwen. An och hei kritt d'Wuert elo de Rapporteur vum Projet de loi, nach eng Kéier den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

5. 6242 - Projet de loi portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, wéi gesot, de virleienden drëtte Projet de Mëtteg behandelt dann d'Installatiounen an d'Apparater, an deenen Dreifhausgasen op der

Basis vum Fluor am Asaz sinn. Et geet drëm, dass et net zum Entwäiche vun dëse Gase kommen dierf, also ëm d'Dichtegkeet vun den Anlagen.

Doriwwer eraus sollen all Ustrengunge gemaach ginn, dass dës ëmweltschiedlech Gase mëttel- a laangfristeg aus dem Maart geholl ginn. Si si responsabel fir déi ugeschwaten Ozonschichtverdënnung. An dës schützt jo, wéi gesot, d'Liewen op eisem Planéit virun de geféierlechen UV-B-Sonnestrahlen.

Den delegéierten Nohaltegkeetsminister huet de Projet de loi de 25. Januar dëst Joer an der Chamber déposéiert. Och hei hu mer d'Avisë kritt vun der Chambre des Salariés a vum Commerce a vun der Chambre des Métiers. Dem Statsrot säin éischten Avis koum de 17. Dezember eran, 2010 awer nach.

Den 2. Februar dëst Joer ass de Projet de loi mat allen Avisen an der Kommissioun analyséiert ginn, an den 2. Mäerz sinn eng Rei vun Amendementer ugeholl ginn. Den 8. Abrëll dëst Joer huet de Statsrot du säin zweeten Avis eraginn. An den 11. Mee konnt dat an der Chamberskommissioun décidéiert ginn an och analyséiert ginn. De 25. Mee ass de Rapport erëm eng Kéier eestëmmeg ugeholl ginn.

De virleiende Projet de loi gesäit d'Ëmsetzung vun enger ganzer Rei vun europäesche Reglementer an dat nationaalt Recht vir, an dat am Kontext vun techneschen Installatiounen an Apparater, déi fluoréiert Dreifhausgasen enthalen. Dat sinn ënner anerem Klima- a Killanlage wéi och Wäermepompelen.

An dem zweete Projet de loi virdru sinn ech am Detail op d'Gefore vun de fluoréierten Dreifhausgase fir d'Gesondheet vun de Mënschen an d'Awierkungen op d'Ëmwelt an d'Biodiversitéit agaangen. En effet, hei geet et ëm d'Ëmsetzung an nationaalt Recht vun dem europäesche Reglement 1005 aus dem Joer 2009.

Ech wëll hei net déi eelef Ännerungen zu de verschiddene Reglementer opzielen. Ech verweisen dofir op den éischten Artikel vum Projet de loi am schréftleche Rapport.

Mat der Suerg ëm de Mënsch an d'Ëmwelt an och bedéngt duerch de Principe de précaution hunn déi europäesch Autoritéiten am Joer 2009 gefuerdert, dass déi extrem geféierlech Dreifhausgasen, ënner anerem d'Hydrochlorfluorcarburen, d'Chlorofluorcarburen, de Methylbromid an d'Halonen enger spezieller Kontroll ënnerworf musse ginn.

Am Artikel 2 gëtt festgehalen, dass déi gefuerdert Zertifikatioun, fir mat dëse Substanzen ze schaffen, nëmmen duerch d'Chambre des Métiers ausgestallt dierf ginn. Si ass och responsabel fir d'Ubidde vun där néideger Formatioun fir d'Betribspersonal, dat mat dëse Substanzen ëmgoe muss. A wann et néideg muss sinn oder dierf sinn, da kann d'Chambre des Métiers sech mat spezialiséierte Formatiounsinstituter hei am Land an am Ausland zesummesetzen, fir esou den neisten Informatiounen an de Betriber Rechnung ze droen.

E wichtege Punkt gëtt am Artikel 3 behandelt, nämlech dee vun der Étanchitéit, well et dierfe jo keng geféierlech Gasen an d'Atmosphär ausstréimen.

Wéi bei all dëse Gesetzer muss et och Sanktioune ginn, wann eng Entreprise hiren Aufgaben am Schutz vun der Ëmwelt net nokënnt. Am schlëmmste Fall riskéiert si, dass hir d'Exploitatioun entzu ka ginn.

Am Artikel 5 gëtt festgeschriwwen, wien dës Infractioune feststellen dierf. Wéi bei anere Gesetzer iwwerhuelen déi assermentéiert Leit mat der néideger Experienz, ënner anerem aus der Ëmweltverwaltung, dës delikat Aufgaben.

Well et jo hei ëm d'Protektioun vu Mënschen an och ëm den Ëmweltschutz geet, kënnen déi agrééiert Associatiounen och hei Klo erhiewen, wa si feststellen, dass géint de Geescht vun deem Gesetz verstouss gëtt.

Och sinn am Artikel 8 déi penal Sanktiounen ageschriwwe ginn, déi am Fall vu Mëssstänn verhaangen dierfe ginn. Well d'Ëmweltverwaltung sech dëser neier Aufgab erëm unhuele muss, läit et jo erëm op der Hand, dass si sech mat neie Mataarbechter verstäerke muss.

Mir gesinn: Duerch dëst Gesetz wëllen déi responsabel Autoritéiten all néideg Mesuren ergräifen, dass et zu kenger Ëmweltkatastroph mat de fluoréierten Dreifhausgase kënnt.

Och hei erëm bieden ech Iech, dem Projet de loi Är Zoustëmmung ze ginn. Déi vun der CSV-Fraktioun bréngen ech eran a soe wéi ëmmer Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An nach eng Kéier Merci dem Här Rapporteur Marcel Oberweis, deen och hei kloer an detailléiert war, sou datt ech mengen, datt...

Den ëmweltdelegéierten Nohaltegkeetsminister wëllt awer dozou e Wuert soen.

M. Marco Schank, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.*- Just ee Saz. Ech wollt dem Rapporteur Merci soen. Ech mengen, global fir déi véier Projeten, déi en haut presentéiert.

Ech wollt just drop opmierksam maachen, datt d'Betriber op dat Gesetz hei waarden - d'Chambre des Métiers - an datt d'Betriber och dee Moment sech kënnen zertifizéiere selbstverständlech, wann d'Gesetz a Kraaft trëtt.

Ech wollt awer derbäisoen, datt se natierlech dee Moment dat néidegt Personal mussen hunn en nombre suffisant an datt se och dernieft natierlech dat néidegt Geschir, déi néideg Prozedure musse prett hunn. A wat vläicht wichteg ass als Informatioun fir d'Betriber: datt d'Ëmweltverwaltung wäert deementspriechend e Formulaire ausschaffen, fir hinnen et méi einfach ze maachen, fir sech an deem hei Fall ze zertifizéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci dem delegéierten Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi N°6242 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam) et Henri Kox;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6274, eng Ofännerung vun enger Konventioun iwwert d'Loftverschmotzung.

Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An och hei huet sech weider kee Riedner ageschriwwen. An och hei ass Rapporteur vum Projet de loi den honorabelen Här Marcel Oberweis, deen dann elo d'Wuert kritt. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

6. 6274 - Projet de loi portant approbation d'amendements au texte et aux Annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants, signé à Aarhus, le 24 juin 1998, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 par Décisions 2009/1 et 2009/2 à l'occasion de la 27e session de l'Organe exécutif, tenue à Genève du 14 au 18 décembre 2009

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass dee leschte Punkt, wou Der mech musst erdroen hei. De virleiende véierte Projet de loi gesäit...

(Interruption)

...d'Approbatioun vun Amendementer - wéi scho gesot - zur Konventioun iwwert déi grenziwwerschreidend atmosphäresch Pollutioun vun de Polluants organiques persistants, de POP, vir.

Une voix.- Abee jo!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- De Minister fir d'Affaires étrangères huet de Projet de loi de 7. Abrëll 2011 an der Chamber déposéiert. D'Chambre des Salariés, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce hunn hir Rapporten eragereecht. Si waren zum Deel ganz opschlossräich. Dem Statsrot säin Avis koum de 4. Mee dëst Joer. Den 11. Mee ass de Projet de loi mat allen Avisen an der Chamberskommissioun analyséiert ginn, an de Rapport ass de 25. Mee och erëm eng Kéier eestëmmeg ugeholl ginn.

Dierf ech hei kuerz d'Aarhus-Konventioun beschreiwen? Dës Konventioun gouf de 25. Juni 1998 zu Aarhus an Dänemark an d'Liewe geruff a mat hir sollten all EU-Bierger déi néideg gefroten Ëmweltinformatioune kréien. Den Zougank zu de Geriichter am Zesummenhang mat den Ëmweltdelikter sollt hinnen zougestane ginn. Et war deemools dat ausgemaachent Zil, déi aktiv Participatioun vun der Zivilgesellschaft beim Ëmweltschutz an der Europäescher Unioun an doriwwer eraus ze garantéieren. Mëttlerweil gehéieren iwwer 40 Länner zur Aarhus-Konventioun.

Wéi ugedeit, sollen d'Amendementer zu verschidden Annexen an der Aarhus-Konventioun, déi bei der 27. Sessioun zu Genf am Dezember 2009 ugeholl si ginn, ëmgesat ginn. Mëttlerweil ginn duerch dës Konventioun den Asaz an d'Auswierkunge vun 23 Substanze kontrolléiert. Dat ass just eng méi wéi déi an der Stockholm-Konventioun. Et ass och zu Genf de Wonsch geäussert ginn, fir alles an d'Wee ze leeden, fir dass d'Produktioun wéi och de Gebrauch vun dëse Substanzen ënnerbonne solle ginn.

D'POP-Chemikalië weisen, wann een hir Natur kuckt, eng stabil Struktur op an hunn eng ganz laang Existenz. Si stinn am Verdacht, kriibserreegend ze sinn. Ënner anerem gëtt hinnen nogesot, d'genetesch Ierfmass vum Mënsch kënnen ze schiedegen. D'POP ginn och als Pestiziden an der Landwirtschaft agesat, a bei der Verdonstung an de waarmen Zone vun eiser Äerd bewege si sech iwwer wäit Distanze bis an déi kal Géigenden am Norden an am Süden. Da komme si mat dem Schnéifall erëm erof a lagere sech un d'Planzen un.

Et ass esou festgestallt ginn, dass dës Substanzen ënner anerem bei den Inuit an Alaska an am Norde vu Kanada erëmfonnt si ginn. Do ware si awer ni am Asaz bei de Mënschen.

Och goufe fest Limitë bei der Emissioun vun de POPen an der Atmosphär bei der Verbrennung vun Offäll festgestallt. Esou kann et bei schlechter Verbrennung an enger Verbrennungsanlag zur Emissioun vu Furanen an Dioxine kommen. An déi stellen eng héich Ëmweltbelaaschtung an och Schued fir d'Mënschen duer.

Nach e puer Wierder zum Schluss zur Stockholm-Konventioun, fir komplett ze sinn. Dës sougenannten „POP-Konventioun" stellt en Ofkommes duer, dat d'Produktioun an d'Uwendung vun de POPen - ënner anerem de Chlordan, den DDT, d'Bibenzofuranen - laangfristeg op der ganzer Welt wëllt verbidden. Dës Konventioun ass de 17. Mee 2004 a Kraaft getrueden. Dat gesot zu de POPen. Si ginn an der Fachliteratur normalerweis als déi „dreckeg 23 Substanzen" ugesinn.

Ech bieden Iech och hei ëm d'Zoustëmmung vun alle Bänken - den Accord vun der CSV läit vir - a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- An nach eng Kéier e ganz grousse Merci un eise Rapporteur Marcel Oberweis. Dat war och erëm kloer an detailléiert, sou datt mer weider keng Interventioun méi dozou mussen héieren a mer direkt kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss mat folgendem Resultat: De Projet de loi N°6274 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6274 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Raymond Weydert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.20 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 37

JEUDI,
9 JUIN 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Err, Doyenne

Sommaire

1. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur l'avenir du projet de recherche „Eis Schoul"
- *Exposé: M. Claude Adam*
- *Débat: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. André Bauler, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (M. Claude Adam lui pose des questions)*

2. 6226 - Projet de loi
1. portant création de postes de renforcement dans les carrières administratives et techniques pour les besoins du Lycée technique agricole, du Lycée technique Mathias-Adam de Pétange, du Lycée technique de Lallange, du Lycée Nic-Biever à Dudelange et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales;
2. complétant l'article 15 de la loi modifiée et complétée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;
3. complétant la loi du 12 mai 2009 modifiant et complétant
   a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;
   b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»

- *Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich*
- *Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser*
- *Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

3. Débat d'orientation sur le rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie
- *Exposé: Mme Martine Mergen*
- *Débat: M. Carlo Wagner (dépôt d'une motion), Mme Lydie Err, M. Jean Huss, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

4. Motion de M. Jean Huss sur la lutte antitabac
- *Exposé: M. Jean Huss*
- *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Xavier Bettel, M. Jean Colombera*
- *M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé*
- *M. Xavier Bettel, M. Mars Di Bartolomeo*
- *M. Jean Huss, M. Mars Di Bartolomeo*
- *Vote sur la motion (rejetée)*

5. 6138 - Projet de loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle
- *Rapport de la Commission juridique: M. Gilles Roth*
- *Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jean-Pierre Klein, M. Jacques-Yves Henckes (dépôt d'un amendement et d'une documentation)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Justice*
- *Amendement 1: M. Jacques-Yves Henckes*
- *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

6. 6218 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection
- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Lydie Err*
- *Discussion générale: M. Norbert Haupert, M. Xavier Bettel (dépôt de deux motions), M. Jacques-Yves Henckes (remplaçant M. Fernand Kartheiser), M. André Hoffmann*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *M. Xavier Bettel, M. Nicolas Schmit*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*
- *Vote sur la motion 2 (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Nicolas Schmit, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

De Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Zukunft vum Projet „Eis Schoul" ugefrot. Hei ass d'Riedezäit nom Artikel 84, zweeten Alinea vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich-Duval, den Här Bauler, den Här Fayot, den Här Adam, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Adam als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

1. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur l'avenir du projet de recherche „Eis Schoul"

Exposé

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Madame Minister, wéi mer den 30. Abrëll 2008 de Projet de loi 5761 autorisant l'État à créer une École primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive an der Chamber debattéiert a gestëmmt hunn, du war d'Zoustëmmung hei am Haus zimlech grouss. De Projet war mat 46 Jo-Stëmmen an zwielef Abstentiounen ugeholl ginn.

Kritiséiert hat ech deemools fir déi gréng Fraktioun ënner anerem, datt d'Segregatioun opgrond vun der reliéiser Astellung vun den Elteren och an dëser Schoul bäibehale gouf, datt de Projet net iwwert déi ganz Zäit vun der Schoulflicht géif lafen, datt sech dës Schoul a puncto Inclusioun d'Lat eventuell e bëssen ze vill héich geluecht hat, an datt dës Schoul keen Direkter kritt hat.

déi gréng waren awer der Meenung, datt et wichteg a richteg wier, eng École de la recherche hei am Land ze hunn, wou mer kéinten Erkenntnisser gewannen, déi mer kéinten an d'Regelschoul afléisse loossen am Intérêt vun all eise Kanner an Enseignanten. An duerfir hat déi gréng Fraktioun geschlosse fir de Projet gestëmmt.

Haut, dräi Joer nom Vote, am drëtte Joer vum Fonctionnement vun der Schoul, zéie mer en éischte Bilan, an dee fält zimlech negativ aus. Am Exposé des motifs vum Projet de loi steet, datt de Projet vun „Eis Schoul" op eng Initiativ vum Groupe Luxembourgeois d'Éducation Nouvelle, GLEN, zréckgeet. Mëttlerweil huet de GLEN gesot, hie géif net méi hannert dëser Schoul stoen a sech vun der aktueller Entwécklung distanzéieren. Dat ass schued.

Mä net nëmmen de GLEN huet sech zréckgezunn, och ganz vill Personal huet sech zréckgezunn. Direkt beim Start sinn e puer Leit net mat ugetrueden. D'lescht Joer gouf et eng Well vun Demissiounen, an dëst Joer gouf et eng weider Well. Natierlech ass all Léierin an all Schoulmeeschter fräi, sech eng aner Aarbechtsplaz ze sichen. Mir stellen awer fest, mer hu mëttlerweil eng Schoul mat engem ganz héije pedagogeschen Usproch a mat bal kengem brevetéierte Personal, a mat bal kenge Léierinnen a Schoulmeeschtere méi, déi kënnen op reformpedagogesch Experienzen zréckgräifen.

Zweetens, mir hunn e Projet, dee sech ganz vill op d'Wichtegkeet vun der Inclusioun bezitt, dee keng Stempele wëllt opdrécken, d'Kanner do wëllt ofhuelen, wou se stinn. Am Intitulé vum Gesetz steet, datt dës Schoul sech op eng inklusiv Pedagogie géif beruffen. An am Artikel 18 vum Gesetz sinn all déi Beruffsgruppen opgezielt, déi zum Schoulpersonal kënne gehéieren. Zum Beispill: Heilpedagogen, Orthophonisten, Ergotherapeuten an esou weider.

Mir hunn als Gréng eng aner Definitioun vun Inclusioun wéi d'Madame Minister a mir sinn zënter der Diskussioun iwwert d'Schoulreform amgaang ze verlaangen, datt souwuel d'Struktur wéi och de Fonctionnement vun der ÉDIFF missten hannerfrot a reforméiert ginn. Dës Fuerderung gëtt nach méi dréngend mat der Ratifizéierung vun der UN-Konventioun iwwert d'Rechter vun de Leit mat enger Behënnerung. D'Décisioun, d'Équipe multiprofessionnelle vun „Eis Schoul" an d'ÉDIFF auszelageren, ass an eisen Aen eng Failliteerklärung vun der Inclusiounspedagogie vun „Eis Schoul".

Drëttens, och dat, wat „Eis Schoul" sech als Demokratiséierungsprozess virgeholl hat, ass gescheitert. déi gréng ware scho wéi mer d'Gesetz votéiert haten der Meenung, mir bräichten hei een Direkter, deen d'Emsetzung vum pedagogesche Konzept géif garantéieren. Een Direkter mat enger klorer Missioun ass an eisen Ae keen Hindernis fir en demokratesche Prozess, ganz am Géigendeel. Een Direkter, deen dann awer nodréiglech agefouert gëtt an ee verännert Konzept ëmsetzt, gefält eis manner gutt.

Mir sinn natierlech interesséiert ze héieren, ob d'Madame Minister dann elo dervun iwwerzeegt ass, datt esou een Direkteschposte fir all Schoul Sënn mécht, oder ob se weider wëllt waarden a just Direkteren oder Ganzdagspresidenten ernennt, wann d'Problemer bis grouss genuch sinn.

E weidere Punkt, wou kee kann zefridde sinn, ass d'Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg. Ech maachen hei keng Scholdzouweisung, stellen awer fest, datt déi gréng net déi Eenzeg sinn, déi dës Zesummenaarbecht als onbefriddegend erliewen. Och d'Madame Minister huet scho méi wéi eng Kéier gesot, hir wier d'Loscht op Pilotprojete vergaangen.

An dobäi géif et wéinstens nach ee Projet pilote ginn, deen derwäert wier, eng Schoul, wou parallell d'Zweesproochegkeet géif agesat ginn. Franséisch Alphabetisatioun an däitsch Alphabetisatioun niewenteneen, mam Zil, sech spéitstens am sechste Schouljoer op engem gläichwäertege Level ze treffen. Hei kéint d'Erfahrung vum Personal vun der staatlecher franséischer Primärschoul zu Walfer genotzt ginn.

Mä dat ass eng aner Geschicht, an d'Madame Minister wëllt déi Geschicht net hëllefe schreiwen. Ee verongléckte Pilotprojet ass also net nëmme fir de Projet selwer schued, mä och eng Brems fir aner interessant Gedanken.

Villes ass schifgelaf bei „Eis Schoul", obschonn et ee Grupp gouf, dee schonn am Viraus zesummekomm ass, fir dëse Projet op d'Schinn ze setzen. Als Feeler ass zimlech frëi gesi ginn, datt d'Schoul net lues a lues opgebaut ginn ass, mä all Klasse mateneen. Et gëtt och kee roude Fuedem am pedagogesche Konzept, deen een duerch déi véier Cycle kéint suivéieren.

D'Problemer vu schwierege Verhalensweise vu Kanner sinn ënnerschätzt ginn. An, wéi gesot, de Gedanken, wéi eng Schoul vun der Inclusioun misst ausgesinn, war net ausgeräift.

Wien ass responsabel, datt de Projet ënnert där Form op d'Bunn gesat ginn ass?

Bon, d'Chamber: Mir hunn de Projet gestëmmt. Mir hunn net genuch kritesch hannerfrot. Ech maachen en „mea culpa".

D'Ministesch: Si hat de Projet versprach a gepusht. Si hat eng Équipe agesat, déi de Projet ausgeschafft a preparéiert huet, awer net gutt genuch. Si hat eréischt mat Direktiven agegraff, wéi verschidde Problemer mat Verhalensopfällegkeeten an Décisiounsonfäegkeeten ze vill offensichtlech gi sinn.

D'Équipe, déi de Projet ausgeschafft huet, wou dann den Haaptresponsabelen och zum Chef vum Ganze gemaach ginn ass.

Nach méi interessant allerdéngs wéi d'Fro no dem Responsabelen ass natierlech d'Fro: Wéi geet et weider mat dësem Schoulprojet? Här President, all déi Leit, déi an „Eis Schoul" schaffen, maachen dat mat vill Engagement, meeschtens souguer mat extrem vill Engagement. Dat gëllt och fir de President vun der Schoul, an dat musse mer unerkennen an dat verdéngt eise Respekt. Wann dann awer esou vill vun deenen engagéierte Leit opginn, da werft dat Froen op.

Wat geschitt, wann ee sech mat vill Engagement jorelaang an e ministerielle Projet abruecht huet a verbrannt huet? Majo, mam Schoulgesetz vun 2009 huet een nach genau eng Méiglechkeet, sech op een anere Posten ze mellen: op der éischter Lëscht. An dann huet ee mat grousser Wahrscheinlechkeet all seng Anciennetéit am Beruff verluer. Dann däerf ee mat 30 Joer Beruffserfahrung erëm Déchargen halen. Dat ass dann de ministerielle Merci fir een aussergewéinlechen Engagement! Do misst ee jo all brevetéiertem Enseignant roden, d'Fangeren ewechzeloosse vun esou Pilotprojeten. Do kann een nëmme verléieren.

Déi nei Nominatiounsprozedur an eiser Grondschoul huet net nëmmen ee klenge Schéinheetsfeeler. Esou ass et zum Beispill och onméiglech, datt an déi Schoul, vun där mer haut schwätzen, op all demissionäre Posten och nëmmen een Enseignant mat Beruffserfahrung nominéiert gëtt. Souguer wann ee Loscht hätt, dee Fall ass net virgesinn.

Wat maache mer mat „Eis Schoul"?

Éischtens, Madame Minister, gitt der Schoul en Numm! Déi Schoul, déi ëmmer méi Är Schoul ginn ass, kënnt Der dach net nach ëmmer „Eis Schoul" nennen.

(Hilarité)

Zweetens, mir wiere frou, och emol ee Rapport vum Schoulinspekter ze kréien, dee jo nach ëmmer de Chef hiérarchique vun deem Ganze misst sinn, iwwert déi pedagogesch Ausriichtung vun der Schoul. Wat ech esou vu Pédagogie de la page blanche héieren an deelweis och vun oppenem Unterrecht, dat léisst mech un eng Ausso vum Brügelmann denken, dee jo och emol eng Kéier op Besuch war an där Schoul; en huet dat awer net vun där Schoul elo gesot. Mä de Brügelmann huet gesot, datt et och am pedagogesche Beräich „Trittbrettfahrer der zweiten und dritten Generation" gëtt, déi jenseits vu Gutt a vu Béis wieren.

Drëttens ass et un der Zäit, mat offene Kaarten ze spillen. Mir haten als Gréng 2008 d'Rechnung net gemaach, ob dëse Schoulmodell méi deier géif gi wéi eis Regelschoul, well mer dervun ausgaange sinn, éischtens, datt bei enger École de recherche de Käschtepunkt net déi wichtegst Roll dierft spillen; zweetens, datt d'Käschte wahrscheinlech net wäit iwwert der Regelschoul dierfte leien, well mer zwar méi een héije Personalschlëssel hunn, duerfir awer

bis elo ons SREA, LOGO an ÉDIFF spueren; an drëttens, datt de Choix vun der inklusiver Schoul an der inklusiver Gesellschaft och ee politesche Choix ass, fir dee mir astinn.

A Rapporte vu Besuch aus dem Ausland steet ëmmer, datt vill Erwuessener an der Schoul géifen zesummekommen an datt dat bestëmmt op déi heterogen Zesummesetzung vun der Schülerpopulatioun zréckzeféiere wier. Dat kann een esou net am Raum stoe loossen. Zu Lëtzebuerg gëtt et néierens homogen Schoulklassen. Et muss erlaabt sinn, ze froen, ob déi Mëttelen, déi hei agesat sinn, no all deene Kritiken, déi ech och hei ubruecht hunn, vis-à-vis vun deenen anere Schoulen ze vertriede sinn.

déi gréng hu gemengt, et wier wichteg, hei zu Lëtzebuerg eng École de recherche ze hunn, wou mer alleguer kënnen eppes dervu léieren, wou mer positiv Denkustéiss kréie fir de schouleschen Alldag, wou mer d'Pisten opgewise kréie fir den Émgang mat där Heterogenitéit an eiser Gesellschaft an an eise Schoulen, wou mer Erkenntnisser kréien, wéi mer eise Sprooche-räichtum hei am Land kënne besser notzen am Intérêt vun eise Kanner.

Sot Dir eis, Madame Minister: Wat sinn Är Vuë vun dësem Pilotprojet? Firwat solle mer Ärer Meenung no nach esou eng Pilotschoul bäibehalen? Wat sinn Ärer Meenung no déi Aspekter, déi dës Schoul vun anere Projeten ervirhieft an een extrae Statut rechtfertegen? Sot eis, Madame Minister, wou Dir haut den Notze vun dem Projet vun „Ärer Schoul" gesitt!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval agedroen. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun dräi Joer, den Här Adam huet et scho gesot, huet d'Chamber mat enger grousser Majoritéit vu 46 Jo-Stëmmen, bei zwielef Enthalungen décidéiert, eng staatlech Fuerschungsschoul ze schafen, déi op der inklusiver Pedagogik baséiert, an dat op Initiativ vum GLEN.

Ee Pilotprojet an Neiland fir Lëtzebuerg, mä zugläich och e Risiko. Innovativ, well an Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg eng multiprofessionell Équipe versiche soll, d'Heterogenitéit vun eiser Schoulbevölkerung besser ze géréieren. Integratioun fir all Kanner trotz hiren Differenzen a Schwieregkeeten, dorënner op d'mannst 10% mat spezielle pedagogesche Bedierfnesser.

Fir dëst Zil ze erreechen, krut „Eis Schoul" vun Ufank un déi mënschlech a finanziell Ressourcen, fir de psychopedagogeschen Encadrement vun alle Schüler ze garantéieren. Wéi „Eis Schoul" 2008 hir Dieren opgemaach huet, louch den Interessi um Pilotprojet dann och wäit iwwert den Erwaardunge mat net manner wéi 600 Demanden. Allerdéngs ass den Optimismus schonn no e puer Méint vun der Realitéit ageholl ginn.

Niewent deenen normale Startproblemer, déi all neie Projet am Ufank kennt, gouf „Eis Schoul" mat ganz seriöe strukturellen a pedagogesche Schwieregkeete konfrontéiert. D'Problemer sinn un d'Öffentlechkeet komm, a mir hunn an der Chamberskommissioun vum 24. Juni 2010 driwwer diskutéiert.

Déi berechtegt Fro, wéi et mat dësem Projet weidergoe soll, steet am Raum, a jiddwer Fraktioun muss do Faarf bekennen. Fir d'CSV-Fraktioun gëllt et kloer engersäits tëschent dem Projet an anerersäits tëschent der Aart a Weis, wéi dësen ëmgesat gouf, ze ënnerscheeden. Duerfir stelle mir och net a Fro, dass an engem Pilotprojet déi inklusiv Pedagogik an der Realitéit getest gëtt.

Pilotprojeten, wou nei Léiermethoden ënnert d'Lupp geholl ginn, fir Léisungen zu deene gréissten Erausfuerderunge vun eisem Éducatiounssystem ze fannen, maache Sënn. Bei deem heite Versuch sinn allerdéngs verschidde Basisviraussetzungen net erfëllt gewiescht, ugefaange mat enger kloer geregelter Struktur. D'Gesetz iwwer „Eis Schoul" gesäit eng Hällewull vun Organisatiouns- a Gestiounsstrukture vir, am Ganzen aacht, an dat ouni richteg Koordinatioun. Dat gesäit esou aus; ech hu mer dat emol aus dem Internet erausgedréckt. Do gesäit een, wéi komplex déi ganz Struktur ass.

Wuel huet de Ministère déi néideg Zäit gelooss, fir de Projet ze entwéckelen, mä net dee richtege Kader gesat. D'Personal war sech net eens iwwert d'Grondausriichtung vum Projet a besonnesch iwwert d'Fro, wou d'Inclusioun vun engem Schüler ufänkt a wou se dann ophält. Dat huet natierlech déi ganz pedagogesch Aarbecht belaascht, trotz immens engagéiertem Personal. Esou hunn am Laf vum éischte Joer dowéinst eng Rei iwwerzeegte Léierpersounen d'Schëff verlooss. Theorie a Praxis sinn zweeërlee.

Nach aner Feeler goufe gemaach. Relativ séier gouf en éischten, zweeten an drëtten Cycle ugebueden, amplaz emol mam éischten Cycle unzefänken. Esou hätten d'Schüler sech lues a lues an deen neie System ugewinnt a wieren net verluer gewiescht, wéi déi aus den zweeten an drëtten Cycle dacks waren a sinn, wa se keng Repairen hunn.

Et gëtt nach keng Schoulcharta, esou wéi den Artikel 17 vum Gesetz et virgesäit. A virun allem déi schoulesch a perséinlech Vergaangenheet vu verschiddene Schüler ass dem Léierpersonal net bekannt gewiescht. D'Proportioun vu Kanner mat Léierschwieregkeeten a Verhalensschwieregkeete war vill méi héich, wéi aganks ugeholl.

Speziell dëse leschte Punkt hat schonn dramatesch Konsequenzen. Esou koum et derzou, dass e verhalensgestéiert Kand, deem seng Virgeschicht net genuch bekannt war, engem aneren en A ausgestach hat. Eréischt fir d'Schouljoer 2010/2011 huet de Schoulcomité dunn e Plang ausgeschafft fir d'Betreiung vu Kanner mat Schwieregkeeten.

Här President, an der Tëschenzäit si sécherlech Efforten op deem engen oder anere Punkt gemaach ginn, mä d'Schwieregkeete sinn nach laang net iwwerwonne bei deem dote Start. D'Fro ass jo elo: Wéi soll et weidergoen? D'CSV ass der Meenung, dass dëse sënnvolle Projet eng Chance soll behalen. Déi néideg Disziplin, Sécherheet a Rou sinn awer ze garantéieren, och wann dee participative Schoulmodell dat vläicht méi komplex mécht.

Néideg sinn d'Schafung vu klore verbindleche Strukturen a Regelen. D'Bestëmme vun engem haaptberuffleche Schouldirekter, deen den Iwwerbléck behält an d'Koordinatioun mécht. Ech erënneren drun, dass d'CSV nach ëmmer fir e Schouldirekter an der Grondschoul plädéiert huet.

D'dréngend Aféierung vun enger Schoulcharta. Déi ass bis elo just am Plan de réussite scolaire ageplangt. Ausserdeem mussen nach weider Punkten op de Leescht geholl ginn.

Steet déi finanziell Ënnerstëtzung fir dee Projet pilote am Verhältnis zu deem, wat vum Projet erwaart gëtt, a virun allem am Verhältnis zu deem, wat déi aner Schoule kréien, zumools wou gewosst ass, dass eng ganz Rei Kanner aus der Schoul erausgeholl gi sinn? A wéi geet et weider mat der Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg, nodeems de GLEN sech aus dem Projet zréckgezunn huet?

An den Ae vun der CSV-Fraktioun geet eng Entwécklungsevaluatioun, esou wéi se an der Héichschoul fir Heilpädagogik vun Zürich gemaach gëtt, net duer. Mir plädéiere fir eng déif gräifend extern Evaluatioun vun engem onofhängegen Institut, an dat direkt, an net eréischt a fënnef Joer, wéi et ugeklong ass.

Mir mussen eis e komplett Bild vun der Situatioun maachen a virun allem erausfannen, ob de Projet eng Plus-value fir eisen Éducatiounssystem duerstellt an ob dee Modell dann elo op Lëtzebuerg kann iwwerdroe ginn oder net.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ënnert dëse Bedéngungen ass d'CSV-Fraktioun prett, dee Projet weider ze ënnerstëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Andrich-Duval. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Pilotprojet „Eis Schoul" Enn Abrëll 2008 am Plenum diskutéiert a gestëmmt gouf, hat d'DP sech beim Vote enthalen, well et fir si eng Rei Bedenke gouf. De Claude Meisch hat deemools drop higewisen, datt mer eis net der Illusioun sollten higinn, „Eis Schoul" wier eng Superschoul, datt jiddwereen, deen uechtert d'Land anzwousch aneschters d'Féiss net op de Buedem kritt huet, elo mat esou enger Schoul kéint réusséieren. Wier deem esou, da géif d'Politik sech eppes virmaachen.

De Claude Meisch huet awer virun allem drop higewisen, datt dës Schoul keen Experiment op d'Käschte vun de Kanner dierft sinn, an datt de Wiessel vun „Eis Schoul" zréck an d'Regelschoul zu all Moment misst méiglech sinn.

Am Numm vun der DP-Fraktioun huet hie betount, datt deen, deen den Évaluateur ass, net deeselwechte ka si wéi deen, deen de Projet mat ausgeschafft a mat begleet huet an herno och seet, ob e gutt oder schlecht ass. Dat war awer vu vireran net kloer an duerfir huet d'DP sech deemools majoritär beim Vote enthalen.

Mir woren also a priori net géint de Projet vun enger Labor- a Fuerschungsschoul mat inklusiver Pedagogik. Mir wore bereet, dësem Projet eng Chance ze ginn. Mir woren d'accord, datt nei Weeër am Lëtzebuerger Bildungssystem gaange ginn.

Leider musse mer awer haut réckbléckend feststellen, datt all eis Bedenken agetruede sinn. Dat ass schued. Schued fir déi engagéiert Enseignanten, déi un dëse Projet gegleeft hunn. Schued fir déi Kanner, déi dräi Joer laang ënner bedauernswäerten Émstänn hu missen an d'Schoul goen. Schued fir déi betraffen Elteren. Schued fir de Lëtzebuerger Bildungssystem.

„Eis Schoul" war an d'Schlagzeile geroden, well villes hei schifgelaf ass; et ass elo d'éinescht hei ugeklongen. Dat geet vu konzeptuellem Gestreits iwwer Fortlafe vum Personal an onkloren Aarbechtsberäicher bis hin zu grousser Veronsécherung bei den Elteren.

D'Initiateure vun „Eis Schoul" wollten onbedéngt eng Hällewull vun Erausfuerderungen an enger eenzeger Schoul an Ugréff huelen. D'Madame Minister an hire Beroderkrees waren also mam Usproch ugetrueden, datt an dëser inklusiver Laborschoul all erdenklech Schwieregkeete vu Verhalensstéierunge bis iwwer ënnerschiddlech Handicape kéinte matenee bewältegt ginn.

Haut awer wësse mer, datt „Eis Schoul" mat ze héijen Usprécher gestart ass, déi an där Form iwwerhaapt net konnten erfëllt ginn. D'Praxis huet Problemer mat sech bruecht, déi guer net beduecht gi waren. An d'Enseignanté waren nëmmen ongenügend op d'Erausfuerderunge vun „Eis Schoul" virbereet. De Ministère an d'Partisane vum Projet hunn dat ënnerschat mat dem Resultat, datt mer elo virun engem Koup vun éducativen a pedagogesche Schierbele stinn.

Här President, mir hate beim Vote vum Gesetz iwwer „Eis Schoul" gesot: „Sinn déi nei Weeër keng Experimenter?" Elo stellt sech eraus, datt et dach Experimenter waren. Experimenter op d'Käschte vun de Schüler! Dat mécht d'DP awer net mat. Well fir eis brauch d'Schoul - a meng Virriednerin huet et och gesot - Rou a Kontinuitéit, fir ze fonctionnéieren. Alles dat hat „Eis Schoul" an deene leschten dräi Joer net: permanente Wiessel beim Personal; Elteren, déi hir Kanner aus der Schoul geholl hunn; Personal, wat carrément opgehalen huet, etc.

Et muss ee soen, datt d'Initiateure vum Projet zimlech naiv drugaange sinn. Et kann een awer net all Problemer an enger Schoul léisen. D'Personal war, wéi gesot, net wierklech op d'Erausfuerderunge virbereet an och net entspriechend forméiert.

Dräi Joer laang ass d'Schoul op. All Joer gouf et nei Hiobsbotschaften. Dräi Joer laang, wou op d'Käschte vun de Schüler monter drop lass experimentéiert ginn ass. Dräi Joer si fir eis genuch. Duerfir plädéiere mir, datt dëse Pilotprojet als Labor- a Fuerschungsschoul nach dëst Joer gestoppt gëtt an datt dës Schoul nees schrëttweis an de Kader vun der Regelschoul zréckgefouert gëtt.

Mir hunn als DP ëmmer nees gesot, datt mir kee Chaos an der Bildungspolitik wëllen. Abee, hei hu mer e konkret Beispill. An duerfir muss een och déi erfuerdert Konsequenzen zéien.

Här President, mir fannen et och enttäuschend, datt d'Madame Minister elo net méi bereet ass, aner, besser, machbar an nei Weeër ze goen, well dëse Pilotprojet, deen och nach deier kascht huet, schifgaangen ass. Well d'Experiment „Eis Schoul" schifgoung, däerf also elo soss kee Projet méi ugaange ginn. An de Claude Adam huet dat uganks vun dëser Heure d'actualité och ënnerstrach.

Et kann dach awer net sinn, datt eng Schoul, déi als Fuerschungs- a Laborschoul konzipéiert war, där hire Sënn an Zweck also dra bestanen huet, fir dem Lëtzebuerger Schoulsystem nei Impulser ze ginn, datt esou eng Schoul elo d'Weiderentwécklung vun eisem Schoulsystem blockéiert.

Ofschléissend, Här President, kann een zréckbehalen, datt „Eis Schoul" keng Laborschoul méi ass, wou gutt Praktiken eriwwer an d'Regelschoul solle fléissen. Et ass och keng École d'inclusion méi, well d'Problemfäll vun der ÉDIFF separat betreit ginn. An et ass och kee Suivi scientifique geschitt. Domadder entsprécht de Projet net méi den Objektiver vum Gesetz.

D'DP ass fir inklusiv Akzenter, si ass fir d'Entwécklung vu kooperative Formen tëschent der ÉDIFF an der Regelschoul. Si ass och fir eng méi intensiv Betreiung a Begleedung vu Kanner mat Handicapen a Verhalensstéierungen am Kader vun der Regelschoul. Si ass awer géint Experimenter wéi deem vun „Eis Schoul". An duerfir wëlle mir, datt de Volet Labor- a Fuerschungsschoul gestoppt gëtt,…

M. le Président.- Här Bauler, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. André Bauler *(DP)*.- Dat geschitt elo direkt, Här President.

…well d'Erfahrungen, déi bis ewell gemaach goufen, op d'Käschte vun de Kanner goungen an zu allem Iwwerfloss elo och nach aner Projeten am Bildungswiese blockéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci och dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, Pilotprojeten an de Schoulen erlaben, Innovatioun an d'Schoul eranzebréngen. Déi Innovatioun ass noutwendeg, well d'Schoul sech ännert an och d'Schoulpopulatioun sech ännert.

Natierlech si Pilotprojeten net per se vu vireran d'Garantie, dass et e Succès gëtt. Mä ech muss soen, dës Regierung verdéngt onse Luef, well se net hésitéiert huet, fir Pilotprojeten ze initiéieren. An ech muss och soen, dass ech dee Katastrophismus, deen ech aus där enger oder anerer Interventioun hei eraushéieren, eigentlech net deelen.

Mir hunn zum Beispill gutt Pilotprojeten amgaangen: Den „Neie Lycée", do kréie mer d'Evaluatiounen den 30. Juni an der Chamberskommissioun; mir hunn déi Ganzdagsschoul zu Esch, déi gutt fonctionnéiert; mir hunn och dann „Eis Schoul", déi eng interessant Initiativ war an onser Meenung no och nach ëmmer ass.

Firwat dass mer haut iwwert dee Projet „Eis Schoul" schwätzen, hänkt domat zesummen, dass ufanks Mee de GLEN sech vun deem Projet lassgesot huet. Natierlech wësse mer och säit enger Zäit schonn - virun engem Joer hate mer an der Chamberskommissioun de 24. Juni doriwwer geschwat -, dass dës Schoul a schwierege Gewässer war, well eng Partie Ënnerscheeder am Konzept waren ënnert deene Leit, déi déi Schoul gedroen hunn, an och, well eng Partie Saache geännert gi sinn, op déi ech nach gläich wäert zréckkommen, wou de Ministère seng Responsabilitéit geholl huet.

Et ass elo viru kuerzem am Abrëll eng Evaluatioun vun der Hochschule für Heilpädagogik vun Zürich gemaach ginn. Eng Evaluatioun, déi am Fong geholl positiv ass an déi och eng ganz Partie interessant Piste weist, fir déi Schoul weiderzebréngen, sou dass et also net ubruecht ass, an dee Katastrophismus eranzefalen, dee mer hei gehéiert hunn.

Ech wëll bei där Diskussioun just op dräi Punkten agoen. Éischtens, déi Schafung vun der Schoul ass duerch eng intensiv Virbereedungszäit précédéiert gi vun 2006 bis 2008. Déi Schoul konnt vun Ufank un op engagéiert Personal zielen, krut generéis Personalressourcë fir schoulesch an ausserschoulesch Betreiung.

Schwieregkeete sinn entstan, menger Usiicht no, dass d'Schoul sech am Ufank ze vill virgeholl huet an och dass d'Schoul mat ze ville Kanner mat engem schwierege Sozialverhale konfrontéiert ginn ass. D'Léier, déi een natierlech doraus zéie muss, dat ass, dass een e Projet pilote genee ëmschreiwe muss an dass ee sech genee Ziler muss ginn, fir net d'Problemer alleguerte beienee wëllen ze léisen.

Zweetens, d'Schoul huet an den éischten zwee, dräi Joer evoluéiert. Et gouf sécher Schwieregkeeten an där ganz participativ ausgeriichter Approche vum Ufank. Et ass dunn zu méi enger direktiver Astellung komm. Et sinn Zyklen agefouert ginn, an et sinn och eng Partie Mesurë geholl ginn am Émgang mat deene schwierege Kanner, déi och an der Schoul an enger relativ grousser Zuel waren. De Ministère huet seng Verantwortung iwwerholl, well et sech gewisen huet, dass d'Problemer ze grouss géifen.

Doduerch ass dat participatiivt Element ofgeschwächt ginn, wat d'Reaktioun och vum GLEN erkläert. Déi Mesuren, déi goufen noutwendeg, well och e Projet pilote - dat muss een och ëmmer erëm soen - huet eng Obligation de résultats scolaires fir d'Kanner, déi an där Schoul sinn. Si muss e Schoulmilieu schafen, an deem all Kand sech entfale kann. An dëst gëtt och am Bericht vun de Schwäizer Évaluateure bestätegt.

An ech muss soen, déi Echoen, déi ech vun Eltere kréien, déi an där Schoul hir Kanner hunn, déi sinn awer trotzdeem ganz positiv. An ech kenne vill Elteren, déi net drun denken, fir hir Kanner aus där Schoul erauszehuelen.

Drëtte Punkt, et ass gutt, dass de Projet weidergefouert gëtt, obschonn et Départen aus der Équipe gouf a verschidden Elteren natierlech och hir Kanner aus der Schoul erausgeholl hunn.

De Bericht vun de Schwäizer seet, dass verschidde Mesurë scho misse geholl ginn. Zum

Beispill, dass zwëschent dem Zyklus 1 an den Zyklen 2 a 4 elo e Gruef besteet an dass do Brécke misste gebaut ginn. D'Évaluateure soen och, dass d'Zilsetzunge méi prezis musse ginn, dass d'Zesummenaarbecht vun der Schoul an de Betreiungsstrukture vun den Angeboter an deem Beräich an der eegener Organisatioun vun de Kanner, dass dat alles muss perfektionéiert ginn. Mä dat sinn ebe just déi Problemer, déi mer och an der Schoul allgemeng hunn an déi mer och do musse léisen.

Déi puer Hiweiser, Här President, just fir ze weisen, dass de Schoulversuch „Eis Schoul" munches brénge kann, sou dass mer mat der Regierung d'accord sinn, dass se „Eis Schoul" weider hir Chance gëtt. An duerfir, mengen ech och, soll een der Direktioun, der heiteger Direktioun vun där Schoul an och deenen Enseignanten, déi bis elo dra waren, déi vläicht net all am Boot bliwwe sinn, aus deenen engen oder aneren Ursaachen, an deenen, déi elo do sinn, Merci soe fir hiren Engagement.

Et ass eng interessant an nëtzlech Schouloffer, an dat weist och, dass nach vill Elteren Demandë fir hir Kanner stellen, fir an déi Schoul ze kommen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir eng bekannt lëtzebuergesch Politikerin ze paraphraséieren: „Den Avenir vun «Eis Schoul» läit definitiv am Passé an net an der Zukunft."

Dat mëisslongend Experiment op d'Käschte vun eise Kanner - ech si frou, datt d'Kolleege vun der DP eis Terminologie iwwerholl hunn - weist d'Grenze vun alternative pedagogesche Modeller. Bei der Schoul kann een d'Rad net ëmmer nei erfannen, mä et muss een op déi traditionell Systemer a Wäerter opbauen, wann een de Kanner eppes wëllt bäibréngen a si op en erfollegräiche Wee duerch d'Liewe bréngen. Strukturéiert Léiere mat vill Fläiss, Disziplin ass de Schlëssel zum Erfolleg: fréier, haut an och nach an honnert Joer.

Op Ufro vun der ADR hate mir den 2. Juni 2010 eng Diskussioun iwwer „Eis Schoul" an der Unterrechtskommissioun. Virdru wor et zu Gewalt an der Madame Delvaux hirer Schoul komm an éischt Membere vum Léierpersonal wore schonn hirer Wee gaangen. D'Ministesch huet och schonn deemools probéiert, fir d'Problemer klengzerieden.

D'ADR awer hat als eenzeg Partei déi richteg Nues. De 24. Juni hate mer e Communiqué publizéiert mat dem Titel: „Noch ein Jahr Gnadenfrist fir «Eis Schoul»". Haut, am Juni 2011, also genee ee Joer méi spéit, stelle mir fest, déi Zäit ass ofgelaf an déi Schoul, dat Experiment, wéi gesot, ass definitiv gescheitert. Eiser Meenung no muss „Eis Schoul" elo ganz séier zu enger normaler Schoul, souwäit et déi nach gëtt hei am Land, ëmfonctionnéiert ginn. Mir verlaangen, datt d'Kanner bei der Iwwerféierung vun „Eis Schoul" an den allgemenge Schoulsystem esou begleet ginn, datt si net nach méi Schued erleiden.

Ech wëll awer hei profitéieren, fir ze soen, datt „Eis Schoul" nëmmen d'Spëtzt vum Äisbierg ass. D'Leit si sech dacks leider net méi bewosst, wat haut nach an eise Primärschoule lass ass. D'Kanner léieren net méi d'Alphabet. Si léieren net méi d'Einmaleins auswendeg. Si hu praktesch keng Aufsätz méi, keng Noerzielungen, si hu praktesch keng Grammaire méi, wéi mir se fréier haten, a léieren nëmmen nach fragmentaresch Friemsproochen.

Alles dat schléit enges Dags schrecklech zréck! An dann, Madame Delvaux, da wéilt ech bal, datt Dir nach an der Verantwortung sidd, datt Der déi och da kënnt droen.

Mir hätte gär als ADR, datt d'Schoulen alleguer vun Direktere gefouert ginn, datt mer an de leeschtungsorientéierte Schoulsystem zréckkommen, an op jidde Fall datt mer léieren, mat der Schoul verantwortungsvoll ëmzegoen. Ech mengen, et ass wierklech héich Zäit, datt mer op dee Wee zréckginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, wéi ech ugefaangen hunn, am Enseignantsberuff ze praktizéieren, ware mer an enger Zäit, wou d'Fro vun innovative Pedagogien, Reformpedagogik, antiautoritär oder manner autoritär, participativ Erzéiung eent vun den zentrale gesellschaftlechen Diskussiounstheme war. Mir hunn deemools stonnelaang an owenterlaang driwwer diskutéiert, wéi de Projet „Summerhill", deen deemools an all Mond bal war - wann Der Iech dorunner vläicht nach kënnt erënneren -, wéi deen ze bewäerte wär, ob deen ze verallgemengere wär an esou weider an esou fort.

Entre-temps, duerno ass et natierlech laang ganz roueg ginn ëm d'Fro vu Schoulreformen a vun neier Pedagogik.

Pilotprojeten, muss een einfach direkt soen, déi sinn ëmmer an der Gefor, entweder carrément ze scheiteren oder op där anerer Säit sech esou wäit ewechzebewege vun der - ech soen emol - allgemenger Regelschoul, dass se wierklech e positiven Impakt op déi allgemeng Regelschoul net méi kënnen hunn.

Ech muss allerdéngs och soen, een eenzelne Virfall oder dräi eenzel Virfäll - hei ass geschwat gi vun Aen ausstiechen an enger Schoul -, dat féiert net zur Konklusioun, déi Schoul wär schlecht oder misst zougemaach ginn, well da musse mer all Schoulen zoumaachen, well där doter Fäll an nach vill méi schlëmmer, déi hu mer an alle Schoulen, also och an der Regelschoul.

Wat ech virun allem bedaueren - ouni kënne mech ze vill ze äusseren iwwert d'Ursaachen, well ech och net genuch Bescheed weess am Detail -, wat ech virun allem bedaueren, dat ass, dass dëse Versuch, sou wéi et am Moment ausgesäit, eben net derzou konnt déngen, positiv Resultater ervirzebréngen, déi dann an d'Regelschoul hätte kënnen iwwerholl ginn. Well dorëm misst et jo eigentlech goen.

Fir dass dat awer méiglech ass, muss ech awer nach eng Kéier soen, däerf de Gruef tëschent deem, wat an engem Pilotprojet geschitt, an deem, wat an der Regelschoul geschitt, net ze grouss ginn - weder wat d'Methoden an Inhalter betrëfft nach wat d'Zesummesetzung vun der Schüler- a Schülerinnepopulatioun betrëfft. Well soss ass dat eng Insel fir sech a kann och dann net wierklech e positiven Impakt op déi Regelschoul hunn.

Ech géif mer wënschen, dass mer de Pilotprojet net opginn. Ech géif mer wënschen, dass mer d'Viraussetzunge schafen, dass déi urspréngelech Konzeptioun weidergefouert gëtt, vläicht besser weidergefouert gëtt. Mä wéi gesot ëmmer mat der Zilsetzung, dass eppes Positives derbäi erausfält fir eis Regelschoul.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert d'Éducatiounsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn eigentlech frou iwwert dës Heure d'actualité, well iwwer „Eis Schoul" ass esou vill gesot ginn an esou vill Falsches, dass ech frou sinn, dass dat hei eng Geleeënheet ass, fir verschidde Saache richtegzestellen.

Ech géif och gär meng Versioun erzielen, nodeem jiddwereen hei seng Interpretatioun ginn huet, wat alles schifgelaf ass.

2006 ass e Grupp vun engagéierten Enseignanten an de Ministère vun der Éducation nationale komm a si hu mer e Projet virgestallt. Si hu gesot, et wär dach awer super, wa mer zu Lëtzebuerg eng Schoul hätten, déi op inklusiv Pedagogik baséiert wär a wat och eng Laborschule wär, well mer jo zu Lëtzebuerg keng hunn. A mir hätten eng nei Uni an et wär jo interessant, da mat der Uni zesummen dorun ze schaffen. Eng Schoul op inklusiv Pedagogik. Mir huet immens gutt gefall de Mot d'ordre vum GLEN. Dat ass: „Tous capables." An dat ass jo genau dat, wat mer an der Schoul sichen.

Mir hunn identifizéiert, scho jorelaang, dass d'Erausfuerderung fir d'Lëtzebuerger Schoul d'Gestioun vun der Heterogenitéit vun de Kanner ass. Mir kommen aus enger Schoul aus enger Zäit, wou mer eng homogen Schoulpopulatioun haten, eng relativ homogen, a si gëtt ëmmer méi heterogen. An dat ass d'Erausfuerderung fir d'Lëtzebuerger Schoul: Ënnerscheeder an de Sproochen, Ënnerscheed am Sozialen, Ënnerscheed am Kulturellen, an natierlech déi perséinlech, déi individuell Ënnerscheeder, well all Kand ass aneschters. An hei war d'Iddi ze soen, all Kand ass anescht, mä all Kand kann eppes. An d'Inklusioun heescht, dass mer déi Ënnerscheeder benotzen an als Räichtum ugesinn an net als Handicap.

Do hunn ech deem Grupp vum GLEN gesot, ech fannen dat e ganz schéine Projet an ech si bereet, mat op dee Wee ze goen, wann Der eng Gemeng fannt, déi d'Infrastruktur zur Verfügung stellt, well normalerweis huet de Ministère, de Stat jo keng Primärschoul.

De GLEN koum no relativ kuerzer Zäit erëm a si haten d'Stad Lëtzebuerg och begeeschtert, déi gesot huet: „Jo, mir si Partner. Mir stellen eng Schoul zur Verfügung." Dorobber hu mer en Aarbechtsgrupp agesat, deen huet zwee Joer geschafft, an 2008 ass, wéi hei gesot ginn ass, dat Gesetz gestëmmt ginn.

D'Charakteristike vum Gesetz: Also éischtens ass et eng Statsschoul, awer mat enger Konventioun mat enger Gemeng, déi d'Infrastruktur zur Verfügung stellt, woufir och nëmme Kanner aus där Gemeng kënnen an där Schoul opgeholl ginn. Dann ass et d'Pédagogie inclusive, wat mer dann och esou definéiert hunn, dass mer soen, et sinn 10% Kanner mat Handiçap an deene Klassen - 10%. Dann ass et eng École de recherche, also et gëtt Recherche action, dat heescht zwëschent deene Leit, déi an der Schoul sinn, an deene Rechercheure vun der Uni besteet eng Interaktioun an et gi Projeten entwéckelt.

An dann ee Punkt, op deen ech wëll e bësse méi laang insistéieren, dat ass dee vun der Demokratie. Dee Projet hei huet ganz, ganz sophistiquéiert a vläicht iwwerdriwwen Usprëch fir Participatioun. Mir hunn an där Schoul eng Assemblée du personnel, wou all Personal, also all d'Enseignanten, d'Sozioéducativ, déi an der Kiche schaffen an d'technesch Personal, déi gesi sech eemol an der Woch, an all Décisioun gëtt an där Assemblée du personnel geholl. Da gëtt et e Comité des parents, e Comité des enseignants an e Comité des élèves. An da gëtt et nach eng Kéier e Conseil d'éducation, wou déi verschidde Parteien zesummekommen.

Dat ass en immens risegen Apparat fir d'Participatioun. Dat war esou vun den Initiateure vum Projet gewollt. An da gëtt et jo nach derbäi e Conseil scientifique, an deem d'Uni an d'Schoul och nach paritéitesch vertruede sinn.

An dann ass et och nach eng Ganzdagsschoul. Mir hunn de Moment zu Lëtzebuerg zwou Ganzdagsschoulen am Fondamental: Dat ass d'Jean-Jaurès-Schoul zu Esch, wat eng Gemengeschoul ass, wou mir eng Konventioun mat der Stad Esch hunn; an dann eben „Eis Schoul" hei an der Stad, wat dann eng Statsschoul ass, mä mir hunn eng Konventioun mat der Stad Lëtzebuerg fir d'Infrastruktur.

De Projet huet direkt vun Ufank un eng Begeeschterung suscitéiert an alle Kreesser, a mir haten, wéi d'Schoul ugaangen ass, 600 Kandidature fir 96 Kanner, nëmmen aus der Stad. A fir all Altersgruppe konnten zwielef Kanner opgeholl ginn. An do ass dat geschitt, wou ech mer haut e Virworf maachen, dat hätt ech net dierfen zouloossen!

Well esou eng grouss Demande war, a well d'Enseignanten och immens engagéiert a begeeschtert sinn, sote se: „Mir kënnen d'Leit dach net enttäuschen", an amplaz da mat deene Klengen unzefänken an déi Schoul progressiv opbauen ze loossen, hu mer décidéiert - an ech hunn et zougelooss, an, wéi gesot, ech reprochéiere mer dat haut -, dass bis an d'fënneft Schouljoer era rekrutéiert ginn ass. Dat heescht, et si 96 Kanner erakomm, awer net 96 vu véier, fënnef, sechs Joer, mä zwielef vun dräi Joer, zwielef vu véier Joer bis zu eelef Joer.

An dat war déi éischt Iwwerfuerderung fir d'Schoul. Well et muss ee gesinn, Kanner, déi aus dem 4. oder 5. Schouljoer eriwwerkommen an eng nei Schoul, déi hu schonn ee ganze Vécu an der Schoul, déi schleefen dee mat, an deen ass net ëmmer einfach.

Wichteg ass et mer och nach ze soen, dass immens gutt opgepasst ginn ass, fir dass mer d'Representatioun vun der normaler Populatioun och an „Eis Schoul" géifen erëmfannen. Dat heescht, mir hunn extra Statistiken opgestallt: esou vill Prozent Aarbechter, esou vill Prozent Auslänner, esou vill Prozent Mëttelschicht, esou vill Prozent Intellektueller. An et ass e Groupe de sélection - e Mix zwëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Ministère -, deen all Joer déi Kanner eraussicht, déi däerfen an d'Schoul kommen.

Dat éischt Joer ass d'Schoul mat engem risegen Engagement ugelaf. An déi éischt Stëmme vun den Enseignanten aus der Schoul, déi gesot hunn: „Mir hunn immens vill Kanner mat Comportementsschwieregkeeten an eiser Schoul, an dat ass immens hefteg." An ech hu gesot: „Jo, Dir gitt schonn eens domadder", esou wéi een da seet: „Dat geet schonn."

An dat ass och gaangen, well niewent deenen Ufanksschwieregkeeten, déi all Schoul huet, wou eng Équipe sech muss zesummefannen zwëschen Enseignanten, Éducateuren, Éducateur-graduéen, technesch Personal, koumen dann déi Problemer derbäi vu relativ vill Kanner mat Comportementsschwieregkeeten.

Dat zweet Joer sinn déi Schwieregkeete méi grouss ginn, an du si richteg… Et ass jo Violence entstanen an der Schoul, an dat huet jo zu enger grousser Opreegung am Lëtzebuerger Land gefouert. Mir hunn dann och massiv intervenéiert an der Schoul. An ech wëll et awer hei kloer soen, dass eigentlech déi Konflikter an déi Divergences de vue, déi do éclatéiert sinn, well d'Personal eigentlech och iwwerbelaascht war, dass déi awer och op eng fundamental Divergence de vue, net iwwert d'Ziler vun der Schoul an och net iwwert d'inklusiv Pedagogik geféiert hunn, mä eigentlech iwwert d'Démarches pédagogiques.

Well et gouf eigentlech am GLEN dee Moment zwou Gruppen. Déi eng - ech soen elo emol „de GLEN" -, déi wollten hire Schoulunterrecht bauen, zentréieren op de Soziokonstruktivismus mat enger Autoevaluatioun vun de Schüler, dat sech an engem Portfolio dokumentéiert.

Een anere Grupp an deem klenge Grupp vun den Enseignantë wollt awer en offenen Unterrecht maachen, deen am Fong d'Schüler méi participéiere léisst an deen de Schüler méi de Choix gëtt vun den Aktivitéiten. Dass et also ëmmer eng Codécisioun ass zwësche Schüler an Enseignanten, fir am Léierprozess weiderzekommen.

An déi zwou Divergence-de-vuë sinn éclatéiert. Déi Tensioune waren do. An doduerch, dass d'Équipen dann aner Problemer derbäikruten, sinn déi Divergences de vue immens auserneegaangen. An da musst Der gesinn, dass de participative Modell, wou eng Assemblée du personnel, an dann e Comité des enseignants, an dann de Comité vun den Eltere mussen zu enger Décisioun kommen, dat Ganzt esou schwéierfälleg gemaach huet, dass ee Moment d'Schoul net méi fäeg war, fir op akut Froen ze reagéieren, déi sech gestallt hunn.

An dunn hunn ech gesot: „Sou! Elo musse mer intervenéieren." Also, ech mengen, si hate scho souwisou ganz vill Formation continue. Mir hunn och Accompagnateuren an d'Schoul geschéckt a mir hunn eng Instruction ministérielle gemaach, wou mer d'Procédure de décision festgeluecht hunn.

Dorauser gëtt elo hei vu verschiddene Riedner gesot, ech hätt elo en Direkter dohinnergesat. Mir hu gesot: „Hei, esou sinn d'Prozeduren. An am Fall vun der Urgence hëlt de President eng Décisioun, an e geet duerno an d'Assemblée, fir se ofseenen ze loossen." Datselwecht - wëll ech soen - zielt nach ëmmer, dass, wann d'Schoul sech eens ass, fir déi Regelen do ze änneren, se selbstverständlech déi Instructions ministérielles kënnen änneren, awer nëmmen, wa si sech eens ginn. Mir hunn hinnen awer gesot: „Konzentréiert lech elo op Är éischt Aarbecht a bréngt de roude Fuedem mat an d'Schoul!"

Dat drëtt Joer - elo si mer jo am drëtte Joer - hu mer eng Consolidatioun festgestallt. An der Zwëschenzäit hunn d'lescht Joer eng Rei Enseignanten d'Schoul verlooss, déi mat der Linn vun der Schoul net d'accord waren. An dëst Joer wäerten nach eng Kéier Leit fortgoen, déi och déi Linn vun där Schoul net deelen.

Ech sinn doriwwer, muss ech soen, traureg, well ech do eng Équipe gesinn hunn, déi voller Engagement zesummen e Projet ugaangen huet an déi am Fong hiren eegenen Ufuerderungen net gerecht gi sinn an et net fäerdeg bruecht hunn, an engem participative Modell zu enger Décisioun ze kommen. Wou ech awer nach eng Kéier wëll drop insistéieren, dass dat do e ganz anere Modell ass wéi deen, deen an eiser Regelschoul mat de Comitéë fonctionnéiert. Hei ass wierklech d'Basisdemokratie, déi an „Eis Schoul" applizéiert gëtt.

Mir hunn Evaluatioune gemaach. Éischtens ass e Questionnaire gemaach ginn: een 2009 am Schouljoer '09/'10 an een am Schouljoer '10/'11. All déi Elteren, déi geäntwert hunn, hu gesot, hir Kanner géife gären an d'Schoul goen. Am Joer 2009 ass haaptsächlech erauskomm, dass en immensen Engagement vun den Enseignanten ass, dass d'Kanner eng grouss Autonomie an der Schoul léieren, dass de Suivi vun de Kanner ganz gutt ass. Negativ ass ëmmer gesot ginn: de Manque de cohésion an den Équipen an eben déi Violence, déi do war.

Am Joer 2010 an '11 ass et deeselwechte Questionnaire mat den Eltere ginn. Erëm ass gesot ginn: formidabelt Engagement, d'Demokratie fonctionnéiert gutt, d'Infrastrukture si gutt, d'Kantin ass gutt, d'Elterenaarbecht fonctionnéiert gutt, d'Kanner gewanne Selbstvertrauen. Erëm ass opgefall, dass e Manque de cohésion ass. An et ass awer du festgestallt ginn, dass déi Violenzproblemer vum Joer 2009/'10 op d'Joer 2010/'11 ofgeholl haten. Mir hunn also eng nette Verbesserung gehat an de Reaktioune vun den Elteren.

Dann hate mer den Här Brügelmann an den Dokter Peschel, déi an d'Schoul gaange sinn, e Rapport gemaach hunn, déi verschidde Recommandatioune gemaach hunn. Och si soen: immens engagéiert Personal, et wier eng gutt Léieratmosphär an der Schoul. Och si stelle

fest, dass et net gutt ass, dass d'Équipë sech net eens ginn iwwert d'Démarche, dass keng Kohärenz an enger Schoul ëmmer schlecht ass, a si recommandéieren, dass een d'Schüler nach méi misst insistéieren, fir individuell Produktiounen ze maachen.

Déi Rapporte kënnt Der um Site vum Ministère consultéieren. Si sinn alleguerten och um Site, och d'Questionnairen.

Da war d'Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik Zürich, déi eng Evaluatioun gemaach huet. Och si zertifiéieren e grousst Engagement, och si stelle fest, dass d'Enseignanten dépasséiert ware vun den Evenementer. Si maachen deeselwechte Reproche: D'Ambitioun au départ war vill ze vill grouss. Si hätte misse méi bescheiden ufänken, well eng École de recherche baut sech vun ënnen op an et kann ee se net direkt ganz dohinnersetzen. Si recommandéieren eis: „Dir musst oppassen, dass Der Rou an déi Schoul kritt; d'Objektiver, d'Rôlë clarifiéiere vun deene verschiddenen Acteuren."

Déi zwee Rapporten, Här President, well dat ass jo déi Fro, déi ech gestallt kréien, confirméiere mech doranner, dass mer mat där Schoul solle weiderfueren.

Une voix.- Très bien!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Mir gesinn eng nette Verbesserung vum leschte Joer op dëst Joer. An ech sinn och zouversiichtlech, dass dat esou weidergeet.

Et hu vill Elteren hir Kanner aus der Schoul erausgeholl, dat ass richteg, besonnesch déi an deene méi héije Klassen. Mir hunn awer nach ëmmer eng immens Demande vu Kanner, déi wëllen an déi Schoul do goen. Dëst Joer fir d'Inscriptiounen an de Précoce hate mer 120 Demanden, an ech wëll Iech rappeléieren, dass zwielef Kanner kënne geholl ginn. Et ass also nach ëmmer eng grouss Demande. Et ass och net esou, dass d'Elteren, déi hir Kanner an der Schoul hunn, onzefridde sinn.

Ech wëll och soen, dass d'Gesetz respektéiert gëtt. Et gëtt jo gesot: Mir halen eis net méi un d'Gesetzer. Et ass nach ëmmer eng inklusiv Pedagogik. Ech wëll soen, fir déi, déi sech interesséieren, well „Inclusioun" ass jo ganz schwéier ze ëmschreiwen. Et gëtt en Index fir Inclusioun, dat sinn iwwer 100 Säite mat esou vill Indicateuren. Inclusioun ass keen Dogma. Inclusioun ass eng Démarche.

Et ass en Zil, wat een ustrieft, ouni dass een eng bestëmmt Didaktik oder eng bestëmmt Method muss uwennen. An d'Iddi ass jo eben, d'Kanner zesummenzeloossen, all Kand als e Räichtum unzegesinn a jiddwereen dorunner participéieren ze loossen. An et ass och net richteg, dass déi Kanner an d'ÉDIFF ausgelagert ginn. Mir hu just gesot, dass mer fir d'Diagnostik do géifen op Personal vun der ÉDIFF zréckgräifen.

M. le Président.- Madame Minister, erlaabt Der, datt den Här Adam Iech eng Fro stellt?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Selbstverständlech. Hie probéiert jo verzweifelt…

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Jo, ech hu scho virdru probéiert, Madame Minister. Du wollt ech just froen, Dir sot vun den Experten. Sot eis och, wéi laang datt den Här Brügelmann do war, fir déi Observatioun ze maachen!

An déi zweet Saach wëll ech awer och richtegstellen. Ech hunn zu kengem Moment gesot, et wiere Kanner, déi an d'ÉDIFF ausgelagert gi sinn; ech hu gesot, et wier Personal,…

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jo.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- …wat an d'ÉDIFF ausgelagert gëtt.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech wëll just do nach richtegstellen, et ass dat Personal, wat den Diagnostik mécht. Well mer vu verschiddene Säiten… Et gëtt jo an all Science verschidde Schoulen, déi soen: „Et ass net gutt, wann déiselwecht Leit den Diagnostik opstellen, déi herno d'Kanner betreien." Mä soit.

Den Här Brügelmann, also ech mengen, hie war zwee ganzer Deeg an der Schoul. Den Här Brügelmann war een Dag do mam Dokter Peschel. An d'Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik, déi waren awer… Zwee Deeg, seet de President vun der Schoul, war den Här Brügelmann do.

Une voix.- Dat ass verbueden.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Wat gelift?

Une voix.- Dat do ass verbueden.

(Hilarité)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- An… Neen, ech mengen, dat ass och… Ass dat… Also, ech wollt just… Här President, wann Der erlaabt, wollt ech den Här Adam froen, awéiwäit dat elo fir dësen Débat relevant ass. Ech mengen, mir kënne jo nach…

Sécher ass gesot ginn: „Mir mussen eng Evaluatioun maachen, déi méi zolidd ass a méi durabel." Mir hunn hei immens vill Leit an déi Schoul geschéckt, fir ze kucken, wat do fonctionnéiert a wat net fonctionnéiert. Dass et net optimal ass, huet jiddwereen hei confirméiert, a mir hunn ëmmer erëm Recommandatioune kritt, fir ze kucken, dass mer et solle besser maachen.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Här President,…

M. le Président.- Här Adam, awer just nach eng Fro, well mir fänken duerno mat der Diskussioun un.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- …d'Madame Minister huet mir och elo eng Fro gestallt. Ech wëll ganz kuerz drop äntwerten. Ech mengen, et ass relevant, einfach fir bei der Wourecht ze bleiwen. Wa mer Experten zitéieren, musse mer och soen, wéi wäit datt se intervenéiert sinn.

Ech sinn net op déi Rapporten agaangen, well ech net weess, wéi offiziell se sinn. Den Här Brügelmann schreift: „Insgesamt stehen meine Einschätzungen unter einem starken Vorbehalt. Ich habe voll nur an einem Hospitationstag, zudeem noch Montag und erster Schultag nach einer Ferienwoche, am Schulleben teilnehmen können und bin dabei noch zwischen den Gruppen gewechselt."

Ech mengen, dat muss een och soen, wann een…

(Interruption)

Den Här Brügelmann ass fir mech wierklech ee Pedagog, deen ech héich schätzen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Nach eng Kéier, alles ass um Site ze consultéieren. Mir halen näischt geheim.

Une voix.- Wonnerbar.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jiddweree kann alles liesen, wat dosteet. Ech hunn hei an dësem Dossier iwwerhaapt näischt ze verstoppen. Ech wëll dat just hei ganz kloerstellen. Ech wëll just net de ganze Rapport hei virliesen, well soss lauschtert mer kee méi no.

Da wollt ech soen, also, ech war do, fir ze soen, dass d'Gesetz respektéiert gëtt. Et ass nach ëmmer eng inklusiv Schoul. Et ass eng École de recherche. Den éischte Projet de recherche, dat war iwwer Portfolio, PORTINNO, deen ass fäerdeg. Och dee Rapport kënnt Der um Site vum Ministère consultéieren.

Fir op d'Fro vum Här Hoffmann ze äntwerten: Wat kann een transposéieren? Also, déi Recherche, déi do iwwert d'Aarbecht mat Portfolio gemaach ginn ass, dat ass eng, déi nëtzlech ass fir all eis Schoulen, well mer jo gär hätten, dass iwwerall an de Schoule soll mat Portfolio geschafft ginn.

Deen zweete Projet de recherche, dee leeft elo am September u mat der Uni Lëtzebuerg, an dat soll dann iwwer Identifikatioun vun „best practices" lafen. Et ass nach ëmmer eng Schoul, wou all d'Institutiounen a participativ Organen do sinn. Wéi gesot, d'Instruktioun ass do, fir op d'Urgence ze reagéieren, mä déi kann ëmmer geännert ginn.

Ech wéilt och soen, dass „Eis Schoul" invitéiert ginn ass op de véierte Forum des enseignants innovants et de l'innovation pédagogique zu Lyon, deen ënnert den Auspicë vum Ministère vun der Éducation a Frankräich steet.

An da wollt ech Iech zum Schluss e kuerze Passage vun engem Mail virliesen, deen e Papp mer geschriwwen huet, nodeems hei gesot ginn ass, eis Kanner géifen do maltraitéiert an „Eis Schoul", an - den Här Bauler huet dat hei behaapt - mir géifen dat hei op d'Käschte vun de Kanner maachen.

Ech wëll Iech just virliesen: „Ech wollt Iech Merci soe fir «Eis Schoul». Dës Schoul huet besonnesch dëst Joer…" - an ech insistéieren dorop, „besonnesch dëst Joer", dat ass also dat drëtt Joer - „…menge Kanner ganz gutt gedoen, an ech géif mer wënschen, dass nach vill aner Kanner vun dëser Schoul profitéiere kéinten. Sécher hat ech, wéi vill aner Elteren och, de Bauch wéi, wéi d'Schoul de 15. Juli 2010 eriwwer war a mir net wossten, wat de 15. September 2010 op eis géif duerkommen. Mä wat elo an deenen zwee Trimestere geleescht ginn ass, dat ass net ze beschreiwen. Deen Asaz, déi Energie an déi Gedold, a virun allem dat Vertrauen, dat d'Personal mat de Kanner zesummen dëst Joer zum Dagesliicht bruecht hunn, ass einfach enorm."

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, ass fir mech d'Fro, ob mer déi Schoul solle weiderféieren oder net, kloer: Mir fuere weider mat „Eis Schoul". Ech erwaarde mer vun „Eis Schoul", dass se mat deemselwechten Engagement weiderfiert. Ech erwaarde mer vun der Recherche, dass se eis Erkenntnisser gëtt, wéi mer kënne mat Heterogenitéit an der Schoul ëmgoen.

An ech wier dankbar, wa verschidde Rumeuren iwwer „Eis Schoul" net méi géife gezielt ginn. Dat veronséchert déi Elteren, déi hir Kanner an där Schoul hunn. Ech mengen, dass mer zu Lëtzebuerg - ech war ëmmer där Meenung an ech bleiwen där Meenung och - an der öffentlecher Schoul och musse kënnen alternativ Modeller vu Schoulhalen offréieren. An hei ass et jo wierklech nun de Choix vun den Elteren, dass se hir Kanner kënnen an esou eng Schoul schécken. An dofir mengen ech, dass dat eng Beräicherung fir eis Schoullandschaft ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Minister. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss a mir kommen elo zu deem nächste Punkt, nämlech dem Projet de loi 6226 iwwert d'Verstäerkung vum Personal an administrativen an technesche Carrièren a verschiddene Lycéeë vum Land. Hei ass och d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Andrich-Duval, den Här Berger an den Här Adam. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich.

2. 6226 - Projet de loi

1. portant création de postes de renforcement dans les carrières administratives et techniques pour les besoins du Lycée technique agricole, du Lycée technique Mathias-Adam de Pétange, du Lycée technique de Lallange, du Lycée Nic-Biever à Dudelange et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales;

2. complétant l'article 15 de la loi modifiée et complétée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

3. complétant la loi du 12 mai 2009 modifiant et complétant

a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée»

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, den Objet vun dësem Projet de loi besteet doranner, niewent deene jährlechen Engagementer iwwert d'Budgetsgesetz zousätzlech administratiivt an technescht Personal a fënnef Lycéeën anzestellen.

De Volume vun dësen Engagementer ass bestëmmt ginn duerch de Vergläich vun den Effektiver vun deene concernéierte Lycéeën, bei deene Renovatiounen oder Extensioune stattfonnt hunn, a wou d'Schülerzuel geklomm ass, d'Personal awer net renforcéiert gouf, mat de Personalkadere wéi se an de Gesetzer virgesi si fir d'Schafung vun neie Lycéeën an de leschte Jore souwéi de Suggestiounen, déi duerch de Collège vun den Direkteren aus dem Secondaire souwéi dem Secondaire technique ausgeschafft goufen.

Déi entspriechend Virschléi droen de Spezifissitéite vun den eenzelnen Etablissementer Rechnung. Dëst gëllt fir de Lycée technique Mathias-Adam, deen op zwee Sitë fonctionnéiert, de Centre vu Lamadelaine an de Centre vun Déifferdeng, déi dëst Joer vun 1.777 Schüler besicht ginn a wou nei Infrastrukturen am September 2008 zu Lamadelaine a Betrib geholl goufen.

Wat de Lycée technique vu Lalleng ubelaangt, deen 2002 geschafe gouf, esou war d'Personal vum ale Lycée technique vun Esch-Uelzecht op déi zwee Etablissementer verdeelt. Vu datt déi nei Infrastrukture vum Lycée technique vu Lalleng bei der Rentrée 2010/2011 a Betrib geholl goufen, muss de Kader vum administrativen an technesche Personal adaptéiert ginn.

De fréiere Lycée technique Nic Biever vun Diddeleng huet viru kuerzem seng schoulesch Offer op d'Division supérieure vum Enseignement secondaire ausgedehnt an heescht elo „Lycée Nic-Biever". Wéi an anere Lycéeën ass och hei d'Schülerzuel staark geklomm. Waren et 1999 nach ënner 1.000 Schüler, esou waren 2010 1.534 Schüler a 87 Klassen ageschriwwen. Ausserdeem gëtt d'Situatioun doduerch kompliziéert, datt d'Lycéesinfrastrukturen op zwee Sitë verdeelt sinn, déi dräi Kilometer ausernee leien.

D'Gesetzer iwwert d'Extensioun vun den Infrastrukturen hunn awer keng Opstockung vum Personalkader virgesinn. Dëse Projet erlaabt et, dat néidegt Personal ze rekrutéieren.

De Projet de loi iwwert de Bau vum Lycée technique agricole zu Gilsdref gesäit net nëmme Klassesäll, Spezialsäll an Ateliere vir, mä och e Schoulrestaurant, en Internat souwéi eng Sportshal an ee Sportsterrain.

D'Dimensioune vun dësem neie Site dépasséiere bäi Wäitem déi vum aktuelle Lycée zu Ettelbréck a maachen d'Astellung vun zousätzlechem Personal noutwendeg. Am Laf vun den Diskussiounen hunn d'Membere vun der Kommissioun décidéiert, de Lycée technique pour professions éducatives et sociales bei déi aner Lycéeën derbäizesetzen. Am Januar 2012 wäert hien zesumme mam „Neie Lycée" de Campus scolaire vu Miersch bilden an dëst iwwer eng „public private partnership".

D'Zuel vun de Schüler ass an de leschten aacht Joer ëm méi wéi 60% gewuess, an et ass virgesinn, mëttelfristeg 900 Schüler opzehuelen.

Den éischte Service, wou Personal feelt, ass d'Bibliothéik an de Centre de documentation et de recherche. Dës Ariichtung, déi 27.000 Wierker zielt, ass indispensabel fir d'Studenten an d'Enseignanten; besonnesch, wann ee weess, datt dëse Lycée déi eenzeg Plaz am Land ass fir eng Formatioun am sozialen an éducative Beräich an domat eng national Bedeitung huet. Vu datt fir d'Gestioun vun dësem Informatiounszentrum nëmmen een Employé zoustänneg ass, schéngt d'Astellung vun engem Bibliothécaire-documentaliste indispensabel.

De Service SPOS, deen eréischt 2006 an dësem Lycée geschaf ginn ass, gëtt vun enger eenzeger Psychologin assuréiert, déi deene ville Besoinë vun hirer Tâche net kann nokommen. Ausserdeem kritt de Lycée en Internat, sou datt en zousätzlechen Agent, an zwar en Assistant social virgesinn ass, fir den noutwendegen Encadrement ze garantéieren. Dës Ajoute huet e parlamentareschen Amendement bedeit, wouzou de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire säin Accord ginn huet.

Am initiale Regierungstext war virgesinn, datt bei der Besetzung vun deene respektive Posten eng Prioritéit géif bestoe fir déi Leit, déi beschäftegt waren ënnert dem Regime OTI - Occupation temporaire indemnisée.

Et war sécher eng luewenswäert Vue, fir dat ze probéieren. De Statsrot huet a sengem Avis vum 22. Mäerz awer gemengt, datt an dësem Fall esou ee Régime particulier net dierf ugewannt ginn, wou dach de Rekrutement vu bestehenden ähnleche Posten an de Lycéeën nom Droit commun géif geschéien, an huet eng Opposition formelle ausgesprach. D'Kommissioun huet deem Rechnung gedroen an de leschten Alinea vum Artikel 1 gestrach.

Schliesslech war am Gesetz vum 25. Juli 2005 iwwert d'Schafung vum Lycée pilote „Neie Lycée" nëmmen d'Fonctioun vum Éducateur gradué mat engem Diplom vum Bachelor virgesinn. D'Erfahrungen, déi säit där Zäit gemaach goufen, hunn awer gewisen, datt de Beruffsprofil vum Éducateur diplômé mat engem Diplôme de fin d'études secondaires techniques besser de Besoinen um Terrain entsprécht. Dëse Projet de loi schléit also vir, déi verschidden Texter esou ze komplettéieren, datt niewent dem Éducateur gradué och den Éducateur diplômé ka rekrutéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Total vun den Engagementer, déi am Projet de loi virgesi sinn, handelt et sech ëm 48 Posten, déi sech folgendermoossen opdeelen: zwee Psychologen, véier diplomëiert Informatiker, véier Bibliothécaires-documentalistes an een Assistant social. Dës Leit kënnen engagéiert ginn entweder ënnert dem Statut vum Fonctionnaire de l'État oder ënnert dem Regime vum Employé de l'État.

Derniewent sinn et 14 Handwierker, sechs Garçons de salle, een Employé aus der Carrière S, dräi Employéen aus der Carrière D, ee

Concierge an zwielef Aarbechter. Dës Poste kënne besat ginn duerch Leit ënnert dem Statut vum Fonctionnaire oder ënnert dem Regime vum Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter. An alle Fäll mussen d'Kandidate fir ee vun deenen opgezielte Posten déi virgeschriwwen Ausbildungsbedéngungen erfëllen. Ausserdeem gëtt déi geméinlech Prozedur agehalen. Dat heescht, no der Autorisatioun am Regierungsrot gëtt och den Avis ageholl vun der Commission d'économie et de rationalisation.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir gesinn, datt niewent deene villen neie Schoulgebaier, déi regelméisseg a Betrib geholl ginn, ageweit ginn, och vill aner renovéiert oder vergréissert goufen. Mir brauche fir all déi Etablissementer dat néidegt Personal fir en optimale Fonctionnement an Entretien souwéi fir e beschtméiglechen Encadrement fir d'Schüler.

Ech wëll an deem Sënn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Fernand Diederich. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval agedroen. Madame Andrich-Duval, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Sylvie Andrich-Duval *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer elo grad am Detail vum Rapporteur, dem honorabelen Här Diederich, héieren hunn, deem ech Merci soe fir säin exzellente schréftlechen a mëndleche Rapport, ass d'Haaptuleies vun dësem Gesetzesprojet, fir dat administratiivt an technescht Personal vu verschiddene Lycéeën opzestocken. Am Ganzen handelt et sech, hu mer héieren, ëm 48 Posten, déi dat éischt Joer mat ronn zwou Milliounen Euro zu Buch schloen.

Doriwwer eraus gi jo och d'Gesetzestexter vum „Neie Lycée" ugepasst, fir déi do bestehend Poste souwuel mat Éducateurs gradués wéi mat Éducateure kënnen ze besetzen.

Erlaabt mer am Numm vun der CSV-Fraktioun just e puer Kommentaren zu deem Projet de loi ze maachen.

Den Ausléiser vun dem Verfaasse vun engem Gesetzestext ass am Fong de Gesetzesprojet, deen de Bau vun där neier Akerbauschoul zu Gilsdref virgesäit, an deen a senger neier Versioun seng Infrastrukturen esou vergréissert, dass parallell muss légiféréiert ginn, fir dat néidegt zousätzlecht Personal ze rekrutéieren.

Et gëtt awer nach aner Lycéeën, déi am Laf vun de Joren ausgebaut goufe respektiv souguer op e puer Sitë verdeelt goufen an deenen hir Schülerzuel zolidd geklommen ass, ouni dass si bis elo dofir Personal bäikruten. Et feelt haaptsächlech un techneschem, administrativem Personal, fir den néidegen Ënnerhalt vun de Gebaier an technesch Assistenz souwéi fir d'Verwaltung vun den zousätzleche Schüler ze garantéieren. Als Beispill wëll ech de Lycée Nic-Biever zu Diddeleng zitéieren, deen net nëmmen um Site selwer ausgebaut gouf, mä deen och eng Annex am Quartier Italien am Frankelach bäikrut. Do baut de Stat och elo nach eng Sportshal, wou d'Gemeng Diddeleng sech dru bedeelegt, fir en Deel vun hire Besoinen ofzedecken.

Bei der Rentrée 2009/2010 war d'Schülerzuel op ronn 1.550 Schüler, déi op 87 Klasse verdeelt waren, geklommen. A mir hunn d'lescht Sessioun an deem héijen Haus hei d'Dieren opgemaach fir eng qualitativ Weiderentwécklung vum fréiere Lycée technique Nic Biever, andeems mer jo do elo och de kompletten Zyklus vum klassesche Secondaire kënne fir véier Sektiounen ubidden an domat d'Schüler also net méi brauchen an de Lycée ze wiesselen.

Dëst sinn deemno d'Kritären, no deenen de Statsrot jo iwwregens gefrot hat an déi applizéiert goufen, fir déi zousätzlech Posten ze schafen.

Ee Lycée gouf nach iwwer Amendement vun der parlamentarescher Kommissioun bäigesat, deen d'CSV-Fraktioun voll matgedroen huet. An zwar de Lycée fir éducativ a sozial Beruffer, dee jo soll am Joer 2012 op dem neie Campus zu Miersch anzéien zesumme mam „Neie Lycée". An duerfir huet de Statsrot och déi Démarche hannerfrot. Et huet sech hei awer ëm déiselwecht Kritäre gehandelt wéi bei deenen anere Gebaier, ofgesi vum Personal fir den Ënnerhalt an d'Bewaachung vum Gebai, well et sech jo hei ëm eng „public private partnership" handelt, wou dat Personal am Kontrakt mat abegraff ass.

Esou kann de Poste vun engem Bibliothécaire geschafe ginn, well dëse Lycée ass déi eenzeg Ausbildungsplaz am Land fir déi éducativ a sozial Beruffer, wou en plus och regelméisseg déi fréier Schüler op d'Bibliothéik an den Dokumentatiouns- a Recherchezentrum, déi ronn 27.000 Dokumenter zielen, zréckgräife kënnen.

Och ass e Poste vun Assistant social virgesinn, fir de SPOS hei ze verstäerken, well zousätzlech zu där héijer Schülerzuel en Internat a Betrib geholl gëtt.

Dëst sinn also alles Posten, déi zousätzlech zum Numerus clausus vum Stat geschaf ginn, well d'Poste vum Numerus clausus gi jo héich néideg gebraucht, fir Enseignanten ze rekrutéiere parallell zu der steigender Schülerzuel an de Gebaier.

Et bleift also ze hoffen, dass déi zoustänneg Regierungsinstanzen der Chamber hirem Wëlle Rechnung droen a se fir déi scho bestehend Gebaier déi gestëmmte Posten esou séier wéi méiglech accordéieren. D'CSV steet jiddefalls hannert dësem Projet de loi, well et si Suen, déi an eis Jugend, also eis Zukunft investéiert ginn.

Duerfir wäert d'CSV, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet och matstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Andrich-Duval. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wéilt dem Rapporteur Merci soe fir säi kuerzen awer ausféierleche Bericht. Ech mengen, mir hunn dee Projet de loi hei an der Chamber, well eben nei Gebailechkeete komm si respektiv Annexe gebaut gi si bei Schoulen an doduerjer dann nieft den Enseignanten natierlech och neit technescht oder administratiivt Personal néideg ass, zum Deel och éducatiivt Personal wéi zum Beispill mat der Assistante sociale.

Eng zweet Ursaach ass sécherlech déi, datt och ëmmer méi Schüler an eise Schoule sinn an datt dat also nei Schoule bedéngt, mä awer och méi Encadrement an eben och méi technescht Personal. A wann een déi verschidde Schoule kuckt, sinn dat jo zum Deel Schoulen aus dem Süden: Esch/Lalleng, Diddeleng. Dat ass jo ze begréissen. An do wëll ech awer drun erënneren an deem Kontext, datt nach Besoin besteet am Süde fir nei Schoulen. Ënner anerem denken ech do un Déifferdeng, wou mer onbedéngt och nach e Lycée brauchen, fir do och all déi Schüler opzefänken.

(Interruption)

Am Norde sécherlech och, mä well ech elo hei déi Schoulen aus dem Süden zitéiert hunn, géif ech och nach u Mondorf denken, mä ech war elo hei an der Lëscht vun deenen aus dem Süden.

(Interruption)

Duerfir hunn ech do automatesch déi aus dem Süden drugehaangen.

(Interruption)

Dat gesot awer, Här President, kann ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

M. le Président.- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng).*- Merci, Här President. Grad wéi den Här Berger sinn ech och der Meenung, datt mer nach mussen op ville Plazen am Land nach vill Schoule bauen, well mer ëmmer méi Schüler hunn.

Ech wëll et awer och ganz kuerz maachen. Ech wëll dem Rapporteur, dem honorabelen Här Bim Diederich, Merci soe fir säi mëndlechen a säi schréftleche Rapport.

Do derbäi, mer hunn ëmmer e bësselchen e schlecht Gefill, wa mer musse Posten iwwer esou Gesetzer bäistëmmen. Ech mengen, mir hunn den Numerus clausus beim Stat, wou mer dëst Joer anscheinend 120 Poste geschaf hunn, vill fir d'Éducation nationale, an awer mat deene wuessende Schülerzuelen ass dat e bëssselche schued.

Hei hate mer och nach bal eng Schoul vergiess: de Mierscher Lycée des professions éducatives et sociales.

(Interruption)

En ass, de Rapporteur huet et gesot, nogerutscht. A mir haten och an der Kommissioun driwwer diskutéiert, dat war motivéiert, datt déi zwee Posten nokomm sinn. Sou gëtt et bestëmmt och nach aner Schoulen am Land. A wéi gesot, mir wäerten och eisen Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen net, fir Lokalpolitik ze maachen, mä als Éischt och dem Här Diederich, eisem Rapporteur, e ganz groussen…

(Interruptions)

…an häerzleche Merci fir seng Aarbecht.

Mir stëmmen haut iwwer e Projet of, deen et eiser Meenung no an dëser Form iwwerhaapt net däerft ginn. D'Madame Unterrechtsminister Delvaux hätt gär méi Posten an enger Rei vu Lycéeën uechtert d'Land, an esou wäit hu mir och bestëmmt näischt dergéint. Mä amplaz déi nei Posten an d'Budgetsgesetz anzeschreiwen, sou wéi dat normalerweis gemaach gëtt, kréie mir hei e Projet zerwéiert - ech zitéieren: „par dépassement de l'effectif total du personnel hors numerus clausus et en dehors du nombre des engagements de renforcement", déi am Budgetsgesetz stoungen.

Mir als ADR hu bestëmmt näischt dergéint, wann eis Lycéeën dat Personal kréien, wat si brauchen. Mä an Zäite vun enorme Budgetsdefiziter gesi mir guer net gär, wann déi normal Budgetsprozedure vun engem Minister ëmgaange ginn, an och nach vun engem, dee personalméisseg scho vill besser behandelt gëtt wéi all déi aner.

Iwwerall feelt et u Leit: an der Arméi, der Police, bei den Hëllefsdéngschter, am Immigratiounsminstère, bei der ADEM an nach op villen, villen anere Plaze méi. Hei an der Chamber och. Dem Verwaltungsgeriicht hu mir viru kuerzem nëmmen ee Riichter bäiginn, a Gott weess, datt dat nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass. Mat dësem Gesetz kritt den Éducatiounsminister awer op ee Schlag ronn 50 Leit bäi.

Ass dann an där Budgetssituatioun, an där mir sinn, e Schoulpsycholog méi oder manner wierklech eng national Prioritéit? Mir mengen neen. A firwat kann d'Madame Delvaux net an hirem eegene Ressort Leit aner Fonctioune ginn a si dohi schécken, wou si vläicht méi néideg géife gebraucht ginn?

Här President, d'ADR wëllt net, datt all Ministère elo ufänkt, fir laanscht déi normal Budgetsprozedure Spezialgesetzer fir déi eege Besoinen ze maachen. Mir hätte gär eng allgemeng Budgetsdisziplin, zu där dës Regierung ganz offensichtlech net capabel ass.

Mir sinn awer, wéi gesot, net géint eng personell Verstäerkung vun eise Schoulen, esou wäit déi wierklech néideg ass. Aus dësen Iwwerleeungen eraus enthale mir eis bei dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Unterrechtsministerin, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, och ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an all menge Virriedner. Ech weess, dass dat elo net déi orthodoxst Manéier ass, fir Leit ze rekrutéieren a Personal fir an d'Schoulen, mä ech soen lech alleguerte Merci fir d'Zoustëmmung. Et ass fir eng gutt Saach.

Merci.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6226 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, géint 4 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6226 est adopté par 54 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher (par M. Félix Eischen), Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt hu mer haut eng Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport vun der Kontrollkommissioun iwwert d'Euthanasiegesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech do ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, d'Madame Err, den Här Huss, den Här Colombera an den Här Hoffmann. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur le rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie

Exposé

Mme Martine Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, sou wéi dat virun zwee Joer hei gefrot gi war, huet d'Kommissioun fir d'Kontroll an d'Auswäertung vum Gesetz iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide hiren éischte Rapport virgeluecht. Mir sinn hei an enger e bësse komescher Prozedur, well mir alleguerten zesummen dësen Débat ugefrot hunn, souzesoen. An duerfir erlaabt mer als éischte Riedner kuerz de Rapport awer virzestellen.

Am éischten Deel vum Rapport ginn d'Chifferen duergeluecht. D'Zuel vun den deklaréierten an duerchgefouerten Euthanasien: Et waren der fënnef, eng am Joer 2009, véier am Joer 2010. Mir ginn och gewuer, dass et dräi Fraen an zwee Männer woren. Si waren alle fënnef iwwer 60 Joer al. Zwee haten iwwer 80 Joer. Dräi Euthanasien hunn am Spidol stattfonnt, zwou bei de Leit doheem. All dës Patienten haten als Ursaach fir hiert Leide Kriibs. An den Akt ass véiermol vun engem Spezialist, eemol vun engem Hausdokter duerchgefouert ginn, mat deene korrekte virgesinnene Medikamenter.

D'Kommissioun huet dës fënnef Dossieren, nodeem se den anonymiséierten zweete Volet studéiert hat, akzeptéiert. Et gouf a kengem Fall op den éischte Volet vun der Deklaratioun zréckgegraff. Et gouf och keen Dossier weidergeleet un de Collège médical oder un de Parquet.

Mat am Rapport steet ze liesen, dass an deene leschten zwee Joer 681 Liewensennerklärungen deponéiert goufen. Hallef an hallef vu Männer a Fraen; eng grouss Majoritéit - zwee Drëttel vun dëse Leit - tëschent 50 a 70 Joer al.

D'Kommissioun beschreift an engem zweeten Deel kuerz hir Aarbechtsweis. Am Ufank si se méi oft zesummekomm, fir déi Dokumenter auszeschaffen, déi se hu missen ausschaffen, fir kënnen ze fonctionnéieren. An zwar d'Demande d'euthanasie, d'Formulairë fir d'Dokteren, en Draft fir d'Disposition de fin de vie fir d'Patienten. Dës Dokumenter waren Enn Juli 2009 fäerdeg a sinn iwwert de Portail Santé publizéiert ginn. Vun do u war se da manner oft zesummen, fir d'Demanden, déi erakoumen, ze ënnersichen.

Si stellt fest, dass si a kengem Fall Zweifel hat, dass déi fënnef duerchgefouert Euthanasien am Kader vum Gesetz louchen, dass also d'Konditiounen an alle fënnef Fäll erfëllt waren, déi d'Gesetz virgëtt. Och d'Duerchféierung vun der Euthanasie wier an all Fall selon les règles de l'art praktizéiert ginn, d'Prozedure respektéiert. Si gesäit keen Ulass, fir drun ze zweifelen, dass eng vun deene praktizéierten Euthanasien erfuerdert hätt, den Anonymat vun deem zweete Volet duerch Bäizéie vun deem éischten net anonyme Volet opzehiewen.

De Rapport erwähnt och e bëssen niewebäi, wéi schwéier et ass fir d'Kommissioun, den néidege Quorum vu siwe vun néng Memberen ze erreechen, well jo keng Membres suppléants virgesi sinn.

Da komme mer un déi drëtt Sektioun vun dësem Rapport. Si gëtt hei eng Rei vu Recommandatiounen. D'Kommissioun stellt fest, dass ausserhalb vun dem Informatiounstext fir de Patient, dee si zesummegestallt huet an deen um Portail Santé publizéiert ass, et misst och nach eng zousätzlech Informatiounsbroschür fir d'Doktere ginn. Soit. Et kann ee sech nämlech froen, a wellechem Sënn dës Broschür geduecht soll sinn a wéi si - wa jo all d'Deklaratiounen an der Rei waren - dësen Informatiounsdefizit festgestallt huet.

D'Kommissioun ass der Meenung, dass ee misst driwwer waachen, dass déi zur Duerchféierung vun enger Euthanasie néideg Medikamenter och fir den Dokter disponibel sinn. Ech erkläre mech. Dës Medikamenter an dat technescht Material, dat och dofir gebraucht gëtt, stinn net dobaussen an enger Officine zur Verfügung. Et huet missen e Règlement grand-ducal geholl ginn - dat ass geschitt den 9. September 2009 -, dass d'Spidolsapdikter, ënner verschiddene Konditiounen, kënnen dës Produiten engem Dokter fir den Usage extrahospitalier op Prescriptioun zur Verfügung stellen.

Ech wéilt also hei mer nach eng Fro stellen, wann Der erlaabt, firwat d'Kommissioun dës Recommandatioun ginn huet. Gëtt et Spidolsapdikter, déi déi Medikamenter refuséieren? Et steet nämlech am Règlement grand-ducal op e puer Plazen, dass si kënnen - also „peuvent" - an net mussen d'Medikamenter erausginn. Ech géif den Här Gesondheetsminister froen, wat et domadder op sech huet.

Eng drëtt Recommandatioun ass déi, dass d'Doktere während hirem Studium besser virbereet géifen op d'Froe vum Liewensenn, souwuel iwwert d'Palliativmedezin wéi iwwert d'Euthanasie an d'Duerchféierung vu béiden. Dat wier zwar vläicht ganz nëtzlech, mä ech wëll awer drop hiweisen - dat misst eigentlech de Membere vun der Kommissioun och bekannt sinn, well mer an enger ganzer Rei vu Gesetzer am medezineschen Domän dorop stoussen -, dass mir als Land iwwerhaapt keen Afloss op d'Curricula vun de Medezinstudien hunn, well mer se net selwer duerchféieren.

Ech wéilt awer derbäisoen, dass de Moment eng Rei Cycle vu Formation continue fir d'Generalisten hei am Land lafen, dat an Zesummenaarbecht vun den Dokteren a vum Ministère, iwwert d'Palliativmedezin. An zu dësem Zyklus gehéiert eng juristesch Informatioun iwwert d'Euthanasie. Dës Formatioun, also dëse Formatiounszyklus geet eigentlech iwwert d'Palliativmedezin. Et ass eng Soirée iwwert d'Euthanasie. Dës Formatioun gëtt vu wäit iwwer honnert Dokteren am Land de Moment suivéiert.

Elo freet awer d'Kommissioun eng Formatioun iwwert déi praktesch Mise en œuvre vun enger Euthanasie. An ech mengen, och doriwwer sollt ee sech Froe stellen. Wéi kënnt d'Kommissioun drop, dass d'Dokteren net géife praktesch domadder eens ginn?

Dat féiert mech dann direkt zur véierter Recommandatioun, nämlech, dass systematesch bei der Admissioun vun engem Patient an e Spidol oder en Établissement de long séjour sollt no der Existenz vun enger Disposition de fin de vie gefrot ginn. Dat ass de Moment wuel net ëmmer de Fall. Ech hunn e klenge Sondage bei menge Confrèrë gemaach.

Et ass awer an dësem Zesummenhang ze bemierken, dass och net systematesch no der Existenz vun enger Directive anticipée gefrot gëtt, esou wéi se am Palliativgesetz virgesinn ass. Als klenge Rappel: Am Kader vum Palliativgesetz ass virgesinn, dass de Patient kann eng Direktiv ginn, wéi säi Liewensenn auszegesinn huet. Dat ass och nozeliesen - fannt Der um Internet - am Guide des soins palliatifs. Mä contrairement zur Disposition de fin de vie, déi jo vun der Kommissioun verwalt gëtt, gëtt et hei keen zentralen Enregistrement, esou dass et sécher an dësem Fall nach vill méi schwiereg ass, erauszefannen, ob a wou esou en Text besteet, wien e versuergt a wéi en ze kréie wier.

Hei bestinn also onser Meenung no ganz kloer Lacunen an der praktescher Duerchféierung vu béide Gesetzer. An d'CSV-Fraktioun ka sech duerfir och net der Meenung vun der Kommissioun an hirer fënnefter Recommandatioun ralliéieren, nämlech dass et net néideg wier, iergendwellech legislativ Initiativen ze huelen. An dës Richtung geet dann och ons zweet Fro un den Här Gesondheetsminister.

A wa mer scho bei Defiziter sinn, Dir kënnt Iech erënneren, dass mer hei deeselwechten Dag, wéi dëst Gesetz gestëmmt gouf, och d'Gesetz iwwert d'Soins palliatifs gestëmmt hunn. An dësem Kader hate mer eestëmmeg eng Motioun vum Här Jean-Paul Schaaf ugeholl, dee gefrot hat, an zwee Joer e Rapport ze kréien iwwert d'Entwécklung vun der Palliativmedezin am Land, iwwert d'Besoinen, déi gedeckt goufen, an déi, déi nach bestinn, an iwwert d'Resultater vun deenen ënnerschiddleche Formatiounen. Ons drëtt Fro un de Gesondheetsminister wier deemno, wéini mer kënne mat dësem Rapport rechnen.

De Rescht vum Pabeier vun der Kommissioun enthält Annexen: d'Gesetz; den Arrêté mat der Nominatioun vun de Memberen; de Règlement grand-ducal iwwert d'Zurverfügungstelle vun de Medikamenter an de Spidolsapdikten; dann déi Texter, déi si selwer ausgeschafft huet, fir kënnen ze fonctionnéieren, wéi d'Gesetz dat virgesäit; eng Informatiounsbroschür an d'Formulairen, déi ze benotze sinn.

Am grousse Ganzen, mat enger Ausnahm, schéngt dat ons korrekt. Esou korrekt op d'mannst, wéi een dat ka bei dësem Gesetz erwaarden. Zu dëser Ausnahm dann: Ee fir ons wichtegen Detail feelt an deenen zwee Formulairë vun der Disposition de fin de vie, also deem fir déi Persounen, déi capabel sinn, d'Dispositioun selwer ze redigéieren, an an deem fir déi aner Persounen, deenen dat net méi méiglech ass, ech zitéieren: «Pour le cas où je ne peux plus manifester ma volonté, je consigne par écrit dans ces directives de fin de vie que je désire subir une euthanasie si mon médecin constate que je suis atteint d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable, que je suis inconscient et que cette situation est irréversible selon l'état actuel de la science.»

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir erënnert Iech, dass grad den Inhalt vum zweeten Artikel, esou wéi e formuléiert ass, d'Haaptursaach war, dass mir dat Gesetz iwwert d'Euthanasie an d'Assistance au suicide net matgestëmmt haten - an onser grousser Majoritéit -, mä dorop kommen ech nach zréck.

Mä et muss een awer soen, dass mir an där heiter Disposition de fin de vie eng wesentlech Notioun vum Artikel 2 feelt, nämlech déi: „fait état d'une souffrance physique et psychique constante et insupportable", an dat kann onser Meenung no och net sinn. Hei gëllt et also och dréngend nozebesseren. Hei gëtt dem Text vum Gesetz net däitlech genuch entsprach.

Erënnert Iech nach eemol un deen Dag, déi vun Iech deemools schonn hei waren, deem un Dramatik näischt gefeelt hat. Deen Dag, deen op d'mannst bei deene vun ons, déi sech iwwer Méint, wann net Jore mat der Liewensennproblematik ausenanergesat haten, eng bleiwend Impressioun hannerlooss huet.

Ons Fraktioun hat no laangen Diskussiounen, no Ofsprooche mat der Partei an hire Memberen, eng aner Positioun, wéi dat beim éischte Vote am Februar 2009 de Fall war. Si huet nom éischte Vote d'Décisioun vun der Chamber akzeptéiert a sech a Richtung vun enger Exception d'euthanasie beweegt, esou wéi se zwar vu ville Riedner deemools invoquéiert gi war, hirer Meenung no, also der CSV-Fraktioun hirer Meenung no dës Exceptioun awer net zur Genüge am Text zum Virschäi komm ass.

Mir ware bereet, iwwert d'Étendue vum Februarsvote ze diskutéieren. Et goung ons op d'mannst dorëm, d'Euthanasie net ze institutionaliséieren, mä am Extremfall ze depenaliséiere fir den Dokter, dee se no verschiddene Konditiounen duerchféiert. D'CSV-Fraktioun hat dru geschafft, d'Gesetz an der Santés-Kommissioun an dës Richtung ze amendéieren an huet dat du schliesslech duerch d'Persoun vun hirem deemolege President Michel Wolter den 18. Dezember nomëttes nach eemol probéiert, am Bestriewen, ee fir eng grouss Majoritéit vu politesch Responsabelen an onsem Land, also och fir déi allermeescht vun onser Fraktioun, tragbaart Gesetz doraus ze maachen.

Ech wëll net méi op déi aner Amendementer, déi an der Kommissioun ofgedonnert goufen, agoen an och net op déi, déi do ugeholl goufen, well se dréngend néideg waren. Ech wëll och hei net méi rappeléieren, wéi de Statsrot eng Rei Schrecklechkeete verhënnert hat, mä just awer op déi zwee, déi fir ons elementar waren, déi zwee Amendementer agoen, déi de Michel Wolter nach eemol an der Chamber zum Vote gestallt hat.

Den Här Wolter hat, notamment an enger extrem gefillsgeluedener Atmosphär, an engem medialen Émfeld vu Meenungen extremer Natur, souwuel op där enger wéi op där anerer Säit, déi sécher alle béid keng Majoritéit an dësem Land fonnt hätten, sech Meeschter gemaach hunn, also de gesonde Mënscheverstand deemools invoquéiert, deen an dëser Diskussioun leider - an der Diskussioun a ronderëm d'Diskussioun - an esou enger wichteger Fro gefeelt huet!

Mir haten ons dunn, wéi gesot, erlaabt, déi zwee fir ons elementar Amendementer nach eemol ze presentéieren, ze erläuteren, an ech sinn nach haut iwwerzeegt, dass, wann déi Deputéiert, déi herno fir d'Gesetz gestëmmt hunn, si an aller Rou studéiert hätten, mir hätte kënnen eens ginn.

Et ass ons drëm gaangen am éischten Amendement, der Medezin a besonnesch och der Palliativmedezin, déi jo deeselwechte Moien an därselwechter Zesummesetzung mat vill Begeeschterung op alle Bänken d'Unanimitéit hat, hir Chance ze loossen an ze verlaangen, dass als Konditioun fir eng Euthanasie sollt och drastoen, dass de Leidens- a Krankheetszoustand vum Patient mat anere Methoden net kéint gebessert ginn. Dat ass mam Schlagwuert „filtre palliatif" refuséiert ginn. An d'Argumenter fir dëse Refus schénge mer haut och nach net méi rationell, net méi kloer a logesch wéi deemools!

Deen zweeten Amendement hate mer formuléiert, fir dem Gesetz ganz einfach méi Sécherheet ze ginn. Mir wollten, dass virun der Duerchféierung vun der Euthanasie ee Gremium oder e Kollegium vu Spezialisten, wéi mer dat deemools formuléiert haten, géif ageschalt ginn, fir dem behandelnden Dokter an dem Patient virun dem entscheedende Schrëtt, c'est le cas de le dire, zur Säit ze stoen.

D'CSV-Fraktioun war an ass der Meenung, dass d'Kommissioun, esou wéi se haut besteet, wa se hir Décisiounen hëlt, net iwwert déiselwecht Informatioune verfügt wéi esou ee Kollegium, wéi mir dat virgesinn haten, a souguer wann dat de Fall wier, dëst eng Décisioun wier, déi après les faits a laut hirer Natur keen Afloss op d'Schicksal vum Patient méi huet. An dat war an ass fir ons net akzeptabel.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'CSV-Fraktioun bleift also der Meenung, dass ons Propositiounen dëst Gesetz wesentlech verbessert hätten.

Als Konklusioun zum Rapport, deen ons haut virläit, ass deemno vun ons ze soen, dass d'Kommissioun déi Aufgaben, déi se duerch d'Gesetz opgedroe krut an déi sécher net einfach waren, wat sech och an enger Émbesetzung en cours de route geäussert huet, wäitgehend erfëllt huet. D'Aussoen, déi dëse Rapport mécht, sinn dofir als dat ze huelen, wat se sinn. Et si keng Abusë festgestallt ginn, mä dat war jo och, esou wéi ech dat elo grad ausgefouert hunn, eigentlech ze erwaarden.

D'CSV-Fraktioun bleift der Meenung, dass dëst Gesetz net ganz ausgegoren ass an dass een op verschiddene Plaze kéint nobesseren. Mat engem gewëssene Recul an engem méi objektiven Émfeld wéi deemools géife mir dofir d'Regierung opfuerderen, den Text mat sengen Annexen nach eemol genee ënnert d'Lupp ze huelen, fir ze probéieren en ze verbesseren. Dëst am Intérêt vun de concernéierte Leit.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Mergen. Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Fortschrëtt vun der Medezin an deene leschte Jorzéngten huet d'Liewenserwaardung vum Mënsch staark verlängert. Nei Techniken, sophistiquéiert Procédéë bréngen et fäerdeg, de Mënsch méi laang um Liewen ze halen, och dann, wann d'Liewensqualitéit fir deen Eenzelne selwer net ëmmer méi garantéiert ass.

D'Doktere sinn net selte konfrontéiert mat Situatiounen, wou se décidéiere mussen tëschent dem Erhale vum Liewen an dem Respekt vun der mënschlecher Dignitéit. An deem Kontext geet et ëm d'Prise en charge vun der Péng, d'Unerkennung vun de Rechter vun de Kranken, d'Recht op Begleedung um Enn vum Liewen an d'Palliativmedezin.

Hei geet et ëm eng Manéier fir de Mënsch ze gesinn an der leschter Etapp vu sengem Liewen. Hei geet et ëm e verännert Verhale vun eiser Gesellschaft par rapport zu engem vun de wichtegste Momenter am Liewe vum Mënsch, nämlech sengem leschte Moment.

Mir mussen eis bewosst sinn, dass an eiser Gesellschaft, wéi se nun eemol ass a wéi mer se wëllen hunn, et och un eis ass, nei Comportementer, nei Obligatiounen, nei Hoffnungen opzezeechnen. Et ass domadder och nëmmen normal, dass sech hei an der Chamber Gedanke gemaach gëtt iwwert deen doten Débat. An deen Débat, dee mer haut féieren, ass also nëmmen ze begréissen.

Här President, nach selten ass e Sujet vun esou enger grousser gesellschaftspolitescher Tragweit an eisem Land esou oft, esou seriö, mä awer och esou kontroverséiert diskutéiert ginn. Dat Wesentlecht, dat mer net däerfen aus den Ae verléieren, mussen eis Beméiunge bleiwen, fir ze progresséieren, weiderzekommen, an dëst am Intérêt vum Mënsch.

De Wee zum Doud ass en eminent perséinleche Wee. Och a menger Partei ass sech ganz laang mat deem Sujet auserneegesat ginn a mir hu ganz intensiv diskutéiert. All Mënsch kuckt säi leschte Wee mat aneren Aen, aus engem anere Bléckwénkel eraus. All Mënsch wëllt op seng Manéier goen. Un eis als Législateur ass et, derfir ze suergen, dass all Mënsch d'Recht huet, säi leschte Wee esou ze gestalten, wéi hien an hie ganz eleng dat wëllt.

Här President, fir d'Demokratesch Partei ass d'Fro souwuel vun der Stierfbegleedung wéi och déi vun der aktiver Stierfhëllef eng Fro mat staarken etheschen a philosopheschen Aspekter. Et däerf op kee Fall eng Spillwiss fir parteipolitesch Geplänkels an och net fir Ofrechnung tëschent Parteie ginn. Bei esou enger ethescher Fro zielt eenzeg an eleng d'Gewëssensentscheedung an d'Gewëssensfräiheet vun deem eenzelnen Deputéierten.

D'Demokratesch Partei respektéiert alleguerten déi Leit, déi prinzipiell d'Liewen als helleg an inviolabel betruechten. Mat villen anere Leit menge mir awer, dass d'Dignitéit vum Liewe mindestens esou eng Valeur duerstellt wéi d'Liewe selwer. All Mënsch muss d'Recht op e mënschewierdegen Doud hunn, dat heescht, ouni iwwerdriwwe physesch, psychesch oder moralesch Péng oder Leed kënnen ze stierwen. Ass dat net de Fall, da muss deen Eenzelnen d'Recht op Autodeterminatioun hunn, dat heescht, selwer bestëmme kënnen, wéini dass et duergeet.

Mir sinn der Meenung, dass a gewëssene Fäll eng Persoun soll gehollef kréien ze stierwen, sief dat duerch eng Aide au suicide oder duerch eng aktiv Euthanasie. D'Fro vun der Euthanasie ass iwwregens keng politesch Entscheedung, mä d'Noutwendegkeet, déi sech aus där moderner Medezin ergëtt. Virun honnert Joer huet den Dokter d'Stierfzëmmer verlooss, fir dem Paschtouer d'Plaz ze iwwerloossen, mä och haut nach gëtt an de Spideeler oft esou laang wéi méiglech gestuerwen. Wochelaang, heiansdo souguer méintlaang.

D'Palliativmedezin ka wuel an deene meeschte Fäll hëllefen, mä net ëmmer. Et gëtt Leit, déi mat hirer Astellung zum Liewen an zum Doud, zur Dignitéit an hirem Bedierfnis op Autonomie net vill mat Palliativmedezin kënnen ufänken.

Haut geet et drëm, ziviliséiert an demokratesch mam Liewensenn ëmzegoen. Déi Dokteren, déi virun der legaler Regelung vun der Euthanasie - an ech betoune ganz ausdrécklech, dass et sech nëmmen ëm Fäll vu virum Vote vum entspriechende Gesetz handelt -, déi Dokteren also, déi schonn deemools engem Patient gehollef hunn, fir ze stierwen, hunn dat aus Compassioun, aus Nächsteléift gemaach.

An déi Patienten, déi deemools d'Chance haten, dass se een Dokter op hirer Säit haten, an dat obschonns den Akt deemools strofrechtlech nach mat Mord gläichgestallt war, also déi Leit, déi hate wierklech Chance. Dës heemlech Euthanasiepraxis, déi virum Akraafttriede vum Gesetz hei zu Lëtzebuerg duerchaus praktizéiert ginn ass, huet awer e Risiko vun Dérapage enthalen, deen eiser Meenung no vill méi grouss war wéi dee bei enger gesetzlecher Regelung.

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, ech wëll awer och op de Rapport selbstverständlech vun der Kontroll- an Evaluatiounskommissioun agoen. Fir d'Alleréischt wëll ech de Membere vun där Kommissioun Merci soe fir hir Aarbecht an hiert Engagement. Hir Aufgab ass mat Sécherheet keng einfach, well se sech an engem vun deene sensibelste Beräicher vum mënschleche Liewen ofspillt. Hei gëllt et, Fangerspëtzegefill ze beweisen, ouni dobäi déi legal Dispositiounen ze vernoléissegen.

De Rapport, dee ganz sachlech gehalen ass, weist, dass d'Gesetz iwwert d'Euthanasie seng Berechtegung hat a selbstverständlech och nach ëmmer huet. Et wäerten ëmmer nees selbstverständlech Grenzfäll ginn, wou d'Medezin un hir Grenze stéisst a wou dann aner Saachen, wéi d'Selbstbestëmmungsrecht vum Patient, an de Vierdergrond réckelen.

De Rapport, dee weist awer och, dass contrairement zu deem, wat virdru vun de Kritiker a Géigner vum Gesetz oft ugefouert ginn ass, et zu kengem Run op d'Méiglechkeet vun der aktiver Stierfhëllef komm ass. Et huet sech also keen Euthanasietourismus entwéckelt, mä déi wéineg Fäll - am Rapport geet Rieds vu fënnef Fäll - goufen alleguer ganz korrekt am Kader vun de bestehende legalen Dispositiounen duerchgefouert. Et huet sech an alle Fäll ëm Kriibspatiente gehandelt, bei deene keng Aussiicht op Besserung respektiv Heelung bestanen huet.

Här President, an hirem Rapport formuléiert d'Kommissioun och e puer Recommandatiounen, an d'Madame Stein ass schonn dorobber agaangen. Eng vun hire Recommandatioune besteet doranner, dass d'Leit, nieft deenen Informatiounsméiglechkeeten, déi et aktuell scho gëtt, besser missten iwwert d'Dispositioune vum Gesetz informéiert ginn.

An enger weiderer Recommandatioun schwätzt sech d'Kommissioun derfir aus, dass kee Besoin besteet, fir eppes un de bestehenden Dispositiounen ze änneren. D'Emsetzung vum Gesetz huet, der Kommissioun no, weder zu gréissere Schwieregkeeten nach zu Abusë gefouert. Dat beweist, dass dat Gesetz e gutt Gesetz ass.

Eng speziell Formatioun fir d'Dokteren a Froen, déi d'Liewensenn betreffen, eng systematesch Demande no enger Disposition de fin de vie bei der Aliwwerung vun engem Patient an e Spidol respektiv an en Établissement de long séjour an d'Disponibilitéit am Domicile vum Patient vun deenen néidege Medikamenter fir eng Euthanasie sinn dräi weider Recommandatioune vun där Kommissioun.

Allgemeng si mir als Demokratesch Partei mat alle fënnef Recommandatiounen, déi am Rapport sinn, averstanen. An deem Sënn, Här President, déposéieren ech dann och eng Motioun, wou mir froen, dass d'Regierung déi Recommandatiounen integral soll iwwerhuelen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les recommandations formulées par la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie dans son rapport;

invite le Gouvernement

- à faire siennes les cinq recommandations de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie.

(s.) Carlo Wagner, André Bauler, Xavier Bettel, André Hoffmann, Jean Huss.

Bis elo ass eng Ënnerschrëft drop. Si ass dee Moment op fir sämtlech aner Parteien oder Sensibilités poltiques. Och, wann ech der Meenung sinn an iwwerzeegt sinn, dass vläicht d'Kolleege vun der CSV dat net wäerten ënnerschreiwen, esou wéi d'Madame Stein sech ausgedréckt huet, sinn ech awer ganz iwwerzeegt, dass mer bei anere Sensibilitéiten oder Parteien…

(Interruption)

…géifen doudsécher Zoustëmmung fannen, oder et ass och net onméiglech,…

(Brouhaha)

…dass mer awer och am Kader, à l'intérieur vun der CSV deen een oder deen aneren oppene Geescht wäerte fannen.

(Brouhaha)

Här President, domadder kommen ech zum Schluss. Ech muss awer soen, dass ech frou wär, wann den zoustännege Minister, deen de Moment net grad do ass, awer scho géif vläicht elo Positioun ergräifen, fir eis…

Une voix.- En ass ëmmer do, wou Der et net erwaart.

(Hilarité)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech sinn net gewinnt, dass dee Minister sech hanner Poteaue verstoppt!

(Hilarité)

Une voix.- Deen huet Besoinë wéi déi aner och.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech wär also frou, wann de Minister elo scho géif eis kënne soen, wat e bis elo vun deene fënnef Recommandatiounen iwwerholl huet respektiv wat e gedenkt ze maachen, fir an Zukunft där Flicht - ech nennen et Flicht - nozekommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Carlo Wagner. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Lydie Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villes ass scho gesot, duerfir mengen ech, dass et net vill Wäert huet, op meng Noten hei ze kucken. Vläicht fänken ech einfach un, andeem ech soen, dass keng Partei de Monopol vum gesonde Mënscheverstand huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- An ouni elo een ze nennen, sinn ech sécher, dass deen, un deen ech dat adresséieren, weess, wien dat ass.

An dass et evident ass, dass een, wann een aus engem Fach kënnt, net onbedéngt an anere Fächer och gradesou kompetent ass. Ech géif mer beispillsweis net umoossen, zu medikalen Aspekter vun der Euthanasie hei Stellung ze huelen. Ech fannen, déi nämlecht Reserv wier eigentlech och ubruecht, wann een als Dokter zu enger Analyse juridique vun engem Text schwätzt. Mä dorobber kommen ech nach zréck.

Och, wa villes, wat gesot ginn ass, wat d'Analys vum Gesetz ubelaangt, net falsch war, d'Gesamtanalys an d'Bezeechnung dovunner loossen ze wënschen iwwreg.

Zwee Wierder iwwert déi zwee Gesetzer, iwwer ee Gesetz, wou mer haut e Rapport hunn, obscho mer mat zwee Gesetzer ofgestëmmt hunn. Ech mengen, dass et e Gesetz ass, souwuel dat Gesetz iwwert d'Palliativmedezin wéi dat iwwert d'Euthanasie, dat nëtzlech ass, fir all Mënsch et ze erlaben, an der Serenitéit dem Enn vu sengem eegene Liewen entgéintzekucken, an der Hoffnung, dat esou ze gestalten, wéi him selwer oder hie selwer dat virschwieft.

Et gëtt e Recht op Palliativmedezin. Et gëtt kee Recht an deemselwechte Sënn op Stierfhëllef. Dat ass eng Décisioun, dat ass eng Tatsaach, déi och zu Stroossbuerg uganks des Joers um Geriicht, an enger Décisioun vum 20. Januar 2011 um Mënscherechtsgeriichtshaff décidéiert ginn ass, dass näischt d'Staten obligéiert, hire Matbierger déi Méiglechkeeten op en Doud no hiren eegene Virstellungen ze ginn. Esou dass et evident ass, dass e Gesetz néideg ass, indispensabel ass, fir d'Méiglechkeet opzemaachen, d'Recht ze kréien op en Doud no senge Virstellungen.

Mir sinn also, esou gesinn, sécherlech um richtege Wee fir d'Analys vun deem Gesetz. Par ailleurs kommen ech herno nach dorop. Ech wëll an engem éischte Stadium de Rapport kucken.

Ze begréissen ass et, dass et e Gesetz gëtt, wou drasteet, dass no deenen zwee éischte Joren Applikatioun muss e Rapport gemaach ginn, an nach besser ass et, dass an deemselwechten Artikel steet, dass sechs Méint no deem Rapport muss eng Diskussioun an der Chamber stattfannen. Dat eent ouni dat anert, Dir Dammen an Dir Hären, wësse mer jo, dass et net vill déngt. Pabeier ass gedëlleg, a wann hei keng politesch Décisiounen no der Analys vum Pabeier kommen, dann déngt déi Tatsaach vun enger Evaluatioun näischt.

Mir si villes gewuer ginn an deem Rapport, wat scho gesot ginn ass. Fënnefmol Stierfhëllef an zwee Joer, dat sinn der net vill. Jiddefalls ass et keen Dammbroch, kee Stierftourismus. A kloer ass et och, dass et sécherlech manner Zuele si wéi déi, déi ee sech hätt kënnen erwaarden, wa mer d'Chifferen aus der Belsch mutatis mutandis op Lëtzebuerg iwwerdroen hätten.

Duerfir soen ech mat engem Fragezeichen: Sinn déi Chifferen esou reell? Et ka keen dat soen, well mer nëmmen déi Sourcen hunn, déi d'Commission d'évaluation huet. An näischt gëtt eis eng Garantie, dass et net méi Stierfhëllef ginn ass wéi déi Fäll, déi deklaréiert gi sinn.

Mä dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat läit un eis! Well wa mir d'Konsequenz gehat hätten, fir déi Differenz, déi mer wollten onbedéngt hei tëschent deenen zwee Systemer erabréngen, déi a mengen Aen absolut net noutwendeg gewiescht wier, da géif et net engersäits eng Méiglechkeet ginn ze stierwen, déi net kontrolléiert gëtt op d'Manéier, op d'Zuel net kontrolléiert gëtt. D'Zuele ginn net kontrolléiert, d'Manéier gëtt net kontrolléiert, an et ka kee Mënsch soen, ob dat, wat ënnert dem Numm vun der Sédation palliative geschitt, net och einfacherweis heiansdo Stierfhëllef ass, well et natierlech, wann ee keng speziell Ausbildung a Palliativmedezin huet an a Stierfhëllef, méi einfach ass, op ee Wee ze goen, wou keng Kontrollméiglechkeet ass.

Dat, mengen ech, kann ee kengem ënnerschieben. Dat ass och keng Behaaptung. Et ass eng Schätzung, déi ech maachen, wann ech d'Chiffere kucken. An et ass eng Verantwortung, déi mer alleguerten zesummen ze iwwerhuelen hunn, well hei probéiert ginn ass, onnéidegerweis déi zwou Saachen auserneenzedividéieren, woubäi se a mengen Ae ganz no beienee leien. Auserneendividéiert hu mer zweemol, an doduerjer, dass mer an deenen zwee Fäll, och wann ëmmer behaapt ginn ass, jiddefalls op menger rietser Säit - op Ärer lénker Säit gesinn -, dass d'Soins palliatifs eng „continuation de soins" wier.

Kënnt Der mer soen, wann dat de Fall ass - a philosophesch gesinn ass dat ëmmer hei gesot ginn -, wéisou ass et néideg, eng „continuation de soins" musse schrëftlech an engem Testament festzehalen? Firwat ass en Testament op där enger Säit? Firwat gëtt et eng Disposition de fin de vie op där anerer Säit? Firwat muss déi eng enregistréiert ginn an déi aner net? Mä fir d'Leit total duerjerneenzemaachen an dozou ze féieren, dass d'Commission d'évaluation vill Testamenter zréckschéckt, well se net deem entspriechen, wat naturgeméiss misst enregistréiert ginn.

Et huet sech also bewisen - et ass ëmmer e bësse penibel, wann een dat selwer seet -, dass mer Recht haten, wa mer gesot hunn, dat zweet, zwee Testamenter wieren net noutwendeg. A wann zwee Testamenter do wieren, misst och zweemol kontrolléiert ginn, ob dat, wat ënnert dem Numm vun deem enge géif geschéien, effektiv och an der Kategorie vun deenen Akte passéiert.

Duerfir mengen ech, dass ech net kann d'accord si mat der Tatsaach, dass d'Commission d'évaluation seet, si géife keng Geleeënheet gesinn oder kee Besoin gesinn, fir d'Gesetz ze amendéieren. Ech mengen, all Gesetz kann op Basis vun Erfahrenswäerter amendéiert ginn. An a mengen Aen, an do stëmmen ech mat der Madame Mergen iwwereneen, denken ech, dass hei e Raum ass fir Amendementer, och wann déi Plaz, wou se a mengen Aen noutwendeg wieren, net forcément déiselwecht ass wéi déi bei hiren, mat enger Ausnahm awer am Detail.

D'Konklusioune vun der Kommissioun: Et kann ee selbstverständlech soen, dass déi Broschüren, déi erauskomm sinn, net duerginn. D'Leit ginn net eens mam Pabeier. D'Leit brauche Plazen, wou se kënnen higoen, wou se kënnen erkläert kréien, wou se kënnen Texter, déi se selwer redigéiert hunn, verbessert oder geschriwwe kréien, wou se kënne Froe stellen an Äntwerten dorobber kréien.

Dat gëllt net nëmme fir d'Patienten, déi wëllen en Testament maachen oder Dispositions de fin de vie schreiwen, dat gëllt och fir d'Dokteren, well mir wëssen alleguerten, dass déi Dokteren, déi haut zu Lëtzebuerg praktizéieren, keng Ausbildung hunn, déi meescht jiddefalls net, keng Formation de base, weder an de Soins palliatifs nach an der Stierfhëllef, an dass et net duergeet mat enger Formation de base, mä dass et, wéi op all Gebitt, an esou delikate Saachen och e Besoin gëtt fir Formation continue a fir Supervisioun vun der Praxis.

Wa mer wëssen, dass d'Personal dat net onbedéngt kann, geet et net duer, dass se et eng Kéier léieren. Da muss een och kontrolléieren, ob dat, wat se geléiert hunn, och an der Praxis ugewannt gëtt, wéi dat soll de Fall sinn.

En anert Element, wat wichteg ass, ier ech op d'Gesetz selwer kommen an op Amendementer, ass d'Tatsaach, dass et fir d'Stierfhëllef zu Lëtzebuerg keen Haus gëtt, wéi et dat gëtt fir d'Soins palliatifs, dass et schwiereg ass fir Leit, déi net doheem kënne stierwen, well Maschinnen a Fleegepersonal concernéiert sinn, dass et da schwiereg gëtt fir en Hausdokter zum Beispill, eng Plaz ze fannen, wann et net seng eege Praxis soll sinn, fir kënnen engem Patient, deem e vläicht gäre géif hëllefen, ënnert d'Äerm ze gräifen, fir, wann d'Konditioune vum Gesetz dann erfëllt sinn, ze hëllefen, op déi Aart a Weis ze stierwen, wéi e wëllt.

Et wier also nëmmen normal, dass et och fir Stierfhëllef géif eng Plaz ginn, wou d'Leit an d'Doktere kéinten higoen, wou Kolleegen, Fleegepersonal wieren, déi am Accord si mat der Philosophie vum Patient, dee méi schnell stierwe wëllt, wéi d'Natur et gär gehat hätt. An eréischt dann hätte mer dem Gesetz no och, der Praxis no och eng Gläichheet tëschent de Patienten, déi dat eent wëllen, an deenen aneren, déi eppes aneschters wëllen.

Fir déi aner Virschléi vun der Kommissioun hunn ech kee Problem, wéi gesot. Just ee mat den Amendementer, déi net noutwendeg wieren. Noutwendeg wier et sécherlech, fir ze kucken, ob den Text an allen Hisiichten dat hiergëtt, wat e bei enger éischter Lecture gëtt. Dat heiten ass en Text, an ech soen dat net fir d'Éischt an och net fir d'Zéngt, mä fir d'Honnertst, deen Text, dee mir hei hunn, ass eng Exception d'euthanasie.

Wann et eng Legalisatioun wier, da géif et heeschen, zu Lëtzebuerg kann all Mënsch, dee wëllt, ouni Konditiounen an ouni Kontroll eng Stierfhëllef kréien, wann en d'Nues voll huet. Esou ass et net, an dat wësse mer heibannen alleguerten.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Dat hätt den Här Hausemer awer gär, anscheinend.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Mir hunn e Gesetz…

Wann ech gelift?

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Den Här Hausemer hätt dat gären.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Dat kënnt Dir als Beruffskolleeg souzesoe vun der Formatioun hier jiddefalls him dann herno selwer soen.

(Interruption)

Ech wëll mech hei op den Text…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Wat sollt do aus mir ginn? Wat sollt do aus mir ginn?

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här Hoffmann, et ass ee vun deene Leit, wou ech gesot hunn, de gesonde Mënscheverstand ass net vun enger Partei, och net vun enger Beruffsgrupp annexéiert, an dass ee sech soll beschtefalls aus Analyse vun anere Leit hire Spezialgebidder eraushalen, well de Succès do léisst sech ëmmer dorunner moossen, ob d'Fachkenntnis do ass oder net. Wann een déi net huet, ass ee gutt beroden, seng Meenung fir sech ze halen oder se jiddefalls net esou arrogant an d'Welt ze setzen, wéi dat heiansdo hei ka gemaach ginn.

Une voix.- Oh mei! Ech kann haut nach keng. E bësse méi wéi deemools.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Wichteg schéngt et mir ze sinn, fir drop opmierksam ze maachen, dass d'Terminologie op verschiddene Punkte misst geklärt ginn. Et misst geklärt ginn zum Beispill, firwat an engem Fall hei fir déi Krankheet „situation médicale sans issue" dosteet an déi aner Kéier steet do eng Krankheet - ee Momentchen - „affection accidentelle ou pathologique grave et incurable". Dat sinn zwou Notiounen an engem aneren Text. Dat eent ass, wann een direkt selwer ka schreiwen. Dat anert ass d'Definitioun, déi geschriwwe gëtt, wann ee selwer net méi ka schreiwen. Datselwecht ass gemengt; et kann net sinn, dass do aner Wierder stinn.

Sou wéi et och kloer ass, dass déi Grondkonditioune vum Gesetz fir jiddwereen d'selwecht sinn. A wann d'Sprriecherin vun der CSV mer eng Minutt wéilt nolauschteren, wann ech d'Konditiounen opzielen. Véier Konditioune sinn hei do. Déi drëtt, déi heescht, dass et eng „situation médicale sans issue" ass an „une souffrance physique ou psychique constante et insupportable".

Et ass evident, dass dat eng Konditioun ass, déi net nëmme fir déi Testamenter gëllt, déi ee selwer schreift, mä och fir déi Testamenter, déi vun engem anere geschriwwe ginn, well ee selwer net méi kann. Dat sinn d'Grondbedéngungen. Et sinn d'Modalitéite vun de schrëftlechen Testamenter, déi sech änneren. D'Konditiounen um Fong sinn déiselwecht.

Wou ech mat hir awer d'accord sinn, dat ass ganz kloer, dass de Patient muss conscient sinn. A wat dorauser gemaach gëtt an der Broschür, déi explizéiert, wat dat heescht, dat ass e Klärungsbedarf, deen net nëmmen un der franséischer Sprooch läit, dee sech och bei der Iwwersetzung erëmfënnt, a wou ee muss ganz kloer wëssen, dass dat, wat gemengt ginn ass, ass «le patient est majeur, capable et conscient au moment de sa demande». Dat wëllt net heeschen, dass e muss dauerhaft bei sech sinn. Dat muss heeschen, dass dee Moment, wou en et selwer schreift, e muss conscient sinn, wat e mécht, an dass, wann en anere fir hie schreift, wann en net méi schreiwe kann, dat e Moment de lucidité muss sinn.

Dat heescht net, dass een, deen heiansdo ewechtrëtt, eng komplett Onméiglechkeet hätt, esou een Testament ze maachen. Och dat, mengen ech, wier derwäert, fir preziséiert ze ginn.

En anere Problem, deen am Gesetz net geléist ass, ass deen, dass et keng Äntwert gëtt op d'Situatioun vu Kanner, déi op d'Welt kommen an déi terribel prématuréiert sinn. Weder déi ganz kleng Kanner nach d'Mineure kënnen ënner egal wat fir engen Émstänn iwwer Stierfhëllef gehollef kréien. An ech kenne selwer Elteren, déi sechs Méint laang en eelefjähregt Kand gesinn hunn all Dag e bësse stierwen ënner schrecklecher Péng. Fir déi war weder mat eisem Gesetz nach mat engem Gesetz aus engem Ausland eng Léisung ze fannen. An ech denken, dass et derwäert wier, driwwer nozedenken, ob een dat normal fënnt.

Datselwecht gëllt och fir Majeuren, déi net capabel sinn. An datselwecht gëllt fir Leit, déi dement sinn, ob dat elo Altersdemenz ass oder Alzheimer, well et da ganz schwiereg ass, fir festzestellen, ob se dee Moment, wou se d'Testament geschriwwen hu respektiv wou se et geschriwwe kréien, ob deejéinegen, deen de Wëllen op Stierfhëllef soll exekutéieren, kann dovunner ausgoen, dass en dee Moment kloer am Kapp war. Och do, mengen ech, muss nogeschafft ginn, fir dass et kloer ass, dass keng Abusë geschéien, mä dass et awer och kloer ass, dass de Fait, dass een en Ufank vun enger Alzheimerkrankheet huet, net kann heeschen, dass en Testament, wat ee gemaach huet, wéi ee kee Problem hat vun där Natur, net kéint exekutéiert ginn.

Dann hu mer e Problem, deen net am Text läit, mä mir hunn e Problem an der Praxis. Wann den Hausdokter, mat deem een net viraus ofgemaach huet, wéi een zur Stierfhëllef steet, op engem kritesche Moment seet, en hätt eng Objection de conscience, hie géif sengem Patient, mat deem en eleng eng Relation de confiance huet, net kënnen hëllefen, da steet de Patient machtlos do. Besonnesch dann, wann e keng Personne de confiance a keng Famill ronderëm huet, déi a senger Plaz fir hie kann Démarchë maachen, fir en Dokter ze fannen, dee bereet wier, am Kader vum Gesetz Stierfhëllef ze leeschten.

Et ass net normal, dass ee Gesetz net Méiglechkeete virgesäit, fir d'Exekutioun vun engem Gesetz ze erméiglechen. Duerfir gëllt de Moment am Fong nëmmen déi Recommandatioun, dass all Mënsch, deen en Testament gemaach huet - an dat sinn, wéi d'Madame Mergen gesot huet, zwee Drëttel Fraen an een Drëttel Männer -, sech net kann a Rou weien an der Illusioun, him kéint elo näischt méi passéieren. Him kann eventuell iwwerhaapt net dat passéieren, wat e wëllt, wann deen Hausdokter, mat deem en net driwwer schwätzt, dee Moment, wou et wierklech brenzleg gëtt, seet: „Nee merci, ech maachen dat doten net."

Duerfir eng Recommandatioun, déi misst och a sämtlechen Informatiounsbroschüren iwwerholl ginn, dass all Mënsch, deen esou een Testament huet, derfir soll suergen, dass en en Hausdokter huet, dee bereet ass, em ze hëllefen, dat Testament ze exekutéieren.

Och do geet eng Broschür net duer. Och do missten Informatiounscampagnë gemaach ginn. Och do misst informéiert ginn, an zwar net nëmme bei de Patienten, mä och bei den Dokteren. Well logescherweis wësse vill Dokteren och de Moment iwwert d'Rechtslag net genau Bescheed, ofgesi vun der Tatsaach, ob se kënnen déi medezinesch Akzenter setzen, fir Stierfhëllef ze leeschten, oder net.

Mir hunn also Informatiounsbedarf bei de Patienten; mir hunn Informatiounsbedarf bei den Dokteren, mä och an net ze vergiessen, och wann dat fir d'Lescht genannt gëtt, beim Fleegepersonal, well dat sinn och déi Leit, déi all Dag mat der Problematik an hirer Praxis konfrontéiert sinn.

E lescht Wuert, wat menger Meenung no misst als Konklusioun nach derbäikommen an/oder Amendementer oder Recommandatioune fir e Gesetz, wat komme soll, dat Gesetz iwwert d'Droits et devoirs des patients. Do gëtt virgesinn, dass an all Haus, an all Klinik, ech huelen un och an Altersheimer, a Kurzentren an ähnleche Strukturen e Service opgemaach gëtt, fir dass déi Plainten, déi d'Leit hunn, ob dat elo Personal ass ënner sech oder Personal mat Patienten, en Dialog organiséiert kënne féiere mat Hëllef vun engem Drëtten, net nëmmen iwwer Gesondheetsproblemer, mä heiansdo och iwwer relationell Problemer, déi am Fleegeberäich kënnen entstoen - mir hu jo vill doriwwer gelies a leschter Zäit -, fir déi Problemer aus dem Alldag vun enger Klinik oder vun engem Altersheim kënnen opzefänken an eng Solutioun ze offréieren.

Genau déi Plaz wier natierlech och eng Plaz fir d'Diskussioun tëschent dem Patient an der Institutioun a Saache Stierfhëllef, well bei der Stierfhëllef gëtt et, och wann een en Testament huet an et kann ee seng Meenung zum Schluss nach ausdrécken, Konflikter, well d'Famill eventuell aner Opfaassungen zu där Léisung huet, déi de Patient fir sech gewielt huet, sou dass dat kann zu Konflikter féieren tëschent dem Patient a senger eegener Famill.

Dat ass zum Enn vum Liewe sécherlech keng einfach Saach. Sou wéi et keng einfach Saach ass, d'Leit ze informéieren, dass ee Stierfhëllef ka froen, dass et gutt ass, Stierfhëllef ze froen oder ze soen, dass een der gefrot huet, wann een an eng Klinik kënnt, wou eng schwéier Operatioun ass, wann ee ka preziséieren, wat een am Fall vun enger Komplikatioun wëllt an eventuell net wëllt. Ech schwätzen do zum Beispill vu Saache wéi Zwangsernährung, an ech hale ganz schnell op, well dat ass e Gebitt, vun deem ech net esou vill verstinn.

Mä et ass och esou, an dat huet d'Belsch erwisen, wou de Rapport d'évaluation aus der Belsch seet, dass et en echte Besoin gëtt, am Gesetz och ze klären, wat mat engem Refus de réanimation passéiert, wa bei enger Operatioun oder enger Interventioun eppes virkënnt. Déi Hypothees steet a kengem Modell vun engem Stierftestament. Mä et misst een och do kënnen an der Praxis, en attendant dass d'Gesetz eventuell kann amendéiert ginn, sech eng Léisung afale loossen, wéi se an der Belsch praktizéiert gëtt.

Do deelen d'Kliniken esou Schëlter aus, déi d'Patienten da kënnen huelen oder net, wa se eng schwéier Operatioun hunn, wou se dropstoe kréien, wat se wëllen évitéieren am Fall vun enger Komplikatioun, ob se wëlle reaniméiert ginn, ob se wëllen Zwangsernährung kréien. Well et evident ass, dass och dat eent vun den Elementer ass vun engem wierdege Stierwen, dat d'Stierfhëllef soll méiglech maachen.

Ech mengen, dat waren déi Suggestiounen, déi ech lech wollt haut bréngen. Ech denken duerfir och, dass et wichteg ass, dass mer an der Kommissioun weider eng Kéier op dëser Evaluatioun schaffen. Duerfir deet et mer leed, fir dem Här Wagner ze soen, dass aus deene Grënn, déi ech elo hei erklärt hunn, ech net ka seng Motioun oder seng Resolutioun ënnerschreiwen, well ech, contrairement zur Commission d'évaluation, där hir Aarbecht ech unerkennen, awer net mat der Haaptrecommandatioun d'accord sinn, wou se seet, an hiren Ae wier keen Handlungsbedarf fir Amendementer.

Duerfir denken ech, dass et gutt wier, wann een déi Saachen, wa mer d'Debatt hei fäerdeg hunn, an der Kommissioun diskutéiert a sech dann eens mécht an der Kommissioun, wéi ee kann eng gemeinsam Stellungnahm huelen zu dësem Rapport d'évaluation. Vläicht fält eis déi eng oder déi aner Saach an, déi dee gudde Rapport d'évaluation, dee virläit, nach kéint verbesseren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Err. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass mat enger ganz grousser Serenitéit, wou mir als Gréng, an ech och selwer perséinlech als ee vun de Coauteure vun dësem Gesetz iwwert d'Depenaliséierung vun der Euthanasie, hei an dës Debatt eraginn. Mir maachen dat elo op der Grondlag vun deem éischte Bericht vun der Commission nationale d'évaluation et de contrôle, déi u sech eng gutt Aarbecht gemaach huet. An d'Resultat, dat, wat mer kënnen erausfannen, ass, datt am Fong eng Partie Euthanasië gemaach gi sinn. Et waren der net ganz vill, mä et sinn der gemaach ginn.

Mä wat awer gradesou wichteg ass, wat nach hei net vill erwähnt ginn ass, dat ass, datt bei der Commission nationale d'évaluation et de contrôle vill honnerten - et geet elo op dausend zou - Dispositions de fin de vie hannerluecht gi sinn. Dat heescht also, datt ganz kloer e Besoin an der Bevölkerung do ass. An ech ginn och dovun aus, datt an deenen nächste Méint, an deenen zwee Joer wahrscheinlech nach vill méi där Dispositions de fin de vie wäerten hannerluecht gi bei der Commission d'évaluation et de contrôle, wann d'Leit bis besser informéiert sinn iwwert déi verschidden Aspekter vun dëser Fro an doriwwer, wéi wichteg et ass, net nëmmen als Eeleren, mä och scho vläicht als Jonken, dee kann an e schwéieren Autosaccident verwéckelt ginn, esou Dispositions de fin de vie ze maachen.

Dat si wéi gesot e puer Fakten, déi een aus dësem Bericht vun der Commission d'évaluation hei kann erauszéien. An ech wéilt, well d'Madame Mergen hei am Numm vun der CSV higaangen ass a versicht huet, e kuerze Réckbléck ze maachen op déi Debatten an d'Argumenter vun der CSV während deenen Debatten, hei an aller Serenitéit trotzdeem haut och e ganz klenge Réckbléck maachen op déi ganz Debatten, well et awer relativ aussergewéinlech Debatte waren.

Éischtens ware se aussergewéinlech, well déi Debatte ronderëm d'Euthanasie praktesch annerhalleft Joer gedauert hunn, engersäits hei an der Chamber an de Kommissiounsaarbechten, mä awer och dobaussen am Public.

Zum Zweete war et esou, datt an der Press, an de Medien insgesamt déi Debatt, och dee Sträit, dee ronderëm déi Fro do war, immens reflektéiert ginn ass ëmmer erëm, ob dat op där enger Säit war am „Lëtzebuerger Wort" oder op där anerer Säit am „Tageblatt" oder an anere Medien.

Dat huet sech geäussert a Lieserbréiwer hin an hier. Dat huet sech geäussert an enger Petitioun, déi am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert ginn ass vu sougenannten oder sech chrëschtlech nennende Géigner vun der Euthanasie, an op där anerer Säit enger Géigepetitioun, déi versicht huet, d'Depenaliséierung vun der Euthanasie am Sënn vun der Selbstbestëmmung vun de Mënschen ze ënnerstëtzen.

Derniewent ass jo nach eppes aneschters aussergewéinlech gewiescht bei där Debatt, un dat een awer och nach eng Kéier kann hei erënneren, well et awer och aussergewéinlech war, datt bei der Debatt vun alle Kanzelen am Land Bëschofswierder verlies gi si géint déi Euthanasie, well dat alles Mord an Doutschlag wier, datt herno, nodeem d'Gesetz votéiert war, och eise Grand-Duc gesot huet, dat kéint hien a kengem Fall ënnerschreiwen, sou datt et och nach zu enger Verfassungskris komm ass, datt d'Verfassung huet nach missen deelweis geännert ginn, bis da finalement dat Gesetz konnt promulgéiert ginn, wat dann elo haut a Kraaft ass.

A wann ech eng zweet Saach hei e wéineg wëll rappeléieren, da sinn et d'Argumenter, déi gebraucht gi si vun de Géigner vun enger Depenaliséierung vun der Euthanasie. Ech wëll dat och an aller Serenitéit an nëmme ganz kuerz hei maachen.

Mä wat ass da gesot ginn? Ofgesi vum Argument, datt d'Euthanasie Mord wier, ass nach ëmmer gesot ginn, wann dat Gesetz eng Kéier géif gemaach ginn, da géif et zu ganz fierchterlechen Abusë kommen, zu ganz fierchterleche Mëssbräich géif et kommen. Et géif zu enger „Pente glissante" kommen. Ech hunn déi Artikelen an déi Zitater nach alleguerten doheem. Et sinn e puer Këschte vun Zeitungsartikelen, déi ech aus dem „Lëtzebuerger Wort" erausgeschriwwen hunn, wou alles drastoung, déi ganz Abusen, déi géife kommen; déi „Pente glissante", déi géif kommen.

Et géifen dann ëmmer méi liichtfankeg Euthanasië praktizéiert gi géint de Wëlle vun deenen aarme Leit, déi géifen euthanaséiert ginn. Et géif souguer esou sinn, datt aus ekonomesche Grënn an Altersheimer a Fleegeheimer d'Leit ewecheuthanaséiert géife ginn, nëmme fir Suen ze spuere fir de Stat - an esou virun an esou virun. Dat war de Klima virun zweeanhalleft Joer an enger gewëssener Press vu gewëssene Leit, déi dat do gesot hunn.

M. le Président.- Här Huss, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Ma natierlech, selbstverständlech.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President; och Merci, Här Huss, fir Är Disponibilitéit. Et ass elo schwéier, ech wëll och net an eng Debatt erakommen, ech kann lech just eng Fro stellen. An et ass och interessant vläicht, ier mer an eng Debatt eraklammen, datt een déi schréftlech Fassunge vun deene verschiddene Kontributioune fir d'Éischt ka liesen.

Trotzdeem wollt ech lech froen: Wou Der der Madame Err nogelauschtert hutt virdrun, hat Der do net schonn e bëssen dat Gefill, datt mer op där Pente glissante sinn? Wann ech d'Madame Err richteg héieren hunn, huet se geschwat vu Kanner, déi gebuer ginn an déi lues a lues stierwen. Si huet geschwat vu geeschteg Behënnerten, vu Fäll vun Alzheimer, wou ënner gewësse Konditiounen, déi ech ebe gär wéilt schréftlech noliesen, net d'Krankheet däerft enger Euthanasie opposéiert ginn.

Hutt Der net dat Gefill, wann Der eiser sozialistescher Kolleegin nolauschtert, datt si schonn op där Pente glissante ass, vun där esou vill geschwat gouf?

Merci.

(Brouhaha)

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- Also, ech muss lech soen, Här Kartheiser, datt ech dat Gefill absolut net hunn. Ech wäert awer herno dorobber agoen, zum Schluss vu menger Interventioun.

Une voix.- Très bien!

M. Jean Huss *(déi gréng)*.- D'Realitéit ass nämlech eng komplett aner. All dat, wat virausgesot ginn ass un düstere Prognosen, wat géif geschéien, all dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, net agetraff! Et ass näischt dovunner agetraff vun all deenen düstere Prognosen. Bis haut guer näischt!

Ech muss souguer soen, datt ech selwer, wéi ech virun der Debatt an de Medien heiansdo gefrot gi sinn: „Wat mengt Dir dann, wat hei zu Lëtzebuerg d'Zuel wäert si vu jährlechen Euthanasien? Wéi schätzt Der dat an?", do hunn ech versicht, dat ze extrapoléieren aus der belscher Erfahrung viru sechs, siwen, aacht Joer, aus der hollännescher Erfahrung viru sechs, siwen, aacht Joer, an do hunn ech gesot, menger Aschätzung no kéinten dat pro Joer vläicht 15, 20, 25 maximal Euthanasië ginn. Dat war deemools meng Aschätzung.

Mir gesinn haut, datt souguer déi Virausprognosen, déi ech selwer hat, gefillsméisseg esou, souguer net agetraff sinn.

Et muss ee vläicht froen: Firwat si se net agetraff?

Bon, eng éischt Ursaach ass natierlech déi, datt e Gesetz, wat nei do ass, eng Zäit brauch, bis et iwwerhaapt vun de Leit bekannt ass, bis d'Mise en place do ass. Dat ass mat Sécherheet eng Ursaach.

Eng zweet Ursaach, firwat dat net geschitt ass, Här Kartheiser, dat ass, well d'Madame Err an ech e ganz strengt Gesetz gemaach hunn. Dat Gesetz ass e ganz strengt Gesetz mat ganz strenge Konditiounen!

An duerfir ass et esou, datt net liichtfankeg an den Altersheimer oder a Fleegeheimer oder egal op wat fir enge Plaze Leit, wéi dat esou schéi geheescht huet, „ewecheuthanaséiert" gi sinn. Et ass e strengt Gesetz, wat mer hei gemaach hunn!

An ech sinn der Meenung, datt duerchaus ëmmer erëm och Diskussiounsbedarf bleift. D'Welt bleift net stoen, se bleift och net bei dësem Gesetz stoen.

Mä ech wëll lech nach eng Kéier hei soen, an ech hunn dat schonn an där Debatt virdru gesot hei virun zwee Joer, wéi mer driwwer diskutéiert hunn: Wa mer iwwer Abusë schwätzen, dann hätt ech gär, datt soll iwwert déi Abusë geschwat ginn, déi da gemaach ginn, wann et heemlech ass! An dat ass dat, wou de Problem ass vun Abusen!

An net nëmme vun Abusë vun heemlechen Euthanasien! Et gëtt och aner heemlech Saachen, déi kënne gemaach ginn. Et gëtt jo aner Forme vun Euthanasie, vun Aart a Weisen, wéi een engem kann dozou verhëllefen, méi schnell aus dem Liewen ze goen. Et gëtt och Forme vu sougenannter „Soft Euthanasie". Och dat gëtt et. Just déi brauchen net gemellt ze ginn an déi brauchen net kontrolléiert ze ginn, mä déi gëtt et awer.

Dat heescht also, wann een iwwer Abusen an esou Saache schwätzt, da wann ech gelift en connaissance de cause. An zweetens an enger Serenitéit - ech hu mech elo selwer e wéineg emportéiert, well ech ëmmer erëm déiselwecht Argumenter zënter Joren héieren, ëmmer erëm.

Wat Fakt ass, et ass dat net agetratt, wat d'Géigner vun enger Depenaliséierung vun der Euthanasie, ob aus der CSV, ob aus der kathoulescher Kierch oder aus anere Milieuen, virausgesot hunn, all dat ass net geschitt! Näischt dovunner ass geschitt!

En drëtte Problem, deen natierlech bleift, ass dee vun der Informatioun. Informatioun, dat seet d'Kommissioun och richteg, souwuel vun de Mënsche selwer, well nach ëmmer vill Duerjerneen ass, zum Beispill den Duerjerneen tëschent deem, wat steet am Testament de vie vum Palliativgesetz, a wat steet an den Dispositions de fin de vie vum Euthanasiegesetz. Do hunn d'Leit nach ëmmer grouss Schwieregkeeten. Mä awer och Informatioune vun den Dokteren.

Et ass bekannt, wann ee mat de Generaliste schwätzt, déi hate schonn emol eng Formatioun vu Generaliste gemaach doriwwer, engersäits iwwert d'Pallativmedezin, anerersäits och iwwert d'Gesetz vun der Euthanasie. Trotzdeem bleift an eisen Aen, dat seet och d'Kommissioun, nach e ganz groussen Informatiounsbedarf driwwer, mat wat fir Medikamenter do geschafft gëtt, iwwer déi juristesch Aspekter, wou d'Madame Err driwwer geschwat huet, mä awer och iwwert déi medikamentös Aspekter bleift nach e gewëssenen Informatiounsbedarf. Do deelen ech op jidde Fall d'Meenung vun der Commission d'évaluation et du contrôle.

Wourëm et eis a Wierklechkeet dobäi geet - eis op jidde Fall als Gréng -, dat ass de Problem vun der Selbstbestëmmung a vun der Autonomie vum Mënsch, mindestens an deene Limiten, déi d'Gesetz do bitt. Et ass jo keng total Selbstbestëmmung. Et ass keng total Autonomie. Et ass ëmmer... Mä et huet een d'Recht, en Dokter ze froen, op seng Aart a Weis méi schnell eventuell wëllen aus dem Liewen ze goen, wéi dat an der Palliativmedezin de Fall ass. Dat ass en Deel Autonomie, en Deel Selbstbestëmmung, déi do opgemaach gëtt. Et ass awer eng ganz wichteg!

Et ass eng wichteg Saach, datt de Patient do am Mëttelpunkt steet, deen, ëm deen et finalement do geet. An dozou sti mir als Gréng och nach haut, an zwar total.

Duerfir, well dat esou ass, si mir och der Meenung, datt mer hei souwisou nach eng ganz gutt Diskussioun an eng ganz breet Diskussioun musse kréien iwwert dat, wat de Gesondheetsminister elo virgeluecht huet, nämlech dat Gesetz, deen Avant-projet iwwert d'Droits et devoirs du patient. Well wann ee seet „droits et devoirs du patient", wann ee seet „devoirs", okay, mä da gëtt et och „droits". An Droits heescht jo, datt de Mënsch iwwer sech selwer an iwwer seng Gesondheet, eventuell och iwwer seng Aart a Weis, aus dem Liewen ze goen, mindestens en Deel Selbstbestëmmungsrecht muss kënnen hunn.

Dat heescht, och an deem dote Gesetz, dat, wat elo wäert kommen, wäerte mer jo iwwert d'Rechter vum Patient diskutéieren. A fir mech ass et ganz kloer: An där Relatioun Dokter/Patient, do gëtt et en Dokter, mä et gëtt och e

Patient! A mir liewen an engem Zäitalter, wou net den Dokter patriarchalesch haut eleng nach kann décidéieren, wat mam Patient geschitt. Dat war vläicht virun 30 Joer de Fall, mä haut ass dat net méi de Fall.

Haut sinn d'Patienten do, an d'Patiente verlaangen och net nëmme Qualitéit an der Medezin, mä si verlaangen iwwer hiren eegene Werdegang och kënne selwer - an hire Limiten natierlech -, matzebestëmmen. Dat ass fir mech dat, wat wichteg ass, an dat ass dat, wat an den Droits et devoirs des patients zum Ausdrock kënnt.

Elo zum leschte Punkt - ech kommen domadder zum Schluss -, dat ass déi Motioun, déi den Här Carlo Wagner hei proposéiert huet, fir de Recommandatiounen ze follege vun där Kommissioun. Bon, d'Madame Err huet gesot, si kéint net ganz domadder d'accord sinn, virun allem mat deem leschte Punkt.

Ech hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen, well ech der Meenung sinn, datt awer d'Orientéierung insgesamt an eng richteg Richtung geet, quitte datt ech och soe bei deem leschte Punkt, dee leschte Punkt ass e Punkt, deen, wou ech soen...

(Interruption)

Et kann een deem Gesetz, elo, wéi et elo ass, eng Chance ginn. Et ass nach net laang a Kraaft, an et soll een engem Gesetz ëmmer emol fir d'Éischt eng Chance ginn, datt et sech kann duerchsetzen, datt et ka praktizéiert ginn. Ech bleiwen awer mat der Madame Err der Meenung, datt effektiv eng Rei vu Froen, eng Rei vu Begréffer och an deem Gesetz eventuell kéinten, misste kënnen an der Kommissioun nach eng Kéier nei diskutéiert ginn. Eventuell och am Kader vun deem Gesetz iwwert d'Droits et devoirs du patient.

Ech mengen, dat geet, an et geet jo op deem Deelaspekt och an déiselwecht Richtung. Duerfir hunn ech dat mat ënnerschriwwen, fir ze soen op där enger Säit hei, wat den Här Carlo Wagner seet, datt mer sollen déi éischt Recommandatiounen emol vun deem Gesetz, vun där Orientéierung do ënnerstëtzen. Mä ech mengen awer, datt mer an deenen nächste Méint, am Laf vun deem nächste Joer, datt een dann an enger wierklech roueger Aart a Weis soll kënnen diskutéieren: Gëtt et an deem Gesetz dat eent oder dat anert vun Definitiounen oder Lacunen, déi een an enger spéiderer Diskussioun misst kënnen diskutéieren?

Dat sinn effektiv Saachen, d'Madame Err huet do een, zwee Beispiller ginn, ech wëll och dat huele vun deene Kanner, déi gebuer ginn an engem Zoustand, wou et fir d'Elteren eng absolut verzweifelt Situatioun ass, an net nëmme fir d'Elteren, mä och fir den Dokter, deen dat Kand op d'Welt bruecht huet. An ech mengen, wann Der emol mat esou Doktere geschwat hutt, déi esou Kanner op d'Welt bréngen, do stellt sech effektiv d'Fro, wat do fir dat Kand besser ass. Et ass deemno a wéi engem Zoustand datt dat Kand sech befënnt.

An do gëtt et grausam Situatiounen, wéi d'Kanner haut kënnen op d'Welt kommen. An dat sinn duerchaus da Lacunen a mengen Aen, déi elo effektiv hei an dësem Gesetz nach net geregelt sinn. An dat muss awer kënnen ënner erwuessene Leit op eng roueg Aart a Weis diskutéiert ginn. An da kann et sinn, datt mer vläicht an engem Joer oder an annerhallwe Joer dann eventuell dozou kommen, datt mer dat eent oder dat anert an deem Gesetz änneren.

Fir mech schléisst d'Haltung vum Här Wagner, dee seet, kommt, mir ënnerstëtzen dat elo emol, op där enger Säit, an dat, wat d'Madame Err seet, et bleiwen awer Lacunen, sech net aus, mä da solle mer eis déi Zäit huelen. Mir sollen eis e Joer huelen, annerhalleft Joer huelen, fir déi Lacunen eventuell och ze diskutéieren. Esou laang dauert de Prozess jo souwisou. Ech mengen, datt een duerchaus ka soen, an engem Joer, an annerhallwem Joer, kënnen esou Saachen an deem Gesetz redresséiert ginn.

Ech mengen, déi zwou Saache sinn net onvereinbar mateneen. Wa mer an d'Kommissioun ginn, do ass den Här Wagner jo och d'accord, fir an d'Kommissioun ze goen, da kann ee jo an der Kommissioun en Timing maachen, wou d'Leit, wou déi eenzel Fraktioune kënnen eventuell eenzel Aspekter erabrénge vun eventuell Amendementer, an da mussen déi diskutéiert ginn. Da sollen déi diskutéiert ginn. Dat kann néng Méint daueren, dat kann ee Joer daueren. An da si mer vläicht an engem Joer gemeinsam hei zesummen an enger Situatioun, wou mer jiddefalls esou Lacunen, wéi eng vun deenen, déi ech elo zitéiert hunn, wou mer déi da kënne gesetzlech zesumme regelen, sou datt déi Saache fir mech sech net ausschléissen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Huss. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, tëschent dem véierten Trimester 2009 an dem véierten Trimester 2010 si fënnef Euthanasieakten deklaréiert ginn. Zwee Männer an dräi Fraen, déi alleguerte Kriibs haten. Zwou Persounen iwwer 80 Joer an dräi Patienten tëschent 60 an 79 Joer.

Am Prinzip kéint ee soen, mir kënnen opootmen, et sinn nëmme fënnef Stéck. Mä als Dokter muss ech zwar soen, et sinn der fënnef ze vill. Dat ass een Échec vun der Medezin, dat ass evident. Firwat? Well mer net alleguerten d'Méiglechkeeten ausgeschöpft hunn a mir hätte kënnen och déi fënnef do vermeiden.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Jean Colombera *(ADR).*- War et néideg, fir esou ee Gesetz ze stëmmen? Ass d'Euthanasie an der Gesellschaft ukomm? Mir sinn eréischt am Ufank. A wann Der lech d'Statistiken an anere Länner ukuckt, zum Beispill an Holland, an der Belsch, do kann een awer eng konstant Progressioun feststellen.

An hei ginn d'Indicatiounen och ëmmer méi breet gefaasst, dat heescht, och bei mannerjährege Patienten. Also, mir sinn elo eréischt am Ufank, mä mir riskéieren déi nächst Jore méi Fäll ze kréien, och well fir de Moment 681 Persounen eng Disposition de fin de vie bei der Kommissioun hannerlooss hunn, wou dann evidenterweis eng gewësse Proportioun fir d'Euthanasie optéiert huet.

Ech wéilt hei awer net déi Leit vergiessen, déi Selbstmord gemaach hunn. Meng Kolleegin Mary Lynch aus Kanada huet eng Statistik erausginn, dass 25% vun de Selbstmordraten duerch d'Péng bedéngt sinn. Dat wieren dann zousätzlech hei am Land 20 Persounen.

Et gëtt gesot, dass Selbstmord ee Mënscherecht ass. Et gëtt gesot, dass d'Verlaangen, fir ze stierwen, och ee Mënscherecht ass, de facto d'Euthanasie also d'Meenungsfräiheet vum kranke Patient respektéiert. Trotzdeem, als Dokter hunn ech den Hypokrates-Eed geschwuer a meng primär Missioun ass, fir d'Leit ze retten, fir d'Leit ze heelen, fir d'Leit a beschte Konditiounen ze bréngen, fir d'Leit op hirem Leidenswee ze ënnerstëtzen, mat alle Méiglechkeeten a Methoden, an net fir den Doud erbäizeprovozéieren. Dat ass meng Missioun als Dokter.

Wann ech soen, mat alle Méiglechkeeten a Methoden, heescht dat awer och, alles, wat disponibel ass, ouni Restriktioun. Dat féiert mech dozou, fir d'Problematik vun den Drogen unzeschwätzen.

Mir hu ganz vill Substanzen an der Natur, déi net däerfe verschriwwe ginn a gebraucht ginn, well soss ass ee stroffälleg. D'Gesetz erlaabt dat net. Drogen ass, no der Meenung vun de Leit, een Tabuthema. Droge maachen eis Jugend futti. D'Droge maachen ofhängeg. D'Droge modifizéieren de Charakter, d'Drogen zerstéieren de Kierper an eis Psyche, Droge sinn eng vun deene siwe Ploen, déi eis Gesellschaft délabréieren. Et ass de Mammon, et ass de Krich géint d'Drogen. D'Resultat: Dat ass eng falsch Approche mat fatale Konsequenzen.

Här President, et gëtt kee Beräich, wou d'Leit esou onwëssend sinn, kee Beräich, wou déi écrasant Majoritéit vun de Leit null Ahnung huet iwwer wëssenschaftlech fundéiert Aspekter vun den Drogen an hir intelligent Uwendung, haaptsächlech am Beräich vun der Medezin!

Här President, ech leeë meng zwou Hänn an d'Feier an ech behaapten, dass, wann déi sougenannten Droge fir medezinesch Zwecker géife legaliséiert ginn, da kéinte mir d'Euthanasiegesetz ofschafen an eis nëmmen op Palliativmedezin konzentréieren!

Wat mir fir de Moment hunn, dat si Medikamenter géint d'Péng, déi einfach net genuch wierksam sinn. Déi bescht Medikamenter, déi mir hunn, sinn d'Schmäerzmëttele mat 60 bis 65% Wierkung. Dat heescht, a 35 bis 40% vun de Fäll kann ee souwisou egal wellecht Medikament huelen, dat déngt näischt. Et kann een d'Dosis steigeren, et geschitt guer näischt. Au Contraire, et kann een nach méi Péng kréien. Dat gëllt haaptsächlech fir d'Opiaten, wou eng héich Dosis souguer kontraproduktiv ass.

A well mir grad vun Opiate schwätzen, da wëll ech de Morphium zitéieren, dee jo eng Drog ass an déi erlaabt ass. An ech muss hei soen, de Morphium huet esou vill Niewewierkungen, dass ech perséinlech dee guer net recommandéieren. Iwwregens hunn ech Medikamenter mat Niewewierkunge guer net gär.

Nujee, et gëtt also keng Alternativ, ausser eise Minister géif iwwer säi Schiet sprangen. An hei wéilt ech zwou sougenannten Drogen zitéieren, déi ganz effikass sinn, well déi, wa se richteg agesat ginn, guer keng Niewewierkungen hunn. Wellech Droge sinn dat? Eemol däerft Der roden! Déi éischt ass de Cannabis, d'Medikament vun der Zukunft, dat Medikament, wat d'Medezin revolutionéiere wäert, de Shooting Star.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, stellt lech emol vir, e Patient, dee Kriibs huet, deen net ësst, deen depriméiert ass, deen ängstlech ass, deen u Gewiicht verléiert, deen net schlofe kann, e Patient, dee Schlofpëlle muss huelen, Pëlle géint d'Angscht, Pëlle géint d'Depressiounen, Pëlle fir den Appetit ze stimuléieren, wat maache mer mat deem? Solle mer deen ofschieben? Mir hu jo en Euthanasiegesetz!

Neen, Dir Dammen an Dir Hären! Déi richteg Dosis Cannabis, mat där richteger Dosis Cannabis kréie mer dee Patient an d'Rei. Dee Patient huet keng Depressioune méi, keng Angschtgefiller méi, kann erëm schlofen, kann erëm iessen, hëlt erëm bäi a kann an der Gesellschaft domat participéieren.

Dat ass eng Tatsaach, Dir Dammen an Dir Hären, dat muss een eng Kéier matmaachen, dat ass ee Wonner,...

(Interruption)

...wann et iwwerhaapt nach ee Wonner gëtt. Dat si medezinesch Wonner, déi musst Der eng Kéier matmaachen, fir ze verstoen, ëm wat et geet.

(Brouhaha)

Déi zweet Drog, déi ech hei wëll virstellen, well et ass och eng ganz wichteg, déi och nach net gebraucht gëtt, mä an enger Testphas ass, ass den LSD. LSD steet fir Lysergsäurediethylamid a gehéiert an d'Gattung vun de Psychedelika.

M. le Président.- Här Colombera, den Här Huss wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Jo, Här Colombera, ech wëll Iech just vläicht Folgendes soen: Dir erkläert eis schéin, datt ee kéint iwwer verschidden Zorte vun Drogen, Cannabis oder LSD, d'Leit esou betäuben, datt se dann am Fong keng Depressiounen an esou viru méi hätten. Wat äntwert Der dann deene Leit, déi soen, datt se net interesséiert wieren, Cannabis ze kréien, fir nach e puer Deeg oder zwou, dräi Wochen oder esou, oder LSD ze huelen, fir nach zwou, dräi Woche méi laang an engem Dämmerzoustand ze sinn? Déi soen: „Neen, fir mech ass et eriwwer, ech wëll net méi!"? Wat äntwert Der deene Leit do? Sot Der deene Leit dann: „Ah neen, wat Dir wëllt, dat interesséiert mech iwwerhaapt net. Ech soen Iech, Dir huelt elo LSD a Cannabis!"

M. Jean Colombera *(ADR).*- Neen, Här Huss, dat ass guer net wouer! Hei ass just ee Problem vun Informatioun. Well déi meescht Leit, déi mengen, Cannabis, domat géif een iergendwéi an Nuagen do fléien, dat ass jo guer net wouer.

(Brouhaha)

Ech mengen, et muss een awer och d'Leit informéieren, dass ee Medikament no enger Dosis agéiert, a wann déi Dosis mir, mir perséinlech a mengem Zoustand, wann ech Kriibs hunn, wann ech do keng Depressioune méi hunn, wann ech do besser kann iessen a wann ech mech besser fillen, da kann ech jo net dergéint sinn.

Ech mengen, ech muss informéiert sinn, dass dat Medikament, dat haut eng Drog ass, dass dat Medikament mir awer eng Plus-value gëtt. An dofir, ech mengen, et ass keen, deen do dergéint wäert sinn, wann ech him soen, okay, da probéiert dat, dat ass scho getest ginn, an Dir gitt besser.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Jo, jo. Dir sot, et géif keen dat maachen, mä dat wësst Dir awer guer net, dat kënnt Dir jo net bestätegen. Dir kënnt jo net soen, wann ech hinnen dat erklären, dann ass jiddweree mat Iech d'accord, nach zwee, dräi Méint oder nach zwou, dräi Wochen am Dusel ze liewen.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dir lieft net am Dusel, Här Huss! Här Huss, Dir lieft net am Dusel, éierlech! Dat ass eng Dosis, déi absolut keng Niewewierkungen huet, ech garantéieren Iech dat hei.

(Interruption)

D'Medezin geet ëmmer virun, Här Huss, et deet mer leed,...

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Jo, jo, also, mir braucht Der dat net ze erklären!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Maja, da wësst Der Bescheed,...

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Mir mat Sécherheet net.

M. Jean Colombera *(ADR).*- ...dass een awer och déi Pist do muss unhuelen.

(Interruptions)

Bon, Här President, ech fuere virun. Wat ass den LSD? Ech erklären Iech dat och nach. Dat ass och ganz wichteg fir d'Culture générale. Dat ass eng entheogen Substanz, dat heescht, et ass eng psychoaktiv Substanz mat halluzinogener Wierkung, déi psychomimetesch ass, dat heescht, et kann een en Trip ausléisen, Här Huss.

Dat ass jo awer normal, dass een do vläicht an enger anerer Welt ass. Dat ass eng Substanz, mat där hirer Hëllef e Patient d'Grenzen tëschent sengem Ech an der Aussewelt ophieft. Déi Persoun huet d'Gefill, fir mat Gott oder mat anere Wiese méi verbonnen ze sinn an de ganzen Universum ze erfaassen an ze kucken.

(Interruption)

Traditionell gëtt esou eng Substanz och spirituell an zu reliéisen Zwecker benotzt. Ech erënneren hei un d'Schamanen, déi sech an Trance versat hunn, fir mat de Geeschter ze kommunizéieren, fir eng Léisung ze fannen. Abee, den LSD, an där richteger Dosis, Här Huss, nach ëmmer, erlaabt eng Bewosstsinnserweiderung,...

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Mä wann ech awer keng wëll, Här Colombera!

M. Jean Colombera *(ADR).*- ...an do sinn, do sinn.... Majo, do si munch Experimenter gemaach ginn, an ech erënneren hei un de Schwäizer Psychiater Peter Gasser, deen d'Erlaabnis kritt huet vu senger Regierung, fir bei schwéier kriibskrank Patienten eng psychotherapeutesch Behandlung mat LSD ze ënnerhuelen. An ähnlech Etüde goufen och an Amerika gemaach.

Als Résumé: Schwéier krank Leit, déi am Endstadium sinn, déi dann eng Drëps LSD kréien, wat geschitt bei deenen? Déi kréien eng Bewosstsinnserweiderung, déi gesinn ebe schéi Saachen, déi se ni géife gesinn anerefalls, wa se Morphium géife kréien,...

Une voix.- Très bien!

M. Jean Colombera *(ADR).*- ...a wa se dann erëm bei Bewosstsinn sinn, dann dee Moment soe se, hei dat do war fatastesch. Si gi bei hir Leit, si ginn hinnen d'Hand a si soen: „Ech schléissen hei of mat mengem Liewen." Si ginn hire Feinde souguer d'Hand a si soen: „Ech entschëllege mech fir alles, wat ech gemaach hunn."

(Hilarité)

An dee Moment si se do ganz roueg, si denken net un hir Péng, si denken net méi un hire Kriibs. An deem Moment si se ganz aner Mënschen a si waarden da ganz gelooss op hiren Doud. Ouni Niewewierkungen, Här Huss!

An, Madame Nancy Kemp-Arendt, wann Dir et net wëllt gleewen, et deet mer leed, mä et ass awer esou. Dat sinn Experimenter, déi gemaach gi sinn.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Abee jo!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Also, ech ginn hei Léisungen, Madame, d'Enn duerch Euthanasie einfach ze verhënneren. Dat ass alles, wat ech hunn. Ech sinn Dokter, ech sinn net einfach hei een, dee seet, okay, mir maachen déi Persoun, mir ginn där einfach de Gnadestouss a fäerdeg. Dat ass net meng Missioun.

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Dir fuerdert d'Leit hei op, LSD ze huelen, ier se stierwen!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Gutt, Här President, mir hunn hei verschidde Meenungen, an da wëll ech gär weiderfueren. Dat, Dir Dammen an Dir Hären, fir ze soen, dass am Beräich vun den Drogen nach vill Potenzial do ass, fir d'Euthanasie op déi laang Bänk ze schieben. An ech hoffen, dass eise Minister och eng Bewosstsinnserweiderung wäert kréien, an net mat zwee Féiss op der Brems steet an eng ganz aner Richtung aschléit.

Fir op de Rapport zréckzekommen, do hätt ech awer nach e puer Suggestiounen, an zwar, mir hunn eng Kommissioun mat néng Memberen an dovunner sinn dräi Dokteren. Hei kann et awer net sinn, Här Minister, dass een Dokter Juge à partie ass. Op där enger Säit mécht hien Euthanasien, op där anerer Säit gëtt hie vum Minister agesat, fir d'Euthanasie-Praxis ze kontrolléieren. Dat muss awer geännert ginn.

Zweetens, d'Leit sécher musse besser informéiert ginn. Et gëtt d'Leit, déi d'Ziedele fir d'Euthanasie ënnerschreiwen, mä déi hunn awer guer keng Ahnung, wat drasteet, an déi wëlle gär palliativ begleet ginn. Et däerf een d'Leit och net bewosst ierféieren an hinne soen, dass gutt Stierwen nëmme mat Euthanasie méiglech wier.

(Brouhaha)

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Wien huet dat gesot?

M. Jean Colombera *(ADR).*- Dir hutt Ziedelen ausgedeelt, Här Huss,…

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Neen, neen.

M. Jean Colombera *(ADR).*- …wou dat drasteet an d'Leit iergefouert ginn.

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Neen, neen! Neen, neen, neen!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Ma dach!

M. Jean Huss *(déi gréng).*- Ma neen! Ma neen! Ech hunn ni, och net an deenen Debatte virun zwee, dräi Joer, ni gesot, datt et nëmmen ee Wee géif gi fir an en doucen Doud. Ech hunn ëmmer och d'Palliativgesetz verteidegt, Här Colombera, net nëmmen d'Euthanasie, ech hu béides verteidegt. Ech war viru 15 Joer deen Éischten hei an der Chamber, 1994, 1995 war dat schonn, du waart Dir nach net hei, deen hei scho fir d'Palliativmedezin an d'Ausféierung dovu plädéiert huet.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo. An Dir mengt, d'Leit wieren doriwwer informéiert? Mengt Der, d'Informatioun wier bei de Leit ukomm? Neen, guer net! Well d'Leit mengen, si géifen nach mat Euthanasie behandelt ginn, mat Palliativmedezin behandelt ginn, an et ass Euthanasie.

(Brouhaha général)

Drëttens, et misst een och vläicht nach eng psychologesch Behandlung nom Euthanasie-Akt fir d'Personal…

(Brouhaha général)

Une voix.- Ooohhh!

Une autre voix.- Mä loosst en dach schwätzen!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Et misst een och vläicht eng psychologesch Behandlung nom Euthanasie-Akt fir d'Personal envisagéieren, déi den Akt vollzunn hunn. Do si verschidden Dokteren, déi sinn och nach psychologesch gestéiert, wa se dat gemaach hunn. Oder ass dat net wouer?

(Hilarité et interruptions)

Véiertens, d'Palliativmedezin ass opwenneg a kascht vill Zäit, dat wësse mer alleguerten. Hei muss dann och eng aner Rémunératioun erfollegen.

M. le Président.- Här Colombera, Dir musst elo wierklech zum Schluss kommen.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo. Ech sinn dräi Mol ënnerbrach ginn, Här President. Ech si gläich fäerdeg.

M. le Président.- Dir musst awer elo zum Schluss kommen!

M. Jean Colombera *(ADR).*- Ech wëll nëmme soen, well soss klëmmt de Risiko, dass d'Leit méi schlecht begleet ginn, well den Dokter, de Generalist et sech net leeschte kann, fir deene Patienten, ganz vill Patienten um Agenda ze hunn. Hei wier eng dréngend Adaptatioun vun der Nomenklatur noutwendeg.

An da wëll ech mam leschte Punkt schléissen: D'Kommissioun estiméiert, dass den Doud, duerch Euthanasie provozéiert, als natierlechen Doud anzestufen ass. Dat ass een Hummer, Här President. Ech mengen, do soll een awer Zivilcourage beweisen. An…

M. le Président.- Här Colombera, et ass vläicht en Hummer, mä Dir musst wierklech zum Schluss kommen.

(Hilarité générale)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, ech weess, dass ech Iech stéieren! Mä et ass egal…

(Hilarité générale et interruptions)

Ech wëll dat doten…

M. le Président.- Här Colombera, wann Der zum Sujet geschwat hätt, da wiert Der scho laang fäerdeg!

(Brouhaha)

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, mä, Här President, ech mengen, da soll ee Courage beweisen, a wann ee scho fir d'Euthanasie optéiert, da soll een dozou stoen an net hei iwwer Pseudonym iergendeppes do soen, wéi: Et ass en natierlechen Doud. Et deet mer leed, domadder si mer net d'accord, dogéint protestéiere mer.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo komme mer zum leschte Riedner, zum Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Här President, wéi iwwert déi Gesetzespropositioun hei an der Chamber ofgestëmmt ginn ass, war déi Lénk nach net vertrueden. Mir hunn awer Positioun geholl, an zwar hu mer gesot, mir hätten déi Gesetzespropositioun gestëmmt, fir ze garantéieren, dass d'Leit an Dignitéit kënne liewen a stierwen.

Den Här Carlo Wagner huet e Punkt opgegraff, dee mir ganz wichteg schéngt a bei deem ech also och nach eng Kéier wëll nohaken. Ier mer dat Gesetz haten, waren d'Doktere respektiv d'Ugehéiereg vun enger Persoun, déi an enger ganz schwiereger an net heelbarer Situatioun war, konfrontéiert mat engem Dilemma. Well, wa se aus moralesche Grënn där Persoun hätte wëllen hëllefen, dann hätte se misse géint d'Recht verstoussen. Dat heescht, si waren also an deem Dilemma, entweder hirem moralesche Gewësse fir eng human Aktioun nozegoen, oder d'Recht ze befollegen.

Dat, wat mer elo hunn als Gesetzeslag, dat hieft deen Dilemma op. All Dokter ka Jo soen, all Dokter kann Nee soen, aus deene moralesche Grënn, déi senger Iwwerzeegung entspriechen. An ech mengen, dat wier och déi Situatioun, déi déi richteg wier.

An deem Rapport vun där Evaluatiounskommissioun steet natierlech net, wat geschitt ass bei Leit, déi ugefrot hunn, a wou keng Suite komm ass. Mir wëssen net, wéi vill dass dat der sinn; mir wëssen net, firwat dass keng Suite komm ass; mir kënnen dat och net wëssen, well natierlech et schwéier méiglech ass, déi Fäll do ze iwwerpréiwen. Et wier awer wichteg, méi doriwwer ze wëssen, fir ze wëssen, wat an der Praxis wierklech geschitt, wa Leit ufroen an et komme keng Suiten.

An der Praxis - an dat weess ee jo och aus eenzelne Fäll, mat deenen ech selwer konfrontéiert war - ass et och esou, dass, souwuel wat d'Palliativmedezin wéi wat d'aktiv Stierfhëllef betrëfft, d'Situatioun ganz schwéier gëtt, wann d'Leit wënschen, doheem palliativ behandelt ze gi respektiv doheem aktiv Stierfhëllef ze kréien. Da sinn déi Problemer, déi sech souwisou schonn an engem Spidol stellen, wat den Accord vun den Dokteren an esou weider betrëfft, déi Situatioun, déi ass nach vill méi schwiereg, wann d'Situatioun sech stellt doheem.

Ech mengen och, dass een déi absolut Oppositioun tëschent Palliativfleeg op där enger Säit an aktiver Stierfhëllef op där anerer Säit soll opginn, well déi war an der Diskussioun elo ganz oft an de Vierdergrond gestallt ginn. Déi absolut Oppositioun ass falsch a geféierlech. Si ass falsch, well éischtens - dat ass schonn hei gesot ginn - d'Grenz tëschent Palliativfleeg op där enger Säit an der Stierfhëllef op där anerer Säit net ganz däitlech ze zéien ass. Déi Grenz ass fléissend.

Et ass och esou, mengen ech, dass eng gutt Palliativfleeg, déi d'Dignitéit vum Patient stäerkt, och d'Wiel facilitéiert, entweder mat der palliativer Medezin weiderzefueren, oder d'Wiel, wann de Patient dat och net méi wëllt, fir dann aktiv Stierfhëllef ze froen.

Et ass och eng Oppositioun, wa se absolut ass, déi geféierlech ass, well se riskéiert, zu enger Iwwerleeung ze féieren, déi eigentlech drop erausleeft, dass ee seet, d'Palliativfleeg…

M. le Président.- Här Hoffmann, den Här Kartheiser géif Iech gär eng Fro stellen.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ah, bon. Ech wollt scho soen, ech wier um Schluss.

(Hilarité)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Ech ginn dovun aus, dass den Här Hoffmann d'accord ass, well et erlaabt em, seng Zäit nach e bëssen an d'Längt ze zéien. Mä ech wollt him eng Fro stellen a senger Qualitéit als Philosoph.

Här Hoffmann, fannt Dir et net, soe mer emol, iwwerraschend, a menger Siicht esou geféierlech, a menger Interpretatioun, fir eng Grenz wëllen ze verwëschen tëschent engem Doud, deen een aktiv erbäiféiere wëllt, an engem Doud, deen eventuell kann eng Niewewierkung sinn an enger Behandlung, déi een ënnerhëlt, fir engem Mënsch ze hëllefen, keng Péng ze hunn?

Fannt Dir dat als Philosoph elo einfach, fir hei ze behaapten, Dir wéilt déi Ënnerscheedung ophiewen, well se an Ären Aen net ganz däitlech ass? Ech fannen, se ass extrem däitlech.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Ech hunn net gesot, et sollt een déi Ënnerscheedung ophiewen; ech hu gesot, et sollt een déi absolut Oppositioun tëschent deenen zwee opginn. Do läit d'Betounung op „absolut", well d'Grenze fléissend sinn a well et - wéi ech gesot hunn - och eng geféierlech Oppositioun ass.

Et ass virdru schonn op Fäll higewise ginn, wou d'Palliativmedezin am Endeffekt awer eigentlech - an esou war et och virdrun, ier mer d'Gesetz haten - och konnt benotzt ginn, fir aktiv Stierfhëllef ze ginn, mä et war net kontrolléiert, an am Iwwregen ass et och elo nach net kontrolléiert, sondern et ass nëmme kontrolléiert, wann et wierklech iwwert déi gesetzlech Bestëmmunge vun der aktiver Stierfhëllef geet.

Also, ech mengen, geféierlech - do war ech ukomm. Geféierlech ass et och aus deem Grond, well et kéint dozou féieren, dass ee seet, een, deen aktiv Stierfhëllef freet, deem gi mer also keng Palliativfleeg méi, op där enger Säit; oder op där anerer Säit, engem, dee Palliativmedezin kritt, Palliativfleeg kritt, fir deem dann d'Euthanasie ze refuséieren.

Also insofern mengen ech, dass ee soll eng Ënnerscheedung, awer eng differenzéiert Ënnerscheedung, an net eng absolut Oppositioun tëschent deenen zwou Saache maachen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun, an elo kritt d'Wuert den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'Eischt emol e ganz häerzleche Merci fir déi Aart a Weis, wéi déi Diskussioun haut de Mëtteg hei gefouert gëtt, op Basis vum Rapport vun der Commission de contrôle: ganz digne Diskussiounen - grad wéi de Rapport, deen, mengen ech, op dat ageet, wat ze soen ass zu deem Thema, dat eis virun zwee Joer méi emotional beschäftegt huet.

Dass dat Thema aus der Polemik erausbliwwen ass an deene leschten zwee Joer, ass och zum gudden Deel dorop zréckzeféieren, dass déi Commission de contrôle eng gutt, eng exzellent, eng engagéiert Aarbecht geleescht huet an dat mat vill Fangerspëtzegefill gemaach huet. Et huet een net vill vun där Aarbecht vun der Kommissioun héieren. Dat zeechent déi Kommissioun aus, dat zeechent och de Seriö vun der Aarbecht aus.

Dass dat Thema manner émotionnel haut diskutéiert gëtt, ass och dorobber zréckzeféieren, dass d'Experienz vun deene leschten zwee Joer gewisen huet, dass eng Rei vu Suergen, déi jiddweree sech konnt maachen, sech net agestallt hunn. Et ass net zu engem Stierftourismus zu Lëtzebuerg komm; et ass net dozou komm, dass d'Grenzen ëmmer méi wäit gesat gi sinn. Et ass eng exzeptionell Situatioun, et ass eng exzeptionell Méiglechkeet, wann exzeptionell grave Situatiounen optrieden. Dat huet sech an deene leschten zwee Joer esou bewisen.

An d'Zuelen, mengen ech, schwätzen eng ganz kloer Sprooch. Wann een an zwee Joer fënnef Mol aktiv Stierfhëllef hat an dat vergläicht mat der Zuel vun de Stierffäll an deenen zwee Joer, da si mer däitlech ënner 1‰. Mir leie bei de Stierffäll iwwert déi zwee Joer bei ronn 6.500 Doudesfäll, am Verglach zu fënnef Mol, wou aktiv Stierfhëllef geleescht ginn ass. Dat ass mat Sécherheet net als Abus unzegesinn, an ech mengen, et ass kloer, dass haut net ka gesot ginn, dass dat Gesetz d'Dier grouss opgemaach huet fir Interpretatiounen a fir Abusen.

Och wann een déi Situatioune méi genee analyséiert, wou op d'Gesetz zréckgegraff ginn ass, da geet aus den Aarbechte vun der Kommissioun ervir, dass dat ganz grave Fäll waren, dass déi Situatiounen, déi mer ugeduecht haten, an deem dote Fall sech och realiséiert hunn. Dat ware Kriibsfäll am Endstadium. Dat ware keng jonk Leit. Dat ware Leit an engem gewëssenen Alter, déi souwuel physesche wéi psychesche Qualen ausgesat waren.

Ech sinn net der Meenung, dass een déi Quale mat Medikamenter oder mat Drogen oder wat ëmmer ka ganz besäitegen. An ech mengen, dass een engem an där Situation de détresse net raisonnablement kann ubidden: „Huel Cannabis oder LSD, da gees de an eng aner Dimensioun!" Ech hunn do meng Zweifelen.

Och wann ech ganz offe wëll soen, dass, wa mer hei ënner Erwuessenen ouni Hannergedanken eng Diskussioun bereet sinn ze féieren, wéi d'medikamentös Notzung vun eenzelne Substanze ka sinn, een déi Diskussioun soll féieren, awer da wann ech gelift ouni Hannergedanken. A mir sinn amgaangen, och eis am europäesche Verbund an där doter Diskussioun uneneen erunzetaaschten. Medikamenter mat Substanze ginn an der Zwëschenzäit zougelooss. Wann ee wierklech d'Dieren esou op ka maachen, dass een net domadder an d'Haus erafält, dann ass eng Diskussioun sécher méiglech.

Wann ech iwwert de Rapport vun der Kommissioun schwätzen, da wëll ech och direkt der Madame Mergen drop äntwerten, wat deen zweete Rapport ugeet, op dee mer waarden. Dat ass deen iwwert d'Applikatioun vum Palliativgesetz. Dee Rapport ass amgaang finaliséiert ze ginn, a mir ginn dovunner aus, dass mer der Chamber e kënnen iwwermëttele virun der grousser Vakanz.

Nach virun der grousser Vakanz - just esou en passant gesot - wäerte mer kënnen d'Diplomer fir eng Rei vu Sessioune vu Formation continue an der Palliativmedezin verdeelen. Dat hat e ganz groussen Zoulaf. An ech mengen, do ass eng exzellent Aarbecht geleescht gi vun deene Kolleegen, déi dat organiséiert hunn.

Wann ech iwwert d'Aarbecht vun der Kommissioun schwätzen, da wëll ech soen, dass déi net ëmmer ënnert deenen einfachste Konditioune stattfonnt huet. D'Kommissioun huet ganz vill Réunioune misse consacréieren an der Ulafphas, well se déi praktesch Modalitéiten ausgeschafft huet, fir d'Gesetz exécutabel ze maachen. Do sinn eng Rei vu Formulairen, déi noutwendeg waren. Dat ass ganz gutt an ouni nozefroen, wat een dofir kritt, gemaach ginn. Hei sinn engagéiert Leit, déi net fir d'Éischt gefrot hunn, wéi dat honoréiert gëtt, ier se d'Aarbecht gemaach hunn. An ech wëll dofir mäi ganz grousse Respekt ausdrécken.

Am Ufank hunn déi Réunioune wöchentlech stattfonnt, an der Zwëschenzäit an engem Rhythmus vun eng Kéier de Mount. Wann een awer weess, dass dat lauter engagéiert Leit sinn, ass eng Schwieregkeet do, fir ëmmer déi siwe Leit zesummenzekréien, déi de Quorum mussen duerstelle bei néng Memberen. Et muss ee sech also, wann een driwwer nodenkt, wat een an Zukunft ka weider verbesseren, och déi dote Fro stellen.

Ech wëll och soen, dass d'Kommissioun eng taktvoll Äntwert op d'Fro ginn huet, wéi den Doud no Stierfhëllef ze bezeechnen ass. D'Kommissioun huet deen eenzeg richtege Choix geholl an huet virgeschloen, dass et als natierlechen Doud ze kennzeechnen ass. D'Alternativ wësst Der jo. An ech mengen, dat kann een net esou gesinn. D'Kommissioun huet also absolut richteg gehandelt.

Mir hunn dann elo d'Diskussioun iwwert d'Recommandatioune vun der Kommissioun, déi ech nuancéiert wëll ugoen, well eng Rei vun de Recommandatioune méi oder manner schonn an d'Praxis ëmgesat sinn; iwwer anerer muss een diskutéieren, sou dass ech géif proposéieren, dass d'Chamber dat mécht, wat se souwisou ka maachen opgrond vun deem Rapport, deen u si gaang ass, fir déi Recommandatiounen an der zoustänneger Kommissioun ze diskutéieren.

Ech si ganz gär do derbäi, fir och Nuancen eranzekréien. Wann natierlech insistéiert gëtt, fir iwwert d'Motioun an där doter Form ofzestëmmen, amplaz d'Recommandatiounen an der Kommissioun ze diskutéieren, da misst ech recommandéieren, fir se ofzelehnen, well eng Rei vu Recommandatiounen dra sinn, wou een och zumindest muss driwwer kënnen diskutéieren an net eent zu eent vun der Kommissioun iwwerhuelen.

Ech ginn Iech ee Beispill: D'Kommissioun seet zum Beispill an hirer leschter Propositioun, dass een d'Gesetz net soll adaptéieren. Jo, wann ee sech am Hannerkapp hält, wat fir Diskussioune mer hate virun zwee Joer, wéi mer ugefaangen hu mat der Diskussioun, soen ech Iech och, esou eng Diskussioun géif ech mir décemment net méi wënschen. An ech mengen, keen an dësem Haus.

Mä wann an der Chamberskommissioun tëschent verantwortungsbewosste Leit erausfonnt gëtt, dass déi eng oder déi aner Lacune do ass, ouni dat eent oder dat anert a Fro ze stellen, da soll een net a priori Neen dozou soen. À supposer, dass e Konsens do fonnt gëtt. An do kann ee jo eng éischt Ronn an enger Kommissioun dréien a feststellen, ob dann de Klima en aneren ass, fir da sereinement kënnen doriwwer ze diskutéieren.

Duerfir mengen ech, wann een also textuell un där doter Motioun festhält, dass ech Schwieregkeeten hunn, fir einfach ze soen, neen, mir änneren näischt un deem…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Hoffmann Iech eng Fro stellt?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Här Hoffmann, wann ech gelift.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- An et ass och wierklech eng Fro. Et ass keng rhetoresch Fro. Ech hunn d'Motioun mat ënnerschriwwen. Et ass eng Interpretatiounsfro vun dem Punkt 5.

Här Minister, mengt Der net, et misst een ënnerscheeden, wann d'Kommissioun recommandéiert, andeem se seet: «…n'a pas donné lieu à des difficultés majeures ou à des abus qui nécessiteraient des initiatives législatives…»,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Jo.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- … heescht dat jo dann net «qui exclut des initiatives législatives…» Wann ee seet, et ass net onbedéngt noutwendeg, dann heescht dat awer net, dat ass ausgeschloss.

An duerfir sinn ech der Meenung, dass een och déi Recommandatioun 5 do kann unhuelen, an awer an der Kommissioun diskutéieren iwwer eventuell Verbesserunge vun dem Gesetz, wéi et elo besteet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Wësst Der, Här Hoffmann, den Auteur vun der Motioun seet, d'Regierung sollt „faire siennes" alles, wat an deene Recommandatiounen dran ass. Éischtens emol geet de Rapport un d'Chamber. An ass un d'Chamber gaang. An d'Chamber huet d'Recht, all Initiativ opgrond vun deem Rapport ze huelen, déi se wëllt.

Dat heescht, wann d'Chamber also wëllt déi doten Diskussioun opgrond vun de Recommandatiounen an der Kommissioun féieren, da kann d'Chamber dat ouni Weideres maachen. An ech sinn och um Rendez-vous, fir déi doten Diskussioun ze féieren.

Ob mir awer elo eent zu eent all Saz vun deene Recommandatiounen ëmsetzen, wéi dat un d'Adress vun der Regierung geet, muss ech lech soen, dat kéint ech haut net esou soen. Dat kéint ech net esou soen. An ech ginn och nach op eenzel Detailer an, wou Nuancë vu mir erabruecht ginn zu deem, wat d'Kommissioun seet.

Dat, wat d'Kommissioun hei jo u Recommandatioune schreift, ass jo elo net geschriwwent Gesetz. Dat si Suggestiounen un d'Regierung, wou mir sollen driwwer diskutéieren.

Ech gi vläicht ganz kuerz op déi eenzel Elementer an. D'Kommissioun seet, mir missten d'Informatioun verbesseren, an hëlt do d'Beispill vun der Informatioun un d'Dokteren. Musse mer eng Broschür maachen, esou wéi d'Kommissioun dat seet? Oder kënne mer eng cibléiert Informatioun iwwert de Portail Santé oder iwwert déi Weeër, déi mer zu den Dokteren hunn, un d'Dokteren zoukomme loossen? Muss et eng Broschür sinn?

„Faire siennes" heescht, dass mer missten eng Broschür maachen. Ech weess et net. Ech mengen, dass et wierklech duergeet, dass ee cibléiert Informatiounen niewent där gudder Broschür, déi gemaach ginn ass, där ganz nuancéierter a ganz objektiver Broschür, déi gemaach ginn ass, dass een net onbedéngt eng Broschüritis muss maachen. Mir hunn eng fir d'Soins palliatifs, mir hunn eng fir d'Euthanasie, an ech mengen, dass ee sech do de Choix soll loossen iwwert de Medium, deen een hëlt.

Dann d'Disponibilitéit vun de Medikamenter. Do wëll ech lech soen, dass déi Medikamenter disponibel sinn an de Spidolsapdikten an eraus gi ginn op d'Demande vun den Dokteren „en milieu hospitalier" an un d'Dokteren „en milieu extrahospitalier". Do ass dat Reglement extra adaptéiert ginn, fir dat ze erlaben.

Wat d'Kommissioun hei seet, heescht dat, dass ausserhalb vun de Spidolsapdikten déi Medikamenter oder déi Mëttelen och missten disponibel sinn an deenen eenzelnen Officinen? An allen Officinen, heescht et dat, oder heescht et dat net? Ech mengen, déi Diskussioun muss ee fir d'Éischt am Fong kënne féieren.

„Concernant la formation des médecins". Do wëll ech erëm eng Kéier soen, déi, déi derbäi ware bei der Diskussioun iwwert d'Soins palliatifs: Mir kënnen an en Text draschreiwen, dass bei der Formation de base vun de Medeziner misst de Soin palliatif dra sinn oder eng Virbereedung op aktiv Stierfhëllef. Mir maachen awer keng Ausbildung hei zu Lëtzebuerg ausser der Formation spécifique - vläicht muer anerer -, wou mir kéinten d'Dokteren oder déi, déi enseignéieren, obligéieren, fir déi dote Formatiounen unzebidden.

Also, wa mer „faire siennes" soen, wier d'Regierung an der Verantwortung, fir un eis Kolleegen am Ausland erunzetrieden, dass se op hiren Universitéiten dat doten ubidden. Ech sinn awer der Meenung, dass een an der Formation continue, an der Formation spécifique dat doten duerchaus kann ubidden an och duerchaus soll ubidden.

Dann ee Punkt, dee mir och um Häerz läit, well do de Reflex sécher nach net do ass bei enger Rei vu Professionellen um Terrain. Dat ass, dass den Dokter, dee mat engem ganz gravë Fall konfrontéiert ass, dee leit psychesch a physesch, dass den Dokter sech gegebenenfalls informéiert, ob et e leschte Wonsch vum Patient a Richtung Euthanasie gëtt. Gutt, dat kann een esou festhalen, mä et kann een awer och dovun ausgoen, dass deen Dokter mat sengem Patient schwätzt, an dass de Patient en drop opmierksam mécht. Gutt, d'Kommissioun huet festgestallt, dass net vill Demandë komm sinn. An et ass eng Suggestioun, déi d'Kommissioun an déi dote Richtung gemaach huet.

Ech géif lech also ëm Versteesdemech bieden, dass d'Regierung net kann einfach eent zu eent, Punkt, Komma, Schluss déi Recommandatiounen unhuelen, op ass fir selbstverständlech de Fong vun de Recommandatiounen. Mä wann ech gelift, kommt, mir ginn eis d'Méiglechkeet, dat an der Kommissioun ze diskutéieren!

Wéi gesot, wann den Auteur drop insistéiert, fir ofzestëmmen, dann ass nach keen Drama geschitt. Mir géife just da bei der... D'Regierung géif recommandéieren, bei der Ofstëmmung negativ ze stëmmen. Mä mir kënnen awer selbstverständlech dann déi Recommandatiounen ëmmer nach an d'Kommissioun eran...

(Interruption)

Dat do war déi éischt déplacéiert Remarque, déi haut de Mëtteg an der Diskussioun komm ass, Här Bettel. An dass se just vun Iech kënnt, dat erstaunt mech. Dat hei ass kee Gespills, wéi Der dat normalerweis maacht, dat hei ass eng ganz seriö Diskussioun.

(Interruption)

An e bësse méi Erwuessenheet,...

(Interruption)

...e bësse méi Erwuessenheet an där doter Diskussioun kann een och vun där gréisster Oppositiounspartei erwaarden!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Duerfir ass déi Motioun jo do!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Da luewen ech mer déi ganz nuancéiert Positioun vun Ärem Kolleeg, dem fréiere Gesondheetsminister. Mä et gëtt Geleeënheeten, wou ee besser huet de Mond ze halen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma da kënnt Der jo déi Motioun stëmmen!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, entschëllegt, Här Di Bartolomeo, Här Minister, streit awer elo net mat mengem Parteikolleeg! Ech hu schliesslech d'Motioun déposéiert, net hien.

(Hilarité et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Neen, mä Dir hutt keng domm Remarque gemaach, Här Wagner.

Une voix.- Nach net!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Dir hutt keng domm Remarque gemaach. Dat sinn ech iwwregens och vun Iech ni gewinnt.

Plusieurs voix.- Aaahhh! Uuuhhh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Mä bei Ärem Kolleeg si mer dat an der Zwëschenzäit zur Genüge gewinnt.

(Interruption)

Mir vun Iech awer!

Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech hu kloer Faarf bekannt an deem heiten Dossier.

Une voix.- Jo, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- An ech wëll just soen, dass d'Kommissioun do, wou et noutwendeg war, och ganz propper encadréiert, épauléiert ginn ass vun enger Rei vu Beamten aus eisem Ministère. An ech géif och hinne Merci soe fir déi kompetent Aarbecht.

Voilà, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen dann elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi vum Här Carlo Wagner erabruecht ginn ass.

Motion 1

Wëllt nach dozou een d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da stëmme mer iwwert déi Motioun of.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, géint 18 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss);

M. Jacques-Yves Henckes;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser.

Da komme mer elo zu der Motioun vum Här Jean Huss iwwert d'Fëmmgesetz. Hei hu sech ageschriwwen: déi Häre Schaaf a Bettel. Elo kritt fir d'Éischt d'Wuert den Här Huss als Auteur vun der Motioun.

4. Motion de M. Jean Huss sur la lutte antitabac

Exposé

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu jo am Fong hei a Lëtzebuerg zënter 2006 e Fëmmgesetz. Just e Fëmmgesetz, wat en halleft Fëmmgesetz ass - oder en halleft Antifëmmgesetz ass. An zwar ass jo deemools haaptsächlech de Beräich vu Schoulen, de Beräich vu Restauranten an esou virun encadréiert ginn, wou gesot ginn ass, do däerf net gefëmmt ginn.

Ech mengen, dat war an de Restauranten e risege Fortschrëtt! Et ass e Genoss, haut erëm mam Vergläich vu virun dräi ,véier Joer an engem Restaurant ze sinn, ouni datt ee vun enger décker Zigar oder vun Zigarettendamp während dem Iesse belästegt gëtt.

Et ass awer ëmgekéiert esou, datt leider op villen öffentleche Plazen, a virun allem wat Jugendlecher ubelaangt a wat de Jugendschutz ubelaangt, nach ëmmer gefëmmt gëtt, ob dat elo a Caféen ass, a Bistroen ass, ob et an Diskothéiken ass an esou virun. Ausser dann a Caféen, wann an der Mëtteszäit dann do während zwou Stonne giess gëtt. Sou wéi wann deen Zigarettendamp, dee virun hallwer zwielef do opgetaucht wier am Bistro, net méi do wier nach um fënnef op zwielef. Oder deen, deen tëschent siwen an néng, deen also um sechs Auer do war, net méi do wier no siwen Auer. Sou einfach ass dat jo awer net!

Vun dohier mengen ech, besonnesch och, well mer jo an enger Situatioun sinn, wou a ville Länner ronderëm eis d'Gesetzgebung vill méi wäit gaangen ass, an zwar grad am Sënn fir eis Jugend ze schützen a fir och d'Leit insgesamt viru Passivfëmmen ze schützen. An dat si Länner, dat war emol scho viru fënnef, sechs Joer, wéi ech eng Kéier do an der Vakanz war, a Sizilien, war dat schonn deemools a Sizilien do, datt een net a Bistroen huet dierfe fëmmen! Gitt an Irland, wat en typescht Land ass, wou et Pube gëtt, wou et Bistroe gëtt a wou et déi Kultur gëtt. Do däerf net an de Bistroe gefëmmt ginn! Gitt a Frankräich, an eist Nopeschland. Et ass herrlech, wann Der zu Paräis an de Brasserie sidd oder a Bistroe sidd, do gëtt net méi gefëmmt.

Déi Jonk, déi wëlle fëmmen, sti virun der Dier a ginn dann erëm eng Kéier eran, wa se hir Zigarett gefëmmt hunn.

M. André Hoffmann *(déi Lénk).*- Déi Eeler och, Här Huss.

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Déi Eeler och, Här Hoffmann, natierlech! Natierlech, Här Hoffmann, déi Eeler och. An ech mengen, datt dat e ganz wichtege Schrëtt wier, wa mer dat bestehend Gesetz, Antifëmmgesetz, wat mer hei a Lëtzebuerg hunn, och endlech hei a Lëtzebuerg géife verschäerfen an déi dote Richtung.

Et gëtt natierlech Leit, déi doranner dann eng Aschränkung vun hirer Fräiheet gesinn. Et ass jo ëmmer erëm dat Argument, wat gebraucht gëtt vun deene Leit. Et gëtt jo anscheinend hei a Lëtzebuerg 24% vun de Leit, déi nach soen, si géife fëmmen. Et ass also eng ganz kloer Minoritéit vun de Leit, déi fëmmen.

Net all 24% vun deene Leit, déi fëmmen, sinn iwwregens der Meenung, datt dat eng Aschränkung vun hirer Fräiheet wier, wa se an engem Bistro, an enger Bar oder an enger Diskothéik net méi dierfte fëmmen. Et gëtt ganz verstänneg Leit, déi fëmmen, onofhängeg vun der Fro, ob ee soll fëmmen oder net soll fëmmen, wann ee reng de Gesondheetsaspekt kuckt.

Mä och bei deene 24% vun de Leit, déi uginn, si géife fëmmen, gëtt et e ganz groussen Deel, déi domadder d'accord sinn, datt a Bistroen, a Baren an Diskothéiken net méi soll gefëmmt ginn. Ganz einfach, well se de Respekt hu virun deenen anere Leit. Well se déi aner Leit net wëllen duerch den Zigarettendamp passiv belaaschten, well bekannt ass, zënter Jore bekannt ass, datt och d'Passivfëmme fir d'Gesondheet ka schiedlech sinn. Dat si Fakten.

A well dat esou ass, ass et net nëmmen d'Ligue nationale contre le cancer, d'Ligue luxembourgeoise contre le cancer, mä och Dokteschorganisatiounen, déi zënter Joren eis soen: Wann ech gelift, gitt, maacht endlech, huelt Äre Courage zesummen a gitt endlech de Wee, wéi aner Länner e scho virausgaange sinn, a maacht och dat Fëmmverbuet méi generell och a Bistroen, an Diskothéiken, a Baren an esou virun, a versicht nach e bessere Schutz vun den Netfëmmerten ze erreechen duerch esou Moossnamen!

Dat ass am Fong den Haaptsënn vun där Motioun hei, déi mer virbruecht hunn. Mir haten déi Motioun am Fong schonn Enn Mäerz presentéiert. Et war jo e klenge Mëssel virkomm, datt ech se net hei direkt um Pult presentéiert hat; mir hate se eragereecht un de President, ouni datt ech se hei um Pult deemools scho presentéiert hat. Mä mir bleiwe selbstverständlech awer der Meenung, datt déi Motioun eng ganz richteg Stoussrichtung hat an och haut nach huet, a mer sollten endlech an déi dote Richtung goen.

Et ass eng Affär vu Courage a vu Gesondheetsschutz a vu Jugendschutz! Et sinn dräi Saachen zesummen, déi hei wichteg sinn. Duerfir hu mer déi Motioun gemaach, an ech mengen, bon, et kéint een natierlech och nach soen, wa manner gefëmmt gëtt, wier dat och gutt fir eis Krankekeesen. Well mer ganz genau wëssen, vill Häerzkreeslafkrankheeten, vill Bronchiten, vill Halsproblemer, vill Longeproblemer, vill Kriibs kann duerch dat Fëmmen an och duerch d'Passivfëmme kommen. An dat si chronesch Krankheeten, déi eis Gesondheetskeese belaaschten, déi jo net nëmme perséinlech Leed da bréngen, wa Leit do sinn, déi Longen- oder Bronchialkriibs oder esou Saache kréien. Et ass net nëmmen dat. Et sinn och vill aner Saachen.

Ech hunn elo gelies, dat huet mech och gewonnert, awer positiv iwwerrascht, Här Gesondheetsminister, datt Der eng Campagne gemaach hutt zum Beispill, fir de Fëmmerten ze soen, wa se fëmmen, da géife se am Fong datselwecht anootme wéi dat, wat an de Batterien ass, nämlech Kadmium.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Jo. Jo.

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- A Kadmium eleng, nëmmen de Problem vum Kadmium wier eleng schonn derwäert, fir ze soen: Et ass besser, wann een net géif fëmmen. Do hutt Der eng gutt Campagne gemaach. Ech mengen, dat geet an eng ganz richteg Richtung.

Mä elo misst dee Schrëtt gemaach ginn, et ass Zäit, elo dee Schrëtt ze maachen, fir ze soen, elo gi mer dee Schrëtt méi wäit, deen noutwendeg ass. Dat heescht, datt iwwerall op den öffentleche Plazen, wou mer a geschlossene Raim sinn, datt do d'Fëmme verbuede gëtt, fir d'Jugendlech ze schützen engersäits, mä awer och, fir déi aner Leit ze schützen insgesamt vis-à-vis vum passive Fëmmen. Dat ass de Sënn vun eiser Motioun.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Huss. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, ech kéint et elo ganz einfach maachen an et an engem Saz soen: Dës Motioun kënnt ze fréi, well se virun engem ugekënnegte Gesetzesprojet vun der Regierung kënnt, fir ebe grad dëse Projet, dee jo an der Ausaarbechtung ass, elo ze fuerderen am Numm vun der Oppositioun.

Als Regierungspartei ass et kloer, dass mir de Regierungsprojet ënnerstëtzen an ofwaarden, fir dann an den Débat vum Sujet anzetrieden. Dir misst dann nach eng Kéier hei sinn, fir déi-

selwecht Ried nach eng Kéier kënnen ze halen, déi Der haut scho gehalen hutt.

Trotzdeem e puer Wuert dozou.

Et gëtt e Regierungsprogramm, et gëtt e Plan antitabac, déi ginn ëmgesat. De Regierungsrot huet dem Minister gréng Luucht ginn, fir de Projet de loi auszeschaffen. Am Ausland gëtt et verschidde Léisungen - Dir hutt dat och elo gesot -, an et geet drëm, fir déi Léisungen och juristesch am A ze halen, fir e Gesetz ze kréien, wat och d'Strooss hält.

Notamment léiert eis jo d'Situatioun an der Belsch, dorobber opzepassen, wou eben elo en Entscheed geholl ginn ass, dass eben tëschent Restauranten a Bistroen d'Verfassungsgeriicht décidéiert huet, keng Ënnerscheeder zouzeloossen, wéinst dem Gläichheets- an Diskriminéierungsverbuet.

D'Evaluatioun vum Fëmmverbuet an de Restauranten, also d'Evaluatioun vum Gesetz vu September 2006 soll och virleien, ier mer Konklusiounen hei zéien. Weider Efforten a puncto Opklärung, Informatioun, Preventioun bleiwen ze maachen, dat schéngt eis kloer. Obwuel hei villes gemaach ginn ass, bleift Lëtzebuerg jo do am europäesche Verglach awer op enger ganzer Rei vu Punkten hannendran. Do ass sécher nach en Effort méiglech.

Schliesslech wëll ech hei och soen, dass d'CSV selbstverständlech eng Verschäerfung vum aktuelle Gesetz ënnerstëtzt an och eng Stäerkung vum Schutz vum Netfëmmert. Wann also de Regierungsprojet esou wäit ausgeschafft ass, dass de Minister e kann diskutéiere mat den Interessegruppen an en och ka virstellen, dann deele mir eis ofschléissend Meenung zu dësem Sujet mat.

Mir fannen et haut ze fréi, eng Opfuerderung un d'Regierung ze stëmmen, déi d'Regierung - wéi gesot - sech selwer eigentlech op de Fändel geschriwwen huet. Dat gesot, lehne mir déi Motioun of.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Schaaf. Elo kritt d'Wuert den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Di Bartolomeo, Spezialist jo vu Pressekonferenzen a Campagnen, wäert jo sech net gefreet hunn iwwert déi lescht europäesch Studië, déi gemaach ginn ass 2010 vum Tobacco Control's Gale, wou mer souguer vun 2007 op 2010 elo nach eng Plaz verluer hunn an elo op der 29. Plaz si vun 31 Länner. Dat wäert de Minister jo eis sécher erklären, firwat och esou e schlecht Resultat do ass.

D'Hypokrisie och an eisem Land ass einfach grouss! Hei soe mer, et dierft net gefëmmt ginn, an op där anerer Säit mat eiser Präispolitik a mat den Akzise fëlle mer eis Keesen. Dat heescht, et muss een och eng Kéier éierlech sinn, wat ee wëllt. Et soll een net op där enger Säit soen, mir si géint d'Fëmmen, an op där anerer Säit hu mer eng vun deene ganz avantagéisen Akzisepolitiken. Mir wësse selbstverständlech, dass duerfir och ganz vill Leit aus Nopeschlänner hir Zigaretten heihinner kafe kommen.

Här President, wann een déi Motioun och vum Här Huss kuckt, muss ee sech d'Fro stellen, ob se, ech wëll net soen, elo net opportun wier, verfréit wier, mä ob et net besser wier, et géif een déi Motioun zréck an d'Commission de la Santé ginn, wann den Här Minister sech engagéiert, dass e säi Projet de loi och elo rapid an d'Kommissioun bréngt, an dass een dann déi zwee Punkte soll zesummen tranchéieren. Dat wier méi richteg.

Amplaz elo hei e Vote driwwer ze huelen, a wéi eng Richtung déi eng wëlle goen an déi aner wëlle goen, wier et méi objektiv, zesummen, wa mer dee Projet de loi hunn, ze kucken, a wéi eng Richtung dës ganz Chamber wëllt goen, mat deenen Dispositiounen, mat de Renseignementer, mat den Informatiounen a mat den Detailer dozou.

Mir géife mengen, dass ee sollt, wann den Här Huss domadder averstane wier, dës Motioun an d'Kommissioun zréckschécken, mä wéi gesot mam Engagement vum Gesondheetsminister. Mam Engagement vum Gesondheetsminister! An hei, dass mer den Débat dann direkt kënnen am September ufänken. Ausser e kënnegt eis un, e géif elo schonn an deenen nächste Wochen déposéiert ginn, wier et wichteg.

Mir soen awer och, Här President, dass et fir eis als liberal Partei e bësse bedenklech gëtt, ëmmer déi méi restriktiv Agréff an d'Privatliewen. Et gëtt ëmmer méi reglementéiert. Et gëtt alles reglementéiert. Et soll een eng Kéier de Reflex hunn, sech ze iwwerleeën, wéi vill reglementéiert gëtt. An dass déi legalistesch Tendenzen, déi mer am Moment hei an dësem Land kennen, éischter eis Partei skeptesch loossen.

Dowéinster wiere mer éischter frou, mir géifen - wéi gesot - nach eng Kéier dës Motioun an d'Kommissioun schécken. A mir wieren och ganz frou, wa mer awer hei kéinte vum Minister wëssen, wat e vun där Etüd hält. En huet virdru gesot, ech hätt jo heiansdo domm Bemierkunge gemaach. Hei ass eng konkret Etüd. Ech verstinn, et ass schwéier fir d'LSAP, nodeem se gëschter sech schonn hu missen enthalen, well se net konnte soen, a wéi eng Richtung se wéilte goe beim Avortementsgesetz, dass se haut nees eng Kéier musse Fuerf bekennen. Zwee Deeg hannereneen ass vläicht e bësse schwéier fir déi Partei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. D'Wuert kritt elo den Här Colombera.

M. Jean Colombera *(ADR).*- Jo, Här President, et ass sécher, dass d'Fëmmen net ganz gutt fir d'Gesondheet ass. Mä bon, et muss een awer och kënne Privatentscheedungen treffen. Et steet jo ganz vill op de Këschte vun den Zigarette geschriwwen: „Nuit à la santé." An ech mengen, et gëtt awer Leit, déi fëmmen. Ech mengen, dat ass eng Décisioun, déi ass perséinlech.

Et ass och esou, dass an den Dierfer ganz vill Caféë sinn, an d'Leit, déi kommen dohinner, fir ze poteren, fir ze schwätzen, fir Kaarten ze spillen, fir een ze drénken, awer och fir eng ze fëmmen. Ech mengen, dat ass e Lieu de rencontre an dat hëlleft och zur Cohésion sociale.

Ech mengen, do wär et falsch, fir do einfach ze soen, do gëtt net gefëmmt,...

(Interruption et hilarité)

...well dat ass fir eis ee verlängerte Raum, ee Privatraum. Et sinn ëmmer déiselwecht Leit, déi dohinnerginn. Et sinn ni aner Leit, déi kommen. Et sinn ëmmer déiselwecht Leit, déi owes dann dohinnerginn an déi eng fëmmen an déi een drénken. An dofir ass dat fir eis en Agréff an d'Privatsphär a mir kënnen net akzeptéieren, dass et do dann iergendwéi an de Caféen ee Fëmmverbuet gëtt.

Ech mengen, wann ee kéint e Kompromëss fannen, da wär et esou, dass de Propriétaire vum Café misst affichéieren, hei a mengem Café gëtt gefëmmt oder hei a mengem Café gëtt net gefëmmt. An ech mengen, da wéissten d'Leit Bescheed,...

(Interruption)

…ob se an dee Café eraginn oder net. An da géif een no een, zwee Joer da kucken, d'Evaluatioun ze maachen an do erausfannen, wat dann elo dat Bescht wär. Op jidde Fall, mir wäerten dann dofir, duerch dee Grond do déi Motioun hei vum Här Huss net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Colombera. Elo kritt den Här Gesondheetsminister d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech misst ech dem Jean Huss fir d'Motioun Merci soen, an ech soen em och Merci.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Sprangt emol eng Kéier iwwer Äre Schiet!

Une autre voix.- Haha!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech wëll awer mat deem halen, wat duerno de Jean-Paul Schaaf gesot huet, mat deem sengen Ausféierungen ech mat enger klenger Nuance d'accord sinn. De Jean-Paul Schaaf huet gesot, dem Här Huss seng Motioun géif ze frëi kommen.

Une voix.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech sinn éischter der Meenung, dass se annerhallwe Mount ze spéit kënnt, well wéi e se wollt eraginn, du war et „just in time", a wéi se dann endlech erakomm ass, dunn hat d'Regierung schonn dem Gesondheetsminister d'Instructioun ginn, fir eigentlech de Gros ze maache vun deem, wat am Jean Huss senger Motioun dran ass.

Ech hunn Enn Abrëll dem Regierungsrot de Bilan vun dem Gesetz vun 2006 virgeluecht, wat e ganz positive Bilan ass. An ech hu vun der Regierung den Optrag kritt, fir de Regierungsprogramm ëmzesetzen an en Avant-projet auszeschaffen, deen d'Protektioun vun deenen, déi net fëmmen, verstäerke soll, mat engem ganz besonneschen Akzent op déi Jonk. An Dir wësst jo, wou déi Jonk sech ophalen. Dann ass och d'Missioun ganz kloer.

Wann ech dann nach deen zweete Volet, deen an der Regierungserklärung enthalen ass, hannendrunhänken, dat ass d'Emsetzung vum Plan tabac. De Plan tabac, deen déi lescht Period eng éischte Kéier am Regierungsrot war an deen eng ganz Rei vu Mesuren enthält, déi mer erëm eng Kéier an der Motioun erëmfannen.

Ech wäert also dee Gesetzesprojet ausschaffen am Sënn vun der Regierungserklärung. Dat heescht, eng ganz seriö Verstäerkung vum Schutz vun deenen, déi net fëmmen, an am Sënn - an dat wëll ech emol eng Kéier an der Chamber vläicht erënneren - vun der OMS-Konventioun, déi à l'unanimité vun der Chamber gestëmmt ginn ass an déi genee dat enthält, wat an der Motioun vum Här Huss enthalen ass.

Ech wëll just nach eng Kéier insistéieren, dass mir hei net am loftleere Raum sinn, mä dass an der Zwëschenzäit dat Fëmmverbuet, wéi mer eis et virstellen, a Frankräich effektiv ass; nom 1. Juli an der Belsch effektiv wäert sinn, wou d'Belsch wollt esou eng hallef Regelung maachen a wou d'Verfassungsgeriicht ganz kloer gesot huet, dat wier eng Diskriminatioun an dat wier net zoulässeg.

Ech géif mech och froen, wéi esou eng Décisioun, wéi esou eng Action en justice hei zu Lëtzebuerg géif ausgoen. Wahrscheinlech - eise Verfassungsspezialist, de Paul-Henri Meyers, seet et - d'selwecht. Duerfir hu mer Intérêt, wa mer dat wëssen, dass mer och deem Rechnung droen.

A Spuenien hu se an der Zwëschenzäit agelenkt. Si haten nämlech e Gesetz, wou ganz kloer de Choix vum eenzelne Wiert bestanen huet. Dat huet sech awer als Fiasko erwisen, an déi spuenesch Regierung huet an der Zwëschenzäit nogebessert. Well dat wëll ech dem Här Colombera soen: Wa mer dat dote wéilten, dass mer jiddwerengem fräistellen, ob säi Café fumeur ou non-fumeur ass, da brauche mer kee Gesetz, well dat ass elo scho méiglech. Et gëtt just net gemaach.

Une voix.- Dach.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Kaum.

(Interruption)

Jo. Dir sidd awer net Actionnaire.

Une voix.- Dach, et ass d'Gemeng, déi verlount.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Okay. Okay. Gutt. Also, mat enger Exceptioun dann.

(Interruption)

Ech wëll just soen, dass mer, mengen ech, e ganz breede Konsens an dëser Chamber hunn, dass d'Gesondheet vis-à-vis vun aneren Intérête priméiere soll. An ech si ganz dankbar fir déi kloer Positiounen, déi haut erauskomm sinn, souwuel bei der CSV, bei deene Gréngen. Ech mengen, d'Positioun vun der LSAP ass zënter Längerem kloer.

Ech hunn allerdéngs net esou richteg eraushéieren, wat de Fraktiounschef vun der DP eis wollt soen. Well de Fraktiounschef vun der DP huet mech gefrot, firwat dass mer op der drëttleschter Plaz an der europäescher Hitparad stinn, wat progressiv Politiken a Saachen Tabagismus ugeet. Majo, ganz einfach, aus zwou Ursaachen: Well eise Präis ze niddreg ass, a well et ze vill Exceptioune gëtt.

Wann also dat méi wéi eng rhetoresch Fro war, mä eng Opfuerderung u mech war, fir eis Plaz ze verbesseren, wat ech jo mengen, dass et war, well den Här Bettel schummt sech jo mat eis, dass mer esou schlecht dostinn, da ginn ech jo dervun aus, dass den Här Bettel der Meenung ass, dass mer de Präis gewalteg sollen héijen…

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- …an dass mer d'Exceptiounen alleguer sollten ausmäerzen. Well da gehéiere mer zu deenen Éischten; dat, wat Der jo eigentlech wëllt. Wann dat Är Meenung ass, Här Bettel, sot mer dat wann ech gelift! Dir hutt mer dat awer net gesot. Dir hutt mer am Contraire dann no där Thees Är Antithees presentéiert.

An Är Antithees, déi ass: „Mir als Liberal si jo eigentlech der Meenung, dass een awer de Raum vun deem Eenzelnen net esou soll aschränken." An eigentlech, an dat huet Äre Generalsekretär - neen, net de Generalsekretär; de Vizepresident - bei engem öffentlechen Débat gesot: „Déi Liberal si ganz kloer dergéint, dass een den Nichtraucherschutz op d'Caféen an op d'Discoen - vläicht d'Discoen nach, mä op d'Caféen - soll ausdehnen." Dat heescht also, Här Bettel, ech ginn net esou richteg klug aus Ärer Attitüd.

Une voix.- Dat kann dach net sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Thees an Antithees. Dir misst och elo nach d'Synthees fäerdeg bréngen, mä do sidd Der net esou gutt wéi anerer dat kënnen. Also, ech bleiwen hei op mengem Appetit. Ech stelle fest, dass ausser der DP bei jiddwerengem d'Positioun ganz kloer ass.

An ech géif dann zur Konklusioun kommen, an et wäert den Här Huss net iwwerraschen. Ech sinn der Meenung, dass no deem, wat de Mëtteg hei an der Chamber gesot ginn ass vun dem zoustännege Minister, och vum Porte-parole vun där gréisster Majoritéitsfraktioun, dass, nodeem mer unanime d'OMS-Konventioun hei gestëmmt hunn, dass mer, nodeem mer e kloere Regierungsprogramm hunn, dass ech, nodeem ech vun der Regierung e ganz kloeren Optrag kritt hunn, fir en Avant-projet auszeschaffen, dee selbstverständlech da mat jiddwerengem diskutéiert gëtt, dass dem Här Huss seng Motioun superfétatoire ass,…

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- …dass den Här Huss also oppen Dieren arennt. An ech géif den Här Huss bieden, mer Vertrauen ze schenken,…

Une voix.- Dat ass schwéier.

Une autre voix.- Uh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- …mir an der ganzer Chamber Vertrauen ze schenken. A wann net dat géif geschéien, wat hei eben ugekënnegt ass, dass en da seng Motioun eben nach eng Kéier géif presentéieren. Wann en allerdéngs drop hält, fir seng Motioun oprechtzeerhalen, vu dass se superfétatoire ass, a vu dass d'Regierung mer schonn deen Optrag ginn huet, deen hie mir elo wëllt ginn, da misst ech soen, dass mer dee Moment missten dergéintstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gesondheetsminister. Den Här Bettel freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech si frou, dass op jidde Fall dem Minister Di Bartolomeo seng Synthees déiselwecht ass wéi meng. Dat heescht, dass am beschten den Här Huss seng Motioun jo géif zréckzéien. Et ass jo dat, wat den Här Huss…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Awer aus anere Grënn!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh, Här Di Bartolomeo! Dir sot, ech hätt keng Synthees, Dir braucht eng Véierelstonn, fir zu menger Konklusioun ze kommen.

(Interruption)

Ech wëll just dem Här Di Bartolomeo soen, dass ech d'Resultat vu senger Politik gesinn. E schwätzt vun de Punkten, an dat ass jo och déi Skala. E seet, et wier just eng Saach vu Präis an Aschränkungen. Ech gesinn och d'„public information campaign", do hutt Der guer näischt; „advertising brands", do hutt Der néng, wou aner Länner vill méi hunn; „health warnings" eent - et si véier Punkte méiglech; „treatments" si Punkte méiglech, déi gi bis néng hei erop; Dir hutt siwen.

Da sot net, et wier just eng Saach vum Präis oder vu Restriktiounen! Kuckt Ären Tableau op der Säit 10! Ech kann Iech eng Kopie maachen, wann Der et nach net gelies hutt. Äert Resultat ass einfach: Dir sidd elo siwe Joer Gesondheetsminister, mir sinn Drëttlescht an Europa, mir wore Véiertlescht viru véier Joer. Bon, et ass net super.

A wéi gesot, mir géifen déiselwecht Konklusioun froen, wuer den Här Di Bartolomeo komm ass elo, dass mer dës Motioun net solle stëmmen a waarden, bis an der Kommissioun dann d'Diskussioune stattfannen.

M. le Président.- Jo, nach eng Kéier ganz zum Schluss, elo kritt den Här Gesondheetsminister hei nach eng Kéier d'Wuert, an den Här Huss nach wéinst der Motioun. Här Gesondheetsminister, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Ech wëll just feststellen, dass den Här Bettel och derfir plädéiert, dass mer op d'Päck déi Schreckensbiller sollen dropmaachen. Ech wëll nach eng Kéier insistéieren, dass, wann den Här Bettel dat eescht mengt, e wann ech gelift zu senger Partei an zu sengem Parteipresident soll soen, dass e bedéngungslos hanner engem Gesetz, dat den Nichtraucherschutz an de Vierdergrond stellt, steet.

Just e lescht Wuert. Et miesst een den Erfolleg vun enger Démarche net um Käschtepunkt vu Campagnen. Ech wëll Iech just soen, dass zënter 2003 d'Zuel vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerg nach fëmmen, vun 33% deemools op

24% haut erofgaangen ass. Dat ass net vum selwe komm, dat ass duerch eng konsequent Informatioun, duerch d'Sensibiliséierung vun de Leit an duerch e ganze Moossnamepak komm, deen Dir ni wollt, dee mir awer realiséiert hunn.

A bei deenen, déi deeglech fëmmen, ass de Prozentsaz souguer haut nëmmen nach bei 19%. Dat sinn der nach 19 ze vill, an duerfir wëlle mer eis eben op de Wee vun engem kloere Gesetz maachen. Hoffentlech mat Iech, mä mir maachen et awer och ouni Iech.

M. le Président.- Sou! Elo kritt nach den Här Huss d'Wuert.

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Jo, vu datt et sech jo am Fong ëm meng Motioun, d'Motioun vun der Grénger Partei, vun der grénger Fraktioun handelt, wëll ech dann och op déi Saachen äntwerten, déi hei u mech erugedroe gi si vun eenzelne Säiten.

Ech wëll soen, datt eis Haltung doranner glaskloer ass. A jiddwereen dobausse soll wëssen, och wann den 9. Oktober Wahle sinn a wann dofir hei am Sall esou munch Eeërdänz hei gedanzt ginn, soll jiddweree wëssen, déi gréng hunn déi doten Haltung erabruecht an dat ass eis Haltung. An da sollen déi Leit wielen oder net wielen. Dat ass jiddwerengem säi Choix.

Zweetens, et ass nach eng Partei hei, déi eng ganz kloer Haltung huet. Dat ass d'ADR. Déi ass elo hei vum Dokter Colombera duergeluecht ginn, dee gesot huet, si sinn do dergéint, si mengen, datt an de Bistroen - wéi den Här Colombera seet - muss kënne gefëmmt ginn. Dat ass fir mech eng kloer Haltung. Eng Haltung, déi mech awer iwwerrascht vu Säite vun engem Dokter, dee jo awer misst informéiert sinn iwwert d'Gesondheetsgefore vum Fëmmen…

Une voix.- Très juste!

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- …an deen also misst fir de Schutz vun de Fëmmerte selwer wéi och de Schutz vun deene Leit, déi mat musse fëmmen an engem Bistro, antrieden. Et ass scho ganz erstaunlech, hei festzestellen, datt en Dokter fir déi doten Haltung antrëtt.

Drëttens ass hei vum Gesondheetsminister gesot ginn, déi Motioun wier superfétatoire. Si wier am Fong iwwerflësseg, well am Fong d'Regierung him, dem Gesondheetsminister, dat heescht also d'Regierungsparteien, den Optrag ginn hätten, an déi dote Richtung - vu menger Motioun - e Projet op den Dësch ze leeën.

Dat kléngt natierlech ganz gutt, ech weess awer net, ob se superfétatoire ass, well ech mer net esou ganz sécher sinn, besonnesch nodeem ech den Här Schaaf hei am Numm vun der CSV schwätze gehéiert hunn, ob dat da wierklech esou ass, datt do déi zwou Regierungsparteien esou kloer hannert där Haltung stinn, déi a menger Motioun drasteet an déi vum Gesondheetsminister jo anscheinend an där doter Richtung da matgedroe gëtt.

Mir schéngt et eng kleng Iddi awer esou ze sinn, wéi wann dat nach net esou kloer wier an de Reie vun der CSV, wéi dat hei gesot ginn ass. Ech wier natierlech positiv iwwerrascht, wann, an ech kéint soen: D'accord, si ass superfétatoire, wann et esou wier, wéi dat hei vum Gesondheetsminister duergestallt ginn ass. Woubäi ech awer net sécher sinn, ob dat bei sengem Regierungspartner och esou ass.

Wat d'Haltung vun der Demokratescher Partei ubelaangt, ech mengen, do ass den Tour ronderëm - wéi seet een dat esou schéin? -, et ass dee groussen Tour gemaach ginn,…

Une voix.- Bloen Damp.

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Et war bloen Damp, jo.

…ouni prezis Aussoen ze maachen. Ech hätt mer do gradesou wéi de Gesondheetsminister eng vill méi kloer Haltung och vu Säite vun der Demokratescher Partei an dëser Debatt hei erwaart.

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Sozialisten hunn och esou geschwat!

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Ofschléissend wëll ech also soen, datt ech hei dann dem Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo, dee sech hei engagéiert huet, e Projet op den Dësch ze leeën, deen dat doten enthält, an deem Sënn mäi Vertraue schenken an ze soen: Okay, ech si bereet, se dann haut hei zréckzezéien a se an d'Santéskommissioun zréckiwwerweisen ze loossen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt. Also, hei…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Här President!

M. le Président.- Jo, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Ech mengen, ech hat eng relativ kloer Positioun. Wann den Här Huss seng Motioun oprechterhält, vu dass se superfétatoire ass, géif ech da proposéieren, dass se ofgelehnt gëtt. Ech hunn em proposéiert, dass e se en veilleuse soll halen.

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Dat hunn ech jo gesot.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- An der Kommissioun gëtt souwisou iwwert de Projet diskutéiert.

Une voix.- Entweder zéis de se zréck oder se geet an d'Kommissioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Jo.

La même voix.- Du kanns net déi zwou Saachen hunn.

(Interruptions)

M. le Président.- Also, mir hunn elo…

M. Jean Huss *(déi gréng), auteur.*- Ech hu gesot, an d'Kommissioun. Ech hunn dat elo just gesot.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Also, mir hunn elo hei… Wann ech gelift, ech hätt elo gär, datt Der nolauschtert. Dat hei ass eng Propositioun vum Auteur vun der Motioun, fir déi Motioun an déi zoustänneg Kommissioun ze verweisen. Si mer eis do eens?

(Assentiment et négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Ech proposéieren, datt mer dann iwwert déi Motioun ofstëmmen.

(Assentiment)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé.*- Da kënnt de Projet an d'Kommissioun.

Vote sur la motion

M. le Président.- D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Sou! De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 9 Jo-Stëmmen a 7 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 43 voix contre, 9 voix pour et 6 abstentions.

Ont voté oui: M. Eugène Berger;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Marc Angel), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jean Colombera).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen) et Claude Meisch (par M. André Bauler).

Ech ginn net dervun aus, datt nach ee seng Enthalung wëllt begrënnen.

Da kéime mer elo zum Projet de loi 6138 iwwert d'Entraves à l'exercice de la justice. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, den Här Klein an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

(Mme Lydie Err prend la présidence.)

5. 6138 - Projet de loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

M. Gilles Roth *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, een, deen anerer uschmiert, ass an der Gesellschaft net gäre gesinn. Deen, deen uschmiert, gëllt als Verréider. Deen, dee Schlechtes iwwer aner Leit zielt oder falsch Behaaptungen an d'Welt setzt, mécht sech souguer strofbar.

Dat ass och gutt esou. An un all deem gëtt mat dësem Gesetzesprojet näischt geännert. Am Contraire, mat dem Gesetzesprojet 6138 gëtt déi sougenannte Justizbehënnerung zu Lëtzebuerg an eise Code pénal agefouert. Et ass eng Gesetzgebung, déi et an der Belsch an a Frankräich schonn zënter 1945, also méi wéi 65 Joer laang, gëtt. An déi Législatioun vun eise franséischen Noperen iwwerhuele mir elo bei eis am Land. Aus Grënn vu Rechtssécherheet iwwerhuele mir de franséischen Text dann och praktesch eent zu eent.

Éischt Fro: Wat versteet een dann ënner enger sougenannter „entrave à la justice", also enger Justizbehënnerung? Wann ech d'Kenntnis vun engem Verbriechen, engem sougenannte Crime, also enger schwéierer Strofdot hunn, wou ech nach d'Folgen dervu ka verhënneren, oder dass dës Strofdot sech widderhëlt, da muss ech dat de Justiz- oder de Polizeiautoritéite matdeelen. Maachen ech dës Matdeelung wëssentlech net an huelen ech a Kaf, dass duerch mäi Verschweigen, also meng Netmatdeelung, nach Schlëmmeres geschitt, da maachen ech mech selwer strofbar.

Et geet also bei der Matdeelung drëms, fir d'Folge vun enger schwéierer Strofdot ze limitéieren, d'Affer oder eventuell zukünfteg Affer ze schützen. Et geet net ëm eng generell Opfuerderung fir Dénonciatioun. Een, deen op muttwëlleg Aart a Weis Persounen dénoncéiert, mécht sech strofbar. Ech muss vill méi bewosst, also mat Virsaz, d'Autoritéiten net a Kenntnis vun der Strofdot gesat hunn, obschonn et mir kloer war, dass sech doduerch d'Ausmooss vun der Strofdot verschlëmmert huet oder souguer eng Widderhuelung vun der Strofdot méiglech war.

Zweetens: Bei wat fir enger Strofdot besteet dann elo d'Meldeflicht? D'Meldeflicht besteet bei engem Crime, also engem Verbriechen, wéi zum Beispill Mord, sexuelle Mëssbrauch, Mënschenhandel, Brandstëftung, mä net géintiwwer Delikter oder klengere Strofdoten, wéi zum Beispill Verkéiersverstéiss. Wann ech Kenntnis vun enger schwéierer Strofdot hunn, da muss ech dat dem Geriicht, also dem Parquet oder der Police matdeelen.

De Gesetzestext, deen, wéi gesot, eent zu eent aus dem franséische Code pénal iwwerholl gouf, schwätzt zwar vun enger Meldeflicht bei den „autorités judiciaires" oder „administratives"; an der Commission juridique war ee sech awer eens, dass ënnert dem Term „autorités administratives" d'Police gemengt ass. Et ass net eng Meldeflicht zum Beispill bei engem Buergermeeschter, well de Buergermeeschter hei am Land keng Qualitéit vun engem Officier de police judiciaire huet.

Drëttens: Wat muss ech dann elo melden? D'Meldeflicht besteet am Prinzip géintiwwer der Strofdot an net onbedéngt géintiwwer dem Täter. Et ass natierlech esou, dass, wann ouni den Numm oder d'Beschreiwung vun dem Täter zum Beispill d'Widderhuele vun der Strofdot net ze verhënneren ass, ech och muss Indicatiounen zu dem Täter maachen, souwäit ech doriwwer natierlech Kenntnis hunn. Et däerf also net zu engem Kaz-a-Maus-Spill mat der Police oder der Justiz kommen.

Véiertens: Wat geschitt dann, wann ech wëssentlech géint déi Meldeflicht verstoussen? Mä da kann ech selwer zu enger Prisongsstrof vun engem bis dräi Joer veruerteelt gi respektiv zu enger Geldstrof vu bis zu 45.000 Euro.

Fënneftens: Besteet d'Meldeflicht dann elo géintiwwer all Mënsch? Neen. Net dovu betraff sinn déi no Famill, wéi d'Elteren, d'Bridder an d'Schwëstere, oder de Bestuetenen oder gepacste Partner vun dem Täter oder dem Kompliz vun der Strofdot. Net dovu betraff ass am Prinzip och eng Persoun, déi un e Beruffsgeheimnis gebonnen ass, am Sënn vun dem Artikel 458 aus dem Code pénal. Dat sinn zum Beispill d'Dokteren, d'Apdikter oder d'Infirmieren.

Sechstens: Wéi ass et dann elo am Fall vun engem Mannerjähregen? Hei gëtt et e verstäerkte Schutz vum Affer. Wann d'Affer e Mannerjähregen ass, spille keng Ausnahmen! Als Mannerjähregen zielt jiddwereen, dee manner wéi 18 Joer huet. Et besteet d'Meldeflicht souguer vun der noer Famill vum Täter, virausgesat natierlech, dass se Kenntnis vun der Strofdot huet.

Souguer d'Beruffsgeheimnis gëtt hei ausgeschalt! Wann zum Beispill een Dokter bei enger Ënnersichung géif feststellen, dass ee Kand géif mësshandelt ginn, da muss hien dat dem Parquet oder der Police matdeelen. Den Dokter ka sech hei net oder net méi hanner säi Beruffsgeheimnis verstoppen.

Eenzeg Ausnahm ass a bleift den Affekot, am Kader vun der Berodung a vun der Verteidegung vu sengem Client. Hei priméiert de Rechtsprinzip vum Droit de la défense. Et spillt dann dem Affekot säi Beruffsgeheimnis. Näischt verhënnert awer den Affekot, eventuell sengem Client aus deontologeschen oder strofrechtleche Grënn zu enger Selbstunzeig ze roden.

Siwentens: Wéi verhält dat neit Gesetz sech da par rapport zum Quelleschutz vun de Journalisten? Och déi Fro ass an der Justizkommissioun diskutéiert ginn. D'Pressegesetz vum 8. Juni 2004 gëtt hei net ausser Kraaft gesat. De Journalist, deen am Kader vun enger administrativer oder geriichtlecher Enquête als Zeie befrot gëtt, deen huet d'Recht, fir ze verweigeren, d'Identitéit vu sengem Informant präisziginn. Mä dëse Quelleschutz ass awer dem Pressegesetz no net absolut!

De Quelleschutz ass duerch d'Pressegesetz och elo schonns ausgeschloss bei schwéiere Strofdoten, wéi Gewaltverbriechen, d'Wäisswäsche vu Suen, Drogenhandel oder Terrorismus. Prinzipiell däerft et also keng Interferenze ginn téschent dem Pressegesetz an der Meldeflicht am Kader vun der Justizbehënnerung, well déi jo nëmmen och bei schwéiere Strofdote spillt.

Aachte Punkt: Wéi verhält den neie Gesetzesprojet sech géintiwwer der Meldeflicht vun de Leit aus dem öffentlechen Déngscht, opgrond vun dem Artikel 23 aus dem Code d'instruction criminelle? E Fonctionnaire, e Beamten oder Beschäftegten aus dem öffentlechen Déngscht huet opgrond vun eiser Strofprozessuerdnung eng Flicht, fir Verbriechen oder souguer Delikter, wouriwwer hien an der Ausübung vu sengem Déngscht Kenntnis kritt, dem Procureur, also dem Parquet matzedeelen.

Am Kloertext: Ee Spuerkeessbeamten, deen an der Ausübung vu sengem Déngscht géif d'Fléisse vu Schmiergelder entdecken, muss dat haut schonns dem Procureur matdeelen. D'Meldeflicht vun den öffentleche Bedéngschte geet also méi wäit wéi déi, déi mir elo an dem Gesetzesprojet iwwert d'Justizbehënnerung aféieren, well se sech do net nëmmen op Verbrieche bezitt, mä och am Kader vun dem Artikel 23 vum Code d'instruction op Delikter, dat heescht also op manner schwéier Strofdoten.

Mä d'Meldeflicht vun den öffentleche Bedéngschte spillt nëmme géintiwwer vu Strofdoten, vun deene si am Kontext vun der Ausübung vun hirer Aarbecht Kenntnis kréien. De Gesetzesprojet iwwert d'Justizbehënnerung huet awer méi eng generell Uwendung an zielt fir Verbriechen, wou ee Kenntnis dovun op méi eng allgemeng Manéier kritt, also och zum Beispill am Kader vun dem Privatliewen.

Den Haaptënnerscheed tëschent der Meldeflicht vun den öffentleche Bedéngschten, esou wéi se elo schonns am Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle virgesinn ass, an dem neie Gesetzesprojet ass deen, dass am Kontext vum Artikel 23 vun der Strofprozessuerdnung keng strofrechtlech Sanktioune virgesi sinn, mä nëmmen disziplinaresch Moossnamen. Bei engem Netbeuechte vun der Meldeflicht am Kader vun dem Gesetzesprojet iwwert d'Justizbehënnerung spillen dergéint strofrechtlech Bestëmmungen.

Här President, niewent där sougenannter Meldeflicht féiert de Gesetzesprojet och eng Strofdot an, wann ech wëssentlech Spure vun enger Strofdot verwëschen. Bestrooft gëtt mat enger Prisongsstrof vu bis zu zwee Joer, wann ee wëssentlech - ech betounen: mat Virsaz! - Spure verwëscht respektiv Dokumenter zerstéiert oder verschwanne léisst, déi zur Opklärung vun enger Strofdot kéinte féieren.

De Begréff „Spure verwëschen" ass am Gesetzestext relativ breet ëmschriwwen, esou dass zum Beispill och d'Manipuléiere vun Informatiksmaterial dorënner fale kann. Dëst wier zum Beispill d'Zerstéieren oder d'Läsche vun der Festplack vun engem Computer.

D'Strofdot ass nëmme ginn, wann ee wëssentlech d'Spure verwëscht, also net duerch eng sougenannten Onopmierksamkeet. Et muss deemno ee Virsaz, also dem Strofrecht no e sougenannten „dol spécial" virleien. De Gesetzestext ënnersträicht dat, andeems e vun „en vue de faire sciemment obstacle à la manifestation de la vérité" schwätzt. Et gëtt haut schonns eng Strofrechtsbestëmmung iwwert d'Spureverwëschung an eisem Code d'instruction criminelle, mä déi spillt nëmmen am Kontext vun engem sougenannte Flagrant délit, dat heescht bei frëscher Dot.

De Gesetzestext, iwwert dee mir haut ofstëmmen, ass awer generell a bestrooft déi wëssentlech Verwëschung vu Spuren an alle Situatiou-

nen. De Gesetzesprojet gesäit och ee verschäerftent Strofmooss vir, wann eng Persoun, déi duerch hir Funktioun soll dozou bäidroen, Strofdoten opzeklären, wëssentlech Spure verwëscht. An deem Fall kann eng Prisongsstrof vu bis zu fënnef Joer respektiv eng Geldstrof vu bis zu 75.000 Euro gesprach ginn. Déi sougenannte Circonstance aggravante - also den erschwéierenden Tatbestand - erklärt sech doduerch, dass ee vun enger Persoun, déi gesetzlech d'Missioun huet, fir Strofdoten opzeklären, erwaart, dass si dëser Funktioun am allgemengen Interessi nokënnt an net mat Virsaz d'Spuren, déi zur Opklärung vun der Strofdot kéinte féieren, verwëscht oder zerstéiert.

Här President, dee wuel kriteschst diskutéierte Punkt ass eng Bestëmmung an dem Gesetzesprojet, wat eng reng Lëtzebuerger Produktioun ass. Hei mécht sech strofbar eng Persoun, där hir Funktioun et ass, Verbriechen opzedecken, an déi wëssentlech, also mat Virsaz, Informatioune virenthält, déi zur Opklärung vun der Strofdot géife féieren. Et handelt sech also hei ëm eng wëllentlech Obstructioun vun der Justiz, déi elo hei zu Lëtzebuerg eng Strofdot gëtt.

De Gesetzestext, deen ass d'application générale a betrëfft jiddwereen, dee vum Gesetz hier fir d'Opklärung vu Strofdote bestallt ass. Dorënner falen zum Beispill d'Police, mä och all d'Magistraten, d'Leit vum Parquet, d'Untersuchungsriichter, d'Strofriichter, mä och d'Greffieren an all aner Leit, déi zur Wourechtsermëttlung bestallt sinn, zum Beispill d'Geriichtsexperten, Dierwiechter oder Beamten aus Verwaltungen, déi d'Qualitéit vun engem Officier de police judiciaire hunn.

Et steet also hei keen, och keng Beruffsgrupp ënner Generalverdacht. Den Text déngt eleng dozou, strofrechtlech festzehalen, dass eng Persoun, där hir Funktioun et ass, Strofdoten opzeklären, Elementer, déi zur Wourecht solle féieren, net nach Gutdünken kann zréckhalen. Wien awer trotz all deem un e spezielle Fall sollt denken, dee sief un deen allgemenge Prinzip erënnert: „La loi pénale ne dispose que pour l'avenir, elle n'a point d'effet rétroactif." Dëse Rechtsprinzip ass bommesécher a spillt och net an d'lescht Jorhonnert eran.

Här President, am Sënn vun enger méi effikasser Ermëttlung a komplexen Dossieren, zum Beispill engem Zuchongléck oder engem Fligeraccident, féiere mir an eis Strofprozessuerdnung d'Méiglechkeet an, dass méi Untersuchungsriichter gläichzäiteg op engem Dossier kënne schaffen. D'Befugnisser vun deem eenzelnen Untersuchungsriichter ginn awer doduerch net ageschränkt. Et ass also keng sougenannten „cosaisine" wéi am franséische Strofrecht.

D'Untersuchung vun däregen Affäre kann deemno méi schnell virugoen. Dat ass sécher am Sënn vun de potenziellen Affer, mä och gegebenenfalls am Sënn vun de Beschëllegten. Dat erlaabt och, verschidde Blécker op d'Instructioun vun enger Affär ze hunn. An dës Bestëmmung sollt an der Praxis och dozou bäidroen, an Zukunft Veruerteelunge vun dem Lëtzebuerger Stat wéinst ze laang dauernde Geriichtsprozesser bei der Cour zu Stroossbuerg ze vermeiden.

Här President, mir haten zum Deel kontrovers, mä zu jidder Zäit oppen a fair Diskussiounen an der Commission juridique, dat deelweis a Präsenz vun dem Procureur général. Den initiale Regierungstext gouf mat dem Accord vun dem Justizminister, am Sënn vun engem Konsens, zumindest do, wou e méiglech war, vun der Kommissioun op e puer Plazen amendéiert. Ech verweise fir de Rescht op mäi schréftleche Rapport, dee majoritär an der Kommissioun ugeholl ginn ass, an ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Rapporteur. Den nächsten Orateur ass den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre, zur Prozedur misst ech jo dann haut fir d'Éischt froen, ob den Här Biltgen e Mandat kritt huet vum Regierungschef, fir hei kënnen...

(Interruption)

Ass hien nach saiséiert vum Projet de loi, an ob en däerf am Numm vun der Regierung hei schwätzen oder net? Da gi mer duerno gewuer, ob dat klappt oder net.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- Ech erklären Iech eng Kéier e bësselchen, wéi dat...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dann ass et gutt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice*.- ...an der Verfassung alles virgesinn ass.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mä et ass fir d'Éischt, wou mer e Minister dann hunn, deen elo nees resaiséiert ginn ass, jo da vun der ganzer Regierung. Dat wäert jo dann zesummen décidéiert gi sinn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu Problemer mam Text. Mir hu Problemer mam Text wéinst e puer Ursaachen.

Déi éischt Ursaach ass, wann een de Projet de loi eleng liest. De Statsrot huet och deen Artikel kommentéiert, den Artikel 141 seet, an dat huet den Här Roth jo och gesot, dass mer fir d'„autorités chargées de l'action publique et de l'instruction, à savoir les officiers, fonctionnaires et agents de la police judiciaire, le représentant du Ministère public ainsi que les juges d'instruction" do jo eng „circonstance aggravante" wier beim „obstacle à la manifestation de la vérité".

Da steet am Regierungstext, Madame Presidentin: „Ce cas de figure n'est pas prévu en droit français, mais compte tenu de la gravité de tels faits et du fait qu'il s'agit également d'une hypothèse courante d'obstruction de la justice…". De Statsrot seet selwer, dass esou eppes ze behaapten, ouni Beispiller ze ginn, huet se soulevéiert.

Et ass eng grave Accusatioun, dass dat gang und gäbe wier, dass bei de Riichter, bei der Police, beim Parquet, beim Greffe Pièce géife verschwannen. Ech widderhuelen: „une hypothèse courante d'obstruction de la justice". Dat fält bal ënner Calomnie. Op jiddwer Fall ass et e Propos diffamatoire vis-à-vis vun engem ganze Corps! Hei kritt d'Police virgeworf, de Parquet an d'Riichteren, dass regelméisseg Pièce géife verschwannen. Ech muss Iech soen, dass esou Proposen, fir eis op jiddwer Fall, inakzeptabel sinn an net e schéint Bild no bausse gi vun engem ganze Corps.

Iwwert den Text selwer si Saachen dran, wou een dann... den Här Roth huet och, an ech wëll him awer Merci soe fir säi Rapport, an ech sinn och frou an ech muss och dem Här Roth déi grouss Ouverture d'esprit loossen, dass en an der Kommissioun ganz vill Kritikpunkten, déi vun eis komm sinn, vun eiser Fraktioun komm sinn, och analyséiert huet. En huet vun der Press geschwat, en huet vun den Affekote geschwat. Dat sinn alles Punkten, déi mir ervirgehuewen hunn, a mir si frou, dass driwwer diskutéiert ginn ass. Mä et ass eis net duergaang, fir eisen Doute vis-à-vis vun esou engem Text kënnen ewechzekréien.

Am Rapport, dee mer gëschter an der Commission juridique diskutéiert hunn - deen hu mer jo och nämlech diskutéiert vum Här Fischbach -, steet dran, dass de Ministère de la Justice géint eng Surpénalisatioun ass bei Gesetzer. Hei gëtt et schonn eng Rëtsch vu Gesetzer. Et gëtt d'Non-assistance à personnes en danger, et gëtt de Coauteur, et gëtt d'Complicitéit. Hei si mer elo amgaangen am Fong eng Persoun, déi vun enger Dot eppes weess, vun engem Crime, an da muss een och - den Här Roth insistéiert: vun engem Crime -, dat heescht, d'Bierger mussen da wëssen, wat den Ënnerscheed ass tëschent engem Crime an engem Delikt.

Bonne chance, fir dass de Bierger dobausse weess, ob en elo eng Obligatioun huet. Dir sot, e schlëmme Fall. Fir verschidde Leit si schlëmm Fäll keng Crimen. An da gi se vläicht awer da bei d'Police se dénoncéieren. Et ass net evident op jiddwer Fall fir de Bierger dobaussen ze wëssen, wat den Ënnerscheed ass tëschent engem Crime an engem Delikt. Mä bon, Dir hutt dat hei am Text stoen.

An da steet och nach dran, dass e soll soen, wat geschitt ass, mä dass en net soll soen, wien et ass. E muss d'Persoun net uginn. Dat heescht, Dir kënnt da soen: Hei dohannen ass eppes geschitt, mä ech däerf Iech awer net soen, wien et ass, oder ech muss Iech soen, wat geschitt ass, mä ech däerf Iech net soen, wou genau. Also, komm, komm!

Also, ech hu léiwer, mir stëmme keng Texter, wéi schlecht Texter. Dat heiten ass nees en Text, deen, no der Bommeleeëraffär, wou gesot gouf, elo muss onbedéngt eppes geschéien a mer mussen elo onbedéngt en Text maachen, wou mer elo hei reagéieren, fir ze soen, esou eppes kann net méi sinn. An dann hu mer gekuckt ze dokteren an ze bastelen, andeem mer awer, wéi schonn an der Introductioun gesot, e ganze Corps hei an e schlecht Liicht stellen.

D'Applikatioun vun dësem Text wäert ganz schwéier sinn. Wann een op Internet kucke geet, fält et ënner Délatiounsgesetz, fënnt een esou Kritiken. Et ass e richtegt Délatiounsgesetz, dat heescht, dass et eng Obligatioun net nëmmen „de dénonciation", mä och „de délation" gëtt. Esou ee Prinzip kënne mir net stëmmen!

Mir sinn och averstanen, dass et awer crapuléis wier, wa Crimen onbestrooft géife ginn (veuillez lire: bleiwen), virun allem bei Récidivisten. An duerfir wäerte mer och deen Text net mat Nee stëmmen, mä eis enthalen. Mä, wéi gesot, mir kënnen als Grondprinzip vun enger liberaler Politik net esou en Text stëmmen.

Dass et e Fait ass, dass et eng „obligation de dénonciation" gëtt, dass ee bis dräi Joer Prisong kritt, wann een e Fait gesot kritt an deen net weiderseet, ausser et ass ee Geschwëster, et ass ee Papp, et ass ee Mamm, et ass ee Fils, mä den Noper, d'Cousinen, déi aner an der Famill, déi hunn déi Obligatioun et ze soen. Firwat déi Lëscht vun Derogatiounen, bei deenen et net zielt, an déi aner net? Et ass kee gutt Gesetz. Ech hätt léiwer gehat, mir hätte kee Gesetz gestëmmt, a mir wäerten eis och bei dësem Text enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Den Här Klein ass eisen nächste Spriecher. Dir hutt d'Wuert, Här Klein.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir d'Presentatioun vu sengem Rapport zu dësem Projet de loi. E Projet, deen an där zoustänneger Kommissioun zu interessante Froen an Diskussioune gefouert huet. Mat dësem Gesetz gi weider Infractiounen an eise Code pénal ageschriwwen, d'Entraves à l'exercice de la justice. Infractiounen, wéi d'Belsch a Frankräich se scho méi laang hunn. Fir d'Abstention coupable oder d'Non-asstistance à personnes en danger oder d'Complicitéit, déi respektiv Bestrofunge si schonn iwwer eise Code pénal virgesinn. Hei geet et ëm eppes aneschters.

Éischtens: Deen a Kenntnis ass vun engem Crime - et muss also e Crime sinn, net en Delikt oder eng Contraventioun -, wou d'Effeten nach ze verhënnere sinn oder ze begrenze sinn, muss de Geriichtsinstanzen oder den zoustännegen administrativen Instanzen, der Police administrative dat matdeelen. D'Police administrative ass jo par excellence do, fir preventiv ze wierken, fir Crimen, Delikter oder Contraventiounen ze verhënneren, souwäit hir dat méiglech ass.

Et wäert natierlech net einfach si fir den normale Bierger, ofzeweien, wat fir e Fait als Crime ze qualifizéieren ass, oder ob seng Effeten nach kënne verhënnert oder reduzéiert ginn. Dat ass wierklech, et ass elo grad ervirgestrach ginn, dass dat fir den Duerchschnëttsbierger net wäert esou einfach ginn. E kéint och eventuell fäerte fir an d'Dénonciation calomnieuse ze falen, ass awer net deem ausgesat, well en nëmmen de Fait brauch ze dénoncéieren an net säin Auteur. Wat och zwar eng schwéier Missioun herno gëtt, wa bis de Fait dénoncéiert ass, an d'Enquêteure mussen da weidersichen, fir den Auteur oder d'Auteuren opzedecken.

Ëmmerhi mussen déi Leit, déi Kenntnis vun engem Crime hunn an obligéiert sinn, fir en ze dénoncéieren, keng Angscht däerfen ze kréien, fir ze agéieren. Si musse sech op déi néideg Protektioun an Diskretioun kënne verloossen, ouni dass se brauchen ze fäerten, no der Dénonciatioun Geforen a Risiken ausgesat ze sinn, soss wäert dëst Gesetz Lettre morte bleiwen.

Den Artikel 23 - de Rapporteur huet och schonn deen ugeschnidden - vum Code d'instruction criminelle gesäit elo scho vir, dass Fonctionnairen, déi an der Ausübung vun hire Funktiounen a Kenntnis vun engem Crime oder Delikt kommen, dat musse weiderginn.

Am jëtzege Regime hu se dat misse maachen, elo scho maachen. Do steet awer keng Strof drop, wa se dat ënnerloossen; si si selbstverständlech Disziplinarstrofen ausgesat. Elo an dësem Gesetz, an dësem Projet de loi ass virgesinn, dass se och ënnert den Droit commun falen, si ënnerleien deem a si selbstverständlech verflicht, och alles dat, wat se wëssen, wat se iwwer e Crime wëssen, ouni Ausnahm weiderzeginn.

Ausnahme ginn elo jo och an dësem Projet de loi virgesi fir déi Leit, déi an enger bestëmmter Familljerelatioun mam Auteur stinn. An och d'Problematik, déi entstanen ass an déi och laang diskutéiert ginn ass um Plang vun der Kommissioun, wat d'Affekoten ubelaangt oder wat d'Journalisten ubelaangt: Do si Léisungen am schréftleche Rapport virgesinn an do sinn och keng Zweedeitegkeete méi erauszefannen.

Zum Zweete si Sanktioune virgesi fir Leit, déi wëssentlech verhënneren, fir d'Wourecht bei engem Crime oder engem Delikt erauszefannen. Do sinn d'Mëttelen, déi dozou kënnen ugewannt ginn, eenzel am Projet de loi opgezielt. Esou Obstruktioune sinn net am Interessi vun den Affer, an déi Aktiounen, déi mat voller Absicht geschéien, déi kënnen net stroflos zougelooss ginn.

De Projet de loi gesäit am Fall vu Professionellen eng Circonstance aggravante vir a folglech méi héich Strofen, wann déi sech do iergendwéi eppes zuschëlde komme loossen, fir eppes verschwannen ze loossen oder verhënneren, fir d'Wourecht un d'Dagesliicht ze bréngen. Allerdéngs ass nach eng Kéier ze ënnersträichen: Et muss den Dol spécial nogewise ginn, wat keng einfach Saach ass a wat heiansdo onméiglech ass, fir dat ze vollzéien.

Drëttens ass a komplexen Dossiere virgesinn, fir méi Untersuchungsriichteren dropzesetzen, an dat ass sécherlech och am Intérêt vun engem méi rapiden Traitement vun der Affär, déi dann och méi séier kann opgeklärt ginn. An dat ass souwuel am Interessi vum Täter a ganz besonnesch am Intérêt vun den Affer.

Alles an allem ass dëse Projet de loi eng grouss Garantie, fir Affere respektiv méiglech Afferen ze schützen, Strofdoten oder Récidiven ze verhënneren. E gëtt och eng Garantie, fir d'Wourecht méi schnell erauszefannen an de Laf vun der Justiz ze beschleunegen. Duerfir gëtt eis Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme la Présidente.- Merci, Här Klein. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech wëll direkt soen, datt mer bei dësem Projet de loi prinzipiell mat der Orientéierung vun deenen Dispositiounen do d'accord sinn, well een déi a bal allen OECD-Länner ënner iergendenger Form fënnt. Mir fannen et och hei an onser Gesetzgebung elo scho beim Artikel 23 (2) vum Code d'instruction criminelle, wou elo schonn eng Obligatioun besteet fir d'Officiers publics, d'Fonctionnairen, fir net nuren d'Crimen ze dénoncéieren, mä och souguer d'Delikter.

Dann hu mer och Dénonciatioune bei Infractioune géint d'Sûreté de l'État, bei Faux-monnayage a bei Mafia-ähnleche Strukturen, dat heescht bei der Association criminelle. Et ass also prinzipiell, mengen ech, déi richteg Orientéierung, wéi et hei geet, fir lues a lues onse Code pénal e bësse méi modern ze maachen.

Mä ech wier awer frou, Här Minister, wann déi Révision générale vum Code pénal, déi an der Diskussioun ass, och eng Kéier géif Realitéit ginn, well mer awer nach - mat deem Gepiddels hin an hier - Problemer hunn, fir méi e visibele Code pénal ze kréien.

Ech wëll och dem Rapporteur, dem Här Gilles Roth, villmools Merci soen. En hat hei ganz vill an haart Diskussiounen an der Commission juridique ze bewältegen, an ech wollt em Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Mä nach gëtt et e puer Problemer, op déi ech wëll agoen.

Dat Eent ass: D'Dénonciatiounsflicht, déi besteet net fir Persounen, déi «astreintes au secret professionnel et visées par l'article 458» vum Code pénal sinn. Am Rapport steet dran, datt dësen Artikel «d'interprétation stricte» ass an datt deen Ablack d'Lecture vum Artikel 458 iwwert de Secret professionnel «doit se faire dans cet esprit de rigueur, de sorte que l'avocat ne figure pas parmi les professions y nommément énumérées».

Dat heescht an anere Wierder, datt d'Dénonciatiounsflicht fir d'Affekote besteet, deen Ablack, wou - et ass jo eng reng theoretesch Hypothees - e Mäerder oder e Pädophilen oder ech weess net, soss e geféierleche Kriminelle géif bei en Affekot froe kommen, wann en dat an dat géif maachen, wou e sech dann däerft, a wat fir ee Land en dann däerft flüchten, wou keen Traité d'extradition wier. Ech wëll nuren ee Beispill soen, dat schéngt mer reng theoretesch ze sinn.

Beim Dokter ass et elo scho Flicht, wann en d'Maltraitance d'un enfant gesäit, datt en do eng Dénonciatioun mécht. Mä ech wëll nach en drëtt Beispill erbäihuelen, wou mer hei awer Konsequenzen hunn. Dat ass beim Beichtgeheimnis beim Paschtouer. Do ass et bis elo gewiescht, datt d'Beichtgeheimnis integral bestanen huet. Elo mat dësem Gesetz spillt dat net fir Crimen. An dat muss een och hei awer ganz kloer soen, datt dat eng Innovatioun an dësem Gesetzestext ass!

Dann ass et esou, datt am Artikel 141, do gesäit ee verschidden Dispositioune vir, wann een de Lieu du crime géif changéieren, modifiéieren. Do géif ech d'Regierung bieden, fir awer de Secouristen an den Dokteren, déi op esou Lieux du crime kommen, datt een deenen awer eng Informatioun zoukomme léisst, datt mer en neit Gesetz gestëmmt hunn an datt se verschidde Saachen net sollte maachen, déi an Zukunft kéinten als eng Destruction volontaire ugesi ginn. Ech mengen, dat wier nawell eng Vir-

siichtsmoossnam, fir allen Diskussiounen aus dem Wee ze goen.

Da geet et ëm ee méi contestéierten Artikel, dat ass den Artikel 141, Paragraph 2, Alinea 3, wou drasteet, datt - dat ass do, wou mer net déi franséisch Gesetzgebung iwwerholl hunn, mä wou mer soen, datt - eng «personne qui, par ses fonctions, est appelée à concourir à la manifestation de la vérité et qui retient sciemment une information susceptible de contribuer à la manifestation de la vérité», datt déi deen Ablack fënnef Joer Prisong riskéiert.

Dat ass eng Dispositioun, wou ech wollt en Amendement erabréngen, fir deen Alinea do ze sträichen, an ech wëll och direkt soen, Här Minister, datt, wann dësen Amendement ugeholl gëtt, stëmme mir d'Gesetz integral - guer kee Problem domat! -, wann den Amendement net ugeholl gëtt, da stëmme mer géint d'Gesetz.

Amendement 1

Art II:

Est rayé l'Art. 141. (2.); alinéa 3 qui commence par «Est punie de la même peine…» et qui se termine par «...contribuer à la manifestation de la vérité».

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombera, Gast Gibéryen, André Hoffmann, Fernand Kartheiser.

Ech wëll an deem Kontext och drop hiweisen, datt mer do, wat déi Persounen ugeet, natierlech d'Intention criminelle zréckbehalen hunn, den Dol spécial, den «sciemment», wou esou eng Informatioun gemaach gi muss, mä nach wäert dat relativ vill Problemer bréngen. D'Personnes visées sinn d'Police, mä et ass och den Untersuchungsriichter, an ech ka mer ganz gutt virstellen, datt ech, wann ech Affekot wier vun enger Persoun, déi vun engem Crime accuséiert ass, datt ech da géint den Untersuchungsriichter eng Plainte géif maachen, deen hätt en Zeien net gehéiert, deen en hätt sollen héieren; an do och, beim Curateur vu Failliten, do spillt et och, menger Meenung no: dans l'exercice de ses fonctions.

Bref, mir ginn do relativ wäit, mä do, wou mer awer déi meeschte Reaktioune kritt hunn, dat ergëtt sech aus dem Commentaire des articles vun der Regierung, dat ass vun der Police.

Sou huet d'Association Professionnelle des Universitaires du Cadre Policier gesot: «(...) le projet», ech zitéieren, «reste pour nous inacceptable dans sa version actuelle en raison de son (caractère) outrageux», vis-à-vis vun deem Artikel, wou ech elo geschwat hunn, «lequel prévoit, sans autre distinction, une peine principale pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement pour toute personne qui, par ses fonctions, est appelée à concourir à la manifestation de la vérité. (...) Au stade actuel, ceux qui ont émis ces hypothèses ne sont pas en mesure d'appuyer leurs affirmations sur un seul cas avéré» bei der Police oder soss, «et il y a de fortes chances que leurs déclarations qu'ils ont habilement médiatisées ne sont que pure spéculation corporatiste.»

Dat soen d'Kadere vun der Police. An dofir soe se: «(...) le conseil d'administration de l'APUC», dat ass déi Associatioun, «considère que la radiation pure et simple est la réponse adéquate qu'il s'agit de donner aux promoteurs de ces dispositions autoritaires.»

Mä nach besser ass, datt de 17. Januar 2011 d'Policedirektioun och en Avis gemaach huet, dee se anscheinend der Regierung zoukomme gelooss huet - anscheinend och nach - an deen ons als Chamber net zoukomme gelooss ginn ass.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Elo kéint een - wann ech elo ganz béis wier, géif ech - soen: le fait par un ministre, en vue de faire obstacle à la manifestation de la vérité, d'avoir sciemment soustrait un document public ou privé à la Chambre des Députés, dat kéint eng Infractioun sinn. Här Minister, ech wëll net esou wäit goen...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- ...en Dokument, wat ech net gesinn hunn, also kann ech et och net weiderginn.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Dir kritt all Dokument vu mir, wat ech kréien, mä ech kann lech keen Dokument ginn, wat ech net kréien. Ech kenne keen esou een Dokument!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech si ganz frou, mä wann ech elo Riichter wier, géif ech mer awer elo d'Fro stellen, ob ech net lech awer sollt condamnéieren op Base vun der „intime conviction". Ech wëll just nuren dofir soen...

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Dann ass et jo gutt, dass Dir net Riichter sidd, ech hätt soss Angscht fir d'Justiz.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll just nuren dofir soen, datt, wann een esou en Text huet, wéi deen Alinea, vun deem ech elo schwätzen, datt do ganz vill Interpretatiounen do sinn, wa mir en neien Text hunn. Wa mer déi Texter aus Frankräich eleng iwwerhuelen, do hu mer Jurisprudenzen an do si mer aus deenen Debatten eraus, déi ech elo vläicht e bëssen iwwerspëtzt formuléiert hunn.

Mä wat seet hei och d'Policedirektioun? «(...) en tant que policier l'on peut être pour le moins surpris de constater que cette nouvelle infraction constituerait une „hypothèse courante d'obstruction de la justice" alors que le mot „courant" est synonyme de „répandu", voir „très répandu". Les auteurs du projet semblent donc insinuer, sans faire état de précédents au Luxembourg (...) que notamment les policiers auraient dans le passé de manière „courante" fait obstruction à la justice.»

Dann ass de Kontext dovunner net definéiert. D'Jurisprudenz weist, datt och do ganz vill Inconnuë sinn. Vu datt ech net méi vill Zäit hunn, kann ech net alleguerten déi Dispositioune virliesen, mä et ass fir d'Policedirektioun ganz kloer: «Le public est clairement désigné», mä datt d'Informatiounen an datt déi ganz Gesetzgebung eng etlech Schwieregkeete bréngen, datt zum Beispill och de Polizist als Témoin dat heiten hei net bräicht, fir ënnert dee Fall do ze kommen, well do besteet d'Infraction pour faux témoignage.

Dann de Polizist als Suspect, dee brauch och keng Ausso ze maachen, dee kann déi Informatioun do zréckhalen, grad wéi jiddwereen, well op Basis vun den Uerteeler iwwert d'Mënscherechtskonventioun all Persoun, déi riskéiert inculpéiert ze ginn, keng Informatiounen un d'Geriichter muss bäiginn, déi se kéinten inculpéieren. Dat ass en Uerteel: „Arrêt Brusco" vum 14. Oktober 2010. An d'Policedirektioun schlussfolgert dann dorobberhin, ech zitéieren: «Il s'agit en l'espèce d'une assez grande nébuleuse de sorte qu'il semble difficilement...

M. le Président.- Här Henckes, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ma et ass dowéinst, wou ech elo just amgaange sinn. «Il s'agit en l'espèce d'une assez grande nébuleuse de sorte qu'il semble difficilement prévisible ce que les autorités judiciaires seront amenées à sortir de cette pochette-surprise.» Et ass dowéinst, Här Präsident, wou ech géif hoffen, datt d'Regierung kéint domat d'accord sinn, déi Pochette-surprise aus dem Gesetz erauszehuelen, an datt mer deen Ablack eng ganz staark Majoritéit fir dës Gesetzgebung hätten.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Do hunn ech kee Riedner méi, deen ageschriwwen ass. Da géif d'Wuert den Här Justizminister François Biltgen kréien.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Merci, Här Präsident. Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll emol fir d'Éischt ganz besonnesch dem Rapporteur, dem Gilles Roth, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport an och déi Aarbecht, déi en an der Kommissioun gemaach huet. Eigentlech hat ech mer erwaart, well och dee mëndleche Rapport esou kloer war vum Här Roth, dass ech just bräicht hei eropzekommen an ze soen, et wär alles gesot. An et ass och alles gesot!

Leider huet den Här Roth et awer net fäerdeg bruecht - mä et läit net un him -, fir den Här Henckes ganz an den Här Bettel hallef ze iwwerzeegen, fir dëse Projet hei ze stëmmen. Ech wollt emol fir d'Éischt nach eng Kéier confirméieren, dass ech effektiv géint eng Surpénalisatioun sinn. Ech sinn awer fir eng richteg Pénalisatioun.

Ech wëll och nach eng Kéier op eng Fro äntwerten, déi mer gestallt kruten, wou ech gemengt hunn, ech hätt se schonn eng Kéier hei beäntwert - mä et ass egal, doppelt genäht hält besser! -, dass ech virun engem Mount eng Aarbechtsgrupp agesat hunn, fir de Code pénal ze duerchforsten. Ech bleiwen der Meenung, dass et ganz vill Strofe gëtt am Code pénal, déi entweder iwwerhaapt net dohinner gehéieren oder ze héich sinn.

Une voix.- Voilà!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech soen lech awer och, an dat hunn ech och hei gesot, wéi mer d'Blanchimentsgesetz gestëmmt hunn, dass et och Faitë gëtt zu Lëtzebuerg, déi net genuch gestrooft ginn. Ech muss soen, dass et mech ëmmer gestéiert huet, dass een heiansdo méi gestrooft gëtt wéinst Transport- oder Verkéiersdelikter oder verschidden Emweltdelikter wéi wéinst richtege finanzielle Knaschtereien, an do hu mer villes an der Vergaangenheet riichtgebéit, notamment an deem Blanchimentsgesetz.

An ech soen lech, dass ech och duerfir fir dat heite Gesetz astinn. Dat sinn nei Strofen, mä ech mengen, dass se richteg sinn. Ech ginn awer nach eng Kéier op den Inhalt vun deene Faiten an, déi hei solle bestrooft ginn.

Dat Zweet ass, dass ech och wëll deemnächst eng Expertise ordonnéieren - ech hu scho Virgespréicher gehat mat enger ganz kompetenter Persoun -, fir och eng Evaluatioun vum Droit pénal spécial ze maachen, well ganz oft sinn am Droit pénal spécial vill méi héich Strofe virgesi wéi am Code pénal selwer. Also, eng Reform vum Code pénal ass dat eent, mä wierklech eng nei Approche am Droit pénal spécial ass dat anert. Ech bleiwe menge Versprriechen hei trei an ech hoffen, dat och esou séier wéi méiglech kënnen ëmzesetzen.

Da muss ee wëssen, wann een iwwer Droit pénal schwätzt, dass et zwee grouss Prinzipië gëtt, déi ëmmer erëm do sinn. Dat Éischt ass d'Interprétation stricte vum Droit pénal: Et kann een also net extensiv eppes interpretéieren an dat bleift bei all Text esou. An dat Zweet ass d'Intention dolosive: Et ass net, dass een en objektive Feeler gemaach huet, wou den Droit pénal spillt - där gëtt et mëttlerweil, esou Domänen, iwwert déi ze diskutéieren ass, dat soen ech gären -; fir mech ass Droit pénal ëmmer do, fir ze bestrofen, wou eng Intention dolosive ass, wou ee wëssentlech, en pleine connaissance des termes wollt eppes falsch maachen a géint d'öffentlech Uerdnung verstoussen.

Dësen Text huet virun allem zwee grouss Prinzipien: Dat eent ass deen, fir d'Leit esou wäit ze kréien, net, all Crime ze dénoncéieren - hei ass keng Obligation de dénonciation -, mä et ass, fir d'Leit dohinner ze kréien, net, fir e Crime ze dénoncéieren am „140", mä nëmmen de Crime ze dénoncéieren ënnert der Viraussetzung, dass d'Effete vun deem Crime oder nei Crimen nach kënnen ze verhënnere sinn.

Une voix.- Dat weess jo keen!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech soe just, dass et awer wichteg ass, dass d'Leit wëssen, dass se domadder nodenken. Mir hunn an der Chamberskommissioun eng grouss Diskussioun gefouert - déi nach net fäerdeg ass -, wat Abus-sexuele bei Kanner ubelaangt, iwwer Prescriptiounen. Ech bleiwe bei där Meenung, déi iwwregens och de Parquet an de Parquet général vertrueden an ech och ëmmer erëm vertrueden hunn, dass eng Ausweitung vu Prescriptiounen näischt hëlleft. Ech verweisen op e ganz interessanten Interview vum Gilbert Pregno kierzlech an deem virleschten „Forum", dee genee datselwecht sot: Mir musse kucken, dass matzäiten esou Abus-sexuelen un d'Liicht kommen!

Dat heiten ass een Element, wou ee ka kucken, dass an Zukunft éischter Abus-sexuelen, notamment déi, déi repetitiv sinn - an ech mengen, wa mer kucken, alles wat an der Vergaangenheet hei diskutéiert gouf, a liest nach eng Kéier de Rapport vun eisem verstuerwene Kolleeg Mill Majerus iwwert dat, wat en am Déngscht vun der Kierch gemaach huet, dass ëmmer erëm repetitiv Abus-sexuele komm sinn -, dat heiten ass eppes, woumadder een dat ka verhënneren. Duerfir stinn ech voll fir deen Artikel 140 hei an, well deen ass d'interprétation stricte, an ech mengen, dass deen e ganz gudden Artikel ass, fir vläicht Leit och ze incitéieren, fir ze dénoncéieren.

Ech ginn elo net weider op d'Exceptiounen an, ech mengen, am Rapport ass alles gesot, wat d'Affekoten ubelaangt, och iwwert d'Press. Ech huele mer awer eng aner Kéier Zäit, Här Henckes, mat lech iwwer d'Beichtgeheimnis ze diskutéieren. Dir musst mer awer soen, a wat fir engem Artikel Dir d'Beichtgeheimnis erëmfannt. Also do, et ass och schued, dass mer - wéi virgëschter - net iwwer Kierch a Stat geschwat hunn, well do musst Dir awer en Artikel kennen, deen ech net kennen!

Une voix.- Très bien!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wollt direkt soen, datt den Artikel 458, deen ähnlech och an der Belsch ass, étendéiert ginn ass an der Belsch, op Base vun enger Jurisprudenz, och beim Beichtgeheimnis, mä…

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Nach si mer zu Lëtzebuerg.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, ech weess, mä ons Tribunäl kopéieren heiansdo ganz oft. Duerfir hat ech déi Saach do opgeworf. Well et muss ee sech just nuren heiansdo bewosst sinn, datt een net ëmmer muss waarden, bis et eng Jurisprudenz gëtt.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, ech géif mer just ganz schwéier virstelle kënnen, dass déi dote belsch Jurisprudenz op lëtzebuergesch Jurisprudenz auszewäiten ass. Duerfir mengen ech, gutt, da brauch ech net méi weider mat lech driwwer ze diskutéieren. Dann ass déi dote Fro vum Beichtgeheimnis par rapport zum 458 awer och definitiv kloer gekläert.

Da komme mer zum 141, wou et effektiv drëm geet, dass eben d'Aarbecht ka gemaach ginn, wann et drëm geet, Verbriechen opzedecken. Ech ginn elo net weider op déi éischt Alineaen an. Ech ginn dann effektiv op deen Alinea an, dee souwuel vum Här Bettel an nach méi vehement vum Här Henckes contestéiert gouf. An ech liesen deen dann nach eng Kéier vir: «Est punie de la même peine la personne qui, par ses fonctions, est appelée à concourir à la manifestation de la vérité et qui retient sciemment une information susceptible de contribuer à la manifestation de la vérité.»

Elo muss ech da soen, och do musse mer d'Interprétation stricte maachen, an hei ass d'Intention dolosive jo doppelt gemoppelt, well do hu mer den „sciemment" nach extra dran. Et géif och ouni den „sciemment" goen, mä hei hu mer doppelt gemoppelt.

Sou, elo kann ech nu wierklech net akzeptéieren, dass gesot gëtt, hei wär eppes, wat ee kéint extensiv uwennen, fir iergendeen ze kujenéieren. Wat muss hei sinn? Et muss emol fir d'Éischt eng «personne qui, par ses fonctions, est appelée à concourir à la manifestation de la vérité» sinn. Dat ass also net iergendeen, mä et ass een, dee muss mathëllefen, dass d'Wourecht erauskënnt. Dat ass dat Éischt. An duerfir steet och net hei dran, dass iergende Corps hei gemengt ass. Ech weess och net, wéi een drop kënnt, hei wär elo d'Polizei gemengt. Also, dat ass net gemengt. Ech hoffen, dass och keen dat esou mengt.

Ech wëll och soen, dass de Justizminister weder deen een nach deen anere Rapport, op deen Dir elo hei agaange sidd, kennt. Ech kenne kee vun deenen zwee. Ech hu kee vun deenen zwee kritt. Weder d'Polizei nach den Innenminister nach eng Gewerkschaft - an ech hunn d'Gewerkschaften an aneren Dénge gesinn - hunn dem Justizminister hei iergendeppes dozou zoukomme gelooss. Well wann him dat zoukomme gelooss gi wär, dann hätt en dat selbstverständlech, wéi en et ëmmer mécht, och weider un d'Chamberskommissioun ginn.

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …an un d'Chamber gaangen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Jo, awer net un de Justizminister, a vun engem anere weess ech näischt.

An ech hunn iterativ och, well ëmmer erëm déi Rumeure komm sinn, d'Polizei hätt e Problem, iterativ den Innenminister drop ugeschwat. Ech hu keen esou ee Rapport gesinn.

Nach eng Kéier: Dat interesséiert mech och net, well dat doten iwwerhaapt net d'Intentioun ass vun eisem Gesetz. Richteg ass, dass een hätt vläicht d'Hypothèse courante besser kënnen ëmschreiwen. Mä Hypothèse courante ass net Fait courant. Wa mer soen Hypothèse courante, da musse mer awer soen, dass just an der öffentlecher Debatt an all deene leschte Joren - an Dir wësst genee, op wat ech erauszilen - ëmmer erëm déi doten Hypothees erauskomm ass.

An ech mengen, dass et ebe gutt ass, dass mer an Zukunft en Text hunn, fir ze soen, mä wann et eng Hypothees ass, hei hu mer en Text, wou ee kann dergéintgoen: Da bréngt eppes! Et gouf kee Fait. Richteg. Mä mir stëmmen hei ganz vill Gesetzer, wou bis elo nach ni eppes geschitt ass. Wa mir awer eréischt ufänken, hei Texter ze maachen, wann d'Kand am Pëtz läit, an da maache mer Gesetzestexter, ech mengen, da gi mer eiser Aufgab als Législateur hei net gerecht.

Duerfir nach eng Kéier, et ass «la personne qui, par ses fonctions, est appelée à concourir à la manifestation de la vérité». Dat kënne ganz vill Leit sinn. Dir hutt iwwregens eng ganz Partie ernimmt, wou alles richteg ass. Et kënnen nach anerer derbäikommen. Mä dat sinn emol Leit, déi wierklech als Aufgab hunn, d'Wourecht un den Dag ze bréngen.

Da kënnt den zweeten Element: «qui retient sciemment une information». „Sciemment", nach eng Kéier, et ass eng Intention dolosive. E muss also ganz genee wëssen, woufir en déi Informatioun net weidergëtt. Well och déi Informatioun ass net iergendeng Informatioun. Dat ass eng «information susceptible de contribuer à la manifestation de la vérité».

Ech mengen, dass dat heiten awer a sengem Libellé esou restriktiv formuléiert ass, dass ech awer elo wierklech Problemer hunn, fir ze soen, Dir dierft dat doten net schreiwen. Well wann et deen dote Fall esou eng Kéier géif ginn, da sinn ech awer der Meenung, dass deen dote Fall dann och misst virun de Riichter a virun d'Geriicht kommen.

Duerfir mengen ech, dass deen Artikel wichteg ass fir d'Zukunft, dass et gutt ass, dass en do ass. An ech hoffen, dass en ni muss ugewannt ginn. Dat ass wierklech dat, wat ech hoffen, a wou ech och mengen, dass mer en net dauernd missten uwennen. Mä et ass awer wichteg, dass deen doten do ass, well ech hunn awer wierklech e Problem, wann dauernd Rumeuren am Land lafen, et géife manifest ëmmer Saachen zréckgehalen ginn. An hei ass en Artikel, deen déi dote Rumeuren och an Zukunft kann aus der Welt schafen.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Bettel Iech eng Fro stellt?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ganz kuerz.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech erlaben alles, well Dir sidd hei souverän.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här Minister. Dir hutt elo just gesot, Dir hofft, dass dësen Text ni ugewannt gëtt. Firwat steet dann am Exposé des motifs, dass et eng Hypothèse courante d'obstruction de la justice ass?

Gleeft mer, ech weess, Dir hutt den Text selwer net geschriwwen. Mä ech fannen, dass esou een Text ze gebrauche kee gutt Bild gëtt. De Statsrot huet et selwer souleviéert.

Duerfir hunn ech och d'Fro gestallt. Well ech sinn och Ärer Meenung: Ech hoffen, dass et ni ugewannt gëtt. Mä wann hei drasteet, et wier eng Hypothèse courante, sot, et wier net gutt am Text an et wier falsch verstane ginn. Dat wier besser wéi ze mengen, dass d'Police regelméisseg Saache géif verstoppen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Éischtens ass et ëmmer um Minister, d'Responsabilitéit vun engem Text ze iwwerhuelen, och wann et net ëmmer selwer seng Fieder ass, mä en huet en ënnerschriwwen, also huet en d'Responsabilitéit.

Dat Zweet ass, dass ech, Här Bettel, gesot hunn, dass et vläicht onglécklech formuléiert war, mä dass, nach eng Kéier, Hypothees net Fait heescht. Richteg ass, mir hätten dat sollen aneschters libelléieren, dass et effektiv dauernd där Rumeure gëtt an dass et duerfir besser ass, en aneren Text ze hunn.

Dir kënnt Iech och erënneren, dass ech an der Chamberskommissioun gesot hunn, dass ech absolut d'accord wier, dass Der géift, an dat hutt Der am Rapport gemaach, dat dote riichtbéien an dat dote richteg duerstellen.

An ech bleiwen derbäi, dass hei kee Generalverdacht soll ausgeschriwwe ginn, mä dass ech der Meenung sinn, wann esou een Text do ass, dass een an Zukunft kann eben évitéieren, dass Generalverdachter kommen, mä ze soen: „Dann nennt mer Ross und Reiter, an da kënne mer virun de Riichter goen." Ech mengen, dozou stinn ech och an Zukunft an.

Ech mengen, dat sinn eigentlech déi zwou Haaptiwwerleeungen, déi ech nach eng Kéier wollt brëngen zu deenen zwee Artikelen, fir déi an hirem Fokus ze weisen, wéi wäit se ginn a virun allem wéi wäit se net ginn. An ech mengen, si mussen awer esou wäit goen, wéi se elo libelléiert sinn, dass se musse goen.

Da wëll ech awer d'Geleeënheet benotzen, well ech nach dräi Minutten hunn, fir awer dann der Kommissioun Merci ze soe fir hir Aarbecht an dass se och ëmmer dem Minister nolauschtert - well ech muss dann awer e bëssen op den Här Bettel reagéieren!

Une voix.- Oh!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Wann e Projet de loi bis an der Chamber ass, dann ass d'Chamber Meeschter an net méi de Minister. Ech si ganz frou, dass d'Kommissioun dem Minister ëmmer nolauschtert an dass d'Kommissioun och meeschtens, bis elo ëmmer, och mam Minister eens ass an dass mer och ëmmer…

(Interruption)

…versicht hunn,…

Här Bettel, mir hu vill Fäll, wou mer och versicht hunn, esou vill wéi méiglech, et ass och mäi Souci hei, fir esou vill wéi méiglech eng large Majoritéit ze kréien. Notamment a penalen Texter hunn ech net gär, wann et just Majoritéit géint Oppositioun geet. Ech hu scho gär, wann een e large Konsens huet.

Dat gesot muss een awer wëssen, dass, wann e Projet bis bei der Chamber ass, d'Chamber Meeschter ass an d'Chamber kann iwwert de Minister ewechgoen. An de Minister huet nëmmen dat Mandat ze verteidegen, wou d'Regierung him e Mandat gëtt. Dat heescht, de Minister kann zum Beispill net mat Amendementen d'accord sinn, och wann hie se vläicht gutt fënnt, wann d'Regierung, déi him e Mandat gëtt, well hien ass en Element vun der Regierung, wann hien net d'accord ass - fir just dann nach eng Kéier eng ganz kleng Rechtsbeléierung iwwert d'Institutiounen…

(Interruption)

…iwwert d'Institutiounen ze maachen…

Majo, selbstverständlech kommen ech dohinner.

Une voix.- Ah!

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Ech hu just keen anert Mandat wéi dat ze soen, wat am urspréngleche Text steet, well d'Regierung mir keen anert Mandat gëtt; weder den Text zréckzezéien nach den Text ze amendéieren.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir hutt Iech ressaiséiert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Justice.*- Neen. Vum Projet sinn ech dessaiséiert. Deen ass an der Chamberskommissioun. An do ass d'Chamberskommissioun Meeschter, fir dat ze maachen.

Dat gesot wëll ech dann awer zum Schluss hei, och well elo e bëssen iwwert d'Prioritéiten an där leschter Zäit vill gesot ginn ass, einfach soen, wat fir eng Prioritéiten. Och do ass d'Chamberskommissioun selbstverständlech Meeschter an d'Chamber, mä ech wëll der Chamberskommissioun an der Chamber sechs Prioritéite matginn, wou ech wierklech als Minister frou wier, dass sechs Texter nach virun der grousser Vakanz gestëmmt wieren.

Sechs Texter, an ech soen d'Motivatioun, woufir déi sechs: Well mer do international Verflichtungen hunn a wou mer iwwerfälleg an den internationale Verflichtunge sinn. An ech wäert dem Chamberspresident dann nach eng Kéier schreiwen.

Dat ass éischtens de Projet 6227 iwwert d'Fusioun a Scissioun, well do leeft den Délai de transposition vun der Direktiv den 30. Juni, also dëse Mount, of.

Den zweete Projet ass den 6209 iwwert d'Waffen. Do huet d'Chamberskommissioun erëm am Accord mam Minister - mer sinn eens ginn - Amendementen un de Statsrot gemaach, wou ech hoffen, dass dann den 21. Juni, wann de Statsrot fir d'Nächst öffentlech tagt, do déi Amendementen aviséiert sinn. Well do hu mer eng Mise en demeure vun der Kommissioun, op déi mer waarden, well do war den 28. Juli 2010 dee leschten Délai.

Den drëtte Projet ass dee vun der Konventioun Lanzarote, do si mer eens, dass de Rapport d'nächst Kéier ugeholl gëtt. Do ass also dee mannste Problem. Och do si mer iwwerfälleg.

De véierte Projet ass deen iwwert d'Obligation alimentaire. Do leeft den Délai den 18. Juni of. Do hu mer en Avis vum Statsrot. Do ass et also och wichteg, dass mer dee Projet iwwert d'Obligation alimentaire stëmmen, wat awer och fir ganz vill Leit ganz vill Verbesserunge fënnt, dass een nämlech international seng Alimenter akloe ka goen, sou dass et och do wichteg ass, dass mir et bei eis applizéieren a mir och bei déi aner Länner dat applizéiere kënne fir Leit, déi Alimenter, Créancen hu par rapport zu Leit, déi anzwousch aneschters wunnen.

De fënnefte Projet ass deen iwwert d'Mediatioun, wou mer op en Avis vum Statsrot waarden. E misst den 21. kommen. Do ass nämlech den Délai och elo eréischt ofgelaf viru kuerzem, mä en ass ofgelaf.

An dee sechsten ass deen iwwert de Mandat d'arrêt européen, well do hu mer och de Problem, dass d'Kommissioun mengt, mir hätten de Mandat européen net richteg konform ëmgesat.

Déi sechs Projete soen ech. Dat sinn also sechs. Woufir d'Prioritéit? Ma well mer international Obligatiounen hunn, wou mer iwwert dem Délai sinn.

All déi aner wichteg Diskussiounen, notamment Familljerecht - ech denken net nëmmen un den Divorce, ech denken och un d'Autorité parentale -, selbstverständlech sinn déi politesch wichteg. Mä meng sechs Prioritéite si keng, wou ech intern Prioritéite wëll setzen, mä einfach soen, hei huet de Lëtzebuerger Stat international Obligatiounen an e muss deenen nokommen.

Ech wier also frou, wa mer elo géife prioritär déi dote sechs Projeten an der Chamberskommissioun behandelen. Déi dote Projete si wéi gesot, ofgesi vun der Mediatioun a vun de Waffen, all aviséiert vum Statsrot. Mir kënnen also déi sechs Projete fäerdeg maachen. An ech wier frou, wa mer déi sechs huelen.

A wa mer dann nach an deene sëlleche Sitzungen, déi mer mëttlerweil an der Commission juridique maachen, d'Zäit hunn, aner Projeten ze maachen, wäert de Justizminister sech selbstverständlech un allen Diskussioune bedeelegen. Mä ech hätt einfach gär dës Prioritéite respektéiert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Justizminister. Domadder wär d'Diskussioun iwwert dëse Projet ofgeschloss. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung.

Vote sur l'amendement 1

Fir d'Éischt stëmme mer of iwwert den Amendement N°1 vum Här Jacques-Yves Henckes iwwert den Artikel 2.

Ja, Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt just am Kader vun deem Amendement, well den Här Minister…

(Brouhaha)

…well den Här Minister een Dokument net hat an och d'Chamber, dann den Avis vun der Polizeidirektioun zu dësem…

M. le Président.- Mä duerno stëmme mer awer of, Här Henckes. Voilà. Also, d'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement vum Här Henckes ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen, mat 17 Enthalungen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jean Colombera).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer (par M. Carlo Wagner) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

M. André Hoffmann.

Ech ginn net dovun aus, datt ee seng Enthalung wëllt begrënnen.

Also, den Artikel 2 bleift also ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet. An da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi N°6138 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen a 17 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jean Colombera).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

M. André Hoffmann.

Och hei ginn ech dovun aus, datt kee seng Enthalung wëllt begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6218, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Droit d'asile. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Haupert, Bettel, Kartheiser - e schéngt zwar net méi do ze sinn - an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydie Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

6. 6218 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen, bei dësem Gesetz geet et ëm eng Reform vum Immigratiounsgesetz vun 2008 an och vun dem Asylgesetz vun deene Jore virdrun, d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, genannt Directive «Retour» vun deenen engen an Directive de la honte vun deenen aneren, just fir d'Saach an de Kontext ze setzen.

Immigratioun ass zu Lëtzebuerg eng Erausfuerderung wéi an anere Länner vun der Unioun, besonnesch an dësen Zäiten, wou déi demokratesch Revolutiounen an Nordafrika grouss Auswanderungswelle vu verzweifelte Leit iwwert d'Mëttelmier an Europa bréngen. Ënnert dramateschen Ëmstänn kommen déi Leit. A si wëssen, dass hir Iwwerliewenschancen net ganz grouss sinn. De Fait, dass se trotzdeem kommen, dat weist, wéi verzweifelt se musse sinn. A mir musse mat deem Phenomeen do liewen, net nëmmen als Europäer, mä generell.

Honnerte vu Leit sinn an deene leschte Wochen a Méint iwwert d'Mëttelmier komm. Fir dräi Zuele just ze nennen, fir ze situéieren: Ongeféier 40.000 Leit sinn zu Lampedusa an Italien ukomm; ongeféier 1.500 Leit sinn um Wee fir an Europa ëmkomm - ouni dass dat schéngt eis Opinion publique terribel schockéiert ze hunn -; awer 770 Leit aus Libyen an aus Ägypten sinn an Tunesien.

Dat weist, dass mir zwar e Problem an Europa hunn, mä dass den Haaptproblem vun deenen Evenementer net an Europa ass, mä op der Plaz, wou den HCR probéiert, déi honnertdausende Leit do aus der Géigend mat hire fundamentale Rechter ze versuergen.

Ech wëll Iech ee Wuert vun engem fréieren Ausseminister vu Malta matdeelen, deen ech op enger Konferenz elo kuerz erlieft hunn, deen an engem ganze Saz am Fong deen Drama ganz kuerz beschriwwen huet. Hie seet, dass et méi Opfer gëtt wéinst Migratioun wéi duerch Terrorismus, dass awer iwwer Terrorismus vill méi légiféréiert gëtt an och vill méi geschwat gëtt, besonnesch och wat d'Victimen an de Schutz vun de Victimen ubelaangt, wéi dat bei der Immigratioun de Fall ass. - Ob dat gesond ass oder net, muss jiddweree mat sech selwer ofmaachen.

Jiddefalls schéngt et, dass et noutwendeg ass, fir dass mer an Europa de Phenomeen probéieren an de Grëff ze kréien, ähnlech Gesetzgebungen ze hunn, wat d'Migratiounen, wat Immigratioun ubelaangt, wat den Traitement vun deenen Demandeurs d'asile ubelaangt, wat de Retour ubelaangt, etc.

Mä - an dat ass den Zweck vun dësem Gesetz - mir mussen eis awer bewosst sinn, dass et mat ähnleche Gesetzer an Europa net duergeet. Mir

brauchen doriwwer eraus eng kohärent europäesch Politik, an zwar net nëmmen an Europa, mä an Zesummenaarbecht mat deene Länner, wou d'Immigratioun an Europa erakënnt. Mir mussen eng Cogestioun zesumme mat alle Länner, dat heescht de Pays d'origine, de Pays de transit an de Pays de destination, maachen, well jiddweree vun deenen dräi Kategorië vu Länner huet spezifesch Problemer duerch d'Migratiounen, déi mussen also alleguerten an den Décisioune matkommen.

Ech wëll duerfir am Fong menger Konklusioun iergendwou virgräifen an op en Artikel verweisen, deen de 24. Mee am „Monde" vum Hubert Védrine geschriwwe war an iwwerschriwwe war «Pour une gouvernance véritable des migrations». Ech denken, dass et derwäert ass, ze soen, dass an deem Artikel Rieds geet vun enger Koordinatioun, mä awer och - an dat géif ech derbäisetzen aus Eegeninitiativ - geet et net duer mat enger kohärenter Cogestioun vun der Problematik, mä och mat engem Partage équitabel vun de Responsabilitéite fir d'Demandeurs d'asile, déi massiv aus verschiddene Länner an Europa ukommen. Et kann net sinn, dass d'geographesch Lag décidéiert, wien dee gréissten Deel vun der Immigratioun an Europa ze géréieren huet a wien duerch d'Geographie besser ausstafféiert ass, well e méi wäit vum Schoss sëtzt.

Ech hunn Iech kuerz gesot, wat den Zweck vun dësem Gesetz ass. Ech wëll vläicht nach ee Wuert Introductioun soen an hiweisen op de MIPEX, dat ass „Migrant Integration Policy Index", deen elo kuerz virgestallt ginn ass, deen an 29 Länner gemaach ginn ass a wou déi 27 Länner vun der Unioun dra sinn a Kanada an d'USA, déi jo bekanntlech d'Pays d'immigration par excellence sinn.

Et ass also wichteg, fir ze kucken, wéi Lëtzebuerg an deem Kontext do ofschneit. Ech mengen, dass Lëtzebuerg sech mat enger eelefter Plaz vun 29 honorabel aus der Affär erauszitt, besonnesch wann ee weess, dass dat lescht Gesetz vum 13. Februar 2011 iwwert d'Participatioun vun den Netlëtzebuerger bei de Kommunalwahlen net a Considératioun geholl ginn ass, well et no dem Délai vun der Recherche komm ass.

Aus deem Index geet ervir, dass Lëtzebuerg net esou schlecht ofschneit, mä dass et zwou Schwächten huet, zwou Schwächten, wou mer musse kucken, dass mer déi an de Gréff kréien: «Des résultats plutôt décevants concernent les domaines de la mobilité au marché du travail, la résidence de longue durée ainsi que l'antidiscrimination…»

Et kann ee soen, dass d'Integratioun, déi hei ugeschwat ginn ass, dorobber zréckgeet, dass dee Mechanismus, dee mir zu Lëtzebuerg hunn, fir d'Antidiskriminatioun ze verbesseren oder opzedecken oder ofzeschafen, sécherlech eng vun deenen Ursaachen ass, wou ee misst eng Reform envisagéieren, well mir wëssen, dass dat Gesetz iwwert dee Centre pour l'égalité et la non-discrimination e schlecht Gesetz ass, well et keng Kompetenze gëtt, well et keng Moyens humains, keng Moyens financiers gëtt, an dass et ausgesäit wéi wann d'Regierung deemools - an d'Chamber huet dat matgedroen, menger Meenung no - onglécklecherweis am Fong en „window dressing" gemaach huet, fir d'Direktiv ëmzesetzen, ouni dass et eppes kascht. Mä wat näischt kascht, dat ass och näischt.

Och deen Index hei beweist, dass d'Missiounen ënnert deene Konditiounen net erfëllt ginn. A mengen Ae sinn dat, zesumme mat der Integratioun vun deene Leit, déi sech zu Lëtzebuerg etabléieren, zwou Prioritéiten, déi mer fir Lëtzebuerg missten an d'A faassen, fir de MIPEX, deen an zwee Joer erëm gemaach gëtt, fir Lëtzebuerg ze verbesseren.

Déi Haaptdispositioune vun dësem Projet, déi ginn aus dem Rapport eraus. Se stinn op der Säit 4. Do gëtt opgezielt, wat nei ass. Dat heescht awer net, dass net Saachen, déi mer virdru schonn haten, och am Gesetz mat drastinn. Ech schwätzen notamment iwwer e puer Prinzipien hei.

Éischtens, dass et mat dëser Gesetzesännerung elo ganz egal ass, a wat fir enger Qualitéit een zu Lëtzebuerg ukomm ass. Wann een irrégulier ass, soit well een irrégulier erakomm ass, ze laang bliwwen ass, keng Pabeiere méi huet oder keng méi erneiert kritt huet, ob een déboutéiert ass vun engem Asyl, déi ginn alleguerten op déi nämlecht Aart a Weis traitéiert, an dat ass och richteg esou.

Dorauser ergëtt sech och, wann all Mënsch d'selwecht traitéiert gëtt, ass et och kloer, wéi et sech an engem Rechtsstat gehéiert, dass d'Leit, no deene Prozeduren, déi an deem Fall do sinn, déi irrégulier bei eis am Land sinn, musse fortgoen. Dat ass de Moment leider net esou de Fall, wéi et an anere Länner heiansdo de Fall ass.

Dat ass keng schéi Missioun, mä dat gehéiert nun eemol zu enger gesonder Gestioun vun der Immigratioun. Wann een nei Leit wëllt ophuelen a besonnesch och déi, déi fir den Asyl sech hei ophalen an Zäiten, wou et schwiereg ass, da muss een derfir suergen, dass een déi Effortë fir déi Leit mécht, déi wierklech e Recht hunn, bei eis am Land ze liewen. Et muss een hinnen Integratiounschancë ginn, Aarbechtsméiglechkeeten, etc. Dat eent geet also mat deem aneren.

Da gëtt an dësem Gesetz en Titre de séjour «vie privée» agefouert, dee Verbesserunge mat sech bréngt par rapport zu deem, wat mer virdrun op engem ähnleche Statut haten. Véier Neiegkeeten.

Dee Statut, dee brauch net méi gefrot ze ginn, ier en an d'Land kënnt. Et muss een net méi noweisen, dass een eege Moyenen huet, dass een eng Assurance maladie an e Logement huet, well et ass evident, dass, wann ee Leit wëllt ophuelen, aus Ursaache vun hirem Privatliewen oder fir schaffen ze goen, een deenen net Konditioune ka setzen, déi en fait onméiglech sinn. Déi Autorisation de séjour pour des raisons privées war bis elo ëmmer nëmme fir ee Joer. Déi gëtt elo op dräi Joer ausgesat. Dat ass, mengen ech, eng interessant Initiativ.

D'Décision retour, dat ass am Fong d'Häerzstéck vun dësem Gesetz. All Mënsch, deen zu Lëtzebuerg ass an deen irrégulier op dem Terrain ass, dee muss zréckgefouert ginn. Esou batter wéi dat kléngt, esou wäert et och batter an der Praxis ginn. Mä ech mengen, dass dat sécherlech och d'Méiglechkeet ass, fir déi Leit, déi hei sinn an déi regulär hei sinn, besser ze behandelen, besser ze integréieren, wéi dat bis elo de Fall ass. Esou dass ee kann hoffen, dass dat, wat mer op där enger Säit musse maachen, op där anerer Säit anere Leit an enger ähnlecher Situatioun hoffentlech zum Avantage gëtt.

Ech sinn elo grad gewuer ginn, dass ech am Ganze 15 Minutten hunn, an ech war op eng hallef Stonn getrimmt, esou dass ech elo muss e bësse Gas ginn. Dat ännert och näischt, well eppes aneschters wéi dat, wat am Rapport steet, géif ech lech elo souwisou net soen. Ech erzielen Iech dann elo a groussen Zich nach e puer Saachen, e puer Haaptkapitelen, déi am Gesetz stinn, an duerno e puer vun deene Kritiken, déi entgéintbruecht gi sinn, déi mer net ugeholl hunn. An ech erklären, wéisou.

De Retour volontaire, dee soll favoriséiert ginn. Dat ass fir Lëtzebuerg keng Neiegkeet, dat hate mer och scho virdrun. Fir de Kosovo hate mer eisen éischten Accord mat der OIM. Fir de Retour volontaire ze privilegéieren, soll een de Leit eng Méiglechkeet ginn, eng nei Starthëllef an hirem eegene Land ze kréien. Dat soll elo iwwert de Kosovo eraus ausgeweit ginn an den Départ volontaire also facilitéieren. 30 Deeg ass de Prinzip vun der Dauer, déi virun engem Délai volontaire ass. Si kann awer an exceptionelle Fäll vum Minister verlängert ginn.

De Placement en rétention ass fir eis näischt Neies. Mir hunn e Gesetz iwwert de Centre de rétention. Hei geet et am Fong elo ëm eng Harmonisatioun vun de Manéieren, wéi een do erakënnt a wéi laang een doranner muss kënne bleiwen.

Mir hunn elo eis Délaien, wéi mer se bis elo haten, verlängert, fir den Exigenze vun der Direktiv gerecht ze ginn. Mir kommen op e Maximum vun 18 Méint. D'ONGen, déi hei Positioun huelen, déi sinn natierlech doriwwer net begeeschtert, mä d'Direktiv seet vir, dass ëmmer, wann e Risque de fuite besteet, da muss deejéinegen, dee soll ausgewise ginn, an de Centre de rétention kommen. An de Risque de fuite, dee gëtt am Fong a ville Fäll dorauser geschloss, dass e Retour volontaire, deen an engem éischte Stadium akzeptéiert ginn ass, sech net exekutéiert huet, an dass sech dorauser d'Konsequenzen erginn, déi och d'Délaie verlängeren.

Et muss een awer soen, dass souguer mat enger Verlängerung vun dësen Délaie mir nach ëmmer op engem Brochdeel nëmme si vun deem, wat de Maximum wier, an dass ech denken, dass et och wichteg ass, fir ze soen, dass mer eng Suggestioun vum Conseil d'État ugeholl hunn, wou erauskënnt, dass de Risque de fuite ëmmer appréciéiert gëtt au cas par cas.

Dat ass natierlech eng individuell Appréciatioun vun enger Situatioun. Et bleift, dass et eng Verschlechterung ass par rapport zu deem, wat mer hunn, well d'Direktiv eben och déi Dispositioune fir…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann ech der Madame Err nolauschteren, dann ass et eng Obligatioun, fir den Délai elo ze erhéijen, wéinst der Direktiv. D'Direktiv gesäit e Maximum vir, mä mir hätten och kënnen op véier Méint bleiwen. D'Direktiv seet net, dass mer mussen eropgoen.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Jo, mä d'Direktiv…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oder?

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- … gesäit de Risque de fuite vir, a se obligéiert d'Länner, déi an der Europäescher Unioun sinn, de Risque de fuite mat an d'Considératiounen ze huelen. A wa mer déi par rapport zu eise Konditiounen, déi mer bis elo haten, wëlle respektéieren, ergëtt sech dorauser logescherweis eng minimal Augmentatioun vum Délai.

Mir bleiwen nach ëmmer op sechs Méint, während et maximal 18 Méint wieren. Mir sinn also op engem Drëttel vun engem méiglechen Délai. An ech mengen, dass et interessant ass, och festzestellen, dass dat positiv ka gesi ginn, besonnesch dann, wann ee weess, dass an anere Länner Leit, déi irregulär festgeholl ginn, amplaz an de Centre de rétention direkt an de Prisong gesat gi sinn, an dass déi éischt Décisioun elo komm ass, déi gesot huet, dass dat net akzeptabel ass, dass eng Irrégularité administrative an de Pabeieren duergeet, fir een an de Prisong ze setzen.

Ech denken, dass de Centre de rétention en vue du retour tëschent deenen zwou Méiglechkeete sécherlech déi besser ass. A souwisou ass déi aner verbuede ginn. Mir hunn en Drëttel vum maximalen Délai. Dat ass net genial, mä dat ass, mengen ech, net esou schlecht, wann ee kuckt, wat déi aner Länner fäerdeg bréngen. An déi wéinegst hunn et bis elo ëmgesat.

Assignation à résidence ass nei. Dat heescht, dass Leit, déi normalerweis missten an de Centre de rétention kommen, well se mussen heemgefouert ginn, do gëtt et eng Alternativ, dass se kënnen an eng Residenz kommen, wou se eigentlech - wéi soll ech dat elo soen? -, wou se op hire Retour virbereet ginn, dee bevirsteet.

Do gëtt bedauert vun den ONGen, dass dat heiten déi eenzeg Alternativ… Assignation à résidence, dat heescht och, dass ee seng Pabeiere muss ofginn, dass ee sech muss vun Zäit zu Zäit perséinlech presentéiere goen. Bref, et ass esou, dass séchergestallt gëtt, dass do, wou ee wunnt, wann et net am Centre de rétention ass, dass gewosst ass, wou d'Leit sinn, fir se dee Moment sichen ze goen, wann hiren Dossier parat ass, fir se heemzeféieren.

D'ONGe bedaueren op dësem Punkt, dass d'Assignation à résidence déi eenzeg Alternativ zum Centre de rétention an eisem Gesetz ass. Et bleift awer, dass déiselwecht ONGe soen, dass de Bracelet électronique, deen a verschiddene Länner akzeptéiert ginn ass, fir si net akzeptabel wier, well dat eng Mesure d'ordre pénal ass a well et contraire zu de Mënscherechter wier.

Et ass also elo schwéier, fir ze kucken, wéi ee soll weiderfueren. Et bleift, dass et aner Méiglechkeete gëtt. Et bleift, dass mer eng Alternativ virgesinn hunn. An et ass näischt, wat ausschléisst, dass mer iwwer aner Méiglechkeeten diskutéieren an déi dann an aller Rou eventuell nach erabréngen.

De Report de l'éloignement ersetzt dat, wat elo de Statut de tolérance war. Ech mengen, do gëtt et och kloer, dass de Fait, dass een net kann ausgewise ginn, also muss bleiwen, dass dat kee Statut ass, mä e provisoresche Fait, deen all Moment, wou d'Réckféierung méiglech ass, muss kënnen exekutéiert ginn. Positiv ass dobäi ze bemierken, dass och während dem Report de l'éloignement eng Autorisation d'occupation temporaire ka gi ginn, an dass awer och - an dat ass manner gutt opgeholl ginn - de Report de l'éloignement eventuell kann an de Centre de rétention féieren, wann den Dossier dann esou wäit virukënnt, dass e Retour envisagéiert ka ginn.

Dann ass en anert Kapitel iwwert d'Situatioun vun de Familljen an de Mineurs non accompagnés. All Mënsch ass onglécklech doriwwer, fir sech Familje virzestellen am Centre de rétention, an nach manner, wa mannerjähreg Kanner sollen zréckgefouert ginn, wat souwisou, wa se eleng sinn an net accompagnéiert sinn, ganz rar geschitt. Déi Kanner, an et Jugendlecher sinn, déi kommen och net an de Centre de rétention, mä a fir si speziell adaptéiert Foyeren, wéi zum Beispill eng Famill oder e spezielle Foyer.

Et heescht awer och, dass den Intérêt vum Kand et kann néideg maachen, dass och e Mineur non accompagné kann zréckgefouert ginn, beispillsweis an deene Fäll, wou seng Famill an deem Land lieft, wou en hierkënnt. An deem Fall gëtt gesot, dass et am Intérêt vum Kand ass, seng natierlech Famill ze reintegréieren.

Den Avis vum Statsrot ass op ville Punkte vun der Kommissioun hei suivéiert ginn. Eng Remarque vum Statsrot läit mer speziell um Häerz, dat ass déi, dass gesot ginn ass, dass d'Services d'immigration - en moyens humains et matériels - net à même sinn, déi Pressioun, déi de Moment op hinne läit, ze akzeptéieren, ouni dass d'Délaie méi laang ginn. Wa mer also gären hätten, dass d'Dossiere méi schnell viruginn, mengen ech, musse mer och d'Konsequenz hunn a méi Leit op déi Dossiere setzen, déi delikat sinn a wou all Mënsch onglécklech ass, wa se onnéideg laang daueren.

Ech hunn elo nach e puer Remarquen ze maachen zu de Kritiken, déi notamment vun den ONGen, Asti, vum Collectif réfugiés an esou gemaach gi sinn. All Mënsch war géint d'Prolongatioun vum Délai, ech hunn et am Fong schonn do gesot.

Et ass eng Kritik, déi mir perséinlech um Häerz läit, an zwar déi, wou se soen, wann déi Leit, déi retenues sinn, wann déi sollen heemgefouert ginn, dann hu se Observateure vun ONGen, déi kënnen derbäi sinn, sauf dee Moment, wou et am meeschte geféierlech ass, dass et zu Violencë ka kommen, dat heescht dee Moment, wou se aus dem Flughafegebai an de Fliger gefouert ginn. Sécherlech hu verschidde Kolleegen oder och aner Leit heibannen dee Film „Illégal" gesinn, an déi Brutalitéiten, déi an deem Film demonstréiert gi sinn, do kann ech mer schlecht virstellen, dass se erfonnt gi sinn.

Ech weess net, wéi ee sech sollt uleeën, dass een déi delikaatste Phas, wou d'Mënscherechter kënne violéiert ginn, op e Minimum ka reduzéieren. Ech froe mech, ob Kameraen, déi automatesch géife lafe während där Period, wou kee Personnel accompagnant derbäi ass, net eigentlech eng Garantie géifen dofir ginn, dass näischt ze verstoppen ass. Well wa mer d'Transparenz ganz spille loossen, dann ass et kloer, dass a priori näischt ze verstoppen ass. Dat ass eng Saach vun engem Reglement, wat d'Operatioune vun der Police ugeet.

Meng Invitatioun wier, als Rapporteur, hei driwwer nozedenken, ob dat méiglech wier. Technesch ass et sécherlech méiglech. Ech mengen, dass souguer an der Kommissioun gesot ginn ass, et souguer méiglech ass, dass déi Camionen oder déi Minibussen, mat deenen d'Leit gefouert ginn, wahrscheinlech souwisou mat Kameraen équipéiert wieren, esou dass et am Fong eis géif en Apaisement ginn, dass keng Abusë geschéien, an dass jiddefalls mir eis all Moyenë ginn hunn, fir ze évitéieren, dass dat sollt de Fall sinn. Wann der sollte geschéien, muss et noweisbar sinn a muss et kënne poursuivéiert ginn. Dat wier de Sënn vun där Propositioun.

Op verschidde Reklamatioune wëll ech nach kommen. D'Asti, ënner anerem, déi mengt, wann no zwee Méint Rétentioun de Stat et net fäerdeg bréngt,…

M. le Président.- Madame Err, Dir misst awer elo lues zum Schluss kommen.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Ech si bei menger zweetleschter…

M. le Président.- Ech hunn Iech scho fënnef Minutte ginn.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Ech kommen herno dann eng hallef Stonn erëm, wann Iech domadder gehollef ass.

M. le Président.- Neen, mä ech mengen…

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Da loosst mech mäi Räsonnement elo fäerdeg maachen!

M. le Président.- Da maacht Äre Räsonnement fäerdeg, an da misste mer awer zum Schluss kommen.

Mme Lydie Err *(LSAP), rapporteuse.*- Ech maachen dat fäerdeg, déi aner Saache si jo och nozeliesen.

Ech wëll Iech am Fong just eng Propositioun net virenthalen, déi vun der Asti, déi seet, wann de Stat et net fäerdeg bréngt, no zwee Méint Rétentioun déi Dossieren esou wäit ze kréien, dass d'Leit kënnen ausgewise ginn, da soll de Stat automatesch deene Leit eng Autorisation de séjour ginn.

Wa mer wëssen, dass déi Leit oft selwer mat responsabel sinn, dass hir Dossieren net komplett sinn, an dass ëmmer dann, wann d'Leit bereet sinn, volontär heemzegoen, keng Problemer sinn, fir hir Dossiere fäerdeg ze kréien, dann, mengen ech, kann een dat doten zwar liesen, mä ech mengen, dass een dat net ka ganz seriö huelen.

Déi aner Kritiken an déi Ursaach, firwat mer am Fong net d'accord waren, Amendementer ze maachen, liest Der dann a mengem Rapport no. Ech wollt just ee leschte Saz an der Konklusioun soen, dass elo kuerz, ausganks vum Mount de Rapport annuel iwwer Immigratioun

an Asyl iwwer 2010 komm ass, wou déi éischt Konklusioune virleien. Ech mengen, dass do Pisten dra sinn, op déi ee misst zréckgräifen.

Et gëtt am Fong vill geschwat vun enger amélioréierter Mobilitéit, iwwer Migration circulaire, iwwer Reinstallatioun, wou mir an engem Pilotprojet mat Malta eise klenge Bäitrag als Lëtzebuerg, souwäit wéi ech weess, geliwwert hunn. Wou mer awer, mengen ech, nach néierens - an dorobber insistéieren ech - innerhalb vun Europa den „burden sharing" esou gemaach hunn, dass net déi Länner, déi d'Geographie schlecht zerwéiert, am Fong am meeschte gehäit sinn. An déi aner kënne sech am Fong mat Suen oder iwwer Europa mat de Frontex-Hëllefen iwwer Waasser halen. Ech denken duerfir, dass et evident wichteg ass, dass mer innerhalb vun Europa an och iwwer Europa eraus mussen en „burden sharing" maachen, dee gerecht an équitabel ass.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Als éischte Riedner ass den Här Norbert Haupert agedroen. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wéilt direkt der Madame Err villmools Merci soe fir hire mëndleche Rapport, dee leider net konnt méi laang sinn. Hire schréftleche Rapport ass awer esou ausféierlech an ech mengen och besonnesch esou logesch opgebaut, datt een do wierklech konnt alles erausliesen, wat an dësem Gesetzesprojet virgesinn ass. Och besonnesch all d'Facettë vun deenen Diskussiounen, déi an der Kommissioun gefouert gi sinn, déi d'Problemer, déi d'ONGen opgeworf hunn, do beliicht hunn. Duerfir wäert ech mech och hei ganz kuerz mat e puer allgemenge Remarquen iwwert d'Immigratioun zefridde ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an engem Dokument vum Conseil de l'Europe iwwert d'Zesummeliewe vun de Leit an deene verschiddene Länner stellen d'Auteuren eng drastesch Erweiderung vun der Diskriminatioun an der Intoleranz géintiwwer den Immigrante fest. Et ass e Fait, datt an deene leschte Joren de Floss vun den Immigranten an den Asylbewerber an der Europäescher Unioun gewalteg zougeholl huet. Och déi rezent politesch Bouleversementer an den arabeschen an nordafrikanesche Länner hunn eng nei Well vun Immigratioun ausgeléist, wouvun déi europäesch Länner, an domat och Lëtzebuerg, net onberéiert wäerte bleiwen.

Et ass nun awer esou, datt mer net all d'Immigranten an der Unioun, a scho guer net bei eis am Land ophuele kënnen. Et handelt sech awer meeschtens ëm Mënschen, déi an eise wohlhabende Länner versichen, fir sech a fir hir Kanner e bessert Liewen an eng besser Zukunft opzebauen. Mënschen, deene mer mat Respekt begéine sollen an déi eis Generositéit och verdéngen.

An deem Sënn hu sech och d'Länner aus der Europäescher Unioun eng Législatioun iwwer legal Immigratioun an Asylrecht ausgeschafft, déi den internationalen Dispositioune vun der Mënscherechtskonventioun an der Konventioun vu Genève iwwert d'Asylbewerber Rechnung dréit. Législatiounen, déi engersäits den Immigranten hir Rechter, awer och hir Flichte festleeën, an anerersäits versichen, d'Akzeptanz vun de Bierger an hirem Land géintiwwer den Zouwanderer ze wahren.

Zu esou enger Législatioun gehéieren nun awer och Dispositiounen iwwert d'Zréckféiere vun illegalen Immigranten an Asylbewerber, deenen hir Demande op Asyl oder Openthalt verworf gouf. A sengem Programm iwwert de Renforcement de l'espace de liberté, de sécurité et de justice hält de Conseil européen fest, datt Migranten, déi kee Recht oder kee Recht méi hunn, fir sech legal an der Europäescher Unioun opzehalen, fräiwëlleg oder gezwongen an hiert Ursprongsland zréckgoe mussen.

De Conseil européen recommandéiert eng effikass Réckféierungspolitik, déi op gemeinsamen Norme baséiert, fir datt déi betraffe Persounen op eng mënschlech Manéier, an Dignitéit an am volle Respekt vun hire fundamentale Rechter an hiert Land zréckgefouert kënne ginn.

An deem Sënn huet de Conseil am Dezember 2008 eng Direktiv erlooss an d'Memberstaten invitéiert, déi Direktiv bis Enn 2010 an hir national Législatioun ëmzesetzen.

Lëtzebuerg huet iwwer eng Adaptatioun vu sengem Immigratiounsgesetz vun 2008 an dem Gesetz iwwert d'Organisatioun vun dem Centre de rétention eng Rei vun deenen Dispositioune vun där Direktiv schonns ëmgesat, sou datt mer iwwert de Wee vun dësem Projet de loi ledeglech déi nach ausstehend Dispositioune vun dëser Direktiv brauchen an eis Législatioun ze transposéieren.

Dëse Projet gesäit aktiv vir, engersäits eng Änderung vum Gesetz vun 2008 iwwert déi fräi Zirkulatioun vun de Persounen an d'Immigratioun, an anerersäits vum Gesetz vun 2006 iwwert d'Asylrecht. Déi wichtegst Ännerungen huet d'Madame Err och hei ernimmt, an ech mengen, déi fannt Der och an hirem schréftleche Rapport an allen Detailer. Erlaabt mer just eng kleng Remarque iwwert déi alternativ Mesuren, déi kënne geholl gi géintiwwer der Rétentioun.

Do ass jo och vill driwwer gestridde ginn, besonnesch an den Avisë vun den ONGen. Am Fong geholl ass an dem Projet de loi nëmmen d'Assignation à résidence virgesinn. D'Fro, déi sech stellt, ass: Firwat sinn net aner Moossnamen, wéi zum Beispill de Bracelet électronique, d'Hannerleeë vun enger Kautioun oder vun den Dokumenter virgesinn? Ech mengen, d'Madame Err ass schonn op de Bracelet électronique agaangen.

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Chamber TV

**weist all
öffentlech
Sëtzung
live an integral**

An der Stad
***um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)***
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
•
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Erlaabt mir just, datt, wat d'Hannerleeë vun enger Kautioun ubelaangt, ech der Meenung sinn, datt dat keng richteg oder keng gutt Mesure ass, well se am Fong geholl nëmmen de wohlhabenden Auslänner dénge kéint an als Diskriminatioun fir déi manner bemëttelt ausgewise Leit ugesi ka ginn. D'Hannerleeë vun den Dokumenter ass éischter eng theoretesch Moossnam, an am Fall vun enger Flucht bréngt se am Fong geholl ganz wéineg.

Ech wëll hei just ee Saz aus dem Avis vum Statsrot ernimmen. De Statsrot, dee begréisst d'Aféierung also vun der Assignation à résidence als alternativ Mesure zu der Rétentioun an ënnersträicht - an ech zitéieren: «C'est à bon droit que les auteurs ont toutefois omis d'assortir une décision d'assignation à résidence du paiement d'une caution. La plupart des étrangers assignés à résidence auront en effet besoin de leurs économies pour organiser leur retour.»

Dat gesot, wéilt ech meng Ausféierungen hei ofschléissen an ech brénge selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Norbert Haupert. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'Majoritéitsparteie kënne frou sinn, dass d'Oppositioun haut nach hei ass, well fir esou e wichtegen Text, wann een de Quorum hei aus deem Sall géif kucken, mengen ech, wier deen net do. Wann d'Oppositioun elo géif erausgoen, géift Der net op 30 Sëtz kommen. An ech mengen, et ass schonn ebe wichteg, dass mer do sinn; mä e waarmen Appel un Iech: Wann esou wichteg Texter jo do sinn, dass Der vläicht Är Truppe motivéiert kritt!

Une voix.- Se sinn am Stater Gemengerot...

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, mir kommen hei op zwee Punkten...

(Interruption)

Et ass méi wéi d'Halschent. Kuckt Är Reien, Här Bodry. Här Bodry, kuckt Är Reien! Fënnef vun néng si méi wéi 50%. Dir sëtzt zu fënnef. Dir hutt jo vläicht de Sondage vum „Tageblatt" vu muer da gelies.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Neen, neen, neen, neen!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President...

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Et ass nëmmen eng Partei vollzähleg hei.

(Hilarité)

Une voix.- Richteg!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, mir wëllen hei als DP-Fraktioun eis op zwee Punkte beschränken, wou mer och wäerten zwou Motiounen déposéieren. A mir wëllen och eise Vote ofhängeg maache vun der Positioun vun der Regierung. Dat heescht, mir wiere frou, wann de Minister eis och virum Vote da vum Text seet, wat en dovunner hält.

Déi zwee Punkten, op déi mer eis beschränken, dat ass éischtens d'Augmentatioun vun der Durée de rétention an deen zweeten d'Alternativen zu der Mise en rétention.

D'Madame Err ass schonn am Detail drop agaangen. Ech hunn hir jo och iwwert d'Durée de rétention schonn eng spezifesch Fro gestallt. Ech wëll hir och Merci soe fir hire Rapport. Ech weess, dass et sécher net einfach ass fir d'Madame Err, esou ee Rapport ze maachen, wann een d'Originë vun der Madame Err kennt - wéi se sech ëmmer engagéiert huet fir d'Flüchtlingen, fir d'Demandeurs d'asile -, dass se haut muss Rapporteur sinn, wou d'Délaie verlängert ginn, wou d'Leit eng Entrave zu hirer Fräiheet op jidde Fall kréien.

Firwat eng Augmentatioun, Här President, vu véier op sechs Méint? Wann ech de Rapport vun der Kommissioun liesen, steet do: «(...) le renoncement à la prolongation de la durée de la rétention serait une invitation aux autorités de pays tiers de procéder de cette manière pour que leurs ressortissants puissent, comme ils le désirent, rester au pays d'accueil même sans y être autorisés.»

Also, d'Retenuë kréien deemno d'Konsequenzen ze spiere vun Décisiounen, déi emol net an hire Kompetenze leien. Si gi verantwortlech gemaach fir d'Verhale vun hiren Ambassaden, hiren Administratiounen, an am Fong kritt ee bal ënnerstallt, dass d'Botschaften an d'Retenuë praktesch gemeinsam géife Pratiquë géint dat praktizéieren, géint de Pays hôte. Eng Ënnerstellung, déi awer fir eis net ganz plausibel ass. Och d'Argumentatioun am Fong, dass d'Retenuë sech praktesch matschëlleg géife maachen, well se jo net fräiwëlleg d'Land verloosse géifen, ass méi wéi zweifelhaft.

De Statsrot kënnt jo och zur Konklusioun: «Il constate que les craintes évoquées à l'époque sont confirmées. Les mêmes arguments avancés en 2008 pour étendre la rétention à quatre mois sont repris actuellement pour justifier une prolongation possible de la rétention à six mois.» Dat heescht, deemools huet de Statsrot och schonn dru gezweifelt. An da gesot ze kréien: „Jo, mir hätten och kënne bis op 18 Méint goen", ass fir eis op jidde Fall keen Argument.

Firwat mer eng Motioun déposéieren, ass, dass mer net wëllen, dass an Zukunft einfach d'Retenuen automatesch op sechs Méint an der Rétentioun wäerte sëtzen. Mir wëllen net, dass d'Unhiewe vun der maximaler Durée just ausgenotzt wäert ginn, fir eis Prozeduren net ze accéléréieren, mä au contraire vläicht souguer nach manner Ressourcen doranner ze stiechen!

Den Avis vum Conseil d'État seet jo och: «Dans ce contexte, il est essentiel de veiller à organiser et à équiper les services d'immigration en moyens humains et matériels suffisants pour assurer un déroulement rapide des procédures afin de ne pas maintenir les personnes concernées sur de longues périodes dans une situation d'incertitude et d'attente.» Mir sinn och der Meenung, dass de Stat do déi finanziell a personell Moyenë muss garantéieren, fir dass déi rapid Prozedure kënne bäibehale ginn.

Déi Motioun, déi mer déposéieren, seet ganz einfach: «La Chambre des Députés», Här President, «considérant la volonté du Gouvernement d'augmenter la durée maximale de la rétention administrative de quatre à six mois; considérant les motifs avancés par le Gouvernement pour justifier ce prolongement, en déplorant „les retards subis pour obtenir de pays tiers les documents nécessaires"; constatant que ces motifs sont totalement indépendants de la volonté des retenus qui sont privés de leur liberté; tenant compte de l'avis du Conseil d'État qui se dit „très sceptique par rapport à une extension de la durée de rétention"; tenant compte de l'avis du collectif réfugiés qui invite le législateur à supprimer la possibilité prévue dans le projet de prolonger la durée de rétention de deux mois supplémentaires; soucieuse de garantir un déroulement rapide des procédures afin de ne pas maintenir les personnes concernées sur de longues périodes dans une situation d'incertitude et d'attente;» géif dës Motioun d'Regierung invitéieren: «à faire usage de son droit de privation de liberté des retenus pendant une durée maximale de six mois que pour des cas exceptionnels et isolés; donner une suite favorable à la recommandation du Conseil d'État et à se doter de moyens humains et matériels suffisants pour assurer un déroulement rapide des procédures; mettre fin à la pratique courante de la mise en rétention répétée, dépassant ainsi les six mois prévus par la loi; procéder à une évaluation détaillée des effets de l'augmentation de la durée maximale de la rétention sur la santé mentale et physique des retenus endéans les six mois après sa mise en vigeur; soumettre pour avis à la Chambre des Députés les résultats de cette étude.»

Ech mengen, dat heiten ass eng wichteg Motioun, einfach, dass et elo net d'Regel gëtt, dass d'Rétentioun op sechs Méint soll verlängert ginn, dass dat den Ausnahmefall soll sinn an dass dann och soll eng Evaluatioun gemaach gi vun deene sechs Méint op den État mental et physique vun de Retenuen an deenen nächste sechs Méint. D'Ënnerschréft vum Här Hoffmann ass drop, d'Ënnerschréft vun de grénge Kolleegen ass drop. A selbstverständlech, wann d'Majoritéit och wëllt drop ënnerschreiwen, hu mer näischt dergéint.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la volonté du Gouvernement d'augmenter la durée maximale de la rétention administrative de quatre à six mois;

- considérant les motifs avancés par le Gouvernement pour justifier ce prolongement, en déplorant «les retards subis pour obtenir de pays tiers les documents nécessaires»;

- constatant que ces motifs sont totalement indépendants de la volonté des retenus qui sont privés de leur liberté;

- tenant compte de l'avis du Conseil d'État qui se dit «très sceptique par rapport à une extension de la durée de rétention»;

- tenant compte de l'avis du collectif réfugiés qui invite le législateur à supprimer la possibilité prévue dans le projet de prolonger la durée de rétention de deux mois supplémentaires;

- soucieuse de garantir un déroulement rapide des procédures afin de ne pas maintenir les personnes concernées sur de longues périodes dans une situation d'incertitude et d'attente;

invite le Gouvernement à

- faire usage de son droit de privation de liberté des retenus pendant une durée maximale de six mois que pour des cas exceptionnels et isolés;

- donner une suite favorable à la recommandation du Conseil d'État et à se doter de moyens humains et matériels suffisants pour assurer un déroulement rapide des procédures;

- mettre fin à la pratique courante de la mise en rétention répétée, dépassant ainsi les six mois prévus par la loi;

- procéder à une évaluation détaillée des effets de l'augmentation de la durée maximale de la rétention sur la santé mentale et physique des retenus endéans les six mois après sa mise en vigeur;

- soumettre pour avis à la Chambre des Députés les résultats de cette étude.

(s.) Xavier Bettel, André Bauler, Eugène Berger, Fernand Etgen, Viviane Loschetter.

Dann, Här President, zum zweete Punkt, den Alternativen zu de Mesures de rétention. D'Madame Err huet och scho gesot vun dem Bracelet électronique. Mir félicitéieren der Regierung fir d'Assignation à résidence, dass déi agefouert gëtt. Dat ass wichteg, et ass och eng Alternativ zu engem Centre de rétention.

D'Madame Err huet virdrun en - ech wëll net soen - klenge Lapsus gemaach, well si seet: „Am Ausland gi se an de Prisong." Zu Lëtzebuerg gi se och nach ëmmer an de Prisong gesat. Och wann dat en „Centre de rétention" heescht, ass en nach ëmmer zu Schraasseg gewiescht, ass en nach ëmmer...

(Interruption)

Jo, mä haut nach si se nach ëmmer zu Schraasseg am Prisong. Also dat heescht, wann ee seet, am Ausland wier dat esou, zu Lëtzebuerg ass dat och nach de Fall!

Mir géifen eng zweet Motioun déposéieren, Här President, wou mer géife froen, dass d'«rétention administrative à des fins d'éloignement» d'«mesure de dernier ressort» ass, «mettre en œuvre des formes alternatives à la rétention, outre l'assignation à résidence», dat heescht ze kucke pour justement «faire étudier les opportunités de l'introduction du bracelet électronique comme mesure alternative à la rétention administrative» an «soumettre pour avis à la Chambre des Députés les résultats de cette étude.»

Et kann net sinn, dass, well Organisatioune soen, et wier net gutt, e Bracelet électronique ze hunn, dann den Demandeur, deen déboutéiert ginn ass, en dann net proposéiert kritt. Mir mengen, dass de Bracelet électronique eng Alternativ ass zum Aspären an dass de Bracelet électronique net nëmmen eng Sanction ass. Et ass sécher, dass et och eng Sanction pénale ka si fir Condamnéierter hei am lëtzebuergesche Rechtssystem, mä wann déi Persoun, den Déboutéierten, de Choix huet tëschent engem Bracelet électronique oder an de Centre de rétention ze kommen, sinn ech iwwerzeegt, dass och verschiddener de Bracelet électronique géifen huelen.

Duerfir géife mer hei mat dëser Motioun einfach invitéieren, dass een net d'entrée seet, dass de Bracelet électronique hei zu Lëtzebuerg net soll applizéiert ginn, mä dass mer solle kucken - mir froe jo net, dass dat haut ass, mä mir froen, fir dass an deenen nächste Méint awer gekuckt kéint ginn -, ob esou eng Méiglechkeet do wier.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la directive 2008/115/CE qui stipule que le recours à la rétention aux fins d'éloignement doit être subordonné au respect du principe de proportionnalité et n'est justifié que si l'application de mesures moins coercitives ne suffit pas;

- approuvant l'introduction de l'assignation à résidence comme alternative au placement en rétention;

- considérant par ailleurs le manque d'alternatives à la rétention, comme des structures ouvertes ou semi-ouvertes au Luxembourg;

- estimant que l'assignation à résidence reste une sanction lourde qui entrave la liberté de mouvement du retenu;

invite le Gouvernement à

- n'appliquer conformément au droit international et à la directive 2008/115/CE la rétention administrative à des fins d'éloignement que comme mesure de dernier ressort;

- mettre en œuvre des formes alternatives à la rétention, outre l'assignation à résidence;

- faire étudier les opportunités de l'introduction du bracelet électronique comme mesure alternative à la rétention administrative;

- soumettre pour avis à la Chambre des Députés les résultats de cette étude.

(s.) Xavier Bettel, André Bauler, Eugène Berger, André Hoffmann, Viviane Loschetter.

Wann also, Här President, d'Chamber dës Motioun géif unhuelen, wiere mir selbstverständlech bereet, och den Text ze stëmmen. Wann dat net de Fall ass, kënne mer den Text leider net akzeptéieren a wäerten dann och nee stëmmen, well mer einfach fannen, dass déi zwee Punkte wichteg fir eis sinn, fir Garant ze sinn, dass déi sechs Méint net d'Regel ginn, mä d'Exceptioun bleiwen, an dass gekuckt ka ginn, ob et nach aner Alternative gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Bettel. Elo kënnt den Här Henckes, deen dem Här Kartheiser seng Interventioun virdréit.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR), remplaçant M. Fernand Kartheiser (ADR)*.- Merci, Här President. Här President, ech wéilt also d'Interventioun vum Här Kartheiser virdroen, dee sech entschëllegt, well en huet missen un enger Konferenz als Conférencier deelhuelen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der ADR wéilt ech - dat heescht, den Här Kartheiser - mech och all deenen uschléissen, déi der Madame Err scho Merci fir hire Rapport gesot hunn. Si huet eng komplizéiert Matière ganz iwwersiichtlech presentéiert.

(Interruptions diverses)

Well et haut nees ëm d'Ëmsetzung vun EU-Direktive geet, wéilte mir elo grondsätzlech hei festhalen, datt et eiser Opfaassung no dat exklusiivt Recht ass vun den Nationalstaten, a just nure vun den Nationalstaten, fir ze décidéieren, wie sech däerf respektiv wie sech net däerf op hirem Territoire ophalen. D'EU huet an dëser Fro, déi an eisen Ae ganz kloer vun der nationaler Souveränitéit ass, keng Roll ze spillen.

Dat gesot, sief och hei nach eemol an Erënnerung geruff, wat mir gesot haten, wou mir virun e puer Wochen iwwer eng liicht Straffung vun der Recoursprozedur beim Asyl diskutéiert hunn. Et ass och mat eiser Regierung hir Schold, datt mir esou vill Pseudoasylanten aus Serbien a Mazedonien op Lëtzebuerg kritt hunn. Nach méi genee wor dat e Bewäis vun der Regierung hirer Verantwortungslosegkeet. Et gëtt a kengem Land eng Visumfräiheet, ouni virdru gewësse Garantien ze froen.

An un d'Adress vun deene Länner, also virun allem u Serbien a Mazedonien, soe mir als ADR ganz däitlech: Et gëtt kee Bäitrëtt zur Europäescher Unioun, wann et net virdrun eng anstänneg Integratiounspolitik fir d'Roma an dëse Länner gëtt. Mir wëlle keng Widderhuelung vun deem, wat mir an deene leschte Méint kannt hunn.

Här President - ech muss ëmmer kucken, wien hanneru mer...

M. le Président.- Ech sinn nach ëmmer do, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Dat Gesetz, dat mir haut proposéiert kréien, ass e Sammelsurium vu Moossnamen, déi falsch Signaler ginn. Amplaz eise Wëllen däitlech ze maachen, fir d'Leit, déi illegal hei zu Lëtzebuerg sinn, séier an ouni vill Gedeessems aus dem Land ze schafen,...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ... mécht dat Gesetz all méiglech Dieren op an Ausnahme méiglech. Den Ausseminister ka weider mat dësem Gesetz maachen, wat e wëllt.

Natierlech si mer eis all eens, datt, wa Leit wierklech schwéier krank sinn oder wa si riskéieren, fir no enger Ausweisung gefoltert ze ginn, datt mir dann esou Leit net ausweisen. Dorëm dréit sech eis Kritik also net. Mä dat wichtegst a richtegt Zeechen, dat mir hätte solle mat dësem Gesetz ginn, dat wier, fir ze soen: Wien illegal hei am Land ass oder wiem seng Asyldemande ofgewise gouf, dee muss goen, an zwar direkt. Déi Chance gouf verpasst!

D'Resultat ass wahrscheinlech, datt mir erëm méi där Leit am Land hunn, déi illegal hei sinn. Fir eis ass dat net akzeptabel! D'LSAP an d'CSV sinn einfach net capabel, fir déi global Interesse vun eisem Land ze verdeedegen. Se lauschteren éischter op hir Wahlclientèle, ONGen, déi Partikularinteresse vertrieden, Leit, déi Fuerderunge stellen, déi zwar human kléngen,...

(Interruption)

...ouni datt d'Leit oder d'Organisatiounen awer herno missten d'Verantwortung fir d'Konsequenze vun hire Fuerderungen iwwerhuelen. Dat ass bëllege Populismus.

(Hilarité et brouhaha)

Der ADR hir däitlech - net dat, wat den Här Bettel virdru gesot huet -, der ADR hir däitlech Positioun an där Fro vun der illegaler Immigratioun ass dogéint vläicht net populär - heibannen -, mä si ass déi eenzeg richteg am Gesamtinteressi vun eisem Land. Mir stinn dozou. Politik maachen ass net Klientelismus fleegen, mä Gesamtverantwortung iwwerhuelen.

Et ass fir eis net ze verstoen, wéi d'Madame Err ka schreiwen, dëst Gesetz wier eent am Kampf géint déi illegal Immigratioun. An eist Land, ech zitéieren: «(...) doit être en mesure de maîtriser les flux migratoires, ce qui signifie également de combattre efficacement l'immigration clandestine.» Pabeier ass gedëlleg. Well a Wierklechkeet maachen d'CSV an d'LSAP just de Contraire!

Der Regierung no soll dëst Gesetz ënner anerem dës Ziler hunn: «l'assouplissement des conditions d'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires; l'extension de la durée de validité du titre de séjour „vie privée"; l'introduction du report de l'éloignement». Op Lëtzebuergesch iwwersat heescht dat do, datt, wien illegal am Land ass, deen huet elo nach méi Chancë wéi virdrun, fir dierfen heizebleiwen.

(Interruption)

An all Beräich gi wichteg gesetzlech Konditiounen, déi bis elo wéinstens um Pabeier gegollt hunn, einfach fale gelooss. Mir maachen domadder ëmmer méi Mëssbrauchsméiglechkeeten op, amplaz déi ofzeschafen. Wa bis elo en Titre de séjour wéinst sougenannten „private Grënn - vie privée" op ee Joer limitéiert gouf, sou sinn dat der elo gläich dräi, soi-disant fir d'Charge administrative erofzesetzen. Mir wësse jo all, datt d'Regierung net capabel ass, fir eisen Immigratiounsdéngschter genuch Beamten ze ginn. Do wäert de Minister awer mat mer d'accord sinn!

(Hilarité)

Mä d'Fro stellt sech awer: Wéi vill där Leit hu mer hei nach am Land? A wa mir dat emol géife systematesch nopréiwen, bei wéi ville vun deene Leit géife mer vläicht wierklech seriö Grënn entdecken, firwat déi Leit sollten heibleiwen? Wahrscheinlech just bei deene mannsten.

A ville Punkten ass Lëtzebuerg vill méi favorabel wéi déi europäesch Direktiv, déi mir hei sollen ëmsetzen. Wann een eng Demande mécht, fir en Titre de séjour erneiert ze kréien, däerf e während där Zäit net ausgewise ginn. Dat steet esou awer net an der Direktiv. Déi Leit, déi fréier ausgewise goufen, hunn zéng Joer net méi däerfen zréck an d'Land kommen. Ewell sinn et der nëmmen nach fënnef. An eisen Ae stellt sech awer och d'Fro, ob déi Leit iwwerhaapt nach eemol dierften zréck an d'Land kommen. Mir mengen neen.

Beim Départ volontaire seet d'Direktiv, den Délai misst tëschent siwen an 30 Deeg leien, an zu Lëtzebuerg huet d'Regierung selbstverständlech direkt emol de maximalen Délai zréckbehalen, also ganzer 30 Deeg. Wahrscheinlech, well ons Grenzen esou wäit ewech sinn. A selbstverständlech kann deen Délai och nach verlängert ginn.

D'Rétentioun am Centre de rétention däerf an der EU bis zu 18 Méint daueren. Hei zu Lëtzebuerg sinn et der maximal sechs. Dann hu mir ewell och nach d'Méiglechkeet, fir d'Leit fir maximal sechs Méint doheem ze halen, eng sougenannten „assignation à domicile". Mä déi ass an der Praxis praktesch net ze kontrolléieren, well et keng fest Zäite gëtt, wou déi Leit och effektiv missten doheem sinn.

Här President, do wou d'LSAP, déi gréng an déi Lénk awer och ëmmer besonnesch staark sinn, ass, wann et drëm geet, fir eis Lëtzebuerger Police schlecht ze maachen. Et muss een de Rapport vun der Madame Err liesen, an da kann ee bal net gleewen, wat do fir Iddien zirkuléieren: D'Police soll elo gefilmt ginn, wa se déi Leit transportéiert, well si kéint jo do schlecht behandelen oder menacéieren. D'ADR hält esou Iddië fir inakzeptabel!

Éischtens ass dat an der Praxis ganz schwéier ze realiséieren. Mä virun allem hu mir da verschidden Niveauen an der Protektioun, jee nodeem, ob e Lëtzebuerger an Untersuchungshaft transportéiert gëtt oder ob en Auslänner ausgewise gëtt. A selbstverständlech wier den Auslänner da besser protegéiert wéi de Lëtzebuerger Résident a Kriminellen.

D'ADR dréckt des Weideren eiser Police hiert vollt Vertrauen aus. Si ass iwwerzeegt, datt d'Police hir Aarbecht professionell a korrekt mécht. An d'ADR ënnerstëtzt duerfir keng Moossnamen, déi d'Police ënner e Genre vu Generalverdacht géif stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, et wäert Iech och net verwonneren, datt mir derfir antrieden, fir vun all ausgewisenen Auslänner all néideg biometresch an aner Donnéeën ze sammelen, déi néideg sinn, fir déi Leit all Zäit kënne mat absoluter Sécherheet ze identifizéieren.

Här President, d'Madame Err huet den Här Rocard zitéiert: «La France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part.» Mir soen: «Le Luxembourg ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais en porte déja une part démesurée.»

An duerfir stëmme mir dat heite Gesetz net.

M. le Président.- Merci dem Här Henckes respektiv dem Här Kartheiser.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President! Wat ass dann Är Meenung, Här Henckes? Hutt Dir och eng Meenung derzou?

(Interruption)

M. le Président.- Sou ech…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Ech si mat de Konklusiounen d'accord.

M. le Président.- Déi Meenung kréie mer eng aner Kéier ze héieren. Elo héiere mer d'Meenung vum Här Hoffmann.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Här President, zum Gesetzesprojet sinn eng Rei vu kritesche Froen ze stellen, eng Rei vu kritesche Remarquen ze maachen, déi och nozeliese sinn an den Avisë vun deene verschiddenen ONGen, déi hei och schonn zum Deel vun der Rapportrice selwer ernimmt gi sinn a vum Här Bettel. Ech wëll also net nach eng Kéier am Detail dorobber zréckkommen an hu souwisou och keng Zäit derzou.

Et geet haaptsächlech drëm, dass et net genuch Alternativen zur Rétentioun gëtt, dass d'Rétentioun, déi méiglech ass, ze laang ass. Eis Haltung, am Ënnerscheed zu där vum Här Kartheiser, ass, dass et net genuch Protektioun gëtt bei der Ausweisung, dass et eng bedenklech Definitioun vum Fluchtrisiko gëtt an esou weider an esou fort. Dat eleng geet eigentlech duer, fir dem Gesetz jiddefalls net zouzestëmmen.

Mä et geet awer méi - an ech sinn och frou, dass dat scho vun Eenzelnen hei gesot ginn ass -, et geet awer méi grondsätzlech ëm d'Fro, wéi mer mat der Problematik vun der Migratioun iwwerhaapt an Europa ëmginn. An ech mengen, et wär net schlecht, wa mer eis géifen an Erënnerung ruffen eis eege Migratiounsgeschicht hei an Europa.

Nei-Brasilien, seet dat Iech nach eppes? Dat waren déi Lëtzebuerger, déi am 19. Jorhonnert no Südamerika wollten auswanderen, déi ofgewise goufen an zréckkomm sinn. Si haten näischt méi. Si sinn och hei zu Lëtzebuerg net méi esou richteg akzeptéiert ginn. Si hunn am Misär iergendwéi iwwerlieft oder och net.

Dat ware Wirtschaftsflüchtlingen, géif et haut heeschen. Well Asyl hätte se keen zegutt gehat a Südamerika, well, no eise Kritären, Lëtzebuerg e séchert Land gewiescht wär, no eisen Definitioune vun haut.

Wirtschaftsflüchtlingen, deen Ausdrock hunn ech haut net héieren - glécklecherweis -, wat och e veruechtenden Ausdrock ass fir Leit, déi aus Aarmut a Misär flüchten, fir anzwousch anescht eng mënschewierdeg Existenz ze fannen.

An zur Geschicht Lëtzebuerger am Kongo, dat seet lech jo och nach eppes. Dat war déi aner Säit vun der Migratioun. Dat war do, wou d'Europäer a friem Länner gaange sinn, fir do Här a Meeschter ze spillen. Och dat gëtt gär vergiess.

An de 50er bis 70er Joren hu mer d'Migrante geruff, fir eis Wirtschaft opzebauen. „Wir riefen Arbeitskräfte und es kamen Menschen", sot de Max Frisch. Dat ass entre-temps e Spréchwuert ginn.

An haut? Mir ruffen net méi, a se kommen awer. An Europa weess net esou richteg domat ëmzegoen, setzt virun allem op Ofschiermung a streit sech dann iwwert d'Responsabilitéiten. Mat de Kollateralschied, déi mer kennen: restriktiv Uwendung vum Asylrecht; dausende vun Doudesaffer virun de Grenze vun Europa; Ënnerhielegung vun de Mënscherechter an esou weider an esou fort.

An engem exzellente Buch iwwert d'Globalisation humaine stellt d'Auteurin déi heite Fro iwwert d'europäesch Migratiounspolitik: «Sommes-nous encore dans l'eldorado respectueux des droits de l'Homme dont ils rêvaient - ils, les migrants - en quittant la guerre civile, la torture, les discriminations ethniques, religieuses ou sexuées?» An ech ergänzen: «en fuyant la misère matérielle et culturelle, la dégradation de l'environnement, les changements climatiques?» - Eng Fro, déi eis méi wéi misst beonrouegen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Immigratiounsminister Nicolas Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Här President, ech mengen, ech brauch net méi op d'Gesetz anzegoen, dat ass gemaach gi vun der Madame Err an hirem exzellente Rapport. Eng exzellent Aarbecht, déi weist, éischtens, datt dat Gesetz hei eigentlech global gesi keng Verschlechterung ass oder keng Aggravatioun vun de Konditioune par rapport zu deem, wat existéiert.

Dat ass jo e bëssen étonnant, well, wann ech mech vaguement kann drun erënneren, wéi dat Gesetz vun 2008 hei an dëser Chamber gestëmmt ginn ass, du sinn iwwer vill Froen, notamment och, wat d'Rétentioun ubelaangt, eigentlech net déi Commentairë gemaach ginn, déi haut gemaach ginn, obwuel mer haut higinn an d'Konditiounen, wat d'Rétentioun ubelaangt, eigentlech vill méi restriktiv behandelen.

Dat heescht, haut ass et, oder et wäert muer, wann dat Gesetz hei a Kraaft sollt kommen, méi schwiereg ginn, een a Rétentioun ze setze respektiv a Rétentioun ze halen, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Bon, dat wonnert mech also - déi Excitatioun. Mä ech muss leider feststellen, datt mat deem Sujet vun der Immigratioun, deen en extrem gravéierende Sujet ass, an ech hu mech dee ganzen Dag domat beschäftegt, well mer haten de Moien e Conseil vun der Unioun iwwert dee Sujet, an et wier emol gutt vläicht, eemol an dee Conseil eranhéieren ze goen, wéi do d'Stëmmung ass an Europa, wéi gewësse Problemer do diskutéiert ginn. An da kéinte mer och hei vläicht iwwert déi Attitüden diskutéieren.

Iwwer virgeliese Rieden, wou ee selwer mierkt, datt deen, dee se virliest, selwer net dru gleeft, wëll ech näischt soen. Ech mengen, tout ce qui est excessif est insignifiant.

Mä ech muss soen: Wat heescht dat, Retouren? Wéi vill Retoure maache mer dann esou pro Joer? Mir maachen 200 Retoure pro Joer. An ech kann Iech soen, dat ass net eng einfach Tâche, fir Retouren ze organiséieren!

Do kann ee soen: „Firwat organiséiert Der se dann?" Mä de Prinzip ass awer ganz evident. Et kann nëmmen en Droit d'asile ginn, wann et och eng Obligation de retour gëtt, well soss schafe mer jo den Droit d'asile of. Wa mer soen, deen, dee kënnt, deen do ass, deen ass do, an do stelle mer iwwerhaapt net d'Fro, ob deen d'Recht huet oder net d'Recht huet, dann heescht dat jo, datt mer weder Retouren organiséieren nach eigentlech en Droit d'asile bräichten.

Nun ass awer en Droit d'asile fir déi Leit absolut indispensabel, déi wierklech ee brauchen. Déi, déi elo aus Syrien fortlafen, well gemetzelt gëtt vun engem Diktator, do stellt jo kee sech d'Fro, wann déi géifen hei Asyl froen,…

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Déi ginn an Däitschland zréckgeschéckt.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- …ob se Recht hunn oder net.

M. André Hoffmann *(déi Lénk)*.- Déi ginn an Däitschland zréckgeschéckt.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Ech géif mer net virstellen, datt déi vu Lëtzebuerg géifen zréckgeschéckt ginn. Sou wéi mer och eng Rei vu Leit aus dem Irak geholl hunn, déi hei e Statut vun Asyl kritt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*.- Nun iwwert déi Fro vun der Durée. Déi Fro vun der Durée huet jo net nëmmen hei, si huet am Europaparlament vill Wirbel provozéiert. Si huet d'ailleurs gemaach, datt iwwert déi Direktiv gesot ginn ass, et wier d'Directive de la honte, mä si huet awer och am Europaparlament Reaktioune provozéiert, datt déi Délaien am Europaparlament do drageschriwwe gi sinn. Ech hunn elo net nogekuckt, wéi dann d'Votë vun deenen engen an deenen anere Fraktiounen do waren. Dat wier vläicht interessant, dat emol ze vérifiéieren.

Mä och do muss ech soen, hei gëtt e Bild duergestallt, wéi wa mer elo géifen d'Leit alleguer huelen a mindestens sechs Méint an de Centre de rétention spären. Falsch!

Ech mengen, et muss een d'Gesetz liesen. Amplaz flüchteg driwwerzefléien an doraus grouss Tiraden ze zéien, wier et gutt, dat eemol kloer ze liesen. Do steet ganz kloer: «Une décision de placement en rétention est prise contre l'étranger en particulier s'il existe un risque de fuite.»

Dat heescht, et muss ee beweisen, et muss een also e seriöt Argument hunn, datt et e Risque de fuite gëtt. Wann et kee Risque de fuite gëtt, dann ass et ganz kloer, datt d'Rétentioun net einfach kann esou applizéiert ginn. Well schlussendlech jiddwereen, deen en rétention gesat gëtt, huet ëmmer och d'Méiglechkeet, dogéint e Recours ze maache virun engem Geriicht.

An da geet et weider: «…ou si la personne concernée évite ou empêche la préparation du retour ou de la procédure d'éloignement.» Ma, ech mengen, mir ginn all Mënsch d'Chance, e Retour volontaire ze maachen, deen eben illegal hei um Territoire sech befënnt. Mir ginn him Zäit, fir dee Retour dignement virzebereeden. Mir ginn him souguer Hëllef direkt oder iwwert déi Konventioun, déi mer mat der OIM geschloss hunn.

Wann et also manifest ass, datt déi Persoun alles ënnerhëlt, fir net zréckzegoen, a wann et manifest ass, datt déi Persoun näischt riskéiert, wa se an hiert Land zréckgeschéckt gëtt, da muss et och eng Méiglechkeet ginn, fir do eng gewësse Sanktioun ze maachen an ze probéieren, dee Retour dann iwwer e Retour forcé ze organiséieren.

An do liesen ech nach eemol aus dem Gesetz: «…il est probable que l'opération d'éloignement dure plus longtemps en raison du manque de coopération de l'étranger ou des retards subis pour obtenir de pays tiers les documents nécessaires, la durée de la rétention peut être prolongée à deux reprises…»

Ganz einfach, de Réfugié huet de Choix, e volontairë Retour ze maachen oder net. Dee Choix ass à tout moment do, well dat ass déi Optioun, déi mir encouragéieren. Wann natierlech ee sech obstinéiert a refuséiert, dee Retour volontaire ze huelen, bon, dann ass et och kloer, datt muss eben dee Retour forcé prepariéert ginn. A mir wëssen, datt et mat verschiddene Länner oft net esou einfach ass, fir esou ee Retour forcé ze organiséieren. D'Optioun, d'Alternativ ass kloer, dat ass de Retour volontaire. A bei deene meeschte Länner, souguer deenen, déi ganz komplizéiert sinn, deen, dee fräiwëlleg heem wëllt goen, dee kann net einfach refuséiert ginn.

A wann et kloer ass, datt en net kann heemgoen - an där Fäll gëtt et och, ech kennen där, wou d'Leit wëlle fräiwëlleg heemgoen an net méi kënnen an hiert Land zréckgoen, well d'Land einfach seet: „Bon, ech wëll deen net méi zréck oder mir huele kee méi zréck." -, dann ass et kloer, datt mer dee jo ni géifen en rétention setzen an datt dee jo och e ganz staarkt Argument hätt bei all Riichter, fir datt déi Rétentioun géif casséiert ginn.

Also, e bësse méi Objektivitéit, wa mer iwwert déi Saach och vun der Rétentioun a besonnesch vun den Délaie schwätzen.

Duerfir kann ech déi éischt Motioun, déi seet: „faire usage de son droit de privation (…) pour des cas exceptionnels" an esou weider, net akzeptéieren, well déi eigentlech eppes seet, wat am Gesetz steet, awer suggéréiert, wéi wa mir wéilten elo par tous les moyens d'Rétentioun als de prinzipiellen Outil d'ailleurs utiliséieren. Wat och net am Esprit vum Gesetz ass an doudsécher och net am Esprit vun der Regierung. Also, déi éischt Motioun schéngt mer net akzeptabel.

Déi zweet Motioun, okay. Ech mengen, déi seet eppes, wat mer wëlle maachen. Éischtens, ech mengen, et ass eng Evidenz, datt ee sech un den Droit international conforméiert. Et géif mech eigentlech wonneren, wann een dat net géif maachen. Dat maache mer jo iwwregens hei, well hei transposéiere mer eng Directive européenne, déi mer eigentlech schonn hätte misse säit dem Enn vum leschte Joer transposéiert hunn. Datt mer ons un d'Direktiv halen, dat ass och eng Evidenz, well soss musse mer bei den Europäesche Geriichtshaff goen. An datt mer dat als Dernier ressort huelen, déi Rétentioun, hunn ech elo - mengen ech - kloer explizéiert, kann ech also akzeptéieren.

D'Assignation à résidence, dat hu mer an d'Gesetz geschriwwen, ass och déi préféréiert Optioun, soulaang mer net dovun ausginn, datt et e Risque de fuite gëtt. Wann also kee Risque de fuite do ass, ass dat eng Optioun. Dat hu mer am Gesetz. An de Bracelet électronique, ech mengen, mir si vläicht net déi Éischt a Beschtgestallt, fir dat anzeféieren. Mir mussen also och mam Ministère de la Justice kucken, wéi esou eppes sech ka realiséieren. Dat si jo

och technesch Viraussetzungen, déi musse gi sinn. Domat kann ech awer ganz gutt liewen. Fir mech ass all Alternativ zur Rétentioun eng gutt, wa se opérationnel ass a wa se also duerchféierbar ass.

Duerfir kann ech déi zweet Motioun akzeptéieren ouni Problem an domat géif ech dann och meng Interventioun hei ofschléissen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Minister. Den Här Bettel freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hu virdru gesinn, dass an de Majoritéitsreien e bëssen Énervement war, well wa mer wierklech, wéi ech virdru gesot hunn, géife goen, och kee Quorum hei wier.

Mir wëllen…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Dir hat awer net probéiert.

Une autre voix.- Probéiert! Probéiert

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Neen, ech soe just. Ech soe just, wa mer net géifen heibleiwen, hätt Der kee Quorum. Ech fannen, bei esou wichtege Sujeten…

(Brouhaha général)

…wier et awer als Majoritéit wichteg, dass Der Är Leit géift mobiliséieren.

Une voix.- Dir spillt mam Feier.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, den Här Minister huet elo just gesot,…

(Brouhaha général)

…e géif d'Motioun 2 unhuelen.

Also, déi Excitatioun vum Här Bodry a vum Här Lux ass net ze verstoen.

Wa se hir Leit mobiliséiert hätten, fir hei ze sinn, da missten déi 39 Deputéierte vun der Majoritéit hei sinn.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Si sinn net do. Si sinn net do. Mir hu méi wéi 50% sécher, déi net do sinn. Méi wéi 50% fir e Quorum.

(Interruption)

Also, déi zweet Motioun, huet den Här Minister gesot, kéint en unhuelen. Dat freet eis selbstverständlech, dass e bereet ass, beim Bracelet électronique ze kucken, ob dat machbar ass.

Ech muss lech just soen, ech hunn och nach Uerteeler hei vum 14. Dezember 2010, wou ech och dem Här Minister eng Fro gestallt hunn iwwer Informatiounen, déi de Ministère gëtt, souguer un Ambassaden, bei Rapatriementer, oder Informatiounen, déi se souguer deem Land ginn, wou se zréck musse goen. Ech hunn dat Vertrauen, fir ze soen: „Jo, mir maachen dat esou, wéi Dir et gären hätt." Ech hätt et gäre schwaarz op wäiss.

Dat Uerteel kennt Der, Här Minister. Et ass dat vum 14. Dezember 2010, wou Dir enger Ambassade d'Informatioun ginn hutt, dass déi Persoun déboutéiert gi wär, an d'Tribunal - an et ass och keen Appel, sauf erreur de ma part, gemaach ginn - huet och décidéiert, dass Der net d'Informatioune sollt weiderginn, dass dat eng nei Situatioun wär op jidde Fall an deem heite Fall.

Dowéinster géife mer wierklech froen, wann de Minister jo seet, dass den Usage de privation de liberté des cas exceptionnels isolés solle sinn: Firwat dann net erlaben, dass mir no sechs Méint, et ass dat, wat mer jo froen, eng Evaluatioun maache vun deene Leit, déi elo do an der Rétentioun sinn?

Ech mengen, et ass jo dat Eenzegt hei, wat gefuerdert gëtt. An et ass bestëmmt net gemengt, dass et elo hei soll eng Generalisatioun ginn. Kuckt och den „invite"! Do ass näischt dran, wat géif soen, dass mir mengen, dass d'Regierung elo alles géif verlängeren. Mir froen, dass d'Moyenen do sinn. Mir froen, fir dass Material genuch do ass. Dat heescht, mir ginn au contraire nach a Richtung vun der Regierung, fir ze soen: „Hëlleft dem Här Schmit a senger Administratioun, fir dass se hir Aarbecht kënne maachen!" Mir mengen et gutt mam Här Schmit, mä hie wëllt et net unerkennen.

Dowéinster also, ech hunn et virdru gesot, fir eis ass d'Garantie, dass et eng Exceptioun bleift, ee vun deene wichtegste Punkten hei an deem ganze Projet. Wann dat net kann zréckbehale ginn, kënne mir dësen Text nach ëmmer net stëmmen.

M. le Président.- Den Immigratiounsminister freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Bon, ech mengen, mir wäerten elo an deenen nächste Wochen deen neie Centre de rétention opmaachen, wou also d'Leit net méi am Prisong dann en rétention wäerte sinn, mä fir déi, déi en rétention gesat ginn, an deem Centre de rétention.

An et ass jo ganz evident, datt mer no enger Rei Méint de Bilan maachen och, wéi déi Konditiounen a wéi déi Evolutioun vun der Rétentioun an deem neie Centre wäerte sinn. An à tout moment huet d'Chamber d'Méiglechkeet, an der Kommissioun - an ech mengen, de President vun där Kommissioun, deen invitéiert mech oft genuch, fir iwwer Immigratioun an all déi Problematiken ze schwätzen - do e Bilan ze maachen. Dat ass also absolut machbar.

Ech gesinn awer de Sënn nach eng Kéier, wou op eng cachéiert Aart a Weis ons elo reprochéiert géif ginn, mir wéilten d'Leit einfach par définition länger a Rétentioun setzen. Duerfir kann ech déi Motioun esou net unhuelen.

Mä et ass kloer, dass ech à tout moment bereet sinn, ëmmer Opschluss ze ginn iwwert d'Konditioune vun der Rétentioun, iwwert d'Situatioun vun alle Retenuen, a wéi dat och do an deem neie Centre de rétention gehandhabt gëtt.

Ech mengen, mir hunn dee Centre de rétention en toute transparence organiséiert mat der Chamber, déi iwwerall mat war, déi iwwerall konnt Visitë maache goen, an dat soll och esou an der Zukunft weidergoen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Immigratiounsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fängt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Projet de loi stëmme mer elo of. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6218 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 14 Nee-Stëmmen a 6 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Norbert Haupert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Tessy Scholtes), Lucien Thiel (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Diane Adehm), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jean Colombera);

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox.

Ech ginn net dovun aus, datt een nach wëllt seng Enthalung begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dann hu mer nach zwou Motiounen, déi vum Här Bettel erabruecht gi sinn.

Motion 1

Déi éischt Motioun, do hunn ech verstanen, wéi wann d'Regierung déi net wëllt akzeptéieren. Da géif ech proposéieren, datt mer doriwwer géifen ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 43 Nee-Stëmmen, géint 15 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Henri Kox;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Haupert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Tessy Scholtes), Lucien Thiel (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Diane Adehm), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Jean Colombera).

Motion 2

Da kéime mer nach zu där zweeter Motioun, do hunn ech verstanen, wéi wann d'Regierung se wëllt unhuelen. Déi kënne mer also à main levée ofstëmmen.

Vote sur la motion 2

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wier déi Motioun dann och ugeholl.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt erëm zesummen den 28., 29. an 30. Juni.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.01 heures)

Sommaire des séances publiques nos 36 et 37

6214 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2009-2010) p. 495-501

Motion de M. Camille Gira sur le refus de la clause de confidentialité dans le cadre des droits d'émissions négociés dans le cadre du Protocole de Kyoto p. 501-502

6213 - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS), abrogeant le règlement (CE) n°761/2001 et les décisions de la Commission 2001/681/CE et 2006/193/CE p. 502-503

6241 - Projet de loi portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone p. 503

6242 - Projet de loi portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés p. 503-504

6274 - Projet de loi portant approbation d'amendements au texte et aux Annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants, signé à Aarhus, le 24 juin 1998, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 par Décisions 2009/1 et 2009/2 à l'occasion de la 27e session de l'Organe exécutif, tenue à Genève du 14 au 18 décembre 2009 p. 504

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur l'avenir du projet de recherche „Eis Schoul" p. 505-508

6226 - Projet de loi

1. portant création de postes de renforcement dans les carrières administratives et techniques pour les besoins du Lycée technique agricole, du Lycée technique Mathias-Adam de Pétange, du Lycée technique de Lallange, du Lycée Nic-Biever à Dudelange et du Lycée technique pour professions éducatives et sociales;

2. complétant l'article 15 de la loi modifiée et complétée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

3. complétant la loi du 12 mai 2009 modifiant et complétant

a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée pilote;

b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Atert-Lycée» p. 508-509

Débat d'orientation sur le rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi sur l'euthanasie p. 509-515

Motion de M. Jean Huss sur la lutte antitabac p. 515-517

6138 - Projet de loi portant incrimination des entraves à l'exercice de la justice et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle p. 517-520

6218 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection p. 520-525

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°14** • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1313	Nancy Arendt	Importation illégale de médicaments
1325	Jean Colombera	Aérodrome de Noertrange
1335	Marc Spautz	Imposition des revenus des travailleurs frontaliers
1357	Lydie Polfer	Plan national d'intégration et de lutte contre les discriminations et contrat d'accueil et d'intégration
1370	Xavier Bettel	Encadrement médical de l'armée
1371	Xavier Bettel	Service social interne de l'armée
1373 cf. 1376	Anne Brasseur	Intégration des Roms
1376 cf. 1373	Viviane Loschetter, Félix Braz et Jean Huss	Situation de logement des Roms au Luxembourg
1378	Fernand Etgen	Projet de programme directeur de gestion des risques d'inondation
1379	Fernand Etgen	Zones inondables
1380	Xavier Bettel	Consommation de drogues au Centre pénitentiaire
1381	Xavier Bettel	Encadrement psychologique au sein de l'armée
1382	Xavier Bettel	Examen d'admission de l'armée
1386	Jean Colombera	Centrale nucléaire de Cattenom
1388	Jean Colombera	Personnel hospitalier
1389	Marc Spautz	Traitements par certaines administrations des données à caractère personnel
1392	André Bauler	CR351 entre Erpeldange et Diekirch
1393	André Bauler	CR357 entre «Hessemillen» et Bettendorf
1394	Jean Colombera	Plan d'intervention en cas de catastrophe nucléaire
1396	Marc Spautz	Prothèses de hanche défectueuses
1399	Jean-Paul Schaaf	Épreuves dites «communes»
1400	Jean Colombera	«Aliments potentiellement à risque» en cas de contamination nucléaire
1401	André Bauler	CR356b reliant la «Reisermillen» à Folkendange
1402	Jean Colombera	Suivi des patients dans les policliniques
1403	Jean Colombera	Suivi des patients
1404	Viviane Loschetter	Représentation des femmes et des hommes dans les organes de prise de décision au sein de la fonction publique
1405 cf. 1406	André Hoffmann	Investissements du Fonds de compensation auprès de Tepco
1406 cf. 1405	André Hoffmann	Investissements du Fonds de compensation auprès d'Électricité de France
1407	André Bauler	Foire de l'Étudiant
1409	André Bauler	Traversée de Hosingen
1410	Fernand Kartheiser	Fusillade à l'Aéroport de Kaboul
1412	Jean Colombera	Importation de déchets organiques pour la production de biogaz
1413	Lydie Polfer	Loi relative à la chasse
1414	Nancy Arendt	Construction d'éolienne à base de néodyme
1415	Claude Adam	Composition des comités d'école et des comités de cogestion
1417	André Bauler	Structure juridique unique pour l'OPL et la Philharmonie
1418 cf. 1458	Marc Spautz	Proposition de la Fédération des autorités de surveillance du nucléaire d'Europe de revoir les tests de sécurité des centrales nucléaires européennes à la baisse
1419 cf. 1422	Marc Spautz	Projet «Eis Schoul»
1420	Anne Brasseur	Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (MUDAM) - Budget
1421	Viviane Loschetter, Félix Braz et Jean Huss	Accord de réadmission avec le Kosovo
1422 cf. 1419	Fernand Kartheiser	Projet «Eis Schoul»
1423	Fernand Kartheiser	Stage pédagogique
1424	Gast Gibéryen	Plans d'urgence en cas de catastrophe nucléaire
1425	Félix Braz	Modalités de désignation du CNE ainsi que l'organisation des commissions consultatives d'intégration
1426	Claude Adam	Fréquentation de l'éducation précoce
1427	Claude Adam	Affectation à moyen et à long terme du site universitaire actuel «Campus Walferdange»
1428	Marcel Oberweis	Sécurité des produits
1429	André Bauler	Stage pédagogique
1430	Jean Colombera	Soins des personnes à handicap majeur
1431	André Hoffmann	Opération de portage sur les actions Cargolux
1433	Fernand Etgen	Clinique Saint Joseph à Wiltz
1434	Eugène Berger	Projet de maison de soins à Crauthem
1435	Marcel Oberweis	Installation de panneaux photovoltaïques sur les plans d'eau
1436	Fernand Kartheiser	Participation de ressortissants luxembourgeois à des examens de langues anciennes en Sarre ou en Rhénanie-Palatinat
1437	André Bauler	Agence Immobilière Sociale (AIS)
1438	André Bauler	Avant-projet de «requalification urbaine» et projet d'assainissement des friches industrielles à Wiltz
1439	Fernand Etgen	Héliport prévu près du Centre d'intervention à Wiltz
1440	André Bauler	État de la route entre Reisdorf et Bettel via Hoesdorf
1441	Jean Colombera	Qualité des services de soins
1442	Jean Colombera	Conventions frontalières franco-belges concernant les résidents de l'espace Sud Luxembourg Belge et du Bassin de Longwy
1443	Marc Spautz	Régime sans gluten
1444	Fernand Kartheiser	Problèmes de santé liés à l'isolation des immeubles
1445	Fernand Kartheiser	Port de la burqa aux alentours d'écoles de l'enseignement fondamental
1447	Fernand Kartheiser	Espace de Schengen - Réintroduction éventuelle des contrôles douaniers
1451	Jean Colombera	Dossier électronique pour les patients
1452	Eugène Berger	Nouveau mode d'affectation des chargés de cours
1453	Eugène Berger	Financement des frais causés par la médication de la contraception par la Caisse Nationale de Santé
1454	Fernand Kartheiser	Portail Internet «guichet.lu»
1455	Fernand Kartheiser	Publication électronique des livres luxembourgeois
1457	Marc Spautz	Promotion de la profession d'infirmier
1458 cf. 1418	Marc Spautz	Tests de résistance des centrales nucléaires européennes
1459	Nancy Arendt	Situation des enfants adoptés en cours de partenariat
1460	Marc Spautz	Élèves fréquentant une école ou un conservatoire de musique
1462	Fernand Kartheiser	Ordre public
1463	Gilles Roth	«Car-sharing»
1464	Gilles Roth	Vélos à assistance électrique
1465	Jean Colombera	Projet «Beieneen» au «Foyer Marienthal»
1466	Gilles Roth	Agent infectieux EHEC
1468	Fernand Kartheiser	Loi américaine FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act)
1469	André Bauler	Orgues à tuyau
1470	Anne Brasseur	Manquements reprochés à un professeur-chercheur de l'Université du Luxembourg
1471	André Bauler	CR352 entre Bastendorf et «Groesteen»
1473	Anne Brasseur	Mission de surveillance et de sauvetage de la Protection civile au Lac de la Haute-Sûre
1474	Eugène Berger	Contrôle des poids lourds
1475	Xavier Bettel	Prime d'astreinte de la Police grand-ducale
1477	André Bauler	École de la 2e chance
1479	André Bauler	Chemin repris reliant Brandenbourg au lieu-dit «Këppenhaff»
1481	Claude Haagen	Sécheresse et production agricole
1482	Fernand Etgen	Sécheresse et aides aux agriculteurs
1484	Ben Scheuer	Sécurité dans les transports publics
1486	Xavier Bettel	Système d'information de la population
1489	Marc Spautz	Suppression de trois passages à niveau à Schifflange
1491	Jean Colombera	Participation aux prestations de soins
1500	Xavier Bettel	Protection internationale
1507	Fernand Kartheiser	Numéros d'urgence
1510	Fernand Kartheiser	Publication de certaines nominations sur le site www.gouvernement.lu
1516	Fernand Kartheiser	Ambassadeur du Luxembourg en Roumanie
1517	Fernand Kartheiser	Nouvelles accréditations d'ambassadeurs décidées par le Conseil de Gouvernement le 27 mai 2011
1526	Fernand Kartheiser	Réforme de l'ADEM

Question 1313 (14.3.2011) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**importation illégale de médicaments:**

La vente de médicaments contrefaits et illégaux devient un phénomène de plus en plus répandu. En effet, il semble très facile de se procurer par Internet un médicament qui n'est pas autorisé sur le marché luxembourgeois.

Cette aisance d'obtenir des médicaments illégaux ou dangereux peut à la fois mener à une fausse médication dans le chef des consommateurs, et tenter nos jeunes et autres de se procurer de manière anonyme des substances illégales et/ou dangereuses en vue de perdre du poids, d'améliorer la concentration, de diminuer la fatigue, de faciliter le sommeil ou d'améliorer les performances sportives pour ne mentionner que ces sujets-là.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Existe-t-il des estimations chiffrées quant à l'importation de médicaments illégaux?

- Combien de contrôles sont effectués par la douane luxembourgeoise afin de limiter ces importations à un minimum et combien de confiscations de médicaments illégaux ont pu être notées?

- Peut-on retracer l'origine de production de ces médicaments sachant que certains pays comme la Chine n'ont pas les mêmes critères de qualité et de pureté?

- Quelles sont les conséquences de ces interceptions pour les clients?

- Y a-t-il un moyen de retracer ces commandes par Internet?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il lutter contre ce phénomène de plus en plus répandu?

Réponse commune (26.5.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

En principe, la législation luxembourgeoise interdit toute délivrance au public d'un médicament en dehors d'une pharmacie ou d'un hôpital. Ce principe s'applique également à la vente par correspondance et notamment à la vente de médicaments par Internet.

Depuis 1984 les services du Ministère de la Santé collaborent avec l'Administration des Douanes et Accises (ADA) pour intercepter dans la mesure du possible l'importation illégale de produits dans le domaine chimique et médicamenteux. Après interception de médicaments soupçonnés contrefaits ou illégaux, l'ADA procède à leur blocage temporaire et en informe la Division de la Pharmacie et des Médicaments du Ministère de la Santé qui prend la décision de libérer, de retourner ou de détruire les substances médicamenteuses.

Parallèlement, lorsqu'une demande de protection commerciale d'un médicament existe, l'ADA déclenche la procédure d'information de découverte de marchandise contrefaite prévue au règlement communautaire 1383/2003 laquelle, à défaut d'appliquer au Luxembourg la procédure simplifiée prévue en tant que faculté pour les États membres audit règlement communautaire, permet au titulaire d'une marque ou d'un brevet d'ester en justice afin d'obtenir sur le plan civil/commercial préservation du droit économique voire réparation du préjudice commercial.

En la matière, l'ADA a bloqué en 2009 un total de 130 envois, représentant quelque 7.850 comprimés et en 2010 un total de 139 envois, représentant quelque 7.530 comprimés. Ces envois interceptés étaient tous destinés à des particuliers.

Durant l'année 2010, 130 colis de médicaments ont été retenus en douane.

Dans 79 cas, il s'agissait de médicaments proposés dans le dysfonctionnement érectile (en majorité des produits contenant le sildenafil qui est un principe actif du Viagra de Pfizer).

26 colis contenaient un médicament destiné à l'amaigrissement. La majorité des produits étaient à base de:

- sibutramine (commercialisé sous le nom de Reductil de Abbott et retiré du marché en août 2010),

- dérivés amphétaminiques (amfépramone, fenproporex). Ces médicaments ont été retirés du marché depuis de nombreuses années,

- rimonabant (commercialisé sous le nom de Acomplia de Sanofi-Aventis, retiré du marché en octobre 2008),

- orlistat (substance active du médicament Xenical de Roche).

Dans les psychotropes, une vingtaine de colis ont été retenus en douane dont:

- une dizaine contenant des benzodiazépines (alprazolam, bromazepam, diazepam à activité sédative, anxiolytique),

- quelques colis réguliers contenant la substance active zolpidem (médicament original Stilnoct à activité hypnotique),

- quatre antidépresseurs (à base des substances actives fluoxétine, sertraline, venlafaxine).

Les autres colis de médicaments retenus en douane concernaient certains antibiotiques, quelques anabolisants, quelques médicaments à base de la substance active finastéride destinée à lutter contre la chute des cheveux ainsi que de rares anti-inflammatoires non stéroïdiens ou médicaments utilisés dans l'ulcère gastrique.

Au niveau international, Interpol coordonne des opérations ponctuelles (notamment opérations Pangea) destinées à cibler les acteurs de ce commerce (Internet provider, le système de paiement électronique, les fournisseurs de médicaments).

Si dans ces cas, en effet, tout laisse à croire que le pays de provenance correspond au pays de production, il est vrai que les possibilités d'un retraçage formel de l'origine de la production est difficile. Surtout qu'en matière de vente par Internet l'expédition de la marchandise ne se fait pas nécessairement au site de production de la marchandise ou au site d'établissement du vendeur.

Question 1325 (16.3.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**aérodrome de Noertrange:**

Le règlement ministériel du 26 mai 2006 sur l'exploitation de l'aérodrome de Noertrange stipule entre autres dans son article premier que l'exploitant doit saisir la commission d'exploitation des propositions visant à déterminer les mesures permettant de réduire les nuisances sonores aux riverains ainsi qu'à déterminer les mesures appropriées à maintenir l'aérodrome, ses annexes et ses dépendances dans l'état qu'exige la sécurité de la navigation aérienne.

La population locale semble être réticente envers cet aérodrome, à cause d'un manque manifeste d'installations de sécurité et des nuisances sonores insupportables. Aussi, la commune qui exploite ce terrain est enclin à fermer l'aérodrome mais ne dispose pas d'outil réglementaire à ce propos, puisque c'est au Ministre compétent qu'incombe le pouvoir décisionnel. Malgré des promesses d'opérer pour une meilleure sécurité et une meilleure protection sonore, rien n'a été fait depuis 2006.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) À qui appartient le terrain de l'aérodrome? Est-ce qu'un contrat de bail a été conclu entre différentes parties involvées et, si oui, quelles sont les conditions de ce bail?

2) Pourquoi aucun investissement dans le domaine de la sécurité et de la protection sonore n'a été réalisé depuis 2006?

3) Existe-t-il un site alternatif à celui de l'aérodrome actuel?

4) Pour quelles raisons ce site est maintenu, sachant que les habitants de cette région s'étaient exprimés contre l'aérodrome par le biais d'une pétition et que l'exploitant ne semble pas très enthousiaste à maintenir l'aérodrome ouvert?

Réponse (27.5.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert sur la situation de l'exploitation de l'aérodrome de Noertrange.

L'exploitation de cet aérodrome se fait conformément aux conditions stipulées au règlement ministériel du 26 mai 2006 et dans le respect des prescriptions afférentes édictées par l'autorité de régulation et de surveillance.

Les parcelles de l'aérodrome de Noertrange, situées sur les territoires des communes de Winseler et de Wiltz, sont pour la majorité la propriété de l'État ou font l'objet de contrats de bail emphytéotiques à long terme au profit de l'État. Seules quatre parcelles appartiennent à des propriétaires autres que l'État et ont été mises à disposition par contrat de bail aux utilisateurs.

Différents travaux d'entretien et de remise en état ont eu lieu dans le domaine de la sécurité de l'aérodrome et ce notamment dans le cadre de l'inspection sécuritaire de l'aérodrome effectuée en 2009 par la Direction de l'Aviation civile suite à laquelle des travaux de menues réfections ont eu lieu sur la piste et ses abords (enlèvement des terriers de lapins sur la piste, coupe régulière du gazon, remise en état des manches à air, mise en place d'un moyen physique empêchant le public de pénétrer sur l'aire de manœuvre, pose d'un panneau d'avertissement indiquant la présence d'un aérodrome, etc.). D'autres mesures de mise en conformité et des recommandations de la Direction de l'Aviation civile sont en cours de réalisation.

Du point de vue de la gestion du bruit aéroportuaire, il échet de préciser que l'État a concédé des subventions aux dispositifs de réduction de bruit pour les aéronefs sportifs d'écolage en 2007 et 2008. Ainsi, pour ces avions, l'équipement par des silencieux a engendré une diminution significative du bruit émis d'environ 6 db(A) par avion.

L'aérodrome de Noertrange est actuellement le seul aérodrome au Luxembourg permettant aux parachutistes d'exercer leur activité et le seul site alternatif pour l'aviation sportive à côté de l'Aéroport international de Luxembourg sur lequel l'aviation commerciale est toujours prioritaire en raison du besoin d'assurer l'accessibilité du pays par voie aérienne.

Les deux autres sites aéronautiques actuellement en utilisation, en l'occurrence le site des planeurs à Useldange et l'aérodrome ULM à Medernach Kitzebuer ne peuvent pas être desservis par des avions effectuant le largage de parachutistes.

Ainsi, Noertrange est l'unique site convenant aux besoins d'une branche de la fédération aéronautique de sorte que ce site continue à avoir une vocation touristique et sportive.

Alors que la recherche de sites alternatifs n'avait pas été écartée dans le passé par les différents gouvernements, aucun site alternatif viable n'a pu être trouvé.

Question 1335 (23.3.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**imposition des revenus des travailleurs frontaliers:**

La Convention de double imposition conclue entre le Luxembourg et l'Allemagne le 23 août 1958 (ci-après, la Convention de 1958) est fondée sur le modèle de l'OCDE de convention fiscale concernant le revenu et la fortune[1].

L'article 15 paragraphe (1) de ce modèle (article 10 de la Convention de 1958) prévoit que: «(…) les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un État contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État».

En principe, un résident d'un État contractant est imposé dans son État de résidence à moins que l'emploi au titre duquel ce résident reçoit un salaire est exercé dans l'autre État contractant, situation dans laquelle les revenus sont imposables dans l'État contractant dans lequel l'emploi est effectivement exercé[2].

Conformément à une interprétation faite par l'Allemagne, cette dernière hypothèse ne s'applique toutefois pas à la situation des travailleurs frontaliers allemands ayant conclu un contrat de travail au Luxembourg auprès d'un employeur luxembourgeois et qui sont envoyés, pour une période déterminée, dans leur État de résidence, ou dans tout autre État, pour y fournir des prestations. Dans ce cas, le résident allemand sera imposable en Allemagne au titre du salaire perçu pour l'emploi exercé dans son pays de résidence.

Il va sans dire que si cette interprétation de la Convention de 1958 était confirmée, les conséquences économiques pour le Luxembourg seraient considérables. Elles toucheraient pratiquement tous les secteurs de notre économie qui fournissent des services aux États voisins. Elles obligeraient les salariés et employeurs à tenir un registre précis des heures prestées et du salaire perçu dans le pays frontalier de résidence du salarié afin de déterminer pour quelle tranche du salaire le pouvoir d'imposition revient à l'État de résidence. La perte d'attractivité du Luxembourg en termes de main-d'œuvre et d'intérêt pour les entreprises allemandes à s'établir au Luxembourg risque d'être fort importante.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois mène des discussions avec les autorités allemandes afin de trouver une solution à cette situation?

- Est-ce que l'interprétation faite par l'Allemagne des dispositions de la Convention de 1958 est susceptible d'affecter d'autres conventions comme celles conclues avec la France ou la Belgique ou encore avec d'autres pays?

- Est-ce que la Convention de 1958 devra être renégociée?

- Quel est l'impact sur la sécurité sociale? Est-ce que les cotisations sociales seront à verser au pays de résidence du salarié? L'article 13 du règlement CE n°883/2004 du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale des États membres prévoit qu'en cas d'exercice d'activités salariées dans deux ou plusieurs États membres, la législation de l'État membre de résidence est applicable si la personne concernée exerce une partie substantielle de son activité dans cet État membre.

- À combien estimez-vous le déchet fiscal en termes de recettes d'impôts que le Luxembourg risque de perdre? Quel est le montant des impôts qu'il faudrait, le cas échéant, rembourser à l'Allemagne?

Réponse (21.6.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Après plusieurs rencontres avec mon homologue allemand Wolfgang Schäuble, nous avons pu procéder le 26 mai 2011 à la signature d'une déclaration d'interprétation à la Convention du 23 août 1958 modifiée par le Protocole complémentaire du 15 juin 1973 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne tendant à éviter les doubles impositions concernant le traitement fiscal des salaires des frontaliers.

Cet accord met fin à l'incertitude juridique qui découlait d'une divergence d'interprétation quant au droit d'imposition, en précisant que le droit d'imposition des salaires des frontaliers résidant en Allemagne et exerçant un emploi salarié au Luxembourg revient au Luxembourg.

L'accord introduit un seuil de tolérance de 20 jours de travail par an qui peuvent être prestés en dehors du Luxembourg sans pour autant mettre en cause le droit d'imposition exclusif du Luxembourg pour ce qui est des salaires y relatifs. Tant les jours de travail courants que les journées de travail dites non productives (séminaire, conférence, formation...) sont éligibles pour le calcul du seuil de tolérance. Le salaire ou le traitement payé pour un congé-maladie, l'indemnité pécuniaire de maladie ainsi que l'allocation de maternité sont toujours imposables dans l'État de l'activité.

L'accord est entré en vigueur le 27 mai 2011. Il est applicable aux impositions qui ne sont pas encore établies de manière définitive ainsi qu'aux cas qui font l'objet d'une procédure à l'amiable.

L'accord ne modifie pas les règles applicables en matière de sécurité sociale.

Question 1357 (4.4.2011) de **Mme Lydie Polfer** *(DP)* concernant le **plan national d'intégration et de lutte contre les discriminations et** le **contrat d'accueil et d'intégration:**

Le Gouvernement en Conseil a adopté le 26 novembre 2010 le plan national d'intégration et de lutte contre les discriminations. Un projet pour lequel des crédits non limitatifs avaient déjà été prévus dans les budgets de l'État 2009 et 2010. Le même cas de figure se présente au niveau du contrat d'accueil et d'intégration, où le Conseil de Gouvernement a adopté le 12 novembre 2010 un projet de règlement grand-ducal.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- La mise en œuvre des deux projets en question ne vient que de commencer. Madame la Ministre peut-elle m'informer sur l'utilisation des moyens financiers mis à disposition?

- Plus précisément, Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les engagements pris envers des experts et structures externes qui ont été associés aux projets respectifs pendant leur phase de conception et de préparation?

- Madame la Ministre peut-elle m'informer sur la façon dont elle entend officialiser le contrat d'accueil et d'intégration?

- À quel moment Madame la Ministre a-t-elle prévu d'informer la Chambre des Députés, qui jusqu'à présent n'a pas été associée à l'élaboration du plan?

- Madame la Ministre peut-elle m'expliquer les raisons qui ont amené le Gouvernement à réduire le budget des subsides aux administrations communales initiant des projets en vue de l'intégration des étrangers, en sachant que les communes sont des acteurs importants dans ce domaine?

Réponse (3.6.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014 a été officiellement présenté en 2011, néanmoins il court depuis 2010.

En 2009, le budget alloué a notamment servi à l'organisation d'un forum de consultation qui s'est tenu le 9 décembre 2009 en vue de l'élaboration dudit plan ainsi qu'à la réalisation d'une étude portant sur l'intégration et les partis politiques.

Les budgets dépensés en 2010 ont permis entre autres de réaliser des projets faisant partie intégrante dudit plan (telle qu'une campagne d'information et de sensibilisation à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie (suivant la motion de la Chambre des Députés donnant mandat au Gouvernement de prévoir des campagnes en la matière)), un projet de sensibilisation des classes d'accueil, ainsi

[1] Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune, mis à jour au 22 juillet 2010; http://www.oecd.org /dataoecd/25/23/ 47213777.pdf

[2] Ce principe souffre une exception prévue au paragraphe (2) de l'article 15 du modèle de convention fiscale (article 10 paragraphe (2) de la Convention de 1958). Le paragraphe (2) établit que, l'État de résidence conserve son pouvoir d'imposition lorsque son résident séjourne dans l'autre État (l'État de la source de ses revenus) pendant une période n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois; lorsque les rémunérations sont payées par un employeur qui lui-même n'est pas résident de l'État de la source des revenus et lorsque la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que l'employeur a dans l'État de la source des revenus. Ces trois conditions sont cumulatives et visent la situation dans laquelle l'employeur et l'employé sont résidents d'un même État.

qu'un soutien à d'autres projets réalisés par la société civile avec notamment l'établissement d'un bilan intermédiaire des inscriptions arrêté au 9 octobre 2010 ou encore la confection d'une brochure avec les chiffres clés portant sur la population du Luxembourg. Le budget a également permis la mise en page, la traduction et l'impression dudit plan.

Depuis l'adoption de la loi du 16 décembre 2008 portant sur l'accueil et l'intégration des étrangers, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) travaille sur les nombreuses modalités et prestations à mettre en place. Ainsi, un nombre important de ressources a été déployé afin de mettre en place un outil informatique adéquat ainsi qu'une formation de l'équipe nouvellement recrutée.

En 2010, le budget alloué dans le cadre de l'article réservé au contrat d'accueil et d'intégration a permis notamment de concevoir et d'élaborer les modules des cours d'instruction civique. Ces cours d'instruction civique ont été réalisés grâce au concours d'un groupe de travail constitué d'experts indépendants, de représentants d'associations ainsi que de représentants de l'Université du Luxembourg. Le projet testé par des étudiants de l'Université du Luxembourg présente un travail innovateur en matière d'enseignement du concept d'intégration et de réciprocité. Une première formation de formateurs pour ce cours d'instruction civique sur une durée de 21 heures a par ailleurs été organisée. Ledit budget a enfin permis la mise en page, l'impression et la traduction de ces syllabus enseignants et candidats signataires.

L'OLAI s'est également adjoint un consultant pour travailler le concept et la définition de la journée d'orientation, prestation qui fait partie intégrante du futur contrat d'accueil et d'intégration.

Afin d'élaborer le premier plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations, l'OLAI a été assisté par un think tank européen qui a entre autres élaboré les onze principes de base communs sur lesquels le présent plan est basé. Cet organisme a surtout proposé des pistes afin d'adapter ces onze principes de base suite à la consultation de la société civile en décembre 2009 et afin de répondre aux besoins spécifiquement luxembourgeois.

Le lancement officiel du contrat d'accueil et d'intégration aura lieu après analyse des avis reçus notamment par le Conseil d'État, de représentants de la société civile et de la Commission nationale pour la protection des données. La date exacte sera communiquée au public par le biais d'un communiqué de presse.

Les membres de la Chambre des Députés ont été consultés dans le cadre de l'élaboration du plan. Ils ont notamment été invités à participer au forum de consultation de décembre 2009 ainsi qu'à la consultation Internet de janvier 2011 par le biais de communiqués de presse.

Question 1370 (7.4.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**encadrement médical de l'armée:**

Suivant les dispositions de la loi du 21 décembre 2007 sur la réorganisation de l'armée, le cadre légal du service de santé de l'armée est le suivant: trois médecins généralistes (un médecin de l'armée, un médecin adjoint, un médecin militaire), un médecin dentiste, un psychologue, un pharmacien, un infirmier gradué et six infirmiers diplômés.

Il me revient que l'encadrement médical de notre armée, notamment au centre militaire de Diekirch, n'est pas assuré de façon optimale. Ceci serait dû notamment du fait qu'une partie de cet encadrement accompagne des contingents en mission à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel est actuellement l'effectif exact de l'encadrement médical de notre armée?

- Qu'en est-il de la présence de cet effectif au centre militaire de Diekirch? Est-ce qu'une présence 24h/24h peut-elle être assurée?

Réponse (26.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

L'encadrement médical au sein de l'armée luxembourgeoise est composé de militaires de carrière ainsi que de personnel commissionné présent généralement à temps partiel selon les besoins définis pour assurer un suivi médical adéquat des militaires.

Les militaires de carrière sont un officier médecin et trois infirmiers diplômés. Le personnel commissionné se compose lui d'un médecin généraliste, d'une dentiste, d'un psychologue ainsi que d'une pharmacienne.

Le recrutement d'un psychologue à temps plein pour les besoins de l'armée se fera sous peu.

Les membres du personnel médical ne participent en règle générale pas aux déploiements en mission à l'étranger des contingents luxembourgeois. Certains militaires de carrière individuels ont été dans de très rares occasions envoyés en mission et cela toujours pour des durées limitées.

Tout le personnel énuméré plus haut est affecté au centre militaire de Diekirch. Une présence 24h/24h ne peut avec les effectifs renseignés bien évidemment pas être assurée. Cela n'a d'ailleurs pas été prévu étant donné que cela ne correspond pas à un besoin dans la mesure où le nombre de personnes présentes à la caserne la nuit est peu important.

Question 1371 (7.4.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **service social interne de l'armée:**

L'armée luxembourgeoise dispose d'un service social interne en la personne d'une assistante sociale. Il me revient que cette personne a été absente pour cause d'un congé de maternité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelle est la fréquence de consultation annuelle du service social de l'armée?

- Est-ce que l'assistante sociale a été remplacée durant son congé de maternité afin d'assurer un encadrement sociofamilial de tous les membres de l'armée? Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse (26.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

L'armée luxembourgeoise attache une grande importance à la prise en compte des questions sociales qui peuvent concerner ses membres. Dans ce cadre il revient un rôle essentiel à l'assistante sociale en charge du service social de l'armée.

Suivant les statistiques disponibles l'assistante sociale réalise en moyenne entre 30 et 40 consultations par mois dont la durée peut être très variable en fonction des demandes traitées. De même le travail de l'assistante sociale ne se limite bien entendu pas aux seules consultations. Certains dossiers demandent des suivis auprès d'autres services ou encore des recherches plus détaillées pour pouvoir apporter des réponses aux questions posées par les membres de l'armée.

Alors que la présence d'une assistante sociale au sein de l'armée luxembourgeoise est un phénomène assez récent, d'autres instances au sein de la structure militaire sont traditionnellement par leur fonction ou expérience aussi appelés à apporter des contributions au traitement des questions sociales. Il s'agit notamment de l'aumônier, l'officier en charge des questions de personnel ou encore des anciens responsables du bureau social actifs.

Considérant les ressources existantes au sein de l'armée et les difficultés inhérentes à s'intégrer rapidement dans une structure aussi spécifique telle qu'une armée alors qu'une relation au niveau social présuppose une relation de confiance entre les acteurs, il a été considéré que les besoins d'encadrement sociofamilial des membres de l'armée pouvaient être assurés valablement pendant la durée du congé de maternité de cinq mois par des moyens internes à l'armée.

Question 1373 (8.4.2011) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**intégration des Roms:**

Ces dernières semaines l'on note une prise de conscience accrue des circonstances dans lesquelles vit la communauté des Roms. Le 20 octobre 2010 Monsieur le Ministre de l'Immigration a participé à une réunion des Haut représentants des pays membres du Conseil de l'Europe se concertant sur la condition des Roms. Ce 6 avril Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, a annoncé lors de la déclaration sur l'état de la nation que le Gouvernement allait prendre les mesures nécessaires. La journée internationale des Roms, qui est célébrée aujourd'hui, a pour but d'attirer davantage notre attention sur le sort de cette communauté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Les Ministres peuvent-ils me dire si le Gouvernement est en train d'élaborer un plan national pour l'intégration des Roms tel que la Commission européenne l'a demandé dans son appel du 6 avril 2011 à l'intention de tous les États membres de l'Union européenne?

- Dans l'affirmative, comment les Ministres comptent-ils s'y prendre pour réunir tous les éléments afin de donner des réponses adéquates aux besoins des Roms?

- Quand est-ce que le Gouvernement pense pouvoir présenter un tel plan national?

Question 1376 (11.4.2011) de **Mme Viviane Loschetter**, **MM. Félix Braz** et **Jean Huss** *(déi gréng)* concernant la **situation de logement des Roms au Luxembourg:**

En présence de Monsieur le Ministre de l'Immigration, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté, le 20 octobre 2010, la «Déclaration de Strasbourg sur les Roms». En ce qui concerne la situation de logement des Roms à travers l'Europe, la déclaration stipule les recommandations suivantes: «(36) Prendre des mesures appropriées pour améliorer les conditions de vie des Roms; (37) Assurer aux Roms un accès égal aux services de logement et d'hébergement; (38) Prévoir une notification raisonnable et appropriée et un accès effectif aux voies de recours judiciaires en cas d'expulsions, tout en assurant le plein respect du principe de la prééminence du droit; (39) En consultation avec toutes les parties concernées et en conformité avec la législation et la politique nationales, prévoir des hébergements appropriés pour les Roms itinérants ou semi itinérants.»

À propos de la situation de logement des Roms au Luxembourg le «Rapport alternatif d'ENAR 2009-2010» affirme entre autres que «Les propriétaires de terrains de camping pourraient accueillir des 'Gens du voyage' si ces derniers étaient bien acceptés par les campeurs, ce qui ne serait pas toujours le cas». En outre, l'article 167 du Code de la Route luxembourgeois stipule qu'il est interdit «a) de faire stationner une roulotte non accouplée sur la voie publique; b) d'utiliser comme logis un véhicule en stationnement ou parqué sur la voie publique».

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants:

- Quel est l'état d'avancement de la transposition des recommandations formulées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe? Quelles mesures, et à quelle échéance, le Gouvernement envisage-t-il de prendre pour appliquer les recommandations du Conseil de l'Europe?

- Les Ministres peuvent-ils infirmer les informations du «Rapport alternatif d'ENAR 2009-2010» selon lesquelles les Roms ne peuvent être hébergés sur des campings que si les campeurs y logés donnent leur accord? Dans la négative, quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre?

Réponse (16.6.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Sur base des conclusions du Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» (EPSCO) du 19 mai 2011, ciblant une meilleure intégration des populations dites Roms dans chacun des États membres de l'Union européenne, les mesures nationales voire les actions à mener doivent être en cohérence avec la stratégie d'inclusion sociale et de combat contre la pauvreté notamment dans le cadre des politiques de logement, de l'éducation, de la santé et de l'emploi.

Les mesures proposées dans ladite stratégie visent toutes les personnes vulnérables tombant sous le champ d'application de la législation luxembourgeoise y relative, y inclus les personnes se déclarant Roms. Au Luxembourg, la loi du 2 juillet 2002 telle que modifiée par la loi du 27 juillet 2007 sur la protection des données ne permet pas à l'heure actuelle le recensement de données dites sensibles. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi à ce jour ces personnes s'il y en a - il s'agit de citoyens de l'Union européenne et non de demandeurs de protection internationale - ne sauraient être recensées.

Dans ce contexte, il sera également important de voir les suites données aux conclusions du Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» qui orienteront les politiques menées par les autres pays de l'Union européenne en fonction des populations marginalisées qui séjournent sur leur territoire.

Question 1378 (13.4.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **projet de programme directeur de gestion des risques d'inondation:**

L'article 38 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau prévoit l'établissement d'un projet de programme directeur de gestion des risques d'inondation.

Or, il s'avère qu'un danger potentiel de crue provient très souvent d'un pont dont la capacité du débit d'écoulement est insuffisante.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre a-t-il établi en concertation avec l'Administration des Ponts et Chaussées un relevé des ponts formant un goulot d'étranglement?

- Est-ce que les services de l'Administration des Ponts et Chaussées collaborent avec les services compétents de l'Administration de la Gestion de l'Eau pour minimiser les risques d'inondation provoqués par des ponts dont la capacité d'écoulement est insuffisante?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait utile d'établir un tel relevé avec la division compétente de l'Administration des Ponts et Chaussées pour établir une liste des ponts nécessitant une reconstruction complète?

Réponse (31.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen a pour objet l'établissement d'un projet de programme directeur de gestion des risques d'inondation.

Conformément à l'article 38 de la loi du 19 décembre 2008, le projet de programme directeur de gestion des risques d'inondation comprend une évaluation préliminaire visant à déterminer les cours d'eau pour lesquels il existe un danger potentiel de crue, un projet de relevé cartographique des zones inondables attenantes aux cours d'eau et des risques d'inondation et des projets de plans de gestion visant à réduire les incidences préjudiciables des inondations pour les personnes, les biens et l'environnement en tenant compte des aspects économiques et de l'incidence des changements climatiques.

L'Administration de la Gestion de l'Eau a établi les projets de cartes des zones inondables (Hochwassergefahrenkarten) et les projets de cartes des risques d'inondation. Cette cartographie qui est disponible sur le «géoportail eau» (eau.geoportail.lu) a été établie pour des crues de faible probabilité ou de scénarios d'évènements extrêmes, des crues de probabilité moyenne (période de retour probable de cent ans) et des crues de forte probabilité (période de retour de dix ans), conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 30 décembre 2010 concernant les aspects techniques du programme directeur de gestion des risques d'inondation. La consultation du public concernant cette cartographie est venue à échéance fin mars 2011. A ce stade, l'Administration de la Gestion de l'Eau analyse les observations qui ont été adressées au Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en vue de les prendre dûment en compte lors de l'établissement des cartes définitives qui seront déclarées obligatoires par voie de règlement grand-ducal.

Les projets de cartes des zones inondables et des cartes des risques d'inondation ont été établis en tenant compte de tous les ouvrages (barrages, ponts, seuils, écluses, moulins,…) qui ont été répertoriés et pour lesquels des profils en travers ont été dressés. Ces inventaires ont été dressés en concertation avec les services de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Dans ce même contexte, il y a lieu de noter que tant la construction d'un nouvel ouvrage que la transformation d'un ouvrage en travers d'un cours d'eau existant nécessite une autorisation selon l'article 23 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Cette obligation existait déjà par rapport à la législation antérieure en matière de gestion de l'eau abrogée par la loi du 19 décembre 2008 précitée.

Question 1379 (13.4.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant les **zones inondables:**

Le 21 décembre 2010, le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région avait lancé la consultation du public concernant les projets de cartes des zones inondables et des risques d'inondation. Les projets de cartes des zones inondables (Hochwassergefahrenkarten) ont été élaborés

pour 15 cours d'eau et comprennent des zones géographiques susceptibles d'être inondées selon trois scénarios prévus par la directive européenne.

- crue de forte probabilité avec une période de retour probable de dix ans;

- crue de probabilité moyenne avec une période de retour probable de 100 ans et plus;

- crue de faible probabilité ou scénarios d'événements extrêmes.

Selon l'article 38 paragraphe 3 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau le relevé cartographique des zones inondables et des risques d'inondation fait partie intégrante en tant que zone superposée des plans d'aménagement généraux des communes, des plans d'occupation du sol, des plans d'aménagement particuliers et des plans directeurs ainsi que de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration ou de la mise à jour d'un plan d'aménagement général.

L'article 39 de la même loi fixe les conditions applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités dans les zones inondables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir lequel des trois scénarios sera retenu pour la mise en œuvre et l'exécution des articles 38 et 39 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait utile de connaître la fréquence retenue pour la consultation du public et des administrations communales?

Réponse (31.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'article 6 de la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation prévoit dans son paragraphe 3 que les cartes des zones inondables couvrent les zones géographiques susceptibles d'être inondées selon les scénarios suivants: crue de faible probabilité ou scénarios d'événements extrêmes, crue de probabilité moyenne, ainsi que crue de forte probabilité.

Les scénarios retenus pour le Grand-Duché de Luxembourg en concertation avec les pays riverains du sous-bassin de Moselle-Sarre pour l'élaboration des projets de cartes des zones inondables concernent:

- une crue de forte probabilité avec une période de retour probable de dix ans;

- une crue de probabilité moyenne avec une période de retour probable de 100 ans et plus;

- une crue de faible probabilité ou scénarios d'événements extrêmes.

Ce sont donc ces trois scénarios qui sont retenus pour la consultation du public et des administrations communales, ainsi que pour la mise en œuvre de l'article 38 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

À titre illustratif, les inondations qui ont eu lieu en janvier 2011, ainsi que les crues des années 1993 et 1995 se situent entre un temps de retour décennal et centennal.

Conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal du 30 décembre 2010 concernant les aspects techniques du programme directeur de gestion des risques d'inondations, les projets de cartes des zones inondables indiquent pour chaque scénario la hauteur d'eau et l'étendue spatiale de l'inondation.

Le relevé cartographique prévu à l'article 38, paragraphe 3 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, cité par l'honorable Député est constitué à la fois par les cartes des zones inondables et par les cartes des risques d'inondation et ceci pour les trois scénarios cités ci-dessus. Ce relevé doit être repris dans les plans d'aménagement généraux des communes en tant que zone superposée. Conformément à la législation en matière d'aménagement communal, il s'agit de «zones ou espaces définis en exécution de dispositions légales, réglementaires ou administratives spécifiques» dont le but est essentiellement d'informer le public que des terrains situés à l'intérieur d'une telle zone sont concernés par une réglementation spécifique. Afin de ne pas surcharger les plans d'aménagement généraux des communes, ces zones ne renseignent que sur l'existence de dispositions spécifiques sur lesquelles elles renvoient en ce qui concerne le détail.

En ce qui concerne la représentation des zones inondables au niveau des plans d'aménagement généraux, la zone superposée correspond donc à l'étendue maximale du territoire concerné, donc à la crue de faible probabilité. Cette zone superposée constitue donc essentiellement une information au public que les terrains situés à l'intérieur de cette zone sont potentiellement concernés en cas de crue.

Concernant l'implication de ces trois scénarios dans le cadre de l'exécution de l'article 39 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les conséquences pour les terrains situés à l'intérieur de la zone superposée sont les suivantes:

- Pour les terrains situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération (zone urbanisée ou destinée à être urbanisée existante), une construction nouvelle peut être autorisée à condition que des mesures appropriées soient prises pour compenser la perte de volume de rétention ou pour prévenir les dommages pour les personnes, les biens ou l'environnement. Ces mesures s'imposent pour les terrains touchés par les crues de forte probabilité. Des mesures peuvent être nécessaires pour les terrains situés dans les zones concernées par les crues de probabilité moyenne et constituent l'exception pour les zones touchées par les crues de faible probabilité.

- Les terrains situés en zone verte peuvent être classés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée si le volume de rétention perdu peut être compensé et s'il n'en résulte aucune augmentation du risque de dommages pour les personnes, les biens ou l'environnement liés à des inondations, ni à l'intérieur de la zone en question, ni dans des zones inondables situées en amont ou en aval.

Le relevé cartographique des zones inondables et des risques d'inondations constitue en premier lieu un document indiquant les zones qui sont inondées lors de crues d'une certaine probabilité et qui présentent un risque de dégâts. Il permet ainsi aux experts et aux citoyens de mieux évaluer les risques d'inondation pour un terrain donné. Les conditions suivant lesquelles une nouvelle construction peut être réalisée à l'intérieur d'une telle zone sont déterminées au moment de la demande d'autorisation conformément aux prescriptions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Question 1380 (14.4.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **consommation de drogues au Centre pénitentiaire:**

Dans son rapport relatif à l'entrée du détenu en milieu carcéral et à la santé en milieu carcéral, Monsieur le Médiateur conclut qu'il «serait intéressant de réfléchir sur le recours à des chiens de dépistage de drogue propres aux établissements pénitentiaires. Le contrôleur externe est bien conscient du fait qu'un nombre réduit de chiens de dépistage ne suffira pas à éliminer toute possibilité d'entrée de drogues, mais il considère que des contrôles réguliers, effectués tant en milieu carcéral que sur la personne des entrants et les marchandises livrées, auraient un effet de dissuasion certain».

Sachant que le prédécesseur de Monsieur le Ministre s'est toujours montré assez sceptique concernant le recours à des chiens de dépistage (cf. réponse à la question parlementaire n°0674 du 19 octobre 2005) *(cf. compte rendu n°3/2005-2006)*, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la quantité de drogues saisies au sein du Centre pénitentiaire a augmenté au cours des derniers mois? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour remédier à cette situation?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un simple renforcement des contrôles pourrait mener à une amélioration de la situation? Est-ce qu'un tel raffermissement des contrôles est réalisable avec le personnel actuellement disponible?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que le recours à un ou plusieurs chiens de dépistage, comme le propose Monsieur le Médiateur, serait opportun?

Réponse (4.7.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

L'honorable Député s'enquiert de la situation relative aux stupéfiants au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig (CPL).

Je peux tout d'abord informer l'honorable Député que la quantité de drogues saisies au sein du CPL n'a pas augmenté au cours des derniers mois. Cependant, et indépendamment de cela, il échet de souligner que la lutte contre l'usage de drogues en prison est un sujet qui mérite une attention permanente alors que les genres de drogues, leurs quantités ou encore les moyens et chemins de leur trafic sont en constante mutation.

Même si le constat fait par Monsieur le Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté dans le contexte de son rapport relatif à l'entrée du détenu en milieu carcéral et à la santé en milieu carcéral - selon lequel il n'existe pas de prison sans drogues - est en soi exact, toujours est-il que cela ne dispense pas les autorités compétentes à combattre ce fléau par tous les moyens appropriés.

À cette fin, et tel qu'il a déjà été exposé dans les réponses aux questions parlementaires n°0703 du 15 juin 2010 de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes *(cf. compte rendu n°1/2010-2011)*, n°1159 du 11 janvier 2011 de l'honorable Député Jean Colombera *(cf. compte rendu n°11/2010-2011)* et n°1252 du 14 février 2011 de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes *(cf. compte rendu n°12/2010-2011)*, la lutte antidrogues mise en place au CPL se décline suivant trois grands axes:

a. La réduction de la demande: à cette fin, sont organisés des actions de sensibilisation et de prévention primaire, secondaire et tertiaire, une prise en charge et un suivi des toxicomanes repérés par les équipes pluridisciplinaires médicales, psychosociales et socio-éducatives, un traitement de substitution et, le cas échéant, une préparation à la thérapie après la libération.

b. La réduction de l'offre: des fouilles de personnes et de locaux et des tests d'urine, ainsi que des interventions des sections canines de la police grand-ducale et de l'administration des douanes sont régulièrement organisés. Par ailleurs, le CPL entretient une coopération rapprochée avec le service de police judiciaire et chaque découverte de substances stupéfiantes - c'est-à-dire la constatation d'une infraction pénale - fait l'objet d'une dénonciation systématique aux autorités judiciaires.

c. La réduction des risques («harm reduction»): cet axe inclut la sensibilisation des détenus par l'information sur les risques et les comportements responsables, la prise en charge médicale et psychologique des patients séropositifs, ainsi que la mise à disposition de produits d'hygiène et un programme d'échange de seringues.

Concernant le volet «réduction de l'offre», il est actuellement réfléchi dans le cadre de la réforme pénitentiaire à un renforcement des contrôles - et surtout de la base légale y nécessaire - alors qu'il est bien entendu susceptible d'améliorer la situation, tout en précisant qu'il doit être mis en œuvre avec la circonspection requise afin de faire un usage proportionnel et adéquat des ressources humaines, matérielles et financières disponibles. Sans pouvoir avancer à l'heure actuelle des données précises, il semble cependant évident qu'un renforcement des contrôles sans augmentation du personnel y affecté, aussi minime qu'il puisse être, est difficilement imaginable. Dans le même contexte, la mise en œuvre de la recommandation de Monsieur le Contrôleur externe des lieux privatifs de liberté relative à un usage futur de chiens de dépistage de stupéfiants n'est a priori pas à exclure.

Question 1381 (14.4.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**encadrement psychologique au sein de l'armée:**

Suivant les dispositions de la loi du 21 décembre 2007 sur la réorganisation de l'armée, le cadre légal du service de santé de l'armée comprend notamment un psychologue.

Il me revient que le psychologue actuellement engagé à temps partiel sera remplacé par un nouveau psychologue à temps plein.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quand le nouveau psychologue pourra-t-il être opérationnel?

- L'encadrement psychologique au sein de l'armée pourra-t-il être assuré de façon optimale jusqu'à ce que le nouveau psychologue soit opérationnel?

Réponse (20.6.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

Dans le cadre de la réorganisation de l'armée il a été notamment retenu de développer davantage l'encadrement psychologique au sein de l'armée luxembourgeoise pour mieux répondre aux besoins d'une armée en mission. Un appel à candidatures a été lancé dans la presse luxembourgeoise à la mi-juin. Le recrutement se fera sur titre et la personne retenue se verra offrir une formation complémentaire adaptée aux besoins militaires d'environ 18 mois au sein de l'armée belge. Ainsi les capacités de l'armée seront renforcées significativement par la présence d'un professionnel à plein temps spécialement formé à l'environnement militaire.

Pour ce qui est de l'encadrement actuel et en attendant la fin de la formation du nouveau psychologue, le système en place sera maintenu par le recours à un psychologue à temps partiel.

Question 1382 (14.4.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**examen d'admission de l'armée:**

Il me revient qu'un nombre considérable de candidats pour rejoindre l'armée luxembourgeoise n'ont pas réussi la partie théorique de l'examen d'admission.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quels sont les résultats et le taux de réussite des examens d'admission au cours des cinq dernières années?

- Quels sont les résultats obtenus lors des tests effectués dans plusieurs lycées au cours des dernières années pour définir des critères d'évaluation de candidats potentiels pour rejoindre l'armée luxembourgeoise? Quelles conclusions ont été tirées de ces tests?

- Quelles mesures communes sont envisagées par le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Défense dans ce contexte?

Réponse commune (5.7.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les résultats des examens des années 2006-2010 que subissent les candidats à l'armée pour devenir soldats volontaires sont repris dans le tableau suivant:

Recrutement soldats-volontaires					
	2006	2007	2008	2009	2010
Présents aux examens	558	582	540	625	770
Échecs aux examens	410	359	300	380	549
Echecs aux tests sportifs ou inaptitude médicale	53	64	55	47	72
Admis	90	133	159	168	142

Il est précisé que ces statistiques regroupent par année calendrier les trois sessions au cours desquelles l'armée recrute des volontaires. Ce rythme de trois sessions par an s'explique par le fait que les missions à l'étranger de l'armée ont une durée en principe de quatre mois, d'où le besoin de disposer d'un nouveau contingent trois fois par an. Il est par ailleurs précisé que les examens auxquels se soumettent les candidats sont à chaque étape éliminatoires. Ceci signifie par exemple que le candidat qui ne satisfait pas à la partie écrite ne peut se présenter aux tests physiques. Pour être finalement admis le candidat doit en principe se classer en rang utile.

Des tests ont été effectués au Lycée classique de Diekirch, au Lycée technique de Bonnevoie et au Lycée technique d'Ettelbruck dans les classes de 9e et de Ve. Les tests étaient anonymes. Quant aux résultats observés on peut tirer un certain nombre de conclusions générales.

D'abord et cela n'est pas surprenant, les candidats de l'enseignement classique sont ceux qui obtiennent les meilleurs notes. Pour les élèves de l'enseignement technique les résultats varient en fonction des différentes sections. On peut aussi observer que les résultats en langue allemande sont supérieurs à ceux obtenus en langue française ou encore en arithmétique. Par ailleurs les candidats sont plus à l'aise dans les exercices de grammaire que ceux qui ont trait à la compréhension de texte. À la lumière de ces constatations les questionnaires ont été amendés avec l'appui de l'école de l'armée pour tenir compte de l'évolution des programmes et seront mis en œuvre lors du prochain recrutement.

Le système actuellement en place fournit en règle générale un nombre suffisant de candidats pour satisfaire aux besoins de l'armée. Il conviendra de procéder à un nouveau bilan en fonction des expériences à venir.

Question 1386 (15.4.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **centrale nucléaire de Cattenom:**

Dans sa conférence de presse portant sur le bilan 2010, le directeur de la centrale nucléaire de Cattenom a notamment annoncé que 35 milliards de kWh ont été produits l'an dernier, soit 8% de la production totale d'EDF (Électricité de France).

Alors que le directeur s'est voulu rassurant vis-à-vis de risques sismiques ou d'inondation, il n'a pas pu fournir des explications convaincantes sur les suites par exemple d'une chute - accidentelle ou provoquée - d'un avion de grande taille.

Il a par ailleurs signalé trois «arrêts automatiques» de réacteur, six «anomalies» de niveau 1 ainsi que des «écarts significatifs» concernant le transport de déchets radioactifs.

Le problème du traitement final des déchets n'a pas encore trouvé de solution, ni en France, ni ailleurs. La catastrophe nucléaire de Fukushima a démontré les énormes risques liés aux barres de combustibles stockées dans les «piscines» de refroidissement.

Dans ce cadre, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Combien de kWh en provenance de la centrale nucléaire de Cattenom, ou le cas échéant d'EDF, ont été importés au Luxembourg en 2009 et 2010?

2. Combien de combustible nucléaire «usagé» est actuellement déposé sur le site de la centrale nucléaire de Cattenom?

3. Quelles sont les quantités de plutonium et de césium entreposées sur le site de Cattenom?

4. Quelles sont les mesures spécifiques pour assurer la sûreté de ces combustibles?

5. Quelle est la capacité totale des «piscines» de refroidissement du site de Cattenom et dans quelle proportion cette capacité est-elle actuellement utilisée?

6. De quelle façon, et à quel rythme, les transports de matériel nucléaire de et vers la Centrale nucléaire sont ils assurés? Les autorités luxembourgeoises sont-elles informées de ces transports et, si oui, avec quel délai de préavis?

Réponse commune (9.6.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Jean Colombera concernant la centrale nucléaire de Cattenom, nous vous communiquons les informations ci-après:

En ce qui concerne le point 1, la législation nationale sur l'organisation du marché de l'électricité prévoit que toute personne qui a l'intention de fournir de l'énergie électrique à Luxembourg doit être titulaire d'une autorisation de fourniture. À l'état actuel, la société EDF n'a pas sollicité une autorisation de fourniture pour le Luxembourg et en conséquence, aucune information sur des quantités éventuelles importées, ni directement, ni indirectement, par la centrale de Cattenom ne sont disponibles.

Les éléments de réponse aux points 2 à 6 reposent sur des informations recueillies auprès du Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) de Cattenom.

Les questions relatives à la quantité de matières nucléaires stockées dans les centrales nucléaires relèvent en France du domaine du secret défense.

En tant qu'État partie au traité international de non-prolifération, la France est contrôlée par la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), qui détient une comptabilité des matières nucléaires stockées sur le site du CNPE de Cattenom. L'Autorité de sûreté nucléaire française et l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire contrôlent également la détention de matières nucléaires sur chaque centrale française. Ne sont comptabilisés que les radioéléments uranium et plutonium, les quantités des autres radioéléments étant négligeables en comparaison. Rappelons que le CNPE de Cattenom ne constitue pas un centre de stockage. Les assemblages usagés sont expédiés pour retraitement sur le site d'AREVA de La Hague (département de la Manche).

Les combustibles usés sont stockés dans des piscines dites de désactivation dont l'accès est extrêmement limité. Elles sont surveillées en permanence par un réseau vidéo et par des rondes. Euratom exerce également une surveillance sur ces zones. D'autres dispositions sont prises, mais elles relèvent également du secret défense.

La quantité de matière exacte contenue dans chaque piscine est du domaine du secret défense en France.

Le nombre de transports du ou vers le site du CNPE de Cattenom sont annoncés dans la lettre d'information mensuelle de la centrale nucléaire de Cattenom. Étant donné que les convois de matière nucléaire à l'usage ou au retour des centrales françaises ne transitent que par le seul territoire national français, les autorités luxembourgeoises ne sont pas informées de tels transports.

Question 1388 (18.4.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **personnel hospitalier:**

Während des Ärztestreikes im Herbst 2010 kam es während Wochen zu einer Minderaktivität in den Kliniken: Dies betraf sowohl die medizinisch-technischen Bereiche, wie auch die Bereiche des Klinikbetriebs.

Dieses Weniger an Aktivität hat sich dann notwendigerweise auf die im Rahmen des PRN-Systems erfassten Aktivitätsstatistiken niedergeschlagen. Diese Statistiken fließen bekanntlich auch in die Berechnung des Personalschlüssels für die kommenden Jahre ein.

Nach Beendigung des Streiks ist es dem Vernehmen nach zu einer verstärkten Aktivität in den Kliniken gekommen. Die erhöhte Aktivität hat logischerweise zu einem Mehrbedarf an Personal geführt. Allerdings konnte zu jener Zeit nur auf den vom PRN vorgesehenen Personalschlüssel zurückgegriffen werden, obwohl angesichts des Arbeitsaufkommens eine höhere Personaldeckung möglicherweise notwendig geworden wäre.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister richten:

1) Kann der Minister bestätigen, dass es in der Zeit nach dem Streik zu einer erhöhten Aktivität in den Kliniken gekommen ist?

2) Wenn ja, um wie viel Prozent ging die Aktivität in den medizinisch-technischen Abteilungen herauf? Dauert dieses Phänomen zurzeit noch an?

3) Wie wurde der normalerweise mit dieser erhöhten Aktivität einhergehende Personalbedarf abgedeckt, bei, in der Regel, fixem PRN-Personalschlüssel für ein gegebenes Jahr?

4) Sind dem Minister Klagen bekannt, die beispielsweise von Personalvertretungen oder Gewerkschaften formuliert wurden und an das zuständige Ministerium gerichtet wurden bezüglich Arbeitsmehrbelastungen in den Kliniken während der Phase nach dem Ärztestreik?

5) Gibt es hierzulande eine Instanz, die die Arbeitsbelastung des Personals, beispielsweise in den Kliniken und Pflegestrukturen, überwacht und die Angepasstheit des vorgegebenen unflexiblen PRN-Schlüssels bewertet?

6) Sieht der Minister einen Zusammenhang zwischen den kürzlich vorgelegten Resultaten des Gesundheits- und Sozialsektors in Sachen Mobbing und der vermeintlich kontinuierlichen Überbelastung des Personals in den Pflegestrukturen?

7) Denkt der Minister nicht auch, dass es anstelle des kanadischen PRN-Systems eine Bemessungsmethode hierzulande geben müsste, die dem tatsächlichen und tagtäglichen Bedarf an Personal, gemäß den vorliegenden Patientenprofilen und ihren Pflegeintensitäten, entsprechen müsste?

8) Was gedenkt der Minister zu unternehmen, damit die nicht vom Pflegepersonal verschuldete Minderaktivität während der Streikphase, sich nicht noch während Jahren in den Mittelwerten des vom PRN berechneten Personalschlüssels widerspiegelt?

Réponse (7.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député s'enquiert des éventuelles conséquences de la grève médicale de l'année dernière sur le niveau du volume de l'activité au sein des établissements hospitaliers.

D'après les renseignements dont je dispose, il n'y a pas eu, après l'arrêt de la grève, de rebond «compensatoire» systématique de l'activité, ni dans l'ensemble des hôpitaux, ni à fortiori dans tous les types de services des établissements hospitaliers. Je n'exclurais cependant pas des fluctuations notables dans l'un ou l'autre établissement ou service.

Ainsi, deux hôpitaux de taille importante au niveau national n'ont constaté aucun rebond spécial de l'activité après la grève. Par contre, deux autres hôpitaux signalent une augmentation de l'activité opératoire dans les mois qui ont suivi la grève, alors même qu'aucune augmentation supérieure à la normale de l'activité n'est enregistrée dans d'autres services.

De surcroît, aucune hausse notable du taux d'occupation dans les unités de soins n'a pu être notée.

Je n'ai d'ailleurs pas connaissance de plaintes officielles formulées par les syndicats en relation avec une éventuelle surcharge de travail des personnels hospitaliers après la grève.

Il est cependant vrai que le personnel soignant et les syndicats du secteur déplorent régulièrement des fluctuations importantes de l'activité hospitalière programmée, surtout pendant les périodes de vacances menant à une surcharge de travail après les vacances.

Par rapport au projet de recherche en nursing (PRN) auquel il est encore fait allusion, je me permets de renvoyer à ma réponse détaillée à la question parlementaire n°0821 de Monsieur le Député *(cf. compte rendu n°3/2010-2011)*.

Question 1389 (18.4.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **traitements par certaines administrations des données à caractère personnel:**

Dans un rapport portant sur les années 2009 et 2010, l'autorité de contrôle instituée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel fait état de plusieurs lacunes.

Alors que la loi du 2 août 2002 prévoit en son article 17 paragraphe (1) point (a) que les traitements d'ordre général nécessaires à la prévention, à la recherche et à la constatation des infractions pénales qui sont réservés notamment à l'Administration des Douanes et Accises feront l'objet d'un règlement grand-ducal, aucun règlement n'a été pris concernant le traitement par l'Administration des Douanes et Accises, rendant de ce fait - et pour citer l'autorité de contrôle - toute opération de contrôle aléatoire.

L'autorité de contrôle constate également dans son rapport précité que «[l'] accès au fichier relatif aux affiliations des salariés, des indépendants et des employeurs géré par le Centre commun de la sécurité sociale est réalisé par un émulateur installé sur 22 PC dédiés. Le traçage des accès est réalisé uniquement au Centre commun de la sécurité sociale. Le motif de la consultation n'est pas enregistré et il est donc difficile de retracer le motif de la consultation et de vérifier s'il y a eu un lien direct avec les faits ayant motivé la consultation». Il en est de même en ce qui concerne l'accès au fichier relatif aux autorisations d'établissement exploité pour le compte du Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions. En ce qui concerne l'accès au fichier des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, exploité pour le compte de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, celui-ci est réalisé à partir d'une simple demande par fax.

L'autorité de contrôle a encore constaté que lors d'un accès «Multipoll», qui constitue l'outil de communication utilisé par le personnel de la Police grand-ducale et grâce auquel on accède aux autres bases de données, le motif de la requête et la référence aux faits déterminés ne sont pas enregistrés, du moins en entier.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Classes moyennes, de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias, de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, de Monsieur le Ministre des Finances, et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- s'il n'y aurait pas lieu d'encadrer le traitement par l'Administration des Douanes et Accises des données à caractère personnel via un règlement grand-ducal tel que prévu par la loi du 2 août 2002. Dans l'infirmative, quelles sont les raisons pour ne pas prendre un tel règlement?

- S'il n'y aurait pas lieu de remédier aux lacunes constatées au niveau de l'accès des données à caractère personnel afin de garantir dans la pratique la traçabilité des motifs de consultation permettant ainsi de vérifier s'il y a un lien direct entre ces motifs et les faits ayant motivé la consultation. Dans l'affirmative, comment assurer une telle traçabilité?

Réponse commune (14.6.2011) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, de **M. François Biltgen,** *Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Dans sa question concernant le traitement par certaines administrations des données à caractère personnel, l'honorable Député se réfère sur un rapport de l'autorité de contrôle portant sur les années 2009 et 2010. Il y a lieu de préciser que les informations retenues reflètent l'état mi-2010 et ne tiennent pas compte des initiatives prises depuis lors.

- Le Ministère de la Sécurité sociale nous a fait savoir que les agents de l'Administration des Douanes et Accises n'ont aucun accès au fichier relatif aux affiliations des salariés géré par le Centre commun de la sécurité sociale. Par contre, un accès direct à ce fichier a été mis en place au cours de l'année 2009 pour un nombre restreint d'agents de la Police grand-ducale ainsi que de l'Inspection générale de la Police en vertu de l'article 34-1 de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police et conformément au règlement grand-ducal du 22 juillet 2008 portant exécution de cet article. Il s'agit en fait de 43 agents de la police qui au cours de l'année 2010 ont effectué environ 4.500 consultations dans le fichier des affiliations du Centre commun.

L'accès en consultation des agents de la police se fait à l'aide de l'application standard qu'utilisent également les institutions de la sécurité sociale pour consulter les données d'affiliation. Tous les agents concernés doivent s'identifier comme les autres utilisateurs à l'aide d'un identifiant individuel et d'un mot de passe.

Le Centre commun garde une trace des accès effectués sur des relevés informatiques, mais la gestion des données «référence du dossier» et «motif» de la consultation restent à la charge de la police. En effet, les applications du Centre commun n'ont pas été conçues à l'origine pour gérer ces paramètres spécifiques et leur gestion sort de son domaine de compétence. La Commission nationale pour la protection des données a été mise au courant de cet état des choses le 25 juin 2009.

Le Centre commun estime que les conditions légales sont remplies dans la mesure où le motif de la consultation est enregistré dans les fichiers de la police. Le croisement des données consultées auprès du Centre commun (identification du membre de la police, date et heure de la consultation et informations consultées) avec celles contenues dans le fichier de la police (identification du membre de la police, date et heure de la consultation et motif de la consultation) permet à l'autorité de contrôle de procéder aux vérifications nécessaires dans chaque cas individuel.

- En ce qui concerne le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, l'autorité de contrôle instituée par la loi du 2 août 2002 a constaté que l'accès à certaines banques de données sont sous le contrôle de l'application Multipoll. Cette interface constitue l'outil de communication utilisé par tout le personnel et trace tous les accès vers les bases de données. Lors d'un accès à Multipoll, les paramètres relatifs à l'utilisateur, l'application, la date, l'heure, la raison et la référence sont enregistrés.

Lors du contrôle, l'autorité a cependant constaté que le motif de la requête et la référence aux faits déterminés n'ont pas été enregistrés respectivement n'ont été que partiellement indiqués par l'utilisation d'un code préenregistré. Fort de ce constat, le directeur général de la police a chargé ses services avec la mise en place des modifications techniques nécessaires. Depuis fin décembre 2010, l'application Multipoll a été amendée et, à l'instar du mécanisme régissant l'accès aux informations contenues dans le fichier central de la police, l'introduction du cadre et du motif de la recherche a été rendue obligatoire pour tout le personnel policier.

- Pour ce qui est du Ministère des Classes moyennes, il faut préciser qu'un des principaux objectifs de la loi sur le droit d'établissement consiste à assurer la sécurité du commerce et la protection des consommateurs.

Ceci implique, entre autres, que le public puisse s'informer utilement sur les entreprises titulaires d'une autorisation.

Les informations du fichier des autorisations d'établissement, telles que le numéro de l'autorisation, la dénomination de l'entreprise titulaire de l'autorisation, l'adresse de son établissement, les activités qu'elle est autorisée à exercer ainsi que le nom de son dirigeant, doivent donc être publiquement accessibles.

L'article 32 du projet de loi n°6158 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales dispose pour cela que «toutes les données relatives à l'autorisation d'établissement, à savoir le numéro de l'autorisation, la dénomination de l'entreprise, l'adresse de l'établissement, les activités que l'entreprise est en droit d'exercer ainsi que le nom du dirigeant, peuvent être librement consultées en ligne».

L'accès public à ces informations ayant été consacré par une loi, la nécessité de passer par un règlement grand-ducal ne se pose plus.

Les informations à disposition des agents de l'Administration des Douanes et Accises sont les mêmes que celles auxquelles le public peut accéder.

- En ce qui concerne l'encadrement du traitement par l'Administration des Douanes et Accises des données à caractère personnel via un règlement grand-ducal, le Ministère des Finances fait savoir que les réflexions à ce sujet sont actuellement en cours.

Question 1392 (18.4.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CR351 entre Erpeldange et Diekirch:**

Depuis plus d'une décennie, le chemin repris reliant la ville de Diekirch au village d'Erpeldange (CR351) se trouve dans un état misérable, voire partiellement périlleux (le long du «Héimricht»). Alors que le chemin repris en question fut renforcé entre le passage supérieur de la B7 (ponceau) aux environs du «Kiemchen» (près du «Goldknapp») et la localité d'Erpeldange il y a quelques années, le tronçon entre le «Kiemchen» et l'entrée de la ville de Diekirch, quant à lui, ne fut pas mis en état. Point n'est besoin de rappeler que tous les jours plusieurs centaines de véhicules passent par cette voie routière qui assume en quelque sorte le rôle d'un «contournement improvisé», ce qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes de sécurité pour les utilisateurs ainsi que pour les riverains, notamment ceux habitant le long de la route («montée») d'Erpeldange à Diekirch.

Voilà pourquoi je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les causes qui ont empêché jusqu'à cette date le département des Travaux publics de mettre en œuvre le renouvellement du CR351 sur le tronçon mentionné ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur un éventuel projet de redressement du CR351 entre Diekirch et le ponceau de la B7 près du «Kiemchen». Est-il possible d'informer de la date à laquelle il entendra remédier au plus tard à cette situation intolérable?

- À Diekirch, la rue des Fleurs et la rue de l'Hôpital - qui font partie du CR351 - seraient-elles également intégrées dans ce projet de redressement?

- Quelles sont d'ailleurs les raisons qui ont empêché le département des Travaux publics de procéder au redressement indispensable de la rue des Fleurs et de la rue de l'Hôpital? Pour quand Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir lancer le chantier concernant le renouvellement de ces deux rues par les services compétents?

Réponse (20.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet du chemin repris CR351 reliant la ville de Diekirch au village d'Erpeldange.

Le besoin d'une réfection du tronçon de route en question est connu et l'Administration des Ponts et Chaussées a déjà présenté un avant-projet y relatif.

Cependant, toutes les emprises nécessaires à la réalisation du projet en question n'ont pas encore pu être acquises de sorte que le dossier est actuellement en suspens, en dépit de l'octroi de l'autorisation environnementale et de l'approbation du dossier de soumission début 2010.

À noter enfin que des travaux sont également prévus à l'intérieur de l'agglomération de la ville de Diekirch et que la mise en soumission du dossier se fera évidemment d'entente avec cette commune.

Question 1393 (20.4.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CR357 entre «Hessemillen» et Bettendorf:**

Bon nombre de cyclistes et d'automobilistes m'ont rendu attentif sur le mauvais état d'un tronçon du chemin repris 357 qui relie le lieudit «Hessemillen» près du village de Eppeldorf à la localité de Bettendorf. En effet, il est un fait incontestable que cette voie routière risque de ne plus être carrossable. Suite aux intempéries de la récente saison hivernale, son état a encore une fois été sensiblement détérioré.

Voilà pourquoi j'ose poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons ayant empêché jusqu'à cette date le département des Travaux publics de réaliser le renouvellement du CR357 sur le tronçon évoqué ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur un éventuel projet de redressement du CR357 entre «Hessemillen» et Bettendorf?

- Est-il possible d'indiquer la date à laquelle Monsieur le Ministre entendra parer au plus tard à cette situation difficilement acceptable?

Réponse (5.7.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet du chemin repris CR357 reliant la «Hessemillen» et Bettendorf.

En effet, en 2007, l'Administration des Ponts et Chaussées a déjà élaboré un projet de redressement du CR357. Ce projet routier se trouve en zone verte de sorte qu'il est soumis à la législation environnementale en vigueur. En 2008, le Ministère de l'Environnement de l'époque a refusé de marquer son accord avec le projet élaboré au motif que les travaux projetés «causeraient un grave préjudice en accentuant l'impact de la route existante et seraient dès lors contraires aux objectifs énoncés par l'article 1er de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles».

Par la suite, l'Administration des Ponts et Chaussées a modifié de façon conséquente le projet en question afin de se conformer à la législation précitée. L'on précise dans ce contexte et de façon générale que les exigences du point de vue conception et construction routière risquent souvent d'être opposées aux objectifs de protection de la nature et du paysage, en particulier pour des routes à faible trafic, telles que dans les régions peu peuplées, se trouvant en zone verte.

Quoi qu'il en soit, le dossier de soumission du projet sous rubrique ainsi que la version finale de la demande d'autorisation environnementale ont été finalisés. Le dossier est actuellement en instruction auprès du département de l'Environnement et l'adjudication pourra avoir lieu dès l'obtention de l'autorisation en question.

Question 1394 (20.4.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **plan d'intervention en cas de catastrophe nucléaire:**

Récemment, le Gouvernement a rappelé les mesures contenues dans le plan d'intervention en cas de catastrophe nucléaire sur le site de Cattenom.

Sur plusieurs points, ce plan reste incomplet. Il prévoit par exemple le stockage respectivement la distribution de comprimés d'iode pour prévenir les cancers de la glande tyroïde, mais reste muet sur les mesures de prévention vis-à-vis d'autres organes menacés par les émanations radioactives. La distribution de vêtements de protection contre les radiations peut être considérée comme une mesure de prévention utile.

Dans les localités proches de la centrale, la construction d'abris antiatomiques, respectivement la mise aux normes de protection antiatomique de bâtiments existants (centres sportifs, centres culturels, parties d'établissements scolaires…) pourrait également servir de lieu de rassemblement et de lieu de protection dans l'attente d'une évacuation en bon ordre.

Le Luxembourg n'étant pas à l'abri d'accidents dans des centrales nucléaires situées dans la périphérie du pays, d'autres plans d'intervention pourraient s'avérer utiles.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Existe-t-il des stocks de vêtements de protection contre les radiations? Le cas échéant, ou et dans quelles conditions les particuliers peuvent-ils se procurer de tels vêtements?

2. Quelle est la position du Gouvernement par rapport à la création d'abris antiatomiques respectivement de zones de refuge spécifiques? De telles constructions ou mises aux normes peuvent-elles être subsidiées?

3. Existe-t-il des plans d'intervention en cas de catastrophe nucléaire dans les centrales de Chooz, Fessenheim, Tihange, Doel, Biblis ou Philippsburg? Si non, le Gouvernement va-t-il développer de tels plans d'intervention?

Réponse (6.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

L'Administration des Services de Secours détient en ses stocks 18.000 vêtements de protection à usage unique, destinés en premier lieu au personnel d'intervention nécessitant une protection particulière en cas d'événements majeurs (accidents chimiques ou radiologiques, pandémies, épizooties, etc.). Il y a lieu de préciser que ces vêtements de protection peuvent permettre de se protéger contre une éventuelle contamination directe de la peau par des aérosols radioactifs contenus dans l'air atmosphérique lors de rejets en cas d'un accident nucléaire. Ces vêtements ne permettent cependant pas de se protéger contre les rayonnements ionisants émis par des émetteurs gamma, qui ont un pouvoir de pénétration élevé. Les isotopes rejetés dans l'atmosphère en cas d'un accident nucléaire sont en grande partie des émetteurs gamma.

La mise à l'abri est une des principales mesures de prévention et de protection prises en cas d'accident pour éviter que la population soit exposée à un risque de contamination directe par des particules lors du passage d'un nuage contenant des aérosols radioactifs. De même, une telle mise à l'abri permet d'atténuer à un certain degré le rayonnement gamma émis par des particules radioactives. Ainsi, en fonction des matières de construction, une maison unifamiliale peut atténuer le rayonnement d'un facteur 3-10 alors que dans des maisons multifamiliales, une atténuation d'un facteur 20 peut être atteinte. Dans les caves de maisons unifamiliales complètement enfouies sous terre, le facteur de réduction est de 100 alors que pour des grands bâtiments, le facteur de réduction peut atteindre 1.000.

Pour protéger la population de l'exposition aux rayonnements ionisants lors du passage d'un nuage constitué de particules radioactives, il n'est pas prévu de distribuer à la population des vêtements de protection, mais d'éviter, d'une part, tout contact direct avec des particules radioactives moyennant un confinement dans les maisons, dans lesquelles elle bénéficie, d'autre part, d'une protection relativement élevée contre le rayonnement gamma externe.

Les abris atomiques ont vu leur origine dans l'optique de protéger la population à la fois contre l'effet de souffle, une onde thermique, le rayonnement ionisant ainsi que la contamination par des particules radioactives, suite à un conflit armé ayant recours à l'utilisation de bombes atomiques. Ces abris sont construits en béton armé pour atténuer le rayonnement gamma et dotés de systèmes de filtration poussés pour se protéger contre la contamination par des particules radioactives. Finalement, ces abris étaient conçus pour des séjours prolongés, puisque la crainte était qu'une guerre atomique soit susceptible de provoquer un «hiver nucléaire», c'est-à-dire une importante baisse de la température liée à une baisse des rayonnements solaires dans les régions touchées.

Un accident dans une centrale électronucléaire ne saurait provoquer ni un effet de souffle, ni une onde thermique, ni un «hiver nucléaire». Pour cette raison, après l'ère de la guerre froide, aucun pays européen n'a poursuivi l'idée de la construction d'abris nucléaires - au contraire - les abris existants sont de plus en plus désaffectés pour des raisons économiques. La mise à l'abri des populations dans leurs maisons est jugée suffisante pour les protéger contre les effets de santé potentiels en cas d'un accident nucléaire.

En ce qui concerne les plans d'intervention spécifiques pour les centrales électronucléaires de Chooz, Fessenheim, Tihange, Doel, Biblis et Philippsbourg, il y a lieu de signaler que le «Plan Cattenom» a été intentionnellement conçu de façon à garder une certaine flexibilité d'application, sans fixer les détails des mesures de prévention et de protection ou prescrire des procédures détaillées à suivre par les différentes administrations. Les situations en cas d'accident dans une centrale nucléaire sont complexes et dépendent d'un grand nombre de facteurs, souvent indépendants l'un de l'autre, comme la gravité, le déroulement au niveau technique de l'accident, le type du réacteur, la cinétique de l'accident, la situation météorologique, la conduite du réacteur accidenté, etc. Les mesures de prévention et de protection qui s'imposent sont fonction d'une analyse spécifique et doivent être adaptées à la situation.

Pour cette raison et pour assurer la flexibilité nécessaire, le plan actuel n'a pas été établi pour gérer exclusivement une situation d'urgence dans la centrale de Cattenom, mais le plan stipule, que «les dispositions prévues dans ce plan peuvent également être appliquées en cas d'une autre situation d'urgence radiologique».

Question 1396 (20.4.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **prothèses de hanche défectueuses:**

Récemment une grande multinationale pharmaceutique a rappelé de nombreuses prothèses de hanche. En effet, certains patients qui avaient reçu les prothèses en question ont dû subir une nouvelle opération pour les remplacer dans les cinq premières années suivant l'implantation parce qu'ils éprouvaient des douleurs et d'autres symptômes en raison d'une prothèse défectueuse.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si des prothèses défectueuses ont été remplacées prématurément au Luxembourg? Dans l'affirmative, combien de prothèses? Est-il possible de retracer la provenance de ces prothèses? En tout état de cause, n'y aurait-il pas lieu de mettre en place un registre national des prothèses, à l'instar de beaucoup de pays européens, permettant de retracer rapidement et de manière efficace la provenance de toutes les prothèses implantées?

- Qui a dû supporter les frais relatifs au remplacement? Des dommages et intérêts ont-ils dû être payés aux patients concernés? Dans l'affirmative, à combien se chiffre le montant des frais et des dommages et intérêts versés? Au cas où il est possible de retracer la provenance d'une prothèse y a-t-il eu des négociations avec le ou les fabricants concernés au niveau de la prise en charge des frais de remplacement respectivement des dommages et intérêts éventuels?

- Les patients qui ont bénéficié d'une prothèse ont-ils été prévenus des éventuels défauts constatés sur les prothèses? Dans l'infirmative, n'y aurait-il pas lieu de les informer?

Réponse (5.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

En l'absence de données plus concrètes sur le fournisseur et le type de prothèses de la hanche qui a été rappelé par le fournisseur à l'étranger, il est difficile de dire

- si le type de prothèses de la hanche en question a été commercialisé au Luxembourg et,

- si, le cas échéant, un remplacement plus fréquent de prothèses de hanche en a résulté récemment.

Voici cependant quelques informations relatives à l'implantation et au remplacement de prothèses de la hanche, et, subsidiairement du genou.

1) Le remplacement d'une prothèse de hanche est prévu au niveau de la nomenclature des actes et services des médecins sous le code 2E96 «changement total d'une prothèse de la hanche».

Actuellement un registre national des prothèses implantables et implantées fait défaut. Au niveau de certains hôpitaux il existerait néanmoins des registres, de sorte que ces établissements devraient être à même, en cas de problèmes, de cibler les fournitures problématiques et d'en retracer le chemin.

Je vous fais tenir ci-dessous un relevé démontrant que le code 2E96 connaît une légère progression de 2007 à 2010. Il n'est malheureusement pas possible de dresser une statistique détaillée permettant de déterminer avec précision les délais de renouvellement des prothèses, étant donné que certaines données indispensables font défaut, notamment en raison du fait que certaines personnes disposent de deux prothèses de hanche, alors que la codification ne permet pas de distinguer entre une prothèse droite et une prothèse gauche. Il est donc à l'état actuel impossible de discerner des remplacements de hanches dus à des défauts de fabrication.

Acte	Libellé de l'acte	2007	2008	2009	2010
2E90	Prothèse totale de la hanche	1.000	954	962	876
2E96	Changement de prothèse totale de la hanche	107	109	107	113
	Proportion changement de prothèse	10,70%	11,43%	11,12%	12,90%

À toutes fins utiles je vous joins le même relevé pour les remplacements des prothèses de genou.

Acte	Libellé de l'acte	2007	2008	2009	2010
2E91	Prothèse totale du genou	722	736	730	695
2E97	Changement de prothèse totale du genou	69	67	63	60
	Proportion changement de prothèse	9,56%	9,10%	8,63%	8,63%

2) La CNS prend en charge les frais relatifs au remplacement. À notre connaissance des dommages et intérêts n'ont pas été payés aux patients.

3) La CNS ne dispose pas d'informations relatives à la procédure généralement appliquée en milieu hospitalier au niveau de la communication avec les patients en cas de défauts constatés sur leurs prothèses.

Question 1399 (22.4.2011) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant les **épreuves dites «communes»:**

Depuis 2003, des épreuves dites «communes» sont organisées au niveau des langues et des mathématiques dans les classes de 5e/9e de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

Ces épreuves concernent tous les élèves des classes visées et ont lieu au même moment dans l'ensemble des lycées et lycées techniques du pays. Ce type d'épreuves doit permettre aux élèves et à leurs parents de situer leur niveau de connaissance dans les matières évaluées par rapport au niveau exigé par le programme en vigueur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer si la moyenne des notes d'une classe est rendue publique afin que les parents des élèves puissent comparer le niveau global de la classe que fréquentent leurs enfants avec celui des classes du reste du pays?

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait opportun de publier sur le site du Ministère de l'Éducation nationale les résultats des épreuves communes réalisées dans les différents lycées du Luxembourg par classes et par branche évaluée?

Réponse (21.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

À partir de 2003, des épreuves «communes» sont organisées annuellement en allemand, français et mathématiques dans toutes les classes de 5e/9e du pays.

Depuis l'année scolaire 2008/2009, ces épreuves tiennent compte plus fidèlement de l'approche par compétences en visant spécifiquement la compréhension et la production de l'écrit en allemand et en français.

Les épreuves sont dites «communes» car tous les élèves des classes concernées sont sollicités. Elles se déroulent toutes au même moment et dans les mêmes conditions dans l'ensemble des lycées. Un corrigé modèle est transmis aux enseignants. Le titulaire de classe corrige les copies de ses élèves.

Les épreuves sont élaborées par des groupes de travail composés d'enseignants d'allemand et de français des deux ordres d'enseignement (ES/EST), le tout sous la supervision du département de l'enseignement secondaire du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de la Commission nationale des programmes.

Le contenu des épreuves porte sur les socles de compétences et les éléments des programmes curriculaires (ES/EST) définis au niveau national. La correction des copies des élèves est effectuée par le titulaire de la classe et les notes obtenues sont intégrées dans la moyenne trimestrielle de l'élève.

Le Service statistiques et analyses et l'Agence pour le développement de la qualité scolaire du MENFP recueillent tous les résultats de ces épreuves et établissent une moyenne de chaque classe, de chaque lycée ainsi qu'une moyenne nationale.

Les épreuves communes visent essentiellement à fournir aux enseignants des informations relatives aux besoins d'apprentissage individuels des élèves et à évaluer les acquis de chacun d'eux par rapport aux niveaux de la classe, de l'établissement et au niveau national.

Ad 1)

Pour être rendus publics, les résultats doivent pouvoir reposer sur des comparaisons parfaitement comparables se basant sur des critères uniformes et standardisés. Or, les objectifs, la conception, la passation et la correction de ces épreuves ne permettent pas d'établir de telles comparaisons au niveau national.

En effet, le niveau de difficulté des épreuves de chaque branche n'est pas testé préalablement, ni étalonné sur la population d'élèves concernée et ne peut donc pas garantir des comparaisons scientifiquement fiables.

De plus, outre l'existence d'un corrigé type, la correction de questions ouvertes par les titulaires respectifs de chaque classe ne peut pas garantir l'objectivité de la notation.

Ad 2)

Il ne me paraît pas opportun de publier en ce moment de telles informations sur le site du Ministère car cela pourrait engendrer des interprétations et classements qui seraient injustes et donc préjudiciables aux lycées et, par conséquent, aux élèves.

La mise en place de telles épreuves a pour but de favoriser les échanges et la collaboration entre les enseignants d'une même branche afin d'améliorer la cohérence entre les classes d'un même établissement.

Question 1400 (22.4.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **«aliments potentiellement à risque» en cas de contamination nucléaire:**

Suite à la catastrophe nucléaire de Fukushima, la «Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité» (CRIIRAD) mesure de près les conséquences d'une éventuelle contamination nucléaire sur le territoire de la France et publie fréquemment des notes d'information à l'attention d'un grand public.

Ces notes d'information citent notamment les «aliments potentiellement à risque»: végétaux tels que les végétaux à larges feuilles type salade, blettes, épinards, choux, oseille… ainsi que le lait, les fromages frais et la viande.

Le CRIIRAD indique que «les risques sont certes très faibles» mais évoque que pour «certains groupes de populations (enfants, femmes enceintes ou allaitantes) on n'est plus dans le domaine du risque négligeable» et suggère «d'éviter des comportements à risque».

Parmi les autres risques, la CRIIRAD cite encore les eaux de pluie et les eaux de distribution.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Les autorités luxembourgeoises prennent-elles en compte les notes et recommandations de la CRIIRAD?

2. Quelles sont les recommandations actuelles des autorités luxembourgeoises concernant les «aliments potentiellement à risque» citées par la CRIIRAD?

3. Quel est le suivi fait par les autorités concernant ces aliments et de quelle manière la population sera-t-elle avertie si le risque augmente?

Réponse (30.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD), à laquelle se réfère l'honorable Député, est une association sans but lucratif ayant son siège social en France.

Le CRIIRAD a pour vocation:

- de contrôler et d'informer les populations sur les pollutions radioactives et les risques liés au nucléaire,

- de veiller au maintien, à l'application et à l'amélioration des règles de contrôle et de radioprotection existantes,

- d'obtenir la mise en place de toutes mesures de protection sanitaire jugées nécessaires.

Au Luxembourg, la radioactivité ambiante naturelle et artificielle est mesurée en continu grâce à un réseau de mesures et d'alertes automatiques ainsi que par le laboratoire de radiophysique de la Division de la Radioprotection conformément au règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et aux articles 35 et 36 du Traité Euratom.

Les autorités luxembourgeoises, dont notamment la Division de la Radioprotection, reçoivent régulièrement des informations de la CRIIRAD, mais aussi d'autres ONG ou de ses homologues étrangers, qui réalisent des mesures radiologiques sur leur territoire.

Ces bulletins d'information sont utilisés à titre informatif par la Division de la Radioprotection, qui doit en tant qu'autorité compétente en la matière, réaliser ses propres mesures sur le territoire national et publier les résultats de ces contrôles et sortir, le cas échant, ses propres recommandations.

Les recommandations évoquées par Monsieur le Député dans le communiqué de la CRIIRAD se réfèrent à des analyses des aliments dans une zone de 80 à 120 km autour de la centrale nucléaire de Fukushima (Japon), elles ne peuvent être appliquées au Luxembourg.

En ce qui concerne les denrées alimentaires «potentiellement à risque» suite à l'incident nucléaire de Fukushima, les autorités luxembourgeoises appliquent les mesures prévues par le règlement d'exécution (UE) n°297/2011 de la Commission du 25 mars 2011 et n°351/2011 du 11 avril 2011, qui impose des conditions particulières à l'importation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux originaires ou en provenance du Japon.

Ledit règlement communautaire prévoit que les exploitants du secteur des aliments pour animaux et des denrées alimentaires ou leurs représentants informent au préalable les autorités compétentes du point d'importation de l'arrivée de chaque lot de produits visés. Des analyses et mesures de radioactivité doivent avoir été effectuées et certifiées préalablement à l'importation desdites denrées alimentaires par les autorités japonaises.

Les autorités compétentes des États membres de l'Union européenne réalisent au point d'importation des contrôles documentaires et d'identité sur tous les lots des produits visés ainsi que des analyses de radioactivité. Au cas où lesdits aliments dépasseraient un certain seuil critique, ils ne seraient pas commercialisés et seraient éliminés en toute sécurité ou réexpédiés vers le pays d'origine.

Le Ministre soussigné entend encore une fois préciser, tel qu'il l'avait déjà fait dans sa réponse à la question parlementaire urgente n°1326 de l'honorable Député Félix Eischen *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*, qu'en 2010, ni produits agricoles, ni produits de la pêche n'ont été importés directement au Luxembourg depuis le Japon.

En effet, les produits alimentaires d'origine japonaise qui sont disponibles au Luxembourg ont été importés par d'autres États membres avant d'être introduits au pays.

Par ailleurs, en ce qui concerne de manière générale les programmes de surveillance de la radioactivité des denrées alimentaires par les autorités luxembourgeoises, le soussigné voudrait informer l'honorable Député que chaque année un nombre important d'échantillons est prélevé dans divers milieux biologiques et dans la chaîne alimentaire.

Ces contrôles permettent de suivre l'évolution des variations de la radioactivité artificielle résiduelle comme ce fut le cas après l'accident de Tchernobyl de 1986. Ils permettent aussi de faire un constat sur l'exposition de la population luxembourgeoise. Les résultats de ces mesures sont publiés mensuellement.

Le but du programme national de prélèvement d'échantillons et de mesures est de:

- surveiller et enregistrer les taux de radioactivité dans la chaîne alimentaire et assurer la protection de la chaîne alimentaire;

- surveiller et enregistrer les taux de radioactivité dans des échantillons de l'environnement et assurer la protection de l'environnement;

- surveiller et enregistrer l'exposition du public en général;

- surveiller et enregistrer l'exposition des consommateurs qui vivent à proximité de la centrale nucléaire de Cattenom;

- mesurer, enregistrer et évaluer l'impact de rejets de routine de radioactivité dans l'environnement par la centrale nucléaire de Cattenom;

- mesurer, enregistrer et évaluer l'impact de rejets de routine de radioactivité dans l'environnement de toute autre source (industrie, médecine, recherche etc.);

- détecter, mesurer, enregistrer et évaluer l'impact de rejets accidentels de radioactivité dans l'environnement par la centrale nucléaire de Cattenom;

- détecter, mesurer, enregistrer et évaluer l'impact de rejets accidentels de radioactivité dans l'environnement de toute autre source (industrie, médecine, recherche etc.);

- créer une ligne de base permanente de la radioactivité dans l'environnement afin d'appréhender l'impact de tout rejet accidentel futur;

- surveiller et enregistrer la radioactivité résiduelle des retombées de Tchernobyl.

Les échantillons prévus dans le cadre de ce programme sont axés sur l'étude de la chaîne alimentaire, qui peut être affectée par des rejets gazeux ou liquides, ainsi que sur des indicateurs de l'environnement comme l'herbe, la pluie ou les aérosols.

En cas d'urgence radiologique, l'information de la population se fait conformément au règlement grand-ducal du 11 août 1996 concernant l'information de la population sur les mesures de la protection sanitaire applicables et sur le comportement à adopter en cas d'urgence radiologique. Ce règlement prévoit que le Gouvernement en Conseil veille à ce que la population susceptible d'être affectée en cas d'urgence radiologique soit informée sur les mesures de protection sanitaire qui lui seraient applicables, ainsi que sur le comportement qu'elle aurait à adopter en cas d'urgence radiologique.

Question 1401 (22.4.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CR356b reliant la «Reisermillen» à Folkendange:**

Des habitants de la région viennent d'attirer mon attention sur le fait que le tronçon du chemin repris 356b reliant la «Reisermillen» près de Neumühle (situé le long du CR358) à la localité de Folkendange (commune de Ermsdorf) se trouve dans un état vétuste et partiellement dangereux.

Partant, je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons ayant empêché jusqu'à cette date le département des Travaux publics de mettre en œuvre le renouvellement du CR356b sur le tronçon évoqué ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur un éventuel projet de redressement du CR356b entre «Reisermillen» et Folkendange?

- Est-il possible d'informer de la date à laquelle il entendra remédier au plus tard à cette situation?

Réponse (16.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet de l'état du chemin repris CR356b reliant la «Reisermillen» près de Neumühle à la localité de Folkendange.

En effet, bien que cette route se trouve effectivement dans un degré de vétusté avancée, l'état de la route n'est pour l'Administration des Ponts et Chaussées pas à considérer comme dangereux. Il y a lieu de noter que l'administration entretient régulièrement le tronçon de route en question, notamment moyennant réparation des dégâts les plus graves à la chaussée, surtout après l'hiver 2010-2011.

Un projet de réfection fut récemment élaboré par mes services et le dossier d'avant-projet est en cours d'instruction.

Or, même si le budget en question est disponible pour l'année 2011, les travaux ne pourront être entamés qu'après l'obtention des autorisations requises et l'acquisition des emprises nécessaires.

À noter enfin que, comme il s'agit d'une route à faible trafic, la priorité du chantier a dû être reculée par le passé, en faveur d'autres réfections devenues plus urgentes.

Question 1402 (26.4.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **suivi des patients dans les policliniques:**

Im Rahmen der Diskussion um die Gesundheitsreform, die nunmehr in die Praxis umgesetzt wurde, ging es unter anderem um die Verringerung der zu gewissen Zeiten vorhandenen Überbelastung von Polikliniken in den Krankenhäusern.

Nun ist es so, dass bei poststationären Wundversorgungen häufig ein Termin in diesen Polikliniken anberaumt wird, auch wenn gleichzeitig eine Versorgung durch andere Dienstleister möglich wäre, z. B. durch Auslagerung gewisser Versorgungsaufgaben an Allgemeinmediziner oder andere ambulante Dienste.

Als Beispiel können Wunden angeführt werden, bei denen es zu einer ersten Wundversorgung durch den Arzt in einer „Urgence" gekommen ist, nehmen wir an mit einer Wundnaht, dann eine erste Kontrolle nach zwei Tagen, eine weitere Wundkontrolle nach einer Woche mit anschließender Entfernung der Wundnahtstiche zehn bis 14 Tage nach der Intervention. Bei dieser Wunde ist nunmehr wegen Sekretabsonderung ein täglicher Wundverband vorgesehen.

Dazu möchte ich dem Herrn Minister für Gesundheit und soziale Sicherheit folgende Fragen stellen:

1) Wie gestaltet sich heute diese Wundversorgungspraxis in unserem Gesundheitssystem? Was sagen die vorliegenden Statistiken des Gesundheitsministeriums dazu aus? Wie viel Aktivität bleibt in den Polikliniken der akuten Krankenhäuser „hängen"?

2) Welche Stellschrauben hat die sogenannte Gesundheitsreform bewegt, um diese vermeintliche Praxis aus den Akutkliniken, wenn möglich, in den extrahospitalären Bereich auszulagern, beispielweise in eine Zusammenarbeit zwischen „Médecine générale", lokalen „Centres médicaux" und ambulante Dienste?

3) Welche Anreize sind in dieser Hinsicht in der sogenannten Gesundheitsreform vorgesehen worden? Wie sollen sie mittelfristig ihren Impact erwirken?

4) Unter welchen Umständen und mit welchen Begründungen könnte eine Person, bei der ein täglicher Wundverband vorgesehen ist, einen ambulanten Pflegedienst zur Versorgung nach Hause bestellen, um den Verband zu wechseln, ohne dass dabei die Begründung: „déplacement difficile" vorliegen würde?

5) Welchen gegebenenfalls „neuen" Stellenwert bekommt ganz konkret der extrahospitaläre Versorgungsbereich durch die sogenannte Gesundheitsreform? Was sind konkrete Objektive, die in einem bestimmten Zeitrahmen erreicht sein sollen?

6) Wann wird es zu einer ersten Bewertung der erreichten Resultate der Reform auf dieser Ebene kommen?

Réponse (14.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La réponse à cette question parlementaire se limite aux seules informations concernant la prise en charge des prestations de soins de santé en cause.

Dans les cas graves, le suivi du traitement de plaies, initié dans les policliniques des hôpitaux, peut seulement être assuré par les médecins et le personnel hospitalier travaillant dans la policlinique où l'équipement nécessaire pour assurer une bonne continuation du traitement médical est disponible.

Dans ce cas, la prise en charge se fait par la facturation d'un passage hospitalier (policlinique) dans le cadre du budget de l'hôpital. Ce passage policlinique englobe tous les frais pour matériels, médicaments et autres équipements pouvant intervenir, et qui ne sont donc pas facturés au patient.

Les honoraires des médecins sont pris en charge par la nomenclature des actes et services des médecins.

Dans d'autres cas moins graves, le suivi du traitement peut être assuré par les médecins, respectivement le personnel infirmier du milieu extrahospitalier. Il faut toutefois que la réglementation conventionnelle des prestataires de soins de santé permette une facturation adéquate au patient.

Question 1403 (26.4.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **suivi des patients:**

Immer öfter werden Patienten im Rahmen von chronischen, degenerativen, onkologischen und schmerztherapeutischen Krankheitsbildern aus den Akutkliniken nach Hause entlassen, versehen mit mehr oder weniger hochentwickeltem technologischen Material wie Perfusor-Maschinen, PEG-Infusionssystemen (PEG = perkutane endoskopische Gastrostomie), schmerztherapiespezifischen PCA-Pumpen oder auch mit druck- und volumengesteuerten Beatmungsgeräten (BiPAP, CPAP)… Die Praxis zeigt es immer wieder, dass die Entlassung von Patienten aus der Klinik in gesicherten Verhältnissen vonstatten geht und die Versorgung zu Hause optimal organisiert und durchgeführt werden kann.

Nun ist gewusst, dass bisweilen die Versorgung von komplexeren Krankheitsbildern eher in den Kliniken vonstatten ging und eine Rückführung in weniger medikalisierte Umfelder hierzulande immer wieder an größeren Hindernissen organisatorischer, regulatorischer wie auch logistischer Art scheitert.

Auch scheint die zur Zeit in Kraft befindliche Nomenklatur die Akte nicht optimal an die derzeitigen Möglichkeiten der Versorgung zu Hause angepasst zu sein, wenn man bedenkt, dass nicht einmal die Messung des Blutdrucks oder die Gabe von Medikamenten in dieser Nomenklatur ausreichend berücksichtig sind, um die Sicherung des stabilen Gesundheitszustandes eines aus der Klinik rückgeführten Patienten durch professionelle Gesundheitskräfte zu gewährleisten.

Dazu möchte ich dem Herrn Minister für Gesundheit und soziale Sicherheit folgende Fragen stellen:

1) Welche neue Rolle können extrahospitaläre Gesundheitsdienstleister in dieser Form von Versorgung übernehmen? Zum Beispiel die Allgemeinmediziner, die ambulanten Dienste, die Gesundheitsfachkräfte wie Ergotherapeuten, Kinesitherapeuten und Psychologen, die Dienstleistungen zu Hause anbieten können?

2) Wie kann die Entgeltung von Leistungen so geregelt werden, dass diese neuen, stark technologiebasierten Versorgungsformen berücksichtig werden und entsprechend sachgemäß finanziell entschädigt werden?

3) Wie kann dieser Übergang von einem weitgehend klinikzentrierten Versorgungsmodell für Patienten, die auf mehr oder weniger hochentwickelte Technologien bei der Versorgung zu Hause angewiesen sind, bewerkstelligt werden? Wird es von Seiten der Politik entsprechende Programme mit Anreizen geben, auch im Sinne des „Patienten", der diese Rückführung wünscht?

4) Welche Position nimmt die Pflegeversicherung bei der Übernahme gewisser Kosten bei der Versorgung von dieser Kategorie von Pathologien ein?

5) Wird es in Zukunft politische Bemühungen geben, die ärztliche und pflegerische Erstversorgung konkret auszubauen und den in Frage kommenden Dienstleistern neue Möglichkeiten in diesen Versorgungsmodellen zu eröffnen?

6) Wie kann das für diese Versorgungssituationen benötigte Versorgungsmaterial unbürokratisch beschafft und gegenfinanziert werden?

Réponse (14.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Actuellement le traitement des soins médicaux lourds et intensifs est surtout assuré dans les hôpitaux, étant donné que ces établissements disposent de personnel spécialisé dans tous les domaines de la médecine et de l'équipement adapté pour permettre une bonne prise en charge des patients. La prise en charge de ces frais hospitaliers se fait par le budget de l'hôpital.

Le développement de la prise en charge extrahospitalière s'est accentué fortement avec l'introduction de l'assurance dépendance en 1998 et ceci aussi bien de façon qualitative que quantitative. Ainsi, quasi l'ensemble des établissements hospitaliers ont conclu des conventions mutuelles avec les réseaux d'aide et de soins, notamment afin d'établir une continuité des soins infirmiers entre les milieux de prise en charge domicile-hospitalier.

La problématique concernant la mise en pratique d'une éventuelle reprise des soins médicaux lourds par les différents prestataires de soins de santé du milieu extrahospitalier pour des traitements initiés en milieu hospitalier est connue et la Caisse Nationale de Santé (CNS) est en train de travailler sur ce dossier. Une analyse est en élaboration pour tenir compte des besoins existants et nécessaires dans ce domaine.

Dans le cadre de l'assurance dépendance, les aides et soins délivrés pour les actes essentiels de la vie peuvent être prestés à charge de l'assurance dépendance, si en dépassement d'une hospitalisation en milieu aigu de sept jours consécutifs au moins, la personne dépendante présente un besoin momentané d'assistance dépassant le plan de prise en charge.

Pour les patients en fin de vie, la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs a complété le dispositif de prise en charge extrahospitalière, en élargissant notamment les possibilités de prise en charge et en instaurant une obligation de collaboration structurée entre établissements hospitaliers et prestataires extrahospitaliers. Ainsi l'hôpital assure une délivrance de certains matériels hospitaliers vers le milieu extrahospitalier moyennant contrat à Hëllef Doheem - Help dans le cadre des soins palliatifs. La convention entre la CNS, l'Entente des hôpitaux luxembourgeois et les prestataires du secteur du maintien à domicile est en cours de finalisation.

Différents projets soulignent la volonté politique du Gouvernement de mettre en place un dispositif poussé de services et de formes de prises en charge extrahospitalières. Ainsi, la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé vise également un virage ambulatoire, notamment pour certains types d'interventions chirurgicales avec, si nécessaire, un suivi approprié extrahospitalier.

La révision en cours de la carte sanitaire prévue à l'article 3 de la loi hospitalière se base notamment sur le point e) nouvellement inscrit de l'inventaire des établissements ou services prestataires en milieu extrahospitalier collaborant activement avec le secteur hospitalier dans le cadre de filières de soins intégrées ou de centres de compétences.

La révision du plan hospitalier prévue pour fin 2012 devrait mettre en pratique aussi bien les constats découlant de la nouvelle carte sanitaire que les conclusions déjà tirées dans le cadre de la phase préparatoire de la récente réforme.

En dernier lieu, il s'agit d'attirer l'attention au bilan de l'assurance dépendance prévu pour fin du premier semestre 2012 et, le cas échéant, à une réforme éventuelle de l'assurance dépendance.

Question 1404 (26.4.2011) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant la **représentation des femmes et des hommes dans les organes de prise de décision au sein de la fonction publique:**

Nous nous référons à notre question parlementaire n°1231 du 7 février 2011 sur la représentation des femmes et des hommes dans les organes de prise de décision au sein de la fonction publique, des établissements publics et entreprises privées *(cf. compte rendu n°11/2010-2011)*.

Nous sommes au regret de constater que la réponse délivrée par Madame la Ministre ne répond qu'aux deux premières questions et se limite à nous fournir les chiffres demandés.

Nous nous permettons donc de réintroduire les deux questions non répondues avec leur contexte:

D'après les chiffres publiés par la Commission européenne, un membre sur dix seulement dans les conseils d'administration des plus importantes entreprises européennes sont des femmes. La commissaire européenne aux Droits fondamentaux, Viviane Reding, envisage d'introduire des quotas contraignants pour combattre les inégalités de genre dans les organes de prise de décision des entreprises privées.

Sachant que les parlements des pays voisins comme la France et l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas sont en train de débattre la question des quotas contraignants ou de travailler sur des propositions de loi permettant d'aller vers la féminisation des instances dirigeantes des grandes entreprises, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

- Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que l'État se doit de montrer l'exemple et donner une réelle impulsion à ce sujet en instaurant des quotas dans la haute fonction publique?

- Est-ce que des mesures seront prises par l'État pour accroître la représentation des femmes dans les organes de décision du secteur privé? Si oui, selon quel agenda?

Réponse (31.5.2011) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch,** *Ministre de l'Égalité des chances:*

Ma réponse à la question parlementaire n°1231 de l'honorable Députée Viviane Loschetter, comprenait des chiffres récents sur la représentation des femmes et des hommes dans les fonctions dirigeantes de la fonction publique luxembourgeoise.

D'après les informations du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, les femmes représentent 45% des agents de la carrière supérieure de l'État respectivement occupent 22,5% des postes de direction.

Nous avons choisi les deux paramètres de la carrière supérieure, d'une part, et des emplois de direction, d'autre part, alors que la notion de «haute fonction publique» n'existe pas en tant que telle au Luxembourg, l'honorable Députée ne précisant par ailleurs pas ce qu'elle entend par «haute fonction publique».

En tout état de cause, le Gouvernement est d'avis que la représentation des femmes et des hommes dans les fonctions dirigeantes de la fonction publique est telle qu'une discussion sur l'introduction de quotas n'est pas opportune au stade actuel.

En ce qui concerne les mesures prises par l'État pour accroître la représentation des femmes dans les organes de prise de décision des entreprises du secteur privé, il semble évident qu'un plan d'action définitif ne pourra être arrêté qu'après avoir pris connaissance des résultats de l'étude que le Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socioéconomiques (CEPS) est en train de réaliser.

En attendant, j'ai commencé des pourparlers avec les responsables des organisations patronales en vue de les sensibiliser au sujet. En anticipant la discussion sur l'introduction de quotas légaux, il me tient en effet à cœur de définir une stratégie, basant sur des engagements volontaires, qui tient compte des spécificités de l'économie luxembourgeoise et dont la philosophie est partagée par l'ensemble des acteurs concernés.

En parallèle, le Ministère de l'Égalité des chances (MEGA) soutient le projet «Female Board Pool» qui a pour objet de préparer, de conseiller et d'accompagner des femmes intéressées par un mandat dans un conseil d'administration. La prochaine étape sera de mettre en relation les chefs d'entreprise et les administratrices potentielles.

Finalement, le programme des «actions positives», que le MEGA mène avec les entreprises du secteur privé, a été étendu au secteur public en sensibilisant, par circulaire du 3 mai 2011, tous les départements, administrations et services de l'État à y participer.

Le programme en question définit depuis des années comme un des axes prioritaires d'action la représentation des femmes et des hommes dans la prise de décision.

En fin de compte, l'égalité entre hommes et femmes dans la prise de décision est tributaire d'un changement de mentalités et c'est dans ce sens que la thématique est ancrée dans la campagne pluriannuelle d'information et de sensibilisation du MEGA, notamment par le biais du site Internet Megapower.lu.

Question 1405 (26.4.2011) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **investissements du Fonds de compensation auprès de Tepco:**

En date du 31 décembre 2009, le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) - dernier rapport publié par le FDC - a détenu 36.400 actions d'une valeur de 636.335 € auprès de Tepco, exploitant de la centrale nucléaire de Fukushima.

Je voudrais donc demander à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale de répondre à la question suivante:

- Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale peut-il m'informer de façon exhaustive sur le nombre et la valeur des actions détenues par le FDC en date du 11 mars 2011, la politique d'investissement du FDC après le 11 mars en relation avec Tepco et le nombre et la valeur des actions de Tepco détenues par le FDC aujourd'hui?

Question 1406 (26.4.2011) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant les **investissements du Fonds de compensation auprès d'Électricité de France:**

Étant donné que le programme gouvernemental prévoit: «Le Gouvernement maintient son attitude critique sur l'énergie nucléaire»,

étant donné qu'un des deux partis gouvernementaux, à savoir le POSL, a signé un appel demandant «un arrêt immédiat et définitif des centrales nucléaires de Cattenom…»,

étant donné que les 36 communes qui se situent jusqu'à 25 km de la centrale nucléaire de Cattenom, ainsi que bien d'autres communes luxembourgeoises se sont clairement exprimées pour l'arrêt de la centrale nucléaire de Cattenom,

étant donné que Électricité de France (EDF) est l'exploitant de la centrale nucléaire de Cattenom et qu'EDF (en date du 7 octobre 2010) est demandeur de la prolongation de l'exploitation de Cattenom et que 86% de l'énergie fournie par EDF provient de l'énergie nucléaire,

étant donné que le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) a procédé à des investissements majeurs auprès d'EDF (actions, obligations et SICAV monétaires), qui se situaient en date du 31 décembre 2009 - date de la dernière publication du FDC - autour de 43 millions d'euros,

je voudrais demander à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale de répondre à la question suivante:

- Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale prévoit-il en raison de la cohérence politique que le Fonds de compensation se défasse dans les meilleurs délais des investissements faits auprès de EDF?

Réponse (30.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au sujet des actions détenues par le Fonds de compensation et émises par Tokyo Electric Power Company (Tepco), le tableau ci-dessous renseigne les valeurs investies:

Date	Nombre d'actions	Valeur	Compartiment
31.12.2009	36.400	€ 636.335	Actions Monde Indexé
11.03.2011	98.900	€ 1.843.942	Actions Monde Indexé
05.05.2011	98.900	€ 361.830	Actions Monde Indexé

En ce qui concerne la politique d'investissement du Fonds de compensation, il est à noter que toutes les actions Tepco sont détenues par le compartiment Actions Monde Indexé dont l'objectif est de répliquer de manière passive la performance de l'indice de référence MSCI World Total Return.

Au sujet des actions détenues par le Fonds de compensation et émises par Électricité de France (EDF), le tableau ci-dessous renseigne, à titre d'information, les valeurs investies:

Date	Valeurs	Titres
05.05.2011	€ 280.158.791	Obligations étatiques françaises
05.05.2011	€ 6.674.883	Obligations émises par EDF
05.05.2011	€ 483.343	Actions Monde Indexé

En vue de pouvoir apprécier à sa juste valeur l'investissement en actions de Tepco et d'EDF de la part du Fonds de compensation, il y a lieu de noter que les montants y investis s'élèvent à 0,07% du montant total de la réserve gérée par le Fonds de compensation.

Le FDC est conscient de la problématique liée à des investissements dans des sociétés ne respectant pas certains critères, notamment au niveau de l'environnement, de la gouvernance et de l'aspect social. C'est à ce sujet que le FDC est en pourparlers avec des sociétés spécialisées dans ce domaine afin d'étudier une transposition de tels critères dans sa politique d'investissement.

Question 1407 (26.4.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **Foire de l'Étudiant:**

Le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) organise tous les ans, au début du mois de novembre, la traditionnelle Foire de l'Étudiant. La Foire de l'Étudiant accueille quelque milliers de visiteurs et plus de deux cents exposants, ce qui prouve qu'elle est devenue une manifestation bien appréciée par les jeunes.

Il me revient toutefois de la part d'un nombre croissant d'élèves des classes terminales que la foire ne leur permet pas toujours de trouver une réponse à leurs questions d'orientation. En effet, l'accent de la Foire de l'Étudiant est essentiellement mis sur la présentation des différentes universités et instituts supérieurs dont les représentants limitent leur travail le plus souvent à la distribution de brochures d'information et peuvent seulement répondre à des questions d'ordre général.

Les jeunes qui aspirent poursuivre des études universitaires et supérieures préfèrent en effet s'informer dans le cadre de «workshops» thématiques en y rencontrant des représentants de différents domaines d'études avec qui ils peuvent s'échanger de manière plus interactive. Dans ce contexte, ils regrettent qu'un nombre limité de ces ateliers thématiques ne leur soient actuellement proposés. À noter que de tels ateliers aident les futurs étudiants à se forger une idée meilleure des défis qui les attendent.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que la Foire de l'Étudiant a déjà fait l'objet d'une évaluation critique?

- Dans l'affirmative, quels en sont les résultats et quelles sont les adaptations que le Ministère se propose de mettre en œuvre?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la Foire de l'Étudiant devrait faire l'objet d'une réorganisation partielle en diversifiant les formules d'information et en proposant aux futurs étudiants des ateliers thématiques supplémentaires?

Réponse (7.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

J'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants à la question parlementaire de l'honorable Député André Bauler relative à la Foire de l'Étudiant.

La Foire de l'Étudiant n'a pas encore pu faire l'objet d'une évaluation qualitative de la part des lycéens. Une évaluation à l'aide de questionnaires à remplir par les visiteurs n'a pu être menée à bien faute de participation suffisante au sondage.

Pour ce qui est de l'organisation d'ateliers thématiques, il faut savoir que, entre 2004 et 2010, en moyenne 14 ateliers thématiques et conférences ont été organisés lors de chaque édition de la Foire de l'Étudiant. Ces ateliers thématiques et conférences ont porté, entre autres, sur des sujets aussi variés que la reconnaissance des diplômes, le financement des études supérieures, les présentations ciblées de certaines formations et de certaines universités, les présentations de secteurs d'activités et de métiers, l'orientation en général, la préparation d'un entretien d'embauche ou encore le Processus de Bologne. Toutes ces activités ont été organisées plusieurs fois sur les deux journées de la foire et ont nécessité la mobilisation d'un nombre important de professionnels.

Avant chaque Foire de l'Étudiant, le programme des ateliers thématiques et des conférences est transmis aux lycées et lycées techniques pour permettre aux élèves de choisir l'atelier qui les intéresse et de se préparer ainsi à la visite de la foire.

Dans un proche avenir il n'est pas envisagé d'augmenter considérablement le nombre d'ateliers et de conférences proposés. Il est en effet très difficile de mobiliser les lycéens pour ce type d'activités; ainsi, lors de l'édition 2008 de la foire, seuls 29 lycéens en tout ont pris part aux 13 ateliers et conférences organisés, et ce malgré la mise en place d'une inscription facultative par Internet et la délivrance d'un certificat de participation.

Question 1409 (27.4.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **traversée de Hosingen:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1290 du 2 mars 2011 *(cf. compte rendu n°11/2010-2011)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait fourni des explications au sujet du contournement projeté de Hosingen sans préciser si l'actuelle traversée, qui se trouve dans un état regrettable, serait munie d'une nouvelle couche de roulement.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur une éventuelle mise en état de la traversée de Hosingen?

- Dans l'affirmative, quand ces travaux pourraient-ils être mis en œuvre?

Réponse (30.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire n°1409 de l'honorable Député Monsieur André Bauler et en complément à sa question n°1290 relative au contournement projeté de Hosingen, j'ai l'honneur de vous informer que, comme la traversée de Hosingen se trouve effectivement dans un grade de détérioration avancée, l'Administration des Ponts et Chaussées a prévu l'application d'une nouvelle couche de roulement.

La soumission afférente vient d'être ouverte le 6 mai 2011 de sorte qu'après approbation du dossier, les travaux peuvent être réalisés encore durant l'été.

Question 1410 (27.4.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **fusillade à l'Aéroport de Kaboul:**

En ce jour, les autorités de l'OTAN rapportent une fusillade à l'Aéroport militaire de Kaboul. Un soldat afghan y a tué huit militaires de la force de l'OTAN.

Étant donné que des militaires luxembourgeois sont en mission à l'Aéroport de Kaboul, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

1) Y a-t-il des victimes parmi les militaires de l'armée luxembourgeoise?

2) Quelles sont les circonstances exactes de cette fusillade? A-t-elle eu lieu à proximité d'endroits où les soldats luxembourgeois effectuent leur service respectivement de leur campement?

3) Des mesures spécifiques suite à cette fusillade seront-elles prises pour éviter que de tels faits se répètent?

Réponse (17.6.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de la Défense:*

L'incident auquel se réfère l'honorable Député n'a pas fait de victimes au sein du contingent luxembourgeois.

D'après les renseignements disponibles un militaire afghan a utilisé son arme pour tirer sur des militaires de l'ISAF qui se trouvaient tous sur leur lieu de travail commun, ce qui explique le nombre important de victimes.

Étant donné que la contribution de l'armée luxembourgeoise a pour objet de participer à la protection et la sécurité à l'Aéroport de Kaboul, les militaires peuvent être appelés dans le cadre de leurs missions à fréquenter les différents endroits de l'enceinte en question.

Le lieu de l'incident est à une distance de plusieurs centaines de mètres du campement luxembourgeois.

Les autorités en charge de la protection de l'aéroport font bien entendu tous les efforts nécessaires et possibles pour minimiser les risques liés à ce genre d'incidents en fonction de la situation sur place.

Question 1412 (28.4.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**importation de déchets organiques pour la production de biogaz:**

Die organischen Abfälle wie Grasschnitt, Laub, Gartenpflanzen, unverholzter Heckenschnitt können in den Vergärungsanlagen zu Naturgas verarbeitet werden. Biogasanlagen benötigen aber eine größere Quantität organischer Abfälle, um effektiv arbeiten zu können. Deshalb wurden organische Abfälle aus den Grenzregionen importiert.

Am 15. Februar hat das Ministerium für Landwirtschaft die Bedingungen für Beihilfen für Investitionen in neue Biogasanlagen stark verschärft. So müssen die organischen Abfälle exklusiv aus Luxemburg stammen, dies in einem Umkreis von 25 Kilometern um die Anlage. Auch muss der Nachschub an organischen Abfällen für zehn Jahre garantiert sein.

Diese neuen Bestimmungen erschweren den Bau von neuen größeren Anlagen, wenn sie diese nicht gar unmöglich machen. Dies ist umso erstaunlicher, als es doch einen breiten Konsens um die Nützlichkeit von Biogasanlagen gibt, sowohl wegen ihres Nutzens in Sachen erneuerbare Energie als auch wegen ihres Beitrags zur Verminderung des CO_2-Ausstoßes.

Dazu möchte ich dem Herrn Landwirtschaftsminister folgende Fragen stellen:

1) Welche Gründe gibt es, den Import von organischen Abfällen zu verbieten und die Sammlung von diesen Abfällen auf einen Umkreis von 25 Kilometern zu begrenzen?

2) Wieso wird der Bau von neuen Biogasanlagen erschwert?

3) Gibt es schon konkrete Auswirkungen der neuen Bestimmungen, z. B. die Rücknahme von Anträgen, die vor dem 15. Februar eingereicht wurden?

Réponse (17.6.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Artikel 14 des umgeänderten großherzoglichen Reglements vom 25. April 2008 bezüglich der Ausführungsbestimmungen des Gesetzes vom 18. April 2008 betreffend die Erneuerung der Förderung der Entwicklung des ländlichen Raumes sieht vor, dass Beihilfen für Biogasanlagen nur gewährleistet werden dürfen, sofern keine Überkapazitäten im Hinblick auf die auf nationaler Ebene verfügbaren organischen Stoffe entstehen.

Um diesen Bestimmungen in der Umsetzung gerecht zu werden, habe ich durch ministeriellen Beschluss vom 15. Februar 2011 die Bedingungen betreffend die Beihilferegelung für Biogasanlagen folgendermaßen präzisiert:

Für Biogasanlagen, mit deren Realisierung noch nicht begonnen wurde, ist die Bezuschussung beschränkt auf Anlagen, welche ausschließlich:

- nicht landwirtschaftliche organische Stoffe (biogene Rest- und Abfallstoffe) aus nationaler Herkunft,

- landwirtschaftliche organische Stoffe (u. a. nachwachsende Rohstoffe) aus einem Umkreis von maximal 25 km verwerten.

Die Herkunft dieser Stoffe muss außerdem für mindestens zehn Jahre gewährleistet sein.

Zu 1)

Aus den oben genannten Ausführungen geht hervor, dass der Import von organischen Stoffen nicht verboten, sondern nur eingeschränkt wurde. Diese Beschränkungen gelten ausschließlich für Biogasanlagen, mit deren Realisierung noch nicht begonnen wurde. Dementsprechend sind bestehende Anlagen nicht von diesen neuen Bestimmungen betroffen.

Der Umkreis von 25 km bezieht sich nur auf organische Stoffe landwirtschaftlicher Herkunft, d. h. auf Stoffe, welche von den Betrieben selber produziert werden. Diese Bestimmung soll in erster Linie gewährleisten, dass sich die Biogasanlagenbetreiber auf landwirtschaftliche Biomasse regionaler Herkunft beschränken, dies um unnötige/lange Transportwege zu vermeiden. Ferner soll dadurch erreicht werden, dass auch in vertretbarer Entfernung genügend Fläche zur Ausbringung der anfallenden Biogasgülle vorhanden ist.

Betreffend die national verfügbaren organischen Stoffe aus nicht landwirtschaftlicher Herkunft wurde von Experten festgestellt, dass die augenblicklich verfügbare Fassungsmenge in den bestehenden Biogasanlagen vollkommen ausreicht, um diese Stoffe aufzunehmen.

Darüber hinaus gibt es aber noch eine Reihe weiterer Gründe, um den Import von organischen Stoffen aus nicht landwirtschaftlicher Herkunft zu beschränken, die hier nur stichwortartig aufgezählt werden sollen: Einhaltung der Bestimmungen zur Nitratdirektive, Einhaltung der Bestimmungen der Wasserrahmenrichtlinie, Einhaltung der Bestimmungen betreffend die Erhaltung und Förderung der Biodiversität, prioritäre Nutzung der in Luxemburg anfallenden Gülle, sanitäre Bestimmungen usw.

Zu 2)

Die neuen Bestimmungen erlauben eine bessere Umsetzung der Vorgaben des vorgenannten großherzoglichen Reglements. Es handelt sich demnach nicht um neue, den Bau von neuen Biogasanlagen erschwerende Bestimmungen, sondern lediglich um eine Präzision von bestehenden Bestimmungen.

Zu 3)

Die neuen Bestimmungen werden nicht rückwirkend angewendet.

Question 1413 (29.4.2011) de **Mme Lydie Polfer** *(DP)* concernant la **loi relative à la chasse:**

L'article 87 (5) du projet de loi n°5888 stipule que: «Par dérogation à l'article 22, l'assemblée générale des propriétaires des fonds non bâtis et non retirés d'un syndicat en vue de la décision sur le mode de location pour la prochaine période de location se tient dans les trois mois qui précèdent d'an et de jour l'expiration des contrats de bail en cause. Exceptionnellement, pour les syndicats dont les baux de chasse viennent à terme le 31 juillet 2012, cette assemblée se tient pendant la période allant du 1er octobre 2011 au 30 novembre 2011 y inclus. Toute assemblée générale ayant pour objet la décision sur le mode de location du droit de chasse pour la prochaine période de location tenue avant cette date est nulle et non avenue.»

En ce faisant la nouvelle loi, aura, après entrée en vigueur, un effet rétroactif alors qu'elle prévoit l'annulation des assemblées générales statuant sur le mode de location du droit de chasse qui ont été régulièrement tenues conformément à la loi en vigueur du 20 juillet 1925.

Par là même la nouvelle loi risque de porter atteinte à des droits régulièrement acquis sous l'égide de l'ancienne loi et ce notamment dans le cas où des contrats de bail de chasse auraient été signés suite à une prorogation de l'ancien bail respectivement suite à une adjudication publique. Se pose partant la question de la conformité de l'article 87 (5) par rapport au principe général de droit inscrit à l'article 2 du Code civil disposant: «La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.»

Dans sa circulaire du 29 mars 2011 Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures demande aux présidents des syndicats de chasse: «... de ne prévoir pour l'instant aucune assemblée générale avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi relative à la chasse. En effet, contraint de respecter la décision de la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'affaire Schneider c/ Luxembourg (2007), je ne pourrai approuver aucune décision d'un syndicat portant sur le principe du relaissement prise dans le cadre d'une assemblée convenue et tenue selon la législation actuelle relative à la chasse. Aussi, le projet de loi prévoit dans son article 87 que: 'exceptionnellement, pour les syndicats dont les baux de chasse viennent à terme le 31 juillet 2012, cette assemblée se tient pendant la période allant du 1er octobre 2011 au 30 novembre 2011 y inclus' et que 'toute assemblée générale ayant pour objet la décision sur le mode de location du droit de chasse pour la prochaine période de location tenue avant cette date est nulle et non avenue'».

En ce faisant Monsieur le Ministre demande aux présidents des syndicats de chasse de ne pas respecter la loi actuellement en vigueur tout en les informant d'ores et déjà qu'il refusera d'approuver toute décision portant sur le principe du relaissement prise dans le cadre d'une assemblée convenue et tenue régulièrement selon la législation actuellement en vigueur.

Or, il s'avère qu'entre-temps un certain nombre de syndicats de chasse ont convoqué une assemblée générale et n'ont donc pas suivi les recommandations de Monsieur le Ministre.

Partant j'aimerais poser les questions suivantes:

- La légalité de cette démarche ne peut-elle pas être mise en doute alors que Monsieur le Ministre du Développement durable non seulement préconise aux présidents des syndicats de chasse de ne pas respecter la loi actuellement en vigueur, mais qu'au surplus il annonce son intention d'agir en violation de la loi actuellement en vigueur en menaçant de refuser d'approuver des décisions régulièrement prises par l'assemblée générale du syndicat de chasse?

- Est-ce que le principe de la séparation des pouvoirs est assuré si un membre de l'exécutif demande officiellement et de manière prématurée d'appliquer une loi qui n'est même pas encore votée?

Réponse (10.6.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

1. Concernant la légalité de la démarche

Il est admis que le législateur peut expressément conférer un effet rétroactif à une loi (Cour 5 avril 2000, 31, 328.).

En l'espèce, la rétroactivité ne concerne que les convocations aux assemblées générales et les délais prévus pour la prorogation du bail, respectivement pour l'adjudication publique.

Le Ministre a informé les syndicats par sa circulaire du 29 mars 2011 des modifications législatives en cours de procédure pour éviter la conclusion de nouveaux baux contraires aux exigences de l'arrêt «Schneider» de la Cour européenne des droits de l'Homme.

2. Concernant le principe de la séparation des pouvoirs

À cet égard, il y a lieu de signaler que l'ancienne loi modifiée du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier prévoit dans son article 3 que: «la décision du syndicat portant sur le principe du relaissement sera soumise sans retard à l'approbation du Ministre compétent qui statuera dans les 15 jours conformément aux dispositions de la présente loi», dans son article 6 que «la décision concernant le mode de relaissement est soumise avec la décision portant sur le principe de relaissement à l'approbation du Ministre» et «les prorogations des baux de chasse n'ont d'effet qu'après approbation des contrats par le Ministre». Par sa façon d'agir, le Ministre a simplement prévenu les syndicats qu'il n'approuverait pas les décisions des syndicats contraires aux exigences posées par l'arrêt «Schneider» précité.

Question 1414 (2.5.2011) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **construction d'éolienne à base de néodyme:**

Le développement des énergies renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique sont les seuls moyens pour sortir de l'impasse nucléaire. Parmi les énergies renouvelables électriques, l'énergie éolienne est de loin celle qui détient le potentiel de développement le plus important.

Il me revient dans ce contexte que les nouvelles générations d'éoliennes de grande puissance fonctionnent sur base du néodyme qui est un minerai aimanté de la catégorie des «minerais de terres rares». Il permet de fabriquer des aimants qui sont utilisés pour générer de l'électricité par les éoliennes qui sont dix fois plus puissants que les aimants de ferrite. Une éolienne sur cinq contiendrait ce métal rare.

Or, pour obtenir ce minerai en état pur, on doit utiliser de nombreux produits chimiques toxiques et cancérigènes qui sont souvent déversés dans la nature et rendent ainsi l'eau non potable. En plus, l'abattage de ce minerai entraîne l'extraction du thorium, un métal très radiotoxique.

Sachant que le Gouvernement envisage de soutenir massivement la construction de nouveaux parcs éoliens off-shore et on-shore et que le néodyme n'est pas indispensable à la construction d'éoliennes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la problématique susmentionnée?

- Monsieur le Ministre est-il favorable à cette technologie qui n'est certainement pas durable?

- Combien d'éoliennes érigées au Luxembourg contiennent d'ores et déjà du néodyme?

- Les projets de parcs éoliens en planification au large des côtes de la Mer du Nord vont-ils avoir recours au néodyme pour la construction des éoliennes?

- Dans l'optique de la durabilité et de la protection de l'environnement, ne devrait-on pas renoncer à la construction d'éoliennes sur base de néodyme?

Réponse commune (5.7.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, Madame Nancy Arendt, concernant la construction d'éoliennes à base de néodyme, nous avons l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après:

En ce qui concerne la première question, nous pouvons vous confirmer que Messieurs les Ministres sont au courant de la problématique mentionnée, laquelle a été soulevée surtout par les médias allemands.

Pour ce qui est de la question soulevée par rapport à la présence de néodyme dans les éoliennes érigées au Luxembourg, il est à noter que 33 des 54 génératrices d'éoliennes autorisées en vertu de la législation sur les établissements classés sur le territoire luxembourgeois proviennent d'un constructeur n'utilisant pas de néodyme. Deux autres éoliennes sont à l'arrêt. Pour les 19 éoliennes restantes, il n'était pas possible de recevoir des informations plus concrètes. Sur demande, la Société Électrique de l'Our S.A. (ci-après la «SEO») nous a confirmé également que les éoliennes des sociétés Wandpark Gemeng Hengischt S.A., Wandpark Kehmen-Heischent S.A., Wandpark Burer Bierg S.A. et Windpower S.A., dont la SEO détient des participations, ne contiennent point de néodyme à des fins d'excitation de la génératrice. La SEO nous a également confirmé que le fournisseur des générateurs des projets éoliens actuellement en cours de réalisation n'utilise pas de néodyme dans toute sa gamme de production. La majorité des éoliennes construites sur le territoire luxembourgeois ne comprennent par conséquent pas d'aimant permanent en alliage métallique contenant du néodyme.

En ce qui concerne les parcs éoliens en planification au large des côtes de la Mer du Nord, il est à noter que ces parcs éoliens ne tombent pas sous la responsabilité territoriale des ministres luxembourgeois, qui de ce fait ne disposent pas d'informations sur la présence ou non de néodyme dans ces éoliennes.

En ce qui concerne la question soulevée par rapport à la renonciation de la construction d'éoliennes sur base de néodyme, il est à noter que le développement de projets éoliens en général appartient aux acteurs économiques. Vu le nombre limité d'éoliennes susceptibles d'être érigées sur le territoire luxembourgeois par rapport au marché mondial et la non présence d'un constructeur d'éoliennes au Grand-Duché, les possibilités d'intervention des acteurs luxembourgeois sont limitées. À ce sujet, il est à noter qu'une question écrite en la matière a été posée à la Commission européenne le 9 mai 2011.

Question 1415 (2.5.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **composition des comités d'école et des comités de cogestion:**

Le règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixe la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'école et du comité de cogestion dans l'enseignement fondamental. Tandis qu'un comité d'école est obligatoire pour chaque école, un comité de cogestion, qui peut avoir pour mission la coordination et la gestion de l'organisation scolaire dans une commune avec au moins cinq écoles, reste facultatif. Le comité de cogestion doit être composé d'au moins cinq membres et le comité d'école de trois à neuf membres et leurs élections ont lieu tous les cinq ans.

Le règlement grand-ducal fixe en outre un certain nombre de décharges liées à ces comités et stipule qu'au moins deux tiers des élus d'un comité d'école ainsi que le président élu doivent être des instituteurs.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Quelle est la représentation de chaque catégorie professionnelle faisant partie du personnel de l'école au sens de l'article 2 de la loi du 6 février 2009 (instituteur, chargé de cours, éducateur, éducateur gradué, etc.) au sein des comités d'école et des comités de cogestion pour l'année scolaire 2010/2011?

2. Quelle est la proportion respective des femmes et des hommes au sein des comités d'école et des comités de cogestion pour l'année scolaire en cours?

3. Quelle est actuellement la proportion respective des femmes et des hommes au poste de président de comité d'école?

Réponse (1.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les informations dont je dispose, me permettent de fournir les réponses suivantes aux questions concernant les écoles fondamentales:

1. La répartition des membres des comités d'école par catégorie professionnelle est la suivante:

- Instituteur: 98,17%,

- Chargé de cours: 1,28%,

- Éducateur et éducateur gradué: 0,37%,

- Maîtresse de jardin d'enfants: 0,18%.

Les comités de cogestion se composent à 100% d'institutrices et d'instituteurs.

2. Les comités d'école comprennent 71,01% d'agents féminins et 28,99% d'agents masculins. Les comités de cogestion comprennent 51,16% d'agents féminins et 48,84% d'agents masculins.

3. Actuellement les postes de président d'un comité d'école sont occupés à raison de 45% par des femmes et à raison de 55% par des hommes.

Question 1417 (3.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **structure juridique unique pour l'OPL et la Philharmonie:**

En juillet 2010, suite à une étude effectuée par deux experts et commanditée en vue d'explorer les possibilités de plus grandes synergies entre l'OPL (Orchestre Philharmonique du Luxembourg) et la Philharmonie (Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte), Madame la Ministre avait annoncé qu'il était prévu d'intégrer l'OPL et la Philharmonie dans une structure juridique unique.

Pour ce faire, une phase transitoire de douze à 18 mois devrait servir à préparer cette intégration. Durant cette phase, un nouvel organigramme ainsi qu'une nouvelle structure juridique devraient également être préparés. Le Ministère de la Culture avait enfin annoncé d'introduire en temps utile un projet de loi afférent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- Où en sont les travaux actuellement?

- Madame la Ministre peut-elle donner des précisions quant au nouvel organigramme et à la nouvelle structure juridique envisagés?

- Est-ce que le personnel administratif et la direction de l'OPL se verront confiés de nouvelles missions en dehors de l'OPL? Dans l'affirmative, de quelles missions s'agira-t-il?

Réponse (1.7.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

L'honorable Député s'enquiert sur l'état d'avancement des travaux de recherche de synergies entre la Fondation Henri Pensis qui gère l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg et l'établissement public en charge de la Philharmonie du Luxembourg.

Il est exact que j'ai, après avoir pris connaissance des résultats des propositions des deux experts Laurent Bayle et Martijn Sanders, mis en place par lettre de mission du 24 septembre 2010 un groupe d'accompagnement composé de six personnes mandaté pour renégocier la convention collective de l'OPL et faire toutes propositions pour arriver à une nouvelle structure juridique combinant la Philharmonie et l'OPL.

La convention collective avait été dénoncée intégralement de part et d'autre, ce qui a permis de considérer de nombreux aspects pour les négociations collectives. Ces négociations ont désormais abouti, et la nouvelle convention collective a été approuvée par une très large majorité du personnel de l'OPL, comme j'ai pu en référer à la Commission de la Culture de la Chambre des Députés. La phase de signature de la convention collective va donc maintenant pouvoir être abordée par les partenaires.

Ceci constitue une étape importante dans le processus devant amener à une nouvelle structure juridique dont l'élaboration sera préparée par mes services dans les meilleurs délais.

Question 1418 (4.5.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **proposition de la Fédération des autorités de surveillance du nucléaire d'Europe de revoir les tests de sécurité des centrales nucléaires européennes à la baisse:**

Selon le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung», les Ministres de l'Énergie de l'Union européenne seraient en train de discuter d'une proposition soumise par la Fédération des autorités de surveillance du nucléaire d'Europe, proposition selon laquelle les scénarios impliquant la chute d'un avion ou des erreurs de manipulation humaines seraient exclus des critères de résistance auxquels les centrales nucléaires européennes doivent répondre, de sorte que les tests de sécurité sur lesquels les chefs d'État et de Gouvernement de l'Union européenne s'étaient mis d'accord il y a quelques semaines sont revus à la baisse. Seules les conséquences de tremblements de terre, d'inondations ou de variations de températures extrêmes devraient

être examinées. Selon le quotidien précité, qui cite une source à la Commission européenne, la France et la Grande-Bretagne, les deux pays qui disposent du plus vaste parc nucléaire en Europe, mèneraient bataille en faveur de l'assouplissement des critères de ces tests et soutiendraient de ce fait la proposition de la Fédération des autorités de surveillance du nucléaire d'Europe.

Il est rappelé que le Gouvernement luxembourgeois a adressé une lettre à la France lui demandant de procéder à une analyse critique de la sûreté de la centrale de Cattenom en incluant une analyse de l'hypothèse d'un crash d'avion et ce en conformité avec la déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur l'état de la nation début avril 2011 selon laquelle - je cite -: «(..) hu mir zum Beispill e Recht drop, ze wëssen, an och e Recht drop, bewisen ze kréien, dass ee vollgetankte Jumbo, deen op d'Atomzentral zu Cattenom fält, keng radioaktiv Katastroph ausléise kann. Gëtt dëse Bewäis net geliwwert, da muss Cattenom ofgeschalt ginn. Mir si souwisou der Meenung, dass et zu kenger Verlängerung vun de Lafzäite vu Cattenom däerf kommen, a mir maachen der franséischer Regierung dat och däitlech».

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre et de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

1. S'ils peuvent confirmer les informations du quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung», tant celles ayant trait à la proposition de la Fédération des autorités de surveillance du nucléaire d'Europe que celles relatives au rôle de la France dans ce dossier?

2. Au cas où les informations dudit quotidien seraient confirmées:

- si le Gouvernement entend intervenir de nouveau auprès du Gouvernement français afin d'obtenir des garanties que les tests effectués sur la centrale de Cattenom vont inclure l'hypothèse d'un crash d'avion;

- s'il estime que la proposition de la Fédération des autorités de surveillance du nucléaire d'Europe a une chance d'aboutir, respectivement s'il connaît la position des autres pays membres par rapport à la proposition en question.

- En tout état de cause, quelles vont être les démarches du Gouvernement luxembourgeois dans le dossier?

Question 1458 (19.5.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **tests de résistance des centrales nucléaires européennes:**

Selon une dépêche de l'AFP, le commissaire européen à l'Énergie, Günther Oettinger, serait en train de s'entretenir avec le président du groupe des régulateurs européens dans le domaine de la sûreté nucléaire (ENSREG) pour tenter de débloquer les négociations sur les tests de résistance des centrales nucléaires européennes. De sérieuses divergences opposeraient le commissaire européen à la majorité des régulateurs. Il est rappelé que le compromis défendu par les régulateurs concernés dissocie la sûreté des centrales face à des risques de catastrophes ou d'accidents naturels et leur sécurité face à des actes terroristes ou des crashs d'avion, cette dernière pouvant d'après les régulateurs ne faire l'objet que d'un contrôle facultatif, mais non obligatoire. Les régulateurs estiment n'avoir aucune compétence pour les questions liées à la sécurité contre le terrorisme.

Le «Luxemburger Wort» titrait un de ses articles de son édition de ce matin «Luxemburg segnet Stresstest-Kompromiss ab» et citait un responsable de la division nationale de la radioprotection selon lequel le Luxembourg ne rejetterait pas le compromis au motif que l'accord va déjà plus loin que ce que certains États aimeraient.

Il est rappelé dans ce contexte que le Gouvernement luxembourgeois s'est clairement prononcé en faveur de tests qui incluent toutes les hypothèses possibles et imaginables et notamment celles de crashs d'avions et d'actes de terrorisme. Il est encore rappelé que la Chambre vient de voter à la quasi-majorité une motion en date du 5 mai 2011 qui invite le Gouvernement entre autres à «réitérer, le cas échéant, ses démarches auprès des autorités françaises afin que l'analyse de la sûreté et de la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom porte également sur l'hypothèse d'un crash d'avion et d'une manipulation informatique» et à «entreprendre voire réitérer d'analogues démarches auprès des gouvernements belge et allemand pour toutes les centrales nucléaires proches de nos frontières».

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et de Monsieur le Ministre de la Santé,

1. s'ils peuvent confirmer qu'aucun compromis entre la Commission européenne et l'ENSREG n'aurait été trouvé jusqu'à présent et que le commissaire européen à l'Énergie serait en train de débloquer les négociations sur les tests conformément à la dépêche AFP. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ce blocage?

2. Si aucun accord n'a été trouvé jusqu'à présent, comment se fait-il qu'un responsable de la division nationale de la radioprotection puisse affirmer que le Luxembourg accepte quoiqu'il en soit le compromis?

3. Comment une telle affirmation est-elle possible au regard de la position que notre pays, via notamment son Premier Ministre, a adopté jusqu'à présent et qui consiste à exiger que toutes les hypothèses d'incident pouvant mettre en péril une centrale nucléaire et être à l'origine d'une catastrophe nucléaire doivent être examinées?

4. Comment une telle affirmation est-elle possible au regard de la motion susmentionnée votée par la Chambre des Députés?

Réponse commune (22.6.2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Monsieur le Député pose un certain nombre de questions en relation avec les critères de résistance auxquels les centrales nucléaires européennes doivent répondre et la conformité des décisions prises dans ce domaine par rapport à la position défendue par le Luxembourg.

Les experts du groupe des régulateurs européens dans le domaine de la sûreté nucléaire (ENSREG), réunis en date des 12 et 13 mai 2011 à Bruxelles avec les experts de la Commission européenne sous l'autorité du Commissaire à l'Énergie Monsieur Günther Oettinger, ont abouti à une déclaration de compromis sur l'étendue et les modalités des tests de résistance. Cette réunion, à laquelle les gouvernements nationaux n'étaient pas formellement représentés, a été mandatée par le Conseil européen du 25 mars 2011 en vue d'aligner, dans la mesure du possible, les 27 États membres de l'Union européenne sur la définition de critères uniformes devant présider à la mise en œuvre des tests de résistance auxquels seront soumis les réacteurs nucléaires en activité dans l'Union européenne.

Cette proposition, qui retient la mise en place de tests de résistance complets, se fonde sur la dissociation de deux volets:

1. Un premier volet repose sur des tests de sûreté destinés à vérifier l'impact et les conséquences d'événements naturels sur une centrale nucléaire. Il s'agit aussi d'évaluer les conséquences de la défaillance de composants et de systèmes de sûreté, qui peuvent résulter d'événements naturels ou d'autres événements externes, comme des chutes d'avions ou des actes terroristes. Finalement, les moyens pour atténuer les conséquences d'un accident nucléaire seront vérifiés.

2. Un deuxième volet, à caractère confidentiel, concerne directement les questions de la sécurité des centrales, en l'occurrence l'impact et la prévention des attaques informatiques (ou cyberattaques), des attentats terroristes, voire des catastrophes aéronautiques accidentelles ou provoquées.

Les négociations ont finalement abouti le 13 mai à une déclaration de compromis susceptible d'être considérée comme tacitement adoptée en cas de non-opposition d'un ou de plusieurs États membres endéans un délai prédéfini, qui fut fixé au mercredi, 18 mai.

Dans la suite, la Commission européenne a toutefois proposé diverses modifications au texte, ce qui a relancé une nouvelle phase de discussions et de consultations, qui ont abouti à l'adoption d'un texte en date du 24 mai, texte qui, quant au fond, reste très proche du compromis finalisé le 13 mai.

Force est de constater que le texte finalement adopté contient les éléments de la position défendue de façon conséquente par le Luxembourg dans toutes les enceintes, qu'elles soient politiques ou techniques.

Question 1419 (4.5.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **projet «Eis Schoul»:**

En 2008, le Groupe Luxembourgeois d'Éducation Nouvelle (GLEN) a lancé le projet de l'école primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, baptisée «Eis Schoul».

Dans un communiqué du 3 mai 2011, le GLEN a annoncé sa volonté de se distancer par rapport à «Eis Schoul» comme les responsables actuels de l'école, apparemment avec le soutien du Ministère de l'Éducation nationale, auraient pris des options ne correspondant plus aux principes et valeurs du projet initial, à savoir l'inclusion, la recherche et la démocratie. Surtout dans le domaine de la pédagogie inclusive, les principes de base ne seraient plus appliqués.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux reproches du GLEN et quelles sont les suites que le Ministère de l'Éducation nationale entend leur donner?

Question 1422 (4.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet «Eis Schoul»:**

Le Groupe Luxembourgeois d'Éducation Nouvelle (GLEN), dans un communiqué publié le 3 mai, reconnaît lui-même l'échec de l'école primaire de recherche «Eis Schoul» dont il affirme qu'il en est l'initiateur.

Suite à ce communiqué, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il convient de cesser dans les meilleurs délais cette expérimentation avec des enfants et préparer d'ici la fin de l'année scolaire les élèves à une intégration vers les classes de l'école fondamentale «classique»?

2. Existe-t-il des bilans, rapports et études réalisés dans le cadre de cette «école de recherche»? Si oui, quels en sont les enseignements?

3. Quel est le surcoût pour l'État respectivement la commune concernée du projet «Eis Schoul», depuis sa conception, par rapport à une école fondamentale «classique»?

Réponse (16.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'École préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive appelée «Eis Schoul» fut créée sur la proposition du Groupe Luxembourgeois d'Éducation Nouvelle (GLEN). Ce groupe s'était donné comme mission de faire connaître des pédagogies autres dans le monde scolaire de notre pays; ce fut l'un de ses membres, en l'occurrence l'actuel président du comité de «Eis Schoul», qui eut l'idée de lancer le projet concret d'une école appliquant ces méthodes pédagogiques nouvelles.

Le concept de la nouvelle école était élaboré par un groupe de travail constitué de membres du GLEN. Mais au moment où le projet se concrétisa un certain nombre de ces personnes ne s'y engagèrent pas, de sorte que le corps enseignant et éducatif était composé dès le début en partie seulement de personnes adhérentes au GLEN.

Il s'avéra rapidement que de fortes tensions concernant leurs différentes vues sur l'application de la démarche pédagogique convenue éclatèrent au sein du corps enseignant de l'école. Le groupe des membres du GLEN, moins l'instigateur de l'école, suivait la méthode préconisée par le GLEN, à savoir un enseignement centré sur des démarches d'auto-socio-constructivisme et une autoévaluation de l'élève fondée sur ses acquis documentés par un portfolio. L'autre groupe visait plutôt les idées de l'enseignement ouvert.

L'enseignement ouvert se pratique en Allemagne et dans les pays anglo-saxons. La définition qu'en donne Hans Brügelmann est la suivante:

«Eine methodisch-organisatorische Öffnung des Unterrichts strebt seine bessere Passung auf die schon quantitativ unterschiedlichen Lernstände der SchülerInnen an. Sie macht Freiräume für die Kinder bei der Wahl der Aufgabenschwierigkeit, der Reihenfolge und des Tempos der Bearbeitung erforderlich.

Als didaktisch-inhaltliche Öffnung des Unterrichts fordert das Konzept eine besondere Qualität der Aufgaben, die möglichst oft offen sein sollen für unterschiedliche Erfahrungen und Lösungsmöglichkeiten („Lernen als individuelle Konstruktion").

Die pädagogisch-politische Öffnung des Unterrichts zielt auf eine institutionelle Beteiligung von SchülerInnen an Entscheidungen über Inhalte und Formen des Unterrichts:

- individuell in Form von „Lernverträgen",

- gemeinsam über in der Gruppe entwickelte Projekte oder

- institutionell als Vereinbarung von sozialen Regeln im Klassenrat.»

La discorde se concluait par une décision prise selon les principes arrêtés pour le fonctionnement participatif de «Eis Schoul». Mais les enseignants de l'école qui sont membres du GLEN n'acceptaient pas cette décision et demandaient la mutation vers une autre école. C'est pourquoi le GLEN a décidé qu'il n'est plus concerné par ce projet «Eis Schoul».

Quant aux reproches avancés par le GLEN, il convient de noter que tous les objectifs initialement fixés sont toujours visés par «Eis Schoul»:

- C'est une école inclusive, avec un taux défini d'élèves à besoins spécifiques; la composition de la population scolaire de l'école reflète celle au niveau national des points de vue socioéconomique et socioculturel.

- C'est une école participative:

  - les membres du comité sont élus par l'assemblée du personnel et prennent des décisions sur la base d'un règlement interne;

  - chaque membre du personnel dispose d'une voix pour participer aux prises de décision de l'assemblée du personnel;

  - les règlements internes sont disponibles sur www.eisschoul.lu

- C'est une école de recherche: le nouveau projet de recherche est chaperonné par un professeur en psychologie et un professeur en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg. Le projet est mis en œuvre dans l'école par une collaboratrice scientifique de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation, ensemble avec les enseignants et éducateurs de l'école.

«Eis Schoul» accueille ses élèves tout au long de la journée, les frais de fonctionnement étant couverts par un budget mis à la disposition de l'école par mon département. Les infrastructures appartiennent à la ville de Luxembourg qui en assure l'entretien. «Eis Schoul» assure donc les missions qui, ailleurs, nécessitent l'apport d'une école fondamentale, d'une maison relais et d'une structure accueillant ou intégrant un certain nombre d'élèves à besoins spécifiques. Voilà pourquoi il n'est pas possible de préciser la relation entre le coût engendré par «Eis Schoul» et celui de structures similaires couvrant l'ensemble de l'offre de «Eis Schoul».

Mon département assure néanmoins les dépenses spécifiques pour l'élaboration et l'adaptation du projet ainsi que pour l'accompagnement de «Eis Schoul». Ce budget s'est élevé à:

- 75.000 euros en 2008,

- 46.500 euros en 2009,

- 79.000 euros en 2010,

- 46.000 euros en 2011.

Sur le vu de l'évolution du projet et des difficultés apparues, je me suis évidemment posé la question s'il est pertinent de continuer le projet ou s'il vaut mieux l'arrêter. Voilà pourquoi j'ai prié «Eis Schoul» de se soumettre à différentes formes d'évaluation qui ont toutes souligné l'intérêt du projet et qui ne concluent d'aucune façon à la nécessité d'y mettre un terme:

1. Des questionnaires pour les parents ont été développés et évalués en 2009-2010 et en 2010-2011 par l'Agence pour le développement de la qualité scolaire de mon département.

Même si ce n'est qu'un aspect parmi beaucoup d'autres, je souhaite relever que, dans «Eis Schoul», la totalité des parents déclarent que leur enfant aime aller à l'école!

Les autres conclusions, en 2009-2010:

- Les parents apprécient la diversité des activités proposées, l'autonomisation, le suivi personnalisé des élèves et les méthodes de travail ainsi que la motivation, la disponibilité et l'implication du personnel enseignant.

- Les parents n'apprécient pas le manque de cohésion de l'équipe enseignante, tant en termes de pédagogie que de transmission des informations. Ils sont préoccupés par les questions de violences (verbales et physiques) perpétrées dans l'école et l'image publique négative qui en découle.

- Les parents encouragent l'ensemble du personnel à poursuivre les collaborations extérieures et à persévérer leurs efforts dans la mise en œuvre du projet «Eis Schoul». Ils souhaitent favoriser les échanges en tout point et être impliqués davantage dans les activités et les décisions qui sont prises dans l'école.

Conclusions en 2010-2011:

- Les parents apprécient la transmission des valeurs démocratiques, la responsabilisation de l'élève, la libre expression, la valorisation, la prise en compte des différences. La majorité

d'entre eux considère que l'élève, pris dans sa globalité, est considéré, stimulé, écouté par les adultes et qu'il prend un réel plaisir à se rendre à l'école. Ensuite, les parents disent être bien accueillis et écoutés; ils reconnaissent la qualité des enseignements dispensés à l'école. Ils disposent d'informations suffisantes sur les objectifs que poursuit l'école et ils ont parfaitement connaissance des rôles et responsabilités de chacun. Enfin, les infrastructures (restaurant scolaire, bâtiments, salles et espaces verts) sont appréciées par un grand nombre des parents.

- Les parents n'apprécient pas le manque de cohésion de l'équipe enseignante, surtout en termes de pédagogie, et les relations qu'entretiennent les membres du personnel entre eux. Aussi, et de façon plus marginale par rapport à l'année précédente, le manque de discipline et la sécurité des enfants sont des sujets qui incommodent plusieurs parents.

- Les parents encouragent les enseignants à leur fournir plus d'informations sur le suivi de leur enfant et à améliorer la collaboration entre les différentes équipes. Ils souhaitent également un meilleur encadrement de leur enfant pendant les périodes récréatives et davantage de discipline dans la salle de classe.

2. Des visites sur place ont eu lieu par deux spécialistes:

- Hans Brügelmann est professeur de sciences éducatives à l'Université de Siegen, porte-parole du Verbund der Reformschulen «Blick über den Zaun»,

- Dr Falko Peschel est instituteur et chercheur en sciences éducatives aux universités de Siegen, Cologne, Brême et Coblence.

Les conclusions de leurs visites à l'école:

- Il est important qu'une école de recherche mette en avant et explore des démarches concernant la mise en œuvre de l'inclusion et de la participation.

- Une telle école doit être construite par le personnel sur place, «du bas vers le haut». La décision initiale de ne pas démarrer l'école à partir du 1er cycle, mais de le faire à tous les niveaux de l'école fondamentale, était délétère pour le développement adéquat et sain de l'école.

- Il est important que les élèves et le personnel de l'école définissent ensemble les règles de la vie en commun et qu'elles soient respectées.

- Le personnel est extrêmement engagé.

- L'atmosphère d'apprentissage est calme et tranquille.

- Il y a beaucoup voire trop de personnes adultes à l'école qui ont des difficultés à s'accorder sur une démarche commune. Il faut réduire au minimum le nombre de personnes intervenant auprès d'un enfant.

- Il est positif que le corps enseignant comprenne un taux appréciable d'hommes, ce qui n'est pas le cas ailleurs.

- Les ressources personnelles et infrastructurelles sont idéales avec toutefois un inconvénient majeur: le personnel enseignant ne dispose pas de salle de réunion.

- Le manque de cohérence entre des différents cycles est regrettable.

- Il faut davantage encore inciter les élèves aux productions individuelles. Il est essentiel de responsabiliser les élèves dans leur apprentissage et de favoriser des formes d'apprentissage qui soutiennent le développement de l'autonomie de tout un chacun.

3. La Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik (HfH) de Zurich a établi un rapport d'évaluation qui s'est fondé sur une visite sur place, pendant plusieurs jours, d'une équipe composée de:

- Peter Lienhard, Prof. Dr., Teamleitung (Mitarbeiter Bereich Dienstleistungen HfH), Sonderpädagoge, Psychologe; Ausbildung und Berufserfahrung als Primarlehrer und Schulpsychologe; Erfahrung mit gehörlosen, autistischen sowie schwer mehrfach behinderten Kindern, Schwerpunkte: Förderplanung, pädagogische Standortbestimmungen, sonderpädagogische Diagnostik, Evaluation von Regel- und Sonderschulen;

- Priska Elmiger, lic. phil. (Leiterin Bereich Dienstleistungen HfH), Heilpädagogin, Pädagogin; Nachdiplomstudium in Management; Ausbildung und Berufserfahrung als Primarlehrerin und Logopädin; Lehr- und Führungserfahrung. Schwerpunkte: Führungsfragen, Sprachentwicklungsprobleme, Evaluation von Institutionen im Bereich Sonderpädagogik und Sozialpädagogik;

- Marianne Walt, lic. phil. (Dozentin Pädagogik bei Schulschwierigkeiten HfH, Pädagogin, Psychologin; Ausbildung und Berufserfahrung als Lehrperson der Sekundarstufe I; Ausbildnerin/Dozentin für angehende Schulische Heilpädagogen/innen. Schwerpunkte: Umgang bei Verhaltensauffälligkeit und Lernschwächen; Methodik und Didaktik; individualisierende und differenzierende Lernformen.

Les principaux constats de ce rapport sont les suivants:

- L'engagement des différents acteurs est remarquable.

- Les circonstances ont fait que l'école a été à certains moments dépassée par les exigences imposées.

- Il faut veiller à une accalmie et à la consolidation du projet, ce qui a été réalisé dans une certaine mesure par les lignes directrices imposées par le ministère.

- Il y a des objectifs communs à tous les cycles de l'école, mais ils sont appliqués de façon différente à l'enseignement: il y a un fossé entre le cycle 1 et les trois autres cycles.

- L'enseignement ouvert demande d'accompagner d'une façon encore plus intensive les élèves à besoins spécifiques. Il n'y a pas encore eu une fusion adéquate entre les approches de la pédagogie régulière et de la pédagogie spéciale (Sonderpädagogik) à «Eis Schoul»; les deux volets sont assurés par des personnes différentes et perçus comme distincts.

- La définition du rôle et de la mission des différents acteurs de «Eis Schoul» a été faite, avec des incidences positives, mais il faut la préciser et veiller à ce que la responsabilité des élèves soit assumée par l'ensemble du groupe.

- L'offre en activités extrascolaires est excellente, mais elle est utilisée de façon insatisfaisante par les élèves plus âgés.

Pour chacun des points évoqués, le rapport donne des suggestions pour améliorer la situation.

4. Le rapport Portinno sur le premier projet de recherche vient d'être publié par l'université et mon département. Ce rapport des auteurs Michelle Brendel, Paul Dumont, Melanie Noesen et Denis Scuto illustre la démarche de «Eis Schoul» et celle d'enseignants dans d'autres écoles, notamment auprès d'enfants du premier cycle, et les possibilités d'autoévaluation de ces enfants sur la base d'un portfolio.

5. Il convient de noter que le projet «Eis Schoul» a été sélectionné pour concourir au «4e Forum des Enseignants Innovants et de l'Innovation Pédagogique» qui eut lieu les 20 et 21 mai 2011 à Lyon. Ce forum est soutenu par le Ministère de l'Éducation nationale de France. Des informations supplémentaires sont disponibles sur: www.forum-lyon2011.net/

Les analyses des questionnaires pour les parents, le rapport de la Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik et le rapport Portinno sont disponibles sur le site du Ministère: www.men.public.lu

S'il y a eu des doutes sur la décision à prendre, ils ont rapidement été dissipés par l'adhésion des parents, de ceux qui sont appelés à inscrire leurs enfants au premier cycle et de ceux qui ont vu leur enfant à «Eis Schoul» dès le début de sa scolarité. Il convient de signaler en effet que, pour les élèves qui avaient été admis à cette école au cours de leur scolarité, au 3e voire 4e cycle, la satisfaction des parents a été mitigée et nombre d'entre eux ont décidé de retirer leur enfant de «Eis Schoul».

Mais il n'y a jamais eu de problème pour rassembler les effectifs nécessaires au premier cycle. Cet été, comme par le passé, il était prévu d'inscrire douze nouveaux élèves en première année de l'école fondamentale de «Eis Schoul». Il y a eu 130 demandes de parents (de la ville de Luxembourg) demandant que leur enfant puisse fréquenter «Eis Schoul». L'école a décidé, avec mon accord, d'augmenter le nombre des nouvelles inscriptions à 15.

Les parents des élèves déjà inscrits à l'école ont également tenu à exprimer leur contentement avec l'évolution qu'a prise l'école au courant des derniers mois - je donne pour exemple l'extrait d'un courriel qui m'est parvenu de la part d'un père ayant plusieurs enfants à «Eis Schoul»:

«Ech wollt Iech awer och Merci soe fir 'Eis Schoul». Dës Schoul huet, besonnesch dëst Joer, menge Kanner ganz gutt gedoen an ech géif mir wënschen, datt nach vill aner Kanner vun dëser Schoul profitéiere kéinten.

Sécher hat ech, wéi vill aner Elteren och, de Bauch wéi, wéi d'Schoul de 15. Juli 2010 eriwwer war a mir net woussten, wat de 15. September 2010 op eis duerkéim.

Mä wat elo do an deenen zwee Trimestere geleescht ginn ass, ass net ze beschreiwen.

Deen Asaz, déi Energie, d'Gedold a virun allem dat Vertrauen, wat d'Personal mat de Kanner zesummen dëst Joer zu Dagesliicht bruecht hunn, ass einfach enorm.»

Question 1420 (4.5.2011) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (Mudam)** - le **budget:**

Dans une interview accordée au «Luxemburger Wort» du 3 mai 2011 le directeur du Mudam, Monsieur Enrico Lunghi, a dit que le budget mis à disposition du musée n'a pas évolué depuis 1998. Monsieur Lunghi précise que: «Dans ces conditions, il est difficile de mener à bien notre mission de constituer une collection cohérente sur la durée.»

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir si Madame la Ministre partage cette appréciation.

Réponse (26.5.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

En référence à la question posée par Madame Anne Brasseur reprenant une partie d'une interview de Monsieur le Directeur du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (Mudam), je voudrais en premier lieu attirer l'attention de l'honorable Députée sur le fait que la lecture du passage incriminé est partielle dans la mesure où le budget y cité correspond à la partie allouée à la constitution de la collection du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean.

Dans l'interview en cause, à la question libellée comme suit: «Le budget de 620.000 euros par an n'a pas évolué depuis 1998. Est-il suffisant pour mener à bien votre mission?», le directeur du Mudam répond que: «Notre budget est inchangé alors qu'en 13 ans, le marché de l'art a explosé. Dans ces conditions, il est difficile de mener à bien notre mission de constituer une collection cohérente sur la durée. Nous avons acquis une trentaine d'œuvres en 2010, ce qui porte la collection à 430 pièces.»

Renseignements pris, il se trouve que la réponse du directeur n'a pas été reprise en entier dans l'article. Selon ses dires, il avait, en effet, poursuivi en précisant que pour autant, la qualité et la renommée de la jeune collection montre que le Mudam réussit à tirer le meilleur parti de la situation, en recherchant des œuvres significatives d'artistes émergents, mais dont on ne reconnaîtra la pertinence que dans un certain nombre d'années.

C'est la loi de base de 1998 sur la Fondation Musée Grand-Duc Jean qui fixe le montant minimum de la subvention de l'État pour les acquisitions à 620.000 euros. À cela, il convient d'ajouter qu'au-delà, le Mudam parvient chaque année à enrichir la collection par des donations et des dons d'œuvres de la part de mécènes et de donateurs.

S'il est vrai que le marché de l'art a connu une évolution des prix spectaculaire depuis une décennie, il n'en est pas moins vrai que le Mudam a malgré tout réussi jusqu'à présent à constituer une collection d'art contemporain remarquable et réputée bien au-delà de nos frontières, ce dont témoignent les nombreuses demandes de prêt d'œuvres de la collection qui lui parviennent: les contacts que le Mudam entretient et les collaborations qu'il entreprend avec les plus grandes institutions culturelles partout dans le monde en font un musée de référence, malgré ses moyens relativement modestes comparés à ceux d'institutions étrangères comparables.

Je peux suivre le directeur du Mudam dans son appréciation quand il dit que la tâche de constituer une collection d'œuvres d'art contemporain avec un budget de 620.000 euros par an n'est pas facile au vu de l'évolution des prix du marché de l'art depuis les années 90. D'un autre côté, les responsables du musée et du comité scientifique qui conseille le musée sur les acquisitions à faire, ont toujours su faire preuve d'une appréciation très heureuse et avant-gardiste des œuvres à collectionner. C'est précisément la raison pour laquelle maintes d'entre elles sont demandées en prêt par les institutions d'art internationales les plus renommées.

Malgré la signification en termes absolus du montant cité, le budget est limité en référence au fait qu'il convient de se porter acquéreur d'œuvres significatives, et j'y tiens. Il est en effet primordial, afin d'assurer voire confirmer la place du Mudam parmi les institutions d'art contemporaines d'excellence, comme il se doit pour un pays comme le nôtre dont l'image de marque dépend de la qualité et du niveau d'excellence de son paysage artistique dans la même mesure que des prestations dans de nombreux autres domaines - que ce soient les finances, la recherche et bien d'autres -, pour asseoir sa réputation internationale.

Il n'est pas dans les objectifs ni du ministère ni du musée de faire l'enchère des plus grandes collections du monde ni en termes de valeur marchande ni en termes de quantité. Avec 430 œuvres d'art acquises en 13 ans, on peut se permettre de dire que le volume des acquisitions de 2010 rentre dans la moyenne des années précédentes et évolue à une cadence constante.

En cette période de crise, le Mudam bénéficie toujours de la subvention qui lui est garantie: s'il est certes souhaitable que le montant augmente progressivement à l'avenir, la direction du Mudam est bien consciente des efforts à fournir dans l'immédiat et continue à attirer de nouveaux mécènes pour diversifier ses sources de financement. Quoique cela soit difficile, justement en cette période de crise, voilà qui témoigne du niveau de sa collection et de ses expositions ainsi que du savoir et du savoir-faire de ses responsables.

Question 1421 (5.5.2011) de **Mme Viviane Loschetter**, **MM. Félix Braz** et **Jean Huss** *(déi gréng)* concernant l'**accord de réadmission avec le Kosovo:**

Le 12 mai, la Belgique va signer un accord de réadmission avec la République du Kosovo afin de faciliter la réadmission de ressortissants du Kosovo par leur pays d'origine. Il s'agit d'un accord qui s'applique au Benelux, donc également au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes au Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'au Ministre de l'Immigration:

1. Combien de citoyens du Kosovo sont entrés au Luxembourg depuis le début de l'année 2011?

2. À quelles communautés ethniques appartiennent ces personnes?

3. Quel est le statut sous lequel ces personnes résident ou ont résidé au Luxembourg?

4. Combien de ces personnes ont été rapatriées volontairement depuis le début de l'année? Combien de personnes ont connu un rapatriement assisté?

5. Combien d'enfants du Kosovo sont actuellement scolarisés au Luxembourg?

6. Quelles améliorations est-ce que le Gouvernement s'attend de l'accord de réadmission dans le chef des citoyens du Kosovo séjournant au Luxembourg?

7. Comment est-ce que le Gouvernement évalue la situation sécuritaire au Kosovo de façon générale et celle des Roms en particulier?

8. Est-ce que le Gouvernement suit l'avis de l'UNHCR[1], selon lequel notamment la minorité des Roms est discriminée dans l'expression de ses droits humains les plus élémentaires? Si tel est le cas, est-ce que le Gouvernement compte appliquer les dispositions du nouvel accord de réadmission à la communauté des Roms? Au cas contraire, en quoi la situation des Roms au Kosovo a-t-elle changé?

Réponse (9.6.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

1. Entre le 1er janvier et le 30 mai 2011, 40 personnes originaires de la République du Kosovo ont déposé une demande de protection internationale au Luxembourg. Par ailleurs, six personnes originaires du Kosovo ont immigré dans le cadre d'un regroupement familial.

2. La répartition des demandeurs de protection internationale par communauté ethnique se présente ainsi:

- origine albanaise: 19 personnes
- origine bosniaque: 4 personnes
- origine rom: 3 personnes
- origine serbe: 14 personnes

3. Six des 40 personnes ayant déposé une demande de protection internationale ont été rapatriées. Les dossiers des 34 autres personnes sont encore en cours d'instruction. Trois des six personnes arrivées dans le cadre d'un regroupement familial sont titulaires d'une carte de membre de famille d'un citoyen de l'Union, les trois autres sont titulaires d'un titre de séjour en qualité de membre de famille.

4. De janvier à avril 2011, un total de 33 personnes sont retournées volontairement vers le Kosovo. Toutes ont eu accès à un retour sous

[1] UNHCR'S ELEGIBILITY GUIDELINES FOR ASSESSING THE INTERNATIONAL PROTECTION NEEDS OF INDIVIDUALS FROM KOSOVO, 9 November 2009

assistance conformément à la convention signée entre le Ministère des Affaires étrangères et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

5. Au 12 mai 2011, 102 enfants kosovars étaient inscrits dans une classe de l'enseignement fondamental, 106 dans une classe de l'enseignement secondaire.

6. L'accord de reprise et de réadmission signé entre les Ministres du Benelux en charge de l'Immigration et le Ministre de l'Intérieur kosovar a pour objet de définir des conditions claires et transparentes, ainsi que les modalités pratiques pour la réadmission des personnes en séjour irrégulier qui doivent quitter le territoire. Les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg sont tombés d'accord pour négocier un tel accord avec le Kosovo afin, d'une part, d'améliorer la coopération avec ce pays, mais aussi, d'autre part, de donner un cadre juridique précis aux mesures de retour. Enfin, un autre but recherché est de faciliter pour autant que possible l'émission de documents de voyage en vue du retour.

7. Le Gouvernement estime qu'il n'y a pas de risque sécuritaire particulier au Kosovo. Le taux de meurtres est ainsi par exemple en dessous de la moyenne européenne. Le Gouvernement n'a pas non plus de preuves que les minorités, dont la communauté des Roms, soient exposées à des niveaux de violence plus élevés. En effet, selon le rapport sur le développement humain au Kosovo 2010 publié par le PNUD, les motivations socio-économiques priment clairement sur d'autres considérations dans la prise de décision d'émigrer à l'étranger.

8. Les dispositions de l'accord de reprise et de réadmission s'appliquent à tous les citoyens du Benelux, d'une part, de la République du Kosovo, d'autre part, quelle que soit leur origine ethnique. Elles s'appliquent par ailleurs à des ressortissant de pays tiers ayant transité par les territoires des parties contractantes. Elles s'appliquent donc également aux personnes d'origine rom. Cela n'empêche pas le Gouvernement luxembourgeois de continuer à ne pas renvoyer, pour le moment, des Roms vers le Kosovo, même s'il ne considère pas qu'en général la communauté des Roms est discriminée dans l'expression de ses droits humains au Kosovo.

De l'accord avec Madame Jacobs je me suis permis de répondre seul à la question parlementaire, alors que Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration n'est pas concernée par le sujet abordé.

Question 1423 (5.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **stage pédagogique:**

Récemment, la Chambre des Députés a assermenté un nouveau membre. Ce dernier, avant d'accepter son mandat de député, effectuait un stage pédagogique en vue d'être fonctionnarisé comme professeur dans l'enseignement secondaire.

Selon mes informations, il aurait été décidé que ce nouveau député soit exempt des obligations générales qui incombent aux professeurs-stagiaires et bénéficierait d'office des privilèges accordés à un membre de la fonction publique lorsque ces derniers remplissent leur mandat de député. De surcroît, ce nouveau député pourra, le cas échéant, accéder à un poste de professeur dans l'enseignement secondaire public sans satisfaire aux obligations imposées normalement aux stagiaires avant leur titularisation.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

1. Quelle est la base légale qui permet au Gouvernement d'exempter le nouveau député des obligations générales pour le passage de professeur-stagiaire à professeur titulaire? Qui a pris cette décision? De quelle manière sera-t-elle publiée?

2. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ne craignent-ils pas que cette décision risque d'être contestée devant les juridictions administratives par d'autres fonctionnaires stagiaires qui ne peuvent pas bénéficier d'un tel privilège?

3. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre partagent-ils l'opinion générale que ce privilège accordé à un député dévalorise profondément la valeur accordée au stage pédagogique?

Q232

Réponse commune (16.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

L'approche retenue par le Gouvernement à l'égard de Madame Scholtes découle de l'application directe des dispositions inscrites dans la Constitution (articles 54 et 55) et dans la loi électorale (article 129) et non pas d'une décision individuelle. Le principe de la séparation des pouvoirs ancré dans la Constitution a amené le législateur à l'époque à définir comme incompatible l'exercice de toute fonction publique rémunérée par l'État avec le mandat de parlementaire, et à l'étendre aux secteurs communal et parastatal. Dans ce contexte, il y a lieu de renvoyer p. ex. le salarié respectivement l'ex-ouvrier de l'État qui tombe également sous l'incompatibilité, peu importe d'ailleurs son degré d'occupation. Dans l'état actuel des choses donc, l'exercice de n'importe quel emploi auprès du secteur public et du secteur public dit élargi, tombe sous cette incompatibilité, même si le stagiaire n'est pas expressément mentionné à l'article 129 de la loi électorale, mais est à l'évidence visé par la formulation d'«agent…» utilisée par le législateur de l'époque.

L'article 129, et notamment le paragraphe 3 y prévu, garantit au parlementaire ressortissant du secteur étatique ou parastatal le développement inconditionnel de sa carrière professionnelle afin qu'il ne soit pas lésé par le fait qu'il ait été obligé de démissionner de ses fonctions publiques pour accepter le mandat de parlementaire, avec toutes les conséquences en découlant au niveau des droits à pension ultérieurs.

Dans cet ordre d'idées, et en ce qui concerne le cas évoqué, la titularisation éventuelle en qualité de fonctionnaire n'est qu'une conséquence logique du dispositif légal prévu. Bien évidemment, cette titularisation ne se fera qu'à la fin de la période de stage légalement prévue et à la fin du mandat de parlementaire au moment de la réintégration dans les services de l'État. Conformément au texte de loi, si le mandat se terminait avant la fin de la période de stage et que l'intéressée se décidait pour la réintégration, celle-ci se ferait en qualité de stagiaire avec toutes les obligations y attachées pour la titularisation en qualité de fonctionnaire.

Question 1424 (5.5.2011) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **plans d'urgence en cas de catastrophe nucléaire:**

Dans ma question parlementaire urgente du 15 mars 2011 (n°1317) *(cf. compte rendu n°10/2010-2011)*, j'avais attiré l'attention sur le fait que «une catastrophe nucléaire à Cattenom aurait pour effet d'effacer le Grand-Duché de la carte du monde!».

Dans une motion adoptée par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, il est retenu «que la centrale nucléaire de Cattenom constitue une menace pour la sécurité des habitants du Grand-Duché de Luxembourg et un péril pour l'existence du pays».

Parmi beaucoup d'autres voix qui se sont exprimées en ce sens, Monsieur le Président de la Chambre des Députés vient d'écrire à son homologue de l'Assemblée nationale de la République française: «Vue l'exiguïté du territoire du Luxembourg, la problématique de la sécurité nucléaire revêt une importance primordiale pour notre pays qui, en cas d'incident grave, risque de voir en danger son existence même et celle de ses habitants.»

Face à cette menace pour l'existence du pays, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Existe-t-il des plans pour faire face à une évacuation éventuelle de la majeure partie du pays voire du pays tout entier? Dans quels pays voisins le Luxembourg pourrait-il être évacué? Des accords ont-ils été conclus avec un ou plusieurs pays pour accueillir le cas échéant les habitants du Luxembourg?

2) Des mesures concrètes ont-elles été prises pour assurer la poursuite des activités des institutions, ministères et administrations sous le contrôle de l'État, y compris pour le maintien du fonctionnement des services informatiques et de la préservation des documentations et archives?

3) Des mesures analogues sont-elles mises en place par les acteurs économiques, notamment la place financière, pour permettre la poursuite d'au moins une partie des activités économiques suite à une évacuation majeure?

4) Existe-t-il des actes concrets - tels que des accords bi- ou multinationaux, des contrats d'assurance et de réassurance - sur base desquels l'État luxembourgeois, ses habitants et les sociétés qui y sont établies peuvent concevoir une réelle indemnisation suite à un incident grave dans la centrale nucléaire de Cattenom? Si oui, quel est le pourcentage des risques couvert?

Réponse (7.6.2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) En date du 2 décembre 1994, le Conseil de Gouvernement a approuvé et rendu exécutoire le «Plan particulier d'intervention en cas d'incident ou d'accident à la centrale électronucléaire de Cattenom». Ce plan définit les modalités de l'évacuation d'une partie de la population. Aucun des rayons prévus n'est de nature à entraîner l'évacuation «du pays tout entier». L'envergure réelle d'une évacuation dépend d'une série de facteurs qui doivent être déterminés au moment même de l'incident en fonction de la nature, de l'évolution et de la prévisibilité de celui-ci. Dans certaines situations, une mise à l'abri de la population est par ailleurs plus efficace qu'une évacuation. Dans ce sens, je renvoie également à la réponse de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région à la question parlementaire n°1394 de Monsieur le Député Monsieur Jean Colombera *(cf. ci-dessus)*. Le Luxembourg a conclu des accords bilatéraux d'assistance mutuelle avec la France (Accord du 10 décembre 1962 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française sur l'assistance mutuelle entre les services d'incendie et de secours luxembourgeois et français, publié au Mémorial le 7 février 1963), la Belgique (loi du 22 avril 1999 portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique sur l'assistance mutuelle en matière de protection civile, fait à Luxembourg le 13 mai 1993) et l'Allemagne (loi du 29 avril 1980 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves, signée à Luxembourg le 2 mars 1978). Au niveau de l'Union européenne, une proposition visant à intégrer le volet nucléaire dans le mécanisme de protection civile (MIC) est à l'étude.

2) Pour assurer entre autres la continuité des fonctions gouvernementales, il est prévu de faire fonctionner le Centre de Communications du Gouvernement installé au Château de Senningen comme centre national de crise. Dans cette perspective, le Centre de Communications du Gouvernement mettra à la disposition de la protection nationale une infrastructure sécurisée et des ressources administratives, logistiques, de communications électroniques et de traitement de l'information nécessaires à la gestion de crises. Le projet de loi portant création d'un Centre de Communications du Gouvernement qui est sur le point d'être adopté par la Chambre des Députés fournit une base légale pour le fonctionnement du centre national de crise. Par ailleurs, un projet de loi relative à la protection nationale est en cours d'élaboration. Il porte en particulier sur la protection des infrastructures critiques parmi lesquelles il y a lieu de considérer au niveau des institutions et services publics ceux qui sont indispensables à la sauvegarde des intérêts vitaux ou des besoins essentiels du pays ou de la population. Les propriétaires et opérateurs d'une infrastructure critique seront tenus de prendre les mesures nécessaires qui permettent d'en assurer la protection, d'en améliorer la résilience et de faciliter la gestion d'une crise. Ces mesures couvrent la protection de l'infrastructure critique, les biens ou services réalisés par l'intermédiaire de celle-ci, ainsi que les activités nécessaires pour assurer son exploitation, et cela notamment à travers des plans de sécurité et de continuité de l'activité. Cette approche trouvera sous peu une application notamment dans le contexte de la mise en place d'un centre de chute pour les systèmes d'information opérés par les services critiques, et cela à l'extérieur des rayons précités.

3) En vertu de l'article 37-1 de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, les «établissements de crédit et les entreprises d'investissement doivent prendre des mesures raisonnables pour garantir la continuité et la régularité de la fourniture de leurs services et de l'exercice de leurs activités. À cette fin, ils doivent mettre en place des systèmes, des ressources et des procédures appropriés et proportionnés». La circulaire 05/178 de la CSSF précise que le professionnel financier doit être en mesure de fonctionner normalement en cas de panne de son système informatique et qu'il doit établir un plan de continuité.

4) Plusieurs conventions internationales abordent la question de la responsabilité découlant des dommages suite à un accident nucléaire. Il s'agit en l'occurrence de la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire du 29 juillet 1960 (Convention de Paris) et de la Convention du 31 janvier 1963 complémentaire à la Convention de Paris du 29 juillet 1960 (Convention complémentaire de Bruxelles). Les deux conventions ont dans la suite été amendées à plusieurs reprises.

Le Luxembourg n'a cependant pas ratifié ces deux conventions. Le montant qui résulte du plafonnement du dédommagement prévu par les conventions a été en effet jugé trop faible. De plus, le principe qu'un assureur français, respectivement la juridiction française, fixent le montant du dédommagement pour une victime luxembourgeoise n'a pas été admis. Finalement, les conventions ne semblent pas constituer une garantie pour un dédommagent juste et équitable des victimes. Le fait que le Luxembourg n'a pas ratifié ces conventions permettra, le cas échéant, aux victimes luxembourgeoises de faire appel aux tribunaux nationaux.

*

Je voudrais enfin informer Monsieur le Député que le 23 mars 2011, j'ai chargé le Haut-Commissariat à la Protection nationale de vérifier tous les plans concernant Cattenom et de les adapter, en cas de besoin. Les questions soulevées par Monsieur le Député seront ainsi approfondies, en mettant à profit le retour d'expérience suite à l'accident survenu récemment au Japon.

Question 1425 (6.5.2011) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant les **modalités de désignation du CNE ainsi que l'organisation des commissions consultatives d'intégration:**

Les règlements grand-ducaux devant réformer les instances consultatives font toujours défaut. Le 13 décembre 2010 en réponse à ma question parlementaire n°0986 *(cf. compte rendu n°5/2010-2011)* vous avez indiqué que «Le nouveau règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du CNE est en voie d'élaboration.»

- À quoi tient l'absence à ce jour d'un projet de règlement grand-ducal concernant le Conseil national de l'intégration prévu dans la loi d'intégration du 16 décembre 2008?

Dans la même réponse du 13 décembre dernier vous m'avez informé que «L'avant-projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives d'intégration a été approuvé en date du 12 novembre 2010 par le Conseil de Gouvernement.»

- Ne conviendrait-il pas d'insister le cas échéant auprès du Conseil d'État pour qu'il donne son avis afin que cette disposition de la loi du 16 décembre 2008 puisse prendre forme?

Réponse (7.6.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du Conseil national pour étrangers existe bel et bien. Il a été approuvé le 22 avril 2011 par le Conseil de Gouvernement et continué le 12 mai 2011 pour avis au Conseil d'État, aux chambres professionnelles et au Conseil national pour étrangers.

Ledit projet va suivre la procédure normale et dès lors il sera difficile de pouvoir se prononcer sur la date de la publication au Mémorial et partant à quelle date le nouveau Conseil national pour étrangers sera opérationnel.

Question 1426 (6.5.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **fréquentation de l'éducation précoce:**

Lors de son discours sur l'état de la nation du 6 avril 2011, Monsieur le Premier Ministre avait constaté que «Viru 15 Joer hu 67,8 Prozent vun de Kanner, déi an d'éischt Spillschouljoer komm sinn, Lëtzebuergesch geschwat. (…) Nach just 38,2 Prozent vun de Kanner kennen a beherrschen eis Sprooch. (…) Mir mussen eise Grondschoulsystem där Situatioun upassen.»

Dans ce contexte, je souhaite avoir des informations complémentaires relatives à l'éducation précoce, première année facultative du système scolaire luxembourgeois:

1) Quel est le nombre d'enfants inscrits dans l'enseignement précoce pour chaque année scolaire de 2008/2009 à 2010/2011?

2) Quel est le nombre d'enfants inscrits à temps plein dans l'enseignement précoce pour chaque année scolaire de 2008/2009 à 2010/2011?

3) Quel est le nombre d'enfants inscrits pour moins de la moitié d'une tâche complète dans l'enseignement précoce pour chaque année scolaire de 2008/2009 à 2010/2011?

4) En cas de déclin de ces nombres, quelles en sont les raisons éventuelles?

5) Quel est le pourcentage d'enfants dans l'éducation précoce qui comprennent et qui parlent la langue luxembourgeoise?

6) Quel est pour Madame la Ministre le bilan de l'éducation précoce du point de vue de l'intégration des enfants résidents ne parlant pas la langue luxembourgeoise?

7) Est-ce que Madame la Ministre estime que l'éducation précoce remplit ses objectifs?

Réponse (9.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1)

En 2008/2009, 4.036 enfants ont été inscrits en une classe du cycle1-précoce; en 2009/2010 ce chiffre s'élevait à 4.105. Les données pour l'année scolaire 2010/2011, à savoir 3.961 enfants, ne sont que provisoires.

Ad 2), 3) et 4)

L'inscription des élèves au cycle 1-précoce se fait par demi-journées (plages). L'offre maximale de huit plages équivaut à une fréquentation de cinq matinées et de trois après-midis. L'analyse des données disponibles montre que le nombre d'enfants qui fréquentent une classe de l'éducation précoce à temps plein, c'est-à-dire pendant huit plages par semaine, ne cesse d'augmenter. En effet, il est passé de 836 (soit 21,6% du total des inscriptions) en 2007/2008 à 1.286 (soit 31,3%) en 2009/2010 pour atteindre le chiffre provisoire de 1.364 (soit 34,4%) en 2010/2011.

Parallèlement, le nombre d'enfants inscrits pour moins de la moitié de plages continue de baisser: en 2008/2009, 691 enfants (soit 17,9% des inscriptions) ont fréquenté une classe du cycle 1-précoce pendant une à trois demi-journées. En 2009/2010, ce nombre est passé à 414 (soit 10,1%) pour atteindre en 2010/2011 le chiffre provisoire de 288 enfants (soit 7,3%).

Les chiffres qui précèdent confirment les efforts entrepris aux niveaux national et communal pour offrir un enseignement et une éducation de qualité à tous les enfants dès leur plus jeune âge. Dans ce contexte, je remercie les communes pour leur engagement et les encourage à poursuivre l'objectif d'offrir un maximum de plages à un maximum d'enfants.

Ad 5)

Un des objectifs principaux de l'introduction de l'éducation précoce en 1998 fut la familiarisation avec la langue et la culture luxembourgeoises. Les chiffres montrent que cet objectif n'a rien perdu de son importance. En effet, le nombre d'enfants qui parlent le luxembourgeois comme première ou deuxième langue dans l'éducation précoce s'annonce comme suit: 2.015 enfants (soit 49,9%) en 2008/2009, 1.919 enfants (soit 46,7%) en 2009/2010 et 1.887 (soit 47,6%) en 2010/2011.

Compte tenu des différences individuelles, il s'avère difficile d'avancer des chiffres précis relatifs au degré de maîtrise du luxembourgeois. Certains enfants disposent de premières notions du luxembourgeois, même s'ils ne le parlent pas de façon fluide, d'autres manquent encore de compétences dans leur propre langue maternelle.

Ad 6)

Je tiens à souligner que l'éducation précoce ne vise aucunement une assimilation unilatérale; l'apprentissage de la langue luxembourgeoise ne devant se faire aux dépens de la langue maternelle des enfants.

Il importe plutôt de miser sur les atouts du contexte plurilingue de l'enseignement au Luxembourg: la valorisation des langues maternelles et celles des différentes cultures côtoient l'apprentissage de la langue luxembourgeoise en tant que facteur unificateur d'enfants issus de différents mondes culturels et linguistiques.

Des objectifs qui reposent sur ces réflexions sont d'ailleurs définis dans le nouveau plan d'études et illustrés à l'aide d'exemples de performances.

Ad 7)

De nombreuses études ont démontré que la petite enfance est une période de développement remarquable qui construit les bases des apprentissages ultérieurs.

Les objectifs de l'éducation précoce sont de stimuler, dès le début, les potentialités des jeunes enfants, de développer leurs compétences, savoirs et savoir-faire dans un cadre qui respecte leurs besoins et leurs potentiels.

Depuis son lancement comme projet-pilote en 1998 jusqu'à sa mise en place en 2009/2010 au sein du premier cycle de l'école fondamentale, des efforts constants ont été entrepris pour rapprocher l'éducation précoce aux enseignements existants. Son rôle de pierre angulaire d'un système scolaire et social se veut de garantir à ses membres les meilleures chances de développement personnel et collectif tout en gardant les spécificités éducatives et pédagogiques nécessaires à un encadrement et une éducation de qualité.

Question 1427 (6.5.2011) de **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant l'**affectation à moyen et à long terme du site universitaire actuel «Campus Walferdange»:**

Depuis la décision du Conseil de Gouvernement du 23 décembre 2005 d'implanter la plupart des composantes de l'Université du Luxembourg à Belval-Ouest, l'avenir du site «Campus Walferdange» reste incertain. Il y a cinq ans, dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°0925 du 17 février 2006 *(cf. compte rendu n°9/2005-2006)*, le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Ministre des Travaux publics avaient répondu quant à l'affectation future du site universitaire de Walferdange que: «Pour ce qui est de l'affectation à moyen et long terme du site, ainsi que du hall sportif, aucune décision n'a été prise à ce jour. Il nous semble évident que l'administration communale de Walferdange devra être impliquée dans les discussions y relatives.»

Dans ce contexte, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état actuel des discussions sur l'affectation à moyen et à long terme du site universitaire de Walferdange?

Réponse commune (30.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet de l'état actuel des discussions sur l'affectation à moyen et à long terme du site universitaire de Walferdange.

Afin de pouvoir définir l'affectation future de cet endroit qui se libérera en principe en 2014/2015 au moment du déménagement de l'université à Esch-Belval, une étude des potentialités du site est en cours d'élaboration.

Il est indéniable qu'il s'agit d'un emplacement idéal pour une utilisation scolaire, vu que l'accessibilité est optimale et que la mobilité est garantie par la proximité de la gare et du réseau des bus.

À la demande de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, mes services sont en train d'analyser la possibilité d'intégrer différentes structures d'enseignement secondaire ainsi que différents services et locaux administratifs dudit Ministère dans les bâtiments situés sur le campus de Walferdange.

Quant aux infrastructures sportives, il convient de signaler que l'État est devenu copropriétaire par sa participation financière à la construction du hall sportif à trois unités situé en face du site du château.

Lors d'une entrevue récente avec la commune de Walferdange, les responsables communaux ont été informés sur les investigations actuelles et les démarches de l'État.

Au motif que l'entièreté du site est classée monument national, toute intervention est susceptible d'être autorisée par le Ministère de la Culture. Dès l'achèvement de l'étude historique, le Service des Sites et Monuments Nationaux transmettra son avis relevant les contraintes particulières à mes services en vue d'en tenir compte dans l'étude des potentialités du site.

L'achèvement de ces études respectivement des études de faisabilité réalisées par le bureau d'architecture sont prévus pour l'été 2011.

Question 1428 (6.5.2011) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **sécurité des produits:**

In seinem Jahresbericht „Gefährliche Produkte 2011" weist die deutsche Bundesanstalt für Arbeitsschutz und Arbeitsmedizin auf Sicherheitsmängel und Gesundheitsgefahren der aus China importierten gefährlichen Produkte hin.

Es sind vor allem Elektrogeräte und Spielzeuge, welche erhebliche Mängel aufweisen. Laut der Bundesanstalt wird jedes zweite importierte Produkt aus China als gefährlich eingestuft. Bei vielen der beanstandeten Haushaltsgeräte u. a. Haartrockner, Heizlüfter und Waschmaschinen, besteht die Gefahr eines Stromschlages. Die Spielzeuge wurden wegen der verschluckbaren Kleinteile vom Markt gezogen. Todesfälle und Verletzungen waren den Angaben zufolge keine Seltenheit.

In diesem Zusammenhang möchte ich den Herren Gesundheits- und Wirtschaftsminister die folgenden Fragen stellen:

- Werden in Luxemburg ebenfalls die importierten Elektrogeräte auf Sicherheitsmängel und Gefahren für die Gesundheit überprüft?

- Welche Instanzen sind für diese Dienstleistung zuständig?

- Wie sieht die Mängelbilanz der importierten Produkte aus?

- Hat es in der Vergangenheit Unfälle beziehungsweise Todesfälle im Zusammenhang mit den importierten Produkten gegeben?

- Werden die erkannten Fehler bei den Produkten an das EU-weite Schnellwarnsystem RAPEX gemeldet?

Réponse (9.6.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La loi modifiée du 20 mai 2008 portant création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services désigne l'ILNAS comme autorité responsable de la surveillance du marché des produits électriques et de télécommunication. L'institut est également responsable du contrôle de la sécurité générale des produits au sens de la loi modifiée du 31 juillet 2006 sur la sécurité générale des produits.

L'ILNAS contrôle régulièrement les importations de produits de provenance de pays tiers en conformité avec le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1976 portant application de la directive basse tension 73/23/CE (codifié par la directive 2006/95/CE) relative au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Une convention entre l'ILNAS et l'Administration des Douanes et Accises du 2 juillet 1998, modifiée par le document du 29 juillet 2009, règle la collaboration entre les deux administrations dans le cadre de la surveillance du marché. En 2010, 512 produits électriques étaient examinés plus en détail par les agents de l'Administration des Douanes et Accises avec le support technique des agents de l'ILNAS. 439 des produits vérifiés n'étaient pas conformes avec la législation européenne d'harmonisation et faisaient l'objet d'un refus d'importation par l'ILNAS.

Jusqu'à ce jour, l'ILNAS n'a pas connaissance d'un accident mortel au Luxembourg en relation avec un produit importé par un opérateur économique situé au Grand-Duché.

En coopération avec les autres États membres, l'ILNAS participe activement aux programmes de surveillance du marché européen. Conformément à la décision de la Commission européenne du 16 décembre 2009 définissant les lignes directrices pour la gestion du système communautaire d'échange rapide d'informations (RAPEX), l'ILNAS informe la Commission européenne ainsi que les autres États membres sur tout produit dangereux trouvé au Luxembourg. En 2010, cinq produits testés au laboratoire d'essais de l'ILNAS ont été ainsi notifiés par le biais du système RAPEX. Pour tous les autres produits non conformes, mais qui ne mettent pas en danger la santé et la sécurité des personnes, la santé et le bien-être des animaux ou de l'environnement, l'échange d'informations avec les autres États membres se fait par le biais de la base de données européenne ICSMS (Information and communication system for market surveillance).

Question 1429 (9.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **stage pédagogique:**

Depuis avril 2011, le stage pédagogique des professeurs de l'enseignement postprimaire a fait l'objet de certains changements, notamment sur le plan du déroulement pratique dans les lycées. Il s'agit de modifications transitoires dans la mesure où le Gouvernement avait annoncé de réformer le stage dans son ensemble durant la législature en cours.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des explications sur les changements qui ont été apportés au stage pédagogique? Comment la tâche des stagiaires est-elle organisée à l'heure qu'il est?

2) Les stagiaires qui ont réussi à l'examen-concours fin 2010 et qui ont commencé à travailler en janvier 2011 ont-ils été accompagnés par des conseillers pédagogiques avant d'entrer dans le stage à proprement parler?

3) Madame la Ministre peut-elle donner des informations sur les différentes catégories de personnels qui interviennent dans la formule actuelle du stage pédagogique tout en précisant quelles sont leurs responsabilités et tâches spécifiques?

4) Madame la Ministre se proposera-t-elle de créer une commission ad hoc appelée à préparer une vraie réforme du stage? Quand cette commission pourrait-elle démarrer ses travaux au plus tard?

Réponse (9.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1)

La formation pédagogique des enseignants du postprimaire, sous sa forme actuelle, a débuté en 1998. Elle comporte une formation en alternance (enseignement dans un ou deux lycées; formation à l'Université du Luxembourg) ainsi qu'un suivi de chaque stagiaire par des tuteurs et par des formateurs de l'Université. Les modifications apportées par le règlement grand-ducal du 3 août 2010 concernant la formation théorique et pratique ainsi que la période probatoire des enseignants de l'enseignement postprimaire touchent principalement à des questions organisationnelles dans le but d'alléger l'organisation, d'éviter une surcharge de travail des stagiaires, tout en continuant à former des praticiens réflexifs.

Ainsi, depuis la rentrée scolaire 2010-2011 le début du stage pédagogique est fixé au 1er avril de chaque année alors que par le passé l'entrée en stage était fixée au 1er janvier. La formation comprend les domaines de formation suivants:

- domaine scientifique relevant des savoirs de la profession enseignante,

- domaine de didactique générale dans une optique de prise en charge personnalisée des apprenants,

- domaine didactique ayant trait aux disciplines enseignées et

- domaine institutionnel ayant trait au cadre législatif et aux attentes sociétales.

La formation est organisée de façon modulaire et comprend cinq périodes de formation d'ordre théorique et d'ordre pratique:

module 1: Savoirs didactiques généraux et disciplinaires

module 2: Savoirs de la profession enseignante

module 3: Mémoire

module 4: Accompagnement du terrain (tutorat).

La première période s'étend d'avril à juillet. Elle comprend une tâche d'enseignement et, le cas échéant, d'activités pédagogiques, fixée au minimum à l'équivalent de sept et au maximum à 18 leçons hebdomadaires ainsi qu'une formation de 20 unités d'enseignement organisée par l'Institut de formation. La formation se compose de quatre unités d'enseignement transversal, qui ont comme but d'introduire au modèle de formation, et de 16 unités d'enseignement au niveau de la didactique disciplinaire. Pendant cette période, le stagiaire profite dans sa pratique sur le terrain d'un accompagnement qui relève de l'autorité de son directeur d'école. Au terme de cette période, le stagiaire précise l'orientation de son projet de formation. Le tutorat débutant dans la deuxième période se fondera sur cette orientation.

Pendant les deuxième, troisième et quatrième périodes, qui s'étendent de septembre à juillet, le stage comprend une tâche d'enseignement

sous la responsabilité d'un ou plusieurs tuteurs. Celle-ci a lieu dans les deux ordres d'enseignement postprimaire pour autant que sa (ses) spécialité(s) y est (sont) enseignée(s) et est fixée au minimum à huit leçons et au maximum à onze leçons hebdomadaires. La promotion des élèves des classes du stagiaire est faite sous la responsabilité des tuteurs. Pendant ces trois périodes, le stagiaire participe à 135 unités d'enseignement transversal et à 119 unités d'enseignement disciplinaire. Il y ajoute de façon obligée une option de son choix.

Les productions et les participations des stagiaires sont évaluées par les formateurs à la fin des cours en tenant plus particulièrement compte des spécificités des expertises disciplinaires dans leur démarche.

Dans une perspective d'évaluation formative, le stagiaire rencontre ses formateurs à des moments déterminés pour avoir un feed-back sur les acquis de formation de son projet personnel. Les documents qui témoignent du parcours du stagiaire sont rassemblés dans un portfolio et certifiés par un jury. Les modalités et les scénarios de régulation et de coévaluation sont mis en œuvre par l'Institut de formation.

Au cours de la deuxième période, le stagiaire choisit le sujet de son mémoire pédagogique. Pendant l'élaboration de ce dernier, il sera conseillé par un formateur de son choix.

La cinquième période du stage pédagogique comprend une tâche d'enseignement dans les deux ordres d'enseignement postprimaire pour autant que sa (ses) spécialité(s) y est (sont) enseignée(s). La tâche d'enseignement est fixée au minimum à 13 et au maximum à 16 leçons hebdomadaires et il n'y a plus de tutorat. Le stagiaire bénéficie d'une décharge de six leçons hebdomadaires en vue de la préparation de la soutenance de son mémoire. Axé sur la profession de l'enseignant et sur le parcours de formation personnel du stagiaire, le mémoire est rédigé au cours des cinq premières périodes du stage pédagogique. La soutenance de ce mémoire clôture le parcours de formation.

Pendant la première et la cinquième période, la promotion des élèves des classes du stagiaire est faite sous la responsabilité du directeur ou de son délégué. L'Institut de formation est associé à l'accompagnement des cours du stagiaire.

La sixième période du stage pédagogique, appelée «période probatoire», connaît trois sessions d'examen dont la première est organisée au cours du deuxième trimestre de l'année scolaire, la deuxième au cours du troisième trimestre et la troisième au cours du premier trimestre de l'année scolaire subséquente. Au cours de cette période, le stagiaire se soumet à un examen de fin de stage qui comprend cinq épreuves:

- deux leçons d'examen effectuées dans deux classes pour lesquelles le stagiaire est chargé d'une tâche d'enseignement;

- l'élaboration et la soutenance d'un dossier pédagogique qui comporte dans les deux classes la préparation d'un cours portant sur six leçons consécutives;

- l'élaboration de deux devoirs en classe qui se rapportent aux cours portant sur les six leçons consécutives ainsi que l'évaluation des prestations des élèves dans ces deux devoirs en classe;

- une épreuve portant sur les connaissances du stagiaire de la législation scolaire en vigueur.

L'examen de fin de stage est évalué par une commission nommée à cet effet et qui comprend un commissaire de Gouvernement, un directeur, un directeur-adjoint ou un attaché à la direction ainsi que trois fonctionnaires dont au moins un est intervenu dans le stage pédagogique durant les cinq premières périodes.

Ad 2) et 3)

Le règlement grand-ducal précité définit dans le cahier des charges soumis à l'Institut de formation, actuellement l'Université du Luxembourg, les profils et les attributions des différents intervenants: le tuteur, le coordinateur de discipline et le formateur à l'institut de formation.

Le tuteur a une fonction d'accompagnement et d'accueil du stagiaire dans son parcours personnalisé et il participe à l'évaluation des périodes de fin de stage. Les tuteurs pour les différentes disciplines sont proposés par les directeurs des établissements secondaires et nommés par l'Institut de formation.

Le coordinateur de discipline existe pour chaque discipline dans laquelle des stagiaires sont formés. Il assure deux fonctions: d'un côté une fonction de conception des séquences de formation aussi bien dans le cadre des modules que dans le cadre du tutorat et de l'autre côté une fonction de mise en cohérence du parcours personnalisé du stagiaire dans le cadre de son tutorat. Le coordinateur de discipline participe à l'évaluation des périodes de stage de l'année. Les coordinateurs de discipline appartiennent à toutes les catégories des personnels d'enseignement affectés à l'enseignement postprimaire. Ils sont désignés par l'Institut de formation sur base d'un appel aux candidatures et avec mon accord.

Le formateur est chargé d'intervenir dans les modules à l'Institut de formation et d'assurer l'insertion progressive du stagiaire dans la pratique pédagogique. Les formateurs sont issus de toutes les catégories de personnel enseignant affectés à l'enseignement secondaire, secondaire technique et universitaire. Ils sont désignés par l'Institut de formation.

Les fonctions de tuteur, de formateur et de coordinateur de discipline sont compatibles entre elles.

Ad 4)

Les modifications dans le recrutement des enseignants engendrées par le processus de Bologne ainsi que d'éventuelles modifications dans la durée du stage des fonctionnaires rendront nécessaire une réforme approfondie du stage pédagogique. Un groupe de travail chargé de dégager des propositions à ce sujet sera mis en place dès que les dispositions législatives au sujet du stage des fonctionnaires seront fixées.

Question 1430 (9.5.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **soins des personnes à handicap majeur:**

Les personnes hospitalisées présentant un handicap majeur, dû à un accident ou à une maladie, nécessitent des soins de nature différente de ceux dispensés aux personnes malades non porteuses d'un handicap. Cela concerne notamment le domaine de l'hygiène (douche, bain, WC…) et le domaine de la mobilité (transfert entre le lit et une chaise roulante, positionnement confortable dans une chaise roulante…).

Ces soins de nature différente présupposent une disponibilité accrue du personnel soignant ainsi que des connaissances spécifiques. Force est de constater qu'il n'est pas rare que des patients à handicap majeur se plaignent d'une prise en charge inadéquate lors de leur séjour dans un établissement hospitalier.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelle est la formation du personnel soignant concernant les personnes à handicap majeur et est-ce que cette formation est suffisante pour prodiguer des soins à ces personnes en cas de maladie?

2. Le temps étant un facteur limitatif à prendre en compte pour la dispense de soins dans les établissements hospitaliers, Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il serait opportun de créer un pool de remplaçants spécialisé pouvant intervenir à la demande lors de l'hospitalisation d'une personne à besoins spécifiques?

3. Est-ce que la création d'une unité spécifique disposant de personnel spécialement formé ne serait pas une solution pour éviter maints problèmes aux personnes concernées?

Réponse (20.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Les hôpitaux luxembourgeois disposent de personnel soignant très qualifié. Pour les cinq hôpitaux aigus principaux, le pourcentage d'infirmiers qualifiés, y compris les infirmiers spécialisés (infirmiers en pédiatrie, infirmiers psychiatriques et infirmiers en anesthésie et réanimation), se situe entre 87% et 91% du total du personnel de soins.

Les unités de soins des hôpitaux sont soumises à un audit continu de la charge en soins des patients. Les minutes de soins observées entrent directement dans le calcul des dotations en personnel. Les soins particuliers liés aux handicaps ont pour conséquence des minutes de soins plus élevées ce qui aboutit à des dotations plus élevées. Ceci est particulièrement visible au niveau des unités de rééducation.

La création d'unités spécifiques pour personnes handicapées dans les hôpitaux aigus se heurte toutefois à la faible fréquence des cas, ainsi qu'à la forte dispersion des maladies à traiter.

La formation de l'infirmier porte sur l'apprentissage de ces soins et techniques qui sont à prester de façon fréquente, vu que les services hospitaliers aussi bien que de rééducation et de soins à domicile ont à prendre en charge des personnes accidentées ou ayant perdu leur autonomie par une maladie neurologique ou encore dans le cadre du grand âge.

À côté des soins auxquels fait allusion Monsieur le Député, je voudrais encore signaler la prévention des escarres, qui fait partie des critères traités depuis des années dans les programmes qualité des établissements hospitaliers, et qui constitue d'ailleurs également un objectif prioritaire pour tout établissement de long séjour dans le secteur des personnes âgées et des personnes handicapées.

Question 1431 (9.5.2011) de **M. André Hoffmann** *(déi Lénk)* concernant l'**opération de portage sur les actions Cargolux:**

Lors de l'heure de questions du 3 mai, au sujet de la participation de Qatar Airways à la société Cargolux, vous avez précisé que la reprise des actions de Cargolux en 2009 par l'État, mais aussi la SNCI et la BCEE, était une opération de portage.

Selon mes informations, le portage implique la conclusion d'une convention entre le porteur d'actions (État, SNCI, BCEE) qui accepte, sur demande d'un donneur d'ordre connu à ce moment, de se rendre actionnaire d'une société (Cargolux), étant convenu qu'après un certain délai ces actions seront transférées à une personne physique ou morale (qui peut être le donneur d'ordre lui-même), pour un prix fixé dès l'origine.

Par une telle action on peut dissimuler pour des raisons diverses, notamment fiscales ou d'État (le Qatar étant un État), le véritable bénéficiaire de l'opération.

Dès lors je vous prie de répondre aux questions suivantes:

1) Qui était le donneur d'ordre de la convention de portage conclue en 2009? Qatar Airways ou l'État du Qatar?

2) Selon le Code du Travail, «le comité mixte d'entreprise est obligatoirement informé et consulté au sujet de toute décision d'ordre économique ou financier pouvant avoir une incidence déterminante sur la structure de l'entreprise ou sur le niveau de l'emploi». La conclusion d'une convention de portage contenant nécessairement déjà en 2009 les conditions de la vente d'une part déterminante des actions de Cargolux (minorité de blocage) à un prix fixé d'avance à une personne déterminée, ne devrait-elle pas tomber sous l'application de cet article du Code du Travail? Pourquoi donc le comité mixte n'a été ni informé ni consulté? La convention de portage n'est-elle pas frappée d'annulation en raison de cette omission, pour cause d'illégalité?

3) Avant la fixation du prix des actions dans la convention de portage, la valeur de l'entreprise et donc des actions a-t-elle fait l'objet d'une évaluation par une institution indépendante? Si oui, une telle évaluation est-elle accessible publiquement?

4) Une telle décision occulte sous les ordres d'un tiers privé ou public est-elle vraiment compatible avec les règles de fonctionnement d'un État de droit et notamment de la comptabilité publique de cet État?

Réponse (14.6.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Afin de pouvoir faire face aux difficultés financières causées par la crise économique et financière qui sévissait depuis fin 2008, Cargolux Airlines International S.A. a dû être recapitalisée. Or, à ce moment une grande partie des actions étaient détenues par le liquidateur de la société suisse SAirlines qui, en raison des termes de son mandat, ne pouvait pas participer à une augmentation de capital. Vendre les parts à un tiers, partenaire industriel ou financier, était plus que difficile vu l'urgence de la situation.

Il a dès lors été décidé que les actionnaires existants, avec le concours de l'État luxembourgeois, allaient racheter les parts de SAirlines et ensuite injecter du capital dans la société pour lui permettre de respecter ses engagements vis-à-vis des banques. Il convient de préciser que l'État a contribué au rachat des actions, mais pas à l'augmentation de capital et que BIP Investment Partners s'est désisté du rachat mais a, pour sa part, contribué à l'injection de capital. La Chambre des Députés a été informée en détail sur cette opération en décembre 2009. La présentation faite à ce moment indiquait aussi que la valorisation de Cargolux au 31 octobre 2009 a été établie par un cabinet de conseil indépendant. Or, il est évident que, pour des raisons de secret commercial, ce document ne peut pas être publiquement accessible.

À ce moment, il avait également été clairement annoncé que la nouvelle composition de l'actionnariat était censée n'être que temporaire, ceci aussi à cause des règles de l'Union européenne en matière de concurrence qui limitent fortement l'intervention publique.

L'honorable Député se trompe cependant s'il pense qu'à ce moment il y aurait eu une quelconque convention ou autre arrangement avec Qatar Airways ou une autre compagnie aérienne, voire un autre investisseur potentiel. L'objectif du portage était clairement de se donner le temps pour restructurer la compagnie luxembourgeoise et de pouvoir discuter à tête reposée avec des partenaires potentiels. J'ai moi-même sondé plusieurs partenaires industriels possibles, car mon opinion a toujours été qu'un actionnaire «industriel» présenterait plus de garanties pour la pérennisation des activités de Cargolux et de l'Aéroport de Luxembourg qu'un investisseur «financier» à la pure recherche de rendement.

Question 1433 (11.5.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **Clinique Saint Joseph à Wiltz:**

Il ressort d'un article de presse que le conseil d'administration du Centre Hospitalier du Nord et le conseil communal de Wiltz viennent d'approuver les mesures de modernisation prévues par le Ministère de la Santé pour la Clinique Saint Joseph à Wiltz.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur la coopération visée avec l'association «Liewen dobaussen» dans le domaine de la gériatrie?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles sont les raisons qui entravent la mise en place d'une maison médicale à Wiltz? Est-ce qu'une collaboration entre la Clinique Saint Joseph et une future maison médicale est prévue afin de générer ainsi des effets de synergie?

Réponse (22.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le système des maisons médicales constitue un élément important dans le service de remplacement dans le domaine de la médecine générale, mais il ne constitue en aucun cas un service médical d'urgence. Le système mis en place depuis le 1er décembre 2008 prévoit une maison médicale pour chaque région sanitaire et elle est localisée utilement dans les parages d'un hôpital de garde. Le fonctionnement d'une maison médicale près d'un hôpital de garde permet de décharger les policliniques de ces hôpitaux tout en facilitant au patient le passage de la maison médicale vers les services spécialisés de l'hôpital en cas de pathologie nécessitant des analyses, des examens ou une prise en charge plus poussés.

La multiplication de maisons médicales certes concevable en théorie risquerait cependant de mettre en péril le système même des maisons médicales alors que la dotation de ces maisons médicales en médecins généralistes disponibles s'avère très difficile sinon impossible. En plus ces maisons médicales perdraient l'avantage de pouvoir transférer certains patients vers des structures plus lourdes adaptées à savoir les hôpitaux de garde.

Les services du Ministère de la Santé essaient toutefois de trouver ensemble avec les communes intéressées des solutions intermédiaires. Ainsi on peut imaginer que les médecins généralistes de Wiltz et des alentours se relaient pour assurer une présence temporaire en dehors des heures normales d'ouverture des cabinets de consultation.

Un premier crédit budgétaire pour promouvoir de tels projets-pilotes est d'ailleurs prévu au budget de l'État pour 2011.

Question 1434 (26.5.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **projet de maison de soins à Crauthem:**

Dans le cadre d'une convention conclue avec une société anonyme, la commune de Roeser a concédé gratuitement les frais de construction sur un terrain situé à Crauthem à cette société. La société susmentionnée s'est engagée en contrepartie d'y construire une maison de

soins. Or, selon mes informations, le projet actuellement prévu ne remplirait pas toutes les conditions définies pour un tel établissement et d'autre part des autorisations telles que commodo-incommodo feraient toujours défaut.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me dire quelles sont les conditions qu'une maison de soins doit remplir? Est-ce que le projet à Crauthem est complètement conforme à ces conditions? Dans la négative, quelles sont les conditions non remplies?

- Est-ce que l'entreprise concernée dispose à l'heure actuelle d'un agrément en tant que maison de soins?

Réponse (20.6.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées définissent les conditions auxquelles les structures pour personnes âgées y compris les maisons de soins doivent répondre pour pouvoir bénéficier d'un agrément.

Par ailleurs le règlement grand-ducal modifié du 23 novembre 2001 portant exécution des articles 1 et 2 de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public qualifie les immeubles destinés à l'exercice des activités soumises à un agrément au sens de la loi du 8 septembre 1998 mentionnée ci-avant, comme «lieu accessible au public».

La demande d'agrément émane du gestionnaire qui y précise l'activité qu'il entend exercer.

Aucun dossier en obtention d'un agrément pour l'activité «maison de soins» n'est actuellement en cours pour un site sur la commune de Roeser ni aucun gestionnaire ne dispose actuellement d'un agrément pour cette activité.

Question 1435 (12.5.2011) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**installation de panneaux photovoltaïques sur les plans d'eau:**

Le plan d'action national concernant l'utilisation des énergies renouvelables, présenté en 2010, prévoit de porter jusqu'en 2020 la part de ces énergies à 11% de la consommation finale d'énergie électrique (4% de l'électricité verte devra être produite sur le territoire luxembourgeois).

Or, force est de constater que l'implantation de centrales de production d'énergies vertes peine à décoller au Luxembourg alors que d'autres pays de l'Union européenne comme par exemple le Danemark ont déjà massivement investi dans les énergies renouvelables. S'y ajoute que depuis la catastrophe nucléaire à Fukushima en mars 2011, l'énergie nucléaire n'a plus d'avenir et que les centrales nucléaires situées autour de notre pays vont fermer leurs portes tôt ou tard.

Afin de développer davantage les énergies vertes au Luxembourg, on pourrait bien s'imaginer l'installation de panneaux photovoltaïques sur les étangs et les réservoirs hydroélectriques. Les plans d'eau présentent en effet un certain potentiel pour générer ce type d'électricité renouvelable. Les premières installations de ce genre sont pour l'instant en train d'être aménagées aux États-Unis, en Israël ou encore en Inde.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de déterminer au Luxembourg les plans d'eau sur lesquels on pourrait faire installer des panneaux photovoltaïques? Une partie du lac d'Esch-sur-Sûre ou bien les bassins inférieur et supérieur de la centrale hydroélectrique de Vianden pourraient s'y prêter.

- Dans l'affirmative, le Luxembourg ne devrait-il pas développer de tels projets type CDM (clean development mechanism) en collaboration avec un de nos pays cibles?

Réponse (20.6.2011) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (ci-après la «Directive») prévoit pour le Grand-Duché de Luxembourg un objectif de 11% d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans sa consommation d'énergie finale en 2020, objectif qui a été précisé dans le plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (ci-après le «Plan d'action national»). Le Plan d'action national prévoit une augmentation considérable de la production nationale en matière d'énergies renouvelables. Pour l'énergie solaire photovoltaïque, il prévoit une puissance totale installée de 113 MW (4,7 fois la puissance installée en 2005) et une production d'énergie annuelle de 84 GWh (4,7 fois la production de 2005) en 2020.

En ce qui concerne la première question relative aux plans d'eau sur lesquels on pourrait installer des panneaux photovoltaïques, il est à noter que les projections dans le Plan d'action national ont été établies sur base des analyses menées dans le cadre de l'étude sur les potentiels des énergies renouvelables (ci-après «l'étude LUXRES») datant de 2005 et des discussions menées avec les acteurs du secteur. L'objectif en matière d'énergie solaire photovoltaïque qui a été retenu dans le Plan d'action national a été établi en considérant le potentiel théorique, le potentiel technique et finalement le potentiel réalisable qui sont fonction de la disponibilité du rayonnement solaire sur le territoire disponible (territoire total moins les territoires utilisés pour d'autres vecteurs énergétiques) du Grand-Duché de Luxembourg, de la disponibilité réelle de surfaces pour l'installation de panneaux photovoltaïques et des hypothèses de marché.

L'installation de panneaux photovoltaïques sur les plans d'eau n'a pas été considérée lors de l'élaboration de l'étude LUXRES. À titre d'information, les cours et plans d'eau représentent environ 0,6% de la surface du territoire luxembourgeois, soit une surface de 15,5 km^2. Considérant que les cours d'eau sont dans leur grande majorité soumis à des contraintes au niveau de leur situation géographique respectivement de la navigation fluviale, seulement les plans d'eau se prêtent théoriquement à l'accueil des panneaux photovoltaïques. Il pourrait s'agir en l'occurrence notamment des bassins inférieur et supérieur de la centrale hydroélectrique de Vianden ainsi que du lac de la Haute-Sûre, lesquels représentent environ un tiers de la surface totale des cours et plans d'eau.

Hormis les considérations évidentes de protection de l'environnement et des eaux naturelles qui se posent pour toute affectation d'un plan d'eau, le lac de la Haute-Sûre sert aujourd'hui de réserve nationale en eau potable, à la gestion et la prévention de crues, à la production d'énergie hydroélectrique ainsi qu'à de nombreuses activités touristiques et de loisir.

Ces affectations sont incompatibles avec une exploitation d'énergie solaire photovoltaïque à grande échelle par l'installation de panneaux photovoltaïques. Quant au bassin inférieur de la centrale de Vianden, l'exposition solaire est particulièrement défavorable en raison de sa situation géographique dans la profonde vallée de l'Our. Reste le bassin supérieur qui du fait de son exposition sur les collines du Mont Saint-Nicolas paraît mieux adapté. Néanmoins, selon les informations de l'exploitant, la Société Électrique de l'Our S.A., il s'agit d'un bassin technique caractérisé par de très fortes variations du niveau d'eau pouvant atteindre jusqu'à 16 mètres dans un laps de temps très court. L'utilisation de ce bassin à des fins autres que la production d'électricité de pointe est donc à exclure. En conséquence les plans d'eau sont peu appropriés à l'exploitation de l'énergie solaire à grande échelle au Luxembourg.

En ce qui concerne la question soulevée par rapport au «clean development mechanism», il est à noter que la Directive dénomme des mécanismes similaires, mécanismes de coopération, tels que les transferts statistiques entre États membres et les projets communs entre États membres ou entre États membres et pays tiers. Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°0828 du 6 août 2010 portant sur le Plan d'action national *(cf. compte rendu n°1/2010-2011)*, ils se distinguent de façon considérable des mécanismes flexibles prévus au protocole de Kyoto en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Tandis que les mécanismes flexibles prévus par le processus de Kyoto permettent la réalisation de projets communs entre le Luxembourg et des partenaires privilégiés en matière de coopération, tels que le Sénégal ou le Cap-Vert, les mécanismes de coopération sont de façon générale limités aux pays européens, à l'exception du domaine de l'électricité renouvelable. En effet, la comptabilisation pour les objectifs en matière des énergies renouvelables est uniquement possible si un pays tiers dispose entre autres d'une interconnexion physique avec le réseau d'électricité interconnecté européen et si une quantité équivalente à la quantité d'électricité concernée a été physiquement importée dans l'Union européenne.

Question 1436 (12.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **participation de ressortissants luxembourgeois à des examens de langues anciennes en Sarre ou en Rhénanie-Palatinat:**

Un certain nombre d'habitants du Luxembourg, qui ne détiennent pas de diplôme luxembourgeois attestant des connaissances en latin, en grec ancien ou en hébreu, pourraient être intéressés à obtenir un tel diplôme en Allemagne. Des connaissances certifiées en langues anciennes peuvent en effet être requises pour être admis à des études universitaires. Par ailleurs, quelques concitoyens pourraient simplement être intéressés à parfaire leur culture générale et à obtenir, si possible, un diplôme récompensant leur effort.

Comme le système éducatif luxembourgeois n'offre actuellement aucune possibilité d'obtenir un diplôme en latin, en grec ancien ou en hébreu en dehors de l'enseignement secondaire classique ou de l'enseignement supérieur, il convient de réfléchir à la possibilité de faire bénéficier nos concitoyens intéressés des arrangements existants dans les Länder allemands avoisinants. En outre, une telle évolution pourrait contribuer opportunément au renforcement de la coopération avec la Sarre et la Rhénanie-Palatinat dans le cadre de la Grande Région.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et à Messieurs les Ministres:

1) Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils s'engager à conclure des accords avec la Sarre et la Rhénanie-Palatinat visant à permettre aux habitants du Grand-Duché de Luxembourg non immatriculés à une université allemande de participer aux examens du Latinum, du Graecum et du Hebraicum organisés par ces Länder et, en cas de réussite, de pouvoir obtenir le diplôme correspondant?

2) Si de tels accords ne peuvent-être conclus, les examens du Latinum, du Graecum et du Hebraicum ne pourraient-ils pas être organisés par l'Institut national des langues qui pourrait en cas de réussite décerner le diplôme correspondant?

3) Madame et Messieurs les Ministres sont-ils disposés à reconnaître les diplômes allemands du Latinum, du Graecum et du Hebraicum et, dans le cas du Latinum et du Graecum, à accorder aux titulaires d'un tel diplôme une équivalence avec un diplôme luxembourgeois, par exemple avec un diplôme de fin d'études secondaires, section classique, en latin ou en grec ancien?

Réponse commune (30.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Ad 1)

Un candidat qui n'est pas inscrit à une université de la Sarre ou de Rhénanie-Palatinat n'a pas l'autorisation de s'inscrire aux examens du Latinum, du Graecum ou de l'Hebraicum qui dépendent du Ministère de l'Éducation des Länder en question. Les connaissances en langues anciennes, latin, grec ou hébreu, font partie intégrante et obligatoire d'un certain nombre de cursus universitaires. Ne sont admis que les étudiants qui se préparent à un diplôme académique au sein de l'université.

La Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle s'engage à demander une dérogation auprès des autorités responsables de la Sarre et de Rhénanie-Palatinat, afin que des apprenants ayant leur domicile au Luxembourg aient le droit de s'inscrire à ces examens.

Ad 2)

La loi du 22 mai 2009 portant création a) d'un Institut national des langues, b) de la fonction de professeur de luxembourgeois, stipule à l'article 2 que «L'Institut national des langues a pour missions: a) de dispenser des cours de langues vivantes à des adultes avec comme objectifs de promouvoir le plurilinguisme, de faciliter l'intégration et la cohésion sociales et de contribuer à l'employabilité des personnes; … d) d'offrir des cours d'alphabétisation et de littératie.»

Les langues anciennes ne sont donc pas mentionnées dans ce texte de loi et par conséquent l'Institut national des langues n'est habilité ni à offrir ces cours ni à établir les certifications.

Cependant, des habitants du Grand-Duché qui voudraient parfaire leur culture générale peuvent s'inscrire aux cours de grec ancien ou de latin organisés par le Service de la Formation des Adultes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle dans le cadre de ses cours de formation générale et de promotion sociale. Ces cours se déroulent à l'Athénée de Luxembourg et sont échelonnés sur plusieurs niveaux. Les apprenants inscrits obtiennent un certificat de participation s'ils ont été présents à au moins 70% des séances.

Ad 3)

Il n'existe à l'heure actuelle aucune base légale ou réglementaire qui permettrait au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'établir une reconnaissance des certifications du Latinum, du Graecum ou de l'Hebraicum. Quant à accorder aux titulaires d'un tel diplôme une équivalence avec un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, section classique, cela n'est pas possible, étant donné que nous ne pouvons altérer a posteriori la valeur d'un diplôme. Cependant, rien ne s'oppose à ce que le titulaire d'une telle certification, dans une optique d'apprentissage tout au long de la vie, présente ce diplôme dans un portfolio attestant les compétences et les qualifications supplémentaires qu'il a acquises à côté de son diplôme de fin d'études secondaires ou secondaires techniques.

Question 1437 (13.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**Agence Immobilière Sociale (AIS):**

Créée en l'an 2010, l'Agence Immobilière Sociale (AIS) assure le rôle d'un intermédiaire entre un bailleur privé et un locataire. Considérée comme un instrument de lutte contre l'exclusion sociale par le logement, l'AIS garantit le paiement du loyer au propriétaire et veille également au maintien en bon état de l'immeuble loué. Les propriétaires, qui jouissent ainsi d'avantages manifestes, octroient en contrepartie des loyers sensiblement inférieurs aux loyers fixés sur le marché libre. Étant donné que l'AIS continuera à jouer un rôle important dans les années à venir, le Ministère du Logement a décidé, dans le cadre du paquet logement, d'accorder un statut juridique spécifique à cette nouvelle agence.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Quel statut juridique particulier Monsieur le Ministre se propose-t-il d'octroyer à cette nouvelle agence? Quelles sont les options possibles?

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre de logements qui ont été loués à des personnes nécessiteuses par le truchement de l'AIS? Est-il possible de présenter des statistiques révélant également le type de logement mis en location?

- Combien de personnes travaillent actuellement chez l'AIS et quelle est leur mission respective? Est-il prévu d'augmenter le personnel de l'agence au fil des mois prochains?

- Dans quelle mesure la collaboration avec les offices sociaux peut-elle être réorganisée afin d'accroître l'efficacité du travail presté par l'AIS et d'accélérer la recherche d'un logement au profit de personnes à revenu très modeste?

Réponse commune (16.6.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'Agence Immobilière Sociale (AIS), créée en 2009 comme nouvel instrument de lutte contre l'exclusion sociale par le logement, a été initialement conçue comme un projet-pilote, cofinancé par le Ministre du Logement et la Ministre de la Famille et de la Solidarité. Cette dernière prend en charge les frais de personnel et les frais administratifs alors qu'au Ministre du Logement incombent des frais divers relatifs aux logements locatifs proprement dits.

Il convient de rappeler que la mission principale de l'AIS est celle de rechercher et de mettre à la disposition des personnes souffrant d'une exclusion sociale des logements adéquats et adaptés à la composition du ménage, de promouvoir leur inclusion - voire réintégration - sociale et de contribuer ainsi à la cohésion sociale. Depuis sa mise en place, l'AIS joue un rôle très dynamique et efficace dans le secteur du logement locatif au Luxembourg, de sorte que le nombre des candidats-locataires et surtout celui des propriétaires-bailleurs prêts à offrir leur(s) logement(s) locatif(s) en bail ne cesse de progresser.

Lors d'une conférence de presse du 8 avril 2011, le Ministre du Logement a présenté un paquet de mesures visant à lutter contre la pénurie de logements qui résulte notamment d'une croissance démographique accélérée. L'une de ces mesures a été de créer une base légale pour l'AIS - ceci afin de valoriser et d'instituer de manière permanente cette nouvelle initiative en matière de lutte contre l'exclusion par le logement. Quant au cadre juridique proprement dit qu'aura l'AIS, il est prévu de le préciser dans le cadre d'un ensemble de nouvelles mesures avec comme objectif de réformer - voire d'abroger - prochainement la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Concernant l'évolution de l'AIS, celle-ci a démarré son activité avec trois logements propres (patrimoine de la Fondation pour l'Accès au Logement) et trois logements pris en bail le 1er octobre 2009. Jusqu'en mai 2011, elle a su développer un parc immobilier de 68 logements et compte gérer une centaine de logements locatifs jusqu'à la fin de l'année 2011. Le parc immobilier de l'AIS se compose actuellement de dix maisons unifamiliales, 51 appartements et 17 studios. À relever que dix logements sont entre-temps déjà occupés par la deuxième génération d'habitants, car leurs prédécesseurs ont réussi à trouver un logement sur le marché immobilier. Au total, 214 personnes, dont 120 enfants, ont été logées dans des conditions décentes par le biais de l'AIS jusque mai 2011.

Actuellement, le cadre administratif de l'AIS comprend un assistant social et deux ouvriers. Leur mission principale est de rechercher des logements adéquats et adaptés, de faire un suivi social trimestriel ayant pour objet de vérifier si le bénéficiaire d'un logement remplit toujours les conditions d'octroi et de veiller à l'état des lieux.

Le programme gouvernemental souligne que pour répondre à la pénurie de logements à prix abordable, le Gouvernement poursuivra la mise en place d'une agence immobilière sociale, cet instrument devant compléter les mesures existantes.

L'AIS a été créée avec un objectif de gestion de 500 logements. Un développement durable de ses activités pourra se faire dans le cadre d'un partenariat avec les offices sociaux à un niveau local ou régional. Ces derniers ont besoin de pouvoir recourir à un parc immobilier pour loger des personnes dont elles assurent l'encadrement social. Cette complémentarité évitera les doubles emplois.

Question 1438 (13.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**avant-projet de «requalification urbaine» et projet d'assainissement des friches industrielles à Wiltz:**

Dans leur réponse commune à ma question parlementaire n°0479 du 25 février 2010 sur l'avenir des friches industrielles de Wiltz *(cf. compte rendu n°11/2009-2010)*, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi que Monsieur le Ministre du Logement m'avaient informé qu'un groupe de travail, qui avait été mis en place en l'an 2009, serait appelé à réaliser un projet d'assainissement du site en question. Ce projet servirait de base à l'élaboration d'un avant-projet de «requalification urbaine» (Masterplan).

Dans ce contexte, il avait été annoncé d'aboutir à un avant-projet vers la fin de l'année 2010. Cet avant-projet, ainsi que l'étude financière y relative, permettraient à la ville de Wiltz de procéder à l'acquisition du site «Tarkett». Il serait ainsi possible d'entamer les étapes suivantes qui déboucheraient finalement sur la concrétisation du projet global.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des précisions sur l'avant-projet de «requalification urbaine» ainsi que sur le projet d'assainissement concernant les friches industrielles de Wiltz?

- Qu'en est-il de l'étude relative à la structure de développement à créer, en particulier afin de revitaliser le site et qui devrait être élaborée en collaboration avec la Banque européenne d'investissement et les ministères concernés?

- Messieurs les Ministres ont-ils pu finaliser les travaux relatifs à l'estimation du coût total des travaux d'assainissement et de viabilisation?

Réponse commune (22.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Marco Schank,** *Ministre du Logement:*

L'avant-projet de «requalification urbaine» est en voie d'être finalisé conformément aux objectifs du plan d'aménagement général de la ville de Wiltz. Sur base de ce projet, en particulier sur base de l'esquisse urbaine et des données structurelles, un projet d'assainissement ainsi qu'un projet de réaménagement des berges de la Wiltz ont été réalisés.

Quant à la présentation du projet, il y a lieu de souligner qu'il incombe aux seules autorités communales de le faire et ceci dans le cadre de la procédure prévue par la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Toutefois, les précisions suivantes peuvent déjà être données:

Vu son envergure, le projet peut être considéré comme un nouveau quartier de ville destiné à l'habitat, aux activités compatibles avec l'habitat, aux infrastructures techniques et socio-économiques requises et aux loisirs. Les desiderata du développement urbain durable ont été intégrés dans le projet. Le réaménagement des berges de la Wiltz créera au centre du nouveau quartier un espace naturel réservé à la détente et aux loisirs. Les densités du bâti ont été définies, d'une part, en fonction de la proximité de la gare et, d'autre part, en fonction de l'intégration du nouveau projet dans le tissu urbain existant tout en visant une utilisation rationnelle du sol.

Un projet d'assainissement et de réaménagement des berges de la Wiltz, berges qui sont par ailleurs également partiellement polluées, a été élaboré, de sorte qu'après l'assainissement une utilisation des fonds sera sans aucun risque possible.

Une estimation financière précise de l'ensemble des travaux d'assainissement et de réaménagement des berges a été élaborée. Cependant, un calcul des travaux de viabilisation n'a pas été réalisé alors qu'il appartient au développeur du projet de réaliser un projet économiquement fiable sur un terrain dépollué.

Les travaux d'assainissement détermineront l'envergure de la participation financière étatique par le biais de son Fonds pour la protection de l'environnement et de son Fonds pour la gestion de l'eau, question qui est étudiée à l'heure actuelle. Cette prise en charge complémentaire de la participation financière des propriétaires actuels du foncier, ceci en fonction des pollutions qui peuvent leur être imputées, est indispensable pour permettre à un développeur de réaliser un projet économiquement fiable.

Comme déjà expliqué dans la réponse à la question parlementaire n°0479 du 1er mars 2010 de l'honorable Député André Bauler, le développement du site pourra être confié au Fonds pour le développement du logement et de l'habitat étant donné que les capacités techniques de la ville de Wiltz ne permettent pas une entreprise de cette envergure.

En ce qui concerne l'étude de faisabilité de la BEI pour la mise en place d'un fonds de développement urbain «JESSICA» (Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas) prioritairement pour la Nordstad et pour les autres sites d'envergure à développer, les conclusions qui suivent ont été retenues dans le groupe d'accompagnement par les représentants des ministères concernés, à savoir les Ministères de l'Économie et du Commerce extérieur, des Finances, du Logement et celui du Développement durable et des Infrastructures.

La mise en place d'un Fonds de développement urbain complémentairement à la création d'une nouvelle Société nationale du développement urbain n'a pas été retenue.

En effet, il s'avère plus judicieux de charger une institution existante, notamment le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat de la mission en question.

Question 1439 (16.5.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant l'**héliport prévu près du Centre d'intervention à Wiltz:**

Les plans pour la modernisation de la Clinique Saint Joseph à Wiltz viennent d'être approuvés par les autorités compétentes. La construction d'un héliport est un des éléments-clés de ces plans. Or, selon les planifications actuellement prévues, l'héliport serait construit auprès du Centre d'intervention à Wiltz et non pas auprès de l'hôpital lui-même.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons la construction de l'héliport est prévue dans les alentours du Centre d'intervention?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'installation d'un héliport près de l'hôpital aurait été plus appropriée pour le transport des patients?

Réponse (5.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans sa question, l'honorable Député fait référence aux plans de modernisation relatifs au site de Wiltz du Centre Hospitalier du Nord (CHdN). Il est vrai que ces plans ne prévoient pas la construction d'un héliport sur le toit de la clinique. Le choix pour mettre en place une aire d'atterrissage pour l'hélicoptère à proximité du Centre d'intervention fut pris selon mes informations à l'unanimité aussi bien par le conseil d'administration du CHdN que par le conseil communal de Wiltz dans le cadre de l'approbation du nouveau concept médical à mettre en place sur le site de Wiltz.

L'honorable Député s'enquiert également de l'opportunité de ce choix dans la mesure où l'installation d'un héliport sur le toit de la clinique aurait été plus appropriée pour le transport des patients. Étant donné que le susdit concept médical pour le site de Wiltz, élaboré par le CHdN, n'y prévoit plus d'activités en matière de service d'urgence et de soins intensifs, la Commission permanente pour le secteur hospitalier a avisé favorablement l'option proposée par le CHdN pour l'aménagement d'une aire d'atterrissage pour hélicoptère.

Ainsi, une localisation sur le toit même de la clinique n'est pas nécessaire étant donné qu'un patient pris en charge dans la région hospitalière Nord par l'hélicoptère sur le lieu d'un accident ou d'une urgence à domicile sera à transporter à l'hôpital qui assure le service d'urgence régional, en l'espèce le Centre Hospitalier du Nord sur son site Ettelbruck.

Les rares transferts par hélicoptère de patients hospitalisés au site de Wiltz vers un autre établissement seront réalisés sans perte de qualité à partir de l'aire d'atterrissage située à proximité du Centre d'intervention.

Question 1440 (16.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**état de la route entre Reisdorf et Bettel via Hoesdorf:**

Des automobilistes ont attiré mon attention sur l'état désolant, voire critique, de la route entre Reisdorf et Bettel via Hoesdorf (sur un tronçon de 3,7 km). En certains endroits, la largeur de cette voie routière ne dépasse pas les 3,5 mètres ce qui gêne sensiblement la circulation, tout en évoquant de graves problèmes de sécurité, notamment pour les randonneurs, les cyclistes et les motards.

Voilà pourquoi je me vois obligé de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur un éventuel projet de redressement de ce tronçon tout en indiquant quand il entend remédier à une situation qui va visiblement à l'encontre des standards en matière de sécurité routière?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui pourraient empêcher Monsieur le Ministre de procéder à prendre les mesures nécessaires?

Réponse (17.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet du redressement de la route N10 entre Reisdorf et Bettel.

En effet, un avant-projet de redressement de la route N10 entre Reisdorf et Hoesdorf (P.K. 76.750 - 79.000) fut élaboré par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Comme le tronçon de route à redresser se trouve entre-temps en zone classée Natura 2000, il a été jugé opportun d'étendre le projet en question jusqu'à Bettel et de le scinder en deux lots, dont un premier s'étend de Hoesdorf à Bettel et un deuxième de Reisdorf à Hoesdorf.

Pour le tronçon de Hoesdorf à Bettel (lot 1), un nouvel avant-projet a été présenté en novembre 2010 et la demande d'autorisation environnementale a été introduite.

Quant au tronçon de Reisdorf à Hoesdorf (lot 2), l'avant-projet a dû être repris sur le métier et est en train d'être adapté en vue d'une meilleure intégration dans le milieu naturel en minimisant l'impact sur le paysage moyennant abaissement du profil en long.

Question 1441 (16.5.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **qualité des services de soins:**

In vielen Krankenhäusern des Landes werden in Räumlichkeiten, zu welchen Patienten und Besucher Zugang haben, eingerahmte Zertifikate, Diplome, Preise und „Awards" von in- und ausländischen Qualitätswettbewerben zur Schau gestellt.

Viele der Auszeichnungen stammen aus nationalen Wettbewerben. Diese Auszeichnungen erwecken Bewunderung und Anerkennung, lassen dennoch in einer kritischen Analyse die Frage aufkommen, wie diese Auszeichnungen zu bewerten sind. Nicht alle Wettbewerbe sind gleich fordernd, vor allem wenn sich nur nationale Spitäler und Kliniken unter sich „messen".

Dazu möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister richten:

1) Gibt es in Luxemburg eine öffentliche und offizielle Bewertung der Qualität der Dienstleistungen, die im Gesundheitswesen erbracht werden?

2) Wie kann der Patient und Kunde von Gesundheitsleistungen sich heute ein objektives Bild der Qualität in unseren Strukturen machen?

3) Wie sorgt das Gesundheitsministerium dafür, dass es hier nicht zu verzerrten Darstellungen kommen kann?

4) Welche objektive Aufklärungsarbeit gedenkt der Minister in Zukunft in Sachen Qualität der Dienstleistungen, die im Gesundheitswesen angeboten werden, zu tätigen?

5) Denkt der Minister nicht auch, dass die Zeit reif ist, damit eine umfassende Qualitätsanalyse der wesentlichen Dienstleistungen, die in unserem Gesundheitswesen angeboten werden, neutral, objektiv und unbefangen durchgeführt wird?

6) Wo stehen die Luxemburger Krankenhäuser und ähnlichen Strukturen in europäischen Vergleichsstudien, beispielsweise in der Rangliste des „EFQM Excellence Award" Wettbewerbs?

Réponse (20.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Des programmes d'évaluation de la qualité des prestations de santé existent depuis un certain nombre d'années au Luxembourg. Ces programmes ont été conçus dans le but premier de permettre aux prestataires de soins de santé d'être informés du niveau de qualité de leurs prestations.

Conformément à la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers, l'évaluation de la qualité des prestations hospitalières repose avant tout sur une démarche interne d'évaluation et d'amélioration continue. Ainsi, la loi stipule que «Dans chaque hôpital, groupement d'hôpitaux et établissement hospitalier spécialisé, l'organisme gestionnaire met en place des structures et des mécanismes de gestion des risques, d'évaluation et de promotion de la qualité des prestations, ainsi que de prévention, de signalement et de lutte contre les évènements indésirables, y inclus la prévention et le contrôle de l'infection nosocomiale.» Les résultats de leurs évaluations ne sont pas publics et ne donnent pas lieu à la remise de certificats ou d'«awards».

Le programme «Incitants Qualité» (IQ) institué par la convention-cadre conclue entre l'Entente des Hôpitaux Luxembourgeois et la Caisse Nationale de Santé prévoit dans ses articles 43 et 44 le versement d'une prime annuelle à chaque hôpital remplissant des critères de qualité et de performance. Ce programme fait actuellement appel à une démarche de gestion par la qualité suivant le cadre méthodologique pour l'évaluation de l'amélioration de la qualité de la Fondation européenne pour le management par la qualité (EFQM).

De même, le Groupe national de prévention de l'infection nosocomiale prend connaissance de toute information utile à l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention et de contrôle de ces infections au sein de nos établissements.

Comme suite à l'entrée en vigueur du plan hospitalier de 2009, la coordination de ces efforts est assurée par le Comité national de coordination de l'assurance qualité des prestations hospitalières. Ce comité émet des recommandations dont il peut évaluer l'impact, mais il ne délivre pas de certificat aux établissements.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'EFQM, les hôpitaux produisent annuellement des indicateurs nationaux. Des experts indépendants effectuent tous les deux ans une visite sur site dans les établissements hospitaliers et procèdent à un «scoring» externe selon l'EFQM.

Une première évaluation externe a ainsi porté sur 2006. La deuxième évaluation externe a porté sur l'année 2008. La médiane des scores a évolué de 250 points en 2006 à 281 points en 2008. La troisième évaluation sera réalisée cette année-ci et concernera l'activité de 2010.

Cette démarche EFQM permet d'évaluer la qualité du fonctionnement, des processus et des résultats de tous les établissements hospitaliers luxembourgeois. Les résultats en sont communiqués aux hôpitaux qui peuvent ainsi se comparer à la moyenne nationale.

Le modèle EFQM évalue en premier lieu le management hospitalier. L'activité médicale proprement dite reste difficile à évaluer à l'heure actuelle. Une comparaison avec des hôpitaux étrangers ayant participé à une évaluation EFQM reste aussi problématique du fait que l'activité médicale est insuffisamment représentée dans le «scoring» luxembourgeois.

Dans le cadre de l'évaluation EFQM, au niveau international, seul un établissement hospitalier turc a été crédité en 2010 d'une reconnaissance par l'EFQM. Aucun établissement luxembourgeois, belge, allemand ou français n'a obtenu de prix dans le cadre de cette évaluation. Par contre, un cabinet d'orthodontie luxembourgeois a été finaliste pour le prix d'excellence EFQM.

Au-delà du système EFQM, le Luxembourg participe aussi au recueil des indicateurs de qualité et de performance de son système de santé dans le cadre de divers programmes internationaux, comme l'OMS, l'UE ou l'OCDE. Les résultats de ces évaluations sont publiés par ces organisations et permettent de situer le Luxembourg par rapport à d'autres pays. Relevons à titre d'exemple la publication «Panorama de la santé», publiée tous les deux ans par l'OCDE.

D'autres systèmes d'évaluation de la qualité des prestations coexistent, tant au niveau local dans chaque établissement qu'au niveau international. Chaque établissement ou prestataire a ainsi l'opportunité de participer, de manière volontaire, à un programme d'évaluation de la qualité de ses prestations ou de certification, pour tout ou partie de ses prestations, par un organisme agréé de son choix.

Les autorités publiques ne peuvent cependant garantir la qualité des évaluations et certificats délivrés par d'autres organismes à des établissements hospitaliers, à des services hospitaliers ou à certains prestataires de soins de santé. Les organismes qui délivrent ces certifications ou «awards» ont l'entière responsabilité de leur évaluation. Ils sont les seuls à pouvoir en garantir la validité.

La loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système des soins de santé vise l'adoption d'une documentation plus précise et pertinente des prestations médicales et hospitalières. Ceci permettra à terme une transparence accrue de la performance de notre système de santé, ainsi qu'une meilleure comparabilité avec les systèmes de santé de nos voisins. Les informations ainsi recueillies serviront avant tout à l'autoévaluation des prestataires, mais également à une mesure plus précise de la performance et au pilotage de notre système de santé.

Le patient n'a actuellement pas accès aux informations collectées dans le cadre du programme d'évaluation de la qualité EFQM des hôpitaux luxembourgeois, car l'interprétation des résultats de ces indicateurs fait appel à des connaissances médicales et techniques, ainsi qu'à une compréhension du fonctionnement hospitalier qu'il est difficile de rendre accessible à la population générale. Aussi, à l'heure actuelle, la publication des indicateurs serait difficile au vu de problèmes de standardisation à résoudre et le «scoring» ne tient qu'insuffisamment compte de l'activité médicale.

L'absence de communication des résultats des évaluations luxembourgeoises au public vise ainsi précisément d'éviter les interprétations erronées sur base d'informations incomplètes.

Si l'activité médicale proprement dite restera par essence difficile à évaluer, la mise en place progressive d'un système d'évaluation par des pairs («peer review»), tel que prévu par le plan hospitalier de 2009, constitue une réponse à ce défi. Des progrès devraient aussi se montrer avec l'introduction prochaine du médecin-coordinateur dans les hôpitaux. Celui-ci sera en effet responsable de la mise en place d'une évaluation des activités médicales dans son domaine.

La mise en place progressive des mesures adoptées dans le cadre de la réforme du système des soins de santé permettra à terme de fournir à la population des indicateurs objectifs concernant les prestations de soins de santés délivrées dans notre pays, et de les comparer aux prestations fournies dans d'autres pays européens.

La création de plus de transparence sur la qualité des prestations est ainsi une forte priorité du Gouvernement. Cependant, une publication de résultats n'est souhaitable que si les chiffres publiés sont raisonnablement objectifs, validés et comparables.

Outre la volonté de répondre à une attente légitime des usagers du système de santé national, une meilleure transparence dans la documentation de la qualité des prestations de santé est aussi indispensable pour répondre au défi posé par la mise en application de la directive 2001/24/UE relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

Question 1442 (16.5.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **conventions frontalières franco-belges concernant les résidents de l'espace Sud Luxembourg Belge et du Bassin de Longwy:**

La Caisse Nationale de Santé a signé l'accord de reconnaissance de l'application des conventions frontalières franco-belges concernant les résidents de l'espace Sud Luxembourg Belge et du Bassin de Longwy. À travers cet accord, la CNS s'engage à prendre en charge les soins de santé des travailleurs frontaliers luxembourgeois résidant dans les zones concernées ainsi que les frais des services médicaux d'urgence selon les termes de cette convention.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Quel est le montant estimé de l'enveloppe financière que la CNS va devoir consacrer au financement de cette convention?

2) Cette mesure peut-elle déséquilibrer le budget de la CNS?

Réponse (27.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

La reconnaissance unilatérale de deux conventions belgo-françaises par la Caisse Nationale de Santé (CNS) a comme but principal de réaliser un traitement égalitaire des assurés frontaliers relevant du régime légal luxembourgeois résidant dans les régions limitrophes visées par lesdites conventions avec les assurés des régimes français et belges habitant les mêmes régions. La reconnaissance facilite avant tout l'accès aux soins de proximité. Un assuré luxembourgeois résidant dans une de ces régions devait en principe disposer (sauf le cas d'urgence) d'une autorisation préalable pour se faire soigner en proximité dans le pays voisin. Cette obligation d'autorisation préalable est devenue superfétatoire avec cette reconnaissance et les personnes concernées sont libres de solliciter des soins hospitaliers ambulatoires ou stationnaires dans le pays voisin, ce au tarif en vigueur au pays qui dispense les soins. De même, les soins dispensés dans le cadre du SAMU/SMUR sont désormais accessibles aux assurés luxembourgeois dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux assurés relevant de la compétence de la Belgique et de la France.

Le bénéfice principal de la reconnaissance réside dans le fait que les assurés concernés profitent désormais de gains de proximité et de célérité des soins en cas de passage transfrontalier.

Les coûts à charge de l'assurance santé luxembourgeoise ne sont en principe ni amoindris ni majorés, alors qu'il n'y a pas de charges nouvelles pour la CNS, qui doit de toute façon supporter les frais du traitement sur base de la réglementation européenne.

La reconnaissance des conventions a en outre l'avantage de rendre le tiers payant pratiqué en France et en Belgique applicable aux assurés frontaliers pour les prestations obtenues, alors qu'auparavant les frais risquaient de devoir être avancés par ces derniers.

Par ailleurs les décomptes entre institutions compétentes sont effectués suivant les dispositions du règlement UE 883/2004.

Question 1443 (16.5.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **régime sans gluten:**

La maladie cœliaque (intolérance au gluten) est une maladie auto-immune qui apparaît lorsqu'il y a une réaction chronique contre certaines chaînes protéiques présentes dans certaines céréales. Cette réaction engendre la destruction des villosités intestinales de l'intestin grêle, ce qui cause la malabsorption des nutriments. Cette maladie touche surtout les populations d'Europe du Nord. Des estimations de sa fréquence parmi les personnes d'origine européenne varient entre un sur 300 et un sur 500.

Le seul traitement possible est de suivre un régime excluant toutes sources de gluten dans l'alimentation. Le régime sans gluten doit être préconisé à vie (il n'y a pas de régression de la maladie), en particulier chez l'adulte.

Au Luxembourg, on trouve dans les supermarchés des rayons spécialisés avec des produits sans gluten. Or, comparés à l'offre dans nos pays voisins, le choix de ces produits reste limité et leur coût non négligeable.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'une campagne de sensibilisation soit nécessaire afin de faciliter la vie des personnes atteintes de cette maladie, ceci aussi bien pour les produits vendus dans le commerce alimentaire que dans la restauration?

Réponse (5.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

La maladie cœliaque, également appelée «intolérance au gluten», est caractérisée par la destruction des villosités intestinales qui, au contact de ce produit, peuvent entraîner selon le degré des atteintes intestinales, différents niveaux de malabsorptions et d'expression de la maladie; ceci suite aux déficits engendrés.

On distingue une forme de la maladie plutôt sévère et aigue chez le nourrisson et le petit enfant et, chez l'enfant plus grand ou l'adulte, une forme de malabsorption moindre, mais de symptomatologie parfois très complexe qui peut rendre le diagnostic très difficile.

À travers le monde, la prévalence de la cœliaquie est très inégale. Alors qu'elle est rare au Japon et en Chine, on estime que dans nos régions la maladie touche jusqu'à une personne sur 300 ou même plus encore, puisque apparemment, surtout pour les formes adultes, beaucoup de malades ne sont pas diagnostiqués.

Le traitement, en effet, est l'exclusion minutieuse du gluten dans l'alimentation des sujets atteints.

Une bonne prise en charge des patients implique:

- l'information adéquate du patient sur la maladie;

- un accompagnement diététique de qualité;

- l'éducation du patient pour l'identification des produits alimentaires contenant du gluten (bonne lecture des étiquettes sur les produits alimentaires);

- l'accessibilité facile à des informations amples et détaillées pour intolérants au gluten (produits alimentaires contenant respectivement ne contenant pas de gluten, magasins disposant de produits sans gluten, restaurants, boulangeries, boucheries… offrant des repas et produits sans gluten).

À cette fin, il est important de continuer à sensibiliser les médecins en charge afin qu'ils portent une attention particulière à la bonne information des patients.

Il est tout aussi nécessaire de veiller à renforcer l'orientation des patients vers l'ALIG (Association luxembourgeoise des intolérants au gluten - www.alig.lu) qui dispose d'une documentation fournie pour la bonne prise en charge alimentaire des personnes touchées par cette maladie et qui publie le guide pour les intolérants au gluten (dernière version 2010-2011).

Afin de mieux informer l'ensemble des consommateurs et de protéger la santé de certains d'entre eux, la réglementation applicable en matière d'étiquetage et de présentation des denrées alimentaires soumet d'ailleurs les additifs, les auxiliaires technologiques et les autres substances qui ont des effets allergènes à des règles d'étiquetage (règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000).

Question 1444 (16.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **problèmes de santé liés à l'isolation des immeubles:**

A senger Ried zur Lag vun der Natioun huet den Här Premierminister ënner anerem ugekënnegt, datt: D'«Albausanéierung an den Neibau ginn an Zukunft méi staark ökologiséiert. De Stat huet an deene leschte Joren 62 Milliounen Euro Aiden ausbezuelt fir Energieeffizienz a fir erneierbar Energien am Wunnengsbau. An Zukunft wäerten d'Wunnengsbauhëllefe prinzipiell vun enger nohalteger Zertifizéierung ofhänken, déi net nëmmen den Energiebedarf, mä zum Beispill och ëmweltverträglech Baustoffer, e gesonde Raumklima an esou virun a Betruecht zéie wäert.

Eng nei Wärmeschutzverordnung gëtt erlooss, déi fir all Neibau Niddregenergieniveauë virschreiwe wäert. Vun 2018 u gi quasi Null-Energiehaiser de virgeschriwwene Standard fir Neibauten hei zu Lëtzebuerg.»

Elo schéngt et awer esou ze sinn, datt ëmmer méi Etüden op déi gesondheetlech Risiken hiweisen, déi eng ze vill staark Isoléierung vun den Haiser, besonnesch iwwer bal loftonduerchlässeg Fassaden, mat sech bréngen. Staark isoléiert Haiser kënne méi wéi anerer vun Algen a Schëmmel befall ginn. Dat hänkt domadder zesummen, datt duerch d'Wiel vun der Beliftungstechnik an d'Natur vun de Baumaterialien d'Fiichtegkeet an den Haiser, mä och déi op de Fassaden, net méi esou liicht an esou séier kann evakuéiert ginn.

Dobäi ass gewosst, datt Infektiounen a Krankheeten, déi duerch Schëmmel ausgeléist ginn, am schlëmmste Fall kënnen déitlech verlafen. Well esou Sporen oder och aner isoléierend a gläichzäiteg krankheetserregend Substanzen un de Fassadë kënne vum Reen oder och vum Mënsch ofgewäsch ginn, kënnen dës och an de Gaart an an d'Grondwaasser gespullt ginn, wou se d'Gesondheet weider menacéieren.

En aneren Effekt vun där ëmmer méi grousser Präsenz vun Algen a Schëmmel an u besonnesch staark isoléierten Haiser besteet doran, datt déi Haiser vu bannen a vu bausse kënne ganz séier gréngelzeg a schmuddeleg ausgesinn. Domadder verbonnen ass dann natierlech och e Verloscht vum Wäert vun esou engem Haus, an dat da kaum nach ee wëllt wunne goen.

Dowéinst géing ech dem Här Minister gär dës Froe stellen:

1) Ass d'Regierung sech bewosst, datt déi staark Isoléierung vun Haiser kann zu gesondheetleche Riske féieren?

2) Wat genau ass ënner engem «gesonde Raumklima» (Ried vum Här Juncker) ze verstoen, a wéi eng Baumaterialien a Beliftungstechnike sollen dofir suergen?

3) Gesäit d'Regierung net eng méiglech Gefor doran, datt hire Wonsch, datt wa méiglech nëmmen nach Null-Energiehaiser solle gebaut ginn, fir Energie ze spueren, d'Gesondheet vun de Mënschen ze vill vernoléissegt?

Réponse (27.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Den honorablen Deputéierte wëllt Informatiounen iwwert d'Konsequenze vun der ëmmer mei staarker Isoléierung vun den Haiser am Kontext vum Energiespueren.

De Confort an d'Gesondheet vun de Bewunner, souwéi d'Energieeffizienz vun de Gebaier am Generelle gi beaflosst vun dräi Haaptfacteuren: d'Conceptioun, d'Ausféierung an d'Notzung.

Deemno muss d'Konzept vun engem energieeffiziente Gebai eng ganz Rei vu verschiddene wichtege Punkte respektéieren, déi och an hirem Ganzen an an hire jeeweilege Wiesselwierkungen openee stëmme mussen. Sou muss beispillsweis bei enger ganz gudder Wärmedämmung besonnesch op d'Konstruktiounsdetailer opgepasst ginn, fir Kältebrécken ze evitéieren, déi soss zu Kondensatiounsproblemer kéinte féieren.

Och aner Aspekter spillen awer eng grouss Roll, wéi zum Beispill d'Späicherfähegkeet vu Wäermt a Fiichtegkeet oder d'Lëftung, déi, jee no Notzung, mechanesch oder natierlech realiséiert ka ginn.

Bei de Gebaier, déi vu menger Verwaltung gebaut ginn, gëtt ee grousse Wäert op gutt ofgestëmmte Konzepter an Detailléisunge geluecht.

D'Exekutiounsqualitéit spillt selbstverständlech och eng immens wichteg Roll. Dofir huet d'Handwierk sech iwwer hir verschidden Associatiounen an de leschte Joren ëmmer méi an deen Domän ageschafft.

Den Notzer soll dann awer och, ouni säi Confort mussen anzeschränken, verschidde Regelen anhalen, fir méiglech Fiichtegkeetsproblemer ze evitéieren. Ee Minimum u Lëftung muss deemno garantéiert ginn, fir eng optimal Loftqualitéit sécherzestellen. Dëst kann idealerweis iwwer Stousslëftung geschéien; méi confortabel geet et mat enger mechanescher Lëftungsanlag.

Zu de revendiquéierte gesondheetleche Risike vun energieeffiziente Gebaier mat Wärmerécksgewënnung muss ganz kloer gesot ginn, dass gutt konzipéiert an exekutéiert Gebailechkeeten absolut keng Risike fir den Notzer bedeiten. Am Géigendeel, an der Regel gëtt bei esou Ge-

baier verstäerkt op de Gebrauch vun ëmweltfrëndlechen an net chemesch belaaschte Materialien opgepasst, wéi dat am Allgemengen de Fall ass.

Question 1445 (17.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **port de la burqa aux alentours d'écoles de l'enseignement fondamental:**

Il me revient que, dans au moins deux communes du sud du pays, des femmes en burqa ou en niqab accompagnent leurs enfants à l'école. Dans une des communes au moins, ce fait a été évoqué au sein de la commission scolaire où il a notamment été relevé que «les enfants ont peur» de ces femmes entièrement «masquées».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Existe-t-il actuellement des dispositions, notamment dans les règlements internes des écoles fondamentales, qui permettent d'inviter les femmes à retirer leur burqa ou niqab dans l'enceinte et/ou à proximité immédiate des écoles de l'enseignement fondamental?

2) Lorsque des enseignants ou parents constatent la crainte d'enfants en bas âge face à des personnes entièrement masquées, quelles sont leurs possibilités légales pour éviter des conflits?

3) Existe-t-il actuellement des dispositions, notamment dans les règlements d'administration intérieure et de police communale, qui interdisent l'accès à la voie publique, du moins partiellement, aux personnes se dissimulant le visage?

4) Le Gouvernement envisage-t-il de légiférer en la matière? Si oui, dans quel délai?

Réponse commune (5.7.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

Ad 1)

Le règlement grand-ducal du 7 mai 2009 définit les règles de conduite et l'ordre intérieur communs à toutes les écoles. L'article 6 de ce même règlement dispose que le comité d'école ensemble avec les représentants des parents d'élèves, peut élaborer un règlement d'ordre intérieur complémentaire ayant notamment pour objet de fixer des règles spécifiques concernant le déroulement et la surveillance d'activités scolaires et périscolaires. Chaque règlement d'ordre intérieur complémentaire est soumis à l'approbation du conseil communal ou du comité du syndicat scolaire intercommunal après avis de la commission scolaire et de l'inspecteur d'arrondissement.

Ad 2)

Il y a lieu de remarquer qu'une des missions de l'école, telles que définies à l'article 3 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire est de permettre à l'enfant d'acquérir une culture générale, de le préparer à la vie professionnelle et à l'exercice de ses responsabilités de citoyen dans une société démocratique, de l'éduquer aux valeurs éthiques fondées sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme. L'enseignement fondamental vise progressivement à développer auprès des élèves la citoyenneté, le sens de la responsabilité et le respect d'autrui et ce dès le premier cycle de l'école fondamentale.

Dans le contexte évoqué par l'honorable Député, je ne doute point que le personnel des écoles prenant en charge des enfants du 1er cycle de l'enseignement fondamental et constatant, le cas échéant, une certaine crainte et incompréhension de certains enfants par rapport à des femmes en burqa ou en niqab, soit outillé pour faire comprendre à ces enfants, d'une manière adaptée à leur âge, que ces femmes sont des mamans comme d'autres, provenant d'une culture différente. Bien qu'il s'agisse, en un premier temps de sécuriser les enfants, c'est surtout une éducation basée sur la tolérance mutuelle et le respect des autres qui est visée.

Ad 3)

Un certain nombre de communes disposent d'un règlement communal de police qui contient une disposition portant interdiction de «paraître dans les rues, places et lieux publics à visage découvert ou cagoulé».

Les décrets du 14 décembre 1789 relatifs à la constitution des municipalités et du 16-24 août 1970 sur l'organisation judiciaire constituent la base légale d'une telle disposition qui tire son bienfondé de la préservation nécessaire de l'ordre public dans ses dimensions liées à la sécurité et à la tranquillité.

Un règlement communal de police générale peut être adopté par le conseil communal conformément au principe de l'autonomie communale ancré à l'article 107 de la Constitution sans être soumis à l'approche formelle du Ministre de l'Intérieur.

Ad 4)

Il n'est pas envisagé à ce stade de légiférer en la matière alors que le Gouvernement estime que ce volet est suffisamment couvert au niveau communal par les différents règlements de police communale qui interdisent notamment aux personnes de sortir le visage masqué.

Question 1447 (18.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**espace de Schengen** - la **réintroduction éventuelle des contrôles douaniers:**

Le Danemark vient de réintroduire des contrôles douaniers systématiques tout au long de sa frontière avec l'Allemagne. Les arguments qui ont mené à cette décision portent principalement sur la criminalité transfrontalière et l'arrivée massive de réfugiés économiques.

Or, le Luxembourg se trouve à maints égards dans une situation comparable à celle du Danemark. Comme ce pays, le Luxembourg souffre d'une importante criminalité transfrontalière et est confronté à un afflux de réfugiés économiques, souvent en provenance de pays tiers considérés comme «sûrs». L'arrivée de tels demandeurs d'asile soulève des questions sur la fiabilité du contrôle aux frontières extérieures de l'espace Schengen et sur l'application correcte de la deuxième Convention de Dublin.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Le Gouvernement possède-t-il des données chiffrées sur l'évolution de la criminalité transfrontalière depuis l'abolition des contrôles aux frontières? Peut-il indiquer des données précises par pays voisin et par année?

2) Le Gouvernement considère-t-il que des contrôles aux frontières peuvent avoir non seulement un effet dissuasif mais encore une efficacité réelle contre la criminalité transfrontalière?

3) Le Gouvernement estime-t-il qu'un contrôle aux frontières pourrait contribuer à réduire considérablement l'afflux de réfugiés économiques vers le Luxembourg?

4) Est-ce que le Gouvernement est d'avis que les mesures prises par le Gouvernement danois sont conformes aux dispositions européennes en la matière?

5) Le Gouvernement est-il intervenu de façon officielle et par la voie diplomatique auprès des États qui devraient assurer des contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen pour qu'ils s'acquittent à l'avenir convenablement de cette tâche et pour qu'ils contribuent enfin de façon crédible et efficace à endiguer l'afflux de réfugiés économiques vers le Luxembourg?

6) Est-ce que le Gouvernement est d'avis qu'il serait utile de réintroduire des contrôles ponctuels et ciblés aux frontières luxembourgeoises pour lutter plus efficacement contre la criminalité transfrontalière et l'immigration illégale?

7) Le Gouvernement est-il conscient de la nécessité de maintenir l'Administration des Douanes et Accises à un niveau opérationnel suffisamment élevé, à la fois en personnel et en matériel, pour lui permettre de reprendre à tout moment le service aux frontières?

Réponse commune (22.6.2011) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères*, de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Fernand Kartheiser concernant l'espace Schengen, nous avons l'honneur de fournir les éléments suivants.

Les statistiques policières portant sur l'évolution de la criminalité permettent au Gouvernement de définir la politique de sécurité en général et à la Police grand-ducale d'orienter ses stratégies opérationnelles. Tout comme les analyses d'autres pays de l'Union européenne, ces statistiques ne font pas état de la nationalité des auteurs.

La Convention de Schengen, intégrée au Droit communautaire de l'Union européenne, renforce la notion d'espace de liberté, de sécurité et de justice, faisant intervenir davantage la coopération policière et judiciaire. L'article 23 et suivants du «Code Frontières Schengen», sous des conditions bien déterminées, permet de rétablir de façon temporaire un contrôle de personnes pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale. Ces cas ne couvrent cependant pas une réintroduction généralisée des contrôles aux frontières intérieures tels que visée par l'honorable Député.

Des mesures compensatoires particulières, dont notamment le système d'information Schengen (SIS) ont été mises en œuvre dans le cadre de la coopération Schengen et a largement fait ses preuves depuis son introduction. À l'heure actuelle, ce système contient approximativement 38 millions de données.

Pour ce qui est des mesures introduites par le Gouvernement danois, il y a lieu de constater que la Commission européenne, en tant que gardienne des traités, est en train d'examiner la question de la conformité de ces mesures avec les traités européens.

Les États membres de l'Union européenne se concertent régulièrement lors des réunions ministérielles du Conseil de l'Union européenne en charge du domaine de la justice et des affaires intérieures (JAI). Dans ce cadre, les questions des contrôles aux frontières extérieures et de leur efficacité sont abordées.

En outre, la Commission européenne et les États membres de l'Union européenne réfléchissent au cas où un État membre de l'espace Schengen responsable de la protection d'une frontière extérieure, échoue dans sa mission, à la possibilité d'activer une clause de sauvegarde modulée pouvant aller jusqu'à la mise en place de contrôles sans remettre en question la libre circulation des personnes.

Question 1451 (18.5.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **dossier électronique pour les patients:**

Récemment, l'institut de renommée mondiale «HIMSS Analytics Europe» a certifié qu'une clinique suédoise et deux établissements hospitaliers espagnols ont atteint le degré 6 sur une échelle de 7 pour ce qui est de l'implémentation du dossier électronique pour les patients. Cette étude se base sur le modèle EMR (electronic medical record).

Le degré 7 présuppose une continuité dans la transmission électronique de toutes les données concernant le patient, c'est-à-dire que l'établissement hospitalier ne doit plus recourir à des documents imprimés.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1) Des établissements hospitaliers luxembourgeois participent-ils aux évaluations proposées par HIMSS Analytics Europe? Si oui, lesquels et avec quels résultats?

2) Peut-on évaluer sur quel degré de l'échelle EMR se situent actuellement les établissements hospitaliers luxembourgeois dans leur ensemble?

3) Quel est l'état d'avancement du projet du «dossier de soins partagé»? Quelle est la date prévue pour sa mise en place pour l'ensemble des assurés de la Caisse Nationale de Santé?

4) Quel sera, sur l'échelle EMR, le degré qui pourra être atteint suite à la mise en place du dossier de soins partagé?

Réponse (5.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

L'honorable Député s'enquiert du degré d'informatisation des systèmes informatiques hospitaliers au Luxembourg sur base de l'échelle «HIMMS Analytics Europe».

«HIMMS Analytics Europe» est la filiale européenne de l'organisation à but non lucratif américaine «Healthcare Information and Management Systems Society (HIMSS)». HIMMS propose depuis plusieurs années un modèle d'évaluation de l'adoption des dossiers médicaux dans les établissements hospitaliers. Ce modèle a été développé par et pour les États-Unis. Il vient récemment d'être adapté par la filiale européenne de HIMMS pour mieux correspondre aux hôpitaux européens.

Le modèle d'évaluation («Electronic Medical Record Adoption Model - EMRAM») de HIMMS prévoit l'étude du niveau de déploiement des systèmes d'information hospitaliers (SIH) sur 8 niveaux (0 à 7) selon le degré d'intégration de l'informatisation des soins et des processus au sein de l'hôpital. Le modèle de référence EMRAM procède à l'analyse de la mise en service de tout ou partie d'une soixantaine d'éléments du système informatique hospitalier clinique, comme les logiciels de gestion de l'imagerie (RIS, PACS), la prescription électronique, la dictée numérique ou l'aide à la décision médicale.

Le niveau 0 EMRAM est donné lorsque les plateaux techniques ne sont pas informatisés et qu'il n'y a pas d'échange électronique avec des sources externes. Le niveau 7 est atteint lorsque le dossier médical électronique est complet et permet un échange et partage avec l'ensemble des acteurs en charge du patient. À ce stade d'informatisation de l'hôpital, le papier n'a plus de raison d'être, l'hôpital fait une utilisation intensive des données électroniques existantes et s'en sert dans le cadre de programme d'amélioration de qualité. Le processus de validation qui confirme qu'un hôpital a atteint l'étape 7 comprend une visite sur site effectuée par un cadre de HIMSS Analytics Europe et deux directeurs des systèmes d'information pour assurer une évaluation impartiale des environnements d'étape 7.

Suivant mes renseignements, sept hôpitaux en Europe ont à ce jour été récompensés pour avoir reçu une certification de niveau 6. Aucun établissement européen n'a été certifié conforme au niveau 7 de HIMMS Analytics Europe. En tant qu'organisme de certification, HIMMS Analytics Europe est la seule autorité qui est en mesure de procéder, sur demande d'un établissement, à une évaluation et certification suivant son modèle EMRAM.

La mise en place du dossier de soins partagé (DSP) n'aurait pas d'impact direct sur l'échelle EMRAM de nos hôpitaux. Le DSP se focalise sur la mise en place d'un échange et partage de données au sein du système de soins de santé, que ces données soient de source hospitalière ou extrahospitalière. Il ne constitue pas un SIH et n'a pas pour vocation de remplacer les SIH de nos hôpitaux. De ce fait il ne peut être évalué suivant l'échelle EMRAM. On peut toutefois estimer que sa mise en place par l'Agence des informations partagées dans le domaine de la santé, de façon coordonnée avec la mise en œuvre du centre informatique sectoriel des hôpitaux luxembourgeois, va accélérer la mise en place de systèmes informatiques hospitaliers performants et promouvoir des solutions standardisées, interopérables, qui sont des éléments clés de la certification EMRAM.

Question 1452 (18.5.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **nouveau mode d'affectation des chargés de cours:**

Selon mes informations, le nouveau mode d'affectation des chargés de cours mis en place par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle aurait fait en sorte que beaucoup de chargés de cours, qui avaient suivi des formations spécifiques pour les cours d'éducation morale et sociale, auraient été affectés à d'autres tâches.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle me dire combien des chargés de cours ont suivi une formation spécifique en matière d'éducation morale et sociale?

- Combien de ces personnes enseignent encore actuellement cette matière?

- Au cas où les personnes concernées auraient été autrement affectées, Madame la Ministre peut-elle fournir des détails au sujet de ces nouvelles affectations?

Réponse (17.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En guise d'introduction, il y a lieu de remarquer que la procédure d'affectation des chargés de cours de la réserve de suppléants est réglée par l'article 16 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ainsi que par le règlement grand-ducal du 25 mars 2009 déterminant le détail des critères de classement ainsi que les modalités des procédures d'affectation et de réaffectation des candidats à un poste d'instituteur.

Les membres de la réserve de suppléants sont classés sur une liste en fonction des diplômes ou certifications obtenus tels que prévus par la loi. Les affectations se font prioritairement en

fonction de ceux-ci et subsidiairement selon l'ancienneté de service acquise comme membre de la réserve de suppléants et en second ordre de subsidiarité selon l'âge des candidats. Lors des affectations des chargés de cours, mon département a veillé à ce que la continuité soit garantie pour autant que possible.

En ce qui concerne les formations spécifiques pour cours d'éducation morale et sociale, il y a lieu de remarquer d'abord que de telles formations, comprenant 30 heures de cours, ont été offertes itérativement pendant le dernier quart du siècle passé et que de très nombreux chargés de cours les ont suivies; de telles formations ont encore été offertes pendant les années scolaires 2004/2005 et 2005/2006. Ensuite il faut mentionner que les formations en cours d'emploi, organisées pour les chargés de cours de la réserve de suppléants, comprennent entre huit et dix heures de formation en éducation morale et sociale. Par ailleurs des formations continues en éducation morale et sociale de moindre volume ont été suivies par un certain nombre de chargés de cours.

Finalement, une formation plus étendue (117 heures) a été offerte par l'Institut de formation continue de mon département; elle a débuté en 2008 et s'est terminée au courant de l'année scolaire 2009/2010. Cette formation a été suivie par 45 participants dont 34 chargés de cours. Pendant l'année scolaire 2010/2011, 14 de ces chargés de cours enseignent exclusivement l'éducation morale et sociale, trois sont titulaires d'une classe, 13 occupent une tâche de surnuméraire dans différents domaines de développement et d'apprentissage, trois occupent un poste de remplaçant et un assume une tâche au Centre de Logopédie.

Question 1453 (18.5.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **financement des frais causés par la médication de la contraception par la Caisse Nationale de Santé:**

Ces derniers jours, différents organes de presse ont rapporté que la Caisse Nationale de Santé (CNS) reprendrait une très large part, sinon l'intégralité, des frais causés par la médication de la contraception. D'après mes informations, cette initiative très louable en matière de contraception et de prévention de grossesses involontaires ne semble pas être connue par les organes de la CNS.

Ainsi, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les organes dirigeants de la Caisse Nationale de Santé n'ont jusqu'ici pas été consultés et que cette matière échappe à la gouvernance de celle-ci? Quelles en sont les raisons?

- Le financement de cette mesure est-il néanmoins garanti?

Réponse (4.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Dans une note à la presse, la Caisse Nationale de Santé (CNS) avait précisé par rapport au projet du Gouvernement pour l'instauration d'une action «Contraception - Jeunes de moins de 25 ans», que ses services avaient confirmé la faisabilité dudit projet, qui prévoit la collaboration de la CNS dans le déroulement de l'action, notamment en ce qui concerne la délivrance et la comptabilisation des prestations prévues.

Dans la même information à la presse, le comité directeur de la CNS avait exprimé le souhait d'être saisi de l'ensemble du projet afin de lui permettre de se prononcer sur la collaboration de la CNS et les modalités et spécificités du projet.

Je viens entre-temps de saisir de ce projet le comité directeur de la CNS qui s'y prononcera dans les semaines à venir, le financement de cette mesure étant assuré par le budget de l'État.

Question 1454 (19.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **portail Internet «guichet.lu»:**

Zënter Kuerzem gëtt et jo déi Säit net nëmmen op Franséisch, mä och op Däitsch. Dat ass sonner Zweifel eng positiv Entwécklung, well si eiser traditioneller Dräisproochegkeet an och eiser Legislatioun iwwert déi administrativ Sproochen entsprécht.

Elo ass et awer sou, datt och eis Nationalsprooch zu deenen dräi gesetzleche Verwaltungssprooche vun eisem Land gehéiert.

- Dowéinst erlaben ech mir den Här Minister fir den öffentlechen Déngscht an d'administrativ Reform ze froen, ob hien och plangt, fir d'Säit «guichet.lu» op Lëtzebuergesch ze iwwersetzen, a wa jo, wéi en Zäitplang dofir virgesinn ass.

Réponse (5.7.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

A senger parlamentarescher Fro N°1454 vum 19. Mee 2011 huet den Här Deputéierte Kartheiser Prezisiounen iwwert d'Schafe vun enger lëtzebuergescher Versioun vum Portail «guichet.lu» gefrot.

Als Projet-phare vun der elektronescher Gouvernance beschreift dee wichtegen administrative Portail vum Lëtzebuerger Stat www.guichet.lu déi wichtegst administrativ Prozedure fir d'Bierger an d'Entreprisen, stellt déi entspriechend Formulairen zur Verfügung a bitt d'Méiglechkeet, verschidden Démarchen iwwer Internet ze maachen.

2008 ass aus enger Etüd ervirgaangen, déi de Sondage-Institut TNS-Ilres am Optrag vum Ministère vum öffentlechen Déngscht an der administrativer Reform bei engem representativen Échantillon vu Bierger realiséiert huet[1], dass d'Lëtzebuerger Sprooch hannert dem Franséischen an dem Däitschen op der drëtter Plaz vun deene Sprooche kënnt, déi d'Bierger am léifsten hu fir d'Texter vun administrative Servicer.

Fir dësen Erwaardungen am Beräich Sproochevillfalt entgéintzekommen, ass de Volet «Bierger» vum Guichet, éditéiert vum CTIE (Centre des technologies et de l'information de l'État), schonn integral vu Franséisch op Däitsch iwwersat ginn, an huet domat d'Sproochebarrière, déi eng vun den Haaptbremse fir den Zougang zu Informatiounen ass, ofgeschaaft. D'Partie «Entreprisen», déi vum Wirtschaftsministère géréiert gëtt, gëtt et deemnächst och op Englesch.

Ech hat meng Servicer gefrot, fir d'Machbarkeet vun «guichet.lu» op Lëtzebuergesch ze analyséiren. Besonnesch fir de Volet «Bierger» wier sech esou eng lëtzebuergesch Fassung ze iwwerleeën, wéinst dem groussen Zougréff op de Portail «guichet.lu», dee weist, datt d'Bierger un enger lëtzebuergescher Versioun dovun interesséiert kéinte sinn.

Den Ament ginn éischt Analysen duerchgefouert, fir ze iwwerpréifen, ob a virun allem wéi a wéiwäit eng integral Iwwersetzung vum Beräich «Bierger» op Lëtzebuergesch am allgemeng komplexe Kontext vun der administrativer Sprooch - an där juristesch an technesch Wierder eng grouss Roll spillen - ze maachen ass. Dës Tester gi vum CTIE duerchgefouert an enker Zesummenaarbecht mat de Responsablë vum lod.lu (Lëtzebuerger Online Dictionnaire), deen dem Kulturministère ënnersteet.

Wann dës Tester positiv ausfalen, kéinten d'Iwwersetzungsaarbechten an d'Lëtzebuergescht 2012 ufänken a sech op een Iwwersetzungsinstrument baséieren, dat vum CTIE schonn ageriicht ginn ass. Mat dësem Instrument kënnen Iwwersetzungs-Memoiren oder -Dictionnairen ugeluecht ginn, déi d'Kohärenz an d'Harmonisatioun vun deene benotzte Wierder um ganze Site garantéieren. Beim Uleeë vun deenen Dictionnairë gëtt natierlech eng Synergie mam Projet LOD ugestrieft: Duerch dëst géigesäiteg Zuerverfügungstellen a Benotze ginn esou d'Investissementer op deenen zwou Säiten direkt valoriséiert.

Question 1455 (19.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **publication électronique des livres luxembourgeois:**

An deene leschte Jore sinn op internationalem Plang déi elektronesch Bicher ëmmer méi opkomm, och wann d'Zuel an d'Qualitéit vun den disponibelen Titele leider nach net ëmmer den Usprëch vu ville Leit duerginn. Verbessert huet sech virun allem d'Lieserlechkeet an d'Maniabilitéit vun der elektronescher Haartwuer. Et kann een et och nëmme begréissen, datt déi Lëtzebuerger Éditeuren a Bicherhändler sech mat den aktuellen Entwécklungen an der Elektronik intensiv beschäftegen, och well si verstanen hunn, datt d'Zukunft vum Lëtzebuerger Buch net méi kann onofhängeg vun esou Tendenze gesinn a geplangt ginn.

Et wär dofir sécher schéin, wa Lëtzebuerg och an der Iwwerdroung vu senger Literatur an aneren interessante Publikatiounen op elektronesch Datewuer eng féierend Positioun kéint anhuelen.

[1] Enquête iwwer Télefon an Internet, duerchgefouert am Mee-Juni 2008

Vläicht wier et souguer ze wënschen, wann eng elektronesch Versioun vun engem Buch ëmmer zum selwechten Ament wéi seng Versioun op Pabeier kéint erauskommen.

Dowéinst wéilt ech d'Madame Minister froen,

1) ob de Kulturministère eng systematesch Iwwerdroung vun alle Bicher, déi op Lëtzebuergesch erauskomme respektiv déi an der Vergaangenheet schonns erauskomm sinn, an eng elektronesch Versioun wëllt ënnerstëtzen, an

2) ob en zu deem Zweck Kontakter mat allen Interesséierten oder Betraffenen opgeholl huet, fir ze kucken, a wéi enger Form de Stat sollt a kéint esou eng Initiativ ënnerstëtzen, besonnesch och wat déi technesch a kommerziell Aspekter ugeet?

Réponse (5.7.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Op d'parlamentaresch Fro, déi den Här Deputéierte Fernand Kartheiser den 19. Mee agereecht huet «iwwert eng elektronesch Versioun vun deene Bicher, déi zu Lëtzebuerg erauskommen», hunn ech d'Éier, folgend Äntwert ze ginn:

1. Den Här Deputéierte freet fir d'Éischt, «ob de Kulturministère eng systematesch Iwwerdroung vun alle Bicher, déi op Lëtzebuergesch erauskomme respektiv déi an der Vergaangenheet schonns erauskomm sinn, an eng elektronesch Versioun wëllt ënnerstëtzen?»

De Regierungsprogramm huet am Kapitel iwwert d'Kulturpolitik virgesinn, dass en «plan d'archivage numérique et un plan national de numérisation de masse» an dëser Regierungszäit sollen ulafen. Hei gëllt et ze ënnersträichen, dass et wichteg ass fir d'Promotioun vum Lëtzebuerger intellektuelle Schaffen a fir d'Förderung vun der Recherche iwwer Lëtzebuerg, seng Geschicht a seng Gesellschaft, dass iwwer Bicher an Texter a Lëtzebuerger Sprooch eraus all Type vu Publikatiounen numeriséiert ginn, déi hei zu Lëtzebuerg editéiert gi sinn, egal a wéi enger Sprooch.

D'Nationalbibliothéik huet en Numerisatiounsprogramm op d'Bee gestallt, dee fir d'Éischt den Akzent op d'Numerisatioun vun den historeschen Zeitunge geluecht huet, well déi ganz vill konsultéiert ginn an anerersäits, wéinst der schlechter Qualitéit vum Pabeier, zum Deel vum Verfall bedroht sinn. D'Numerisatioun erlaabt et, den Zougang ze vereinfachen a gläichzäiteg d'Originaler ze schützen. D'Nationalbibliothéik ass doriwwer eraus schonn amgaangen e Prototyp auszeschaffen, fir Lëtzebuerger Bicher ze numeriséieren. Dat geschitt an Zesummenaarbecht mam nationale Literaturzentrum, an déi éischt esou numeriséiert Bicher wäerten aus dem Beräich Literatur kommen a sinn zesumme mat eisem Lëtzebuerger Literaturarchiv erausgesicht ginn.

Et muss ee sech bewosst sinn, dass déi technesch Viraussetzunge fir eng Massendigitaliséierung komplex an och käschtenintensiv sinn. Ausserdeem kann d'Nationalbibliothéik nëmmen déi Bicher der Öffentlechkeet ënner digitaler Form zougänglech maachen, déi am «domaine public» sinn oder fir déi d'Bibliothéik vun de Rechteinhaber d'Recht fir d'Numerisatioun a fir d'Konsultatioun iwwert den Internet iwwerdroe kritt huet. Hei stellt sech och de komplexe Problem vun den «œuvres orphelines» oder verwaiste Wierker, dat heescht vun all deene ville Wierker, wou d'«ayants droit» (Auteuren, Éditeuren an hir Nokommen) net oder nëmme ganz schwéier ze fanne sinn. Et ass ze hoffen, dass déi nei Direktiv, déi d'Europäesch Unioun amgaangen ass auszeschaffen, de Problem an Zukunft vereinfacht.

Zousätzlech muss ervirgehuewe ginn, dass d'Gesetz vum 25. Juni 2004 den Dépôt légal op numeresch Publikatiounen ausgedehnt huet. D'Modalitéite vum «dépôt légal numérique» sinn duerch de Règlement grand-ducal vum 6. November 2009 festgeluecht ginn. De Kulturministère ënnerstëtzt d'Nationalbibliothéik an hire Beméiungen, fir den «dépôt légal numérique» ëmzesetzen, a Kollaboratioun mam Centre des technologies de l'information de l'État.

2. Den Här Deputéierte wëllt als Zweet wëssen, ob fir den Zweck vun der Numerisëierung mat allen Interesséierten oder Betraffene Kontakt opgeholl gëtt, fir ze kucken, a wéi enger Form de Stat sollt a kéint esou eng Initiativ ënnerstëtzen, besonnesch och, wat déi technesch a kommerziell Aspekter ugeet.

Hei ass ze äntwerten, dass d'Nationalbibliothéik am Kader vun hiren Numerisëierungspläng enk mat den Éditeuren, mä och mat deenen aneren Acteure vum Lëtzebuerger Buch zesummeschafft.

D'Nationalbibliothéik an de Kulturministère wäerten déi Kollaboratioun mam Privatsecteur an Zukunft versichen ze verstäerken. An engem klenge Land ass eng effizient Zesummenaarbecht op dem komplexe Gebitt vun der numerischer Éditioun nach méi wichteg wéi a grousse Länner.

D'Kreatioun vun enger elektronescher Form vun engem Buch ass méi einfach iwwert dem Entstehungsprozess vum Buch vu Säite vum Éditeur aus ze maachen. Eng elektronesch Versioun, déi op Basis vum Drockwierk gemaach gëtt, muss ee mat vill techneschem Opwand nobeaarbechten. D'Entscheedung, ob eng elektronesch Versioun vun engem neie Buch entsteet a verkaaft gëtt, ass also eng Entscheedung vum Éditeur a vum Auteur.

Ofschléissend ass nach ze ernimmen, dass d'Numerisatioun net nëmmen d'Buch an aner Dréck (Affichen, Kaarten, Pläng) betrëfft, mä och déi aner Forme vum Patrimoine vun eisem Land: an éischter Linn d'Archive vum Nationalarchiv an den audiovisuelle Patrimoine vum Centre national de l'audiovisuel. D'Kollektioune vun de Muséeë sollen och digital erfaasst ginn. All déi Type vun Dokumenter wëllt d'Europäesch Unioun jo an der europäescher digitaler Bibliothéik «Europeana» erëmfannen, déi et erméiglecht, den europäesche Patrimoine aus alle Länner, also och dee vu Lëtzebuerg, iwwert dëse Wee wäit iwwert d'Landesgrenzen an d'ganz Welt erauszedroen.

Question 1457 (19.5.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **promotion de la profession d'infirmier:**

Pour faire face à la pénurie d'infirmiers du pays et attirer davantage de jeunes luxembourgeois, l'ANIL (Association Nationale des Infirmiers et Infirmières au Luxembourg) avec le soutien du Ministère de la Santé, a lancé une campagne d'information à travers laquelle les valeurs de la profession seront mises en évidence.

Sachant qu'il y a actuellement au Luxembourg environ 66% d'infirmiers de nationalités étrangères qui soignent des patients luxembourgeois, tant dans les soins à domicile, que dans les maisons de retraite ou les hôpitaux, cette initiative semble justifiée. En 2007, seules 97 personnes ont terminé leurs études en la matière au Grand-Duché, face à 625 personnes qui ont demandé à ce que leur diplôme étranger soit reconnu par le Ministère luxembourgeois de l'Éducation nationale. À noter que la campagne ne vise nullement à stigmatiser les soignants étrangers, sans lesquels la situation au Luxembourg serait dramatique.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Les Ministres peuvent-ils m'indiquer les raisons pour lesquelles ce métier a perdu de l'attractivité au Luxembourg?

- Les Ministres ne pensent-ils pas que par rapport à nos pays voisins, l'agencement de la formation d'infirmière au Luxembourg constitue pour de nombreux jeunes une entrave lors du choix de leur carrière professionnelle?

Réponse commune (27.06.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'honorable Député s'enquiert d'une perte d'attractivité de la profession d'infirmier au Luxembourg.

Au vu des chiffres des infirmiers ayant obtenu leur diplôme auprès du Lycée technique pour professions de santé, il s'avère cependant qu'une tendance à la hausse peut être constatée au cours des dernières années.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Formation offerte au LTPS		Diplômes délivrés en 2006	Diplômes délivrés en 2007	Diplômes délivrés en 2008	Diplômes délivrés en 2009	Diplômes délivrés en 2010
Infirmier	SIELUX	28	25	37	30	39
	Esch	9	8	12	10	16
	Ettelbruck	22	28	22	30	26
	Total	59	61	71	70	81

Ce fait démontre un gain d'attractivité de la profession auprès des jeunes, le marché de l'emploi local luxembourgeois ne fournit toutefois à l'heure actuelle pas suffisamment de main-d'œuvre.

Par conséquent, certains secteurs sont amenés à effectuer une promotion active auprès des jeunes. Nous accueillons d'ailleurs ces initiatives et nous soutenons les différentes démarches mises en œuvre pour expliquer aux jeunes les différentes facettes ainsi que l'importance pour la société que représentent les professions soignantes.

De surcroît, il ne faut pas oublier que le métier de l'infirmier, comme toutes les professions soignantes, est un métier qui en raison du côté interrelationnel entre le soignant et le patient procure une satisfaction personnelle à celui qui aide une autre personne se trouvant en situation difficile.

Il convient par ailleurs de noter que suite à la mise en demeure de la Commission européenne et à l'avis motivé concernant la non-conformité de la législation luxembourgeoise quant aux exigences minimales en matière de formation des infirmiers responsables de soins généraux (directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles), un accord a été trouvé visant à prolonger la durée des études à quatre ans et 4.600 heures (Bac technique + deux années BTS).

La nouvelle formation n'ayant débuté qu'en 2010-2011 en classe de 12e, une évaluation concernant l'impact de celle-ci sur le choix de la carrière professionnelle dans le secteur concerné n'a pas encore pu être menée.

Les modèles des pays voisins n'étant pas comparables d'un pays à l'autre, l'agencement de la formation d'infirmier au Luxembourg ne constitue pas une entrave en soi, d'autant plus que les élèves luxembourgeois ne sont pas tenus de suivre leur formation au Luxembourg. De plus, une reconnaissance d'équivalence du diplôme peut être demandée pour tous les diplômes délivrés dans un autre pays que le Luxembourg concernant les 21 professions reconnues comme autres professions de santé énumérées par la loi du 26 mars 1992.

Question 1459 (20.5.2011) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **situation des enfants adoptés en cours de partenariat:**

Les partenariats connaissent depuis leur introduction en droit luxembourgeois par la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats un succès incontestable. Rien qu'en 2010, 977 partenariats ont été inscrits au répertoire civil. Le projet de loi n°6172 portant réforme du mariage et de l'adoption tient compte de ce succès et confère aux partenaires un droit conjoint à l'adoption.

Toujours est-il qu'il me paraît que la législation actuelle ne règle pas la situation d'un enfant adopté au cours du partenariat à l'égard du partenaire beau-parent survivant dans l'hypothèse du décès de l'adoptant.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Combien d'enfants ont été adoptés au cours d'un contrat de partenariat par un des partenaires?

- Dans l'hypothèse du décès du partenaire adoptant, y a-t-il moyen pour le partenaire survivant d'acquérir l'autorité parentale sur l'enfant adopté? Est-ce que l'adoptant peut de son vivant, par exemple par voie testamentaire, disposer que l'enfant adopté soit, en cas de décès, placé sous la garde de son partenaire?

- Est-ce que le projet de loi n°6172 prévoit des mesures permettant de régler la relation entre l'enfant adopté et le partenaire survivant?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend légiférer pour clarifier la situation légale des partenaires beaux-parents?

Q240

Réponse (22.6.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

- Le Ministère de la Justice ne disposant pas de statistiques sur les adoptions qui auraient été faites au cours d'un contrat de partenariat enregistré par un des partenaires, le Ministre n'est pas en mesure de fournir des précisions à cet égard.

- Concernant le sort d'un enfant adopté en cas de décès de l'adoptant qui serait un partenaire engagé dans un partenariat, toute décision qui concerne le sort de cet enfant adopté prendra en considération l'intérêt supérieur de l'enfant conformément aux droits international et national. Ainsi le Code civil prévoit qu'en cas de décès de l'adoptant, il y a lieu à administration légale sous contrôle judiciaire ou ouverture d'une tutelle selon les cas. Le droit individuel de choisir un tuteur, parent ou non, n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère, sous les conditions prévues dans le Code civil. Ce droit peut être exercé soit par un acte de dernière volonté soit par déclaration faite ou devant le juge de paix, assisté de son greffier, ou devant notaire. Le juge des tutelles exerce une surveillance générale sur les administrations légales et les tutelles de son ressort.

- Le projet de loi n°6172 portant réforme du mariage et de l'adoption propose plusieurs mesures permettant de régler au mieux les relations entre l'adoption simple d'un enfant et le ou les adoptants engagés dans un partenariat enregistré. Le projet de loi prévoit l'ouverture de l'adoption aux partenaires au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 de sexe différent et de même sexe, ou encore l'ouverture de l'adoption de l'enfant du partenaire «Stiefkind-adoption».

- La question de l'honorable Députée de savoir si le Ministre de la Justice entend légiférer ne se pose plus alors qu'il a déposé le projet de loi n°6172 en date du 10 août 2010 et qu'il appartient désormais à la Chambre des Députés de finaliser le projet.

Question 1460 (20.5.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **élèves fréquentant une école ou un conservatoire de musique:**

Dans sa réponse à une question parlementaire que je venais de leur poser par écrit en date du 19 avril 2011 au sujet de l'avenir des élèves se destinant aux études musicales *(cf. compte rendu n°13/2010-2011- question parlementaire n°1391)*, Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle estime que par rapport aux élèves sportifs de haut niveau, disposant depuis quelques années d'un lycée sport-étude, (...) le nombre d'élèves engagés à ce niveau sur le plan musical est plus restreint et qu'il suffit le plus souvent de prévoir une mesure individuelle en concertation avec le conservatoire et le lycée, il n'est pas nécessaire de prévoir une structure spécifique. (...)

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis susmentionné de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et notamment l'appréciation que les élèves musiciens devraient se contenter de mesures individuelles dans les conservatoires et écoles de musique?

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer le nombre exact d'élèves fréquentant à l'heure actuelle une école ou bien un conservatoire de musique?

Réponse (5.7.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Pour bien définir l'enjeu de la question, le nombre d'élèves de l'enseignement musical dont question est à différencier comme suit:

Le nombre total des élèves de l'enseignement musical luxembourgeois était de 14.673 pour l'année scolaire 2009/2010. Ce nombre englobe tous les élèves, que ce soient les débutants, les amateurs, les adultes et bien entendu aussi les élèves de haut niveau susceptibles de pouvoir bénéficier de mesures spéciales.

Les élèves qu'on peut définir de «haut niveau» se regroupent en division moyenne spécialisée (494 élèves en 2009/2010) et en division supérieure (176 élèves en 2009/2010). L'enseignement musical luxembourgeois comprend donc 670 élèves de «haut niveau» (les élèves des cours de formation musicale - solfège de la division moyenne spécialisée n'ont pas été pris en compte dans ce calcul). À ces élèves, admis en division moyenne spécialisée, s'ajoute un bon nombre d'élèves de fin de division inférieure (2e mention et 1re mention) qui remplissent actuellement les conditions d'entrer en section F et qui intégreront la division moyenne spécialisée dans une ou deux années, ainsi que des élèves de la division moyenne. Tous ces élèves sont pour la grande majorité des élèves de l'enseignement secondaire, dont une partie en section F de l'enseignement classique.

Quant à la question concernant les mesures individuelles à l'égard des élèves musiciens à prendre en concertation avec le conservatoire et le lycée, elle se rapporte à l'application du règlement grand-ducal du 10 décembre 1998 concernant les aménagements à l'intention d'élèves engagés sur le plan sportif et musical à haut niveau. Ne disposant pas de chiffres comparatifs, je ne peux que difficilement me prononcer sur la question.

Permettez-moi toutefois de souligner que la création d'une section musicale F à l'époque a certainement aidé à contribuer à un essor de l'enseignement et de l'éducation musicales. Ce développement a bien entendu été renforcé grâce surtout à l'évolution plus que positive de l'enseignement musical due à la loi modifiée du 28 avril 1998 portant sur l'harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal. Nous disposons actuellement avec les trois conservatoires ainsi que les écoles et cours de musique d'un réseau d'enseignement musical de très bon niveau allant de l'éveil musical au diplôme supérieur.

Il est bien évident que la section musicale du lycée a permis à bon nombre d'élèves motivés de combiner de manière plus que satisfaisante leurs études générales et musicales. Ces sections musicales ont permis une activité et une animation artistiques hors pair dans de nombreux lycées, dont le «Kolléisch in Concert» est certainement l'exemple le plus en vue.

Du moment qu'on envisagerait une extension de l'école à plein temps, la création d'une structure spécialisée (collaboration très étroite entre un lycée et un conservatoire sur un même campus scolaire) deviendrait probablement inévitable.

Enfin, je pourrais très bien m'imaginer de favoriser plus systématiquement des projets musicaux et interdisciplinaires bien délimités au sein de l'enseignement post-primaire, aussi bien classique que technique, et qui permettraient, à l'instar de projets d'établissements, de rassembler une plus grande partie de la population scolaire couvrant aussi bien les aspects artistiques que techniques en passant par exemple par la gestion, le marketing et la communication du projet. Un tel développement ne pourrait bien évidemment que se faire en coopération très étroite avec le Ministère de l'Éducation nationale.

Question 1462 (20.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**ordre public:**

Am Moiesjournal vun RTL Radio, den 18. Mee, huet e Polizist, deen zënter aacht Joer am Süden Déngscht mécht, dës Aussoe gemaach:

- «Iwwerall do, wou vill Leit sinn, do ass natierlech d'Provokatioun bal op der Dagesuerdnung. Dat heescht, déi hu schonns den Optrëtt vun der Police net gären. An da gëtt iergendeppes gemaach, datt d'Police sech provozéiert fillt, an dann noutgedrongen och muss agräifen.»

- «Wat mer maachen, ass Verstäerkung ruffen, datt e Maximum vu Polizisten, datt e Maximum vu Patrouillen, déi an der Géigend sinn a kënnen op d'Plaz kommen, dann och kommen.»

- «Dat ass de Problem, datt déi Jugendlech, déi mer am Moment hunn, direkt oder ganz séier zu Gewalt iwwergräifen. Deenen ass dat och egal, wa mir soen, „Besser dir packt lech, soss musst Der matgeholl ginn, oder mir mussen e Protokoll schreiwen". Da kréie mer geäntwert, „Dat ass eis egal".»

Am Reportage gëtt geklot, a muncher Situatioun wär näischt ze maachen. «Wa si zu 14 Leit géint 30 Mann misste virgoen, da wier et heiansdo besser dat eegent Wuel iwwert d'Gesetz ze stellen», constatéiert d'Journalistin. Weider huet si och nach bemierkt: «Dëse Leit wär et esou lues egal, ob d'Polizisten op der Plaz wieren. Haaptsächlech bei de Jugendleche géif opfalen, datt dat si séier wéineg géif këmmeren.»

Dës direkt Aussoe vum Polizist, genee wéi d'Konklusioune vun der Journalistin deiten drop hin, datt et zu Lëtzebuerg rechtsfräi Zone gëtt, e Phenomeen, deen ee leider zum Beispill aus Amerika an, méi no bei ons, aus Frankräich kennt. Och vill Bierger schwätzen ons regelméisseg op de Sujet un.

Dowéinst wéilt ech den Här Innenminister an den Här Justizminister froen:

1) Op wat fir Plazen am Land ass de Phenomeen, deen hei beschriwwe gëtt, besonnesch heefeg ze fannen?

2) Wéi setzen déi Gruppe vu Jugendlechen, déi hei beschriwwe ginn, sech zesummen? Wat ass hire sozialen Hannergrond? Gëtt et Gruppen, déi méi oder wéineger aus de Jugendleche vun enger bestëmmter nationaler Herkunft rekrutéieren? Gëtt et Gruppen, déi iwwert d'Grenz kommen, fir zum Beispill op Fester an an Diskothéiken negativ opzefalen?

3) Huet d'Regierung wëlles, esou schnell wéi méiglech a mat ganz konkrete Moossname géint de Phenomeen vun esou rechtsfräien Zone virzegoen? Wa jo, wat sinn déi Moossnamen a wéi gi se ëmgesat?

4) Kann eng vun deene Moossnamen doranner bestoen, datt eng Reservinterventiounsgrupp geschaf gëtt, déi et erlaabt besonnesch an deene kriteschen Zäiten, wéi um Weekend, effikass anzegräifen?

5) Sinn d'Ministeren der Meenung, datt déi aktuell Législatioun duergeet, fir Polizisten - an aner Persounen, déi eng Autoritéit duerstellen, wéi zum Beispill d'Kontrolleren an den Zich oder d'Chauffeurë vun öffentleche Buslinnen - genügend Schutz ze bidden? Wann neen, a wellechem Zäitraum wëllt d'Regierung der Chamber e Projet virleeën, fir dës Situatioun ze verbesseren?

6) Am Fall wou Jugendlecher dann awer bei esou Faite vun der Police festgeholl ginn, ass de Suivi vun der Justiz dann esou, datt ee vun enger echter Dissuasioun kann ausgoen an d'Police sech net eleng gelooss fillt?

Réponse (21.6.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

D'Gewalt géint Polizisten an aner Autoritéiten ass beonrouegend.

Generell stellt d'Police Gewaltphenomeener haaptsächlech op Plaze fest, wou vill Leit zesummekommen, an dat virun allem an de Circonscriptioune Lëtzebuerg an Esch/Uelzecht. Déi festgehale Persoune sinn e Spigelbild souwuel vun der Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg wei och an der Groussregioun.

Zu Lëtzebuerg gëtt et keng rechtsfräi Zonen, esou wéi se an der Fro duergestallt ginn a wéi et se och an anere Länner ginn. D'Dispositive vun der Police sinn, no rezente Virfäll an no enger verdéifter Analys, verstäerkt ginn an d'Interventiounsstrategie ugepasst ginn.

Réponse complémentaire (1.7.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1. Punkt 5:

An deem Kontext ass et nëtzlech fir d'Éischt un déi verschidde Gesetzestexter, déi an där Matière unzewende sinn, ze erënneren.

Fir d'Éischt muss een ënnerscheeden, ob d'«Jonker», ëm déi et geet, groussjähreg oder mannerjähreg sinn.

Wann et sech ëm Jonker iwwer 18 Joer handelt zum Zäitpunkt vun den Doten, gesi verschidde Bestëmmunge vum Code pénal méi schlëmm Strofen am Fall vu Verstéiss géint Persoune vun der öffentlecher Autoritéit oder der öffentlecher Muecht vir.

Ech erlabe mer d'Artikelen aus dem Code pénal op Franséisch ze zitéieren:

«La rébellion:

Article 269 du Code pénal:

Est qualifiée rébellion, toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, les dépositaires ou agents de la force publique, les membres du personnel effectuant le service de garde et les chefs d'atelier des établissements pénitentiaires, les préposés à la perception des taxes et contributions, les porteurs de contrainte, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, les mandats de justice ou jugements.

Article 271 du Code pénal:

La rébellion commise par une seule personne, munie d'armes, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans; si elle a eu lieu

sans armes, d'un emprisonnement de huit jours à six mois.

Article 272 du Code pénal:

Si la rébellion a été commise par plusieurs personnes, et par suite d'un concert préalable, les rebelles, porteurs d'armes, seront condamnés à la réclusion de cinq à dix ans et les autres à un emprisonnement d'un an à cinq ans.

Si la rébellion n'a pas été le résultat d'un concert préalable, les coupables armés seront punis d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et les autres, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

L'outrage à agent:

Article 276 du Code pénal:

L'outrage par paroles, faits, gestes, menaces, écrits ou dessins, dirigé, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, contre un officier ministériel, un agent dépositaire de l'autorité ou de la force publique, ou contre toute autre personne ayant un caractère public, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 251 euros à 2.000 euros.»

Wann et ëm Mannerjähreger geet, gëtt d'Gesetzgebung iwwert de Jugendschutz ugewannt.

L'article 1er de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse prévoit que le tribunal de la jeunesse peut, selon les circonstances, prononcer des réprimandes, soumettre les mineurs au régime de l'assistance éducative, «les placer sous surveillance chez toute personne digne de confiance ou dans tout établissement approprié», «les placer dans un établissement de rééducation de l'État».

Toutefois, aux termes de l'article 32 de cette même loi, «si le mineur a commis un fait qualifié infraction et s'il était âgé de 16 ans accomplis au moment du fait, le Ministère public près le tribunal de la jeunesse peut, s'il estime inadéquate la mesure de garde, de préservation ou d'éducation, demander par voie de requête au juge de la jeunesse l'autorisation de procéder suivant les formes et compétences ordinaires». De même, le juge de la jeunesse saisi par citation du Ministère public peut «se dessaisir et renvoyer l'affaire au Ministère public pour être procédé à l'égard du mineur suivant les formes et compétences ordinaires» (c'est-à-dire pour soumettre l'affaire aux juridictions pénales ordinaires qui pourront prononcer les mêmes peines qu'à l'égard d'un majeur).

Dësen Artikel 32 kann nëmmen am Fall vun enger schlëmmer Strofdot ugewannt ginn, am Fall vun der Widderhuelung vun Doten oder wann et sech ëm ee Mannerjähregen handelt, wou schonn aner Moossname geholl goufen an déi net gehollef hunn.

Wann een d'Villfalt vun de bestoende Gesetzestexter betruecht, ass et fir de Moment net virgesinn den Arsenal vu Gesetzer ze erweiteren. Et muss ee bedenken, dass Verfolgunge sech oft als schwiereg erweisen, net well et net genuch Gesetzestexter ginn, mä well et net ëmmer méiglech ass all Responsabel vun de Virfäll ze identifizéieren.

2. Punkt 6:

D'Kriminalpolitik, déi am Laf vun de leschte Jore vun der Regierung festgeluecht gouf, huet sech charakteriséiert duerch d'Aféierung vun neie Srofdoten, duerch d'Aktualiséierung vun de Strofen, déi an de bestehende Gesetzer virgesi sinn, esou wéi duerch d'Aféiere vun neien Prozeduren.

Dës Politik leet grousse Wäert op déi dissuasiv Roll vun der Strofjustiz.

Question 1463 (20.5.2011) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **«car-sharing»:**

La ville de Luxembourg vient de lancer une étude pour la mise en place d'un système de «car-sharing» sur son territoire. Le «car-sharing» est un système qui permet à un grand nombre de personnes de disposer d'une voiture lorsqu'elles en ont besoin, sans en posséder une personnellement. Ce système est déjà opérationnel entre autres à Namur, Louvain-la-Neuve, Ottignies et Liège.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les mesures concrètes qui ont été prises par le Ministère afin de promouvoir le «car-sharing»

Réponse (5.7.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Le «paquet climat» approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 mai 2011 recommande, entre autres, le développement du «car-sharing» plus particulièrement par la mise en place ou la promotion de systèmes de «car-sharing» sous forme de projets-pilote. Les pistes à suivre proposées dans ce contexte sont entre autres le développement d'un projet public de «car-sharing» recourant à des voitures à faibles émissions et/ou voitures électriques et la promotion de l'intégration du «car-sharing» dans les concepts de mobilité des entreprises.

Dans cette optique, un projet-pilote «Électro mobilité» a été initié dans la Nordstad grâce auquel il sera possible de louer des voitures électriques par le biais d'un abonnement, en combinaison avec l'abonnement e-go. Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures participe jusqu'à concurrence de 35% à ce projet.

Question 1464 (20.5.2011) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant les **vélos à assistance électrique:**

Les ventes de vélos à assistance électrique sont en pleine croissance. Or, selon mes informations, le Gouvernement n'accorde pas encore des subventions financières pour l'achat des vélos électriques qui sont un moyen de transport alternatif à la voiture individuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Le Gouvernement entend-il subsidier l'achat de vélos à assistance électrique?

- Quelles sont d'autres mesures que le Gouvernement entend prendre afin de promouvoir l'usage de ce type de véhicule écologique?

- Est-il envisagé d'acheter des vélos à assistance électrique pour le compte des différentes administrations?

Réponse (5.7.2011) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Dans les réponses aux questions parlementaires n°1079 de Monsieur le Député Fernand Kartheiser et n°1094 de Monsieur le Député François Bausch *(cf. compte rendu n°8/2010-2011)*, j'avais fait référence aux discussions menées dans le cadre des groupes de travail du «partenariat pour l'environnement et le climat» dont j'entends m'inspirer pour prendre une décision quant aux subventions des bicyclettes à pédalage assisté.

Le groupe de pilotage instauré dans le cadre du partenariat a rendu son rapport sous forme d'un document de synthèse. Celui-ci fait partie, tout comme le catalogue de 35 mesures prioritaires du Gouvernement, du «paquet climat» approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 mai 2011.

Le catalogue retient la promotion de la mobilité douce et le développement de la mobilité électrique comme mesures prioritaires. Ainsi, en dehors de la promotion générale des modes de transport non motorisés en milieu urbain, il est envisagé de créer un régime de subvention pour les vélos à assistance électrique. Il convient aussi de préciser que le guide d'achat online des produits les plus écologiques «oekotopten.lu», initiative mise en œuvre par le département de l'Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures ensemble avec le Mouvement écologique, fournit des recommandations d'achat entre autres pour les vélos électriques.

À l'heure actuelle, il n'est pas envisagé d'acheter des vélos à assistance électrique pour le compte des administrations étatiques alors que cette décision serait prématurée au vu de l'état d'avancement du dossier.

Question 1465 (23.5.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **projet «Beieneen» au «Foyer Marienthal»:**

De Projet «Beieneen» ass geduecht, fir am «Foyer Marienthal», wou am Ament ronn 55 Flüchtlingsfamillje betreit ginn, en «interkulturelle Gaart» unzeleeën. Dëse Projet gëtt vun enger «Gartentherapeutin» begleet. De Gesamtbudget fir dësen interkulturelle Gaart, iwwer dräi Joer, beleeft sech op déi stolz Zomme vu 480.000 €.

An dësem Kontext géif ech der Madame Minister fir Integratioun gären dës Froe stellen:

1. Wou kommen déi 480.000 € hier?

2. A wellech eenzel Poste ginn dës Suen investéiert? Kann d'Madame Minister ons de geneeë Budget virleeën?

3. Wat ass, op ee Joer gekuckt, de Budget - ausserhalb vun dësem konkrete Projet - fir d'Betreiung vu ronn 55 Familljen am «Foyer Marienthal»?

4. Ginn et aner Institutiounen, déi an de Kompetenzberäich vum Familljen- an Integratiounsministère falen (Altersheemer, Maisons relais), wou och ënnert der Begleedung vun enger «Gartentherapeutin» Gäert ugeluecht ginn, fir déi eeler Leit respektiv d'Kanner sënnvoll ze beschäftegen?

Réponse (5.7.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Fro: d'Konventioun mat der ASTI fir de Projet «Beieneen» ass op ee Joer gemach ginn et beleeft sech op 161.312,89 €. Dovunner gi 50% iwwert den Fonds européen pour les réfugiés 2011 bezuelt an 50% iwwert de Budget vum Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration.

Et ass keen Engagement fir dräi Joer geholl.

2) Fro: am Budget prévisionnel 2011 si folgend Haaptposte virgesinn:

1. d'Personal vun der ASTI 113.312,89 € (dräi Leit - edukatiivt an adminsitratiivt Personal - schaffen am Ganzen 63 Stonnen/Woch fir dee Projet)

2. «Gartenexpertin»: 22.000,00 €

3. Frais de route: 4.900,00 € (fir d'Personal vun der ASTI)

4. Sproochcoursen: 11.300,00 €

3) Et ass schwéier Iech dës Fro genau ze beäntwerten, well d'Käschten op verschiddenen «postes budgétaires» am Budget vum OLAI verdeelt sinn.

Déi Haaptposten awer sinn:

1. Betreiung duerch eng Assistante sociale an eng Infirmière diplômée vum OLAI;

2. déi monatlech finanziell Ënnerstëtzung (Täschegeld an Épicerie sur roues), déi all Famill kritt a Funktioun vun der Familljenzesummesetzung;

3. déi monatlech Beiträg an d'Krankekeess pro Famill plus eventuell Bedeelegung vum OLAI u spezielle Krankekäschten;

4. eemol d'Joer eng speziell finanziel Hëllef fir Schoulsaache fir all Kand, dat an d'Grondschoul oder an de Lycée geet;

5. de Gardiennage vum Foyer 24 Stonnen op 24 duerch eng privat Sécherheetsfirma.

4) Et ginn och an aner Institutiounen, déi an de Kompetenzberäich vum Familljen- an Integratiounsministère falen, Projeten, déi ënner Begleedung vun enger «Gartentherapeutin» realiséiert ginn. Als Beispill si genannt:

a) «Garten der Sinne»: Jardin thérapeutique vum Foyer Pietert zu Gréiwemaacher fir handicapéiert Leit a vun der Fondation Kräizbierg organiséiert.

http://www.kraizbierg.lu/pdf/presse/05-2011/20110524pietert_LW.pdf

b) Jardins de Wiltz - Coopérations a.s.b.l.: Dëse Projet ass schonn 1983 vu lëtzebuergeschen Artisten an d'Liewe geruff ginn.

http://www.touristinfowiltz.lu/fr/photos/jardinwiltz

c) All d'Ateliers-protégés sinn aktiv am Jardinage, Entretien vu Grengzonen etc. Si gi finanzéiert fir d'Frais de personnel vum Ministère du Travail a vum Familljeministère fir de Volet «frais de fonctionnement».

Question 1466 (23.5.2011) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant l'**agent infectieux EHEC:**

Le nombre de cas d'infections EHEC est en augmentation en Europe, notamment en Allemagne.

Les personnes infectées peuvent présenter des diarrhées aqueuses, des douleurs abdominales, des crampes ou encore des vomissements. Dans près de 10% des cas, les patients développent une insuffisance rénale chronique. La mortalité se chiffre à environ 3 à 5%.

Une contamination se produit en premier lieu en consommant des denrées alimentaires d'origine animale infectées, principalement de la viande hachée de bœuf insuffisamment cuite et des produits laitiers non pasteurisés. De plus, l'eau potable non chlorée, les fèces de bovins, les pommes de terre et le jus de pomme non pasteurisé, par exemple, peuvent contenir des EHEC.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si des infections EHEC ont été détectées au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, de combien de cas s'agit-il?

- Monsieur le Ministre entend-il lancer une campagne afin de sensibiliser la population?

Réponse (30.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

EHEC (Entero Haemorrhagic Escherichia Coli) est une abréviation employée pour désigner une infection avec un colibacille Escherichia Coli producteur d'une toxine, la vérotoxine. Il existe un certain nombre de variantes de ce colibacille. Les infections EHEC sont à déclaration obligatoire au Grand-Duché.

26 cas d'infections avec EHEC ont été déclarés au Ministère de la Santé depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 10 septembre 2004 portant désignation des maladies infectieuses ou transmissibles sujettes à déclaration obligatoire. Parmi ces cas, deux sont dus à la variante O104 récemment apparue dans le Nord de l'Allemagne.

Une campagne de sensibilisation a été lancée en Allemagne au cours du déploiement récent de l'infection EHEC, variante O104. Mes services ont tout mis en œuvre pour informer et en même temps pour sensibiliser le public au sujet de l'hygiène alimentaire.

Question 1468 (23.5.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **loi américaine FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act):**

La loi américaine FATCA («Foreign Account Tax Compliance Act») a suscité de vives critiques de la part de l'ABBL et d'autres acteurs importants de la place financière de Luxembourg. Leurs reproches portent principalement, mais non exclusivement, sur le caractère extraterritorial de cette loi américaine, sur l'importance des moyens informatiques et autres à mettre en place par les instituts financiers pour ne générer in fine qu'une rentrée fiscale relativement modeste, ainsi que sur des questions liées au secret bancaire.

Dans une interview publiée dans un journal luxembourgeois le 20 mai 2011, le président de l'ABBL reproche à la Commission européenne de ne pas avoir reconnu en temps utile l'importance de ce sujet. Il pense en outre que les Américains préféreraient traiter de cette question individuellement avec les banques pour éviter une discussion entre gouvernements. Le président de l'ABBL recommande dans cet article de s'opposer à la mise en œuvre de cette loi américaine et semble plaider pour un durcissement du ton avec les Américains ou, tout au moins, pour une défense plus énergique de nos intérêts («Wir müssen eine andere Sprache mit den Amerikanern sprechen»).

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur l'applicabilité de la FATCA par des instituts financiers de la place financière de Luxembourg? Le Gouvernement estime-t-il que ce sujet doit-être discuté au niveau bilatéral entre les autorités gouvernementales luxembourgeoises et américaines?

2) Est-ce que le Gouvernement partage les critiques formulées à l'encontre de la Commission européenne dans ce dossier? Est-il d'avis que la Commission européenne a une compétence dans cette matière et, si oui, quel serait le rôle de la Commission dans le traitement futur de celle-ci?

Réponse (21.6.2011) de **M. Luc Frieden,** *Ministre des Finances:*

Le Gouvernement est tout à fait conscient des problèmes d'application soulevés par la législation américaine à effet extraterritorial dite FATCA. Ces problèmes sont les mêmes pour d'autres pays également et c'est ainsi que le Luxembourg soutient les récentes démarches du Conseil de l'Union européenne ainsi que de la Commission européenne pour s'adresser aux autorités américaines à ce sujet. Vu les excellentes relations que le Luxembourg entretient avec les États-Unis, le Luxembourg a également l'intention d'évoquer ces problèmes avec les autorités américaines.

Question 1469 (24.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **orgues à tuyau:**

Des années durant le Gouvernement a subsidié la construction d'orgues à tuyau dans les bâtiments religieux du pays. Par sa participation financière, l'État a soutenu les efforts réalisés par les communes, les associations sans but lucratif agissant en la matière, les donateurs privés ainsi que, le cas échéant, les fabriques d'église.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Quels sont les critères qui ont été retenus par le Ministère en cas de participation financière de l'État à des projets d'orgue nouveaux?

- Madame la Ministre peut-elle donner des précisions sur la règle selon laquelle le Ministère décide de la fixation de la participation maximale?

- Quel est l'organe qui intervient dans l'appréciation des projets et quelle est sa composition?

- Dans le cas d'une participation financière de la part de l'État, le Ministère fait-il une distinction entre une acquisition d'instruments nouveaux et une restauration d'instruments historiques?

- Quel organe est chargé de formuler des propositions en vue de classer des instruments dits historiques? Quels sont les orgues anciens qui ont été classés jusqu'à cette date?

- Quels sont les projets d'orgue ayant bénéficié de la participation financière étatique depuis l'an 2001 et quels ont été les montants octroyés par le Ministère dans chaque cas?

- Madame la Ministre se propose-t-elle de réviser sa politique de financement en la matière? Dans l'affirmative, laquelle en serait la motivation et quelles seraient les lignes directrices de cette révision?

Réponse (5.7.2011) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Jusqu'en 2009, le budget ordinaire du Service des Sites et Monuments Nationaux (SSMN) comprenait un article «Subsides dans l'intérêt de l'aménagement artistique des églises» permettant la participation financière de l'État à des projets d'orgues.

Avec l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 21 juillet 2009 concernant l'allocation de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles, la participation financière à la conservation et à la restauration d'orgues historiques demeure toujours possible. Comme le règlement grand-ducal vise aussi des travaux d'équipement et la mise en valeur d'immeubles historiques, même l'acquisition et l'installation de nouveaux orgues peuvent encore être subventionnées.

Selon l'article 3 dudit règlement grand-ducal, les travaux éligibles peuvent être subventionnés comme suit:

- jusqu'à 30% des frais encourus lorsqu'il s'agit d'un orgue, voire d'un immeuble non classé monument national, non proposé au classement et non inscrit à l'inventaire supplémentaire;

- jusqu'à 50% des frais encourus lorsqu'il s'agit d'un orgue, voire d'un immeuble classé monument national, proposé au classement ou inscrit à l'inventaire supplémentaire;

- au-delà de 50% des frais encourus lorsqu'il s'agit d'un orgue, voire d'un immeuble classé monument national et au vu d'un avis de la Commission des Sites et Monuments nationaux.

Le même règlement grand-ducal stipule que la demande de subvention est à introduire avant le commencement des travaux. Suite à l'avis de la Commission des Bâtiments religieux et après l'examen de la demande de subvention par le SSMN et à la visite des lieux, le Ministre de la Culture peut adresser au requérant, sur avis du SSMN et le cas échéant de la Commission des Sites et Monuments nationaux, une promesse de subvention. Les travaux à subventionner sont suivis par le SSMN, dont les observations sont à respecter pour l'obtention de la subvention. Sur avis de ce service, le montant définitif de la subvention est fixé par le Ministre de la Culture après la réalisation des travaux de restauration.

Conformément à l'article 7 dudit règlement grand-ducal, les subventions sont allouées toujours dans la limite des crédits disponibles.

De 1998 à 2003 existait au sein du Ministère de la Culture une commission des orgues, dont la mission consistait à fournir un relevé des orgues dignes de protection. Suite aux rapports de ladite commission, les instruments suivants furent classés monuments nationaux selon la procédure de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux:

- l'orgue de l'église paroissiale de Bissen, construit en 1891 par les frères Muller de Reifferscheid (arrêté ministériel du 7 décembre 2001);

- l'orgue de l'église paroissiale de Boulaide, construit en 1900 par les frères Muller de Reifferscheid (arrêté ministériel du 7 décembre 2001);

- l'orgue Mutin-Cavaillé-Coll installé dans l'église abbatiale de Clervaux (arrêté ministériel du 11 décembre 2002);

- l'orgue installé dans l'église Sainte-Marie de Echternach, construit en 1845 par J. Bätz & Co aux Pays-Bas (arrêté ministériel du 11 décembre 2002);

- l'orgue installé dans l'église paroissiale d'Eschsur-Sûre, construit en 1901 par les frères Muller de Reifferscheid (arrêté ministériel du 7 décembre 2001);

- l'orgue installé dans l'église paroissiale de Junglinster (arrêté ministériel du 5 mars 2004);

- l'orgue installé dans l'église paroissiale de Pintsch (arrêté ministériel du 7 décembre 2001);

- l'orgue installé dans l'église paroissiale de Luxembourg-Grund (arrêté ministériel du 7 décembre 2001);

- l'orgue installé dans l'église Saint-Michel à Luxembourg (arrêté ministériel du 11 décembre 2002);

- l'orgue installé dans l'église de l'Hospice civil de Pfaffenthal (arrêté ministériel du 11 décembre 2002);

- l'orgue de l'église paroissiale de Troisvierges (arrêté du 15 décembre 1989);

- l'orgue construit en 1693 et installé dans l'église des Trinitaires à Vianden (arrêté ministériel du 11 décembre 2002);

- l'orgue installé dans l'église paroissiale de Trintange, construit en 1878 par le manufacturier lorrain Dalstein & Haerpfer, comprenant 17 jeux répartis sur deux claviers à traction mécanique et un pédalier à traction pneumatique (arrêté ministériel du 23 août 2000).

La liste des projets d'orgues ayant bénéficié de la participation financière étatique depuis 2001 est produite en annexe.

Dans le premier dossier à évacuer selon la nouvelle réglementation et comme suite à un premier refus du contrôle financier, affirmant que de nouveaux orgues ne pourraient être subventionnés, une autorisation fut néanmoins émise. Aussi, l'administration communale de Bissen a-t-elle pu obtenir un subside de 10% pour l'acquisition d'un nouvel orgue à tuyaux suite à une promesse de subvention faite en 2008 sous l'empire des règles antérieures au règlement grand-ducal de 2009.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1470 (24.5.2011) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **manquements reprochés à un professeur-chercheur de l'Université du Luxembourg:**

Au cours de la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace du 19 mai courant le représentant de Monsieur le Ministre a fourni quelques explications concernant le problème des manquements reprochés à un professeur - chercheur de l'Université du Luxembourg en relation avec la publication d'un travail scientifique basé sur des données manipulées.

Comme certaines questions n'ont pas été évoquées et que les reproches du groupe d'experts vont bien au-delà de la publication en question, je voudrais savoir de Monsieur le Ministre,

- s'il est exact que le professeur avait deux contrats simultanés, l'un avec l'Université du Luxembourg, l'autre avec l'Université de Kuopio de Finlande et collaborait ainsi avec deux laboratoires.

- Était-il prévu que le contrat finlandais devait se terminer, mais que des contacts professionnels allaient continuer d'exister? Le professeur a-t-il été rémunéré pour ses prestations par l'université finlandaise?

- Le Ministre confirme-t-il que le professeur aurait abusé du fait d'avoir deux laboratoires en imputant des résultats obtenus par le laboratoire à Luxembourg au laboratoire finlandais? Dans l'affirmative, les chercheurs travaillant pour le compte de l'Université du Luxembourg ont-ils été désavantagés de quelque manière par le biais de problèmes de ressources, d'utilisation de données et/ou de droits d'auteur?

- Enfin, existe-t-il de sérieux doutes concernant les affectations des moyens financiers entre les deux laboratoires?

Réponse (29.6.2011) de **M. François Biltgen,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants à la question parlementaire de l'honorable Députée Anne Brasseur relative au problème des manquements reprochés à un professeur-chercheur de l'Université du Luxembourg en relation avec la publication d'un travail scientifique basé sur des données manipulées.

Comme indiqué dans le procès-verbal de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace le professeur en question continuait à être affecté à l'Université du Kuopio, Finlande. Cette «double affectation» se faisait conformément aux dispositions de l'article 37 «Activités accessoires des enseignants-chercheurs du corps académique» de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg. Par ailleurs, une coopération scientifique existait entre les deux laboratoires notamment en ce qui concerne le séquençage d'échantillons. À cet effet, il avait été prévu de signer une convention avec l'université finlandaise.

Comme indiqué dans le même rapport, il n'existe pas de sérieux doutes concernant un éventuel transfert de fonds à l'université finlandaise en question. Les procédures internes régissant les commandes ont été respectées.

Dans le respect de l'autonomie de l'Université du Luxembourg, il n'incombe pas au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de prendre position par rapport à des incriminations formulées à l'encontre d'un membre des personnels de l'Université. Il m'importe de constater que les règles internes à l'Université et relatives aux personnels ont été appliquées et qu'une procédure est toujours en cours.

Question 1471 (25.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CR352 entre Bastendorf et «Groesteen»:**

Des conducteurs m'ont rendu attentif sur l'état déplorable de la voie routière reliant le village de Bastendorf au lieu-dit «Groesteen» (via «Houschterhaff»). En effet, entre ces deux localités, le chemin repris en question (CR352) s'est sérieusement dégradé ces dernières années sur un tronçon de presque 6,5 km.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur un éventuel projet de redressement de ce tronçon? Pour quand entendra-t-il remédier à cette situation malencontreuse?

- Dans la négative, quelles sont les causes qui ont empêché Monsieur le Ministre de réaliser ce redressement indispensable?

Réponse (27.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°1471 l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet du redressement du CR352 entre Bastendorf et «Groesteen».

Comme durant l'exécution des travaux de redressement du CR352 entre Brandenbourg et Landscheid, le redressement du tronçon entre Bastendorf et «Groesteen» aurait nécessité une déviation supplémentaire et causé par conséquent trop d'inconvénients aux automobilistes, il a été décidé de renoncer au redressement simultané de ces deux tronçons.

Entre-temps, les travaux du tronçon Brandenbourg-Landscheid touchent à leur fin et le redressement du CR352 entre Bastendorf et «Groesteen» fait actuellement l'objet d'un avant-projet en voie d'élaboration auprès de l'Administration des Ponts et Chaussées. Après avoir réalisé les emprises indispensables et après avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires, le début des travaux de redressement de ce tronçon de route pourrait avoir lieu, sauf imprévu, en printemps 2012.

Question 1473 (25.5.2011) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **mission de surveillance et de sauvetage de la Protection civile au Lac de la Haute-Sûre:**

Suite aux conditions climatiques le niveau d'eau du Lac de la Haute-Sûre est actuellement à un niveau très bas, ce qui entraîne des difficultés de mise à l'eau du bateau de patrouille de la Protection civile. Ainsi dans les semaines à venir, le service de la Protection civile risque de ne plus pouvoir assurer sa mission de surveillance et de sauvetage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante au Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Quelles mesures le Ministre compte-t-il prendre pour assurer qu'un système de sauvetage efficace reste maintenu?

Réponse (27.6.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le manque de précipitations au cours des derniers mois et le déficit en alimentation d'eau du Lac de la Haute-Sûre qui en découle ont fait tomber le niveau d'eau du lac de façon à compromettre le sauvetage aquatique assuré par le groupe des hommes-grenouilles de la Division de la Protection civile de l'Administration des Services de Secours. En effet, le niveau s'est tellement abaissé, qu'une mise à l'eau normale des bateaux de la Protection civile est devenue impossible. Les rampes fixes permettant la mise à l'eau moyennant les remorques porte-bateau n'atteignent plus le plan d'eau et les pontons flottants pour mouiller les bateaux ne sont plus accessibles.

Pour assurer cependant l'accès des bateaux de la Protection civile au plan d'eau, plusieurs dispositions ont été prises. D'une part, l'Administration des Bâtiments publics a mis à disposition de la Protection civile des tôles pour stabiliser la conduite des remorques porte-bateau sur la berge non carrossable lors de la mise à l'eau. D'autre part, l'Administration des Bâtiments publics se charge de l'allongement des rampes fixes pour pouvoir atteindre le plan d'eau et pour éviter à l'avenir une telle situation. Pour permettre une mise à l'eau appropriée de leurs bateaux, le groupe des hommes-grenouilles de la Protection civile dispose en outre d'une voiture d'intervention tout terrain, afin d'atteindre le plan d'eau par la vieille route reliant Lultzhausen et Liefrange.

Question 1474 (25.5.2011) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant le **contrôle des poids lourds:**

Quotidiennement de nombreuses infractions sont commises par des poids lourds en transit qui quittent le réseau autoroutier sans que les règlementations routières en vigueur l'autorisent. Ceci n'est pas sans créer des situations dangereuses, voire des accidents. J'avais d'ailleurs thématisé cette problématique dans le cadre d'une heure d'actualité lors de laquelle Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait promis d'intervenir auprès des autorités compétentes afin d'effectuer des contrôles plus réguliers. Après un accident grave en février à la sortie de Capellen/Mamer, un nouvel accident tragique vient de se produire à la sortie de Livange/Bettembourg, où des remorques sont restées stationnées le long de la route nationale pendant plusieurs jours sans que les autorités compétentes soient intervenues.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Comment se fait-il que des poids lourds peuvent stationner près des sorties des autoroutes pendant plusieurs jours sans que les autorités interviennent?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des statistiques annuelles ou mensuelles quant aux contrôles effectués sur les autoroutes en rapport avec les sorties non autorisées des poids lourds d'une autoroute sur une route nationale?

- Combien d'infractions ont été constatées et combien de chauffeurs verbalisés?

- Monsieur le Ministre entend-il renforcer les contrôles et quelles autres mesures entend-il prendre pour éviter à l'avenir des accidents en rapport avec les sorties non autorisées des poids lourds des autoroutes?

Réponse (29.6.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

La Police grand-ducale contrôle régulièrement les sorties autoroutes.

De la sorte depuis le 1er janvier 2007 au 31 mai 2011, au total 1.285 contrôles ont été effectuées aux sorties des autoroutes.

Les statistiques demandées montrent d'ailleurs clairement l'activité policière.

Nombre de contrôles «Transit» effectués entre 2007 et 2011:

Mois	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	Total
2007	23	18	17	72	53	49	29	12	8	30	13	28	352
2008	33	24	29	36	34	11	33	34	15	23	12	22	306
2009	39	21	53	22	17	21	15	11	16	22	29	22	288
2010	57	56	40	31	18	15	7	16	11	34	31	23	339
2011	42	40	39	48	47								

Nombre d'infractions constatées entre 2007 et 2011:

Année	Nombre d'infractions
2007	244
2008	644
2009	459
2010	676
2011	298

La politique de sécurité routière actuelle est maintenue et continuée en collaboration étroite avec le Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Question 1475 (25.5.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **prime d'astreinte de la Police grand-ducale:**

Actuellement il existe une grande inquiétude au sein des membres de la force publique luxembourgeoise qui résulte du fait que l'étude sur la réforme de la fonction publique propose la suppression de la prime d'astreinte. Selon mes informations, Monsieur le Ministre aurait promis dans le cadre d'une réunion avec les responsables du syndicat professionnel de la force publique en date du 12 mai 2011 le maintien de cette prime.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce que la promesse de Monsieur le Ministre a déjà été discutée au sein du Conseil de Gouvernement? Si oui, quelles sont les conclusions de cette discussion?

Réponse (29.6.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans la phase actuelle des négociations avec la fonction publique, il n'est pas indiqué de faire des déclarations.

À ce stade, il m'importe de faire prévaloir les droits des fonctionnaires de la Police grand-ducale en tenant compte des spécificités de la police.

Question 1477 (26.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**école de la 2e chance:**

Madame la Ministre vient d'annoncer que le Gouvernement est à la recherche d'un (de) terrain(s) approprié(s) pour le site définitif de l'École de la 2e chance. À l'heure qu'il est, cette école fonctionne passagèrement dans les anciens locaux du Lycée technique Mathias Adam à Pétange.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer les critères selon lesquels se fera le choix du futur site de cet établissement scolaire?

- À en croire la presse télévisée, l'École de la 2e chance accueillerait au maximum 250 élèves. Fin 2008, Madame la Ministre avait, par contre, annoncé que l'école en question accueillerait environ 350 élèves. Quelle sera la capacité d'accueil de cette école?

- Quels locaux et équipements spécifiques sont requis pour assurer le fonctionnement de l'École de la 2e chance?

- Est-il prévu d'associer un internat aux bâtiments scolaires à proprement parler?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des informations concernant le recrutement et la formation du personnel travaillant dans le cadre de cette école?

Réponse (17.6.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1)

Un des critères pour le choix du futur site est que l'établissement scolaire devra être facilement accessible par les transports communs. Il faut également prendre en considération que les apprenants viendront des quatre coins du pays.

La superficie du terrain devrait être de un hectare au strict minimum pour pouvoir accueillir les infrastructures prévues au programme de construction, d'une part, et pour répondre aux contraintes imposées par la législation en matière de sécurité, d'autre part.

Ad 2)

La construction d'un bâtiment ayant une capacité d'accueil de 300 apprenants est prévue.

Ad 3)

Le programme de construction prévoit:

- des salles de classe y inclus des salles d'éducation artistique et d'éducation musicale,

- des ateliers (métal, bois, espaces verts, bâtiment, peinture, couture, électrique, alimentation, coiffure),

- un hall omnisports,

- une salle polyvalente,

- des salles de tutorat et de remédiation,

- des salles de travail psychopédagogique,

- un restaurant scolaire,

- des locaux pour l'administration, l'accueil et une bibliothèque.

Ad 4)

Il n'est pas prévu d'associer un internat au bâtiment scolaire.

Ad 5)

Le personnel travaillant dans l'École de la 2e chance a été recruté conformément aux dispositions légales en vigueur.

Des unités de formation continue ont été organisées en 2010/2011 en collaboration avec le Service de Coordination, de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT).

L'accent des formations offertes a porté sur:

- le développement des compétences transversales des apprenants,

- le portfolio d'apprentissage et de tutorat,

- la didactique des situations-problèmes dans l'approche par compétences et la technique d'évaluation.

Question 1479 (27.5.2011) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **chemin repris reliant Brandenbourg au lieu-dit «Këppenhaff»:**

Depuis plus d'une décennie, le chemin repris reliant le village de Brandenbourg au lieu-dit «Këppenhaff» se trouve dans un état critique sur un tronçon de presque deux kilomètres. Pour les habitants de la commune de Tandel, ce chemin permet d'accéder directement à la N7 entre Diekirch et Hosingen.

C'est pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur un éventuel projet de redressement de ce tronçon? Pour quand entendra-t-il remédier à cette situation regrettable?

- Dans la négative, quelles sont les raisons ayant empêché Monsieur le Ministre de réaliser ce redressement inévitable?

Réponse (27.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°1479 l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet du redressement du CR377 entre le lieu-dit «Këppenhaff» et Brandenbourg.

Un avant-projet de redressement du CR377 entre Këppenhaff et Brandenbourg vient d'être soumis pour approbation, en mars 2011, au Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Le dossier d'emprises en relation avec les travaux projetés a été soumis en mai 2011 au Ministère, de même qu'une demande d'autorisation environnementale de sorte qu'un redressement du tronçon de route en question devrait, sauf imprévu, pouvoir être réalisé prochainement.

Question 1481 (27.5.2011) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant la **sécheresse et production agricole:**

Depuis des semaines, le niveau des précipitations est très faible. Les agriculteurs estiment qu'ils perdront 30 à 50% de leur récolte en céréales, colza et fourrages dû à la sécheresse.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces estimations publiées par la Centrale paysanne? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre des mesures spécifiques afin de soutenir les agriculteurs dans cette situation difficile?

Réponse (30.6.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La sécheresse exceptionnelle qui a régné sur le Luxembourg de mars à juin 2011 a eu des effets néfastes sur la production fourragère des exploitations agricoles. Les premières estimations de mes services ont établi une perte dépassant largement 30% de la récolte moyenne des trois dernières années pour ce qui concerne la quantité produite de la première coupe des prairies et des pâturages permanents et temporaires. La deuxième coupe n'a pu être effectuée dans beaucoup de régions de sorte que le manque de fourrages est devenu évident.

Dans ces conditions, j'ai proposé au Conseil de Gouvernement une indemnisation des pertes subies par les agriculteurs.

En date du 22 juin, le Gouvernement a décidé de retenir comme enveloppe pour l'indemnisation des pertes subies un tiers de la valeur de la perte de production constatée pour la première coupe d'herbe, soit cinq millions d'euros.

Le calcul et le paiement de cette avance pourront s'effectuer assez rapidement, dès que les modalités pratiques auront été clarifiées.

Dans une deuxième phase, lorsque les données concernant la récolte complète de 2011 seront disponibles, une évaluation de la perte de production sera faite et un schéma d'indemnisation portant sur l'ensemble de la récolte 2011 pourrait compléter l'avance déjà accordée.

Question 1482 (27.5.2011) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **sécheresse et aides aux agriculteurs:**

Depuis des semaines, les agriculteurs souffrent sous les effets d'une période de sécheresse exceptionnelle. Certains pays viennent de réagir et ont annoncé des aides financières pour les agriculteurs concernés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il mettre sur pieds afin d'atténuer les effets néfastes de la sécheresse pour les agriculteurs? Monsieur le Ministre envisage-t-il, à l'instar de son homologue français, de verser des aides financières spéciales aux agriculteurs?

- Monsieur le Ministre entend-il mettre en place des aides logistiques en vue d'approvisionner les agriculteurs avec de la nourriture pour le bétail?

- À en croire la presse, certaines aides, mises en place d'ici trois ans, tarderaient toujours d'être versées aux entreprises concernées. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour ces retards?

Réponse (30.6.2011) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La sécheresse exceptionnelle qui a régné sur le Luxembourg de mars à juin 2011 a eu des effets néfastes sur la production fourragère des exploitations agricoles. Les premières estimations de mes services ont établi une perte dépassant largement 30% de la récolte moyenne des trois dernières années pour ce qui concerne la quantité produite de la première coupe des prairies et des pâturages permanents et temporaires. La deuxième coupe n'a pu être effectuée dans beaucoup de régions de sorte que le manque de fourrages est devenu évident.

Dans ces conditions, j'ai proposé au Conseil de Gouvernement une indemnisation des pertes subies par les agriculteurs.

En date du 22 juin, le Gouvernement a décidé de retenir comme enveloppe pour l'indemnisation des pertes subies un tiers de la valeur de la perte de production constatée pour la première coupe d'herbe, soit cinq millions d'euros.

Le calcul et le paiement de cette avance pourront s'effectuer assez rapidement, dès que les modalités pratiques auront été clarifiées.

Dans une deuxième phase, lorsque les données concernant la récolte complète de 2011 seront disponibles, une évaluation de la perte de production sera faite et un schéma d'indemnisation portant sur l'ensemble de la récolte 2011 pourrait compléter l'avance déjà accordée.

Au-delà de cette aide, le Gouvernement n'entend pas de mettre en place des aides logistiques en vue d'approvisionner les agriculteurs. Néanmoins, j'ai pris l'initiative de demander, par l'intermédiaire de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, aux ambassades du Luxembourg dans les États membres de l'Union européenne, un soutien dans le cadre de la recherche de fournisseurs potentiels de fourrages pour nos exploitations. Les informations en provenance de ces sources sont mises à disposition de la Chambre d'Agriculture qui établit le lien entre ces fournisseurs et les acheteurs potentiels sur le marché luxembourgeois.

Finalement, je suis en mesure de confirmer que les aides mentionnées dans votre question, à savoir les aides dues dans le cadre des contrats agroenvironnementales, seront virés dans les prochaines semaines aux bénéficiaires respectifs.

Question 1484 (30.5.2011) de **M. Ben Scheuer** *(LSAP)* concernant la **sécurité dans les transports publics:**

De plus en plus souvent, le personnel du secteur des transports publics est victime de violences physiques et d'agressions verbales. Les syndicats font actuellement campagne pour attirer l'attention sur ce problème. Or, cette situation est connue depuis longtemps et la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics avait pour objet justement de mieux protéger le personnel et les usagers des transports publics. Cette loi prévoit entre autres la possibilité d'agréer des agents ayant suivi une formation spéciale.

Par ailleurs, des plans de prévention ont été élaborés et un comité de pilotage «sécurité dans les transports publics» a été chargé de proposer des mesures concrètes.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire combien d'agents ont suivi à ce jour la formation prévue par l'article 4 de la loi du 19 juin 2009?

- À quels intervalles le comité prémentionné se réunit-il et quelles sont les conclusions qu'il a retenues depuis lors?

- Quels sont les règlements d'exécution de la loi du 19 juin 2009 qui font encore défaut et quand est-ce que Monsieur le Ministre prévoit leur publication?

Réponse (5.7.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député Ben Scheuer souhaite s'informer au sujet de la sécurité dans les transports publics.

Jusqu'à ce jour, un total de 315 agents, dont 297 agents des CFL, douze agents de l'AVL et neuf agents du TICE, ont suivi la formation prévue par l'article 22 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics respectivement par l'article 4 de la loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics. Tous les agents ayant suivi cette formation ont été assermentés par le Ministre des Transports respectivement par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

Les dernières réunions du comité de pilotage «Sécurité dans les transports publics» ont eu lieu en date du 9 décembre 2009 et du 6 mai 2010. Lors de la réunion du comité de pilotage du 9 décembre 2009, cinq groupes de travail ont été constitués, composés de membres du comité de pilotage. En effet, le travail en groupe permet de discuter un sujet précis dans un cadre plus restreint de sorte à faire avancer les travaux plus rapidement. Les groupes de travail se réunissent régulièrement en fonction de l'actualité des sujets à discuter. Un bilan sur les travaux des différents groupes de travail est dressé dans chaque réunion du comité de pilotage. Il a été retenu que le comité de pilotage se réunit moins fréquemment et uniquement en fonction des besoins (problèmes d'actualité). Ont été créés les groupes de travail suivants:

Groupe de travail «Contrôle dans les TP - interchangeabilité des compétences de contrôle» (dernière réunion: 25 février 2010)

Groupe de travail «Loi sur la sûreté dans les TP»: élaboration d'une version «populaire» de la législation applicable en matière de sécurité dans les transports publics (dernière réunion: 1er juin 2010)

Groupe de travail «Campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires» (dernière réunion: 23 mars 2011)

Groupe de travail «Toxicomanie et sans-abris» (dernière réunion: 20 janvier 2011)

Groupe de travail «Interdiction d'accès dans les TP» (dernière réunion: 20 avril 2010)

À noter dans ce contexte que la prochaine réunion du comité de pilotage se tiendra, en présence du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, en date du 19 juillet 2011 pour dresser, d'une part, le bilan des actions élaborées par les groupes de travail précités et, d'autre part, pour proposer un plan d'action de mesures pour l'avenir.

La loi du 19 juin 2009 sur l'ordre et la sécurité dans les transports publics fait référence à deux règlements grand-ducaux, à savoir un règlement grand-ducal approuvant la formation spécial des agents assermentés et un règlement grand-ducal fixant les avertissements taxés en matière de transports publics. Alors que la formation des agents assermentés est fixée par le règlement grand-ducal du 21 juillet 2006 portant approbation du programme de la formation spéciale pour les agents visés à l'article 22, paragraphe 3 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics, les avertissements taxés sont fixés par le règlement grand-ducal du 2 février 2011 relatif aux avertissements taxés en matière de transports publics.

Il en ressort qu'aucun règlement grand-ducal ne fait défaut en l'occurrence.

Question 1486 (31.5.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **système d'information de la population:**

L'Allemagne connaît depuis quelques semaines un accroissement notable des infections gastro-intestinales par un colibacille sécrétant une toxine (EHEC). Suivant les éléments de traçabilité, les produits incriminés auraient été également délivrés à des supermarchés luxembourgeois.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre est-il disposé à négocier avec les téléopérateurs la possibilité de la mise en place d'un système d'information facultatif par SMS?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du projet de recherche U-2010 de l'Université du Luxembourg, œuvrant dans le domaine de l'information de la population en cas de sinistre?

Réponse commune (5.7.2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle,* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Monsieur le Député demande si le Gouvernement prévoit l'information facultative par SMS de la population en cas de crise.

Si de tels systèmes d'information existent à l'heure actuelle déjà au niveau de certaines communes, il faut remarquer que l'information simultanée d'un grand nombre de destinataires (par exemple par SMS) comporte des défis techniques tels que cette approche n'a jusqu'à présent point dépassé le niveau du prototypage et n'est communément pas utilisée à grande échelle.

En effet, tant le nombre élevé de SMS nécessaire pour avertir toute la population que la simultanéité exigée en cas de crise ou de catastrophe rendent une telle procédure très difficile. S'y ajoute le phénomène de l'encombrement des réseaux.

En ce qui concerne le cas de l'EHEC visé par Monsieur le Député et en général, lorsqu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'une denrée alimentaire peut présenter un risque pour la santé, le service de la sécurité alimentaire relevant de la direction de la Santé en informe le public conformément au règlement (CE) n°178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.

Cette communication est réalisée par le biais d'un communiqué de presse émis via le Service information et presse du Ministère d'État, et publié sur le site Internet de la sécurité alimentaire. http://www.securite-alimentaire.public.lu/actualites/alertes/index.html

Le projet U-2010 visé par Monsieur le Député, qui entre-temps a été mené à son terme, s'est penché sur la communication au niveau des intervenants en cas de crise plutôt que de la population. Il avait en effet pour objectif une communication efficace et rapide entre intervenants concernés en cas d'accident, d'incendie, de catastrophe ou de crise par la mise à disposition de moyens de communications existants ou à créer.

Le projet de recherche U-2010 devait définir et déployer des concepts permettant d'augmenter la disponibilité des services et réseaux existants pour la démultiplication des canaux de communication partout où cela est possible avec redirection automatique en cas de panne réseau.

Il a été suivi de deux projets de recherche, à savoir «Secrecom» et «Freesic». Ces deux projets de recherche, qui relèvent du 7e Programme-cadre européen et dans lesquels l'Université du Luxembourg figure comme partenaire, portent sur la problématique de la communication d'urgence. Il s'agit de projets de recherche dont l'application directe n'est pas encore définie.

Question 1489 (1.6.2011) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **suppression de trois passages à niveau à Schifflange:**

Le 24 octobre 2007, la Chambre des Députés a donné par voie de motion son accord de principe pour la suppression dans les années à venir des trois passages à niveau n°91, n°91a et n°92 à Schifflange. Il s'agit d'un concept d'ensemble d'aménagement qui a été développé par l'Administration des Ponts et Chaussées, l'administration communale de Schifflange et les CFL. Suite à la crise économique, le projet a été reporté jusqu'en 2014.

Or, il me revient que le 9 juin 2011, les CFL et l'administration communale de Schifflange vont informer le grand public à l'occasion de la «Journée mondiale de la sécurité aux passages à niveau» sur le projet visant à supprimer les trois passages à niveau.

L'on peut dès lors supposer que l'APD est finalisé et que le projet semble être prêt à être présenté à la Commission du Développement durable.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le projet en question devrait être prioritairement présenté à la commission parlementaire responsable du suivi des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État avant sa présentation au grand public?

- Est-ce que la soumission publique relative à la suppression des trois passages à niveau a déjà été lancée?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la durée prévisionnelle de ces travaux?

- Est-ce que le montant estimé des travaux s'élève encore à 16,12 millions d'euros?

Réponse (17.6.2011) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par la question parlementaire n°1489 l'honorable Député Marc Spautz souhaite s'informer au sujet du projet de suppression des trois passages à niveau à Schifflange.

En effet, ce projet est élaboré en étroite collaboration entre l'Administration des Ponts et Chaussées, l'administration communale de Schifflange et les CFL et sera financé par ces trois intervenants.

D'un point de vue planification budgétaire pluriannuelle, la réalisation de ce projet est toujours prévue au plus tôt en 2014.

Dans le cadre de la «Journée Mondiale de la sécurité aux passages à niveau» le 9 juin 2011, une manifestation est organisée à Schifflange. À cette occasion, les CFL n'ont pas prévu de leur côté une présentation du projet en question, ce qui n'exclut pas qu'il soit évoqué ou présenté par d'autres instances présentes.

En raison du report budgétaire et des retards administratifs au niveau de l'acquisition des emprises, les études n'ont pas encore été poursuivies au-delà du volet APS.

Par conséquent, aucune soumission relative aux travaux ne peut être lancée. De même, les méthodes de construction ainsi que les délais ne sont pas encore établis en détail.

Avec un montant estimé de 16 millions d'euros au stade APS, ce projet a été soumis pour motion à la Chambre des Députés en date du 24 octobre 2007.

Le point 5 de la nouvelle procédure de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire fixée le 20 avril 2009 dispose que le bilan financier de ce projet est à présenter à cette Commission tous les six mois, alors qu'il fait partie des projets se situant entre dix et 40 millions d'euros. Par ailleurs, étant donné qu'aucun financement pour la construction de ce projet n'est prévu pour l'année budgétaire à venir, il ne figure pas à l'ordre du jour des travaux d'une commission parlementaire.

Question 1491 (1.6.2011) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant la **participation aux prestations de soins:**

In einer gemeinsamen Stellungnahme hatten die COPAS und die ANIL im Februar 2011 auf die praktischen Probleme bei der Umsetzung gewisser Elemente der Gesundheitsreform hingewiesen.

In einem Presseschreiben hatten die beiden Organisationen ihre Sorge mitgeteilt, dass gewisse Personen auf pflegerische Versorgung verzichten und dies zu verstärkten Klinikaufenthalten führen könnte. Sie hatten darauf hingewiesen, dass eine solche Entwicklung dem Prinzip der Förderung und Privilegierung von ambulanten Versorgungsformen entgegenlaufen würde, ein Prinzip, das vom Minister verteidigt wird.

Insbesondere die finanzielle Lage von Minderbemittelten wurde in diesem Schreiben aufgeworfen, denen unter bestimmten Umständen Eigenbeteiligungen von 12% an bestimmten Akten ihrer Versorgung zugemutet werden.

Nun wird von politischen Entscheidungsträgern gerne darauf verwiesen, dass bei einer Aufwendung von mehr als 2,5% des jährlichen Einkommens für Gesundheitsleistungen eine Limitierung der Ausgaben beantragt werden kann.

Hierzu möchte ich dem Herrn Gesundheitsminister folgende Fragen stellen:

1) Wie ist die sogenannte „Participation aux prestations de soins" definiert? Sind es die Beträge, die sich aus der Differenz zwischen dem, was der Patient dem Dienstleister (Klinik, Arzt, Gesundheitsberufler) im Voraus gezahlt hat, und dem von der CNS erstatteten Betrag ergeben?

2) Kann die CNS über ihre Informationssysteme diesen Wert ermitteln und dem Patienten bei der Beweisführung (Ausgaben, insbesondere Bruttoeigenbeteiligungen) behilflich sein?

3) Wie viele Patienten fallen jährlich in diesen Bereich der 2,5% und erhalten eine Limitierung der Ausgaben auf diese 2,5% „du revenu cotisable annualisé"?

4) Falls die CNS diese Aufstellung nicht über informatische Mittel für den Patienten erstellen kann, wie aufwendig, denkt der Minister, wird diese Beweisführung für den Einzelnen sein?

5) Gibt es eine sogenannte „Simplification administrative" in diesem Bereich?

6) Gibt es eine Internetseite des Ministeriums, die allgemein zugängliche Informationen und Beispiele aufführt, die dem betroffenen Bürger dabei behilflich sein können, die Prozedur für die Beantragung der Limitierung der Eigenbeteiligung auf 2,5% zu verstehen und in die Praxis umzusetzen?

7) Denkt der Minister gegebenenfalls über einfachere Methoden nach, um einkommens- und finanzschwachen Versicherungsteilnehmern angesichts vorrangiger gesundheitsrelevanter Probleme der Betroffenen diese administrativen Aufgaben der Beweisführung des „revenu cotisable annualisé" zu vereinfachen oder gar zu ersparen?

Réponse (5.7.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

1) Die Zuzahlung („participation aux soins de santé") ist in Artikel 154bis der Statuten der Gesundheitskasse vorgesehen, welcher in seinem 2. Absatz besagt:

„La participation est définie par la différence entre, d'une part, le montant brut du prix officiel ou du prix de référence figurant dans les nomenclatures et les listes et, d'autre part, le montant net obtenu par application du taux de prise en charge inférieur à cent pour cent (100%). Sont pris en considération les participations prévues aux articles 35, 39 alinéa 1er, 48, 55, 59, 65, 67, 78, 86 alinéa 1er, 101, 104, 114, 115, 142 alinéa 4 et 145."

2) Ja, der besagte Betrag wird dem Versicherten auf dem Formular mitgeteilt, das ihn über die Rückzahlung informiert, auf die er ein Anrecht hat, nachdem er der Gesundheitskasse die Rechnungen zwecks Übernahme zugeschickt hat.

3) Die Gesundheitskasse verfügt nicht über die genaue Anzahl an Personen, welche theoretisch die Bedingungen des Artikels 154bis erfüllen, da sie nicht für alle Versicherten über vollständige Informationen ihr Einkommen betreffend verfügt. Ich übermittle Ihnen jedoch eine Tabelle mit der Gesamtzahl der diesbezüglichen Anfragen für die Jahre 2002-2010. Diese Tabelle informiert ebenfalls über die Zahl der Personen, welche den von den Statuten vorgesehenen Mindestbetrag der Ausgaben nicht erreicht haben, sowie die Zahl der Personen, welche ihn erreicht haben. (Es sei darauf hingewiesen, dass die Zahlen für 2009 und 2010 noch nicht vollständig sind.)

d'Chamber online op
www.chd.lu

Jahr	Mindestbetrag der Ausgaben nicht erreicht	Mindestbetrag der Ausgaben erreicht	Total
2002	244	140	384
2003	295	161	456
2004	345	161	506
2005	370	206	576
2006	373	305	678
2007	403	306	709
2008	819	341	1.160
2009	1.127	462	1.589
2010	764	361	1.125

4) Personen, welche glauben, ein Anrecht auf die zusätzliche Rückerstattung gemäß Artikel 154bis zu haben und für die die Gesundheitskasse nicht über vollständige Informationen ihr Einkommen betreffend verfügt, müssen ihre diesbezügliche Anfrage mit Belegen untermauern, welche eine Kontrolle der in Artikel 154bis vorgesehenen Bedingungen ermöglichen.

5) Der durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 abgeänderte Artikel 24, Absatz 2 des 1. Buches der Sozialversicherungsgesetzgebung hat für Versicherte mit niedrigem Einkommen das Recht auf sofortige Übernahme der Arztrechnungen durch die Gesundheitskasse eingeführt. Die Umsetzungsbestimmungen des besagten Artikels sind derzeit in der Ausarbeitung und werden voraussichtlich im Herbst dem Vorstand der Gesundheitskasse unterbreitet.

In diesem Zusammenhang soll für Versicherte mit niedrigem Einkommen automatisch die Prozedur des Artikels 154bis ausgelöst werden, wenn sie die darin vorgesehene Belastungsgrenze erreicht haben.

6) Die CNS wird zu gegebener Zeit über die neuen Maßnahmen und Bestimmungen informieren.

Question 1500 (7.6.2011) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **protection internationale:**

Le tribunal administratif s'est prononcé en date du 14 décembre 2010 sur un recours formé contre une décision du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration en matière de protection internationale. Un ressortissant gambien avait mis en question la politique d'information du Ministère dans le contexte de son rapatriement, puisque le Ministère avait informé l'ambassade de la République de Gambie à Bruxelles que la personne à rapatrier serait un demandeur d'asile politique débouté. Le demandeur estime que les informations fournies à l'ambassade ne seraient pas sans conséquences sur son sort s'il retournait dans son pays d'origine. Le Ministère de son côté a soulevé devant le tribunal administratif qu'il n'existerait aucune disposition légale qui interdirait l'échange d'informations avec les autorités du pays d'origine dans le contexte d'éloignements.

Le tribunal conclut cependant dans son verdict que l'élément nouveau rapporté par le demandeur augmenterait de manière significative la probabilité qu'il remplisse les conditions requises pour prétendre à la protection internationale et a annulé la décision d'irrecevabilité de la demande de protection internationale.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelle est la politique d'information du Ministère de l'Immigration envers les pays d'origine de demandeurs d'asiles déboutés lors d'une procédure de rapatriement?

- Quelles sont les informations relatives à l'identité du demandeur échangées dans ce contexte?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si les autorités des pays d'origine sont systématiquement mises au courant, du fait qu'il s'agit de personnes ayant demandé l'asile politique dans notre pays?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur le nombre de demandeurs concernés par cette pratique au cours des dernières années, ainsi que sur leur pays d'origine.

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas inopportun de fournir ce genre d'informations aux pays d'origine?

Réponse (1.7.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux différentes questions j'aimerais répondre comme suit.

- La direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères et le pays vers lequel un étranger doit être éloigné sont tenus de coopérer afin de faciliter le retour des personnes qui se trouvent en situation irrégulière. Cette coopération doit bien évidemment s'effectuer dans un esprit de respect mutuel. Ainsi, pour déterminer l'identité, la nationalité ou bien encore le lieu de résidence de l'étranger en situation irrégulière, le Ministère peut être amené à contacter la représentation diplomatique de son État d'origine. Dans le cadre de cette coopération, l'État d'origine assiste en général le Ministère dans ses démarches d'identification. Cette assistance peut se traduire, en l'absence de documents ou de pièces d'identité, en une audition du candidat au retour par un représentant des autorités consulaires saisies. Celles-ci émettront, une fois l'origine et l'identité du candidat au retour établies, les documents de voyage nécessaires pour faciliter son retour dans son pays de provenance. C'est d'ailleurs dans le sens d'une meilleure coopération que des accords de réadmission sont conclus entre les parties concernées.

- Dans l'hypothèse où la représentation diplomatique du pays d'origine de la personne à éloigner est contactée, le Ministère peut être amené à transmettre tout document (en sa possession) nécessaire pour déterminer l'identité, la nationalité ou le lieu de résidence de la personne: par exemple, ses papiers d'identité, un justificatif de nationalité (y compris des documents que l'on peut considérer comme faisceaux d'indices qui, combinés à d'autres documents peuvent aider à déterminer ces éléments), un permis de conduire, ou bien encore ses données biométriques (photo d'identité ou empreintes digitales).

- Le Ministère s'assure avec toute la diligence nécessaire que l'échange d'information n'expose pas la personne à éloigner à un danger quelconque. Ainsi, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, aucune information relative à l'entretien d'un demandeur d'asile n'est échangée avec les autorités de l'État de retour. Les ambassades usuellement contactées en vue d'un éloignement se doutent d'ailleurs bien que la plupart des candidats au retour sont des demandeurs d'asile déboutés. Dans l'hypothèse où un requérant a été débouté de sa demande et en l'absence de collaboration de celui-ci, l'autorité administrative se doit d'accomplir les diligences nécessaires dans le cadre des démarches en vue de son éloignement. Il découle de ce qui précède que le Ministère se réserve le droit de communiquer une telle information aux autorités diplomatiques concernées, mais l'usage qui en est fait demeure très rare en raison de la sensibilité du dossier.

- Eu égard aux éléments qui précèdent, le Ministère respecte systématiquement le principe de confidentialité et ne divulgue jamais le contenu d'une audition d'un demandeur d'asile débouté dans le cadre de son éloignement. Toutefois, il arrive couramment que le candidat à éloigner qui est dépourvu de documents d'identité ne collabore pas avec le Ministère dans l'établissement de son identité, voire de sa nationalité. Cette personne doit par conséquent être présentée auprès des autorités consulaires du pays dont il peut être supposé qu'elle est ressortissante. Interrogé sur son séjour au Luxembourg, le candidat au retour divulgue souvent lui-même qu'il a antérieurement déposé une demande d'asile qui a été rejetée par les autorités responsables. Comme indiqué plus haut, le Ministère se réserve le droit d'entrer en contact avec les autorités diplomatiques d'un pays tiers, en particulier en présence de demandeurs d'asile déboutés qui refusent de coopérer dans l'établissement de leur identité et leur nationalité. À ce jour, seule l'ambassade de Gambie a été mise au courant (sur requête expresse de celle-ci) de la présence de quelques soi-disant ressortissants gambiens ne voulant pas coopérer avec le Ministère quant à leur «statut» de demandeurs d'asile déboutés. Aucune autre information n'a été portée à la connaissance des autorités gambiennes.

- Je suis parfaitement conscient qu'il s'agit d'une matière très sensible. Lorsqu'un demandeur d'asile débouté en instance d'éloignement ne présente aucun document d'identité ou de voyage, le Ministère doit solliciter un laissez-passer auprès des autorités consulaires dont la personne est supposée ou a déclaré être le ressortissant. Il s'agit d'un exercice difficile et souvent fastidieux. En effet, il va de soi qu'un des moyens les plus usuellement employés pour ne pas être reconduit dans le pays d'origine réside dans le fait de ne pas présenter ses pièces d'identité au Ministère. Dès lors, l'issue de la procédure d'éloignement dépend uniquement des autorités consulaires du pays dont la personne se réclame. S'y ajoute qu'un grand nombre de candidats au retour s'inventent délibérément une «nouvelle» identité, voire nationalité ce qui ne facilite nullement les démarches du Ministère. De leur côté, les autorités consulaires sont partagées entre plusieurs injonctions. Elles sont en principe tenues par le droit international de réadmettre leurs ressortissants, mais elles sont également censées protéger leurs nationaux et défendre leurs intérêts face à un État tiers. Cette contradiction donne lieu à des pratiques de délivrance de laissez-passer très variables d'une autorité consulaire à l'autre. Plus généralement, le flou qui pèse sur les modalités d'identification des demandeurs d'asile déboutés par les autorités consulaires saisies engendre des pratiques très fluctuantes d'un pays à l'autre. C'est dans ce contexte très embrouillé que le Ministère tente tant bien que mal d'établir de bonnes relations avec les autorités consulaires concernées. Lorsqu'un demandeur d'asile débouté refuse manifestement de coopérer avec les autorités luxembourgeoises et refuse de se soumettre à l'obligation de quitter le territoire, il incombe au Ministère d'entrer en contact avec les autorités consulaires du pays d'origine supposé. Dans ce contexte, il s'impose à l'administration d'échanger des informations avec l'ambassade du pays prétendument d'origine.

Question 1507 (8.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **numéros d'urgence:**

Wann een an d'Ausland fiert, oder Auslänner op Lëtzebuerg kommen, ass een am Noutfall, zum Beispill bei engem Accident, op eng «Noutnummer» ugewisen, fir Hëllef erbäizeruffen. Wat d'Rettungswiese betrëfft, schéngt d'Nummer 112 sech an Europa duerchgesat ze hunn, mat Ausnahm vun Italien wou dofir den 118 (Rettungsdéngscht) oder den 115 (Pompjeeën) missten ugeruff ginn.

Fir d'Police ze ruffen, gëllen zum Deel ënnerschiddlech Nummeren, zum Deel den 112, den 113 (dësen och zu Lëtzebuerg) oder den 110.

An dësem Zesummenhang géif ech dem Här Banneminister gär dës Froe stellen:

1) Wéi sinn d'Erfahrungen zu Lëtzebuerg mat dësen zwou verschiddenen Nummeren (112 an 113)? Gëtt an der Regel déi «richteg» Nummer gewielt? Wat passéiert, wann den Uruff op déi «falsch» Zentral geet? Gëtt et en Ënnerscheed, ob Leit uruffen, déi am Land wunnen oder hei op der Duerchrees si respektiv an der Vakanz sinn?

2) Wär et zu Lëtzebuerg net méi einfach, eng eenzeg Nummer - den 112 - bei allen Noutfäll unzeruffen, wou dann den Opérateur jee no Fall den Uruff kéint weiderleeden? Wann den Här Minister dës Meenung deelt, a wéi engem Zäitraum kéint een dës gemeinsam Nummer ariichten?

3) Wat fir Ustrengunge ginn an der Europäescher Union gemaach, fir eng eenzeg Nummer fir all Noutfäll anzeriichten?

4) Ginn et och Verhandlunge mat Länner baussent der EU - zum Beispill der Tierkei an de Länner op dem Balkan -, fir déi gemeinsam Nummer 112 anzeféieren?

Réponse (1.7.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Le Central des Secours d'Urgence (CSU-112) de l'Administration des Services de Secours et le Centre d'Intervention National (CIN-113) de la Police grand-ducale sont liés par des lignes téléphoniques directes. Ainsi, en cas d'un appel d'urgence, les préposés de ces centraux peuvent diriger les appels vers leurs collègues respectifs. D'ailleurs, pour bon nombre d'appels d'urgence, comme par exemple les accidents de la route, les centraux d'appel d'urgence s'informent mutuellement par ces voies directes puisque ces interventions requièrent aussi bien la présence des unités de la police que celle des services de secours.

Donc, quel que soit le numéro choisi par une personne nécessitant une aide urgente, l'aide et l'intervention appropriée est garantie. D'ailleurs, les citoyens luxembourgeois sont bien familiers avec les numéros d'urgence valables dans notre pays, puisque des appels erronés sont peu fréquents.

Tout appel d'urgence adressé par un téléphone du réseau national fixe aboutit automatiquement au CSU-112 respectivement au CIN-113. Il en est en principe de même d'un appel provenant d'un téléphone portable qui se trouve sur le territoire luxembourgeois. Cependant, en quelques endroits aux confins de notre frontière, la personne qui adresse un appel d'urgence avec son portable peut se trouver dans un réseau de téléphonie du pays voisin. Comme les centraux d'appel d'urgence sont reliés entre eux, ces appels sont immédiatement dirigés vers le central approprié. Il n'existe donc pas de différence de traitement des appels, qu'ils proviennent de résidents ou non-résidents luxembourgeois, de vacanciers ou encore de personnes en voyage.

Étant donné que le système actuel fonctionne bien et comme les structures et chaînes d'alerte au niveau de la police et des services de secours sont complexes et très différentes, une mise en commun de ces centraux d'alerte alourdirait la tâche des opérateurs avec risque d'erreurs accru. Il n'est donc pas envisagé de regrouper ces deux centraux. Bien au contraire, un central de chute du CSU-112 sera installé au cours de 2011 au CIN-113 de la Police grand-ducale pour garantir une redondance et le fonctionnement du CSU-112 en cas d'un défaut important d'origine interne ou externe.

Conformément à la décision du Conseil du 29 juillet 1991 relative à la création d'un numéro d'appel unique européen, les États membres ont eu l'obligation d'introduire le numéro d'appel 112 dans les réseaux téléphoniques publics pour le 31 décembre 1992. Même si dans certains pays, le numéro 112 ne figure pas comme numéro officiel à appeler en cas d'urgence, le 112 fonctionne de façon sous-jacente, c'est-à-dire en cas de détresse, le numéro 112 est disponible et il est gratuit. En réalité, à cause de problèmes techniques dans certains pays, le numéro d'urgence 112 fonctionne seulement depuis 2004 dans toute l'Union européenne.

Certains pays en dehors de l'Union européenne ont adopté le 112, ou il fonctionne au moins de façon sous-jacente, comme par exemple l'Islande, la Suisse, le Liechtenstein, la Norvège, Andorre, Monaco, Saint-Marin, le Vatican, la Croatie, la Serbie, la République de Macédoine et la Turquie.

D'autres pays de l'Europe, comme l'Albanie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Russie n'ont pas prévu d'introduire le 112.

La promotion du numéro d'appel 112 à travers l'Europe est un des principaux buts recherché par l'«European Emergency Number Association» (www.eena.org) et par la «112 Foundation» (www.112foundation.eu), qui se destinent d'informer et de sensibiliser davantage la population européenne au numéro d'appel d'urgence européen unique 112.

Question 1510 (9.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **publication de certaines nominations sur le site www.gouvernement.lu:**

Il ressort du résumé des travaux du Conseil de Gouvernement du 27 mai 2011, tel qu'il a été publié sur le site du Gouvernement, qu'il a été procédé à cette date à la nomination de plusieurs futurs ambassadeurs non-résidents du Luxembourg.

Une telle nomination est en principe confidentielle jusqu'au moment où le futur État accréditaire accorde l'agrément à l'ambassadeur désigné par l'État accréditant. Cette procédure, ancrée d'ailleurs dans le droit international public, est également dictée par les règles les plus élémentaires de la courtoisie dans les relations internationales. Un État accréditaire ne doit en effet jamais apprendre par les médias quelle est la personnalité que l'État accréditant a désignée comme son futur ambassadeur et pour laquelle il demandera l'agrément, mais par la voie di-

plomatique et bien évidemment sous le sigle de la confidentialité.

Force est de constater que la publication du 27 mai 2011 précitée ne semble pas se conformer à ces règles. C'est pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Messieurs les Ministres connaissent-ils les dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961, ratifiée par le Luxembourg, et notamment son article 4 qui se lit comme suit:

«Article 4: L'État accréditant doit s'assurer que la personne qu'il envisage d'accréditer comme chef de la mission auprès de l'État accréditaire a reçu l'agrément de cet État. L'État accréditaire n'est pas tenu de donner à l'État accréditant les raisons d'un refus d'agrément.»

2) Messieurs les Ministres sont-ils conscients que, pour des raisons de courtoisie, la nomination d'un ambassadeur désigné doit rester confidentielle jusqu'au moment où l'État accréditaire a donné l'agrément requis par le Gouvernement de l'État accréditant?

3) Si oui, comment Messieurs les Ministres expliquent-ils la publication sur la toile et, ultérieurement, dans un organe de la presse écrite, de ces nominations avant même que les procédures requises sur le plan diplomatique n'eussent été entamées?

4) Messieurs les Ministres sont-ils conscients du fait que les ambassades des pays concernés auprès du Luxembourg suivent les travaux du Gouvernement luxembourgeois et s'informent régulièrement du contenu des organes de la presse? Estiment-ils judicieux de violer les us et coutumes diplomatiques par la publication prématurée de la nomination d'ambassadeurs désignés?

Réponse commune (5.7.2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn,** *Vice-Premier Ministre:*

1) Oui.

2) L'État accréditant est souverain dans le choix de l'ambassadeur qu'il souhaite nommer auprès d'un autre État tout comme ce dernier est libre d'accepter ou non ce choix. Le Gouvernement est soucieux d'accorder à la procédure de désignation d'un ambassadeur la transparence nécessaire.

3) Les seules règles en la matière sont celles énoncées au point précédent. Celles-ci ont été scrupuleusement respectées.

4) La perception des «us et coutumes» de la diplomatie a quelque peu changé depuis le Congrès de Vienne au début du XIX^{e} siècle.

Il est fréquent, sinon la règle aujourd'hui, que la désignation d'un ambassadeur auprès d'un autre pays fasse l'objet d'un communiqué avant que l'agrément n'ait été demandé. Dans la mesure où le privilège d'accorder ou non l'agrément ne s'en trouve amoindri, ceci n'enfreint aucune disposition légale, internationale ou nationale.

Question 1516 (14.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**ambassadeur du Luxembourg en Roumanie:**

En date du 27 mai 2011, le Gouvernement en Conseil a procédé à la nomination de l'actuel Représentant permanent du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg à la fonction d'ambassadeur du Luxembourg en Roumanie.

Cette nomination peut surprendre puisque, depuis de longues années, la Roumanie est couverte à partir de notre ambassade à Athènes. Cela s'explique entre autres par la proximité géographique entre les deux pays et les excellentes liaisons aériennes entre Bucarest et Athènes.

Encore récemment, la visite que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères a effectuée à Bucarest les 14 et 15 mars 2011 a été renseignée sur le site de l'ambassade du Luxembourg à Athènes.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1) Au moment de la nomination de l'actuel ambassadeur du Luxembourg à Athènes, le Gouvernement entendait-il maintenir les accréditations de cet ambassadeur en Roumanie, en Géorgie et à Chypre?

2) Si oui, pourquoi le Gouvernement a-t-il changé d'avis en ce qui concerne la Roumanie? Quelles sont ses décisions concernant notre représentation diplomatique à Chypre et en Géorgie?

3) À quelles dates respectives, Monsieur l'ambassadeur du Luxembourg à Athènes a-t-il remis ses lettres de créance au Président de la République hellénique, au Président de la République de Chypre, au Président de la Géorgie et au Président de la Roumanie?

4) Pourquoi le Gouvernement a-t-il choisi d'accréditer Monsieur le Représentant permanent auprès du Conseil de l'Europe comme nouvel ambassadeur à Strasbourg alors que les liaisons aériennes entre Strasbourg et Bucarest sont moins bonnes que celles entre Athènes et Bucarest?

5) Le Gouvernement partage-t-il l'avis que la Roumanie a un poids tellement important en Europe, surtout en Europe du Sud-est, qu'il serait hautement indiqué d'ouvrir prochainement une ambassade résidente à Bucarest?

Réponse (5.7.2011) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

1) Non.

2) L'ambassadeur à Athènes a été instruit de déposer la demande d'agrément auprès de Nicosie. Une décision concernant la Géorgie sera prise en temps utile.

3) L'ambassadeur du Luxembourg auprès de la Grèce a remis ses lettres de créance le 15 septembre 2010.

4) La qualité et le coût des liaisons aériennes sont des facteurs qui sont pris en compte dans la configuration d'un réseau de coaccréditations. Il y en a d'autres. La Roumanie assure une présence active auprès du Conseil de l'Europe qui, de par ses activités, représente une instance importante pour Bucarest. Cela permettra au Luxembourg de mieux suivre l'actualité de ce pays et de renforcer les liens avec lui, à partir de Strasbourg.

5) Le Gouvernement luxembourgeois entretient d'excellentes relations avec le Gouvernement roumain. Les deux pays s'estiment à leur juste valeur. La Roumanie entretient une ambassade bilatérale à Luxembourg, ce qui est très apprécié. La Roumanie figurera dans le cadre de notre réflexion sur l'évolution du réseau diplomatique luxembourgeois, à terme.

Question 1517 (14.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **nouvelles accréditations d'ambassadeurs décidées par le Conseil de Gouvernement le 27 mai 2011:**

Les décisions prises par le Gouvernement soulèvent en effet un grand nombre d'interrogations.

D'abord, cinq des six nominations concernent des pays de l'Europe du Sud-est (Roumanie, Serbie, Slovaquie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro). La question se pose donc, s'il n'aurait pas été à la fois plus judicieux et plus rationnel d'ouvrir une ambassade résidente dans cette région et de coaccréditer l'ambassadeur dans les pays concernés. Une telle démarche aurait en même temps facilité une approche cohérente dans notre politique sud-est-européenne. Il est sans doute superfétatoire de rappeler les très nombreuses relations politiques, historiques, culturelles et économiques que le Luxembourg a dans cette région, tout comme d'autres intérêts comme par exemple dans le domaine des demandeurs d'asile.

La sixième nomination concerne le Brésil. Même s'il faut saluer le fait que le Luxembourg semble enfin vouloir accorder plus d'importance à ses relations bilatérales avec ce pays et au-delà avec l'Amérique latine, il faut quand même se demander si l'accréditation d'un ambassadeur au Brésil résidant à Luxembourg peut être de nature à apporter la moindre plus-value réelle.

Certains des nouveaux ambassadeurs désignés exercent actuellement des fonctions non dirigeantes au sein du Ministère des Affaires étrangères. Or, il est absolument contraire aux us et coutumes diplomatiques de nommer des fonctionnaires n'exerçant pas déjà une fonction dirigeante ou n'étant pas sur le point d'être nommé à une fonction dirigeante, par exemple comme chef de mission résidant, à exercer des fonctions d'ambassadeurs non-résidents. Les pays accréditaires pourraient, d'ailleurs non sans raison, considérer qu'il s'agit d'un manque de respect à leur égard et refuser l'agrément. Ainsi, de telles nominations pourraient même nuire à nos relations bilatérales avec les États concernés.

Par ailleurs, la nomination de directeurs adjoints aux fonctions d'ambassadeurs non-résidents soulève encore d'autres questions: au niveau de l'organisation du travail au sein de leurs directions respectives comme aussi en ce qui concerne l'évolution de leur carrière personnelle. Compte tenu de leur rang hiérarchique souvent encore modeste dans le tableau d'ancienneté du Corps diplomatique luxembourgeois, pourront-ils conserver le titre d'ambassadeur après avoir quitté leur fonction actuelle de directeur adjoint? De telles nominations ne créent-elles pas un potentiel de tension aussi indésirable qu'inutile entre collègues du Corps diplomatique?

Et finalement: le Luxembourg a d'excellentes expériences avec les traités de représentation diplomatique, respectivement consulaire, qui le lient aux Pays-Bas et à la Belgique. Or, ces pays sont dessaisis, tout au moins dans une très large mesure, de la mission qu'ils exercent pour le compte du Grand-Duché de Luxembourg au moment où celui-ci accrédite lui-même un chef de mission diplomatique dans un État particulier. Aussi faut-il toujours se poser la question si l'accréditation d'un ambassadeur non-résident peut avantageusement remplacer les arrangements «bénéluxiens» précités et si les deux traités mentionnés ne risquent pas d'être inutilement et inopportunément affaiblis par une telle politique?

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Pourquoi le Gouvernement procède-t-il à de nombreuses coaccréditations d'ambassadeurs non-résidents en Europe du Sud-est au lieu d'ouvrir une ambassade résidente dans cette région?

2. Quelles sont les vues du Gouvernement sur les possibilités d'action d'un ambassadeur au Brésil résidant à Luxembourg?

3. Le Gouvernement est-il conscient du fait que la désignation de directeurs adjoints aux fonctions d'ambassadeurs non-résidents est contraire aux us et coutumes diplomatiques?

4. Les intéressés pourront-ils conserver le titre d'ambassadeur lorsqu'ils n'exerceront plus leur fonction actuelle, à supposer qu'ils auront reçu l'agrément de leur pays accréditaire?

5. Le Gouvernement continue-t-il à accorder l'importance voulue, nécessaire et méritée aux Traités de représentation diplomatique, respectivement consulaire, qui lient le Luxembourg à ses voisins néerlandais et belge?

Réponse commune (5.7.2011) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

1. Les moyens dont dispose le Gouvernement pour étayer son réseau diplomatique à l'étranger sont limités, l'obligeant à faire des choix difficiles. L'Europe du Sud-est est une région importante pour l'ensemble du continent. Elle se trouve engagée dans une dynamique de rapprochement avec l'Union européenne et l'OTAN. Ses pays sont déjà membres du Conseil de l'Europe et de l'OSCE. Les contacts en marge ou au sein de ces instances entre nos responsables politiques et diplomates respectifs, ont permis de forger des liens solides et diversifiés qui compensent, en partie, l'absence d'ambassades.

Pour approfondir nos relations avec les pays de l'Europe du Sud-est, le Gouvernement a décidé d'aller plus loin, en désignant des ambassadeurs non-résidents. En fonction de l'expérience que nous en retirerons, nous serons à même de décider si l'ouverture d'une ou de plusieurs ambassades résidentes en Europe du Sud-est se justifie. Nous estimons que cette approche graduée, basée sur des critères objectifs, respecte au mieux le double impératif de disposer d'un réseau diplomatique performant et dont le fonctionnement respecte les principes d'une gestion raisonnable des deniers publics.

2. L'ambassadeur du Luxembourg auprès du Brésil, pays dont les autorités ont été saisies d'une demande d'agrément, résidera à Luxembourg. Il pourra ainsi mieux bénéficier de la proximité du milieu économique luxembourgeois et favoriser le développement de ce vecteur particulièrement important de nos relations bilatérales avec le Brésil.

3. Nous ignorons à quels «us et coutumes» Monsieur le Député fait référence dans sa question. En la matière il n'y a que des règles écrites que le Luxembourg a toujours respectées.

4. Cette question se posera dans quelques années seulement. Elle recevra une réponse en temps utile, conformément à la loi.

5. La coopération consulaire et diplomatique avec nos partenaires belge et néerlandais, inscrite dans deux accords bilatéraux, reste, à maints égards, indispensable, essentiellement pour le Luxembourg, mais pas exclusivement. En effet, depuis peu, les services consulaires luxembourgeois suppléent leurs collègues néerlandais dans plus d'une douzaine de villes à l'étranger, tendance qui commence à s'avérer également au plan de notre coopération consulaire avec la Belgique.

Question 1526 (16.6.2011) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **réforme de l'ADEM:**

Et ass erstaunlech, datt am Kader vun dëser Reform an eenzel Servicer vun der ADEM, wéi zum Beispill am Service vum Réemploi an der rue Bender an der Stad, eng Persoun hiren Déngscht mécht, déi nëmme Franséisch schwätzt.

Ganz oft sinn déi Persounen, déi dës Servicer benéidegen, an enger prekärer Situatioun, wou se sech net ganz wuelfillen, an ëmsou méi Schwieregkeeten hunn, fir sech an enger friemer Sprooch auszedrécken.

Kann den Här Aarbechtsminister duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass et net normal, datt all Bierger a sengem Land sech a senger eegener Sprooch kann un d'Verwaltunge riichten?

2. Wéisou gëtt beim Astelle vun enger Persoun, op engem Posten, wou de Kontakt mam Publikum besteet, net verlaangt, datt dës Persoun Lëtzebuergesch schwätzt a versteet?

3. Gëtt et am Listing vun de Persounen, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn an eng Aarbecht sichen, keng Leit déi d'Lëtzebuerger Sprooch beherrschen an déi iwwert déi noutwendeg Qualifikatioune verfügen, fir esou e Posten ze besetzen?

Réponse (6.7.2011) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

D'ADEM huet, ënner anerem, als Missioun d'Gesetzgebung iwwert d'Preventioun vum Chômage, d'Ofbaue vum Chômage an d'Bewëllege vun de Chômageindemnitéiten ze applizéieren.

An deem Kader assuréiert de Service «Maintien de l'emploi» d'Gestioun vun der «Aide au réemploi». Fënnef Leit sinn zoustänneg fir dës Hëllef, dorënner een détachéierten Agent vun ArcelorMittal. Dësen Agent, deen eng exzellent Aarbecht mécht, ass francophone; hie versteet Lëtzebuergesch, mä schwätzt et net geleefeg.

Den Tëlefon gëtt am Prinzip vun deene véier aneren Agenten entgéintgeholl; et ass nëmmen an Ausnahmefäll, dass den détachéierten Agent eng Verbindung entgéinthëlt.

Et ass natierlech selbstverständlech, dass eis Clienten hiert Uleies kënnen op Lëtzebuergesch virbréngen.

De Sproochekritär ass natierlech wichteg beim Astelle vun neie Mataarbechter, besonnesch bei deenen, déi e regelméissege Kontakt mat eiser Kliantell hunn.

D'ADEM huet dem concernéierten Agent suggéréiert Efforten ze maache betreffend d'Lëtzebuerger Sprooch an eventuell a Sproochecoursen ze goen.

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les ***lundis*** *entre 20.00 et 22.00 heures les* ***moments forts*** *de l'actualité parlementaire.*

L'émission est ***rediffusée*** *du* ***mardi au vendredi*** *de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*